

HISTOIRE

DE TURENNE

1re SÉRIE GRAND IN-8°

HISTOIRE

DE TURENNE

1re SÉRIE GRAND IN-8°



TURENNE

HISTOIRE
DE TURENNE
MARÉCHAL DE FRANCE

PAR

L. ARMAGNAC

SOUS-CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

SIXIÈME ÉDITION

Il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand en deçà du Rhin en Alsace. (TURENNE.)



TOURS

ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

M DCCC LXXXVIII

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

Histoires de Turenne : Ramsay, Raguenet, du Buisson (Sandras des Courtilz).

Collection de lettres et mémoires trouvés dans le portefeuille de M. de Turenne : Grimoard.

Mémoires de Turenne.

Mémoires du temps, notamment Bussy-Rabutin, Puységur, Frémont d'Ablancourt, Langlade, la Rochefoucauld, Montglat, duc d'York, du Plessis, Gramont, Saint-Hilaire, cardinal de la Valette, cardinal de Richelieu, Saint-Simon, de Cosnac, la Fare, Louis XIV, Mme de Motteville, Omer Talon, Lenet, Feuquières, Gourville, Mlle de Montpensier, l'abbé Arnault, Conrart, etc.

Mémoires de Loménie de Brienne, précédés d'un essai sur les mœurs et les usages du XVIIe *siècle,* par Barrière.

Journal d'Olivier d'Ormesson.

Histoire de Louvois, par Camille Rousset.

Mémoires de Napoléon. Précis des guerres du maréchal de Turenne.

Histoire des quatre dernières campagnes de Turenne : Beaurain (le comte de Grimoard).

Dernières campagnes de Turenne : Deschamps.

Relation de la campagne de Fribourg : le marquis de la Moussaye.
Histoire de Louis XIV : Gaillardin.
Siècle de Louis XIV : Voltaire.
Histoire de la Fronde : Saint-Aulaire.
La Bataille de Turkheim : Ch. Gérard.
Campagne de Turenne en Alsace : Henri Choppin.
Histoire du traité de Westphalie : le P. Bougeant.
Oraisons funèbres de Turenne : Mascaron, Fléchier, etc.
Études sur la vie de Bossuet : A. Floquet.
La Misère au temps de la Fronde : Feillet.
Histoire de Louis de Bourbon, prince de Condé : Désormeaux.
Histoire militaire de Louis XIV :- De Quincy.
Lettres de Richelieu, Mazarin, Guy Patin, Mme de Sévigné, Bussy-Rabutin, Pellisson, etc.

L'auteur a de plus consulté les *Archives de la guerre,* les *Archives nationales* et la *Section des manuscrits de la Bibliothèque nationale.*

HISTOIRE DE TURENNE

CHAPITRE PREMIER

ENFANCE ET JEUNESSE DE TURENNE. — SON ÉDUCATION — SES PREMIÈRES ARMES

Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, naquit à Sedan le 11 septembre 1611[1]. Il était le second fils de Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, prince de Sedan, et d'Élisabeth de Nassau, fille de Guillaume Ier de Nassau, prince d'Orange.

Le duc de Bouillon, son père, appartenait à la maison de la Tour, « originaire de la province d'Auvergne, bonne, ancienne, bien alliée, » mais qui, jusqu'à lui, « n'avait jamais eu ni prétendu aucune distinction particulière, » dit Saint-Simon. Le duc de Bouillon, le premier de sa famille « qui ait eu des chimères », était un homme d'une intelligence

[1] C'est du moins la date que donnent généralement les auteurs, entre autres l'abbé Raguenet, que sa position de précepteur dans la maison de Bouillon mettait à même d'être bien renseigné.

Il existe dans les archives du tribunal civil de Sedan un certain nombre de registres ayant pour titre : *S'ensuivent les baptesmes, mariages, déceds, célebrez en l'esglise chrestienne refformée de Sedan en l'année...* Malgré mes recherches, je n'ai pu découvrir celui de l'année 1611, qui a sans doute été égaré ; mais la ville de Sedan possède une inscription qui peut être considérée comme une preuve que la date ci-dessus est exacte. Près de la salle des Antiques du château se trouvait un pavillon dans lequel existait une chambre voûtée en pierre, où naquit, dit-on, le célèbre Turenne. Cette chambre a été détruite au moment de la révolution de 1789. Quelques années plus tard, on plaça sur le mur d'une tour située près de l'emplacement du pavillon une pierre noire qui porte cette inscription :

ICI NAQUIT TURENNE,
LE 11 SEPTEMBRE 1611.

(Note communiquée par M. Nozot, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, à Sedan.)

remarquable, actif, habile, d'une grande expérience dans les affaires, « tenu pour un oracle en politique, » d'un courage éprouvé, mais très ambitieux, peu scrupuleux sur le choix des moyens, tout entier au désir d'élever sa maison. « Trouvant étroites les bornes de sujet et de particulier, » il nourrissait en secret de vastes desseins que les circonstances pouvaient développer, et se fit le chef du parti calviniste en France. Son éducation première avait été fort négligée. Devenu jeune homme, il s'était adonné, de lui-même et avec succès, à l'étude de l'histoire, des mathématiques, de la philosophie et « de toutes les sciences qui pouvaient le rendre aussi propre pour les conseils que pour l'exécution ». Il fut distingué par Henri IV, auquel il avait été attaché dès sa jeunesse, et dont il devint, selon les termes mêmes du roi, « le lieutenant, l'ami et le compagnon ». Henri IV le fit maréchal, lui confia d'importantes missions en Angleterre, et contribua à son mariage avec Charlotte de la Marck, héritière de Sedan, Bouillon, Raucourt et Jametz. Après trois ans de mariage, Charlotte mourut sans lui laisser d'enfants; mais, au lit de mort, elle fit un testament en sa faveur. Quelques chroniqueurs méchants ont osé prétendre qu'elle était déjà morte quand on lui fit signer ce testament. Quoi qu'il en soit, soutenu par Henri IV, qui voyait avec plaisir la possession d'une des frontières du royaume entre les mains d'un de ses plus dévoués serviteurs, le duc garda la dot et se remaria en 1595 avec la fille de Guillaume le Taciturne. Par sa mère, Turenne se rattachait donc à la célèbre maison de Nassau, qui a donné un empereur à l'Allemagne, plusieurs stathouders à la Hollande et un roi à l'Angleterre.

Turenne fut élevé dans la religion protestante, à laquelle son père et sa mère se montraient également attachés. Dès qu'il fut en âge d'avoir des maîtres, son père, qui plus que tout autre devait essentiellement tenir à ce que ses enfants reçussent dès leur jeunesse une éducation soignée et une instruction étendue dont il comprenait si bien l'importance, plaça auprès de lui deux hommes distingués, Daniel Tilenus et le chevalier de Vassignac.

Daniel Tilenus avait été appelé à Sedan, vers l'an 1600, par le duc de Bouillon comme ministre et professeur de l'académie protestante qu'il venait de fonder. Le duc le choisit pour être le précepteur de son second fils; le célèbre Dumoulin avait été le maître de l'aîné. Tilenus, « dont l'humeur était, à ce qu'il semble, passablement batailleuse, » disent les frères Haag[1], était Allemand d'origine et ne maniait pas facilement la langue française. C'était un homme d'une immense érudition, mais violent, emporté, tout d'une pièce. Il prit une part active aux luttes théologiques intestines auxquelles l'Église protestante était alors en proie. Ramsay le traite de « calviniste tolérant ». Il était si peu calvi-

[1] *La France protestante*, verb. Tilenus.

niste et si peu tolérant, qu'il disait : « Si je me trouvais dans la nécessité de me faire mahométan ou calviniste, j'aimerais mieux me faire mahométan; car enfin les mahométans adorent un Dieu bon et miséricordieux, au lieu que les calvinistes nous proposeut un Dieu cruel et impitoyable qui damne ses créatures de propos délibéré. »

Le gouverneur de Turenne était le chevalier Henri de Vassignac. La famille de Vassignac, l'une des plus anciennes du Limousin, s'attacha à la maison de la Tour, embrassa, à son exemple, la religion protestante et la suivit à Sedan. La mère du gouverneur de Turenne était dame de compagnie de la duchesse de Bouillon. Henri de Vassignac était un homme modeste et austère, complètement dévoué à la famille de Bouillon et que son jeune élève aimait beaucoup. Un de ses neveux, qui finit par abjurer la religion protestante, suivit avec succès la carrière militaire et fut colonel d'un régiment de son nom en 1676.

Turenne était un enfant fort ordinaire. Rien chez lui n'annonçait ce qu'il devait être un jour. Il était bon, et donnait volontiers et de lui-même aux pauvres de Sedan l'argent que l'on mettait à sa disposition pour ses menus plaisirs. Son caractère était franc, très posé, modeste et doux, mais ferme. Son esprit était lent et tardif; il y avait du Hollandais chez Turenne. Il apprenait peu et difficilement, mais il réfléchissait beaucoup sur ce qu'il avait lu et appris. Dans les premiers temps de son éducation, la difficulté qu'il avait à étudier passa auprès de ses maîtres pour défaut d'application, et les châtiments corporels, fort en usage en ce temps-là pour les écoliers récalcitrants, fussent-ils princes ou rois (Louis XIV, on le sait, n'y échappa point), faillirent le dégoûter entièrement de ses maîtres et de ses études. Heureusement son père comprit la nature de cet esprit, que la sévérité n'aurait pas dompté. Il interdit le fouet, piqua l'amour-propre de l'enfant, l'excita doucement et le fit ainsi travailler et réussir dans ses études, sauf dans les sciences, qu'il n'apprenait qu'à contre-cœur.

Turenne aimait par-dessus tout la lecture, ce travail paresseux qui exige si peu d'efforts. Ses auteurs préférés étaient les historiens, et parmi eux son favori était Quinte-Curce. Son biographe, Ramsay, raconte à ce sujet une anecdote intéressante que je rapporte sans, bien entendu, me porter garant de son authenticité.

A dix ou onze ans, Turenne lisait avec passion cette attachante vie d'Alexandre qu'a écrite Quinte-Curce, et, dans son enthousiasme, il se plaisait à raconter à ceux qui l'entouraient les faits héroïques qui l'avaient le plus frappé. Un jour, à table, comme il venait de citer quelque trait invraisemblable de son héros favori, un officier, ami de son père, voulut le mettre en garde contre les exagérations de Quinte-Curce, et lui dit que la vie d'Alexandre n'était qu'un roman. L'enfant parut vivement froissé de cette observation. La duchesse de Bouillon, ayant remarqué son mécontentement, fit signe à l'officier de continuer

à le contredire. La dispute s'échauffa. Turenne se mit en colère, quitta brusquement la table et fit secrètement appeler en duel l'officier, qui, sur l'avis de la duchesse, accepta le cartel. On organisa une partie de chasse pour le lendemain, et Turenne, échappant à la surveillance, volontairement en défaut, de son gouverneur, arriva au lieu du rendez-vous, où l'attendaient sa mère et l'audacieux officier qui avait osé douter de l'absolue véracité de Quinte-Curce. La duchesse de Bouillon reçut son fils en lui disant qu'elle venait servir de second à son adversaire, mais qu'elle espérait que tout pourrait s'arranger. Tout s'arrangea, en effet : l'officier déclara qu'il tenait pour vérités de foi toutes les anecdotes de Quinte-Curce, et, l'enfant s'étant déclaré satisfait, on se dirigea vers une table bien garnie que la duchesse avait fait dresser aux environs. On se mit gaiement à table, et le duel se changea en déjeuner. Serait-ce à Mme de Bouillon que remonterait cette manière d'accommoder les différends, qui est devenue assez commune de nos jours pour qu'elle n'ait plus à nos yeux le piquant de l'originalité?

Puisque nous en sommes aux anecdotes de l'enfance de Turenne, n'omettons pas le récit bien connu, consacré par les arts et la tradition, qui nous le montre couché sur l'affût d'un canon. Enfant, il était d'une complexion très délicate, et sa constitution fut toujours faible jusqu'à l'âge de douze ans. Son père disait souvent avec regret devant lui qu'il ne serait jamais en état de supporter les fatigues de l'état militaire. Pour lui prouver le contraire, Turenne prit la résolution de passer une nuit pendant l'hiver sur les remparts de Sedan. Il disparut un soir, et le chevalier de Vassignac, après l'avoir longtemps cherché, le trouva, vers dix à onze heures, couché et endormi sur l'affût d'un canon.

Le duc de Bouillon mourut en 1623. La mère de Turenne continua l'éducation de son fils. L'enfant, qui entrait dans sa douzième année, commença alors ce qu'on appelait « les exercices », où il réussit mieux et plus vite que dans ses études. Il s'exerça à manier les armes, et prit si bien l'habitude du cheval, qu'en moins d'un an il put monter aisément les chevaux les plus difficiles.

Au commencement de l'année 1625, lorsqu'il venait à peine d'entrer dans sa quatorzième année, Mme de Bouillon jugea qu'il était assez formé pour prendre du service. On commençait de bonne heure en ce temps-là. L'aîné de la famille, Frédéric-Maurice, devenu duc de Bouillon et prince de Sedan par la mort de son père, servait en Hollande sous les ordres du prince Frédéric-Maurice. Ce prince, oncle maternel des deux jeunes gens, venait de recommencer courageusement, après une trêve de douze ans conclue en 1609 et expirée en 1621, la lutte poursuivie depuis tant d'années, avec opiniâtreté et succès, par la Hollande contre la puissante nation espagnole.

La duchesse de Bouillon aurait volontiers envoyé son second fils en France, où elle désirait se ménager des relations et des appuis; mais le

cardinal de Richelieu laissait déjà percer le dessein qu'il avait formé de lutter avec vigueur contre la religion protestante, devenue menaçante pour la sûreté de l'État. La duchesse de Bouillon ne voulut point exposer son fils à la pénible nécessité de combattre ses coreligionnaires; d'ailleurs il était très jeune, et comme les deux frères s'aimaient tendrement, elle l'envoya rejoindre son frère aîné en Hollande.

Le prince Maurice, capitaine général et amiral des Provinces-Unies, était un homme de grande valeur, l'un des meilleurs capitaines de son temps, actif, expérimenté, prudent, mais ambitieux, froid et dur. Il reçut parfaitement son jeune neveu, l'entretint longtemps, l'interrogea et reconnut en lui une maturité précoce et des dispositions pour la guerre. Le traitant comme il avait traité son frère, il le fit, contrairement à l'usage, entrer comme simple soldat dans une compagnie d'infanterie. En général, les jeunes seigneurs servaient dans la cavalerie et avaient un grade dès leur entrée au corps. Le prince Maurice pensait que les officiers qui ont passé par le rang comprennent mieux les besoins et l'esprit du soldat et savent mieux se faire obéir. De plus, il avait une préférence marquée pour l'infanterie. La guerre des Hollandais consistait surtout en sièges, où l'on pouvait dire avec raison « qu'un fantassin faisait la guerre, tandis qu'un cavalier la regardait faire ». Peut-être aussi ce grand capitaine avait-il entrevu l'importance toujours croissante que l'arme de l'infanterie devait prendre dans les guerres modernes.

Le jeune Turenne, déjà judicieux et sensé, obéit sans murmure aux ordres de son oncle. Il renonça à la cavalerie, prit le mousquet et accepta sérieusement et franchement sa position de simple soldat. Son capitaine était ce que l'on appelait alors « un domestique » de son père, c'est-à-dire un vassal du duché de Bouillon; Turenne exécutait néanmoins ses moindres ordres avec une obéissance absolue. Il ne refusait aucune corvée, et ne profita jamais des facilités que pouvaient lui donner sa parenté avec le prince Maurice et sa haute naissance pour se dérober aux devoirs les plus minutieux et les plus pénibles du métier. Lorsque l'armée était en marche, il ne quittait jamais les rangs. Quelques cadets de bonnes familles que le prince Maurice avait aussi enrégimentés, et qui étaient disposés à se donner leurs aises, se voyant dans la nécessité de faire comme lui ou de s'exposer aux reproches des officiers, rentrèrent dans la règle commune. Néanmoins le prince, craignant qu'il n'exposât sa santé en supportant, dans un âge aussi tendre, d'aussi grandes fatigues, lui ordonna de se ménager, ce qu'il ne fit qu'à regret. Les officiers lui ayant offert de le prendre avec eux, il ne voulut jamais y consentir, disant qu'il devait y avoir quelque différence entre les officiers et les soldats. Grand exemple de subordination et de respect de la règle, dont la jeunesse de notre époque, avide de bien-être, impatiente de tout frein, pourrait faire son profit.

Quelques mois après l'arrivée de Turenne à l'armée, le prince Maurice vint à mourir, le 23 avril 1625, à l'âge de cinquante-huit ans. Les Hollandais conférent le commandement des troupes à son frère le prince Henri-Frédéric, qui traita son jeune neveu avec autant d'affection et de sollicitude que l'avait fait son frère, et lui confia une compagnie d'infanterie. Le nouveau capitaine prit ses fonctions d'officier autant à cœur qu'il avait pris celles de soldat. Sa compagnie était l'une des mieux tenues et des plus disciplinées de l'armée. Il ne se reposait sur personne du soin d'instruire et de surveiller ses hommes. Il leur faisait faire l'exercice lui-même et les reprenait avec patience et fermeté. Dans le service, pour tout ce qui concernait l'instruction militaire et la discipline, il se montrait exigeant et sévère; en toute autre circonstance, il était bon pour les soldats et se mettait toujours à leur disposition. Il leur donnait des conseils et les assistait fréquemment de sa bourse. Il n'aima jamais beaucoup le jeu; même dans sa jeunesse, il ne jouait jamais, et, au lieu de perdre son temps et son argent, comme faisaient ses camarades, il se livrait à l'étude, et il employait à secourir les misères qu'il voyait autour de lui l'argent dont il pouvait disposer.

Nous ne le suivrons pas dans toutes les campagnes qu'il fit au service de la Hollande, campagnes où il commença d'une manière obscure, mais des plus sérieuses, le rude et pénible apprentissage du métier de la guerre. Qu'il nous suffise de dire qu'en 1626, 1627 et 1628 il servit en qualité de capitaine aux sièges de Klundert, de Willemstad et de Groll, et qu'il prit part à presque toutes les expéditions du prince Henri contre le fameux Ambroise Spinola, général espagnol, l'un des plus grands hommes de guerre de son temps.

En 1629, quatre ans après son entrée à l'armée, les Hollandais entreprirent le siége de Bois-le-duc, en Brabant. Cette ville, entourée d'épaisses murailles, de fossés larges et profonds, flanquée de quatre forts détachés, était réputée l'une des plus fortes qu'il y eût alors au monde; elle avait été assiégée plusieurs fois et n'avait jamais été prise. Les eaux qui, pendant une grande partie de l'année, inondaient les environs à une très grande distance, en rendaient l'abord difficile. Le commandant, de Grobendronck, était un homme de guerre d'une expérience consommée. La garnison était de deux mille trois cents hommes de pied et de quatre compagnies de cavalerie, auxquels se joignirent huit cents hommes de la place de Bréda, qui arrivèrent dans la ville, le cinquième jour du siége, après avoir traversé pendant la nuit des marais regardés comme impraticables et des prés inondés.

Le 30 avril, les Hollandais investirent la place, tracèrent leurs lignes de circonvallation, qu'ils garnirent de forts établis de distance en distance, et creusèrent un canal pour conduire jusqu'au camp les approvisionnements qui leur arrivaient par la Meuse. Dès les premiers jours du siége, le gouverneur de Bois-le-Duc fit sortir de la ville, avec la

permission du prince d'Orange, presque toutes les bouches inutiles, femmes et enfants, et l'on se prépara des deux côtés à une lutte opiniâtre et acharnée. Le prince d'Orange avait rassemblé sous les murs de Bois-le-Duc trente-six mille hommes de troupes. Les gigantesques travaux qu'il fit faire assurèrent le ravitaillement de son camp, le garantirent contre toute attaque et lui permirent de bloquer complètement l'ennemi. Divers détachements espagnols essayèrent inutilement de pénétrer dans la ville. L'armée espagnole tout entière, sous les ordres du marquis de Bergues, vint pour attaquer les assiégeants; mais elle les trouva enfermés dans des retranchements si solides, qu'elle n'osa risquer une bataille et se retira. Le commandant de Grobendronck, se voyant alors sans espoir d'être secouru, et pressé par la famine, capitula après quatre mois de tranchée ouverte, le 14 septembre.

Turenne se fit remarquer pendant ce mémorable siège par sa bravoure et son activité. Il ne ménageait ni sa peine ni sa personne. Ses chefs l'encourageaient, son oncle tout particulièrement. Témoin de ses efforts, il cherchait sans cesse à lui procurer des occasions de se distinguer et à le mettre en avant. « Je n'ai point bougé du quartier, écrivait Turenne à sa mère, le 5 juin, si ce n'est pour aller avec M. le prince, qui s'est allé promener aujourd'hui dès cinq heures du matin. Il y a quatre ou cinq jours que, venant à propos d'une batterie qu'il a fait faire en ce quartier, il me dit qu'il voulait que je tirasse les premiers coups... Je donnai deux pistoles aux canonniers, » ajoute Turenne dans sa joie.

Ne négligeant aucune occasion de s'instruire, il interrogeait sans cesse les officiers, les ingénieurs, les sapeurs, les anciens soldats expérimentés, et ne se liait qu'avec les hommes dont il jugeait l'entretien sérieux et profitable. Il examinait les travaux dirigés par ses camarades, étudiait la défense de l'ennemi, observait tout et prenait soigneusement des notes. Il ne considérait pas seulement les faits isolés qui se produisaient sous ses yeux, il cherchait à deviner l'ensemble des opérations. Son esprit, un peu lent, mais pénétrant et sagace, d'une maturité au-dessus de son âge, le servait merveilleusement en cela. Le jour où il était de service à la tranchée, raconte un de ses biographes, était pour lui un jour de repos. La discipline, en lui défendant de quitter son poste, l'obligeait à une tranquillité forcée.

Quand il fallait combattre, il n'épargnait pas sa personne. Son gouverneur, alarmé de sa témérité, lui faisait parfois quelques observations : qu'il s'exposât bravement, quand sa compagnie était appelée à marcher, rien de mieux, c'était son devoir; mais pourquoi courir sans nécessité au-devant du danger? Turenne, qui respectait et aimait comme un père le chevalier de Vassignac, n'acceptait pas d'observations sur ce chapitre-là. Le pauvre gouverneur se plaignit de la témérité de son élève au prince d'Orange, qui fit appeler son neveu, le

reprit de son ardeur inconsidérée et lui recommanda de ne plus s'éloigner de sa personne, espérant bien au fond n'être pas pris au mot. Quand le jeune homme fut sorti, le prince se tourna vers les officiers présents et leur dit : « Je me trompe fort, Messieurs, ou ce jeune homme égalera un jour les plus grands capitaines. » Dès le lendemain, Turenne se joignit à un détachement commandé par le duc de Bouillon, et qui avait pour mission de combattre un corps de quatre à cinq cents hommes de la garnison de Bréda, envoyé au secours de la ville assiégée. Après un engagement très vif, les Espagnols furent mis en déroute, et Turenne s'acharna, avec quelques hommes seulement, à la poursuite des fuyards, tandis que le reste de sa compagnie regagnait le camp. On commençait déjà à s'inquiéter de sa longue absence, quand on le vit revenir à la tête du petit nombre de gens que son exemple avait entraînés. Ajoutons que le prince ne reprit pas trop son neveu de sa désobéissance.

Le chevalier de Vassignac mourut un peu avant la capitulation de Bois-le-Duc. Turenne « eut un si extraordinaire ressentiment de ce malheur, qu'il était impossible de lui ôter cette pensée, et que toutes les choses que lui avait dites son gouverneur lui revenaient incessamment à la mémoire[1] ».

Après le siège de Bois-le-Duc, le prince Henri rejeta les Impériaux et les Espagnols hors les limites des Provinces-Unies, et s'empara ensuite de toutes les places qu'ils possédaient sur le cours inférieur du Rhin.

Chaque année, Turenne venait passer en France, où il était fort bien reçu à la cour, le temps de loisir que lui laissait le service, et il continuait ses études. En 1627, il était à Paris; la peste se mit dans son quartier; il quitta son logement et se rendit « à deux lieues de Paris, en un lieu qu'on appelle l'Hay, qui est à M. de la Boulaye[2] ». Là « les maîtres d'armes et de danse viennent trois ou quatre fois la semaine[3] », et Turenne « explique fort souvent, après le manège, dans les Commentaires de César, où il se plaît plus qu'en aucun autre livre »; quelquefois il prend des leçons avec un M. Justel qui vient le voir à l'Hay, et « qui prend la peine de l'interroger de son latin[4] ».

Il éprouvait un certain plaisir à observer, au milieu de la cour, les pratiques de la religion réformée. « Encore que l'on soit en carême, je ne laisse pas de manger de la viande dans ma chambre, » écrit-il à sa mère vers la même époque.

Turenne passa l'année 1629 tout entière en Hollande. Nous le trouvons, l'hiver, à la Haye, apprenant le flamand ou se perfectionnant

[1] Turenne à sa mère, 19 septembre 1629.
[2] *Id.*, 10 août 1627.
[3] *Id.*, 16 août 1627.
[4] *Id.*, 20 octobre 1627.

dans les mathématiques. « Je ne trouve pas le flamand difficile à l'égal de ce que l'on disait; expliquant assez courant le Nouveau Testament, et la prononciation n'en étant pas fort malaisée, je tacherai de m'y rendre savant[1]. » — « Je m'avance le plus qu'il m'est possible dans les mathématiques, ayant passé tous les triangles[2]. » Il demeura au camp de Yucht, devant Bois-le-Duc, depuis le milieu de mai jusqu'à la fin d'octobre, et retourna alors à la Haye, où il se remit à l'étude et où il demandait à sa mère de remonter sa garde-robe. « Il ne me reste presque plus d'argent; mon linge s'use fort, n'en ayant point eu depuis Sedan. J'apprends tous les jours le flamand, que je n'ai point oublié, comme je le pensais, le parlant presque tout courant; sachant que vous le désirez, je m'y rendrai fort sujet, et en tout ce qu'il vous plaira de me faire l'honneur de me commander[3]. »

« Turenne, dit Ramsay, servit en Hollande pendant cinq années entières; mais la manière d'y faire la guerre, qui se bornait uniquement aux sièges, ne fournissant pas un champ assez vaste au désir qu'il avait de se perfectionner dans l'art militaire, il souhaita fort d'aller en France, et bientôt la situation des affaires de sa maison favorisa son envie. »

Au moment où Turenne mit au service de la France une épée qui devait plus tard peser d'un si grand poids dans ses destinées, il y avait à Paris deux cours séparées par des inimitiés profondes, celle du roi et celle de sa mère. « Louis XIII, froid, peu communicatif, sans prévenance pour la noblesse, étranger aux goûts de société qui se développaient autour de lui, vivait dans une espèce de retraite, et, comme il détestait les intrigues, surtout celles des femmes, sa jalousie imposait à Anne d'Autriche le même genre de vie. Marie de Médicis, au contraire, avait au palais du Luxembourg, qu'elle s'était fait bâtir dans le goût italien et que Rubens couvrait de ses peintures, une cour magnifique contrastant avec la simplicité de celle de son fils. Les grands affluaient chez elle, attirés par sa générosité et par l'éclat dont elle s'entourait. Leurs flatteries lui persuadaient sans peine qu'elle pouvait tout[4]. » Mais elle ne pouvait rien. La main de fer de Richelieu tenait les rênes du gouvernement. Arrivé pour la seconde fois au pouvoir en 1624, le cardinal, devenu tout-puissant, poursuivait le plan auquel il avait consacré sa vie : la ruine du parti huguenot, l'abaissement de la maison d'Autriche, la soumission de la turbulente noblesse française. Louis XIII, confiant dans l'habileté de son ministre, résistait à toutes les influences conjurées pour sa ruine. A la journée des Dupes (11 novembre 1630), il le fit plus fort que jamais : c'était justice. On avait

[1] Turenne à sa mère, 21 janvier 1629.
[2] *Id.*, 18 janvier 1629.
[3] *Id.*, 18 novembre 1629.
[4] Dareste, *Histoire de France*, t. V.

pris la Rochelle (1628); Montauban et les autres villes révoltées avaient fait successivement leur soumission; la paix d'Alais ou édit de grâce (juin 1629) avait terminé la dernière guerre religieuse. Les réformés avaient cessé d'être un parti politique et de former un État dans l'État. Mais, pour assurer les résultats obtenus, Richelieu avait des précautions à prendre. La puissante maison de Bouillon, alliée aux plus grandes familles de Hollande et d'Allemagne, et dont les chefs avaient plus d'une fois nourri le dessein de se mettre à la tête du parti calviniste, devait lui donner de l'ombrage. Il résolut de s'en assurer, et en 1630 il fit signer à la duchesse de Bouillon un traité par lequel elle s'engageait à demeurer toujours attachée aux intérêts de la France, sous la promesse que le roi lui fit de protéger sa maison.

Non content de cet engagement, Richelieu voulut obliger la duchesse à recevoir dans Sedan garnison française. Pour échapper à cette rigueur, elle rappela de Hollande le jeune Turenne, qu'on envoya en France comme otage. Sa présence devait assurer le cardinal de la fidélité de la famille de Bouillon, et empêcher qu'on ne fît rien au préjudice des prérogatives de son frère aîné. Turenne fut reçu par le roi et le cardinal avec tous les témoignages de distinction que méritaient sa haute naissance et les espérances que faisaient concevoir ses talents militaires. Bien qu'il n'eût encore que dix-neuf ans, on lui confia sur-le-champ un régiment d'infanterie.

Le jeune mestre de camp, attentif et déjà expérimenté, donna tous ses soins à l'équipement et à l'instruction de ses hommes; aussi pouvait-il, peu de temps après (29 août 1630), écrire à sa mère : « J'ai vu à ce matin le roi, qui m'a fait fort bonne chère et m'a demandé des nouvelles de mon régiment et qu'on lui avait dit que c'était le meilleur de l'armée; il le verra demain. » Et le surlendemain : « Mon régiment a passé aujourd'hui devant le roi, qui l'a trouvé fort beau et a dit qu'il l'était autant que le sien des gardes; il l'a voulu voir compagnie par compagnie; il m'a commandé de là de me mettre dans son carrosse pour aller chez la reine sa mère, qui m'a dit que le roi était fort content de mon régiment et M. le cardinal aussi. » (1er septembre.)

Louis XIII était alors à Lyon, relevant de la maladie qu'il avait contractée en Savoie pendant la campagne du printemps, et dont le retour devait bientôt mettre sa vie en danger. Le régiment de Turenne faisait partie de l'armée envoyée en Italie pour combattre les Espagnols. « Comme mon régiment arriva près de Veillane, écrit-il à sa mère (18 septembre 1630), on fit commandement d'y laisser tous les drapeaux, hors un, et le bagage, et de prendre tous les hommes sains des régiments de l'armée pour aller secourir Casal, » assiégée par le célèbre Spinola et défendue avec intrépidité par M. de Toiras. « On devait partir le lendemain, et toute l'armée avait laissé son bagage, » quand on apprit qu'une trêve avait été conclue jusqu'au 15 octobre. Spi-

nola était entré dans la ville et le château; les Français avaient gardé la citadelle, qui était grande et forte. Si, du 15 octobre à la fin du mois, la citadelle n'était pas secourue, elle devait être remise aux mains des Espagnols. Le 10 et le 12 octobre, Turenne fait savoir à sa mère qu'il se prépare à se rendre à Casal. Le 17, l'armée se mit en marche, et, le 26, arriva en vue de cette ville. Elle comptait dix-huit mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Le jour même on s'avançait en ordre de bataille, les lignes de l'ennemi allaient être attaquées; « on en était à trois cents pas et le commandement fait de donner[1], » lorsqu'un cavalier, courant à bride abattue, apparut dans l'étroit espace libre qui séparait les deux armées, agitant au-dessus de sa tête un papier ou un mouchoir blanc et criant : *Pace, pace,* paix, paix. C'était Mazarin qui venait annoncer au maréchal de Schomberg que les Espagnols offraient de rendre la ville et le château de Casal et d'évacuer toutes les places du Montferrat, à condition que, pour sauver les apparences, on ne les remettrait pas aux Français, mais à un commissaire impérial dont les fonctions se borneraient à y donner le mot du guet pour les sentinelles. Ces conditions furent acceptées, et Turenne partit dès le lendemain pour ramener son régiment en France.

De 1631 à 1634, le jeune colonel n'a qu'un rôle fort effacé. Ses lettres nous le font voir tantôt en Hollande, où il paraît avoir continué à servir en 1631, 1632 et 1633, tantôt à Paris, partagé entre ses études et les plaisirs de son âge. Il se perfectionne dans l'étude du flamand. Il apprend l'allemand, qu'il parvient « à entendre presque tout au commencement de 1635 ». Il s'occupe beaucoup de son régiment, qui était fort bien tenu, s'il faut en croire les éloges que lui faisaient le roi et le cardinal, éloges qui paraissaient lui aller au cœur et qu'il n'omet pas de mentionner dans les lettres qu'il écrit à sa mère et à sa sœur.

Bien que personne au monde ne fût moins intrigant que Turenne dans sa jeunesse, sans doute d'après les conseils de sa mère, il ne négligeait pas ses relations et cultivait la société des personnes qui, par la haute position qu'elles occupaient, pouvaient lui être utiles un jour. Le 30 novembre 1630 il écrit à sa mère : « J'allai avec MM. de Duras et de Ronci (tous deux ses beaux-frères) trouver le roi à Saint-Germain, où il demeure presque toujours. Il me fit fort bonne chère et me demanda comme je m'étais porté en ce pays-là (en Italie), et qu'il était bien aise de ce que j'étais revenu en si bonne santé. Je vis aussi M. le cardinal de Richelieu, qui me reçut fort bien... J'espère aller dimanche, après le prêche, à Saint-Germain, où je coucherai et aurai le moyen de voir M. le garde des sceaux, les secrétaires d'État et M. de

[1] Turenne à sa mère, 27 octobre 1630.

la Valette, qui ne bouge d'auprès du roi; il ne bouge aussi d'auprès de M. le cardinal de Richelieu, où il est fort bien; je lui témoignerai toute sorte d'affection. » Turenne réussit à se faire un ami dévoué de ce confident de Richelieu, dont son père, le duc d'Épernon, disait quelquefois qu'on ne devait pas appeler son fils le cardinal de la Valette, mais le cardinal Valet ou le valet du cardinal. En 1634, Turenne, revenant à la cour, écrit à sa mère : « Je ne suis pas du tout si inconnu que je le pensais; M. le cardinal de la Valette me témoigne une amitié et une confiance extrêmes. » (12 février.)

Le roi et Richelieu, selon son expression favorite, « lui faisaient très bonne chère » habituellement; ce qui n'empêcha pas le terrible cardinal de le menacer un jour de le faire arrêter. « Je vis avant-hier M. le cardinal et hier le roi. Le premier me dit : « Vous n'irez pas à la Bastille pour cette fois, mais ne vous gouvernez pas toujours de même que vous avez fait [1]. » Il s'agissait, je crois, de velléités d'indépendance manifestées par le duc de Bouillon, et auxquelles Turenne se serait associé ou tout au moins ne se serait pas assez énergiquement opposé, au gré du cardinal.

A la cour, l'esprit judicieux et naturellement simple du jeune Turenne est choqué des prodigalités et du luxe inouï des courtisans, et ses ressources de cadet de famille sont bien un peu minces pour le rang qu'il est obligé de garder. Il raconte naïvement ses impressions à sa mère : « Je ferai raccommoder le rabat à rotonde qu'il vous a plu m'envoyer, il est de beaucoup trop grand... Mon frère avait trouvé nécessaire que je me fisse encore faire un habit, n'en ayant que deux à porter, mon noir et le mien rouge en broderie que je porte fort et qui passe : on reconnaît bien toutefois que ce n'est pas un habit fait d'à cette heure. Tout le monde jusqu'aux moindres dépensent prodigieusement, et ils s'imaginent que cela est honteux de porter deux fois dans les grandes assemblées des habits qui leur coûtent deux ou trois mille francs. C'est une grande folie de se ruiner au point qu'il font, pour des choses qui mettent si peu en réputation un homme [2]. » Il est plus à son aise au camp. Là au moins pas d'étiquette. « On ne se pare point du tout ici. J'ai fait faire un pourpoint de futaine sur mes chausses d'écarlate [3]. »

La figure de Turenne n'était ni douce ni séduisante; il ne fait pas difficulté d'en convenir. Pendant l'hiver de 1633 qu'il passa en grande partie en Hollande, il joua un jour un rôle dans une mascarade. « Mme la princesse d'Orange m'envoya querir pour aller à la campagne avec M. le prince et elle; il n'y avait que le comte Maurice, le Ringraff et moi. On y a demeuré depuis le lundi jusqu'au samedi au soir. On y a fait une mas-

[1] Turenne à sa mère, 7 avril 1632.
[2] *Id.*, 17 février 1631.
[3] *Id.*, 6 août 1631.

carade et on me déguisa, dans un village, en paysanne; ils disent tous qu'ils n'ont jamais rien vu de si effroyable[1]. »

Ce fut en 1633 qu'eut lieu le mariage du duc de Bouillon avec la modeste et pieuse Éléonore-Fébronie de Bergues, d'une famille ancienne et illustre, mais dont la fortune était médiocre. La vertu et la beauté



Le cardinal de Richelieu, d'après Philippe de Champagne.

de la jeune femme égalaient sa naissance. Cette union ne se fit pas sans de vives résistances de la part de la duchesse de Bouillon. Bonne huguenote, elle s'affligeait de voir son fils épouser une catholique; ambitieuse et désirant avant et par-dessus tout l'élévation de sa maison, elle regrettait que le duc de Bouillon renonçât au magnifique avenir que pouvait lui procurer une alliance avec la famille d'Orange. Cette alliance

[1] Turenne à sa mère, 12 avril 1633.

n'était pas un rêve; elle fut offerte au jeune duc par le prince Henri, qui, n'ayant pour héritier qu'un enfant au berceau, avait jeté les yeux sur le duc de Bouillon pour lui succéder, et voulait lui donner celle de ses filles qui épousa plus tard l'électeur de Brandebourg.

Mme de Bouillon ayant fait des reproches à Turenne de ce qu'il ne lui avait pas fait connaître dès l'origine l'inclination de son frère pour Mlle de Bergues, Turenne se défendit doucement d'avoir jamais « applaudi son frère en cette affaire ». Quelque temps avant le mariage, il écrivit à sa mère « qu'il n'y avait rien de signé et qu'il n'y avait que la volonté de son frère à changer ». Mais il savait combien l'affection du duc de Bouillon était profonde, et il ajoutait : « Un amour de cinq ans avec une très honnête et très avisée et habile fille est bien malaisé à rompre[1]. »

La pieuse duchesse amena son mari à s'occuper de controverse religieuse. Il étudia le calvinisme et reconnut bientôt, comme il le dit dans une lettre à sa sœur, « l'absurdité d'une secte dont les principes fondamentaux, en détruisant la liberté de l'homme, rendent Dieu, par des conséquences naturelles, auteur du mal. » Le duc de Bouillon abjura la religion protestante. Cet acte lui ayant fait perdre les grands établissements qu'il avait en Hollande, il quitta le service de ce pays vers la fin de 1634 et vint à la cour de France, où il fut très bien accueilli par le roi, et où il se lia d'une manière toute particulière avec le comte de Soissons, Louis de Bourbon, prince du sang, à peu près de son âge. Richelieu le vit plusieurs fois; mais ces deux caractères hautains et entiers ne se convenaient pas. Le duc de Bouillon, imbu des maximes républicaines qu'il avait sucées en Hollande, ne pouvait, sans une secrète répugnance, voir s'établir en France l'autorité absolue et sans contrôle que Richelieu avait projeté d'y imposer à tous. Il s'en retourna à Sedan « sans avoir, dit Ramsay, aucun sujet de se louer ni de se plaindre du ministre ».

Au moment où son frère aîné quittait la cour, Turenne entrait en campagne. Cette année-là, il se fit particulièrement remarquer au siège de la Motte, ville de Lorraine.

En 1631, au moment où Marie de Médicis s'était réfugiée à Bruxelles, sous la protection des Espagnols, son second fils, le faible et incapable Gaston, duc d'Orléans, avait quitté la France en publiant un manifeste fougueux contre le cardinal et s'était retiré auprès du duc Charles IV de Lorraine, dont il avait épousé la sœur, malgré la défense formelle du roi. Le duc crut devoir le soutenir les armes à la main et vit, en 1632 et 1633, deux armées françaises envahir son pays. En 1634, Richelieu, poussé à bout par le manque de foi du prince Charles et décidé à en finir, envoya le maréchal de la Force faire le

[1] Turenne à sa mère, 26 avril 1633.

siège de la Motte, dernière place forte qui restât au duc de Lorraine.

La forteresse de la Motte était bâtie sur un plateau isolé, situé au sommet d'une montagne fort élevée. Les approches de la place, bien approvisionnée et bien défendue, étaient difficiles, parce que les mineurs ne pouvaient faire de travaux qu'en attaquant la roche vive. On ne laissa pas néanmoins que de commencer les travaux d'usage. On établit sept batteries, et l'on battit en brèche le bastion Saint-Nicolas. La brèche ouverte, le maréchal de la Force envoya à l'assaut le régiment commandé par son fils, le marquis de Tonneins. Ce régiment, imprudemment lancé à découvert, fut si fort maltraité, qu'après un assaut vigoureux, mais énergiquement repoussé, il se vit contraint de se retirer. Les assiégés faisaient grand feu et laissaient tomber du haut des remparts d'énormes pierres qui se brisaient en arrivant sur les rochers, et dont les éclats tuaient ou blessaient les assiégeants. Un capucin nommé Eustache, frère du gouverneur, homme robuste et vigoureux, faisant scrupule de se servir de l'épée et du mousquet, en jeta à lui seul, d'un gabion où il était, plus de dix charretées en moins de six heures sur le régiment de Tonneins. Quelques-unes de ces pierres pesaient bien de cent à cent cinquante livres[1].

Le lendemain, le régiment de Turenne fut commandé pour monter à l'assaut. Le jeune mestre de camp avait suivi les péripéties de l'attaque de la veille; il sut tirer profit de ses observations. Stimulant ses hommes par le désir de réussir dans une entreprise où l'un des meilleurs régiments de l'armée venait d'échouer, il les lança sur la brèche au moment favorable, les soutint à propos, donnant ses ordres avec un sang-froid, une lucidité d'esprit au milieu du danger étonnants chez un si jeune homme, et il parvint à s'emparer du bastion, malgré la résistance désespérée que lui opposa l'ennemi, excité par l'avantage qu'il avait remporté la veille.

La ville se rendit au maréchal de la Force après cinq mois de siège (du 5 mars au 26 juillet). Il n'y eut pas, pendant plusieurs années, d'expédition plus fameuse; et, en ce temps-là, pour avoir une réputation de bravoure, il suffisait de pouvoir dire qu'on avait été au siège de la Motte.

Le nombre total des défenseurs de la place, que commandait M. d'Iche, atteignait à peine quatre cents au commencement du siège, en y comprenant quatre compagnies de bourgeois formant un total de cent vingt hommes. Bussy-Rabutin attribue à l'inexpérience la longueur de l'attaque et la faiblesse de la défense. « Il y avait longtemps, dit-il dans ses Mémoires, que l'on n'avait fait de siège en France, de sorte que nous faisions mille fautes qui pourtant ne nous coûtaient rien, parce que les ennemis étaient aussi ignorants que nous. »

[1] *Mercure français*, 1634.

Ce siège est souvent signalé comme étant le premier où l'on fit usage des bombes. « Un ingénieur anglais, Malthus, au service de la France, se donne, dans son livre intitulé : *Pratique de la guerre*, IIe partie, chapitre I, comme s'étant servi le premier des bombes devant la Motte. « Cette sorte de projectile avait été inventée trente ans auparavant ou en- « viron, dit Maltus, par un certain Allemand nommé Clernel; mais ce « Clernel apporta toutes ces inventions ou machines en Hollande, sans « faire aucun effort ou exécution en tous les sièges de ce temps. Ains « mourut à la fin du dernier siège de la Rochelle sans avoir tiré une « seule bombe à la guerre, mais seulement quelques balles à feu. « Et depuis ce temps jusqu'au siège de la Motte, en Lorraine, on n'a « pas parlé de tirer des bombes, et c'est à ce siège de la Motte « où j'ai tiré les premières et en grande quantité. » Peignot et M. Chéruel pensent que Charles-Quint en fit usage au siège de Mézières, en 1521, ce qui ferait remonter à plus d'un siècle en arrière cette invention meurtrière [1]. »

Le maréchal de la Force, dans les rapports qu'il adressa au cardinal de Richelieu, rendit au courage et aux talents de Turenne une justice pleine et entière. Cet acte était d'autant plus méritoire que la réputation de Turenne devait porter préjudice à l'avenir de son fils. Richelieu, qui se connaissait en hommes, n'hésita pas, en effet, à donner à Turenne la commission de maréchal de camp, bien qu'il n'eût encore que vingt-trois ans. Ce grade venait immédiatement après celui de maréchal de France, celui de lieutenant général n'existant pas encore. Le ministre avait reconnu un véritable homme de guerre dans ce jeune colonel froid, calme, réfléchi, qui s'était fait remarquer moins par l'impétuosité d'une valeur inconsidérée que par l'exécution, dans des circonstances périlleuses et difficiles, d'un plan mûri à l'avance et bien conçu.

Turenne passa l'hiver en Allemagne. Il résida successivement à Manheim, à Heidelberg, dont les faubourgs sont brûlés, dit-il, mais qui néanmoins ne lui paraît pas « trop en mauvais état », à Landau, à Spire, que l'armée assiégea et prit d'assaut, le 21 mars, en présence d'une armée de secours qui n'osa pas approcher, et qui fut remise aux Suédois. Il trace un lugubre tableau de ce malheureux Palatinat, si ravagé déjà, et qui allait encore avoir tant à souffrir dans ce siècle. « Pour tout le pays de M. l'électeur, tant deçà que delà le Rhin, qui s'était déjà bien remis, il est entièrement ruiné par les Impérialistes, les Suédois et notre armée; de sorte qu'on passerait dans cent villages sans trouver un paysan [2]. »

La guerre, en effet, n'était pas près de finir. Le moment était arrivé

[1] *Histoire de la ville et des deux sièges de la Mothe*, par Dubois de Riocourt.
[2] Turenne à sa mère, 17 janvier 1635.

où Richelieu, délivré de toute inquiétude à l'intérieur, jugea opportun de faire intervenir la Fracne dans la guerre de Trente ans.

Cette lutte terrible, à la fois politique et religieuse, avait éclaté en Bohême en 1618. Pendant onze ans (1618-1629), elle fut exclusivement religieuse, et cette première période fut tout à l'avantage des catholiques. L'armée impériale, commandée par Waldstein, pénétra jusqu'à la Baltique après avoir écrasé l'électeur palatin et le roi de Danemark; mais les catholiques allemands commencèrent à s'apercevoir qu'ils n'avaient travaillé que pour l'Autriche.

Richelieu, qui suivait avec anxiété ces luttes où l'intérêt de la France était en jeu, soutient, bien que cardinal, l'Union évangélique par de larges subsides et obtient de l'Empereur, à la diète de Ratisbonne (1630), le renvoi de Waldstein et le licenciement de son armée; puis, après avoir ainsi enlevé à l'Autriche ses meilleures troupes, il va chercher le jeune roi de Suède, Gustave-Adolphe, lui donne une subvention annuelle d'un million deux cent mille livres, excite son ambition par l'attrait d'un grand rôle à jouer sur un grand théâtre, et le lance sur les champs de bataille. Quand le jeune conquérant, tombé dans une victoire, laisse « à d'autres le monde », Richelieu encourage les généraux suédois à continuer la lutte et soutient leurs troupes avec l'argent de la France; enfin, quand l'Union évangélique, la Hesse, le Danemark et la Suède sont épuisés, à bout de forces, il fait paraître en scène les armées et la fortune de la France.

Le cardinal voulait attaquer à la fois l'Empereur et le roi d'Espagne, ce qui allait l'obliger à porter simultanément les armes dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Lorraine, chez les Grisons et en Italie; aussi fit-il, avant de se lancer dans une telle guerre, de formidables préparatifs militaires. Le roi devait entretenir cent trente mille hommes d'infanterie et vingt-deux mille chevaux, chiffre énorme pour ce temps-là.

En habile politique, Richelieu resserra les utiles alliances qu'il avait déjà en Allemagne en vertu des traités faits avec les princes de la ligue protestante. Il convint avec les cercles de Souabe, de Franconie et du Rhin, qu'outre les subsides que le roi donnerait aux confédérés, il entretiendrait en deçà du Rhin une armée de douze mille hommes de pied. Les protestants s'engageaient de leur côté à joindre leurs troupes à cette armée, et à remettre au roi la protection de l'Alsace et de toutes les villes qui en dépendent où il pourrait faire entrer des garnisons françaises. Il conclut avec les Hollandais un nouveau traité qui fut signé à Paris, le 8 février 1635. Une ligue offensive et défensive était formée entre la France et la Hollande. On devait attaquer les provinces espagnoles des Pays-Bas avec une armée de soixante mille hommes, dont les États fourniraient une moitié et le roi l'autre. Louis XIII promettait en outre un subside d'un million cinq cent mille livres par an. Par malheur, Richelieu fit part aux Hollandais de son dessein de partager avec eux les

Pays-Bas espagnols si la guerre était heureuse, et la Hollande, effrayée à la pensée d'avoir la France pour voisine immédiate, ne l'assista qu'avec mollesse et à contre-cœur.

Le célèbre chancelier Oxenstiern vint lui-même en France pour traiter au nom de la Suède. Arrivé le 26 avril à Compiègne, où se trouvait la cour, il y resta jusqu'au 30. Pendant ce temps, il eut de longues et importantes conférences avec le roi, et surtout avec Richelieu. Il n'entendait pas le français, et les conversations avaient lieu en latin. Un nouveau traité d'alliance fut signé le 28 avril. Oxenstiern, profitant des circonstances où se trouvait Richelieu, obtint des conditions plus avantageuses à la Suède que ne l'étaient celles du précédent traité. On a prétendu que Richelieu en conserva un violent ressentiment contre lui, soit, comme on l'affirme, pour les talents supérieurs et les vertus qu'il avait reconnus chez Oxenstiern, soit plutôt par dépit d'avoir vu son habile adversaire exploiter la situation à son avantage.

En résumé, au commencement de 1635, l'Europe presque tout entière était prête à prendre part à la guerre. D'un côté l'Espagne, l'Autriche, le duc de Lorraine, les électeurs de Saxe et de Brandebourg, le duc de Wurtemberg et presque tous les princes, Etats et villes catholiques d'Allemagne. De l'autre la France, la Hollande, la Suède, la Savoie, l'électeur de Trèves, le duc de Lunebourg et le landgrave de Hesse-Cassel, les princes protestants d'Allemagne.

Il ne restait plus qu'à trouver un prétexte pour déclarer la guerre : on le trouva aisément.

En 1632, l'électeur de Trèves s'était détaché de la ligue catholique; il avait traité avec la France, obtenu de la Suède qu'elle serait neutre, et reçu garnison française à Trèves, Hermanstein et Philippsbourg. Les Espagnols et les Autrichiens lui déclarèrent la guerre au mois de janvier 1635. Un aventurier liégeois nommé Cerfontaine surprit Trèves, le 26 mars, avec quelques soldats déguisés en bateliers. L'électeur était alors dans son lit, souffrant de la goutte; il fut fait prisonnier, envoyé à Namur, et enfin renfermé dans la citadelle d'Anvers. A cette nouvelle, Richelieu fit assembler un conseil extraordinaire auquel assistèrent, outre les ministres, les princes du sang et les grands officiers de la couronne. On résolut de demander la liberté de l'électeur de Trèves et, en cas de refus, de l'obtenir par les armes.

A la demande de la France, l'Espagne répondit par un refus, et, le 19 mai, Louis XIII lui déclara la guerre.

Turenne faisait en ce moment partie de l'armée cantonnée en Alsace, auprès de Wissembourg et de Landau, sous les ordres du maréchal de la Force. Au commencement de juin, le bruit se répandit que le cardinal de la Valette allait être chargé du commandement d'une armée. Turenne, qui depuis plusieurs années avait eu soin, nous le savons, de « témoigner toute sorte d'affection » au cardinal de la Valette, accou-

rut à Paris chez son ami, qui l'emmena à Rueil, où Richelieu lui annonça qu'il serait maréchal de camp dans l'armée que le cardinal de la Valette allait commander. De là Turenne se rendit à Fontainebleau, où il vit le roi, « qui lui fit extrêmement bonne chère, et lui confirma ce que son ministre lui avait dit[1] ».

Peu de temps après, le cardinal de la Valette prit le commandement de l'armée d'Allemagne, qui comptait environ dix-huit mille hommes; il avait pour maréchaux de camp « les sieurs colonel Hébron, comte de Guiche et vicomte de Turenne[2]. »

Ls 19 juillet, le cardinal eut, auprès de Metz, avec le duc de Weimar une conférence dans laquelle fut arrêté le plan de campagne.

Les deux généraux commencèrent par délivrer la ville de Deux-Ponts, assiégée par Galas et défendue par le colonel Rose. Ils arrivèrent à temps. Le 27 juillet, le colonel, sur les instances de la population, avait fait demander à Galas de cesser les hostilités, promettant de se rendre le lendemain. Le 28, au matin, un paysan pénétra dans la ville et annonça que l'armée française arrivait. Sommé par Galas de tenir sa promesse, Rose prétendit qu'il ne pouvait ouvrir les portes, parce qu'on avait entassé derrière une quantité considérable de fumier pour les protéger contre le canon, et demanda un délai pendant lequel l'ennem i décampa.

Les armées confédérées marchèrent ensuite au secours de Mayence, que le comte de Mansfeld assiégeait, et dont la conservation était de la plus haute importance pour les Suédois, à cause du pont sur le Rhin que possédait cette ville. On commença par s'emparer d'une petite place nommé Bingen, située sur le Rhin, à trois lieues de Mayence. La ville, qui avait environ cinq cents hommes de garnison, fut investie le 9 août, et le même jour les faubourgs furent emportés. La garnison se retira dans le château et se rendit à discrétion le 13. Le 19, l'armée quitta Bingen, et le 21 elle alla se loger sous les murs de Mayence, qu'elle ravitailla.

A l'approche des armées confédérées, Galas repassa le Rhin à Worms, et Mansfeld se retira, poursuivi par les Français, qui passèrent le Rhin après lui et s'approchèrent de Francfort-sur-le-Mein, que le général Haxfelt et le baron de Lamboy avaient attaqué. Galas, qui était toujours à Worms et qui y avait rassemblé une nombreuse armée, ne

[1] Turenne à sa mère, juillet 1635.

[2] Voici quels étaient les traitements des trois maréchaux de camp :

Aux sieurs colonel Hébron, comte de Guiche et vicomte de Turenne, maréchaux des camps, servant en ladite armée, à raison de 500 livres chacun. . . . . 1500.

A eux pour l'entretien de dix huit carabins, à raison de six pour chacun, qui serviront près de leurs personnes, et de 27 livres par carabin par mois. . . . . 486.

(État de la dépense que le roi veut et ordonne être faite... pour le payement des états et appointements destinés pour les officiers qui serviront en l'armée que S. M. envoie présentement en Lorraine sous la conduite de M. le cardinal de la Valette. — Fontainebleau, 27 juin 1635.)

voulut pas hasarder une bataille; mais, voyant les Français éloignés de leur base d'opération dans un pays complètement ruiné, il résolut de les affamer. Les Français étaient obligés de faire venir leurs convois de très loin. Galas s'empara de Saarbrück, de Kaiserslautern, de quelques autres petites villes placées sur les routes qui conduisaient au camp, et enleva ces convois.

Il n'arrivait plus rien aux Français. Les généraux comprirent que cette situation, en se prolongeant, amènerait leur ruine, et ils prirent le parti de rétrograder sur Mayence. Avant leur départ, « les jeunes gens de l'armée, s'ennuyant de ne point voir les ennemis, prièrent M. le cardinal de la Valette de les laisser aller à la guerre. On avait avis qu'à une lieue et demie de Francfort, dans un lieu environné de fossés et d'un petit ruisseau, il y avait des troupes ennemies. MM. les généraux permirent de former un grand parti pour les reconnaître et pour essayer de les enlever, en cas que la chose fût praticable; ils y consentirent pour intriguer les ennemis et pour dissimuler la résolution qui était déjà prise de faire retirer l'armée. M. le duc de Weimar donna pour cette entreprise mille chevaux de ses troupes, et M. le cardinal en commanda cinq cents de l'armée du roi avec cinq cents mousquetaires tirés de tous les corps. M. de Feuquière, comme maréchal de camp, prit le commandement des troupes étrangères, et M. de Turenne celui des françaises. Étant arrivés avant la fin du jour près du camp des ennemis, ils firent quelques prisonniers, desquels ils surent que toutes les troupes que commandaient Haxfelt et Lamboy, montant à cinq mille hommes de pied et trois mille chevaux, étaient campées en ce lieu-là. Il y avait bien peu d'apparence qu'on pût forcer cette puissance dans un lieu aussi avantageux et retranché naturellement; néanmoins on feignit de vouloir les attaquer en tirant quelques mousquetades et en faisant avancer de l'infanterie, afin de les attirer à la campagne. Haxfelt et Lamboy, ne voulant pas souffrir cette honte, sortirent chacun de leur côté à la tête de mille chevaux, et vinrent charger, l'un M. de Feuquière, et l'autre M. de Turenne, qui les reçurent si bien, qu'en un instant ils les repoussèrent dans leur camp avec perte de plus de quarante et un morts sur la place et de quelques prisonniers. Haxfelt y fut extrêmement blessé et retiré par les siens. Les volontaires de l'armée du roi firent merveille et cette occasion[1]. »

Jusqu'alors le duc de Weimar avait négocié secrètement avec le landgrave de Hesse, par le moyen du comte Jacob de Hanau, son beau-frère, pour le disposer à joindre son armée à celle du roi, ce qui aurait modifié les plans des généraux; mais le comte Jacob ne put rien obtenir de son beau-frère.

« Cette résolution du landgrave ôtant toute sorte de moyens pour

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*

porter les armes du roi plus avant, les troupes commençant à souffrir beaucoup des nécessités où elles étaient, les maladies contagieuses attaquant les soldats, il fallut songer à se retirer dans un lieu où elles pussent subsister et entreprendre quelque chose au cas que Galas ne les suivît pas avec toutes ses forces.

« On partit après avoir jeté le plus possible de munitions de bouche et de guerre dans Mayence, et y avoir laissé une garnison pour la défendre autant de temps qu'il se pourrait après que les armées en seraient éloignées[1]. »

Malheureusement on avait beaucoup tardé à prendre ce parti. Le ravitaillement de Mayence avait épuisé les dernières ressources des alliés, et la misère était telle autour de cette ville, que les villages y étaient déserts, et que l'on n'y trouvait que quelques choux ou des racines, que les habitants y avaient laissés en s'enfuyant. Des feuilles de vigne et d'arbres étaient la seule nourriture des chevaux. Les Français, moins endurcis à la fatigue, moins habitués aux privations que les Suédois, menaçaient en foule de quitter le service. En vain le comte de Guiche et Turenne s'efforçaient-ils de les apaiser. En vain Turenne, après avoir donné aux soldats tout l'argent qu'il avait, vendit-il sa vaisselle d'argent pour les soulager, les choses en vinrent à une telle extrémité, que l'armée tomba dans un très grand péril. Le duc de Weimar, en capitaine expérimenté, « prit immédiatement une résolution énergique. Il fit enterrer presque tout son canon aussi secrètement qu'il put, et brûler tout le bagage qui n'était pas absolument nécessaire. Le cardinal de la Valette, pour donner l'exemple, mit le premier le feu à son carrosse. On chargea ce qui resta sur des mulets et chevaux de bât, et l'armée marcha par des chemins détournés, sans bruit, derrière les montagnes, jour et nuit et sans repos, pour éviter la rencontre des impériaux. On n'avait pas le temps de dormir, si ce n'était, durant que l'arrière-garde s'avançait à la tête, l'avant-garde reposait, et ainsi l'autre à son tour[2]. »

La retraite commença le 15 septembre.

« Le vendredi 21, M. de Turenne, étant arrivé près de Haudreheim, trouva quatre cents chevaux des ennemis en tête, au delà d'une petite rivière presque sèche à cause de la saison. Ces troupes furent obligées de se ranger en bataille dans le vallon où elles se trouvèrent, lorsque celles du roi parurent sur la hauteur et disposèrent seize pièces de petit canon sur un coteau. MM. les généraux, les ayant reconnues, firent aussi avancer deux pièces de canon sur cette hauteur, et rangèrent en bataille une partie de la cavalerie et l'infanterie de l'armée, pour les charger. Le canon ayant tiré cinq ou six volées dans le gros des ennemis, en même temps un bataillon des gardes, le régiment de Rembures et quelques autres, soutenus des troupes de la cavalerie de l'avant-garde,

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*

[2] *Mémoires de Montglat.*

allèrent avec tant de promptitude et de résolution à la charge sur les ennemis, que, leur seule démarche les ayant étonnés, ils se mirent à fuir d'une manière précipitée avant qu'on pût arriver à eux; il y en eut seulement deux cents de tués, beaucoup de prisonniers, et treize pièces de canon prises [1]. »

L'armée courut les plus sérieux dangers. Les chevaux n'en pouvaient plus; il en mourait à chaque instant. Voitures, caissons de vivres et de munitions, il fallut peu à peu sacrifier presque tout, bien que les officiers donnassent leurs chevaux pour sauver au moins le peu de canons qu'on avait emmenés. Arrivé au bord de la Nahe, M. le cardinal de la Valette envoya pendant la nuit M. de Vennes, capitaine au régiment des gardes, avec cinquante et un mousquetaires pour se saisir du passage de cette rivière. « On descend à ce passage par un précipice si effroyable et si étroit, que quatre hommes ont grand'peine à y passer de front. La rivière est assez profonde. Si les ennemis l'eussent occupé avant l'arrivée de l'armée du roi, elle était perdue sans ressource et réduite à périr misérablement [2]. »

Galas, étonné de l'énergie que montraient ces troupes qu'il croyait aux abois, et dérouté par l'extrême rapidité de leur marche, renonça à devancer les confédérés pour leur barrer le passage; il se borna à les poursuivre. Il les rejoignit et les harcela sans relâche, ramassant les traînards et les incommodant sans cesse; mais il ne put remporter d'avantage sérieux, et fut deux fois repoussé avec perte lorsqu'il voulut risquer une attaque générale.

« Le 25, l'armée ne campa point, mais marcha toute la nuit comme l'on avait fait pendant le jour, brûlant tous les villages où l'on passait, tant pour ôter aux ennemis les commodités qu'ils en eussent pu tirer que pour empêcher les soldats las et harassés d'y demeurer.

« Le 26, l'armée descendit dans la plaine, où les ennemis firent quelque semblant de la vouloir charger en queue. M. de Turenne fit la retraite, en présence de M. le cardinal et de M. le duc de Weimar, toujours en fort bon ordre. L'armée passa la Sarre sur un pont de pipes que M. de Nets, gouverneur de la place de Vaudrevange, avait fait dresser, et campa aux environs de la ville. On fit distribuer dans l'armée tout le pain qui se trouva dans la ville, et on en fit cuire autant qu'il fut possible.

« Le 27, l'armée partit de Vaudrevange, et, sur les avis que Galas avait gagné les devants de l'armée du roi, M. le cardinal de la Valette et M. le duc de Weimar se mirent à la tête pour prendre leur parti suivant ce qui s'offrirait à eux. L'armée marcha tout le matin sans alarmes; dans l'après-dîner, l'arrière-garde fut attaquée, mais sans succès.

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*
[2] *Ibid.*

« L'armée arriva le soir à Boulay, d'où elle partit le lendemain, 28, pour aller coucher à Mugny-sur-Seille, à une lieue de Metz, où elle se reposa jusqu'au lundi 1er du mois d'octobre, qu'elle partit pour aller se rafraîchir en garnison[1]. »

Cette terrible retraite dura treize jours, durant lesquels l'armée eut à endurer les souffrances de la faim et les plus grandes fatigues. On perdit un assez grand nombre d'hommes, et ce ne fut que « grâce à l'énergie et à l'habileté du duc de Weimar que l'armée échappa à un désastre complet. Galas disait de cette retraite que c'était la plus belle action qu'il eût vue de sa vie[2]. »

« Plus des deux tiers des officiers n'ont rapporté que ce qu'ils avaient sur eux, écrit Turenne à sa mère (10 octobre 1635). Ce voyage ici a presque ruiné tout le monde. S'il nous faut remarcher au premier jour, comme il y a apparence, je serai en un étrange équipage. »

Quelques jours après, en effet, il fallut « remarcher ». Le 28 octobre, « la noblesse de M. de la Force criant toujours et le pain leur manquant, il fut résolu que les armées passeraient la rivière de Seille pour loger plus commodément; et, afin d'ôter aux ennemis la commodité des villages des environs de leur camp, M. de Turenne fut ordonné pour commander un grand parti et pour brûler tous les villages d'où les ennemis tiraient leur fourrage[3]. » Galas était alors avec une armée de dix-huit mille chevaux et de dix-huit mille hommes de pied dans un camp retranché près de Mézières, couvert de deux côtés par l'étang de la Garde et derrière par une grande forêt. Turenne néanmoins réussit dans son expédition, et assura le ravitaillement de l'armée.

Dans le courant de cette année, Richelieu avait noué des négociations avec le duc de Weimar, pour attacher à la France ce prince et sa vaillante armée, qui comptait environ douze mille vieux soldats. « Le duc Bernard, depuis sa défaite de Nordlingen, était devenu odieux et même suspect à son parti. Les Suédois le regardaient comme la cause de leur malheur, parce qu'il avait engagé la bataille contre l'avis du maréchal Horn. Mécontent de la Suède, dont les ministres ne le traitaient pas avec assez de considération, et qui n'était pas d'ailleurs en état de fournir à l'entretien des troupes qui s'étaient attachées à lui, il écouta volontiers les offres de la France. Le traité fut conclu sur la fin de l'année. Le roi s'engagea à lui payer une pension d'un million cinq cent mille livres, et la somme de quatre millions par an pour l'entretien d'une armée de dix-huit mille hommes que le duc s'obligea de fournir et de commander sous l'autorité du roi. Le prince vint lui-même à la cour ratifier le traité[4]. »

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*
[2] *Mémoires de Monglat.*
[3] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*
[4] *Histoire du traité de Westphalie*, par le P. Bougeant.

En 1636, Richelieu put douter un moment du succès de ses vastes projets; les débuts des armes françaises furent malheureux. En Italie, le duc de Rohan était paralysé par la mauvaise volonté du duc de Savoie. Au nord, la France était envahie par les Espagnols, conduits par Jean de Wert et Piccolomini. Le danger fut grand. La Capelle, Bohain, le Câtelet, Roye, Corbie, furent emportés en quelques jours. Des bandes farouches de Croates, de Hongrois, de Polonais et d'Allemands semèrent l'effroi et la désolation dans le pays entre la Somme et l'Oise; des partis vinrent jusqu'à Saint-Denis. La terreur était si grande à Paris, que Richelieu, démoralisé, fut tenté de se réfugier derrière la Loire. Louis XIII, dit-on, montra en cette circonstance plus de fermeté d'âme que son ministre. La cour resta à Paris, et l'on se décida à faire tête à l'invasion. Richelieu organisa la résistance, et trouva dans la population parisienne un admirable concours. En quelques jours il réunit cinquante mille hommes, peu aguerris et peu disciplinés, mais dont le nombre et le patriotisme firent réfléchir l'ennemi, qui commença son mouvement de retraite et rendra dans les Pays-Bas après avoir laissé reprendre Roye et Corbie.

Pendant ce temps Turenne, qui, après avoir passé l'hiver en Lorraine, avait repris ses fonctions de maréchal de camp auprès du cardinal de la Valette, se battait en Alsace. Avant de réunir leurs troupes à celles du duc de Weimar, les généraux français allèrent ravitailler Haguenau, dont les approvisionnements étaient à peu près épuisés; puis ils rejoignirent le duc de Weimar, qui avait mis le siège devant Saverne.

Le colonel Mulheim, qui commandait cette place, avait été au service de Weimar; il offrit à son ancien chef de la lui remettre sans combat si on lui accordait de bonnes conditions. Weimar, avec une fierté qu'il regretta plus tard, lui répondit qu'il voulait la prendre de force. Mulheim, qui avait tout à redouter de la colère du duc et qui commandait une place forte, bien approvisionnée, pourvue d'une garnison de douze cents hommes des meilleures troupes de l'Empereur, résolut de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Ce fait explique la vigueur de la résistance, qui frappa les contemporains. « Le siège de Saverne, dit le maréchal de Gramont, est un des plus mémorables qui se soient faits, tant par sa durée que par son opiniâtre défense. Les ennemis défendirent pied à pied toutes les rues, et ne se rendirent avec capitulation qu'à la dernière. L'on a perdu l'usage depuis ce temps-là de défendre les places de cette façon. L'assaut fut terrible, de même que la défense des assiégés. Le colonel Hébron y fut tué, et le vicomte de Turenne y eut la main cassée. »

Turenne, en effet, fut assez grièvement blessé d'un coup de mousquet à la main gauche, le 9 juillet. Selon plusieurs historiens, sa blessure aurait été jugée par les chirurgiens assez grave pour rendre

nécessaire l'amputation du bras, opération à laquelle le blessé se serait énergiquement refusé. Rien dans la correspondance de Turenne ne paraît autoriser cette supposition. « Madame, écrit-il à sa mère, je me donne l'honneur de vous écrire ce mot, de peur que vous ne soyez en peine de moi. Je fus un peu blessé, avant-hier, devant Saverne; c'est au bras gauche. Je n'en serai point estropié, je remue bien tous les doigts. » (11 juillet.) « Ma blessure me tient plus longtemps au lit que je ne pensais; toutes les grandes douleurs sont passées. Il n'y est point arrivé d'accident. » (29 juillet.) « Je vas en carrosse et quelquefois à cheval, et n'ai plus de douleur à la main. Le chirurgien espère que le mouvement reviendra bien libre, mais il faut du temps. » (17 août.)

Saverne soutint trois terribles assauts. Mulheim, à bout de forces, n'osait pas entrer en pourparlers, tant il redoutait la vengeance du duc de Weimar. Mais le duc lui fit dire qu'en raison du courage dont il avait fait preuve, il consentait à oublier le passé et qu'il lui accorderait des conditions honorables. Mulheim offrit alors de se rendre, et la capitulation fut signée le 14 juillet.

L'invasion espagnole avait échoué dans le Nord; les Impériaux en tentèrent une à l'Est qui ne réussit pas mieux. Le 22 septembre, Galas et le duc de Lorraine pénétrèrent en Bourgogne avec trente mille hommes. Ils s'approchèrent de Dijon; mais, trouvant la place en état de défense, ils se rabattirent sur la petite ville de Saint-Jean-de-Losne, qui possédait un pont sur la Saône et que le mauvais état de ses fortifications ne mettait pas, à ce qu'ils croyaient, en état de tenir longtemps. Ils se trompaient. Quatre cents bourgeois et cent cinquante soldats firent une résistance désespérée, repoussèrent plusieurs assauts et tinrent assez longtemps pour permettre au duc de Weimar et au cardinal de la Valette d'accourir à leur secours. Un autre auxiliaire contribua à les délivrer. La Saône déborda et vint gêner les travaux des assiégeants; les maladies pénétrèrent dans leur camp; et, lorsque Rantzau se fut jeté dans la place avec des approvisionnements, deux régiments et huit cents chevaux, Galas dut abandonner une partie de ses bagages et de son canon pour opérer précipitamment une retraite désastreuse. Des trente mille hommes qu'il avait amenés, moins de douze mille repassèrent le Rhin. Galas voulait prendre ses quartiers d'hiver en Franche-Comté. Le cardinal de la Valette, en ayant été averti, envoya Turenne avec un corps de troupes pour l'empêcher de réaliser son dessein. Turenne « marcha jour et nuit, et, étant arrivé au bourg de Jussey, où Galas commençait à se retrancher, il l'attaqua, le défit, le força à rebrousser chemin, le suivit dans sa retraite, chargea souvent son arrière-garde et fit plusieurs prisonniers. Galas, avant de repasser le Rhin, tenta de traverser le siège de Joinville ou Jonvelle, en Franche-Comté, que faisait le duc de Weimar; mais le vicomte se posta d'une manière si avantageuse entre les Impériaux et l'armée des assiégeants,

qu'il rompit toutes les mesures que prit Galas pour jeter des secours dans cette ville; elle se rendit au duc de Weimar, et les Impériaux, contraints de se retirer en Allemagne par Brisach, y passèrent le Rhin. »

« Le 4 décembre, M. le cardinal de la Valette se rendit à Neufchâteau, qu'il avait choisi pour le quartier général de son armée pendant l'hiver. Il y demeura huit jours, attendant le sieur Fabert, qu'il avait envoyé à la cour. Le sieur Fabert étant arrivé avec le congé, M. le cardinal laissa M. de Turenne, maréchal de camp, à Neufchâteau pour commander aux troupes et s'en vint à Metz [1] ».

Au commencement de l'année 1637, nous retrouvons Turenne dans le Nord. Le duc de Weimar avait exprimé à la cour le désir de ne plus avoir pour collègue le cardinal de la Valette, auquel il était obligé de rendre des honneurs qu'il trouvait excessifs; il avait représenté que la division de commandement amenait souvent des troubles et des tiraillements dans le service. On tint compte de ces observations : le cardinal fut nommé commandant de l'armée de Picardie, et Turenne, sur la demande de son général, le suivit en qualité de maréchal de camp.

Les troupes du cardinal de la Valette, montant à environ dix-huit mille hommes, se réunirent, pour entrer en pays ennemi, le dimanche 14 juin. Dès le début de la campagne, le cardinal « envoya M. le vicomte de Turenne avec deux canons et des gens commandés, pour attaquer le château d'Hirson, appartenant à M. de Guise, que les ennemis tenaient dès le temps qu'ils prirent la Capelle. Ce château se fit battre quelques heures et ensuite se rendit. M. de Turenne vint joindre l'armée, qui marcha près de la Capelle, droit au chemin d'Avesne et jusqu'à Etre-la-Cauchie, où, la cavalerie d'Avesnes s'étant montrée, la nôtre la poussa [2]. »

On alla ensuite, le 19 juin, investir Landrecies, dans le Hainaut. C'était une ville bien fortifiée, mais elle n'était défendue que par quatre à cinq cents hommes. Le cardinal employa près de vingt jours à fortifier son camp par des lignes de circonvallation. Quand il eut pris, pour assurer le succès du siège, des précautions qui parurent exagérées, vu le peu de difficulté de l'entreprise, il donna l'ordre, le 11 juillet, d'ouvrir la tranchée. Pendant le siège, le temps fut constamment mauvais, et des pluies torrentielles contrarièrent les travaux. Les soldats souffraient beaucoup. Pour les encourager, Turenne entrait souvent avec eux dans les tranchées, où l'on avait de l'eau jusqu'à la ceinture, les animait par son exemple et les empêchait ainsi de quitter leur pénible service. Landrecies capitula le 23 juillet. « Madame, écrit Turenne à sa mère le 26, je ne croyais pas que cette place se prît sitôt; ils en sont sortis aujourd'hui. A cette heure que cette armée est libre, on est capable de faire d'autres progrès, si les ennemis ne s'y opposent avec

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*

[2] *Ibid.*

de plus grandes forces que celles que l'on a vues jusqu'ici : la prise de cette ville doit les fâcher extrêmement; car on peut faire contribuer jusqu'aux portes de Cambrai, de Mons et de Valenciennes. »

Après la prise de Landrecies, le cardinal de la Valette suivit le cours de la Sambre, s'empara assez facilement de Maubeuge et de Beaumont, et fit prendre par Turenne le château de la Solre, qui passait pour le plus fort de tout le Hainaut.

Ce château était pourvu d'une garnison de deux mille hommes. Turenne, avec trois régiments, l'attaqua si vigoureusement, qu'en quelques heures la garnison se rendit à discrétion. Les troupes entrèrent dans la place, et quelques soldats ayant trouvé une femme d'une rare beauté, l'amenèrent à Turenne comme la part la plus précieuse du butin. Renouvelant le célèbre trait de continence de Scipion, Turenne feignit de ne pas pénétrer les intentions de ses soldats. Il les félicita de leur généreuse conduite, comme s'ils n'avaient eu, en lui amenant cette femme, d'autre motif que de la soustraire à la brutalité de leurs compagnons. Il fit chercher son mari parmi les prisonniers, et la remettant entre ses mains, devant les soldats qui la lui avaient amenée, il lui dit que c'était à leur discrétion et à leur retenue qu'il devait l'honneur de sa femme. Cette action est d'autant plus méritoire que Turenne était jeune et loin d'être insensible à la beauté.

Après la prise du château de Solre, Turenne se rendit à Maubeuge avec une partie de l'armée. Le cardinal de la Valette avait résolu de faire de cette ville un centre d'approvisionnement pour son armée, et il y faisait exécuter d'importants travaux sous la direction de son frère, le duc de Candale, qui y commandait en qualité de lieutenant général, avec Turenne sous ses ordres. Le cardinal alla en personne assiéger la Capelle, que les Espagnols défendirent avec beaucoup de vigueur. Ils ne capitulèrent qu'après vingt jours de siège, le 20 septembre.

Il était grand temps que la place se rendît, car la partie de l'armée que le cardinal avait laissée à Maubeuge était dans un extrême danger. Le cardinal infant, ayant renoncé à l'espoir de secourir Breda, assiégée par le prince d'Orange, et ayant été rejoint par Piccolomini et neuf mille hommes de troupes, avait résolu de profiter de la séparation de l'armée française pour attaquer Maubeuge et forcer ainsi le cardinal de la Valette à lever le siège de la Capelle.

« Le duc de Candale était bien empêché dans Maubeuge, où il était assiégé par le cardinal infant avec une nombreuse armée. Ne s'étant jamais rencontré à une telle fête, la cervelle lui tourna et il prit un parti extraordinaire pour un général, qui fut de quitter l'armée et de sortir avec quelque cavalerie, avant qu'il fût entièrement bloqué, pour aller trouver son frère et le hâter de venir à son secours[1]. » Il avait

[1] *Mémoires de Montglat.*

pris pour escorte le régiment de Gassion, et il croyait s'en retourner le même jour; mais il « tomba malade d'une fièvre », dit son frère dans ses Mémoires, ou il s'amusa, comme le prétend Puységur, à quelques distractions mondaines, et perdit l'occasion de rentrer dans Maubeuge. Gassion, qui s'en alla le même jour, tomba dans une embuscade et fut contraint, « lui et le sieur de l'Échelle, qui avait les ordres pour M. de Turenne[1], » de passer, pour rentrer à Maubeuge, la Sambre à la nage. Le duc de Candale avait, en partant, « laissé le commandement de l'armée au vicomte de Turenne, lequel fut ravi de cette commission, dans l'espérance d'y acquérir de l'honneur. En effet, il en eut belle occasion, car le cardinal infant fit d'abord mettre trente pièces de canon en batterie qui foudroyèrent la ville deux jours durant, et même il attaqua un retranchement dont il fut vertement repoussé. Il reçut le lendemain nouvelle de la prise de la Capelle et de la marche du cardinal de la Valette, qui venait au secours du vicomte de Turenne; c'est pourquoi il fit faire une attaque générale, afin d'emporter Maubeuge avant son arrivée; mais il fut si bien reçu par ce vicomte, qui ne s'était pas troublé dans le péril, qu'ayant été battu de tous côtés et repoussé avec une extrême vigueur, il résolut de lever le siège, sans attendre le cardinal de la Valette, qui était arrivé à Landrecies[2]. »

Les ennemis se retirèrent, mais ils prirent une forte position entre Maubeuge et l'armée du cardinal de la Valette. Ce général rassembla son conseil de guerre pour délibérer « de quelle sorte et par quel chemin se retirerait l'armée qui était à Maubeuge ».

« Tous les hauts officiers qui étaient auprès de M. le cardinal de la Valette étaient d'avis que M. de Turenne, sortant de Maubeuge, prît le chemin du château de Solre, où il y avait une garnison française; que l'armée, y ayant été rafraîchie, tirât au-dessus d'Avesnes, et que de là, passant la petite rivière qui traverse la ville, elle vînt se joindre, par un pays très difficile, à l'armée de M. le cardinal entre Avesnes et Chimay...

« Au lieu de cela, M. le cardinal proposa qu'il fallait faire marcher l'armée qu'il commandait droit aux sommets qui sont au delà de Vaux, vis-à-vis de Pont-sur-Sambre, où étaient campés les ennemis, précisément au milieu du chemin de Lonfaveric[3] à Maubeuge. » On avertit Turenne de combiner sa marche de manière à arriver à Pont-sur-Sambre en même temps que le cardinal y arriverait de l'autre côté, pour que la jonction des deux armées se fît à la vue des ennemis et qu'on pût les combattre à forces égales, au cas qu'ils entreprissent de l'empêcher. On avait envoyé à Turenne un chiffre dont le cardinal se servit pour lui écrire. « On hasarda divers messagers, pour l'instruire de

[1] *Mémoires de Puységur.*
[2] *Mémoires de Montglat.*
[3] Ou Long-Favril, village voisin de Landrecies.

tout ce qui se passait, qui arrivèrent tous fort heureusement par divers chemins, et lorsque M. de Turenne avait reçu les billets qu'on lui envoyait, pour en avertir M. le cardinal, il faisait tirer trois coups de canon, précisément à minuit, qui étaient entendus à Lonfaverie par des gardes avancées et autres gens commandés d'être à cet effet dans la campagne à cette heure, hors du bruit du camp. »

Turenne se prépara au départ; il fit jeter dans la rivière et répandre dans les rues le grain amassé dans Maubeuge, afin que les ennemis n'en profitassent pas. « Cela leur fit assez connaître qu'il se voulait retirer, et leur donna assez de moyen de se préparer à le combattre, s'ils en eussent eu envie. »

Le 8 octobre, sur les huit heures du soir, le comte de Guiche, ainsi qu'il avait été convenu, partit de Lonfaverie « avec l'avant-garde de l'armée, menant avec lui les officiers de l'artillerie, en faisant suivre les charpentiers, le bois et les matériaux nécessaires pour faire des ponts où il serait à propos sur la rivière d'Avesnes ».

Cette opération réussit heureusement; le gros de l'armée put traverser sans encombre sur les ponts qui avaient été dressés, et arriva jusque auprès de Vaux, village de Hainaut situé sur un ruisseau d'un accès difficile, et que Piccolomini essaya, mais en vain, de défendre. Toutes les troupes marchèrent alors droit vers Pont-sur-Sambre, au lieu qui avait été marqué à Turenne. « Mondit sieur de Turenne ayant fait sauter, avec deux mines, la porte de Maubeuge pour faire un plus beau passage à son armée, en était parti de grand matin, et, ayant pris les hauteurs qu'on lui avait marquées, s'en venait en fort bon ordre droit à Pont-sur-Sambre, pour passer à Vaux; et tous les ordres furent si bien observés de part et d'autre, que Piccolomini n'avait pas encore achevé entièrement sa retraite lorsque les deux armées du roi furent à la vue l'une de l'autre, dans une belle plaine près de Pont-sur-Sambre. Celle qui venait de Maubeuge se trouva la plus proche des ennemis; et, pour montrer qu'elle n'était nullement fatiguée du chemin qu'elle venait de faire, une partie de la cavalerie se détacha en gros et vint faire une furieuse charge sur celle de Piccolomini, qui se retirait. Quelques officiers et plusieurs personnes de condition, qui étaient à la queue, soutinrent le choc; mais tout le reste s'enfuit avec une telle épouvante, que, le Pont-de-Sambre n'étant pas capable de tenir la foule, une grande partie se noyèrent. Le carnage eût été plus grand si Piccolomini n'eût fait jeter toute son infanterie dans des jardins, laquelle, couverte de fossés et de haies et faisant une décharge continuelle de mousquetades, empêcha que notre cavalerie ne poussât plus avant[1]. »

Au dire de Puységur, le succès aurait pu être beaucoup plus impor-

[1] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*

tant. Si M. de Candale n'eût point « empêché » les troupes qui venaient de Maubeuge, et dont il reprit immédiatement le commandement, « M. de Turenne eût achevé de défaire les ennemis. Je ne sais point, ajoute-t-il, la cause de cet empêchement, dont on parlait différemment. Quelques-uns disaient que c'était la jalousie qu'il avait contre son frère et le déplaisir de n'avoir pas été à la marche de Maubeuge pour venir joindre notre armée[1]. »

Turenne, toujours modeste, raconte avec une simplicité singulière cette affaire, qui lui fit tant d'honneur. « Madame, écrit-il à sa mère, le 10 octobre, je marchai hier de Maubeuge avec l'armée qui y était. Les ennemis tâchèrent d'empêcher la jonction, mais faiblement et avec perte de leurs gens. »

« Le 29 du mois de novembre, le cardinal de la Valette partit de Vervins pour prendre Chimay. M. de Candale fit le siège et prit la place en deux jours, et M. le cardinal demeura entre Avesnes et ladite ville de Chimay, pour couvrir le siège, après lequel, ayant reçu l'ordre de Sa Majesté pour la distribution des garnisons et celui de la venir trouver, il laissa M. de Turenne pour commander jusqu'à ce que les troupes fussent en quartier d'hiver. Il passa par Notre-Dame-de-Liesse, et il arriva le 8 décembre à Paris[2]. »

Turenne passa l'hiver avec ses troupes. On lui fit attendre longtemps un ordre de service pour la campagne de 1638. Le 10 avril de cette année, il écrit à sa mère, de Maëstricht, qu'il « attend avec impatience de savoir ce qu'ils lui ordonneront de la cour, et qu'il espère savoir par les premières lettres ce qu'il adviendra ». Il devait, cette année-là, être appelé à seconder le duc de Weimar.

Ce général s'était mis de bonne heure en campagne. Dès le commencement de l'année, le 28 janvier, par des froids rigoureux, il sortit de ses quartiers, attaqua et prit plusieurs villes importantes en Souabe, Lauffenbourg, Waldshut, Seckingen, et assiégea Rhinfeld. Les Impériaux, après un combat sanglant, le battirent et le forcèrent à lever le siège de cette ville. Il recula; puis, deux ou trois jours après sa défaite, par un retour offensif, audacieux et imprévu, il tailla en pièces l'armée victorieuse (3 mars) et fit prisonnier son chef, le célèbre Jean de Wert, qui fut amené en France. Ce général, fils d'un paysan de Westphalie, s'était élevé par son mérite seul et se fit estimer dans son malheur par sa politesse et sa dignité.

Le duc de Weimar, ayant pris Rhinfeld et étant devenu maître du Brisgau par une succession de sièges, de petits combats, et par la prise de Fribourg, qui ne se rendit qu'après un assaut furieux, forma le projet de s'emparer de l'importante ville de Brisach (Vieux-Brisach).

[1] *Mémoires de Puységur.*
[2] *Mémoires de Louis de Nogaret, cardinal de la Valette.*

Cette forte place dépendait de l'Alsace; mais située sur la rive droite du Rhin, sur lequel elle possédait un pont fortifié, elle commandait une partie de la Souabe et ouvrait l'Alsace aux Allemands. Les Impériaux et les Bavarois en avaient fait leur place d'armes pour toute la région du haut Rhin; ils y avaient de grands approvisionnements et y entretenaient une forte garnison. Ils en sortaient incessamment pour pénétrer dans le centre de l'Alsace. Sentant toute l'importance de cette position, ils résolurent de la défendre à outrance.

Richelieu envoya au duc de Weimar, qui avait attaqué Brisach au commencement de juin, un renfort conduit par le comte de Guébriant et Turenne. Le 29 juillet, ils passèrent le Rhin à Neuenbourg, au-dessus de Brisach, « par les plus grandes chaleurs qu'il est possible[1], » et rejoignirent, le 2 août, le duc de Weimar à Fribourg. Turenne amenait quatre mille hommes qu'il avait été chargé de lever dans le pays de Liège. Avec ce renfort, Weimar battit la campagne aux alentours de Brisach, et s'empara des petites villes, des châteaux forts et de tous les postes avantageux des environs, afin de mieux resserrer la ville.

La lutte pour la possession de Brisach fut héroïque et acharnée des deux côtés. La ville, bien fortifiée, bien approvisionnée, défendue par une garnison nombreuse et résolue sous les ordres du commandant Reinach, homme d'une grande expérience dans la guerre et d'une indomptable énergie, ne pouvait guère être prise autrement que par la famine : aussi tous les efforts des assiégeants avaient-ils pour objet d'empêcher les communications de la ville avec le dehors; ceux des Impériaux, au contraire, avaient pour but de forcer le blocus et de ravitailler la ville. Les généraux Goetz et Savelli, qui commandaient l'armée impériale, réussirent deux fois à y jeter des approvisionnements et des munitions. Ces secours compromettaient tout. Pour y mettre fin, le duc de Weimar quitte brusquement Brisach au commencement d'août, sort de ses lignes avec les deux tiers de son armée, seize mille hommes environ, et se porte au-devant des Impériaux. Il ne tarda pas à les rencontrer; mais, dès qu'ils l'aperçurent, ils se retranchèrent si bien sur une montagne au pied de laquelle il y avait une petite rivière et un village fortifié, que le duc de Weimar reconnut qu'il y aurait imprudence à les attaquer; il fit mine de se retirer lui-même pour les obliger à quitter un poste si avantageux. En effet, le lendemain ils avaient décampé et s'étaient avancés près d'un village nommé Wittenwehr. Il court aussitôt à eux, les rejoint, et après l'attaque ordinaire d'artillerie, qui ne dura qu'une demi-heure, les deux armées se chargèrent avec fureur. L'aile droite des ennemis, enfoncée du premier choc, fut rejetée sur l'infanterie, dans laquelle le désordre se mit. De

[1] Turenne à sa mère, 30 juillet.

son côté, l'aile droite du duc de Weimar, commandée par Turenne, fut d'abord repoussée avec perte jusqu'au corps de réserve, qui heureusement la soutint et contint l'ennemi. Turenne néanmoins était en danger d'être enveloppé par Goetz quand le duc de Weimar vint à son secours. Goetz s'était solidement établi sur une hauteur, où il paraissait pouvoir braver toute attaque. On eut recours à une ruse de guerre pour le déposter. On envoya en toute hâte, dans un bois situé sur les derrières des Impériaux, quelques tambours et trompettes qui se mirent à sonner et à battre. Les ennemis, se croyant tournés, quittèrent leur position en bon ordre d'abord; mais, attaqués avec vigueur, ils plièrent enfin après sept heures d'un combat acharné où toutes les troupes revinrent plusieurs fois à la charge, et leur retraite se changea en déroute.

Dès le début de l'action, chaque aile droite perdit ses canons et ses munitions, et dans le reste de la bataille, de part et d'autre, on se servit, pour combattre, de l'artillerie prise à l'ennemi. Goetz perdit à cette défaite tout son canon, ses munitions, trois mille chariots, cinq mille sacs de blé et tout son bagage. Il eut deux mille hommes tués, quinze cents prisonniers; tous ses drapeaux furent pris.

Après ce succès, qui mettait pour quelque temps les généraux autrichiens dans l'impossibilité de le troubler, le duc de Weimar rentra dans ses lignes, resserra le blocus, et entreprit le siège de la ville suivant les règles ordinaires.

Les ennemis, loin de se décourager, redoublèrent d'efforts. Goetz, après avoir reçu des renforts, combina avec le duc Charles de Lorraine une double attaque contre les assiégeants par la rive souabe et par la rive alsacienne. Weimar réussit à les battre isolément. Il courut d'abord au duc Charles, le rencontra et le défit entièrement près de Thann, le 15 octobre; puis il revint à son camp, menacé par Goetz et par Lamboy. L'attaque des Impériaux eut lieu le 23 octobre. Ils emportèrent deux redoutes défendues par les weimariens. Le désordre commençait à se mettre dans les assiégeants quand Turenne et Guébriant arrivèrent, et, après un combat vigoureux dans lequel ils firent des prodiges, l'ennemi recula.

Les Impériaux, repoussés, repassèrent le Rhin et tentèrent une diversion sur Ensisheim, ville de la haute Alsace, sur la rivière d'Ill, d'où ils auraient pu incommoder l'armée de Weimar. Turenne quitta avec ses troupes le gros de l'armée, surprit les ennemis dans leur camp même, les battit et les dispersa.

A son retour, le duc de Weimar le chargea d'attaquer un fort détaché, le ravelin de Reinach, situé sur le bras principal du Rhin, qui donnait aux assiégés l'espérance d'être ravitaillés et secourus par le fleuve. Turenne l'attaqua avec quatre cents hommes, fit briser à trois endroits différents les palissades à coups de hache et l'emporta d'assaut.

Brisach se rendit enfin, le 17 décembre, après sept mois d'une défense héroïque. Le commandant Reinach ne capitula que quand la garnison eut mangé son dernier morceau de pain. « Dans les derniers temps du siège, la disette qui désolait la ville était telle, que Reinach fut obligé de faire mettre des gardes à l'entrée des cimetières pour empêcher qu'on ne déterrât les morts[1]. » Turenne écrivait à sa mère, le 18 décembre : « On va porter à la cour la nouvelle de la prise de Brisach. On y est entré aujourd'hui. La moitié de ceux de dedans sont morts de faim. »

La prise de Brisach était un grand succès, et elle eut un immense retentissement. Elle compensait des désastres dont l'Espagne avait été le théâtre, cette année, pour les armées françaises. Richelieu en sentait si bien l'importance, qu'il essayait de ranimer le P. Joseph, l'agent secret le plus intelligent et le plus dévoué qu'il eût employé, le confident de sa politique, en lui criant pendant son agonie : « Père Joseph, Brisach est à nous. »

Pendant toute cette campagne, Turenne fut miné par des fièvres intermittentes. Après avoir été, pendant les mois de septembre et d'octobre, « retenu assez longtemps à Colmar par une fièvre fort changeante[2], » il était encore, à la fin de décembre, « incommodé de la fièvre quarte, qui demeurait réglée. » Il n'en fit pas moins son service avec courage, et il s'acquit l'estime toute particulière du duc de Weimar, qui rendit de lui le témoignage le plus flatteur à Richelieu; aussi, lorsqu'il vint à la cour après la fin de la campagne, le cardinal le combla d'éloges, lui demanda son amitié, et, désireux d'attacher à ses intérêts un jeune homme d'une si grande valeur et de tant d'avenir, lui offrit, disent Raguenet et Ramsay, la main d'une de ses parentes. Selon ses biographes, Turenne refusa en motivant ce refus sur sa religion. « Le vicomte de Turenne, dit Raguenet, appréhendant que la différence de religion ne mît quelque obstacle à l'étroite union qui devait être entre lui et une personne avec qui il contracterait un pareil engagement, le dit franchement au cardinal de Richelieu, et lui fit entendre avec tant de bonne foi ce qui lui faisait peine en cela, que le cardinal goûta ses raisons. Il trouva même un caractère d'honnête homme dans ce procédé; de sorte que, bien loin de s'offenser de son refus, il l'en estima davantage et continua à lui marquer sa confiance en l'employant aux affaires les plus difficiles. »

Je n'ai rien trouvé dans la correspondance de Turenne qui vienne à l'appui de cette allégation, sauf peut-être un passage bien vague d'une lettre de Turenne à sa mère, en date du 16 avril 1634, bien antérieure par conséquent à l'époque à laquelle nous sommes arrivés. « M. le cardinal, me parlant du mariage de mon frère, dit que le roi

[1] Puffendorf.
[2] Turenne à sa mère, 23 septembre et 17 octobre.

avait consenti et qu'il fallait le pardonner à l'amour. Ensuite de cela, il me dit qu'il voulait avoir soin de me marier. » Il n'y aurait d'ailleurs rien d'étonnant à ce que Richelieu, qui jusqu'à la fin de sa vie chercha à consolider sa fortune, ait pensé à s'assurer le concours de Turenne.

Au commencement de 1639, de tristes nouvelles ne cessaient d'arriver d'Italie, où commandait le cardinal de la Valette. L'Empereur venait de faire publier un décret par lequel il cassait le testament du duc Victor-Amédée, déclarait la duchesse de Savoie déchue de la régence et de la tutelle de ses enfants, et déliait ses sujets du serment de fidélité. La duchesse Christine, sœur de Louis XIII, que soutenait la France, n'était pas aimée de son peuple. Presque tout le Piémont se souleva contre elle, et quand le prince Thomas, son beau-frère, fut revenu de Flandre pour prendre le commandement des Espagnols, les revers se succédèrent rapidement, bien que Turenne eût été envoyé en Piémont à la fin d'avril pour seconder le cardinal. Les villes de Chiers, Moncalier, Yvrée, s'étaient déclarées pour le prince Thomas, qui s'empara presque sans coup férir de Verrue, de Verceil, de Coni et de plusieurs autres places importantes. La ville de Turin tomba même en son pouvoir; la citadelle heureusement résista, et la Valette put soutenir et renforcer à temps la garnison qu'elle renfermait. La situation devenait grave, lorsqu'une trêve fut signée le 14 août; elle devait durer jusqu'au 24 octobre. Le 17 septembre, le cardinal de la Valette vint à mourir; le comte d'Harcourt fut désigné pour lui succéder et vint se mettre à la tête de l'armée. C'était un homme d'un grand mérite, entreprenant, actif et résolu, qui possédait la confiance et l'estime du soldat; il était secondé par Plessis-Praslin, Turenne et Lamothe-Houdancourt, tous trois braves et habiles.

A l'expiration de la trêve, les troupes, pleines d'ardeur, demandaient à marcher à l'ennemi. On attaqua et on prit Chiers, poste très important pour maintenir les communications entre Chivas et la citadelle de Turin; mais les Espagnols, qui avaient deux fois plus de troupes que le comte d'Harcourt, se saisirent de tous les passages et lui coupèrent les vivres. « On consomma tous les vivres pendant le séjour qu'on fit à Chiers, » de sorte qu'il fallut se résoudre à quitter cette ville, « qu'on eût bien voulu garder pendant l'hiver; les ennemis, opiniâtrés à nous en faire sortir, nous y réduisirent par la faim[1]. » Le comte d'Harcourt, obligé de décamper, le fit avec toute la diligence et tout le secret possibles; mais l'ennemi, qui avait un espion dans chaque habitant, fut vite informé de son mouvement.

Arrivé à un petit village nommé la Route, où se trouvait un pont sur un petit cours d'eau, la Santena, passage très important parce que seul

[1] *Mémoires du maréchal du Plessis.*

il ouvrait la route de Carignan, où les Français voulaient se retirer en quartiers d'hiver, le comte d'Harcourt fut attaqué en tête et en queue, le 20 novembre. Il repoussa partout un ennemi double en nombre, le mit en pleine déroute, et passa sans encombre.

Les Espagnols furent si étonnés de leur défaite, que Leganez fit dire au comte d'Harcourt, par un trompette qui venait négocier l'échange de quelques prisonniers, que, s'il était roi de France, il lui ferait couper la tête pour avoir hasardé une bataille contre une armée beaucoup plus forte que la sienne; à quoi le comte d'Harcourt répondit avec esprit et raison que, s'il était roi d'Espagne, il ferait couper la tête au marquis de Leganez pour s'être laissé battre par une armée beaucoup plus faible que la sienne.

Les biographes de Turenne prétendent que c'est à lui seul que doit revenir tout l'honneur de ce remarquable combat. Cette appréciation nous paraît fort partiale et peu fondée. Le comte de Lamothe-Houdancourt, d'après ses Mémoires et d'après le témoignage de plusieurs historiens, eut une très grande part à cette victoire. Du Plessis-Praslin, dans ses Mémoires, ne parle pas de ses collègues. « Le comte du Plessis, dit-il seulement, eut sa part avec beaucoup d'avantage, de bonheur et de distinction au combat général de la Route. Ce fut lui qui conseilla au comte d'Harcourt de faire repasser le ruisseau de la Route à l'artillerie, qui était déjà au delà. » Laissons au comte d'Harcourt l'honneur de cette victoire. Il fut admirablement secondé par ses lieutenants, qui tous trois rivalisèrent de courage et d'habileté; mais son succès résulta de l'ensemble des opérations; il serait injuste de l'attribuer aux avantages partiels obtenus par un seul de ses généraux.

La campagne finie, le comte d'Harcourt se rendit à Pignerol pour y passer l'hiver, et laissa le commandement de l'armée à Turenne. Le jeune officier prit quelques petites places, Busca, Dronero (12 janvier), qui resserraient trop l'armée, et qui pouvaient à un moment donné gêner ses mouvements ou empêcher l'arrivée des convois; puis il donna tous ses soins au ravitaillement de la citadelle de Turin.

Au printemps de 1640, le comte d'Harcourt reprit la campagne et débuta par une action d'éclat. Le marquis de Leganez, avec vingt mille hommes, assiégeait Casal; cette ville appartenait au jeune duc de Mantoue, notre allié, et il importait au plus haut point aux succès de nos armes et à la considération de la France en Italie de le secourir sans délai. Le comte d'Harcourt, qui ne disposait que de dix mille hommes, accourut au secours de la place. Cet habile et audacieux général donna le commandement de la cavalerie à Turenne, divisa son infanterie en trois corps, et lança intrépidement ses troupes à l'attaque des retranchements des assiégeants. La lutte fut acharnée. Trois fois le corps du comte du Plessis-Praslin fut repoussé, trois fois aussi la cavalerie de Turenne dut céder devant la résistance obstinée de

deux régiments espagnols qui se firent hacher; enfin une dernière attaque décida de l'issue du combat. Turenne prit l'ennemi à revers, força les lignes, et alla donner la main aux marquis Ville et Pianeze, qui commandaient l'une des trois colonnes d'attaque et qui y pénétrèrent également. Dès lors tout plia, et, malgré la supériorité numérique des Espagnols, une véritable déroute commença. Leurs chefs, Carracène, Serra et Carlo della Gatta, firent d'héroïques efforts pour ramener leurs troupes ou tout au moins pour couvrir la retraite; mais les Espagnols s'enfuirent en désordre, les uns à Stura, les autres à Frascinel. L'armée française, inférieure en nombre de près de moitié, prit douze canons, six mortiers, dix-huit cents hommes, vingt-quatre drapeaux, presque tout le bagage, et même les papiers de Leganez. Le 3 mai, Turenne annonce à sa mère qu'on vient de gagner une bataille sur le marquis de Leganez, et que ce général a perdu plus de cinq mille hommes, « tous Espagnols naturels ». Il n'oublie qu'une chose, c'est que c'était en grande partie à sa bravoure et à sa ténacité qu'on devait la victoire, et que c'était lui qui était entré le premier dans les lignes ennemies.

Après ce succès, on tint sur les opérations à entreprendre un conseil de guerre dans lequel le siège de Turin fut décidé. Cette entreprise était d'une excessive témérité, et la majeure partie des officiers généraux s'y montrait opposée. Ils soutenaient qu'on ne pouvait, sans courir les risques les plus sérieux, faire avec dix mille hommes le siège d'une place où il y en avait douze mille, et qui pouvait être secourue par Leganez, qui avait encore une armée de quinze mille combattants. Turenne, d'accord avec le comte d'Harcourt, soutint qu'il valait mieux s'exposer à un revers que de perdre sans combat la citadelle de Turin, que la famine obligerait à se rendre. Le comte d'Harcourt, qui aimait les partis audacieux, marcha aussitôt sur Turin, s'empara de toutes les positions avantageuses, et fit commencer les travaux d'usage.

Leganez voyait sans déplaisir l'entreprise du comte d'Harcourt; il la considérait comme si déraisonnable, qu'il croyait y trouver une occasion sûre de se venger de l'échec de Casal. Il fit prévenir le prince Thomas, renfermé à Turin, qu'il marchait à son secours, et lui écrivit que cette fois le comte d'Harcourt ne lui échapperait pas. Il engageait les dames de Turin à louer des fenêtres sur la grande rue pour voir Cadet la Perle[1] passer prisonnier. Il grossit son armée des garnisons de la plupart des villes du Milanais, et parvint ainsi à réunir dix-huit mille hommes. Il s'approcha de Turin par la rive du Pô opposée à celle qu'occupaient les Français, et vint essayer de passer ce fleuve à Turin. Les ponts étaient si bien gardés, qu'il renonça à son projet et dis-

[1] On désignait le comte d'Harcourt sous ce sobriquet, parce qu'il était fils cadet de Charles de Lorraine, duc d'Elbeuf, et qu'il portait ordinairement une grosse perle en pendant d'oreille.

parut. Soupçonnant qu'il essayerait de passer à Moncalier, au-dessus de Turin, le comte d'Harcourt y envoya Turenne avec un fort détachement; mais, malgré toute sa diligence, le jeune capitaine n'y arriva qu'après Leganez. Cinq mille Espagnols environ avaient déjà passé le pont, et se retranchaient dans les maisons du village et les fermes avoisinantes, pendant que le reste de l'armée effectuait son passage.

Turenne attaque sans attendre un moment. Ses soldats fatigués arrivent devant un ruisseau gonflé par les pluies et hésitent. Une minute peut tout perdre; Turenne se jette à l'eau le premier, ses hommes le suivent, attaquent et prennent une à une les maisons fortifiées. Les Espagnols qui en sont chassés refluent vers le pont, encombrent les routes; le passage est interrompu. A force d'efforts, Turenne arrive enfin à la tête du pont; il y met le feu, et, délivré de toute inquiétude, il accule et précipite dans le fleuve les ennemis qui ne veulent pas se rendre.

Leganez, étonné de cet acte de vigueur, confia son armée à Carlo della Gatta, sous prétexte d'aller organiser de nouvelles troupes. Turenne, qui connaissait la haute capacité militaire de son nouvel adversaire, redoubla de vigilance et d'activité, et fit si bien surveiller les rives du fleuve, qu'il l'empêcha de jeter un pont ou de passer à gué; mais della Gatta réussit à s'emparer de quelques îles qui pouvaient lui faciliter les moyens de jeter un pont. Turenne voulut l'en déloger; il l'attaqua avec vigueur, mais dans le combat, le 2 juin, il reçut un coup de mousquet à l'épaule droite et fut obligé de se faire porter à Pignerol pour y être soigné. Il ne revint que le 12 juillet.

Leganez, arrivé à Moncalier avec des renforts, y passa le Pô avec ses troupes, et vint attaquer le comte d'Harcourt dans son camp.

Le siège présenta alors un spectacle extraordinaire : la citadelle, qu'occupaient les Français commandés par M. de Couvonges, était assiégée par le prince Thomas, maître de la ville; ce prince était lui-même assiégé par l'armée française, qu'assiégeait à son tour, dans ses lignes ce circonvallation, l'armée espagnole commandée par le marquis de Leganez.

Pendant l'absence de Turenne, une vigoureuse sortie du prince Thomas, combinée avec une attaque de Leganez contre les lignes françaises, eut un résultat favorable aux Espagnols. Della Gatta put entrer dans Turin avec douze cents chevaux, mille hommes d'infanterie et un convoi de vivres. Leganez s'occupa à couper nos convois et y réussit si bien, que la disette pénétra dans le camp français. Turenne, remis de sa blessure, amena à l'armée qui assiégeait Turin un important renfort et un grand convoi de vivres et de munitions, que Leganez essaya vainement d'arrêter. L'arrivée d'un convoi était un grand avantage pour nous; car, de son côté, le prince Thomas était réduit dans Turin à une aussi grande disette de vivres que les Français, et l'avantage devait rester

à celui qui pourrait faire durer le plus longtemps ses approvisionnements. Le marquis de Leganez, après avoir à maintes reprises, à la tête des troupes espagnoles, essayé vainement de forcer les lignes françaises pour entrer dans la place, cherchait tous les moyens, même les plus incertains ou les plus dangereux, de procurer des vivres aux habitants. « Par ses ordres, on remplissait de farine des bombes que ses batteries lançaient ensuite dans la place par-dessus le camp des Français; les assiégés les visitaient avec soin. Un jour on en ouvre une; elle était remplie de cailles grasses qu'un Espagnol de l'armée de Leganez envoyait, avec un billet, à une dame de ses amies qui se trouvait renfermée dans la ville. C'est probablement l'unique fois qu'on ait eu l'occasion d'envoyer un présent de gibier dans une bombe, et de nourir de cailles grasses des gens qui n'avaient pas de pain[1]. »

Le moyen d'ailleurs était plus original que pratique. Une partie des bombes restait en chemin et profitait aux Français. Leganez renonça bientôt à cet expédient, qui lui avait été conseillé, dit-on, par un ingénieur nommé Francesco Zignoni, et qui était en somme aussi utile aux assiégeants qu'aux assiégés. Le prince Thomas, après avoir fait quelques nouvelles tentatives qui restèrent infructueuses pour percer les lignes françaises dans plusieurs sorties où il perdit beaucoup de monde, se vit réduit à la dernière extrémité; il demanda à capituler et se rendit le 17 septembre. Leganez repassa le Pô avec ses troupes, la duchesse de Savoie rentra à Turin le 18 novembre, et le comte d'Harcourt, couvert de gloire par cette belle campagne, retourna en France, laissant l'armée sous le commandement de Turenne.

Après avoir permis à ses troupes de se refaire pendant quelques mois, Turenne reprit la campagne vers la fin de février. En dix jours il s'empara de Montecalvo (5 mars); puis il passa le Pô et vint, le 5 avril, attaquer Yvrée, où se trouvaient les magasins du prince Thomas, Prévoyant bien que ce général ne manquerait pas d'accourir au secours de la ville, il poussa avec une activité extraordinaire les travaux du siège, établit ses lignes et les couvrit de forts retranchements. Le prince Thomas vint en effet; mais, après avoir examiné le camp de Turenne, il le trouva si bien défendu, qu'il renonça à l'attaquer. Pour faire diversion, il alla alors assiéger Chivas, à quatre lieues de Turin.

Sur ces entrefaites le comte d'Harcourt revint, le 19 avril, reprendre possession de son commandement. A son arrivée, cédant aux sollicitations des habitants de Chivas, qui le suppliaient de les délivrer, il fit donner à Yvrée un assaut prématuré qui ne réussit pas, leva le siège et se rendit à Chivas. Le prince Thomas, dont l'unique objectif avait été de dégager Yvrée, se retira aussitôt sans combattre au delà du Pô. Le comte d'Harcourt aurait pu revenir à Yvrée et en poursuivre le siège; mais cet ha-

[1] F. Barrière, *Essai sur les mœurs et les usages du* XVII[e] *siècle, pour servir d'introduction aux Mémoires de Brienne.*

bile capitaine préféra renoncer aux projets de Turenne, soit qu'il eût reçu d'autres ordres de la cour, soit qu'il eût préparé un autre plan de campagne, soit enfin, comme on l'a prétendu, que la réputation toujours croissante de son jeune lieutenant commençât à lui donner de l'ombrage. Il alla assiéger Ceva et Mondovi, qu'il emporta rapidement, et Coni, dont le siège fut long et meurtrier (30 juillet-12 septembre). Après la prise de cette ville et quelques combats sans grande importance, les deux armées prirent, d'un commun accord, leurs quartiers d'hiver avant l'époque ordinaire. Bien que blessé dans son amour-propre par les procédés du comte d'Harcourt, Turenne n'en avait pas moins continué à servir sous ses ordres avec dévouement et fidélité; mais Richelieu, voyant qu'il y avait dès lors rivalité entre ces deux hommes, jugea qu'il serait utile à l'État de les employer séparément à l'avenir.

Tandis que Turenne se signalait en Italie, son frère, par amitié pour le comte de Soissons, s'engageait dans une aventure qui devait l'amener à prendre, avec l'appui des Espagnols, les armes contre la France.

En 1635, Richelieu avait fait proposer au comte de Soissons d'épouser la comtesse de Combalet, sa nièce. Le comte avait refusé avec un mépris peu déguisé. Richelieu, irrité, le traita fort mal, et en 1636, lors de l'invasion de la Picardie, ne lui donna qu'un petit corps d'armée. Le comte de Soissons s'employa dès lors à réunir les grands qui cherchaient à renverser le ministre ou même à s'en débarrasser par l'assassinat, et il ourdit un complot qui faillit réussir et qui n'échoua que par l'irrésolution du duc d'Orléans. Les conjurés tinrent un instant le ministre au milieu d'eux. Prêts à frapper, ils attendaient le signal que Gaston leur chef devait donner. Ils attendirent vainement. Comme toujours, et heureusement cette fois, le cœur manqua au moment décisif à cet homme pusillanime, qui n'avait d'énergie et de volonté ni pour le bien ni pour le mal. Le complot éventé, le comte de Soissons pensa à se mettre en sûreté, et se réfugia à Sedan auprès de son ami. Le duc de Bouillon écrivit au cardinal, et supplia le roi « de ne pas trouver mauvais qu'il donnât retraite à un prince de son sang qui croyait n'avoir rien fait qui pût déplaire à Sa Majesté[1] ».

Le roi et le cardinal autorisèrent le duc de Bouillon à garder son ami à Sedan pendant quatre ans.

Le comte de Soissons, au lieu de « conserver au roi une fidélité inviolable », comme il l'avait juré sur les saints Évangiles devant un aumônier de Louis XIII envoyé exprès à Sedan pour recevoir son serment, employa le temps de son exil à rallier autour de lui les mécontents, — et ils étaient nombreux, — les exilés, tous les ennemis du cardinal; il se lia de plus en plus étroitement avec son hôte, et lorsque le cardinal,

[1] Mémoires de Langlade.

irrité de nouveau de son attitude, exigea, les quatre ans révolus, son éloignement de la ville de Sedan, qu'il voyait devenir peu à peu l'asile de tous les factieux, et dont il disait que « c'était une autre la Rochelle qu'il fallait raser jusqu'aux fondements[1] », le duc de Bouillon refusa de chasser son hôte. Richelieu fit cesser le payement des sommes que Henri IV et Louis XIII s'étaient engagés à fournir pour l'entretien de la garnison de Sedan. Le duc entra alors en révolte ouverte. Il appela à lui le duc de Guise, ennemi acharné de Richelieu, leva une armée de réfugiés, et écouta les propositions que lui faisait l'Espagne de le défendre contre Richelieu. Il signa un traité avec le cardinal infant, agissant au nom du roi d'Espagne, et avec l'archiduc Léopold-Guillaume, agissant au nom de l'Empereur. Chacun d'eux promettait un corps de sept mille hommes; ils devaient se réunir à Sedan. Les Espagnols devaient en outre fournir deux cent mille écus; mais ils ne tinrent pas leurs engagements; ils ne donnèrent qu'une partie de la somme et n'envoyèrent aucune troupe. L'Empereur, fidèle à sa parole, envoya le général Lamboy avec les sept mille hommes qu'il devait fournir.

Peu de temps après la signature du traité, les trois princes révoltés publiaient un manifeste où ils prenaient le nom de princes de la Paix. C'était un factum très violent contre le cardinal de Richelieu. Ils s'imaginaient que les populations, mécontentes, se soulèveraient à leur appel; mais, bien que le pays murmurât contre les édits bursaux et la domination du cardinal, nul ne prit ouvertement parti pour les rebelles. Richelieu envoya le maréchal de Châtillon avec dix mille hommes contre Sedan, et donna l'ordre au maréchal de la Meilleraie de pénétrer avec son armée dans les Flandres, pour empêcher le cardinal infant d'envoyer à Sedan les secours promis.

Le général Lamboy réunit son armée à celle des princes et marcha contre les Français, campés auprès de Sedan, entre le village de Chaumont et le bois de la Marfée. Dès le début de la bataille une terreur panique s'empara de l'armée royale. Le maréchal de Châtillon perdit toute son infanterie et la plupart de ses principaux officiers; mais le comte de Soissons périt dans l'action, sans qu'on ait jamais pu savoir exactement par qui ni à quel moment il fut tué. Il avait reçu un coup de pistolet dans la tête (6 juillet).

Le duc de Bouillon fit connaître aux Espagnols la mort du comte de Soissons et la victoire de la Marfée, et réclama les secours promis. On lui adressa des compliments sur son succès, mais pas un homme. Le duc se préparait à continuer la lutte avec l'aide de Lamboy, quand ce général lui-même reçut l'ordre de le quitter pour se réunir au cardinal infant. Le duc de Bouillon sentit alors la nécessité de se soumettre et songea à s'accommoder avec le cardinal. Puységur étant venu à Sedan pour trai-

[1] Ramsay, *Histoire de Turenne.*

ter de la rançon des prisonniers, le duc le chargea de négocier un arrangement pour lui. Arrivé à la cour, Puységur en parla d'abord avec le sieur Desnoyers, qui lui dit : « Mon cher enfant, M. de Bouillon est un homme qui vous trompera. — Je suis sûr du contraire, lui dit Puységur. — Il nous a déjà trompés treize fois, reprit Desnoyers. — Il prétend, répondit Puységur, que la cour l'a trompé quatorze. » Une difficulté arrêtait toutes les négociations. Le roi, et le cardinal surtout, voulaient absolument que l'on fît le procès au cadavre du comte de Soissons, qui était à Sedan, et, dans ces conditions, le duc se refusait à le livrer.

Puységur représenta au roi que Dieu semblait l'avoir assez vengé du comte de Soissons en permettant qu'il fût tué au milieu des siens; qu'il était prince du sang, son filleul, qu'il portait son nom, et que ce serait un Bourbon que l'on condamnerait à être traîné sur la claie. Le roi céda et permit que le comte fût inhumé à Gaillon, lieu de sépulture ordinaire de sa famille, avec des honneurs convenables.

Richelieu avait réuni une armée de vingt-cinq mille hommes pour venger l'échec de la Marfée; mais le duc de Bouillon rendit ces préparatifs inutiles en venant, le 3 août, trouver le roi à Mézières, où il obtint son pardon avec des conditions très favorables. Il conservait tous les privilèges qu'il possédait avant la guerre : l'indépendance de Sedan était garantie, les poursuites entamées contre lui et le comte de Soissons étaient arrêtées, toutes les personnes qui avaient pris parti pour lui étaient rétablies dans leurs biens et recevaient une amnistie entière, à l'exception du baron de Bec et du duc de Guise.

Le favori du roi, le grand écuyer Cinq-Mars, s'entremit avec beaucoup de zèle en sa faveur. Ce fut un grand malheur pour le duc de Bouillon. Le favori haïssait le cardinal et cherchait les moyens de se venger. En obligeant le duc, il avait en vue de se ménager un auxiliaire, et l'année suivante il réussit, en effet, à l'entraîner dans sa célèbre conspiration.

Arrivé à la cour par l'entremise de Richelieu, qui comptait s'en servir comme d'un instrument pour gouverner son maître, Cinq-Mars, jeune, ambitieux, se fatigua de la tutelle de son protecteur, et ne recula pas devant une alliance avec l'Espagne et la perspective d'un assassinat pour se défaire du cardinal. Il s'efforça de grouper en un faisceau compact les animosités excitées par le premier ministre; ce complot faillit réussir. Le duc de Bouillon par reconnaissance, le duc d'Orléans par ambition, de Thou et quelques jeunes seigneurs par amitié pour lui et par haine pour le ministre, se liguèrent avec lui. Leur conspiration se trama d'abord dans le plus profond secret. Fontrailles, ami de Cinq-Mars, était allé à Madrid conclure un traité secret avec le comte d'Olivarès, et personne n'avait eu le moindre soupçon de son voyage.

Aux termes de ce traité, dès que le duc d'Orléans se trouverait dans

une « place de sûreté » que l'on devait désigner après la ratification du traité, dans une contre-lettre qui y serait jointe, le roi d'Espagne fournirait de l'argent et des soldats. Le but que l'on se proposait était de « faire une juste paix entre les deux couronnes de France et d'Espagne, pour leur bien commun et pour celui de la chrétienté ». Deux seigneurs, « qui ne devaient être nommés qu'après la signature du traité, devaient recevoir de l'Empereur des patentes de maréchaux de camp ».

Le duc de Bouillon était parti pour prendre le commandement de l'armée d'Italie, qui lui avait été confié. Richelieu était à Tarascon, affaibli par la maladie, rempli d'inquiétude; son énergie paraissait faiblir. Cinq-Mars auprès du roi était en pleine faveur; la conspiration allait réussir, quand le cardinal, par un moyen resté inconnu, eut connaissance du traité secret conclu avec l'Espagne, ainsi que de la contre-lettre qui désignait Sedan comme la place de sûreté, le duc de Bouillon et Cinq-Mars comme les deux seigneurs dont il était question dans l'acte même.

Le moribond revint à la vie. Le secrétaire d'État Chavigny se rend immédiatement auprès du roi, malade lui-même à Narbonne, avec une copie du traité. Le cardinal s'assure de Cinq-Mars et de de Thou ; le duc de Bouillon est arrêté, le 21 juin, à Casal, et le procès s'instruit.

Le duc de Bouillon, renfermé d'abord à Pignerol, puis transféré à Pierre-Encise, se croyait perdu. Il fut sauvé par les instances de la landgrave de Hesse, celles de Turenne, par l'énergie de sa femme, qui s'enferma dans Sedan, l'approvisionna, y réunit une armée, et déclara qu'elle livrerait la ville aux Espagnols si l'on faisait mourir son mari ; et surtout par l'intervention du prince d'Orange, qui envoya le comte d'Estrades, ministre de France en Hollande, auprès du cardinal et du roi pour sauver la vie à son neveu. D'Estrades fut reçu en audience par le roi à Livry, et insista, au nom du prince d'Orange, sur les services rendus à la France par la famille du coupable ; il laissa entrevoir que, si la grâce du duc était refusée, le prince d'Orange pourrait par ressentiment entrer en arrangements avec l'Espagne. Le roi fit appeler Chavigny et Desnoyers, et s'enferma avec eux dans son cabinet. Après une délibération qui dura deux heures entières, les deux secrétaires d'État se retirèrent. Le roi fit rappeler d'Estrades, et lui dit qu'en considération du prince d'Orange il accordait la vie au duc de Bouillon.

On connaît la lâcheté de Gaston, qui, saisi de peur, vendit ses complices pour se tirer d'affaire, et le sort fatal de Cinq-Mars et du jeune de Thou. Le jour même de l'exécution des conjurés, le duc de Bouillon écrivit au cardinal une lettre très soumise, mais très digne, pour proposer « de remettre dans quinze jours au plus tard, sans autre condition que celle de la vie et de la liberté, le château et la ville de Sedan entre les mains du roi pour être inséparablement unis à la couronne...,

ne prétendant faire aucun marché, mais se soumettre entièrement aux volontés du roi et à celles de Son Éminence. »

Richelieu chargea Mazarin de terminer l'affaire. Par une convention datée du 15 septembre, il fut arrêté qu'aussitôt que la ville de Sedan serait entre les mains du roi, on donnerait des ordres pour faire sortir le duc de Bouillon du château de Pierre-Encise. Fabert fut nommé gouverneur de Sedan, et Mazarin alla prendre possession de cette ville, où les troupes du roi entrèrent le 29 septembre. La duchesse douairière de Bouillon, mère de Turenne, était morte pendant que cette affaire se négociait à Lyon ; elle n'eut pas la douleur de voir l'abaissement de sa maison, dont elle soutenait les privilèges avec un orgueil passionné. Le roi accorda au duc de Bouillon des lettres d'abolition qui furent expédiées avant la fin de septembre, mais qui ne furent enregistrées au parlement que le lendemain de la mort de Richelieu, le 5 décembre. On avait promis au duc des dédommagements pour la perte de son domaine; Mazarin mit dix ans à régler cette question.

Turenne servit cette année en Espagne, sous les ordres du maréchal de la Meilleraye, avec un nouveau titre, celui de lieutenant général, qui lui fut conféré au mois de mars 1642, et non pas en 1638 ou 1639, comme l'ont dit la plupart de ses biographes. Ce grade, nouvellement créé, prenait place entre celui de maréchal de camp et celui de maréchal de France. Il était au camp, devant Perpignan, quand il apprit l'arrestation de son frère. « Je n'ai jamais, en ma vie, eu nouvelle qui m'ait touché aussi sensiblement que celle-là, » écrit-il à sa sœur le 3 juillet. Le duc de Bouillon « ne lui avait jamais témoigné qu'il eût aucune part avec M. le Grand »; mais Turenne, qui en avait été vaguement informé à la cour, avait « prié son frère cent fois qu'il prît garde à lui, et qu'il ne fît nulle chose qui pût donner soupçon ». Il resta absolument en dehors de cette affaire. La faveur et le crédit qu'il devait à ses talents militaires et à sa loyauté n'en reçurent aucune atteinte.

Perpignan se rendit après cinq mois de siège, le 9 septembre. L'arsenal était des mieux fournis qu'il y eût alors en Europe. On y trouva de quoi armer vingt mille hommes, cent canons et de la poudre en quantité. Collioures et Salces ayant été prises, la conquête du Roussillon était achevée, et cette province définitivement rattachée à la France.

La campagne finie, Turenne revint à Paris. Il résulte d'une quittance datée du 10 octobre 1641 et portant sa signature, qui est conservée à la Bibliothèque nationale, que son traitement s'élevait à six cents livres par mois. C'était là pour lui, cadet de famille, une ressource importante ; mais les entreprises téméraires ds son frère aîné, le chef de sa maison, ayant compromis leurs affaires, il se trouva dans une situation gênée. « Ma chère sœur, écrit-il le 7 février 1643 à Mlle de Bouillon, si vous pouviez faire quelques ventes de bois, cela m'accommoderait extrêmement, car je suis obligé d'emprunter de l'argent pour vivre et de le

prendre à intérêt, qui est une chose que vous savez qui incommode fort. » Et le 28 mars : « Je n'ai pas besoin de grande rhétorique pour vous persuader que vous me ferez très grand plaisir si vous pouvez m'envoyer de l'argent de ce pays où vous êtes. »

Louis XIII « prenait occasion sur la religion à témoigner qu'il ne voulait rien faire » pour Turenne. (Même lettre.) Sa mort vint permettre à Turenne de prévoir quelque changement dans sa situation. Il était en fort bons termes avec Anne d'Autriche; aussi écrivait-il à sa sœur en lui annonçant la mort du roi : « Je crois que le temps viendra auquel on pourra être en quelque considération[1]. » (16 mai 1643.)

Quelques jours après, en effet, le 30 mai, il fait savoir à sa sœur que la reine lui a commandé d'aller en Italie « et assuré qu'il serait maréchal de France à la fin de la campagne... », et il ajoute : « C'est sans lui en avoir parlé; au contraire, j'ai dit partout que je ne demanderais jamais rien si on ne donnait satisfaction à mon frère. » Le duc de Bouillon, « qui voyait la reine et Monsieur tout-puissants, et qui avait perdu Sedan pour l'amour d'eux », voulait « trouver jour pour y entrer. La reine avait toute sorte de bonne volonté », et elle aurait peut-être fini par céder si Mazarin « ne lui avait fait la chose de si grand préjudice à l'État, qu'elle n'y osa rien faire[3] ».

Turenne se rendit en Italie, où la situation s'était modifiée. Les Espagnols, se voyant obligés de rappeler des troupes en Catalogne, mettaient, en dépit des traités, garnison dans toutes les villes oonquises du Milanais et du Piémont. Le prince Thomas, irrité de ce manque de foi, se rapprocha de la France et rompit bientôt ouvertement avec l'Espagne. Il reçut de la régente des lettres patentes de général des armées du roi en Italie; mais la cour de France ne faisait pas encore grand fond sur un dévouement d'aussi fraîche date, et désirait avoir à côté du prince un homme sur qui l'on pût absolument compter. Turenne fut désigné. Il devait « commander son corps à part, tout en prenant les ordres du prince Thomas[3] ». Le prince le reçut avec satisfaction, et dès son arrivée les opérations commencèrent.

Les alliés mirent avec grand fracas le siège devant Alexandrie. Ce n'était qu'une feinte. Turenne négligea ses lignes, laissa de grands

[1] Turenne, dans la conversation et dans ses écrits, employait souvent, en parlant de lui, le pronom indéfini *on*. Nous aurons souvent occasion de remarquer cette forme singulière. Elle a frappé tous ceux qui le connaissent, et ceux qui ont lu sa correspondance et ses Mémoires. Bussy-Rabutin en fait mention dans le remarquable portrait qu'il a laissé de Turenne. « Il s'était fait des matières de parler toutes particulières. Pour satisfaire à cette passion, quand il avait commencé un discours par : « Je ne sais si j'oserais vous dire, » il en disait des merveilles; et, parce que cela lui paraissait choquer la modestie qu'il affectait si fort, il disait, par exemple, en parlant de lui : « Je vous assure que quand on était jeune on faisait fort bien cela. » Il se traitait à la troisième personne, ajoute le caustique et peu juste lieutenant de Turenne, afin de pouvoir se louer comme il aurait fait de quelque autre. »

[2] Turenne à sa sœur, 30 mai 1643.

[3] *Id.*, 30 mai 1643.

intervalles entre ses quartiers, et les Espagnols jetèrent facilement dans la ville assiégée de nombreux renforts tirés presque tous de Trino, forte ville de Piémont, que les alliés avaient dessein d'attaquer. Le stratagème ayant réussi, l'armée quitte Alexandrie, se porte rapidement sur Trino, l'investit et la prend au bout de six semaines (24 septembre).

Le 7 septembre, Turenne avait été rappelé à Paris par Mazarin. Le siège fini, il revint et reçut l'avis qu'il était nommé maréchal de France.

Il fut reçu le 16 novembre suivant : « Cet après-dîner, M. le vicomte de Turenne fut reçu maréchal de France, et, ayant demandé à être reçu comme prince d'Allemagne pour pouvoir précéder tous les autres maréchaux, il fut refusé, attendu la minorité du roi[1]. »

On fit dans la même promotion deux maréchaux de France, huguenots tous deux : Gassion et Turenne. Le premier était un brillant officier de fortune, dont la nomination enchanta l'armée; « l'autre était le vicomte de Turenne, qu'on ne connaissait encore que comme un excellent officier et qu'on allait bientôt connaître comme un grand homme[2]. »

Bien qu'il n'eût encore que trente-deux ans, Turenne était mûr pour le commandement. Il avait déjà servi dix-neuf ans, et il avait emprunté aux différents généraux sous lesquels il avait servi leurs qualités dominantes. « Il disait qu'il tenait du prince Henri d'Orange, son oncle, les principes de bien choisir un camp, d'attaquer une place selon les règles, de former de loin un projet et de n'en rien faire paraître qu'au moment de l'exécution. En parlant du duc de Weimar, il disait que de rien ce général faisait toutes choses et ne s'enorgueillissait point de ses succès ; que lorsqu'il avait du malheur, il ne songeait pas tant à se plaindre qu'à s'en relever. Il avait remarqué, sous le cardinal de la Valette, que pour être agréable aux militaires il fallait, en arrivant à l'armée, renoncer aux fausses délicatesses de la cour, à la galanterie, aux amusements du bel esprit et vivre avec les officiers à leur mode, sans façon et sans affectation. Il fut confirmé, en voyant la conduite du comte d'Harcourt, dans la grande maxime de César, que de toutes les vertus militaires la diligence et l'expédition sont les plus essentielles, et qu'elles entraînent ordinairement le succès quand elles sont accompagnées de circonspection et de prudence[3]. »

[1] Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson.
[2] H. Martin, *Histoire de France.*
[3] Ramsay, *Histoire de Turenne.*

CHAPITRE DEUXIÈME

GUERRES D'ALLEMAGNE

(1643-1648)

Au moment où Turenne fut nommé maréchal de France, un nouveau règne venait de commencer. Pour bien suivre les événements auxquels ce grand homme prit une part si active, il est nécessaire de se rendre un compte exact de la situation politique de la France et de la situation générale de l'Europe.

Richelieu était mort le 4 décembre 1642.

On avait cru, et l'illusion avait été générale, qu'après lui le système de gouvernement changerait; on s'était trompé. Richelieu ne mourut pas tout entier, et Louis XIII continua son œuvre. Les ministres furent confirmés dans leurs emplois, et Mazarin appelé à la présidence du conseil. La cour se divisa immédiatement en deux partis : celui des ministres, soutenu par la maison de Condé; celui des mécontents, à la tête desquels se plaçaient le duc de Vendôme et ses deux fils, les ducs de Mercœur et de Beaufort, le jeune et brillant Marsillac, duc de la Rochefoucauld, et l'évêque de Beauvais, Potier, que Retz traitait cavalièrement de « bête mitrée ». On donna aux membres de ce parti le nom d'Importants « à cause des airs d'importance qu'ils se donnaient », débitant des maximes d'Etat, blâmant indistinctement tous les actes du gouvernement, déclamant contre la tyrannie et affectant une sorte de profondeur et de sublimité quintessenciée qui les séparait des autres hommes; ils n'avaient en somme d'autre visée politique que de ren-

trer en possession des charges et des emplois dont Richelieu les avait dépouillés.

Cinq mois après son ministre, le 14 mai 1643, Louis XIII descendait au tombeau, instituant la reine Anne d'Autriche régente du royaume pendant la minorité de Louis XIV, qui n'avait alors que quatre ans et demi, mais plaçant à côté d'elle par son testament, acte solennel qu'il avait entouré de toutes les formalités qui pouvaient lui donner de la force et de l'autorité, un conseil qui devait décider de toutes les affaires à la pluralité des voix. Louis XIII avait tout fait pour que sa politique lui survécût; mais il aurait fallu pour cela « que les vivants consentissent à ne régler leurs affaires que d'après la volonté des morts », comme l'a dit plus tard Sobieski. C'était trop demander. La reine en appela au parlement, qui contenait parmi ses membres un certain nombre d'Importants. Cette assemblée, heureuse de prendre pied dans la vie politique, ce qu'elle désirait depuis longtemps, cassa sans se faire prier, le 18 mai, le testament du roi. Anne d'Autriche fut déclarée régente avec la plénitude des pouvoirs attachés à ce titre. Le duc d'Orléans, déclaré lieutenant général du royaume, ne recevait qu'une autorité subordonnée à la sienne. La régente « avait pouvoir de faire choix de telles personnes que bon lui semblerait pour délibérer sur les affaires qui leur seraient proposées ». La reine avait toujours été éloignée des affaires; maintenant qu'elle tenait le pouvoir en ses mains faibles et inexpérimentées, elle commençait à rendre justice à la mémoire de Richelieu. Le jour même, en sortant du parlement, elle chargea le prince de Condé d'un message pour Mazarin. Elle offrait au cardinal la présidence de son conseil. Mazarin accepta.

Jules Mazarin avait alors quarante ans. Il était né à Rome, en 1602, d'une famille originaire de Sicile, noble selon les uns, fort modeste suivant les autres, mais qu'en tout cas il ne s'inquiéta jamais de relever par des généalogies chimériques. Il reçut une bonne éducation et fit son cours de philosophie, de théologie et de droit canon à l'université de Salamanque. Il embrassa d'abord la profession des armes, et devint capitaine d'infanterie dans l'État de Milan. Pendant la guerre de la Valteline, il se lia avec des officiers français et espagnols, et se distingua à Casal, où nous l'avons vu se précipiter, au risque de sa vie, entre les troupes espagnoles et françaises prêtes à en venir aux mains, pour annoncer que la paix était faite. Mazarin quitta, quelque temps après, l'épée pour l'habit ecclésiastique. Richelieu, qui l'avait distingué, le fit entrer au service de la France, l'employa en plusieurs affaires importantes, et, bien qu'il ne fût pas prêtre, lui fit obtenir le chapeau de cardinal en récompense de ses services. Louis XIII, sur le conseil de Richelieu, le choisit pour faire partie du conseil de régence que son testament imposait à la reine pendant la minorité de Louix XIV. Maintenu par Anne d'Autriche au ministère, il resta au

pouvoir dix-huit années, pendant lesquelles il dut deux fois se retirer; mais s'il cédait devant l'orage, une fois la tempête apaisée, il revenait; aussi avait-il pris pour devise un rocher battu des vagues avec ces mots : *Quam frustra et murmure quanto !* Mazarin parlait très bien, et il écrivait encore plus agréablement qu'il ne parlait, à cause de l'accent italien dont il ne sut jamais se défaire. Il était agréable de sa personne, souple, insinuant, enjoué, toujours maître de lui dans la bonne fortune, d'une sérénité inaltérable dans les circonstances les plus fâcheuses, plein de confiance en sa bonne étoile et répandant sa confiance autour de lui. Il était doué d'une grande pénétration et d'une adresse merveilleuse pour manier les hommes et les affaires. Il pardonnait aisément à ses ennemis, moins par grandeur d'âme que par timidité. Il promettait beaucoup; mais un manque de foi ne lui coûtait guère, s'il croyait en tirer quelque avantage. Il n'était ni libéral ni reconnaissant ; et, s'il n'épargnait pas l'argent pour se faire des créatures, il payait mal les services passés, quand il n'en attendait pas de nouveaux. Il était profondément dissimulé. Avec un abord ouvert et qui respirait la franchise et l'abandon, il était impossible de connaître ses véritables intentions. Si le caractère de la politique de Richelieu peut s'indiquer d'un trait : la force, la politique de Mazarin peut aussi se résumer en un mot : la finesse. Grand ministre en somme, et qui pouvait dire avec raison que si son langage n'était pas français, son cœur l'était.

Anne d'Autriche, fille aînée de Philippe III, roi d'Espagne, avait épousé Louis XIII en 1615, à treize ans. Ce ne fut qu'après vingt-trois ans de mariage, en 1638, qu'elle devint mère de Louis XIV. Elle était grande, majestueuse, douée d'un regard sympathique, et sa beauté avait été remarquable. Au moment de la mort de Louis XIII, elle était adorée. On ne l'avait vue que persécutée, calomniée, poursuivie dans ses amitiés les plus innocentes, soumise à un espionnage avilissant, et l'intérêt qui s'attache au malheur noblement supporté ne lui avait pas fait défaut Elle était vertueuse et bonne, d'une piété sincère; mais elle était hautaine et irascible. Dans les temps troublés où elle vécut, l'esprit de parti aveuglait ses ennemis, qui l'ont méconnue et outragée. Elle était, quoi qu'on en ait pu dire, dévouée aux intérêts français, et n'hésita jamais à sacrifier ses affections personnelles, les souvenirs et les liens de famille qui la rattachaient à l'Espagne, à la grandeur de son fils et de la France.

Le nouveau lieutenant général du royaume, Gaston, duc d'Orléans, oncle du jeune roi, était un pauvre homme, nous l'avons vu. Esprit cultivé, enjoué, orateur éloquent et agréable, le héros bouffon de Castelnaudary, qui « ne s'y jouait plus » quand il fallait se battre, avait, sauf le courage, le caractère d'un bon particulier; mais son caractère inquiet, inconstant, ses irrésolutions perpétuelles, sa honteuse et exces-

sive faiblesse, sa lâcheté, le rendit le jouet de ses maîtresses et de ses favoris, et l'empêchèrent toujours de prendre à temps un parti, bon ou mauvais. Sa faiblesse « salit tout le cours de sa vie, dit Retz. Il entra dans toutes les affaires, parce qu'il n'avait pas la force de résister à ceux qui l'y entraînaient pour leur intérêt; il n'en sortit jamais qu'avec honte, parce qu'il n'avait pas le courage de les soutenir ». Il ne joua dans le gouvernement qu'un rôle effacé.

Le jeune chef des Importants se mit en tête de gouverner, « quoiqu'il



Anne d'Autriche, d'après une gravure du temps.

en fût moins capable que son valet de chambre. » François de Vendôme, duc de Beaufort, portait fièrement le nom de petit-fils de Henri IV. Il avait montré, le jour de la mort de Louis XIII, une fidélité chevaleresque à la reine, qui, avant d'avoir apprécié Mazarin, penchait fort de son côté et l'eût peut-être appelé à la direction des affaires s'il n'eût gâté sa cause par une incapacité réelle et absolue. « Il n'en était pas jusques à l'idée des grandes affaires, il n'en avait que l'intention, par des prétentions excessives et une hauteur bien peu habile avec une reine espagnole, susceptible et fière, qu'il fallait flatter longtemps avant de la gouverner; il n'était fait que pour le rôle qu'il a joué depuis, celui d'un héros de théâtre. Beau, brave de sa personne « et plus qu'il n'appartenait à un fanfaron », il était adoré du peuple,

dont il parlait le langage, qui l'appelait le roi des halles et l'aurait suivi partout où il aurait voulu[1]. » Il parlait étourdiment avec des expressions vulgaires[2].

Beaufort rencontra une hostilité décidée dans la puissante maison de Condé, qui soutint la reine et Mazarin. Anne d'Autriche s'efforça de rétablir la paix et l'union entre ses ministres et ses anciens amis, auxquels l'attachait la reconnaissance. La division ne fit que s'augmenter; des querelles, des animosités, des rancunes de femmes s'en mêlèrent, et la lutte prit chaque jour un caractère d'aigreur plus accentué. Les Importants, qui multipliaient leurs exigences, perdaient rapidement du terrain. Un espoir leur restait. La duchesse de Chevreuse, l'ancienne amie de la reine, la confidente de ses plus intimes secrets, victime avec elle et pour elle de tant de persécutions, allait revenir d'exil. Marie de Rohan, qui avait épousé en secondes noces Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, était une femme entreprenante, artificieuse, active, capable de diriger une intrigue ou de tramer un complot. L'ambition était sa passion dominante, et elle mettait en usage tous les moyens pour la satisfaire. Compromise dans la conspiration du comte de Chalais et devenue à bon droit suspecte au cardinal de Richelieu, elle avait été contrainte de se retirer à Bruxelles. Elle revenait d'exil comme en triomphe au milieu d'une garde d'honneur.

La reine la reçut avec amitié, au milieu de toute la cour qui observait attentivement cette scène. Mais Anne d'Autriche était au pouvoir, ses idées s'étaient modifiées avec sa situation, et si elle aimait toujours ses amis, elle ne voulait plus de conspiration; la duchesse s'en aperçut bientôt. Mazarin, qui la redoutait, lui fit de grandes avances pour l'attacher à son parti. Le soir de son arrivée, il lui apporta cinquante mille écus pour ses frais de voyage, et, deux jours après, lui demanda nettement s'il devait la compter parmi ses amis ou ses ennemis. Confiante dans l'affection de la reine, la duchesse se montra si exigeante et mit son alliance à si haut prix, qu'elle s'aliéna la reine. Anne d'Autriche d'ailleurs, irritée déjà par l'attitude insolente des Importants, se vit bientôt obligée de sévir contre eux. Mazarin les gênait. Ils orga-

[1] Voir les *Mémoires du cardinal de Retz*. — Cousin, *la Jeunesse de Mme de Longueville*.
[2] Une chanson du temps le peint au vif :

Beaufort, de grande renommée,
Qui sut ravitailler Paris,
Doit toujours tirer son épée
Sans jamais dire son avis.
S'il veut servir toute la France,
Qu'il n'approche pas du barreau;
Qu'il rengaine son éloquence,
Et tire le fer du fourreau.
Dans un combat il brille, il tonne,
On le redoute avec raison;
Mais, de la sorte qu'il raisonne,
On le prendrait pour un oison.

(Manuscrits de la Bibliothèque nationale, Recueil de chansons. — Chanson de Blot.)

nisèrent un complot pour s'en débarrasser par un assassinat en plein Louvre. Leur projet fut découvert et amena la ruine du parti. Le ministre, averti à temps, fit enfermer Beaufort à Vincennes (2 septembre). Les Importants se dispersèrent. La duchesse de Chevreuse essaya de résister; la reine l'exila à Tours, qu'elle quitta pour passer à l'étranger. Ce fut vers cette époque, raconte l'abbé Arnaud dans ses mémoires, que la reine, se trouvant à Ruel dans la maison du cardinal de Richelieu, considéra quelque temps en silence le portrait du grand cardinal et dit en se retirant : « Si cet homme vivait encore, il serait plus puissant que jamais. » Elle avait compris qu'il faut au pouvoir une main habile, expérimentée, et plus puissante que celle d'une femme. Quelque temps après, en décembre, Mazarin était officiellement déclaré premier ministre.

Quand on compare la régence d'Anne d'Autriche à celle de Marie de Médicis, et le rapprochement se présente de lui-même à l'esprit, « on est frappé de la ressemblance entre les deux époques : même esprit de rébellion, mêmes ligues, même avidité parmi les grands; même incapacité dans le ministère, qui négocie au lieu d'agir et qui achète la soumission quand il devrait prévenir ou punir la révolte; même prodigalité dans la distribution des revenus, des emplois, des récompenses dont peut disposer l'État. Mais, à l'aide des trésors qu'avait amassés la prudente économie de Henri IV, Marie de Médicis, assaillie par les courtisans, put étourdir, selon une vive expression de Richelieu, la grosse faim de leur avarice. Les longues guerres soutenues par Louis XIII avaient, au contraire, laissé l'épargne vide quand Anne d'Autriche obtint la régence. Mazarin, son ministre, se vit contraint d'augmenter les impôts par des opérations inhabiles; de là vint que le peuple, qui était resté spectateur des débats entre le ministère et les grands sous la régence de Marie de Médicis, prit une part plus active aux troubles de la Fronde[1]. »

Un calme apparent était rétabli pour quelque temps; mais les esprits étaient inquiets, agités. Quelques années encore, et nous verrons éclater les désordres de la Fronde.

Si la France s'agitait, si les germes de la guerre civile s'y développaient silencieusement, l'Europe gémissait et se débattait sous l'étreinte des armées qui, depuis près de vingt-cinq ans, se faisaient une guerre acharnée, sanglante et ruineuse. Certaines contrées étaient absolument dévastées; partout les populations souffraient. Il s'élevait de toutes parts un cri unanime des peuples pour demander la paix. Depuis longtemps on négociait à Hambourg les conditions qui devaient régler les préliminaires de la paix. Enfin, le 25 décembre de l'année 1641, après de longues discussions, les plénipotentiaires de la France, de la Suède

[1] F. Barrière.

et de l'Empire signèrent dans cette ville, sous la médiation du roi de Danemark, un traité stipulant que les négociations se feraient simultanément en Westphalie : à Munster, pour la France; à Osnabrück, pour la Suède. Chacune de ces deux puissances devait avoir un résident dans la ville où se tiendraient les plénipotentiaires de l'autre pour se communiquer mutuellement leurs résolutions. Les deux alliés s'engageaient à ne faire la paix que conjointement par un seul et même traité.

Les conventions de Hambourg demeurèrent d'abord inexécutées. Les conférences devaient s'ouvrir au mois de mars 1642; mais Richelieu estimait que le moment n'était pas encore venu où la France pouvait retirer de la paix des avantages assez considérables. Il donna sous main au comte d'Avaux des instructions contraires aux ordres publics qu'il lui adressait. D'Avaux devait paraître désirer ardemment la paix, et se voir contraint à en retarder la conclusion par les prétentions exagérées des autres nations. Après la mort du cardinal, on renoua les négociations à Munster. Mazarin adjoignit à d'Avaux l'habile Servien.

Le comte d'Avaux, de la famille parlementaire des de Mesme, était un de nos meilleurs diplomates. Doux, insinuant, esprit cultivé, fin et délicat, il joignait à ces qualités celles de l'homme de bien et jouissait de la considération la mieux méritée. Il était profondément religieux, et on lui reprocha quelquefois de faire céder la politique devant les intérêts de l'Église.

Abel de Servien, ancien procureur général du parlement du Dauphiné, servit fort utilement la France à Munster, avec un caractère et des talents tous différents. Il entendait parfaitement les affaires et s'y appliquait; mais il aimait la chasse, la musique, la bonne chère, la galanterie. « Il obligeait de bonne grâce, et quand il était contraint de refuser ce qu'on lui demandait, c'était d'une manière si polie, que l'on sortait toujours satisfait de sa présence[1] : » grande qualité pour un diplomate. Du reste, ces formes polies ne l'empêchaient pas de savoir poursuivre son but avec tenacité.

Servien ne s'entendit pas longtemps avec son collègue; et, un peu plus tard, pour éviter toute contestation entre ces deux hommes, d'un si grand mérite et si utiles tous deux, mais fort jaloux l'un de l'autre, on envoya le duc de Longueville comme plénipotentiaire.

« M. de Longueville, par la supériorité de sa naissance et de sa situation et la parfaite politesse de ses manières, parvint à les concilier, du moins en apparence; mais lui-même, et surtout sa femme, inclinait du côté de l'aimable et pieux d'Avaux.

« M. de Longueville représenta magnifiquement la France à Munster. Toute son ambition était d'attacher son nom à la conclusion de la paix; mais n'en mesurant pas bien toutes les difficultés ou voulant les sur-

[1] *Mémoires de M. de M****, attribués à tort au comte de Brégy. (Collection Michaud.)

monter trop vite, il les aggravait, et à ses premières vivacités succédait un prompt découragement. Ses impatients désirs et sa loyauté inexpérimentée ne consultaient pas toujours la prudence. Il outrepassait volontiers ses instructions et compromettait son gouvernement [1]. »

Quelque grands que fussent le désir et le besoin de la tranquillité en Europe, aucune des grandes puissances ne voulait la paix sérieusement et promptement. Pour traîner les choses en longueur, on avait commencé par gaspiller toute une année à discuter la validité des pleins pouvoirs et à chicaner sur de vaines questions de cérémonial et de préséance; aussi le congrès ne s'ouvrit-il réellement qu'au mois d'avril 1644. L'attention de toute l'Europe était fixée sur ces conférences, d'où pouvait sortir enfin la paix si désirée des peuples; en outre, depuis longtemps on n'avait pas vu de négociations où tant de nations eussent été intéressées et représentées pas un si grand nombre d'hommes remarquables.

Les conférences de Munster durèrent longtemps; elles suivaient les vicissitudes des combats, et le plénipotentiaire le plus éloquent et le plus persuasif était encore le général qui remportait une victoire. « La France avait beaucoup gagné à la lutte; l'Autriche et l'Espagne avaient beaucoup perdu. La France, qui ne voulait rien rendre, croyait avoir besoin de victoires nouvelles pour consacrer irrévocablement ses conquètes; l'Autriche et l'Espagne attendaient de la continuation des hostilités quelque retour de fortune pour ne rien céder à la France. On eut donc soin de ne pas poser les armes pour entrer en pourparler. On se lança dans ce redoublement d'efforts qui couvrit de tant d'éclat les entreprises des Français, mais qui ne laissa pas l'ennemi sans quelqne dédommagement sérieux. Et comme Rocroy était suivi de Tuttlingen, Fribourg de Marienthal, Dunkerque de Lerida, le soulèvement de Masaniello de la mutinerie des troupes de Turenne, chacun à son tour traînait en longueur et ajournait la conclusion dans l'espoir d'en retenir les meilleurs bénéfices, jusqu'au jour où les coups décisifs de Zusmarshausen et de Lens imposèrent à la plus grande partie des vaincus la volonté des plus forts [2]. »

Il fallut donc continuer la guerre. Nous allons trouver et suivre Turenne sur la rive droite du Rhin, où il fit avec éclat ses débuts comme commandant en chef.

Après le siège de Trino, Turenne était revenu à Paris. Le cardinal Mazarin « l'envoya querir et lui dit que le roi le destinait pour commander en Allemagne [3] ». La mission était ingrate et difficile. Pour s'en rendre compte, il faut reprendre les choses d'un peu plus haut.

[1] Cousin, *la Jeunesse de Mme de Longueville.*

[2] Gaillardin, *Histoire de Louis XIV.*

[3] *Mémoires de Turenne.* — Nous avons fait de nombreux emprunts aux *Mémoires de Turenne,* qui commencent à cette époque (décembre 1643), pour se terminer en 1648. Pour

Le duc de Weimar était mort au mois de juillet 1639, après une maladie de quelques jours, à l'âge de trente-six ans, au moment où sa fortune et ses visées audacieuses commençaient à donner de l'ombrage à Richelieu. Entouré d'une armée nombreuse et aguerrie dont il était l'idole, plein de talent et d'ambition, il rêvait de se tailler dans le Brisgau et l'Alsace, entre la France et l'Allemagne, une principauté indépendante dont la forte ville de Brisach eût été la capitale et le rempart. A sa mort, ses troupes se mirent véritablement à l'encan. L'empereur, Richelieu, les ducs de Bavière et de Lunebourg, l'électeur palatin Charles-Louis, s'efforcèrent de gagner les célèbres Weimariens. Le prince palatin, ayant été agréé par eux, passa en Angleterre; et, après y avoir contracté un emprunt de vingt-cinq mille livres sterling, il voulut retourner en Alsace pour y conclure un pacte définitif avec les anciens soldats de Weimar. Malheureusement pour lui, la route de France était la plus courte; il la prit pour aller plus vite, croyant pouvoir passer incognito. Mais il avait compté sans Richelieu, qui veillait. Le ministre, averti à temps, le fit arrêter à Moulins et conduire au château de Vincennes, puis il poussa vivement les négociations qu'il avait entamées de son côté avec les Weimariens. Il ne relâcha l'électeur palatin que lorsqu'il se fut assuré le concours de ces vieilles troupes, qui remirent à la France toutes les places conquises en Alsace et acceptèrent de la servir sous le comte de Guébriant.

Le maréchal de Guébriant, brave et habile soldat, se joignit au célèbre Banier, général suédois, opéra de concert avec lui et mourut, le 24 novembre 1643, des suites d'une blessure qu'il avait reçue au siège de Rottweil, ville impériale située à la source du Necker.

Le maréchal comte de Rantzau, qui lui succéda, avait beaucoup de cœur et d'esprit, écrivait et parlait avec une certaine éloquence naturelle qui persuadait et qui, dans les conseils de guerre, rangeait les autres à son avis; « mais sa conduite ne répondait pas toujours à ses discours, car le vin lui faisait faire de grandes fautes et le mettait souvent hors d'état de commander [1]. »

Le lendemain même de la mort de Guébriant, le 25 novembre, ce général avait été surpris, battu et fait prisonnier auprès de Tuttlingen, sur le Danube, en Souabe. Cinq à six mille cavaliers seulement avaient échappé au désastre et s'étaient sauvés sur la rive gauche du Rhin; mais ils étaient désorganisés, sans armes et sans chefs. Pour surcroît de malheur, l'armée suédoise, qui jusque-là avaient agi de concert avec la nôtre contre les Impériaux, se décida à rentrer dans le Holstein et nous quitta brusquement, sans même donner avis de son départ.

ne pas fatiguer le lecteur par des renvois incessants et inutiles, nous le prévenons, une fois pour toutes, que les passages entre guillemets cités sans indication de la source où ils ont été puisés sont tirés de ces *Mémoires*.

[1] *Relation de la campagne de Fribourg*, par le marquis de la Moussaye.

Telle était la situation quand Turenne fut désigné pour aller commander en Allemagne.

Jamais général ne commença sa carrière dans des circonstances plus critiques et plus désavantageuses. C'était avec des troupes démoralisées, frémissant encore sous l'impression d'une défaite, sans argent et sans armes, que Turenne devait, au printemps suivant, entrer en campagne. Il vit là, et non peut-être sans raison, une preuve de la mauvaise volonté de Mazarin. Pendant longtemps, en effet, la grande préoccupation du ministre fut d'empêcher les généraux de se rendre redoutables; et, pour éviter des troubles à l'intérieur, il exposa quelquefois les armées à manquer des moyens nécessaires pour battre l'ennemi.

Turenne ne laissa rien voir de ces pensées. Il prit congé de Mazarin, en reçut une longue instruction, datée du 8 décembre 1643, qui lui prescrivait la conduite à tenir dans son nouveau commandement, et se rendit à Colmar. Il établit ses cantonnements dans la Lorraine, derrière les Vosges, s'empara des petites places de Vesoul et de Luxeuil, et il employa son hiver à refaire ses troupes. Ne pouvant obtenir de la cour l'argent dont il avait besoin, il emprunta, sur son propre crédit, des sommes considérables; au moment même où l'avidité des grands épuisait le trésor public, il fit à ses frais armer et habiller près de huit mille hommes. Il remonta cinq mille cavaliers, acheta des équipages d'artillerie, et à la fin de l'hiver il se trouva prêt à reprendre la campagne avec une armée peu nombreuse, mais bien équipée et composée en grande partie de vétérans aguerris.

En capitaine expérimenté, Turenne veillait à tout. Bien que sa grande préoccupation fût la réorganisation de son armée, il étudiait les dispositions des princes voisins et le terrain où il devait opérer l'année suivante. « Je logeai hier, écrit-il à sa sœur, le 6 janvier 1644, de Rhinfeld, chez M. de Tracy, à Bâle, où il nous donna à dîner, avec tous les principaux de la ville, qui m'ont fait une réception très honorable... Je suis, à cette heure, en chemin pour visiter toutes les places du Rhin. »

Peu de temps après que cette importante mission eut été confiée à Turenne, la conduite de son frère inspira au défiant Mazarin de nouvelles inquiétudes.

Au commencement de l'année 1644, de graves difficultés s'élevèrent entre le ministre et le duc de Bouillon relativement aux conditions auxquelles devait se faire l'échange de Sedan, et à la qualité de prince souverain que le duc prétendait conserver. Il prit une attitude si arrogante, que Mazarin proposa, en plein conseil, de le faire arrêter. Averti à temps, le duc de Bouillon se retira à Turenne; puis, ne s'y sentant pas assez en sûreté, il passa à Rome, où le pape Urbain VIII lui confia la charge de généralissime des troupes de l'Église, dans la guerre connue sous le nom de Barberine. Malgré l'opposition de l'ambassadeur

de France, après de nombreuses discussions et de nombreux mémoires, il obtint d'être traité, dans les cérémonies publiques, en prince souverain.

Mazarin craignait que Turenne, influencé par son frère, ne manquât à la fidélité qu'il devait à la France. Cette crainte était vaine. Le maréchal fut très attristé et très préoccupé de la situation de son frère; nous en trouvons des marques fréquentes dans ses lettres intimes; mais sa fidélité ne fut pas ébranlée un moment. « Je crois, écrit-il à sa sœur le 21 avril, que tout ce qu'il y a à faire pour mon frère, c'est qu'en cas que l'on voulût procéder contre lui dans des choses qui puissent toucher à son honneur ou à son bien, il faut adoucir cela autant que l'on pourra. Je n'aurai avec lui nul commerce de lettres ni aucune intelligence, tant qu'il sera hors du royaume et que je serai dans une charge comme celle-ci, étant des choses si chatouilleuses, qu'il ne faut donner nul prétexte du moindre soupçon. » Et le 1er mai : « Je vous assure que cette affaire de mon frère ne me fait en rien diminuer d'affection ni de fidélité pour le service; je me sens si fort là-dessus, qu'il est inutile que j'en assure. » Un peu plus tard, il revient sur l'excès de prudence qu'il s'était imposé : « J'écrirai soigneusement à mon frère, le sachant à Rome; je ne crois pas que de la cour on le puisse trouver mauvais. » (21 mai.)

Après avoir passé à Remiremont les premiers mois de l'année, Turenne se rendit à Brisach vers la fin de mai. Le baron d'Erlach, qui commandait cette ville au nom du roi, abandonna la place à son approche et se retira en Suisse, laissant pour Turenue une lettre dans laquelle il lui mandait qu'étant persuadé que la cour se défiait de sa fidélité, il était sorti de la ville pour la lui remettre. Turenne, qui connaissait le mérite et la loyauté de cet officier, loin de profiter de sa faiblesse pour se rendre maître de son gouvernement, envoya M. de Tracy, l'un de leurs meilleurs amis communs, pour l'engager à revenir immédiatement prendre possession de son emploi, et à ne pas justifier les soupçons par son éloignement. Quelques jours après, d'Erlach revint. Turenne fit connaître cet incident à la cour, en insistant sur le mérite de cet officier et en demandant qu'il fût maintenu; ce qui fut fait. Cet acte est d'autant plus méritoire de la part de Turenne, qu'il avait vivement désiré être gouverneur de Brisach.

Pendant son séjour à Brisach, Turenne, informé qu'il y avait un corps de deux mille chevaux, sous le commandement de Gaspard de Merci, frère du général, au delà de la forêt Noire, dans deux bourgs à la source du Danube, dont l'un s'appelait Huffingen, fit passer le Rhin à ses troupes et envoya en avant le général Rosen, avec quatre ou cinq régiments. Rosen surprit l'ennemi et le défit. « Je revins hier de delà le Rhin, écrit Turenne à sa sœur le 8 juin, où je croyais faire un plus grand effet; cela n'a pas laissé de réussir assez heureusement, Dieu

merci, ayant pris sept cornettes, un colonel, un major, trois capitaines, beaucoup d'autres officiers et bien mille chevaux. On a délivré beaucoup de nos prisonniers, tué et pris beaucoup d'autres. Gaspard de Merci commandait ce quartier-là ; son frère l'abbé l'était venu voir, qui a eu bien de la peine à se sauver. »

Peu après, Merci mettait le siège devant Fribourg, avec quinze mille hommes de troupes fraîches et bien reposées. Turenne passa le Rhin à Brisach avec cinq mille chevaux, quatre à cinq mille fantassins et vingt canons, pour venir au secours de cette place importante. L'entreprise commença bien. Merci ne croyait pas les Français en état de venir l'attaquer. Depuis huit jours qu'il avait investi Fribourg, il ne s'était encore entouré d'aucune ligne, et le service d'éclaireurs était fort négligé. Turenne arriva dans le voisinage de l'ennemi sans avoir été aperçu, et, voyant une montagne, nommée la montagne Noire, qui dominait les positions de Merci, dégarnie de troupes, il envoya deux régiments pour s'en emparer et fit avancer de l'infanterie pour les soutenir. Par malheur, quinze à vingt mousquetaires bavarois, qui étaient en grand'garde à mi-côte, aperçurent les Français, grimpèrent sur le sommet, y arrivèrent avant eux et firent une décharge sur eux. Les Français, surpris, crurent à un piège, abandonnèrent l'attaque en désordre, et Merci eut le temps de faire arriver des troupes pour soutenir ses mousquetaires. Cet accident, et les habiles dispositions du général ennemi empêchèrent Turenne de secourir la ville. Selon Napoléon, « il pouvait faire plus qu'il n'a fait pour la défense de cette place ; il devait au moins prendre une position pour intercepter les convois de l'ennemi. » Fribourg capitula, le 18 juillet, en présence du maréchal, qui était campé à une lieue et demie, et malgré les renforts qui arrivaient de France, conduits par le maréchal de Guiche et le duc d'Enghien, depuis le grand Condé.

Turenne avait averti la cour qu'il était trop faible pour rien tenter contre Merci, et Mazarin lui envoyait du renfort. Le duc d'Enghien reçut à Amblemont, près de Mouzon, l'ordre d'aller joindre l'armée d'Allemagne. Le 20 juillet, il leva son camp et se dirigea du côté de Metz, où ses troupes passèrent la Moselle et laissèrent leur gros bagage. En treize jours de marche il fit soixante lieues, et il arriva à Brisach avec six mille hommes de pied et quatre mille chevaux, au moment où Fribourg se rendait.

Avant l'arrivée du duc d'Enghien à l'armée d'Allemagne, les ennemis de Turenne avaient répandu le bruit de la contrariété qu'il aurait éprouvée en apprenant la venue du prince. Dès que Turenne en fut informé, il s'empressa de protester contre cette accusation. « La Forcade me mande, et d'autres aussi, écrit-il à sa sœur le 10 juillet, que l'on dit que je ne suis pas bien avec M. d'Enghien, et que je ne serais pas bien aise de me joindre à lui ; je vous prie, si vous en oyez parler, de témoigner

que je ne suis pas si impertinent que cela, et que c'est un honneur que j'ai toujours recherché extrêmement. » Un mois après il revint encore sur ce sujet : « Je vous assure qu'il y a une très grande union dans cette armée. M. d'Enghien vit avec moi aussi bien qu'il est possible, et il ne s'y rencontre aucune difficulté, en rien, entre M. le maréchal de Guiche et moi, n'ayant rien à démêler et étant de tout temps fort bons amis[1]. »

Et cependant n'aurait-il pas eu quelque motif légitime de jalousie contre son brillant rival? « A vingt-deux ans, Condé avait déjà tout de la guerre, le brillant, le sérieux, l'élan et la réflexion; de plus, chose rare, très rare dans un jeune homme, une ténacité indomptable, une résolution fixe et forte qui l'enracinait au champ de bataille.

« Néanmoins la justice exige qu'on fasse une distinction, quand on le compare aux maîtres de la guerre de Trente ans, aux persévérants militaires qui toute leur vie restèrent sur le terrain et créèrent l'art de la guerre; je parle des Merci, des Turenne. Il fut un général d'été... On le lançait aux beaux moments, à l'instant favorable de la belle saison, avec de grands moyens, qui, amenés par lui, subitement jetés sur le terrain, emportés dans sa fougue, relevaient tout, opéraient la victoire.

« La grosse armée, l'armée privilégiée, celle qu'on nourrissait (les autres jeûnaient), était, chaque année, celle du duc d'Enghien. En mai ou en juin, emmenant une troupe leste, un gros renfort, parfois de huit à dix mille hommes, plus un tourbillon de noblesse, tous les jeunes volontaires de France, il partait de Paris, volait à l'ennemi. Une telle mise en scène exigeait un succès immédiat. Donc, sans tourner ni rien attendre, souvent par le point difficile, on attaquait sur l'heure et on l'emportait à force de sang[2]. »

Ce fut l'histoire de Fribourg.

Les deux armées étaient à peu près égales en nombre, mais Merci occupait une position merveilleuse. Fribourg est situé au pied des montagnes de la forêt Noire, qui s'élargissent, en cet endroit, en forme d'un croissant compris entre la montagne du Diable et celle de Zéringen. Au milieu de cet espace, on découvre auprès de Fribourg une petite plaine, bornée sur la droite par des montagnes fort hautes, et entourée sur la gauche par un bois marécageux. En venant de Brisach, on ne peut entrer dans cette plaine que par des défilés situés au pied d'une montagne presque inaccessible qui la commande de tous côtés. Par les autres chemins l'accès en est encore plus difficile.

Merci s'était adossé à Fribourg, faisant face au seul point par lequel on pût venir à lui, et, comme c'était un des plus grands et des plus pru-

[1] Turenne à sa sœur, 12 août 1644.
[2] Michelet, *Histoire de France.*

dents capitaines de son temps, il n'avait rien oublié pour augmenter encore, par des travaux de défense, les avantages de sa situation. Il fit faire un fort palissadé, où il mit six cents hommes avec de l'artillerie; puis il construisit une ligne défendue par des redoutes, de deux en deux cents pas, et, pour donner encore plus de peine à ceux qui voudraient forcer ces retranchements, il fit abattre et coucher tout le long de ces lignes quantité de sapins dont les branches étaient coupées à quelque distance du tronc, et qui faisaient l'effet de chevaux de frise; ce qui a fait donner par quelques historiens à la bataille de Fribourg le nom de « Journée des abatis ».

« Sur la droite, il y avait un enfoncement par lequel on pouvait entrer dans le camp des Bavarois; mais, pour y arriver, il fallait faire un grand détour et passer par des lieux qui n'avaient pas été reconnus. Cet endroit étant naturellement fortifié par une ravine large et profonde, Merci s'était contenté d'y faire un abatis de bois. Jamais camp n'a été dans une assiette plus forte ni mieux retranché que celui-là[1]. »

Dès que les troupes françaises furent réunies, le duc d'Enghien, le maréchal de Guiche, qui prit, cette année-là même, le nom de maréchal de Gramont par suite de la mort de son père, Turenne et le sieur d'Erlach, gouverneur de Brisach, tinrent conseil de guerre. Il y a différentes versions sur les délibérations prises en ce conseil. D'après les Mémoires du maréchal de Gramont, qui du reste n'ont pas été écrits par lui-même, sont entachés de partialité en faveur du prince de Condé et ne paraissent devoir inspirer qu'une médiocre confiance, le sieur d'Erlach et lui auraient été d'avis « de ne point attaquer les ennemis dans leurs retranchements, mais par Langenzeling, de gagner ensuite le val San-Peter, et de prendre par ce moyen le derrière des ennemis, qui ne pouvaient plus avoir de vivres, et les obliger ou à périr de faim ou à donner un combat » dans des conditions désavantageuses pour eux. Ce serait Turenne, le maréchal de Gramont le dit formellement, qui, contrairement à ses habitudes de sagesse et de prudence, aurait conseillé au duc d'Enghien d'attaquer de front les redoutables positions de l'ennemi, pendant qu'il irait le prendre en flanc par une vallée qu'il avait fait reconnaître et qui n'était point retranchée.

Turenne, avec sa réserve habituelle, ne reproche et n'attribue même à personne, dans ses mémoires, la décision qui fut prise; mais quand on sait combien il était ménager du sang de ses soldats, cette résolution paraît bien extraordinaire de sa part; d'ailleurs, pour qui connaît son style, la phrase suivante, dans laquelle il parle des « ordres » qu'il reçut du duc d'Enghien pour la bataille, et où il accumule à plaisir les difficultés de l'entreprise, indique bien qu'il n'a pas donné le conseil qu'on lui attribue, et que c'est au duc d'Enghien seul qu'incombe la

[1] La Moussaye, *Relation de la campagne de Fribourg.*

responsabilité de l'attaque téméraire qui eut lieu. « M. le duc d'Enghien, dit-il, résolut d'attaquer avec son armée des postes où M. de Merci avait trois ou quatre régiments d'infanterie, sur une hauteur, à la tête de son camp, et ordonna à M. de Turenne d'aller par les bois et les montagnes tâcher de prendre l'ennemi par le flanc. »

Quoi qu'il en soit, le dessein audacieux d'attaquer l'ennemi dans ses retranchements et en face cadrait trop bien avec les habitudes et les aspirations du bouillant duc d'Enghien pour n'être pas exécuté, bien qu'il fût contraire à toutes les règles. En cette circonstance, « le prince de Condé a violé, dit Napoléon, un des principes de la guerre de montagnes : ne jamais attaquer les troupes qui occupent de bonnes positions dans les montagnes; mais les débusquer en occupant des camps sur leurs flancs ou sur leurs derrières. »

Le 3 août, Turenne partit à la pointe du jour avec ses troupes, pour opérer le mouvement « ordonné » par le prince. On devait attaquer trois heures avant la nuit, c'est-à-dire vers cinq heures du soir. A l'heure dite, Condé lance ses troupes contre les palissades de Merci. Le comte d'Espenan, maréchal de camp, qui commandait l'infanterie de Condé, conduisit la première attaque. Pour aller à l'ennemi, il fallait escalader une côte escarpée, plantée en vignes et sur laquelle se trouvaient, de distance en distance, des murs en pierre sèche de trois à quatre pieds de haut qui soutenaient les terres. L'attaque ne réussit pas. Les Bavarois, bien à couvert, tuèrent énormément de monde aux assaillants. Condé prend alors les deux régiments de Conti et de Mazarin, qui étaient très bons et très forts, met pied à terre et s'élance à leur tête aux retranchements, qu'il finit par emporter avec l'aide des volontaires. A la nuit, il était maître des hauteurs, et il y établit ses bivouacs. L'ennemi perdit là plus de trois mille hommes, l'élite de l'infanterie de l'Empereur, qui se firent tuer sur place, mais Condé « y perdit aussi beaucoup de gens ». L'acharnement était tel, qu'on ne faisait point de quartier. Turenne avait rencontré tant d'obstacles imprévus dans sa marche, qu'il n'avait pu arriver à temps pour combiner son attaque avec celle de Condé; il fut en retard d'une heure. Enfin il entra en ligne, pénétra dans le défilé que gardaient les Bavarois, « les chassa d'abord d'un bois et puis d'une haie, et les repoussa de poste en poste jusqu'à l'entrée de la plaine. » Turenne avait forcé le passage et aurait pu se former dans la plaine; mais il n'avait pas de cavalerie pour soutenir son infanterie, et il se contenta de garder les positions conquises. « La nuit ne fit point cesser le combat; les troupes, de part et d'autre, demeurèrent à la distance de quarante pas jusqu'au jour, pendant plus de sept heures, » et échangèrent un feu continuel. Turenne évalue ses pertes à quinze cents hommes, et celles de l'ennemi qui lui faisait face à deux mille cinq cents.

Au point du jour on s'aperçut que Merci s'était dérobé avec une ha-

bilcté et un ordre admirables. Ce général avait fait continuer, la nuit, par une ligne de tirailleurs seulement, un feu très vif contre les Français, et pendant ce temps il avait battu en retraite et pris une nouvelle position : la droite, appuyée à Fribourg, formée de cavalerie en plaine; la gauche sur la montagne Noire. Le jour venu, Turenne et Condé débouchèrent chacun de leur côté dans la plaine. « M. le prince ne jugea pas à propos que l'on marchât ce jour-là à la montagne, où les Bavarois s'étaient campés. » Ce fut une faute, car « il est certain que si l'on eût marché à eux, on les eût trouvés en grande confusion ». L'ennemi employa cette journée du 4 août à se remettre, à se retrancher et à garnir son front de nouveaux abatis de bois ; mais les soldats français étaient trempés jusqu'aux os, il avait plu toute la nuit ; harassés de fatigue, ils réclamaient impérieusement du repos.

Le 5, au matin, on se prépara à attaquer. Vers huit heures, on vint avertir les généraux qu'on voyait une grande confusion parmi les Bavarois et que leur bagage marchait. Turenne et Condé s'avancèrent pour reconnaître la vérité de cette assertion et examiner la situation de l'ennemi, après avoir expressément défendu de rien faire en leur absence.

« Comme l'on était à regarder la contenance de l'armée des ennemis, qui paraissaient en grande confusion, » d'Espenan voulut prendre sans ordres un petit travail avancé, où l'ennemi n'avait que quelques mousquetaires. Il n'avait pu calculer les conséquences de cette infraction à la discipline, qui faillit causer la perte de l'armée. Le fortin fut soutenu ; d'Espenan, à son tour, fit avancer des troupes. La bataille engagée, et mal engagée, en l'absence des chefs, devint bientôt générale, et une terreur panique se répandit dans les troupes françaises. Au bruit du combat, les deux généraux reviennent au galop. Condé rallie un corps qui avait été repoussé, et le ramène à la charge. Turenne recule, raffermit ses troupes et attend l'occasion favorable ou un ordre de Condé. L'aspect du champ de bataille était tel, qu'il se préparait à couvrir la retraite ; un moment il crut la partie perdue. « Il est certain que si l'ennemi eût pu juger bien sainement de la confusion des troupes du roi, toute l'armée était perdue, au moins toute l'infanterie. » L'infanterie, en effet, était « dans un désordre effroyable; elle ne faisait plus que parer le ventre aux mousquetades, dont elle tâchait de se mettre à l'abri en se collant le plus qu'elle pouvait contre l'abatis d'arbres que les ennemis avaient fait[1] ». Condé modifie alors son plan d'attaque. Il ne laisse que peu de troupes à l'endroit où il a échoué, il prend quelques régiments à Turenne et se porte dans la plaine pour aborder la droite de l'ennemi. La cavalerie bavaroise, qui composait cette aile, mit pied à terre et combattit comme la plus vaillante infanterie. Sept fois de

[1] *Mémoires de Gramont.*

suite Condé mène ses troupes à la charge ; sept fois le feu de l'ennemi, sa ténacité, son courage, l'infranchissable barrière que forment les abatis, et la facilité qu'ont les régiments rompus d'aller se reformer sous les murs de Fribourg, forcent les Français à reculer. Une fois « Condé revient tout seul, à petits pas, couvert de sang, tous ses amis tués. A l'un d'eux qui vivait encore : « Ce n'est rien, dit-il, nous allons recom- « mencer, et nous nous y prendrons mieux[1]. » Mais l'ennemi ne put être forcé. Trois mille Français restèrent sur le terrain. Les Bavarois n'avaient perdu que douze à quinze cents hommes.

Après cette seconde partie de la bataille de Fribourg, « on resta, dit le maréchal de Gramont, trois jours dans le camp qui furent employés à faire rapporter à Brisach, par une partie des charrettes de l'armée, tous les officiers et les soldats qui avaient été blessés à ces deux grandes actions. Ce séjour fut terrible, car l'on demeura au milieu de tous les corps morts ; ce qui causa une telle infection, que beaucoup de gens en moururent; mais, ajoute-t-il philosophiquement, il n'y avait pas moyen de faire autrement. »

Les armées restèrent en présence, dans l'inaction, jusqn'au 9. Enfin le prince de Condé se décida à manœuvrer. Il se porta sur Langenzeling et le val de Closterthal, route des convois de l'armée bavaroise. Merci craignit pour ses vivres et prit le parti de se retirer. Il leva son camp et battit en retraite ; mais il le fit en bon ordre, choisissant si habilement son terrain, suivant son habitude, qu'il fallait souvent, pour le suivre, « que les cavaliers missent pied à terre pour passer à la file ». On voulut néanmoins l'attaquer. Quelques escadrons, environ six cents hommes, sous le commandement du colonel Rosen, s'y risquèrent dans un vallon fermé par un étroit défilé. Merci se retourna et fit tête. Peu s'en fallut qu'il n'écrasât le petit corps du colonel Rosen. Il le chargea, « lui prit plusieurs étendards, fit nombre de prisonniers, le battit dos et ventre[2]; » mais, voyant arriver la cavalerie de Condé et ne voulant pas engager d'action générale, il se retira sans être inquiété davantage. La perte des deux armées fut énorme. Les Bavarois perdirent huit mille hommes ; les Français et les Weimariens, neuf mille hommes, un homme sur deux.

L'opinion publique eut peine à considérer comme un événement heureux ces succès sans résultats décisifs et si chèrement achetés par des combats meurtriers. « Chacun se plaignait du *Te Deum* pour l'affaire de Fribourg, où nous avions perdu beaucoup de personnes de condition sans faire grand effet, la vérité étant que les ennemis, après avoir mis forte garnison dans Fribourg, avaient volontairement quitté leurs retranchements, fait retraite sans grande perte et abandonné le bagage

[1] Michelet, *Hist. de France*.
[2] *Mémoires de Gramont*.

inutile, de sorte qu'on blâmait M. le prince (le père du grand Condé) d'avoir souhaité qu'on en chantât un *Te Deum;* et, de fait, on disait que Monsieur l'avait trouvé mauvais et qu'on avait jugé l'attaque de Fribourg impossible[1]. »

Mazarin pleura en recevant les détails de cette victoire; il fit à Condé des observations sur ces effroyables boucheries. « Le duc d'Enghien, déjà inaccessible à tout autre sentiment qu'à l'amour de la gloire, répondit froidement qu'une seule nuit de Paris donnait l'existence à plus d'hommes que la bataille de Fribourg n'en avait fait mourir[2]. »

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'on sut bien profiter de l'avantage que donnait aux Français la retraite de Merci.

L'armée bavaroise était, pour le moment, hors d'état de rien entreprendre; on ne la poursuivit pas, et on s'attacha à la réalisation d'un plan communiqué à Mazarin par Turenne dès le commencement de l'année[3], et que la retraite des ennemis permettait d'exécuter.

« Le point décisif, dans la guerre avec l'Empereur, c'était de tenir le cours du Rhin, soit comme base d'opérations offensives, si l'on voulait porter les principales forces de la France en Allemagne, soit comme ligne de défense, si l'on dirigeait les principaux efforts contre les possessions espagnoles. On avait naguère pris et perdu le bas Rhin, alors qu'on ne tenait pas le haut du fleuve; maintenant qu'on occupait le haut Rhin, le bas était aisé à conquérir et facile à garder, les maîtres de l'Alsace pouvant sans peine prendre à revers tout ce qui est renfermé entre la Moselle et le grand coude mayençais du Rhin[4]. » Turenne avait donc proposé d'assiéger Philippsbourg. Le duc d'Enghien, avec sa haute intelligence militaire, vit immédiatement tous les avantages de ce projet, l'approuva et en dirigea l'exécution; mais il n'en fut pas l'auteur, comme l'affirment à tort son historien Désormeaux, le maréchal de Gramont et plusieurs autres écrivains.

« Beaucoup d'officiers étaient d'avis d'attaquer Fribourg, où l'ennemi avait laissé cinq à six cents hommes de garnison, et d'achever la campagne par cette action. Les affaires étant dans une telle situation que, si on eût demeuré encore quelques jours auprès de Fribourg, le manque de fourrages aurait obligé la cavalerie à repasser le Rhin, on crut que l'esprit où était l'ennemi et son éloignement du bord du Rhin devaient faire songer à des choses plus considérables que de reprendre Fribourg, aussi M. le prince trouva à propos que M. de Turenne allât à Brisach pour concerter avec M. d'Erlach, qui en était gouverneur, des moyens de faire descendre sur le Rhin de l'artillerie, des munitions de guerre et des vivres pour attaquer Philippsbourg, pendant que l'armée irait

[1] *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, t. Ier.
[2] Schiller, *Guerre de Trente ans*.
[3] Lettre de Turenne à Mazarin, du 29 février 1644
[4] Henri Martin, *Histoire de France*.

par le marquisat de Bade, laissant le Rhin à gauche, pour investir la place, ce qui fut mis à exécution. »

On se procura des bateaux sur lesquels on chargea, à Brisach, le matériel nécessaire et que les bourgeois de Strasbourg consentirent à laisser passer sous leur pont. Ils amenèrent heureusement, sous la garde de deux à trois cents mousquetaires, le convoi à Philippsbourg. Cette ville était distante de trois cents toises environ du Rhin. Située au milieu d'une plaine, elle était entourée et naturellement défendue par des marais et des bois; ses remparts n'étaient que de terre; mais ses larges fossés, que remplissait l'eau du Rhin, le nombre et la force de ses bastions, et surtout l'impossibilité d'en approcher, en rendaient la conquête très difficile. Elle dominait le Rhin au moyen d'un grand fort, avec lequel elle communiquait par une chaussée de six pas de largeur sur huit cents de longueur, élevée au milieu des marais. Cette ville avait appartenu aux évêques de Spire, qui l'avaient fortifiée et entretenue avec soin ; la maison d'Autriche s'en était emparée ; puis les Suédois, qui l'avaient vendue à la France moyennant cent vingt mille livres. Mais le colonel autrichien Bamberg l'avait reprise, et les armées françaises qui avaient à opérer en Allemagne en regrettaient tous les jours la perte. C'était le même colonel Bamberg qui la défendait. Sa garnison n'était que d'environ six à sept cents hommes et quatre-vingts chevaux; mais il avait cent pièces de canon et des approvisionnements considérables. « Il était d'ailleurs peu expérimenté, dit le maréchal de Gramont, et n'avait eu qu'un soin médiocre de sa place. »

Le 23 août, on campa sous Philippsbourg. On s'empara d'abord du fort détaché sur le Rhin, qui, contre toute attente, fut occupé sans résistance. Bamberg, ne jugeant pas sa garnison suffisante pour le défendre. l'avait évacué. Les lignes de circonvallation furent faites en quatre jours. La tranchée fut ouverte par deux côtés, l'un dirigé par Turenne, l'autre par le maréchal de Gramont. Le second jour, la garnison fit une sortie qui « étonna » les assiégeants. « L'infanterie française était tellement rebutée de tous les combats donnés à Fribourg, qu'assurément on n'aurait pas réussi à prendre une place qui aurait fait une grande résistance. » Heureusement la garnison se découragea, aucun secours ne vint du dehors, et la place capitula le 9 septembre. » C'était un second Brisach, qui ouvrait le bas Palatinat transrhénan et la Franconie, comme Brisach ouvrait la Souabe [1]. »

Turenne fut très heureux de ce succès. « Je crois, écrit-il à sa sœur, le 10 septembre, qu'on ne désapprouvera point à la cour le conseil d'être descendu au bas du Rhin, au lieu d'être demeuré pour assiéger Fribourg. Je crois que si le dessein de Philippsbourg eût manqué, on eût dit bien des choses... Il est vrai qu'il n'y pouvait rien arriver de mieux que la prise de Philippsbourg. »

[1] Henri Martin, *Hist. de France*.



Jean de Werth.

« Durant le siège, dès qu'on eut fait un pont sur le Rhin avec les bateaux qui étaient venus de Brisach, on fit passer douze à quinze cents hommes au delà du Rhin, qui prirent Germesheim, où il y avait une petite garnison. On s'approcha ensuite de Spire, qui en est à deux à trois lieues; la ville, qui est fort grande, se trouvant sans garnison, se rendit, n'y ayant de ce côté du Rhin aucun corps des ennemis. »

Le lendemain de la prise de Philippsbourg, Turenne passa le Rhin avec la cavalerie allemande et cinq cents mousquetaires commandés. Ayant appris que les Espagnols, qui tenaient Frankenthal, place de l'électeur palatin, à trois heures de Spire, attendaient un parti de cinq cents chevaux commandé par le colonel Savari, il envoya à sa rencontre, avec trois régiments, M. de Flexstein, qui le joignit au moment où il voulait entrer dans la ville, défit une partie de ses gens et le fit prisonnier. Turenne continua sa marche vers Worms, qui n'avait pas de garnison; ses habitants lui ouvrirent leurs portes sans résistance. De Worms Turenne se dirigea, sans perdre un moment, sur Mayence. Il craignait « que l'ennemi ne fît entrer quelqu'un dans Mayence, qui est le poste de dessus le Rhin le plus considérable, à cause du voisinage de Francfort et de la communication que cette place donne avec les Hessiens ».

Cette ville, forte, riche, bien située, possédait une garnison entretenue par la ville elle-même, et une population nombreuse, indépendante et fière. Merci, craignant qu'elle ne fût attaquée, avait détaché le colonel Wolfs avec quinze cents hommes pour s'y jeter et la défendre. Au moment où Turenne, « après avoir marché jour et nuit, sans bagages, » arrivait sous les murs de Mayence et envoyait « un trompette avec un gentilhomme pour parler à Messieurs du chapitre » revêtus du pouvoir suprême en l'absence de l'électeur, Wolfs arrivait de l'autre côté du Rhin, et demandait « à Messieurs de Mayence des bateaux pour y entrer ». Le chapitre se trouvait bien embarrassé entre les exigences de Wolfs et les menaces de Turenne, qui parlait « d'attaquer la place de tous les côtés s'ils ne mandaient promptement à ces troupes de Bavière de se retirer, et s'il voyait le moindre bateau passer en deçà de l'eau ». Le chapitre se décida à convoquer tous les corps de la ville, et, après plusieurs délibérations tumultueuses, il fut conclu qu'on recevrait les Français. Wolfs se retira aussitôt, et Turenne prévint de cet heureux succès le prince de Condé, qui, sur la demande du chapitre, vint signer lui-même une capitulation « aussi avantageuse pour le chapitre et les bourgeois qu'ils le pouvaient souhaiter ».

Après la mort du lieutenant général d'Aumont, que Condé avait envoyé faire le siège de Landau, et qui reçut dans la tranchée une blessure dont il mourut le lendemain, Turenne se rendit sous les murs de cette ville et la prit rapidement.

Vers la fin d'octobre, le duc d'Enghien se retira en France avec son

armée, laissant le commandement à Turenne, et lui donnant, pour le renforcer, quelques régiments nouveaux d'infanterie dont les officiers eurent grand'peine à retenir leurs soldats. Lorsque l'armée du duc d'Enghien se mit à défiler sur le pont de Philippsbourg, Turenne dut placer des gardes à l'entrée de ce pont, afin « qu'il ne passât plus personne dès que M. le prince eut fait passer ceux qu'il voulait amener avec lui ».

Turenne demeura donc en Allemagne avec le soin obscur et laborieux de conserver les villes conquises et d'entretenir pendant l'hiver, en pays ennemi, une armée mécontente, composée en grande partie de mercenaires de nationalités diverses, étrangers à toute idée de patrie, et souvent indisciplinés. Les déserteurs étaient nombreux, car on ne payait pas régulièrement les soldats.

Turenne se montra à la hauteur de sa mission. « Sa conduite, après le départ du prince de Condé, fut habile, dit Napoléon. Il est vrai qu'il fut merveilleusement secondé par les localités. Les armées de Bavière et de Lorraine étaient séparées par le Rhin et des montagnes, leur jonction était difficile. »

Merci, « qui avait raccommodé son armée dans le pays de Wurtemberg, » se rapprocha du Rhin, et se décida à agir quand il vit Condé parti et l'armée française diminuée. Il menaça plusieurs villes à la fois; puis il fondit sur Manheim, qui n'avait que quelques dragons pour toute garnison, et dont il s'empara facilement. Ce fut là son premier et son seul succès. Turenne se multiplia. Il laissa deux mille hommes de pied dans un camp, sous Philippsbourg, repassa le Rhin, et sut faire rentrer à propos des renforts dans les villes menacées. Une surprise tentée sur Spire par Merci échoua ; son lieutenant Gleen, et le duc de Lorraine, durent lever le siège de Bacharach. Kreutznach fut pris par Turenne, après un siège de quinze à seize jours. Après avoir ainsi heureusement manœuvré entre les armées ennemies et réussi à s'opposer à leur jonction, le maréchal se décida à entrer en quartiers d'hiver, et les armées ennemies, découragées, l'imitèrent. Il s'installa à Spire. « Ce fut environ vers le milieu du mois de décembre que les quartiers furent donnés en Lorraine, en Alsace et le long du Rhin, où le pays était si ruiné, qu'en vingt lieues on ne pouvait pas trouver à nourrir un cheval, hors dans les grandes villes, qui étaient fort misérables. »

Pendant l'hiver, Turenne fit des démarches pour obtenir le payement de ses soldats. On voit, dans ses Mémoires et sa correspondance, la peine qu'il avait à obtenir de Mazarin l'argent nécessaire « aux montres [1] »

[1] On appelait *montre,* dans l'origine, une revue mensuelle ou trimestrielle où les troupes recevaient leur solde. Par extension on désigna plus tard sous le nom de *montre* un mois ou un quartier de solde. C'est toujours dans ce dernier sens que ce mot est pris dans les *Mémoires de Turenne.*

et à l'achat des objets indispensables à l'équipement, l'armement et l'entretien de son armée. Il obtint cependant trois mois de paye. « De cette manière, la cavalerie, qui montait à cinq mille chevaux, et l'infanterie, à cinq à six mille hommes de pied avec douze à quinze pièces de canon, furent prêtes, vers la fin du mois de mars, à repasser le Rhin sur un pont de bateaux que l'on fit faire à Spire. »

Le maréchal était pressé de se remettre en campagne. Torstenson venait de gagner la bataille de Tabor, où il défit « et prit prisonnier le général Hatzfeld, après avoir, dans le commencement de la même année, ruiné l'armée de l'Empereur dans divers combats par une suite de conduite fondée sur une grande expérience et accompagnée d'un grand courage et d'un grand jugement », ce qui est fort supérieur au gain d'une bataille. Après avoir passé le Rhin, Turenne se dirigea sur Pforzheim, petite ville du Wurtemberg, à trois à quatre heures du Necker, au delà duquel se trouvait Merci avec une armée de six à sept mille hommes seulement. Ce général ne se crut pas assez fort pour lui résister; il se retira vers la Souabe. Le maréchal le suivit, sans que l'armée bavaroise tînt nulle part devant lui. Il passa Necker sans nulle difficulté, à deux heures du camp ennemi, se porta sur la Tauber et s'empara de la ville de Suabeschal (Schwabisch-Hal). Ses dragons arrivèrent aux portes de cette ville en même temps qu'un parti de cavalerie ennemie; mais les bourgeois se livrèrent à lui, « comme ils le font toujours au plus fort et à celui qui arrive le premier ». Il prit ensuite Rothembourg et Marienthal, qu'on appelle aussi Mergenthal ou Mergentheim. Il s'établit dans cette dernière ville et envoya Rosen à Rothembourg, qui est à plus de quatre heures de Marienthal, sur la Tauber. Il se trouva alors maître de toute la Franconie, et ses coureurs allèrent lever des contributions jusque sous les murs de Würtzbourg et de Neremberg. Il était maître de la campagne; le succès paraissait assuré, quand une faute vint tout compromettre.

On était à la fin d'avril; les provisions de fourrages étaient épuisées, et « il n'y avait point encore d'herbes ». Les troupes, fatiguées des marches qu'on leur faisait faire incessamment, et dont elles ne comprenaient ni le but ni l'importance, demandaient à entrer en quartiers de rafraîchissement. Turenne s'y refusa d'abord très énergiquement. Les ennemis n'étaient qu'à dix heures de marche de lui. S'il disséminait son armée, il courait risque de la faire écraser par fractions avant d'avoir pu la rassembler pour livrer une bataille générale; mais les officiers, et surtout le major général Rosen, appuyèrent la demande des soldats et revinrent à la charge avec importunité. Turenne voyait tout le danger de cette mesure, et, avant de consentir, il envoya Rosen avec un fort détachement de cavalerie reconnaître la situation de l'ennemi. Rosen lui rapporta que l'armée de Merci était elle-même disséminée et se fortifiait dans les diverses places où elle avait été répartie,

sans songer à reprendre la campagne. Le maréchal avait confiance dans cet officier, ancien lieutenant de Gustave-Adolphe; il céda. Ces renseignements erronés et les obsessions des chefs « firent résoudre M. de Turenne, mal à propos, à envoyer ses troupes dans de petits lieux fermés »; néanmoins il ne le fit qu'à contre-cœur. Il sentait qu'on lui faisait faire une faute, et il s'entoura de précautions. Il retint auprès de lui le canon et l'infanterie, plaça son quartier général à Marienthal, et défendit à la cavalerie de s'écarter de plus de trois lieues. Il savait à quel actif et habile adversaire il avait affaire, et il était « presque dans la certitude que l'ennemi ferait la marche que l'on apprit qu'il fit ».

Le 4 mai, Turenne se leva de grand matin. Il alla, avec un détachement de cavalerie, jusqu'à trois lieues dans la direction que Merci devait prendre pour venir l'attaqner, et ne vit rien de suspect. Il donna ordre à quelques cavaliers de pousser la reconnaissance plus loin encore, et revint en examinant les positions et en donnant des instructions. Il rentra fort tard et se coucha. A deux heures du matin, les éclaireurs détachés par lui la veille vinrent l'avertir que Merci arrivait. Il monte immédiatement à cheval, et expédie à toutes les troupes l'ordre de se porter sur Erbsthausen, petit village où était la grand'garde, à une lieue et demie en avant de Marienthal. Ce fut là, d'après Napoléon, la véritable cause de sa défaite. « Turenne ayant resserré ses cantonnements à trois lieues autour de son quartier général, sa situation était sans danger; ce n'était donc pas à cela qu'il faut attribuer la perte de la bataille de Marienthal. Il n'était pas nécessaire sans doute d'entrer en quartiers de rafraîchissement dans un pays aussi riche, et où il était si facile de réunir de grands magasins; mais sa véritable faute fut le point de ralliement qu'il donna à son armée. Ce n'était pas Erbsthausen qu'il devait désigner, puisque ce village était placé aux avant-postes par où l'ennemi venait, mais Mergentheim, derrière la Tauber. Là, l'armée eût été réunie quatre heures plus tôt. Merci y eût trouvé l'armée française couverte par la rivière, et en position. C'est un des principes les plus importants de la guerre, que rarement l'on viole impunément : rassembler ses cantonnements sur le point le plus éloigné et le plus à l'abri de l'ennemi. »

Sur l'ordre de Turenne, Rosen se porta sur Erbsthausen pour rececevoir les troupes et leur faire prendre position. Il examina les lieux, et, ayant vu en avant du village un petit bois de cinq à six cents pas de longueur, au delà duquel se trouvait une vaste plaine, il le fit traverser aux troupes à mesure qu'elles arrivaient, et les rangea en bataille, en plaine, en avant du bois. Turenne, « qui n'avait pas demeuré plus d'un quart d'heure dans le quartier pour donner ses ordres à toutes les troupes, » arriva au galop rejoindre Rosen, et reconnut, au premier coup d'œil, la faute qu'avait faite son lieutenant de ranger en rase campagne sa petite armée, qui ne comptait guère en ligne que sept ou

huits régiments, au risque de montrer à l'ennemi sa faiblesse et de se faire envelopper et écraser. Il aurait voulu donner l'ordre de repasser le bois, de l'occuper et de le défendre pied à pied pendant que le reste de l'armée arriverait. Il était trop tard. « L'ennemi était trop proche pour changer de posture; » un seul chemin, étroit et encaissé, traversait le bois; l'ennemi débouchait à un quart de lieue, et déjà ses boulets tombaient dans les rangs français. Turenne changea immédiatement son plan, et « ne songea plus qu'à se servir de l'avantage du lieu ». Il laissa sa cavalerie en position et fit occuper un autre petit bois, situé sur sa droite, par trois mille hommes d'infanterie. Ses troupes arrivaient peu à peu. Merci comprit que chaque instant de retard était un avantage pour son adversaire; il fit cesser le combat d'artillerie, qui n'avait pas d'ailleurs grand résultat, et attaquer le bois occupé par l'infanterie française, et qui pouvait devenir une excellente position défensive. Le désordre était tel dans cette infanterie, que la colonne d'attaque ennemie était déjà à quelques pas du bois et que pas un coup de feu n'avait encore été tiré. Turenne, voyant le danger, masse toute sa cavalerie et charge vigoureusement les assaillants en flanc; il les enfonce, les disperse, leur prend tous leurs canons et douze étendards; mais son infanterie, démoralisée, effrayée de son petit nombre, étonnée des précautions mêmes que l'on prenait pour la soutenir, et craignant d'être tournée, ne fit qu'une décharge et lâcha pied presque sans combat. La cavalerie, prise à son tour en flanc par Jean de Werth, s'éparpilla, et une affreuse déroute commença.

Turenne était vaincu; mais « il considérait plus les actions par leurs suites que par elles-mêmes. Il estimait plus un général qui conservait un pays après avoir perdu une bataille, que celui qui l'avait gagnée et n'avait su en profiter [1] ». Au milieu de sa défaite, son sang-froid et la prévision de l'avenir ne l'abandonnèrent pas. Il fit donner l'ordre à l'infanterie qui pourrait échapper à l'ennemi de descendre le Rhin jusqu'à Philippsbourg pour s'y rallier et s'y refaire; la cavalerie devait se diriger vers la Hesse, bien qu'il y eût pour quinze à seize heures de marche à travers la Franconie, pays entièrement à la dévotion du vainqueur. Le choix de cet asile était un trait d'audace et de génie de la part de Turenne. « Par là, tout vaincu qu'il fût, il maintenait la guerre au cœur de l'Allemagne, et empêchait l'ennemi d'attaquer les conquêtes française du Rhin [2]. »

Ces ordres donnés, Turenne revint avec deux ou trois personnes sur le champ de bataille. Il trouva, au delà du bois, les trois régiments de cavalerie de Duras, Beauveau et Tracy, auxquels se joignirent environ quinze cents chevaux des régiments qui avaient été rompus. Il couvrit pendant quelque temps la retraite avec leur aide, et ne songea à se

[1] Saint-Évremond, *Éloge de Turenne.*
[2] Henri Martin, *Hist. de France.*

retirer que quand il vit le gros de sa cavalerie assez éloigné; mais, dans l'intervalle, il avait été enveloppé. Il se fit jour; une charge vigoureuse lui permit de passer, et il se trouva avec quinze à vingt cavaliers seulement en dehors du cercle des ennemis. Il rallia peu de temps après une troupe de cent cinquante chevaux, et, le lendemain au soir, il entrait en Hesse. Il avait perdu tout son bagage, dix pièces de canon, les cinq sixièmes de son infanterie, et quinze cents hommes de cavalerie.

Le maréchal fut profondément attristé de ce revers. « Depuis l'avantage que les ennemis ont eu, écrivait-il à sa sœur le 17 juin suivant, ils n'ont fait nul progrès, que la prise d'une petite ville que l'on leur a surprise depuis deux mois. Cela ne me console pas pour cela, n'étant pas si aisé à me satisfaire moi-même. Nous sommes logés près de Hanau, et j'ai retiré toutes les troupes que j'avais au delà du Rhin, de sorte que j'ai un corps assez considérable; s'il plaît à Dieu que l'on puisse faire quelque chose d'importance, c'est la seule chose qui me puisse ôter de l'esprit ce malheur arrivé. Je vous prie de remercier toutes les personnes qui se sont souvenues de moi dans ce malheur. » Et le 4 juillet : « Je ne pouvais me résoudre à vous rien écrire de mon malheur arrivé près de Marienthal, sachant à quel point cela vous toucherait. J'en étais aussi honteux pour vous que pour moi... Si, après un malheur qui m'est arrivé par compassion pour les troupes, qui étaient fort fatiguées, et trop de complaisance pour les officiers, on se peut consoler en quelque chose, ce serait que les ennemis n'ont profité en rien de leur victoire. »

Le 10 mai, Turenne rendit compte à Mazarin de la bataille. Sa dépêche ne contient pas une plainte, pas un mot sur la véritable cause de sa défaite, les exigences de ses lieutenants. Le 16, il envoya un officier au ministre pour lui exposer la situation de l'armée et prendre ses ordres. Le billet dont cet officier était porteur contenait ces mots : « J'espère que Dieu me fera la grâce de rendre quelque bon service après le malheur que j'ai eu, qui est la seule chose au monde que je souhaite. »

Et vraiment Turenne était déjà en état « de rendre quelque bon service ». Huit jours après sa défaite, son armée était en partie reconstituée, celle de la landgrave de Hesse et les Suédois de Kœnigsmarck l'avaient rejoint. Si les troupes de la landgrave de Hesse avaient marché et étaient venues se mettre sous son commandement, si Kœnigsmarck était sorti de ses quartiers, c'était à Turenne qu'on le devait, à sa présence d'esprit, qui, sur le champ de bataille de Marienthal, lui avait fait désigner la Hesse comme point de ralliement; à sa tenacité dans l'appel fait à ses alliés. La landgrave de Hesse l'avait fait engager à se retirer vers le Rhin; elle craignait d'attirer la guerre dans son pays, et ne voulait pas mettre sitôt son armée en campagne. Kœnigsmarck aussi

voulait attendre. Turenne leur fit savoir « que, si l'ennemi marchait à lui, il se retirerait tout au travers de la Hesse; qu'à quelque prix que ce fût, il n'irait point vers le Rhin ». La landgrave, pour couvrir ses États; Kœnigsmarck, pour ne pas affronter seul une armée victorieuse, se décidèrent à le rejoindre. Turenne se trouva ainsi à la tête d'une nouvelle armée de quinze mille hommes; il était en état de rejeter Merci en Franconie.

Informé que ce général avait attaqué une petite ville des frontières de la Hesse, que Puffendorf appelle Kircheim, Turenne marcha contre lui. Merci ne crut pas prudent de risquer la bataille, leva le siège et se retira vers la Franconie. Les trois armées alliées, suédoise, hessoise et française, demeurèrent quelques jours dans le pays de Darmstadt. Les soldats de Turenne, qui savaient que l'échec de Marienthal était dû en grande partie à l'intérêt que leur général avait pris à leur bien-être, brûlaient d'envie de combattre et de relever l'honneur de leurs armes. Turenne pouvait à bon droit compter sur un succès, quand il reçut de la cour l'ordre de ne rien entreprendre. Le duc d'Enghien et le maréchal de Gramont étaient en marche avec deux mille hommes. Le secours arrivait, « mais conduit par celui qu'on chargeait tous les ans de gagner la bataille [1] ».

Turenne repassa le Mein avec les alliés, et joignit le duc d'Enghien à Spire le 9 juillet. Les armées réunies se dirigèrent sur Heilbronn pour y passer le Necker; Merci, renforcé d'une division autrichienne commandée par le général Klein, y était déjà établi. Sa position était si forte, qu'on ne jugea pas prudent de l'y attaquer. On passa le Necker à Wimpffen, à deux lieues au-dessous d'Heilbronn. Merci, se voyant tourné, laissa une bonne garnison dans cette ville, se retira et alla camper à Feuchtwang, où il fit quelques retranchements.

Après le passage du Necker, Kœnigsmarck et le général hessois Geis manifestèrent l'intention de se séparer du prince de Condé sans « aucun motif légitime », dit Turenne, qui cherche toujours à couvrir les fautes des autres; ayant justement à se plaindre, selon d'autres, de la hauteur avec laquelle le prince les traitait. Le bouillant Condé, qui n'aimait pas les demi-mesures, voulait faire immédiatement charger leurs troupes pour les obliger à la fidélité. Le moyen fut trouvé un peu vif et dangereux. Turenne négocia avec les généraux; il parvint à retenir Geis, mais Kœnigsmarck, homme nourri dans la guerre, accoutumé aux grands commandements,... qui voulait que toutes choses dépendissent de lui, fit monter un fantassin en croupe derrière chacun de ses cavaliers, et se retira, sans être molesté, à Brême.

Cette défection, qui affaiblissait Condé, ne l'arrêta pas. Il marcha avec les Hessois vers la Tauber, et prit en passant des villes qui se

[1] Michelet, *Histoire de France.*

trouvaient sur la route, entre autres Rothembourg, qui se rendit au bout de vingt-quatre heures, et où il trouva d'immenses subsistances. Merci reculait, mais l'habile général cherchait un champ de bataille à sa convenance. Cette fois encore « il sut nous faire combattre quand et où il lui plut [1]. »

De Rothembourg on marcha pour attaquer Dinkespuhl. Le soir, on fit avancer des mousquetaires dans des maisons en ruine pour faire l'ouverture de la tranchée; mais avant minuit on apprit que les ennemis, croyant que l'on s'attacherait à ce siège, marchaient à une lieue de là, « ce qui fit bientôt rengainer la résolution du siège en celle de marcher droit à eux, ce qu'on exécuta la nuit même [2]. » On partit à une heure du matin, et tandis que le duc d'Enghien, les maréchaux de Gramont et Turenne étaient à la tête des troupes, qui marchaient par un bois de sapins dont le chemin était assez large pour tenir deux escadrons de front, Gleen, Merci et Jean de Wert marchaient aussi de leur côté dans le même bois, sans avoir aucune nouvelle des Français. Au point du jour, les partis avancés des deux armées se rencontrèrent en entrant en rase campagne. Merci, ayant appris que toute l'armée de Condé était là et qu'elle marchait à lui, se retira promptement pour prendre position.

« L'armée du roi se mit aussi en bataille au sortir du bois, » quand elle découvrit l'ennemi, qui n'avait aucun retranchement devant lui, mais qui était entièrement couvert par de grands étangs, coupés de petites chaussées, où il ne pouvait passer que deux cavaliers de front. « La journée se passa tout entière à se canonner, de part et d'autre, avec assez de perte. » L'artillerie ennemie, bien placée et bien servie, faisait un feu continuel et terrible sur tout ce qui approchait des chaussées. « Enfin, dit le maréchal de Gramont, après avoir été plus de six heures en présence sans qu'il fût possible d'aller aux ennemis ni eux à nous, on se lassa de faire tuer des hommes et des chevaux inutilement, on choisit un autre poste. » On renonça au siège de Dinkespuhl, et on résolut de marcher sur Nordlingen. Le lendemain, quand on fut arrivé auprès de cette place, le prince de Condé, en faisant une reconnaissance, tomba sur un parti d'Allemands auquel il fit deux ou trois prisonniers, qui lui apprirent que l'armée ennemie marchait aussi pour prendre position en arrière de Nordlingen, de manière à mettre la ville à l'abri d'un coup de main. On envoya à l'armée pour ordonner que personne ne s'écartât, et « M. le prince et M. de Turenne s'avancèrent encore avec peu de gens pour reconnaître et apprendre plus certainement ce que faisait l'ennemi, et s'il continuait sa marche. La plaine est si rase et s'étend si loin, que l'on ne craignait pas de s'avancer avec peu de gens. »

[1] Michelet, *Hist. de France.*
[2] *Mémoires du maréchal de Gramont.*

Les généraux s'étant arrêtés pour se reposer et manger, « on vit arriver à toute bride un reître suédois qui venait donner avis que les ennemis n'étaient qu'à une demi-lieue, ce qui parut si peu possible et tellement hors de vraisemblance, que la compagnie se mit à rire et que le duc d'Enghien, en le plaisantant, lui dit : « Tu conviendras au moins, « mon ami, que nous avons affaire à des gens trop sages et trop « habiles pour que, étant aussi près de nous que tu l'assures, ils n'aient « pas mis la rivière de Vernitz entre eux et nous. — Ma foi, Monsei-« gneur, répondit le cavalier, Votre Altesse en croira tout ce qu'elle vou-« dra ; mais, si elle veut se donner la peine de venir avec moi à cinq « cents pas d'ici, sur cette petite hauteur qui est là, à sa gauche, je lui « ferai voir que je ne suis ni aveugle ni poltron, et elle conviendra avec « moi que l'armée de Merci n'est séparée de la sienne que par une plaine « unie comme la main. »

« Le reître parla si positivement et avec tant d'assurance, que l'on commença à craindre qu'il n'accusât juste. Le duc d'Enghien, les deux maréchaux de France et les officiers généraux montèrent à cheval, avec quelques escadrons, pour reconnaître eux-mêmes de quoi il était question et la vérité d'une nouvelle si circonstanciée, et, en s'avançant, ils trouvèrent que les ennemis se mettaient en bataille, lesquels, ayant la hauteur sur nous, voyaient tous les mouvements de notre armée. C'est là où Merci et Gleen firent une lourde faute ; car, s'ils eussent détaché un gros corps de cavalerie avec des débandés à la tête, pour gagner huit ou dix pruniers où le duc d'Enghien et tous les généraux s'étaient mis pour observer de plus près les mouvements des ennemis, ils se trouvaient engagés si avant et tellement éloignés du reste de leurs troupes, qu'ils eussent été infailliblement pris ou tués. » Il eût été assez original de « cueillir » tout l'état-major français sur des pruniers. La bonne étoile de Condé le sauva de ce ridicule accident. « Comme il n'est pas dans l'homme de penser à tout, cela ne passa ni par la tête de Merci, ni par celle de Gleen, et ils ne songèrent, voyant qu'ils allaient donner une bataille, qu'à prendre un poste tout à fait avantageux, à quoi ils réussirent en perfection, car il n'en fut jamais un pareil que celui qu'ils choisirent[1]. »

Le champ de bataille de Nordlingen est d'une médiocre étendue. Vers le milieu de la vaste plaine où est située cette ville se trouve une dépression de terrain dans laquelle est placé le village d'Allerheim, flanqué d'une petite montagne à droite et à gauche. La plus élevée, celle de droite, s'appelle le Weinberg ; elle descend en pente assez douce jusqu'au village ; de tous les autres côtés, elle est assez escarpée. Sur le sommet de celle de gauche est situé le château d'Allerheim. Un intervalle d'un quart de lieue environ sépare les deux montagnes.

[1] *Mémoires du maréchal de Gramont.*

Nordlingen est à l'extrémité gauche de la plaine ; c'est une ville fortifiée qui était aux mains de l'ennemi.

Merci avait profité de tous les avantages de la position pour se couvrir et se fortifier. Sa droite, composée d'Autrichiens et commandée par le général Gleen, occupait le Weinberg et s'appuyait à la Warnitz, affluent du Danube, qui traverse le vallon d'Allerheim ; sa gauche, commandée par Jean de Werth, occupait la montagne et le château d'Allerheim, et s'appuyait à l'Eger, ruisseau encaissé et d'une traversée difficile ; son centre, qu'il commandait en personne, était un peu en arrière du village. Il était composé surtout d'infanterie ; les deux ailes, au contraire, n'avaient que de la cavalerie, sauf quelques bataillons de soutien. Merci avait fait occuper Allerheim, fait créneler l'église, le clocher, le cimetière, entouré de bonnes murailles, et quelques maisons. En avant du village se trouvaient quelques retranchements faits à la hâte, mais qui pouvaient entraver et retarder un peu la marche de l'armée française. Sur les deux montagnes était placé presque tout le canon de l'ennemi, qui dominait la plaine ; quelques batteries, réparties dans l'intervalle qui les séparait, complétaient la défense.

Condé tint un conseil de guerre. Turenne, prudent et ménager du sang des soldats, comme toujours, fut d'avis de ne pas engager le combat contre une armée presque égale en nombre, et occupant une position aussi formidable. L'impétueux duc d'Enghien et le duc de Gramont furent d'avis contraire, et la bataille fut résolue. Le duc d'Enghien rangea son armée en bataille. Il appuya à la Warnitz sa gauche, commandée par Turenne, et composée de seize escadrons et de six bataillons weimariens et hessois ; son centre, placé en face d'Allerheim, était commandé par le comte de Marsin, maréchal de camp ; sa droite, sous le maréchal de Gramont, s'appuyait à l'Eger et se composait de dix escadrons et de quatre bataillons ; sa réserve, sous le chevalier de Chabot, comprenait six escadrons et quatre bataillons. Il ne gardait que la direction générale du commandement. L'armée était forte de dix-sept mille hommes environ ; celle de Merci, de quatorze mille ; le nombre des canons était à peu près le même, mais tout l'avantage de la situation était à l'armée bavaroise. Le jour était déjà très avancé quand les préparatifs du combat furent terminés. Vers trois heures de l'après-midi, on commença à canonner Allerheim ; mais l'artillerie bavaroise, placée à demeure sur des points élevés et protégée par quelques épaulements, avait une trop grande supériorité sur celle de l'armée française, qui était à découvert, et qu'il fallait atteler de temps en temps pour changer de place ou pour avancer. Condé, malgré la forte position qu'occupait l'ennemi, vit qu'il était nécesaire de brusquer l'attaque, et il ordonna au comte de Marsin de se porter avec son infanterie sur Allerheim.

L'attaque de ce village était une grande affaire. Les premiers retran-

chements furent enlevés avec vigueur; mais l'ennemi, à couvert, faisait un si grand feu, que les Français plièrent. Marsin était dangereusement blessé. Le marquis de la Moussaye rallia ses troupes et revint à la charge avec des régiments frais; mais il échoua et fut lui-même emporté blessé de la mêlée. L'opiniâtre Condé massa alors tout ce qui lui restait d'infanterie en une seule colonne, se mit à la tête et s'élança à la charge l'épée à la main. On raconte que Merci, en voyant ce mouvement, ne put contenir la joie qu'il éprouvait et s'écria : « Dieu a tourné la tête aux Français; il vont être battus. » Ce général s'avança alors avec sa seconde ligne, qui était en arrière du village, pour soutenir les hommes qui y étaient embusqués; mais en ce moment il fut tué d'un coup de mousquet. Sa mort, loin de décourager ses soldats, les rendit furieux. L'infanterie française ne put se maintenir dans Allerheim, où elle pénétra plusieurs fois; elle fut tout entière tuée, blessée ou dispersée. Le duc d'Enghien, malgré son incroyable valeur, fut obligé de céder; il restait presque seul sur le champ de bataille, au milieu des débris de ses bataillons.

Tout espoir semblait perdu. L'aile droite n'existait plus. La cavalerie française s'était mal battue. Dès le début de l'action, l'aile gauche des Bavarois était venue charger notre droite, en passant en bataille dans un endroit qu'on avait fait reconnaître, mais « qu'on avait rapporté être un défilé presque impraticable, ce qui causa tant de surprise et d'épouvante à toute notre cavalerie française, qu'elle s'enfuit à deux lieues de là sans attendre les ennemis à portée de pistolet, chose qui n'aura peut-être jamais d'exemple [1]. »

Le maréchal de Gramont était prisonnier et tout son corps en pleine déroute. La réserve était dispersée; elle n'avait pas tenu devant Jean de Wert. Les ennemis avaient poussé jusqu'aux bagages, qu'ils avaient mis en désordre, et qu'ils auraient pillés sans l'ordre exprès de leur général.

Condé, désespéré, n'ayant plus ni centre ni droite, se porta à sa gauche, qui n'avait pas gagné beaucoup de terrain, mais qui du moins luttait avec vigueur. On se battait avec acharnement, corps à corps. Turenne, voyant arriver Condé, se concerte avec lui quelques instants, puis il s'engage à fond avec sa première ligne, les Weimariens; Condé se met à la tête des Hessois, qui forment la seconde, et charge les Impériaux, qu'il enfonce. Il fait prisonnier le général Gleen, dont les troupes cèdent et abandonnent leurs canons avec l'importante position du Weinberg, emportée par Turenne après un assaut meurtrier. Condé fait pointer les canons bavarois contre leurs propres régiments du centre, qu'il prend en flanc. Turenne opère un changement de front et marche sur leur village. Les régiments qui le défendaient, sans direc-

[1] *Mémoires du maréchal de Gramont*

tion depuis la mort de Merci, et se voyant tournés, se rendent à discrétion à l'entrée de la nuit, « sans savoir que leurs troupes n'étaient qu'à cinq cents pas de là ». A ce moment, en effet, Jean de Wert victorieux, instruit du succès de Condé, accourait sur le champ de bataille; mais il était trop tard, une faute de tactique fit échapper de ses mains la victoire qu'il tenait déjà.

« Malgré la mort de Merci, la victoire eût été aux Bavarois si Jean de Wert, revenant de la poursuite de l'aile droite française, se fût porté contre Turenne, non en reprenant sa première position et parcourant ainsi les deux côtés du triangle, mais en traversant diagonalement la plaine, laissant Allerheim à sa droite, et tombant sur les derrières de la cavalerie weimarienne, qui était alors encore aux prises avec la troupe autrichienne de Klein : il eût réussi; il manqua d'audace. Le crochet qu'il fit ne retarda son mouvement que d'une demi-heure; mais tel est le sort des batailles, qu'elles dépendent souvent du plus petit accident.

« Malgré la mort du comte de Merci et la circonspection de Jean de Wert, la victoire restait encore aux Bavarois, si l'infanterie, postée et victorieuse au village d'Allerheim, n'eût pas capitulé. La capitulation, qu'elle a acceptée ou proposée, est une nouvelle preuve qu'un corps de troupes en ligne ne doit jamais capituler pendant les batailles. Le sort de cette bataille a tenu aux faux principes qu'ont en général les troupes allemandes, qu'une fois cernées elles peuvent capituler, s'assimilant mal à propos à la garnison d'une forteresse. Si le code militaire de Bavière eût défendu une pareille conduite comme déshonorante, elle n'eût pas eu lieu, et la victoire restait aux Bavarois. Aucun souverain, aucun peuple, aucun général ne peut avoir de garantie s'il tolère que les officiers capitulent en plaine, et posent les armes par le résultat d'un contrat favorable aux individus des corps qui le contractent, mais contraire à l'armée. Cette conduite doit être proscrite, déclarée infâme, et passible de la peine de mort. Les généraux, les officiers doivent être décimés un sur dix, les sous-officiers un sur cinquante, les soldats un sur mille. Celui ou ceux qui commandent de rendre les armes à l'ennemi, ceux qui obéissent, sont également traîtres et dignes de la peine capitale [1]. »

Jean de Wert donna quelques instants de repos à ses troupes, et, à une heure après minuit, son armée commença à se retirer, « n'en ayant pas plus de raison que celle du roi, si ce n'est qu'ils avaient perdu leur général ». Au point du jour, il n'y avait plus un seul homme en vue. Jean de Wert avait profité de la nuit pour gagner Donawert et passer le Danube, abandonnant tout son canon, sauf quatre petites pièces. Turenne le suivit et le surveilla pendant son passage, mais il n'osa

[1] Napoléon.

l'attaquer. L'armée française avait été trop affaiblie ; sa perte avait été plus grande que celle des Impériaux. « On fut quelques jours sans pouvoir mettre ensemble plus de douze à quinze cents hommes de toute l'infanterie française. Trois à quatre mille étaient tombés sur le champ de bataille; le reste avait fui avant de connaître l'issue du combat, et errait dans les environs, à l'aventure et sans chefs. » Il fallut huit à dix jours pour rassembler les fuyards de l'armée victorieuse; on en trouva à douze lieues de Nordlingen.

La victoire avait été bien chèrement achetée, et elle n'était guère glorieuse pour nos armes. De trois corps d'armée, deux composés de Français avaient été mis en pleine déroute : l'un, honteusement, sans combat; l'autre, après avoir glorieusement lutté ; un seul avait gagné la bataille, et c'étaient des Allemands. Tout l'honneur de cette affaire revint à la cavalerie hessoise, « qui fit très bien, » et surtout aux Weimariens. C'était à Nordlingen que leur chef regretté, Bernard de Weimar, avait, onze ans auparavant, perdu une sanglante bataille contre les Austro-Bavarois; ils voulaient effacer ce souvenir, ainsi que la honte plus récente de Marienthal. Ils se battirent en héros, gagnèrent seuls la victoire, et changèrent en un triomphe le désastre des Français. Une retraite de l'armée de Condé au travers des Alpes wurtembergeoises, après un tel revers, lui eût été fatale.

Condé rendit publiquement à Turenne la justice qu'il méritait. Nous pouvons, du reste, voir dans une lettre écrite par le maréchal à sa sœur, deux jours après la bataille, quels étaient à ce moment les rapports des deux généraux : « On donna avant-hier, près de Nordlingue, la plus grande bataille qui se soit vue depuis la guerre. M. le duc s'en vint du côté où j'étais... Il témoigna être assez satisfait de ce que j'ai fait en cette occasion... Il m'a fait là-dessus plus de compliments, devant toute l'armée, que je ne saurais vous dire, ni aussi exprimer ce qu'il a fait, en cette occasion, de sa personne, et de cœur et de conduite... Il n'est pas croyable comme il me fait l'honneur de bien vivre avec moi... »

L'armée française, qui avait été si cruellement éprouvée, ne reçut aucun renfort, tandis que l'armée ennemie alla se refaire à l'abri du Danube. Condé ne se sentit pas assez fort pour le passer. Nordlingen et Dinkespuhl ouvrirent leurs portes. On trouva dans la première de ces villes des armes, des chevaux, « des harnais et beaucoup de médicaments pour les blessés. Le maréchal de Gramont fut échangé contre le général Gleen. Il raconte dans ses Mémoires que, le soir de la bataille, il vit le corps de Merci, cet homme qui commandait les armées impériales avec tant d'autorité, et qui était si redouté dans toute l'Allemagne il n'y avait que cinq à six heures, « exposé tout nu, le ventre à la lune, dans un misérable chariot de vivandier. » C'était un grand général; car, ajoute-t-il, « dans le cours des deux longues campagnes que le duc

d'Enghien, le maréchal de Gramont et le maréchal de Turenne ont faites contre le général Merci, ils n'ont jamais projeté quelque chose dans le conseil de guerre qui pût être avantageux aux armes du roi, et par conséquent nuisible à celles de l'Empereur, que Merci ne l'ait deviné et prévenu, de même que s'il eût été en quart avec eux et qu'ils lui eussent fait confidence de leur dessein. »

Condé tomba malade auprès de Dinkespuhl et fut emmené à Philippsbourg et de là en France, « laissant le maréchal de Gramont pour commander son armée, laquelle demeura jointe avec celle d'Allemagne, que commandait M. de Turenne. Ils se campèrent près de Heilbronn, » mais sans en faire le siège.

Le duc de Bavière, dont les États se trouvaient exposés par suite de la victoire de Nordlingen, et qui craignait que l'armée française ne prît chez lui ses quartiers d'hiver, envoya demander du secours à l'Empereur, le menaçant, en cas de refus, de s'arranger avec la France. L'archiduc partit aussitôt avec six à sept mille chevaux et quelques dragons, rallia l'armée bavaroise, et, avec la plus grande diligence et le plus profond secret, marcha droit à Suabeschall, où se trouvaient les Français. Si les Bavarois ne prirent pas dans cette occasion leur revanche de la défaite de Nordlingen, ce fut un effet de l'habileté de Turenne, dont la vigilance et la célérité lui permirent d'opérer à temps sa retraite. Averti au dernier moment de l'arrivée de l'archiduc, il se refusa à abandonner son canon et à brûler son bagage, comme le demandaient les officiers allemands. Il passa le Necker avec toute l'armée, « la cavalerie portant l'infanterie en croupe; on perdit quelque bagage, mais peu de soldats, et on se trouva près de Wimpfen, » où Turenne jeta une forte garnison et laissa les plus grosses pièces d'artillerie qui pouvaient ralentir sa marche; puis, craignant d'être coupé, « il marcha jour et nuit » pendant cinq jours, au bout desquels il arriva à Philippsbourg sans avoir fait aucune perte. « Il n'aurait peut-être pas fait une si heureuse retraite si les Bavarois avaient suivi les conseils du général Jean de Werth. Car l'armée française se trouvant engagée dans des défilés d'où elle ne pouvait sortir qu'à la file et à la vue même des ennemis, ce général conseilla de s'emparer sur-le-champ de la tête des défilés, ce qui aurait mis les Français dans un péril extrême; mais les autres généraux furent d'un avis contraire, afin de laisser reposer leurs troupes, qui étaient fatiguées, ils remirent au lendemain une victoire qu'ils croyaient assurée, et, par la diligence du vicomte de Turenne, ils ne trouvèrent plus d'ennemis à combattre[1]. »

Turenne considéra cette retraite comme un grand succès. Il écrit à sa sœur le 17 octobre :

« Vous avez su de mes nouvelles par M. Grotius, qui vous aura dit

[1] *Histoire du traité de Westphalie*, par le P. Bougeant.

comme M. l'archiduc et Galas, avec toute la cavalerie qu'ils avaient contre M. Torstenson, s'étant joints à l'armée de Bavière, nous ont suivis jusqu'au Rhin. Je ne sais pas comme on prendra cela à la cour; mais je vous assure que c'est un très grand bonheur d'avoir fait une si grande retraite sans aucun échec, ni perte de canon ni de bagage. »

Une fois en sûreté à Philippsbourg, Turenne, après avoir fait reposer ses troupes quelques jours, voulut essayer de prendre une petite ville, Graben, distante d'une lieue ou deux de Philippsbourg. Ce poste était important parce qu'il permettait d'assurer le ravitaillement de l'armée, en ouvrant les communications avec le marquisat de Dourlach. Le duc de Gramont se joignit à lui, et ils marchèrent à Graben. L'armée courut là le plus sérieux danger.

On croyait que l'ennemi, sachant les Français rentrés à Philippsbourg, ne continuerait pas sa marche en avant, et l'on vivait dans la plus grande sécurité lorsque, sur le soir, « le maréchal de Turenne amena au maréchal de Gramont un soldat du régiment de Nettancourt, qui avait été fait prisonnier à Marienthal et qui ne faisait que de se sauver des prisons, lequel les assura que toute l'armée ennemie n'était qu'à une lieue d'eux, et qu'elle marchait avec tant de précaution, qu'il n'y avait pas un seul cavalier qui se débandât, ni un parti détaché, crainte de donner connaissance de leur marche et du dessein qu'ils avaient de nous attaquer et de se poster même cette nuit entre notre camp et Philippsbourg, pour nous ôter tout moyen de nous retirer. »

« ... Les deux généraux firent aussitôt charger le bagage, atteler le canon, et, sans toucher boute-selle ni battre la générale, marchèrent à Philippsbourg en toute diligence. Dieu les assista bien de ne pàs perdre de temps à raisonner sur ce qu'il y avait à faire; car, comme leurs dernières troupes arrivaient près de Philippsbourg, vers la petite pointe du jour, l'avant-garde de l'archiduc parut dans la plaine, à la portée du canon. Elle voulut s'avancer pour nous charger; mais, notre poste étant déjà pris entre la ville et le fort du Rhin, il leur parut inattaquable; et comme tout le canon de Philippsbourg tirait incessamment sur leur armée et qu'il leur tuait beaucoup de gens, l'archiduc, voyant qu'il avait manqué son coup à une heure près et qu'il ne pouvait plus rien tenter sans témérité, prit enfin le parti de se retirer, à son grand regret [1]. »

Le maréchal de Gramont repassa le Rhin avec son armée; Turenne demeura à Philippsbourg. Les Austro-Bavarois, en se retirant, s'emparèrent de Wimpfen. Le refus de service de la cavalerie allemande cantonnée à Landau ne permit pas de la secourir à temps. Dinkespuhl et Nordlingen retombèrent également au pouvoir des Impériaux. Le maréchal « ne crut pas à propos de châtier les régiments allemands,

[1] *Mémoires du maréchal de Gramont.*

tous les corps étant coupables; et aussi il est certain que quand il leur envoya l'ordre de revenir sur le Rhin, il ne les croyait pas si éloignés qu'était le lieu où ses ordres les trouvèrent ». Cette première tentative de rébellion n'en était pas moins profondément regrettable.

Turenne termina glorieusement la campagne par le rétablissement de l'électeur de Trèves. Il y avait plus de dix ans que ce prince avait été dépouillé de ses États, et les hostilités dirigées contre lui par le roi d'Espagne et l'Empereur, à cause de son alliance avec la France, avaient été, on se le rappelle, le motif ou le prétexte de l'intervention de Richelieu dans la guerre de Trente ans. Le duc de Longueville avait déclaré, à l'ouverture du congrès de Munster, qu'on n'écouterait aucune proposition de paix avant que ce prince eût été rendu à la liberté. Devant l'attitude résolue de la France on l'avait laissé sortir de prison, mais on avait gardé ses États. Au mois de novembre, par un froid des plus rigoureux, Turenne vint assiéger Trèves avec deux mille hommes seulement, et la prit en peu de jours, l'électeur, qui était à Coblentz, accourut et rentra triomphalement dans la ville, entouré des troupes de Turenne et bravant ses ennemis. « On l'avait arrêté en haine de la France, il fit de son rétablissement une insulte à l'Autriche et à l'Espagne et un signe de la supériorité française [1]. » — « J'ai ramené aujourd'hui, écrit Turenne à sa sœur, le 10 novembre, M. l'électeur de Trèves dans sa maison, qui n'a jamais voulu y rentrer que ce ne fût celui qui commande l'armée du roi qui l'y menât; il est venu dans mon quartier, et nous y avons été ensemble dans mon carrosse. C'est ici une conquête de très grande conséquence; je ne sais pas de quelle manière on la prendra à la cour. »

On frappa, en mémoire de cet événement, une médaille où l'on voit la France qui remet entre les mains de l'électeur une épée, une crosse et un bouclier aux armes du prince, avec ces mots en exergue : ELECTOR TREVIENSIS IN INTEGRUM RESTITUTUS, c'est-à-dire : « l'électeur de Trèves remis en possession de tous ses États (1645). »

Turenne distribua ses troupes en quartier d'hiver et vint à la cour au commencement de février. Il y resta six semaines et se concerta souvent avec Mazarin, « avec qui il était fort bien » à ce moment. Il fit adopter au ministre, « qui approuvait presque tous ses projets de campagne, » celui d'agir de concert avec les Suédois pour opérer au delà du Rhin. Le duc de Bouillon, son frère, était toujours à Rome, et, ses affaires n'étant pas encore ajustées, M. le cardinal offrit à M. de Turenne le duché de Château-Thierry, qui devait entrer dans l'échange de Sedan, « en l'assurant que son acceptation ne nuirait pas aux affaires de monsieur son frère et que l'on donnerait une autre terre à sa place; mais M. de Turenne, persuadé que cet avantage ralentirait, s'il n'empêchait

[1] Gaillardin, *Histoire de Louis XIV*.

pas la conclusion de l'échange de Sedan, convint avec M. le cardinal qu'il ne prendrait rien jusqu'à ce que les affaires de monsieur son frère fussent achevées. »

Le maréchal retourna sur les bords du Rhin au commencement d'avril. Il avait réuni ses troupes à Saverne, et il se disposait à passer le Rhin à Bacharach ou à Mayence pour aller rejoindre en Hesse les Suédois, commandés par Wrangel, successeur de Torstenson, lorsqu'il reçut de Mazarin l'ordre de rester sur la rive gauche du fleuve. Le duc de Bavière avait promis au cardinal qu'il ne joindrait point son armée à celle de l'Empereur si les troupes françaises ne passaient pas le Rhin, et Mazarin, plein de confiance en cette promesse, ordonnait à Turenne d'aller assiéger Luxembourg. Le maréchal n'hésita pas à contrevenir à ce dernier ordre. Il demeura immobile sur la rive gauche du Rhin, pour ne rien compromettre dans le cas où le duc de Bavière eût été sincère, mais pour être à portée de passer le Rhin sans retard si, comme il avait tout lieu de le croire, les circonstances venaient à l'exiger. Mazarin, malgré sa finesse, avait été joué par le duc de Bavière. Il avait espéré que ce prince garderait la neutralité qu'il avait juré de tenir. Le cardinal savait que les Suédois souhaitaient la ruine de ce prince, parce qu'il avait été le principal obstacle à leurs progrès, et il voulait se servir de lui comme d'un contrepoids à l'influence des Suédois et des protestants. Turenne se défiait du duc de Bavière, et il avait raison. Ce prince, tout en négociant, achevait ses armements et faisait marcher ses troupes. Elles se réunirent aux Impériaux en Franconie. Après leur jonction, les Austro-Bavarois traversèrent la Souabe, descendirent vers la Hesse-Darmstadt et le comté de Nassau, et se placèrent entre les Suédois et les Français, dont ils empêchaient ainsi la réunion projetée.

Turenne prit alors avec promptitude et décision un parti énergique, dont il informa Mazarin et qu'il exécuta sans attendre sa réponse. Il laissa une partie de son infanterie à Mayence, partit avec toute sa cavalerie et ses meilleures troupes de pied, passa la Moselle à gué, six lieues au-dessus de Coblentz, traversa l'électorat de Cologne et le comté de Meurs, et, ne pouvant trouver de pont sur le Rhin que dans les villes de Hollande, fit demander au gouvernement hollandais l'autorisation de passer à Wesel, où il arriva après quatorze jours de marche, le 14 juillet. Le 15, il passe le Rhin, entre dans le comté de la Marck, remonte la Lippe jusqu'à Lippstadt, d'où il envoie un courrier à Wrangel pour l'avertir du moment et du lieu où il pourra le joindre, traverse toute la Westphalie et rejoint l'armée suédoise entre Wetzlar et Giessen, sur la Lahn, près des frontières de la Hesse. Wrangel, qui n'avait guère qu'un homme contre trois, manœuvrait depuis un mois avec tant d'habileté, se retranchait et se couvrait d'une manière si avantageuse, que l'archiduc, qui le harcelait sans cesse, n'avait pas osé risquer une attaque sérieuse. « La marche de Turenne le long de la rive gauche du Rhin, pendant quatre-

vingts lieues, pour remonter par la rive droite, sans ordre de la cour et de son propre mouvement, est digne de lui, » dit Napoléon.

Après la réunion des alliés, l'archiduc, malgré sa supériorité numérique, recula de cinq à six lieues et alla prendre une position défensive près de la ville de Friedberg. Il avait sous ses ordres quatorze mille cavaliers, dix mille fantassins et cinquante canons; les alliés comptaient dix mille cavaliers, six à sept mille fantassins et soixante canons. Turenne et Wrangel marchèrent à l'ennemi; mais ils le trouvèrent si avantageusement posté, qu'ils ne jugèrent pas à propos de l'attaquer. De son côté, l'ennemi ne cherchait pas le combat et ne s'occupait que de fortifier sa position en faisant faire de nombreux et importants travaux autour de son camp. Turenne, qui désirait avant tout s'avancer en Allemagne, tourna l'ennemi pour lui couper le chemin du Mein. Il y réussit, arriva entre Francfort et Hanau, à dix lieues environ de Mayence, « en un lieu qui ôtait le moyen à l'ennemi de pouvoir se retirer vers le Mein sans combattre... Ainsi les ennemis, avec toutes les forces de l'Empire, se virent en un jour hors d'état de pouvoir plus aller ni en Franconie, ni en Souabe, ni en Bavière, ayant toute l'armée confédérée entre eux et ces pays-là... Les choses avaient ainsi entièrement changé de face dans une seule journée. »

Turenne fit aussitôt venir de Mayence toute l'infanterie, qu'il y avait laissée, en partant, sous les ordres de du Passage. Toute l'armée étant ainsi réunie et placée entre l'armée ennemie et les cercles de l'Allemagne méridionale, Wrangel et Turenne occupèrent les villes de Seligenstadt et d'Aschaffenbourg, dans l'électorat de Mayence, et se disposèrent à envahir l'Allemagne du Sud.

Avant d'avoir livré un combat, par suite des habiles manœuvres des généraux, les alliés avaient, dès le début de la campagne, une supériorité marquée. « Quoique nous n'ayons point donné de bataille, nous avons eu de grands avantages sur l'ennemi, et toutes les apparences sont que nous ferons des choses fort considérables en cette campagne [1]. » Les troupes impériales étaient honteuses et démoralisées. Les populations, qui se croyaient entièrement à couvert derrière les puissantes armées de l'archiduc Léopold et du duc de Bavière, furent cruellement surprises et exaspérées lorsqu'elles virent les armées alliées entrer résolument en Allemagne. L'effroi se répandit dans le pays tout entier. Les gens des campagnes se réfugiaient dans les villes, et les magistrats des villes apportaient leurs clefs aux généraux alliés. Pour ne pas réduire encore leur petite armée, ceux-ci ne laissaient de garnison nulle part; ils se contentaient de démanteler les places fortifiées, de lever des contributions et d'emmener en otage les principaux habitants. Ces otages, en arrivant au milieu des vainqueurs, ne pouvaient comprendre que

[1] Turenne à sa sœur, 22 août 1646.

des troupes si peu nombreuses fussent maîtresses d'une aussi grande étendue de pays. Ce qui faisait l'étonnement de ces bourgeois fait l'admiration de la postérité. La campagne de 1646, bien qu'elle n'ait été marquée par aucune action d'éclat, fut pourtant, si l'on en croit Napoléon, une des plus remarquables de Turenne et s'impose à l'étude de l'homme de guerre.

Au commencement de septembre, les Suédois et les Français se séparèrent pour opérer isolément : « Nous nous sommes séparés pour quelques jours d'avec les Suédois, durant lequel temps j'ai pris Schorndorf, qui s'est rendu aujourd'hui; c'est une des meilleures places d'Allemagne. Il y avait trois cents hommes dedans qui se sont rendus en six jours de siège. Je marche demain pour me rapprocher des Suédois, avec lesquels je vis dans une grande intelligence [1]. » — « Dieu merci, les choses vont d'une grande hauteur, et il n'est pas croyable dans quelle union sont ces deux armées [2]. »

Les alliés malheureusement firent une faute en se réunissant pour prendre Rain, forteresse qui commande le confluent du Lech et du Danube, au lieu d'assiéger tout d'abord Augsbourg, qui n'avait pas de garnison. Les bourgeois de cette ville négociaient pour remettre leurs clefs à un parti de cinq cents Français envoyés par Turenne, quand quinze cents Bavarois se jetèrent dans la place. Il fallut, après la prise de Rain, aller faire un siège en règle, et ces délais permirent à l'archiduc d'arriver avec son armée. Les alliés, pris entre la ville et les impériaux, ne crurent pas devoir continuer le siège; ils se replièrent sur Lawingen, qu'ils mirent en état de défense et où ils laissèrent huit cents hommes de garnison.

Au commencement de novembre, les Austro-Bavarois, approvisionnés et remontés par le duc de Bavière, s'avancèrent du Lech sur l'Iller, vers Memmingen, avec l'intention de s'approcher d'Ulm, de s'établir dans la Souabe et le Wurtemberg, où ils tenaient presque toutes les places fortes, et de contraindre les alliés, par le manque de vivres, à abandonner toutes leurs conquêtes et à se retirer en Franconie, « leur laissant tous les quartiers de la Souabe, Lawingen, Rain, Schorndorf et Nordlingen tellement abandonnés, que dans l'hiver ils s'en seraient rendus maîtres sans faire de siège : de cette manière, toute la campagne aurait été rendue inutile au commencement de l'hiver, qui est le temps qui décide en Allemagne, parce qu'il rend maître d'un pays à la faveur duquel l'on peut raccommoder et refaire une armée. »

Turenne et Wrangel, devinant la combinaison de l'archiduc, résolurent de combattre si c'était nécessaire, et vinrent lui présenter la bataille devant Memmingen. Léopold, protégé par des défilés et des marais, ne bougea de son camp. Les Franco-Suédois feignirent alors de vouloir l'y

[1] Turenne à sa sœur, 9 septembre 1646.
[2] *Id.*, 25 septembre.

attaquer; et, tandis que deux mille chevaux, manœuvrant devant le front des ennemis, leur faisaient croire qu'on allait essayer de forcer leur camp, l'armée confédérée tout entière courait à Landsberg, sur le Lech, « où l'on trouva le pont des ennemis qui n'était pas rompu. » Elle passa la rivière, prit Landsberg, où les Impériaux avaient tous leurs vivres, et Turenne envoya trois mille chevaux aux portes de Munich, « où était M. de Bavière, qui n'avait plus aucune communication avec son armée. »

Le coup fut décisif. Les Austro-Bavarois furent réduits à évacuer eux-mêmes la Souabe. L'électeur, irrité, effrayé de voir les alliés au sein de ses États, qui réclamaient la paix avec insistance, rompit avec l'archiduc, qui se retira à Ratisbonne avec l'armée de l'Empereur, laissant en passant les troupes bavaroises dans leur pays.

Pendant l'hiver que les alliés passèrent sur les confins de la Souabe et de la Bavière, des négociations s'engagèrent à Ulm entre la France et le duc de Bavière. L'Empereur prit part aux conférences, mais le traité se fit sans lui et contre lui. Le 14 mars 1647, une convention fut signée à Ulm, par laquelle l'électeur de Bavière et l'électeur de Cologne, son frère, s'engageaient à rester neutres dans la lutte entre l'Empire et la France et à laisser entre les mains des Français les places fortes d'Ulm, Lawingen, Gundefingen, Hochstett et Donawert. Sauf ces quelques villes, qui parurent nécessaires pour avoir une garantie contre la versatilité trop connue de la cour de Munich, l'électeur rentrait en possession de tous ses États, cercle de Bavière, haut et bas Palestinat, sur la rivère droite du Rhin. Ce traité devait être exécuté jusqu'à ce que la paix générale fût conclue.

« La trêve des deux couronnes est faite avec M. de Bavière, qui paraît être tout à fait détaché de l'Empereur, et, en effet, il évite sa ruine par là; je vis hier un de ses principaux conseillers, qui, sachant bien comme je voudrais pouvoir servir de bon cœur la maison palatine, me fit de grands compliments là-dessus... Je mande à M. le cardinal comme il est nécessaire, par toutes les raisons, que l'armée ne repasse pas le Rhin jusqu'à ce que toutes les choses soient bien établies et que l'on ait vu à quoi l'Empereur se résoudra [1]. »

Ferdinand III déclara Maximilien de Bavière coupable du crime de lèse-majesté, et prétendit que les troupes de Bavière lui appartenaient. Jean de Werth essaya de les conduire rejoindre l'armée impériale, qui n'était pas loin; il ne réussit pas, et « l'armée de l'Empereur se retira dans les pays héréditaires, non pas tant pour se rafraîchir que pour s'éloigner des confédérés ».

Le 15 avril, le roi envoya un « porteur exprès » à Turenne, pour lui faire savoir que « son intention était qu'il s'acheminât le plus tôt possible avec son armée dans le Luxembourg », après avoir mis dans

[1] Turenne à sa sœur, 4 avril.

quelques villes d'Allemagne « des commandants fidèles et capables, avec les garnisons nécessaires pour la garde d'icelles ».

Turenne essaya vainement de résister à la volonté de Mazarin. Il objecta « que la cavalerie allemande ferait peut-être quelque difficulté de le suivre, à cause des cinq ou six montres qui lui étaient dues ». Il remontra « que la perte de la maison d'Autriche était presque sûre par la réunion des armées de France et de Suède et par la séparation de celle de la Bavière, qui avait laissé l'armée de l'Empereur presque réduite à rien; qu'on remédierait bien à la crainte que la France avait de rendre les Suédois trop puissants par le partage qu'on ferait des conquêtes; que la France, tenant une partie de l'Allemagne et conservant l'amitié de M. de Bavière, se rendrait arbitre des affaires en Allemagne; que, si on en sortait avec l'armée, on laisserait M. de Bavière maître des affaires et en état de se tourner contre les Suédois quand il voudrait. » Malgré toutes ces raisons, M. de Turenne eut ordre de marcher en Flandre.

Le maréchal laissa reposer sa cavalerie avant de partir, et alla, avec l'infanterie, s'emparer, dans l'électorat de Mayence et la Hesse-Darmstadt, de quelques petites villes, Aschaffenbourg, Dibourg, Hoext, et enlever les troupes des princes dont il fortifiait ses régiments.

L'Autriche, affaiblie, était isolée en Allemagne; Turenne demanda de nouveau à se joindre aux Suédois pour l'écraser; mais, le 20 mai, Anne d'Autriche réitéra ses ordres d'une manière formelle; il fallut obéir.

L'armée eut rendez-vous à Philippsbourg, où elle passa le Rhin sans faire aucune difficulté, et arriva le 4 juin à Saverne; c'était la dernière étape de l'Allemagne. Le lendemain, Turenne donna l'ordre à tous les régiments de passer la montagne de Saverne. Il passa avec l'infanterie; mais de toute la cavalerie le régiment de Turenne seul l'accompagna. Les principaux officiers de l'armée, qui avaient fait « force raisonnements contre le voyage de France, vinrent trouver M. de Turenne et demandèrent toutes les montres dues ». Si les Weimariens possédaient des privilèges, s'ils avaient une solde plus forte que les troupes ordinaires, ils n'étaient pas pour cela payés plus régulièrement que les autres; à ce moment il leur était dû six mois. Mais ce n'était là qu'un prétexte; ils regrettaient de quitter un pays qu'ils connaissaient et où ils avaient toujours vécu dans l'abondance. Peut-être aussi craignaient-ils que, réunis à l'armée française et confondus avec les autres régiments de l'armée, on n'abolît leurs privilèges et qu'on ne les incorporât dans d'autres troupes. « Ils commencèrent à trouver mauvais qu'on eût nommé quelques officiers français à la place des Allemands qui étaient morts. Toutes les raisons sont bonnes pour des gens que l'esprit de cabale et de sédition a une fois saisis[1]. »

[1] Le P. Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie.*

Turenne répondit qu'il ne les pouvait payer; mais que, s'ils marchaient, il ferait toutes les démarches possibles auprès de la cour pour obtenir qu'ils fussent intégralement désintéressés, et il envoya MM. Rosen et de Tracy pour essayer de les ramener par la persuasion. Rosen demeura avec eux, prétendant qu'on le retenait par force. Cet ambitieux, qui pensait à se créer une position analogue à celle de Bernard de Weimar, voulut profiter de l'occasion que lui offrait le mécontentement des Weimariens pour se mettre à leur tête. Il se fit reconnaître comme leur général et s'apprêta à repasser le Rhin avec eux. Averti de leur départ, Turenne fit neuf lieues en un jour avec toutes ses troupes, et arriva sur les bords du Rhin au moment où les Weimariens commençaient, dans le plus grand désordre, à repasser ce fleuve sur des bateaux que la ville de Strasbourg leur avait prêtés. Leur confusion était telle, qu'on aurait pu les charger sans rien craindre; Turenne préféra employer encore les moyens de douceur, et les laissa passer. Comme la campagne s'avançait en Flandre, il y envoya les quatre régiments français de cavalerie qui lui restaient, et ne retint auprès de lui que trois mille hommes d'infanterie et un régiment de cavalerie; puis il passa sur la rive droite du Rhin avec douze à quinze personnes seulement. Il alla trouver le général Rosen, soupa chez lui, coucha au milieu des révoltés et continua de faire les fonctions de général en chef. Les Weimariens, ne se trouvant pas en sûreté à Strasbourg, résolurent de s'en éloigner et descendirent le long de la rive droite du Rhin. Turenne, qui était leur chef, se vit obligé de les suivre; c'était bien une révolte. On marcha quelques jours et on arriva à Ettlingen, petite ville du pays de Bade. Là Turenne, ayant fait venir cent mousquetaires de Philippsbourg, qui n'était qu'à huit lieues, fit arrêter Rosen, qui fut conduit à Nancy, où il resta un an prisonnier. Monglat prétend que, l'année suivante, le cardinal Mazarin lui rendit la liberté pour l'opposer à Turenne, lorsque le maréchal se fut déclaré contre le roi. Rosen regarda toujours son ancien chef comme son ennemi personnel et chercha sans cesse l'occasion de se venger. « Il fit mettre dans ses enseignes, pour devise, une tour tombant sur un rosier chargé de fleurs, avec cette devise : *Malgré la tour, les roses fleuriront* [1]. A la bataille de Rethel, ayant pris le bagage du vicomte de Turenne, il le lui envoya en lui faisant dire que ce n'était point à son bagage, mais à sa personne qu'il en voulait [2]. »

Une fois Rosen prisonnier, tous les officiers, jusqu'aux caporaux, se soumirent; deux régiments même rentrèrent dans le devoir et ne voulurent point suivre les autres, qui marchèrent vers la Franconie. Les révoltés choisirent pour chef l'un d'entre eux, en qui ils avaient confiance parce qu'il avait fait quelques études. « Les plus vieux cavaliers

[1] Allusion au nom des deux généraux : *Rosen*, qui signifie *roses*, et *la Tour* d'Auvergne.
[2] Le P. Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*.

prirent le titre d'officiers, et ils continuèrent ainsi à marcher en corps, observant une discipline qui aurait fait honneur à des troupes réglées. Arrivés à Nidenau, ils s'y arrêtèrent deux jours pour donner encore lieu à quelque négociation; mais M. de Turenne n'osa plus se fier à eux depuis la prison de Rosen[1]. »

Turenne, qui s'était mis à la poursuite des rebelles avec six cents hommes d'infanterie, quelques escadrons et quatre pièces de canon, voyant qu'il avait décidément perdu toute influence sur eux, et craignant que ces belles troupes ne se donnassent aux Impériaux ou au duc de Bavière, chargea, dans la vallée de la Tauber, leur arrière-garde engagée dans un défilé très étroit, entre Kœnigshofen et Arnstein, et les mit en pleine déroute. Il leur tua trois cents hommes et en prit autant; le reste, un millier environ, alla rejoindre l'armée suédoise.

Irrité de la conduite des Weimariens, le maréchal voulait, pour l'exemple, faire pendre quelques-uns des prisonniers. Un vieux soldat de soixante ans, à la barbe presque blanche, qui servait depuis sa dix-septième année, demanda à lui parler, tandis qu'on le menait au gibet, et, découvrant devant lui sa poitrine couverte de cicatrices : « Mon général, lui dit-il, ne souille point ta gloire en faisant mourir par la main d'un bourreau des hommes qui ont cent fois affronté la mort sous tes étendards. Nous t'avons manqué de fidélité, dis-tu; mais nous ne sommes que des mercenaires, et ton roi ne nous paye pas. Lequel a le premier manqué à sa parole? Crois-moi, ne déshonore pas ta victoire par d'odieuses rigueurs, et reprend pour compagnons d'armes des vétérans qui servent depuis tant d'années et qui verseront, s'il le faut, tout leur sang pour toi. — Il était inutile de servir si longtemps, si tu ne devais pas apprendre à obéir, » répondit Turenne, qui considérait l'obéissance comme la première vertu du soldat. Mais, son humanité reprenant le dessus, il fit grâce à tous les prisonniers et leur rendit du service.

Les plans du cardinal Mazarin, qui, s'ils avaient réussi, eussent très probablement exercé sur les affaires une influence décisive, furent ainsi, dit le P. Bougeant, « contrariés par un de ces événements qu'il n'appartient pas à la prudence humaine de prévenir, parce qu'elle ne saurait les prévoir. » Mazarin cependant n'ignorait pas les difficultés que présentait l'exécution de son dessein; il en avait été averti par Turenne.

Le maréchal, après avoir « raccommodé » de son mieux ses régiments, se mit en toute hâte en route pour la Flandre; mais il était trop tard pour qu'il prît à la campagne une part active; il reçut l'ordre de s'arrêter dans le Luxembourg, où il était arrivé au commencement de septembre, et se borna « à y faire une diversion, en prenant quelques

[1] Le P. Bougeant, *Hist. du traité de Westphalie.*

méchants châteaux » et quelques petites places, Virton, Mauguin, Falkenstein, Ripolskirche, etc.

Voyant que la saison était trop avancée pour que l'on pût rien entreprendre, Mazarin autorisa Turenne à se rendre à la cour. Mais les choses étaient bien changées en Allemagne, comme le maréchal l'écrivait à sa sœur le 13 octobre : « Par la lettre que M. le cardinal m'écrit, il met à mon choix de venir, sans que néanmoins cela puisse rien gâter aux affaires; je serais allé certainement en poste à Paris sans que j'aie appris le jour même que M. du Perron est revenu, comme Worms est assiégé et que toutes les affaires tournent en Allemagne, tout le parti impérial se réveillant par ce changement de M. de Bavière; je marche pour m'en aller vers le Rhin, très fâché de ne point vous voir. Si les affaires donnent un peu de relâche, je tâcherai à voir mon frère cet hiver. »

Le ministère français, en retirant Turenne d'Allemagne, avait fait une faute. Quand le vieux duc de Bavière vit les Français éloignés de ses États, quand il apprit la révolte et la dispersion de l'armée weimarienne, il céda aux sollicitations du parti impérial et de son entourage, et prit le parti de venir au secours de l'Empereur, poussé en Bohême par les Suédois. C'était moins le désir de la paix qui avait porté ce prince à signer le traité d'Ulm que le dessein de faire sortir de son pays l'armée franco-suédoise, et le désir de gagner du temps pour refaire ses troupes, qui étaient ruinées alors, afin de pouvoir recommencer la guerre. Cette trêve, qui devait se prolonger jusqu'à la pacification générale, pour se changer en paix définitive, ne dura que six mois, de mai à septembre 1647. D'accord avec son frère, l'électeur de Cologne, le duc reprit les armes dans le courant d'octobre. Cependant il feignit de croire qu'en rompant seulement avec la Suède il pourrait se maintenir en paix avec la France. Tandis qu'une partie de ses troupes courait en Bohême au secours de l'Empereur, le reste attaquait les places occupées en Souabe par les Suédois. Wrangel, qui avait pris Égra en Bohême, et qui contenait les forces impériales, se vit, après la jonction des Bavarois avec les Impériaux, dans la nécessité de reculer jusque dans le Brunswick. Il se déroba aux coups des alliés par une belle retraite, se réunit en Westphalie aux Hessois et au corps suédois de Kœnigsmarck, et appela Turenne à son secours.

Le maréchal n'accepta point la distinction que le duc de Bavière prétendait faire entre la Suède et la France, distinction qu'il n'eût été ni loyal ni politique d'admettre. De son autorité privée, car « il n'avait point d'ordres exprès de déclarer la guerre à M. de Bavière », Turenne écrivit à ce prince, dès qu'il sut qu'il s'était déclaré contre les Suédois, que le roi avait résolu de rompre le traité fait avec lui, « et l'on approuva cette démarche à la cour ». Sur l'ordre de Mazarin, le maréchal déclara officiellement la guerre au duc de Bavière vers la fin de décembre.

Turenne « demeura dans le pays de Darmstadt bien avant le mois de janvier, en attendant que les Suédois fussent en état de marcher »; mais leur armée était si fatiguée, qu'elle dut prendre du repos, et Turenne se retira du côté de Strasbourg. Il avait distribué des quartiers à son armée en Lorraine; et, croyant la campagne terminée, il se disposait à partir pour la France, lorsqu'on le prévint que les Suédois étaient en état de marcher et prêts à le faire, pourvu que l'armée française les rejoignît. Malgré la mauvaise saison, la fatigue de son armée et la ruine du pays à traverser, « M. de Turenne crut l'affaire si importante, qu'il se contenta d'envoyer M. de Vautorte à la cour pour lui apprendre qu'il allait repasser le Rhin, et la prier de l'assister. » On fortifia un peu son armée. « M. de Champfleury, lisons-nous dans une lettre à sa sœur, du 4 février, envoyé de la part de M. le cardinal, a obligé M. d'Erlach à me donner cinq cent cinquante hommes de pied et son régiment de cavalerie; il y a eu beaucoup de peine et s'y est très bien conduit. Je suis tout à fait brouillé avec M. d'Erlach; il ne répond point aux lettres que je lui écris et a renvoyé, à ce qu'on m'assure, la commission de lieutenant général; cela m'obligera à traiter mieux ses gens et à ne lui donner nul sujet de continuer sa colère[1]. »

L'armée quitta ses quartiers le 4 février et passa le Rhin sur des pontons, à Mayence, le 11 du même mois. Elle se composait de quatre mille cavaliers, quatre mille fantassins et vingt canons. La jonction de cette armée avec celle de Suède se fit à Gelnhausen, entre la Hesse et la Franconie, dans la plaine de Nordlingen, le 23 mars. Melander, le général de l'Empereur, après avoir repoussé les Suédois jusque dans le nord de l'Allemagne, avait laissé dépérir son armée, qu'il avait occupée à faire, au cœur de l'hiver, le siège des places hessoises, tandis que Wrangel avait profité de la saison pour rétablir la sienne. Les Austro-Bavarois s'effrayèrent à l'approche des armées alliées et se retirèrent. Ils passèrent d'abord l'Altemuld, rivière sur laquelle ils demeurèrent retranchés quelques jours; puis le Danube à Ingolstadt, quand les Franco-Suédois furent arrivés à Markpissing, près de Donawert. Là les alliés se séparèrent.

Des difficultés s'étaient élevées entre les généraux au sujet des troupes weimariennes qui s'étaient enrôlées, l'année précédente, dans l'armée suédoise[2]. Turenne n'avait jamais abandonné l'espoir de ramener ces vétérans au service de la France, et, dès le début de la campagne, il les redemanda au général suédois comme des troupes qui lui appartenaient, en exprimant la crainte qu'ils ne devinssent entre les deux armées un sujet perpétuel de jalousies et de dissensions. Si le vicomte

[1] Nous signalerons en passant, mais sans y insister, car la vie de Turenne est pleine de traits de ce genre, la manière dont il se propose de traiter un homme avec qui il est brouillé et qui ne répond point aux lettres qu'il lui écrit.

[2] Voir le P. Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie.*

de Turenne, disait Wrangel, eût fait cette demande quelques mois auparavant, on aurait eu le temps d'accommoder ce différend; mais il prétendit qu'elle était déplacée au commencement d'une campagne, et répondit qu'il n'était pas en son pouvoir de renvoyer à l'armée française des troupes qui avaient fait serment à la reine de Suède, et encore moins d'en donner d'autres à leur place. Turenne persista dans sa demande et Wrangel dans son refus, de sorte que cette querelle aurait pu causer de la division entre les deux armées si les généraux de part et d'autre avaient eu moins de modération. Un nouveau motif de désunion vint s'ajouter à ce grief.

Après avoir poussé l'ennemi au delà du Danube, le général Wrangel « se proposait d'entrer dans le haut Palatinat, de s'y rendre maître d'Amberg et de toute la province, où les deux armées pourraient subsister commodément, et ensuite de passer le Danube et le Lech pour pénétrer en Bavière et y établir le théâtre de la guerre. Or il trouva encore dans M. de Turenne de l'opposition à ce dessein. Le vicomte tirait des contributions de la Souabe et du Wurtemberg. Il y avait ses magasins, qui fournissaient à la subsistance de ses troupes. Entrer si avant dans le haut Palatinat, c'était trop s'éloigner de ces provinces et les exposer à être ravagées par les Bavarois, qui par ce moyen lui couperaient les vivres et les subsistances. Wrangel représentait, de son côté, qu'il ne pourrait pas subsister lui-même sur les bords du Danube. Le vicomte voulut profiter de l'embarras du général suédois pour lui redemander ses Weimariens ou un égal nombre de troupes, qui dépendissent uniquement de lui et dont il pût disposer à son gré, promettant, à cette condition, de suivre l'armée suédoise dans le haut Palatinat[1] ».

Wrangel refusa et entra en Bohême. Turenne s'en alla entre la Franconie et l'évêché de Bamberg, où il prit Hornbourg, Horneck et Mospach.

Les Impériaux, voyant les armées séparées, crurent qu'il y avait mésintelligence entre les Français et les Suédois. Ils repassèrent le Danube près de Ratisbonne. Les Suédois, qui ne s'étaient pas beaucoup éloignés, se replièrent, le 1er avril, sur le Wurtemberg, où ils rejoignirent Turenne et où les deux armées restèrent réunies jusqu'au 12 mai.

Le 16, Turenne et Wrangel arrivèrent à Lawingen, avec Kœnigsmarck et six régiments de cavalerie, pour se rendre compte de la situation de l'ennemi. Ayant appris que les troupes de l'Empereur étaient tout près, ils firent promptement passer le Danube à leur armée.

Le dimanche 17 mai, à huit heures du matin, les troupes alliées

[1] Voir la *Relation de l'irruption faite en Bavière par les armées confédérées sous le commandement de M. de Turenne, maréchal de France, lieutenant général du roi en Allemagne, et de M. Wrangel, maréchal de camp, général de l'armée de Suède, en l'année* 1648. Cette relation, qui faisait partie des papiers du maréchal de Turenne, a été publiée par Grimoard dans la *Collection des lettres et mémoires trouvés dans le portefeuille de M. de Turenne.*

arrivèrent à Zusmarshausen, où était l'aile gauche de l'Empereur, commandée par Montecuculli, avec huit cents fantassins et six pièces de canon; le reste de l'armée, après avoir incendié le camp, battait en retraite à la faveur des bois et des ravins dont le pays était coupé. La situation occupée par l'ennemi était très bonne. Il était protégé, d'un côté par un bois, de l'autre par une rivière; l'infanterie gardait le passage, qui était fort étroit; l'artillerie était placée en arrière, sur une éminence.

On attaqua vigoureusement l'infanterie; une première attaque fut repoussée, la seconde réussit; le passage fut forcé, et les Impériaux se retirèrent. Comme on les chargeait sans cesse en queue, deux mille mousquetaires, commandés par Melander, se détachèrent du gros de l'armée pour protéger la retraite. Ils arrêtèrent à un second défilé l'élan des armées alliées; mais la cavalerie française à droite, et la suédoise à gauche, firent une charge furieuse devant laquelle tout céda. Melander fut tué. Les escadrons impériaux, réunis sur une montagne pour protéger le bagage, ne purent résister au choc et plièrent en désordre. Huit pièces de canon, beaucoup d'officiers et d'étendards furent pris. On s'empara aussi d'un grand nombre de chariots; mais, grâce à l'énergique résistance des mousquetaires qui avaient défendu le défilé, l'ennemi avait eu le temps de les dételer et d'emmener les chevaux.

Après une poursuite d'une heure et demie, on rencontra de nouveau l'armée ennemie postée derrière une petite rivière très encaissée, dont elle avait rompu le pont, et dont deux brigades d'infanterie défendaient l'unique gué. On avait élevé quelques retranchements et mis l'artillerie en position.

Dès que le canon des alliés fut arrivé, on plaça en batterie vingt pièces qui battirent l'armée bavaroise rangée près du gué. Le courage des Bavarois fut admirable. Ils essuyèrent deux cents volées de canon à deux cents pas et laissèrent sur le terrain plus de la moitié de leur effectif. « L'on voyait un escadron de cent vingt ou cent cinquante chevaux réduit à cinquante ou soixante sans s'ébranler. » Le régiment de Turenne voulut forcer le passage. Il y perdit cent cinquante hommes et fut obligé de se retirer sans l'emporter. Enfin les impériaux firent donner l'ordre au prince Ulrich de Wurtemberg, qui commandait les Bavarois, et qui, par sa bravoure, « certainement sauva le reste de l'armée de l'Empereur et de Bavière, » de se replier sur le gros de l'armée, et, à la faveur de la nuit, les ennemis se retirèrent sous les murailles d'Augsbourg. Quinze cents hommes, six pièces de canon, beaucoup de bagages : telles furent les principales pertes des impériaux.

Après cette victoire, les armées confédérées s'approchèrent d'Augsbourg. Les ennemis voulurent défendre le passage du Lech; mais Turenne s'empara du pont de Rain et passa le 20 mai.

A ce moment, Wrangel, sentant combien il importait de rétablir plus que jamais la bonne harmonie entre les deux armées, voulut donner, au moins en apparence, satisfaction à Turenne au sujet des troupes weimariennes. Il déclara donc aux soldats qu'il permettait à ceux qui le voudraient de repasser au service de la France, ne croyant pas qu'ils fussent disposés à profiter de cette permission, qu'il leur donnait uniquement pour avoir un moyen de se justifier auprès de Turenne. Il fut fort étonné d'apprendre que, dès le second jour, près de quatre cents Weimariens l'avaient déjà quitté. Il changea alors d'avis, prétendit qu'il n'avait donné cette permission qu'aux régiments qui voudraient passer en corps à l'armée française, et défendit aux soldats, sous peine de la vie, de changer isolément d'armée. Cependant, craignant que cette défense n'arrêtât pas la désertion, il prit le parti d'en ôter l'occasion en éloignant ces troupes, sujet perpétuel de discorde entre les deux armées, et il les donna à Kœnigsmarck, qui les conduisit en Bohême.

Les alliés entrèrent ensuite en Bavière et marchèrent sur l'Iser. On prit les villes de Pfaffenhausen et de Freysingen. Turenne et Wrangel firent faire, dans cette dernière ville, deux ponts sur lesquels on passa l'Iser, le 12 juin. Les Austro-Bavarois, découragés, avaient mollement défendu le passage du Lech et celui de l'Iser; ils se retirèrent derrière l'Inn, après avoir jeté de fortes garnisons d'infanterie dans Munich, Weissembourg et Ingolstadt.

Le 15, les deux armées campèrent sur les bords de l'Inn, qui est la dernière rivière de Bavière, et dont le cours large et profond les arrêta. « M. de Bavière, en ce temps-là, quitta Munich, où il était, se retira derrière la rivière d'Inn et s'en alla avec fort peu de suite, dans un âge fort avancé (il avait soixante-dix-huit ans), dans l'archevêché de Salzbourg, où il fut à peine reçu qu'il songea à passer dans le Tyrol. »

La Bavière fut livrée à l'invasion. Les confédéres trouvèrent beaucoup de bétail et de grain dans ce riche pays, qui avait jusque-là échappé aux incursions ennemies; ils levaient partout de grosses contributions. « Les Suédois, plus avides et plus impatients de vengeance, ruinaient ou réduisaient en cendres tout ce qui leur tombait en partage. Ce nouveau désastre de la Bavière fut le dernier grand fait d'armes de la guerre en Allemagne, un avertissement décisif à l'Empereur de ne plus s'opiniâtrer dans la lutte[1]. »

« Les armées de France et de Suède n'avaient jamais pénétré si avant, et il était d'une extrême conséquence de passer la rivière d'Inn, à cause du pays d'Obernperg, qui en est fort proche et qui est des terres héréditaires de l'Empereur, que l'on eût certainement fait soulever. » C'était en Autriche même que les alliés pensaient à pénétrer. Le 19, ils entrèrent

[1] Gaillardin *Histoire de Louis XIV.*

à Muhldorf, où ils trouvèrent de nombreux magasins, et où ils restèrent jusqu'au 6 juillet. Mais Turenne ne put traverser l'Inn; il n'avait pas de bateaux, et ne put arriver à construire un pont sur pilotis; il perdit trois semaines en efforts infructueux; puis, les fourrages étant épuisés, l'armée passa à Neumarck et à Eggenfeld, où des pluies continuelles la retinrent jusqu'au 22 juillet. Le 15, les Français reçurent un renfort de mille fantassins.

Pendant ce temps, l'Empereur s'était préparé à tenter un effort suprême pour écarter la guerre de ses États héréditaires. Il pacifia la Hongrie par des concessions faites aux protestants, rassembla une armée de dix mille fantassins et de quinze mille cavaliers, auxquels le duc de Bavière fournit beaucoup de chevaux, et la confia à Piccolomini, rappelé exprès des Pays-Bas. Les Impériaux « passèrent le Danube à Passau, et les armées opposées se trouvèrent à cinq ou six heures les unes des autres. On ne jugea pas à propos d'attendre l'ennemi sur l'Inn, mais plutôt sur l'Iser, où on avait la commodité de moulins ». Les alliés se retranchèrent et firent trois ponts sur l'Iser. Les deux armées s'observèrent pendant quatre semaines sans qu'il se fît rien d'important. « Les gardes étaient à la vue des unes des autres, et il se passa fort souvent des actions dans les convois de fourrages et dans les partis. » Turenne et Wrangel harcelaient sans relâche les Impériaux, leur coupaient les vivres et leur prenaient des partis de cavalerie; mais ils n'osaient en venir à une affaire décisive, parce que les ennemis se retranchaient chaque jour dans de fortes positions. Cette situation dura jusqu'au 17 août, où les ennemis remportèrent un petit avantage de peu de conséquence; ils se retirèrent le 28 août.

Les généraux alliés profitèrent de la retraite des Impériaux pour reculer eux-mêmes. Les négociations avançaient à Munster; la paix paraissait prochaine. Le 24 août, les conseillers et ambassadeurs des princes, électeurs et États de l'Empire, au traité de la paix générale, écrivirent d'Osnabrück à Turenne :

« Nous ne faisons point de doute que Votre Altesse n'ait déjà été informée de tout ce qui s'est passé ici de part et d'autre au traité de la paix...

« Et cela étant, la raison veut que toutes les hostilités, contributions exorbitantes, pressures, concussions, brûlements et toutes autres surcharges militaires cessent à l'avenir... Nous prions Votre Altesse, comme il appartiendra au nom de Monseigneur et MM. nos Principaux, qu'il lui plaise de vouloir faire cesser tout acte d'hostilités et contributions jusqu'à ce qu'elle ait reçu les ratifications, de part et d'autre, du traité de la paix avec la couronne de France et aussi de la paix générale, et, en considération que le traité de la paix est si avancé, d'ordonner à tous les gens de guerre qui sont sous son commandement que dès à présent tous actes d'exorbitance, brûlements, contributions, pressures et con-

cussions cessent, et les faire vivre en bonne discipline militaire, afin que les Etats de l'Empire ne soient pas trop incommodés et surchargés; ce que, Monseigneur, nos Principaux attendent, outre que cela est sans doute l'intention de Sa Majesté Royale de France. »

« Les ennemis souffraient beaucoup, dit Turenne, mais nous bien davantage, parce qu'il y avait bien plus longtemps que nous y étions qu'eux, et nous nous opiniâtrâmes à ne point décamper les premiers. » Pendant ce temps, Kœnigsmarck s'emparait de Prague, ce qui obligea Piccolomini à envoyer en Bohême un détachement de son armée. Turenne demeura en Bavière jusque dans l'arrière-saison; mais, ne voulant pas hiverner dans un pays si éloigné, il se rapprocha de la France. Il repassa le Lech, le 10 octobre, à Landsberg, et, le 15, le Danube à Donawert. « Il n'y a, dit Napoléon, d'autre événement militaire dans cette campagne que le combat de Zusmarshausen; Turenne est le premier général français qui ait planté les couleurs nationales sur les bords de l'Inn. Dans cette campagne et dans celle de 1646, il parcourut l'Allemagne en tout sens avec une mobilité et une hardiesse qui contrastent avec la manière dont la guerre s'est faite depuis. Cela tenait à son habileté et aux bons principes de guerre de cette école, ainsi qu'au grand nombre de partisans et d'alliés qu'il trouvait partout. »

Le 24 octobre, la paix était signée à Munster; la guerre de Trente ans était finie. « Le comble de l'honneur qu'un grand capitaine puisse désirer, c'est de finir la guerre par une paix honorable, » écrivait le marquis d'Anspach à Turenne; et de nombreuses félicitations lui étaient directement adressées, notamment par l'électeur de Mayence et le duc de Wurtemberg. Ce n'était pas sans raison qu'on attribuait aux hommes de guerre une large part dans l'œuvre des diplomates. C'était aux succès de Condé et de Turenne, autant qu'à l'habileté de Servien et d'Avaux, qu'était due la paix si ardemment désirée.

Il est difficile de dégager brièvement et clairement, des innombrables dispositions que contiennent les cent dix-neuf articles du traité de Munster, les mobiles secrets et multiples qui faisaient agir les représentants des puissances engagées dans ce débat.

« Ce débat européen, cette complication inextricable d'exigences de toutes sortes se réduisait pourtant à quatre questions principales :

« 1° Les conditions de paix entre la France et la maison d'Autriche;

« 2° Les satisfactions réclamées par les alliés de la France, princes allemands ou étrangers;

« 3° Le règlement de l'état de la religion en Allemagne, tolérance et propriété des biens ecclésiastiques;

« 4° Le remaniement de la constitution de l'Empire au détriment de l'unité, au profit des souverainetés territoriales[1]. »

[1] Gaillardin, *Histoire de Louis XIV.*

L'Espagne, moins directement atteinte que l'Empire, se retira au dernier moment pour continuer la lutte, et même, dans son désir d'empêcher l'accord, elle n'hésita pas, par haine de la France, à conclure avec les états généraux un traité particulier qui fut signé le 30 janvier 1648, et qui reconnaissait l'indépendance des Provinces-Unies. Les Hollandais, qui connaissaient la faiblesse de leurs anciens maîtres, craignaient moins le voisinage des Espagnols que celui de la France.

Philippe IV pensait que l'Empereur ne traiterait pas sans lui; il se trompait. Ferdinand III, accablé par ses revers, menacé jusque dans ses États héréditaires par les armées de Wrangel et de Turenne, aspirait à une paix qu'il sentait nécessaire à sa sécurité; il fit de nombreuses et importantes concessions.

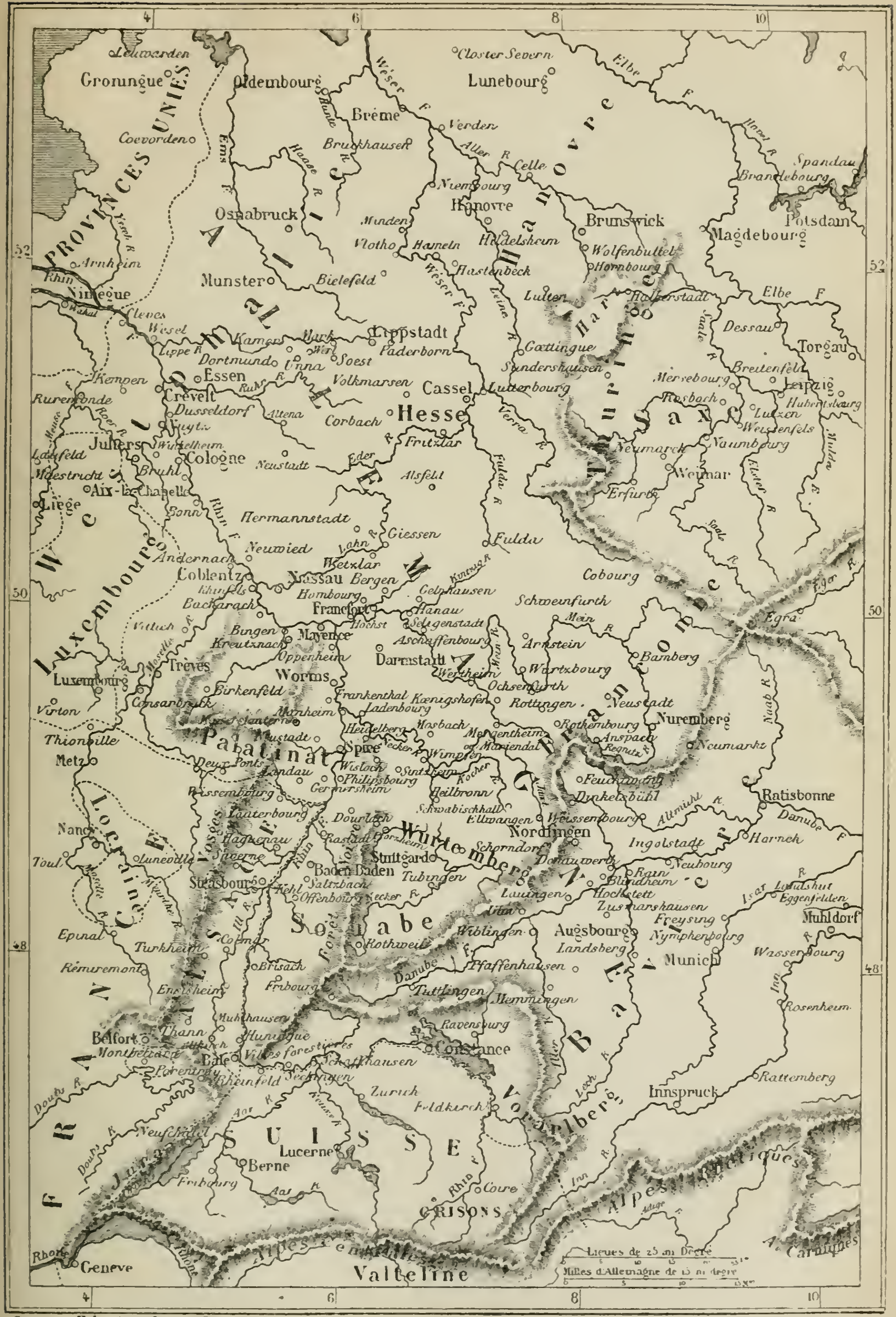
L'Empire reconnut la pleine et entière souveraineté de tous les États et princes d'Allemagne non compris dans ses domaines; ils eurent le droit de s'allier à des puissances étrangères, pourvu que ce ne fût « ni contre l'Empereur ni contre l'Empire ». La neutralité suisse fut reconnue; les ducs de Savoie, de Modène et de Mantoue rétablis dans leurs Etats. L'Empire renonçait à tout droit sur les Trois-Évêchés, Metz, Toul et Verdun, que la France possédait depuis un siècle, mais sans en avoir officiellement acquis la souveraineté. Les Français gardaient Brisach avec toute sa banlieue, la haute et la basse Alsace, sauf Strasbourg; ils avaient le droit de tenir garnison dans la ville de Philippsbourg, donnée à l'électeur de Trèves, avec « libre passage par terre et par eau dans l'Empire, toutes les fois qu'il sera besoin d'y conduire des soldats, des munitions et autres choses nécessaires »; ils continuaient à occuper la Lorraine, tout en promettant de la restituer à son duc s'il acceptait leurs conditions; ils conservaient Pignerol.

La Suède eut l'île de Rugen, Wismar, la Poméranie occidentale avec Stettin, l'évêché de Verdun et l'archevêché de Brême, ce qui mettait en sa possession les bouches de l'Oder, de l'Elbe et du Weser, plus une indemnité de guerre de cinq millions et trois voix à la diète.

Cet important traité mettait fin à la suprématie de l'Autriche en Europe et ouvrait une période d'influence et de gloire à la France. Demeurée fidèle à tous ses engagements, prenant en main la cause des faibles, elle avait avec habileté contre-balancé tous les intérêts rivaux, n'élevant pas trop ses amis, n'abaissant pas trop ses ennemis, mettant en pratique, en un mot, la politique d'équilibre qui pendant si longtemps a prévalu dans les règlements d'intérêt des puissances européennes.

La paix signée, Mazarin écrivait à Turenne, le 6 novembre, une longue dépêche, non pour l'en informer, le maréchal en avait reçu avis de Munster directement, mais pour lui faire connaître différents articles du traité qui concernaient les chefs de corps et qui étaient relatifs à la cessation des hostilités, aux contributions, quartiers, logements de gens de

CARTE DE L'ALLEMAGNE
pour suivre les Campagnes de Turenne 1643-1675



Gravé par Erhard 12 r. Duguay Trouin Paris

guerre, restitutions de places et licenciement des troupes. On reconnaît dans cette dépêche le prudent et rusé ministre qui tournait si habilement les difficultés. Il recommande deux chefs importants à Turenne :

« Le premier, lui dit-il, est d'ajuster les choses en sorte que l'armée que vous commandez puisse subsister encore cet hiver aux dépens de l'Allemagne, et ne tombe point sur nos bras dans l'Alsace et la Lorraine. »

Et pour cela il faut user d'adresse.

« On avait écrit à M. Servien, continue Mazarin, de faire résoudre dans l'Assemblée que l'armée logerait en Allemagne pendant l'hiver; mais il n'osa seulement mettre ce point sur le tapis, ayant reconnu que les États rompraient plutôt avec les couronnes que d'y consentir formellement... Mais il y a de certaines choses qui sont plus faciles à obtenir dans l'exécution qu'il n'est aisé d'en faire demeurer d'accord auparavant par une convention expresse... »

Mazarin explique comment il compte gagner du temps. Le retrait des troupes ne doit avoir lieu qu'après l'échange des ratifications, qui se fera vers le 25 décembre; « il faudra encore, après cela, faire la restitution des places, ce qui ne pourra s'exécuter qu'à diverses fois et après divers délais, afin que l'on sache, avant que de passer outre, si chacun exécutera de son côté et de bonne foi ce à quoi il sera obligé par le traité ; et cela emportera beaucoup de temps, et tout au moins nous portera insensiblement à la fin de février, présupposé même qu'il n'y ait point de manquements de la part des Impériaux. Cela étant fait, les troupes du roi, quittant leurs quartiers, ne pouvant marcher qu'à petites journées pendant l'hiver, n'arriveront deçà le Rhin que vers la fin de mars, et par conséquent on aura gagné insensiblement tout le temps qu'on désire, sans qu'il ait quasi été besoin d'en convenir expressément...

« Le second chef, qui est de dernière conséquence, est de régler en sorte la forme du licenciement des troupes, que les Espagnols ne profitent pas de toutes celles de l'Empereur et peut-être encore de celles de Bavière, outre le corps de Lamboy, qu'il sera bien malaisé de leur ôter. »

Mazarin se préoccupait vivement du parti que prendraient les troupes que la paix allait rendre disponibles. Il ne se faisait pas illusion. L'armée de l'Empereur et celle de l'électeur de Cologne devaient naturellement passer au service des Espagnols. Pour s'y opposer il aurait fallu de l'argent, beaucoup d'argent, et il n'y en avait pas. « Nous ne pouvons rien tirer de ce côté-là qu'à force d'argent, dont nous n'avons pas, à beaucoup près, pour les choses absolument nécessaires. »

Mazarin engage Turenne à attirer au service de la France « quelques bons chefs de l'armée de Suède et de celle de Bavière, de ceux qui sont les plus accrédités parmi la soldatesque et les plus capables de la bien maintenir et de la faire vivre avec ordre et discipline ».

Il ne se dissimule pas que pour réussir il faut de l'argent, et il en cherche. « Je travaille présentement à chercher vingt mille pistoles malgré toute notre disette, pour les employer en nouvelles levées; et, si je viens à bout de les trouver, comme je l'espère, avec un peu de temps, ce n'aura pas été un effort médiocre. Je me promets même qu'il y aura lieu de faire beaucoup avec une pareille somme. »

Turenne avait fait vivre ses troupes sur le territoire étranger presque uniquement avec les ressources qu'il tirait des contributions. Mazarin ne l'en blâme que fort doucement.

« M. le duc de Bavière a écrit ici, faisant de grandes plaintes des excès et désordres commis dans ses États par vos troupes, qu'il dit lui avoir fait beaucoup plus de mal que les Suédois même, et insiste fort sur ce qui s'est passé à Arlingen; on a répondu le mieux que l'on a pu en vous excusant sur ce qu'on n'est pas toujours bien maître de la soldatesque; mais nous voyons bien effectivement que vous avez fait des merveilles à conserver si bien l'armée sans avoir touché un sol depuis si longtemps; il sera bon néanmoins qu'autant qu'il dépendra de vous, vous essayiez d'adoucir avec ce prince l'aigreur des choses passées. »

Conformément à ces instructions, Turenne passa l'hiver avec son armée cantonnée en Souabe et en Wurtemberg, tandis qu'en France la Fronde commençait.

CHAPITRE TROISIÈME

LA FRONDE

(1648-1652)

« L'année 1648 se peut dire avec raison une des plus heureuses et des plus funestes tout ensemble que la France ait eues depuis trois siècles ; car, si l'on considère les progrès que les armes du roi y ont faits, l'on ne trouvera rien de plus signalé ni de plus remarquable ; et si l'on en examine la fin, on y verra des commencements de troubles et d'affaires si épineuses, qu'il s'en est peu fallu qu'elles n'aient culbuté l'État de fond en comble [1]. »

On se fait en général une fausse idée de la situation intérieure de notre pays au XVIIe siècle.

Les succès militaires de la France, de 1643 à 1648, le rôle prépondérant qu'elle prit dans les négociations du traité de Westphalie, les glorieux débuts, la magnificence et la majesté du règne de Louis XIV, ont jeté un éclat qui a ébloui et dérouté l'histoire. Pour nous, cette époque ne réveille que des souvenirs de triomphe et de splendeur. Pendant longtemps, les écrivains qui osaient révéler les misères cachées sous ces brillants dehors semblaient jeter une note discordante dans un concert harmonieux. Et cependant la situation était en réalité bien sombre. Avant d'entrer dans le récit des troubles de la Fronde, examinons rapidement les causes diverses qui ont amené ces funestes discordes civiles où la royauté et la France faillirent périr.

Vers le milieu du XVIIe siècle, un esprit d'indépendance et de révolte

[1] *Mémoires du maréchal de Gramont.*

soufflait en Europe. Partout les peuples s'agitaient : Alexis en Sicile, Masaniello à Naples, Balbi à Gênes, les janissaires à Constantinople, Cromwell en Angleterre, les frondeurs en France. Partout aussi les peuples souffraient. La guerre de Trente ans avait été l'origine d'incalculables malheurs et d'un malaise qui s'était étendu jusqu'aux nations restées en dehors de la lutte. Les armées, composées en général de mercenaires étrangers à toute idée de patrie et d'humanité, mal payées la plupart du temps, avaient pris l'habitude de remplacer par le pillage la solde qui faisait défaut ; les soldats commettaient en pays ami d'indignes rapines, et en pays ennemi des violences et des cruautés sans nom. Ce furent surtout les malheureuses contrées où se portait habituellement l'effort de la guerre qui eurent à souffrir : le Palatinat, nous l'avons vu, était devenu une immense solitude ; les pays frontières, Lorraine, Champagne, Picardie, Bourgogne, ravagés par de fréquentes incursions, en proie au pillage et à l'incendie, à des violences de toute espèce, à la disette, à la peste, offraient le désolant spectacle d'une ruine universelle et complète. En Lorraine, disent les mémoires du temps, les glands et les racines devinrent la nourriture ordinaire. Il y en avait qui allaient à la chasse aux hommes comme on va à la chasse aux lièvres ; les charognes et les bêtes mortes sont recueillies des pauvres gens comme de bonnes viandes [1], etc. etc.

Et qu'on ne croie pas que les provinces épargnées par le fléau de la guerre fussent plus heureuses. Les impôts, le passage des gens de guerre, les famines, les maladies épidémiques y amenaient aussi la désolation et la ruine.

« Dans la province de la Marche, les disettes et les maladies épidémiques étaient, à cette époque, en permanence, pour ainsi dire ; au lieu de deux ou trois livres, prix ordinaire, le blé s'éleva à dix-huit ou vingt livres, et monta même jusqu'à trente. On voyait aux portes des maisons riches plus de mille pauvres demandant leur vie : ils étaient contraints de manger l'herbe des champs. On faisait du pain avec du chiendent, de la fougère et des coques de noix broyées. En la paroisse de la Croix, près Saint-Sornin-la-Marche, une malheureuse mère sans ressources, voyant sa fille mourir de faim, éperdue de douleur, lui abattit la tête d'un coup de cognée et se pendit ensuite. Les fièvres malignes et pourprées décimèrent le pays pendant trois ou quatre années.

« Impossible d'obtenir taille ou impôt quelconque de tous les malheureux qu'écrasaient à l'envi les soldats français ou étrangers ; il fallait donc faire retomber le poids si lourd des charges sur les autres provinces [2]. » Aussi des émeutes, des révoltes éclataient de toutes parts :

[1] *Mémoires* du temps, cités par Feillet. — *La Misère au temps de la Fronde.*
[2] Feillet.

les *va-nu-pieds* en Normandie, en Guienne les *croquants*, et beaucoup d'autres moins connues sur tous les points du territoire.

Omer Talon, dans un discours prononcé le 15 janvier 1648, en une séance du parlement où le roi, dans un lit de justice, fit enregistrer un édit créant de nouveaux impôts, traçait de la situation des paysans le tableau suivant :

« Il y a, Sire, dix ans que la campagne est ruinée, les paysans réduits à coucher sur la paille, leurs meubles vendus pour le payement des impositions auxquelles ils ne peuvent satisfaire, et que, pour entretenir le luxe de Paris, des millions d'âmes innocentes sont obligées de vivre de pain de son et d'avoine et n'espérer d'autre protection que celle de leur impuissance. Ces malheureux ne possèdent aucun bien en propriété que leurs âmes, parce qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan; les habitants des villes, après avoir payé la subsistance et le quartier d'hiver, les étapes et les emprunts, acquitté le droit royal et de confirmation, sont encore imposés aux aides. »

De toutes parts s'élève un cri de douleur et de désespoir.

Les impôts, la mauvaise administration des finances : voilà, avec les maux de la guerre et les dissensions des grands, la cause véritable de tous ces malheurs. Les charges publiques étaient inégalement et injustement réparties ; l'impôt direct, la taille, écrasait le peuple, les roturiers seuls ; les privilégiés en étaient exempts, et les malversations des agents du fisc empêchaient la plus grande partie de ces impositions, si lourdes pour la partie la plus nombreuse, mais la moins riche de la population, de rentrer au trésor. Le contribuable écrasé, le trésor vide : tel était le résultat du système déplorable de perception des deniers de l'État en usage à cette époque. Le revenu public était affermé à ceux qui se chargeaient de l'avancer et d'en opérer eux-mêmes le recouvrement. Il va sans dire qu'en échange de ce service, ils prélevaient pour eux une large part de l'impôt. Le surintendant des finances Particelli d'Émery, que Retz appelle « l'esprit le plus corrompu de son siècle », est demeuré l'un des types des financiers impopulaires et exécrés de cette époque. Il osait dire en plein conseil, « je l'ai ouï, » écrit avec stupeur le cardinal de Retz, qui n'était pas facile à scandaliser cependant, que la bonne foi « n'était que pour les marchands ». Il se savait détesté, mais il s'en inquiétait peu, « les financiers n'étant faits que pour être maudits ». Après avoir emprunté à vingt-cinq pour cent, puis retranché des quartiers aux rentiers, il ne reculait pas devant une banqueroute universelle, « attendu que les créanciers de l'État étaient tous des gens de rien ou trop riches. »

L'administration des gabelles était une véritable inquisition. La contrebande du sel amenait chaque année, en moyenne, « l'arrestation sur les grands chemins de deux mille trois cents hommes, dix-huit cents femmes, six mille six cents enfants, onze cents chevaux, cinquante voi-

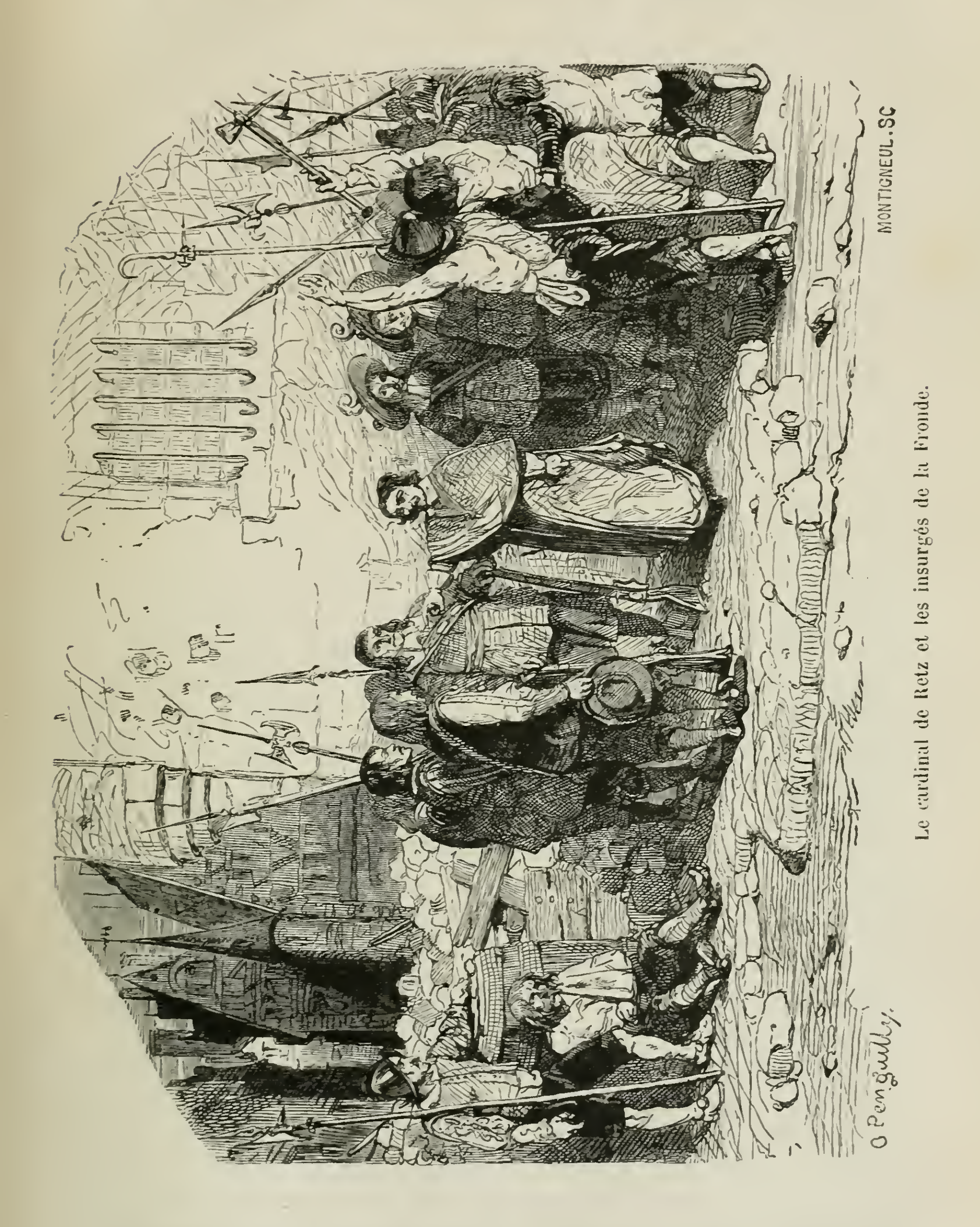
tures. La gabelle fournissait environ le tiers du nombre total des forçats du royaume, trois cents environ; et les prisons, pour le même délit, n'avaient guère moins de dix-sept à dix-huit cents habitants[1]. »

Ajoutez à cela une réglementation excessive, maladroite et tracassière, qui, sous prétexte de tout surveiller, entravait et paralysait tout : le commerce, l'industrie, l'agriculture. Le commerce des grains, la meunerie, la boulangerie n'étaient pas libres ; les routes étaient mauvaises, les péages excessifs. Les mœurs étaient encore âpres et dures. « Tout était rude, même un peu grossier, les esprits comme les cœurs[2]. » Le peuple souffrait, il était ignorant, mécontent, prêt à la révolte ; les grands seigneurs, domptés un moment par la main de fer de Richelieu, relevaient la tête sous l'administration moins ferme de Mazarin. Les empoisonnements, les assassinats, les duels restaient le plus souvent impunis. Peu ou pas de police. « Paris, malgré les éloges qu'on ne cessait de donner à sa magnificence, offrait un étrange aspect... Des mendiants s'y promenaient le jour, offrant le spectacle hideux de leurs infirmités factices. Aux premières ombres de la nuit, ils faisaient place, en hiver, à des hommes hardis qui, « se disant filous, » suivant les propres expressions d'un arrêt du parlement (7 août 1623), enlevaient les manteaux, coupaient les bourses et quelquefois assassinaient le bourgeois retenu loin de chez lui passé huit heures du soir[3]. »

Paris, disposé de tout temps à prendre parti contre le pouvoir, avait été mécontenté par différentes mesures d'Émery, notamment l'édit du toisé, qui atteignit plus particulièrement la bourgeoisie. En 1548, un édit avait défendu « de bâtir des maisons nouvelles dans les faubourgs, à peine de démolition desdites maisons, confiscation des matériaux et amendes arbitraires ». Cette ordonnance, qui datait de près d'un siècle, était tombée en désuétude; des rues, des quartiers entiers s'étaient élevés avec l'approbation, tacite ou formelle, de l'administration. Aussi l'irritation des propriétaires fut-elle très vive quand, en 1644, parut une ordonnance qui les condamnait à démolir leurs maisons, « si mieux n'aimaient payer une taxe calculée pour chaque toise de construction. » Le parlement ayant résisté, Mazarin céda. Il se contenta d'exiger un dixième de la somme primitivement demandée, pour ne pas paraître reculer entièrement. En 1647, de nouveaux édits fiscaux amenèrent un commencement d'émeute. Paris était très agité, « chaque marchand dans sa boutique raisonnait des affaires d'État, » dit Mme de Motteville avec étonnement. « Le peuple entrait dans le sanctuaire[4]. » Enfin le parlement, directement menacé par de nouveaux édits fiscaux, irrité par l'emprisonnement de trois de ses membres, dont deux moururent en prison,

[1] Feillet.
[2] Cousin, *la Jeunesse de Mme de Longueville.*
[3] Barrière.
[4] *Mémoires du cardinal de Retz.*

encouragé par la popularité que lui valait sa résistance à Mazarin, se décida à entrer dans la vie politique. Il rendit, le 14 mai 1648, un arrêt célèbre qui prononça l'union des quatre compagnies souveraines :



Le cardinal de Retz et les insurgés de la Fronde.

le parlement, la chambre des comptes, la cour des aides, le grand conseil. Des députés de ces compagnies, au nombre de soixante, se réunirent dans la chambre de Saint-Louis, au palais de justice, « pour servir le public et le particulier, et réformer les abus de l'État. » Ils arrêtèrent, du 30 juin au 12 juillet, vingt-sept articles qui furent soumis à la reine. La régente dut céder aux circonstances et consentit à ce qu'on exigeait

d'elle; mais, tout en « jetant des roses à la tête des factieux », elle regrettait les concessions que lui arrachaient les membres du parlement et ne se cachait pas pour dire qu'elle se proposait bien « de les en faire repentir ». Elle fit venir des troupes à Paris, et, lorsque la nouvelle de la victoire de Lens que le grand Condé venait de remporter arriva à la cour, elle se résolut à des mesures de rigueur. Le 26 août, en plein jour, tandis qu'on chantait le *Te Deum* à Notre-Dame pour la victoire, la reine fit arrêter trois conseillers au parlement, Novion-Blancmesnil, Charton et Broussel. Ils n'étaient pas chefs de parti, dit Voltaire, mais les instruments des chefs. Charton, homme très borné, connu par le sobriquet du président *Je dis ça,* parce qu'il ouvrait et concluait toujours des avis par ces mots, réussit à s'échapper; Blancmesnil fut arrêté sans difficulté; mais Broussel faillit être délivré par la populace, ameutée pour l'arracher aux soldats qui l'emmenaient. Broussel, conseiller de la grand'chambre, était un homme sans valeur réelle, et dont ses confrères faisaient peu de cas. Il ne se distinguait que par sa haine contre le ministère et sa recherche de la popularité.

Ce « bonhomme », imbu des maximes que Longueil, autre conseiller de la grand'chambre, lui inspirait, ouvrait toujours les avis les plus violents. Son grand âge, sa pauvreté, son intégrité, donnaient un grand poids à ses opinions, et on n'osait le soupçonner d'agir par un autre motif que par un vrai zèle pour le bien public. La populace, dont il était l'idole, parce qu'il résistait avec obstination à toute proposition d'impôts, l'appelait son défenseur, son père, et le considérait comme le restaurateur de l'État.

La nouvelle de l'arrestation de Broussel se répandit rapidement dans Paris. Immédiatement la population tout entière se soulève, les boutiques se ferment; les chaînes qui défendaient les principales rues se tendent; des barricades s'élèvent et arrivent jusque auprès du Palais-Royal. A la nouvelle des désordres qui se produisent dans la rue, le coadjuteur, jeune ambitieux dévoré du désir de jouer un rôle dans les affaires publiques, sortit de l'archevêché en rochet et en camail pour se rendre auprès de la reine. L'émeute parut se calmer un instant quand on le vit se diriger, dans la pompe pontificale, vers le Palais-Royal.

Jean-François-Paul de Gondi, nommé en 1643, à vingt-neuf ans, coadjuteur de son oncle l'archevêque de Paris, et plus tard cardinal de Rais ou de Retz, était d'une ancienne famille florentine établie en France depuis Catherine de Médicis. Éloquent, courageux, avide de pouvoir, semant l'or avec une prodigalité inouïe pour acquérir la popularité qui devait l'y conduire, il aspirait au rôle de Richelieu. Ce jeune ambitieux, dont l'esprit exalté et remuant « frisait sans cesse le chimérique », crut le moment venu d'entrer avec éclat dans la vie

publique, et conçut le dessein de s'interposer entre la reine et le peuple.

La reine se défiait de ce « dangereux esprit », comme l'avait qualifié Richelieu. Elle se défiait de cet homme qui se vantait d'avoir passé une partie de sa vie à étudier l'art des conspirations. Elle le reçut fort mal. Comme il insistait sur la nécessité des *mesures de conciliation,* elle l'interrompit avec colère. « Vous voudriez, lui dit-elle, que je rendisse Broussel; mais je l'étranglerais plutôt avec ces deux mains. » Et en même temps elle saisissait violemment le prélat par le cou.

Éconduit et malmené par la reine, insulté par les courtisans, Retz revint à l'archevêché le cœur ulcéré et aspirant à la vengeance. Le soir, la reine eut un moment d'espoir, la révolte parut calmée; mais le lendemain elle se dressa plus menaçante que la veille. Les barricades s'achèvent avec une promptitude et une habileté étonnantes ; « jamais désordre ne fut mieux ordonné, » dit Mme de Motteville. Le parlement, qui s'était réuni à cinq heures du matin, se rendit en corps au Palais-Royal. Il ne put rien obtenir, et se décida à revenir au palais pour délibérer, Matthieu Molé, son président, en tête. Ce vénérable vieillard, « dont l'esprit n'était pas si grand que le cœur, » mais qui possédait une noblesse de caractère, une intrépidité, un courage civil, devant lesquels Retz est obligé de s'incliner[1], est insulté et menacé par le peuple. Il se voit barrer la route du palais et revient auprès de la reine. L'altière et courageuse Anne d'Autriche se refusait encore à toute concession. L'épouse de Charles Ier, la malheureuse Henriette-Marie, se trouvait dans son cabinet et lui conseilla de céder. Le parlement délibéra au Palais-Royal. La révolte avait des attaches jusque dans le palais de la reine. « Chose étrange que, dans la maison du roi, les officiers nous disaient : Tenez bon, l'on vous rendra vos conseillers ; et, dans les gardes françaises, les soldats disaient tout haut qu'ils ne combattraient pas contre les bourgeois et qu'ils mettraient les armes bas, tant était grand le mépris du gouvernement[2]. »

La reine expédia l'ordre de rendre la liberté à Blancmesnil et à Broussel. Ce dernier revint à Paris le lendemain, au milieu de l'enthousiasme universel, « porté sur la tête du peuple avec des acclamations incomparables[3]. »

Ce jour-là, Paris était encore sous les armes, et les bourgeois, outre l'attente de M. de Broussel, étaient en défiance à cause de quatre cents cavaliers du régiment de la Meilleraye qui avaient passé la nuit dans le bois de Boulogne ; ce qui les mettait en alarmes continuelles, ainsi qu'il peut

[1] « Si ce n'était pas une espèce de blasphème de dire qu'il y a quelqu'un dans notre siècle de plus intrépide que le grand Gustave et M. le prince, je dirais que ç'a été Molé, premier président. » (Retz, *Mémoires.*)

[2] Omer Talon, *Mémoires*, p. 266.

[3] *Mémoires du cardinal de Retz.*

arriver à des gens qui ne sont pas encore aguerris et qui ne connaissent pas leur force, ni celle de leurs ennemis.

« Toute la ville était en alarmes et en escopetterie perpétuelle, et les moindres bruits qui arrivaient par hasard ou qui étaient excités à dessein faisaient rumeur par toute la ville, laquelle fut grandement augmentée, sur les neuf à dix heures du matin, auquel temps M. de Broussel, arrivant à Paris, à chaque corps de garde où il passa il fut salué de tous les arquebusiers, et cela redoublant de moment en moment, l'on s'imagina, dans les quartiers éloignés, que les bourgeois de la rue Saint-Honoré étaient aux prises avec les soldats du régiment des gardes, ce qui excita frayeur jusque dans la grand'chambre, jusques à ce que ce bruit fût dissipé et la vérité connue[1]. »

Devant ces démonstrations menaçantes, Anne d'Autriche quitta Paris et se retira à Rueil, où elle signa, le 24 octobre, le jour même de la conclusion de la paix à Munster, une déclaration qui consacrait le pouvoir politique du parlement, en associant la magistrature à la puissance législative et souveraine. La cour rentra à Paris. Le séjour qu'elle y fit jusqu'au 6 janvier 1649 ne fut qu'une trêve pendant laquelle chaque parti assembla et organisa ses forces, et chercha des alliés pour soutenir la lutte.

La reine, désirant en finir avec les factieux qui battaient en brèche l'autorité royale, s'assura du concours de Condé, et fit avancer des troupes aux environs de Paris. Le parlement, ne se sentant pas en mesure de faire seul la guerre au roi, demanda ou accepta le concours de grands seigneurs turbulents et ambitieux. Les importants reparurent, et des alliances se nouèrent entre tous les mécontents. Le coadjuteur, la duchesse de Longueville, le duc de Bouillon, le prince de Marsillac, plus tard duc de la Rochefoucauld, étaient l'âme de toutes les négociations. Condé demeura inébranlable dans sa fidélité à la reine. « Je m'appelle Louis de Bourbon, répondit-il aux avances de Retz, et je ne veux point ébranler les couronnes. » Belles paroles auxquelles il eût dû rester toujours fidèle.

Le jour des Rois, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, la cour partit de Paris à l'improviste pour Saint-Germain. C'était une déclaration de guerre, et le parlement se prépara à la résistance. Par un arrêt du 8 janvier, il destitue et proscrit Mazarin dans des termes d'une violence extrême. Il lève des impôts. Il se taxe lui-même à un million, dont une partie considérable fut fournie par quinze conseillers institués sous le ministère de Richelieu, contre le gré de la compagnie. Ils donnèrent chacun vingt-mille livres, ce qui leur valut d'être appelés les Quinze-Vingts. Un arrêt du parlement ordonna à tous les percepteurs et détenteurs des deniers royaux de verser dans les caisses de l'hôtel de ville les

[1] *Mémoires d'Omer Talon.*

sommes qu'ils possédaient. A ces nouvelles belliqueuses, les grands seigneurs accourent en foule à Paris; les ducs d'Elbœuf, de Brissac, de Longueville, le prince de Conti, Beaufort, viennent offrir leur appui au parlement; les duchesses de Chevreuse, de Montbazon, de Longueville, deviennent les héroïnes de la Fronde. La population parisienne s'associe à un mouvement qu'elle croit fait dans son intérêt. Les



Matthieu Molé est insulté et menacé par le peuple.

haines du parlement, les passions du peuple, les convoitises du seigneur s'unissent pour favoriser la révolte. L'université elle-même cède au torrent, et le recteur vient offrir au parlement dix mille livres « pour le service public », en suppliant la cour de la conserver daus ses privilèges.

L'enthousiasme était général, et de Paris gagnait les provinces. On put croire un instant que la nation tout entière allait se soulever.

Pendant que ces préparatifs menaçants se faisaient à Paris, pendant « que les brouilleries de France s'échauffaient », Turenne, cantonné avec

son armée en Allemagne, était l'objet des sollicitations des deux partis. Anne d'Autriche lui écrivait lettres sur lettres « pour lui témoigner la confiance entière qu'elle avait en lui, et l'assurer de la continuation de son affection », ainsi que de celle du cardinal de Mazarin, « qu'elle savait mieux que personne être le meilleur de ses amis. » Elle lui promettait de payer ses troupes. Elle l'assurait qu'elle redoublerait « les effets de sa confiance et de sa bonne volonté ». Malgré la faute du duc de Bouillon, qui avait pris parti pour les frondeurs, elle se préparait à faire de grandes concessions pour l'arrangement des affaires de la maison de Bouillon, et ajoutait : « Vous devez prendre toutes ces avances pour une pure marque de l'affection que je vous porte, et être assuré qu'en toutes rencontres où j'aurai lieu de vous obliger vous n'en recevrez pas des effets moins solides. » Enfin elle l'assurait de toute la tendresse « de sa bonne cousine Anne[1] ».

Le grand Condé, alors le défenseur et le soutien de la royauté, lui écrivait, le 11 janvier, de Saint-Germain :

« Je crois que vous aurez déjà été informé des motifs de la sortie du roi de Paris, qui n'étaient pas moins considérables que la sûreté de sa personne... Je ne vous écris point pour vous exhorter à servir le roi en cette rencontre, je sais assez la passion que vous avez pour cela ; mais je puis vous dire que, servant le roi, vous me donnez la plus grande preuve de votre amitié que vous me puissiez donner, puisque mes intérêts sont inséparablement joints à ceux de la reine et de M. le cardinal, qui sont ceux de l'État. »

A quoi Turenne répondait, le 29 du même mois :

« Je vous donne ma parole que je n'ai nul engagement qui soit contraire à la fidélité que je dois au service du roi, ni aux intérêts de la reine.

« Je vous dirai franchement que je n'ai pas sujet d'être satisfait de M. le cardinal Mazarin. Il y a fort longtemps que je le lui témoigne par toutes mes lettres et aussi ouvertement qu'il se peut, voulant voir une fin à cela et n'aimant pas trop à changer sans beaucoup de raisons. »

Jamais Mazarin, qui voyait grossir l'orage et le nombre de ses ennemis, ne fut plus insinuant et plus souple. Sa correspondance avec Turenne à ce moment est pleine de flatteries, de promesses et de protestations d'amitié. Il se plaint à Turenne de l'ingratitude et des fautes du duc de Bouillon, et lui dit que ce n'est qu'en considération de ses services que la reine consentira à arranger les affaires de sa maison ; pour se l'assurer, il lui offre une de ses nièces.

« Jamais je n'eus, lui écrit-il, de déplaisir plus sensible que celui d'apprendre la faute où vient de tomber M. de Bouillon, qui s'est enfin

[1] Lettres de la reine mère à Turenne, des 11, 12, 28 et 29 janvier 1649.

déclaré du parti du parlement contre le roi. J'en ai été d'autant plus étonné qu'il savait que vous devez avoir cette année le commandement de l'armée de Flandre; que Sa Majesté vous avait donné le gouvernement des Alsaces avec d'autres avantages...

« Lorsque le duc de Modène et le prince Casimir, aujourd'hui roi de Pologne, m'ont pressé tous deux pour avoir l'aînée de mes nièces, sans parler des recherches qui m'en ont été faites par presque tous les princes et les plus grands seigneurs de ce royaume, je vous ai poursuivi et fait toutes les diligences imaginables pour pouvoir vous la donner... Cette déclaration, que je fais par écrit, n'est pas trop avantageuse pour moi, mais rien ne m'a pu empêcher de la faire, et même avec plaisir, puisqu'elle servira au moins pour convaincre tous ceux qui, voulant faire relâcher l'étroite amitié que nous avons ensemble, ont osé vous écrire que je n'avais ni tendresse ni affection pour vous...

« On vous envoie les provisions du gouvernement des Alsaces et les expéditions de Haguenau et de Thann[1]... »

Ces protestations d'offres et de services, que ne suivait aucun effet, irritaient et aigrissaient Turenne. Il sentait bien qu'une fois la guerre finie et l'armée licenciée ou rentrée en France, ses services devenaient inutiles, et qu'il tombait à la discrétion d'un homme chez lequel la reconnaissance n'était pas la vertu dominante. Il s'inquiétait de l'avenir.

« . . Je suis résolu de voir une conclusion pour notre maison et pour quelque chose d'assuré pour moi... Quand même on me donnerait l'Alsace, n'y ayant point de place, c'est fort peu de chose, et il faudrait prendre le bien à une partie des officiers de l'armée; il faut tenir ferme sur Philippsbourg; à moins de cela, j'estime cela comme rien; je ne doute pas des difficultés que l'on fera làdessus[2]. »

Il n'hésitait pas à exprimer son mécontentement à Mazarin :

« On me mande que Votre Excellence se plaint de ce que je ne corresponds pas à l'amitié qu'elle a pour moi... J'avoue franchement à Votre Excellence que, voyant depuis longtemps comme nos affaires n'avancent pas, et aussi pour mon particulier rien d'assuré pour la paix, cela m'a fort refroidi[3].

« J'ai un déplaisir extrême de tous ces désordres de Paris et de ce que mon frère s'y est rencontré. La reine peut bien faire un fondement assuré que je ne ferai rien contre la fidélité que je dois au service du roi...

« Je suis fort redevable aux bontés que Votre Excellence a eues pour moi, dans la pensée d'une de mesdemoiselles vos nièces; vous

[1] Mazarin à Turenne, 17 janvier 1649, de Saint-Germain.
[2] Lettre de Turenne à sa sœur, du 26 décembre 1648.
[3] Turenne à Mazarin, 26 décembre 1648.

savez bien que la religion a été un obstacle formel tant d'un côté que de l'autre[1]. »

Enfin, vers la fin de février, Turenne prit ouvertement le parti de la révolte.

Son armée était composée de douze à treize mille hommes, presque tous étrangers. « Il y était dans une vénération extraordinaire, qu'il ne devait pas seulement à son grand mérite, mais encore à son désintéressement et à sa manière de vivre avec les troupes. D'ailleurs, la plupart des officiers lui étaient redevables de leur avancement, et n'avaient presque aucun commerce à la cour que par son entremise. Enfin, dans un grand festin qu'il fit à Tubingue, au pays de Virtemberg, les principaux officiers, déjà ménagés en particulier, firent part aux autres de l'état des choses, et les engagèrent de telle façon, qu'avant de se séparer on fit serment de le suivre partout et de ne reconnaître que lui seul.

« L'engagement fut encore célébré et rendu public par le bruit des trompettes et des acclamations des soldats, de sorte que, dans un changement de parti, l'on n'a peut-être jamais vu un consentement si général et des apparences d'un attachement si solide.

« Il déclara aux Français et autres qui ne voudraient entrer dans ses intérêts qu'il leur laissait la liberté; mais il y en eut peu qui prirent ce parti[2]. »

Lorsque Turenne eut sondé les intentions de ses officiers et se fut décidé à prendre parti pour la Fronde, il adressa à son armée un manifeste pour engager ses troupes à le suivre dans sa révolte contre l'autorité royale.

Dans cette proclamation, le maréchal rappelle le désintéressement de ses soldats, Français ou Allemands, qui ont voulu, « sans avoir égard à l'argent, travailler à obtenir une paix si souhaitée de tout le monde. » Il dit que, de cent ou de six vingts millions qu'on tire de la France, « on ne voit pas qu'il en soit presque rien employé dans les armées, ni à la récompense de ceux qui sont estropiés ou qui ont consumé une partie de leur vie dans le service. » Il répète les accusations qui couraient alors contre Mazarin, d'avoir fait passer de l'argent en Italie, d'avoir emmené, « à deux heures après minuit, le roi hors de Paris, qui est le lieu de sa résidence, et ce qui est contre les coutumes du royaume. » Il dit que des princes du sang et beaucoup d'autres princes et officiers de la couronne se sont joints aux parlements « pour supplier la reine de ne pas vouloir laisser gouverner le royaume par un particulier au préjudice de tant de gens de qualité ».

Il ajoute qu'il a cru « devoir faire voir aux régiments l'état où les

[1] Turenne à Mazarin, 29 janvier 1649.
[2] *Histoire de Turenne.* (Manuscrits de la Bibliothèque nationale. — Papiers de Fleury.)

choses sont ». Il les avertit qu'il ne demande « autre changement que les finances mieux administrées à l'avenir, et une reddition de comptes à M. le cardinal Mazarin ». Les états et les parlements de France lui ont promis, « pour les régiments allemands, un payement entier de ce qui leur est dû, et une récompense raisonnable pour les Français. »

Il finit « en protestant devant Dieu n'avoir autre intérêt en cette marche que la tranquillité de la France et la satisfaction de l'armée ».

Quand cette nouvelle parvint à la cour, Mazarin écrivit à Turenne (9 février) une lettre dont la noblesse et la dignité durent faire impression sur le maréchal.

« Il ne me fût jamais tombé dans l'esprit, lui dit-il, que l'amitié que vous m'aviez tant de fois promise pût être sujette à aucun changement, et notamment après vous avoir servi, dès le premier jour que j'eus le bien de vous connaître, dans les petites choses et dans les grandes, avec le soin et l'affection que j'ai fait...

« Il (Pâris, agent de Turenne) vous a fait plus de mal qu'à moi; car étant su d'un chacun qu'on ne pouvait avoir plus d'estime et plus d'amitié que j'en avais pour vous, que je vous en avais donné des marques, que vous étiez sur le point d'en recevoir encore de plus grandes, et, à votre considération, pour toute votre maison, il vous a obligé de m'abandonner dans le temps qu'il s'est élevé un orage contre moi.

« Je souhaiterais au moins, pour l'amour de vous, que vous eussiez quelque prétexte apparent pour justifier la conduite que vous tenez en mon endroit, lorsqu'on vous a fait croire que mes affaires sont en mauvais état [1]. »

Mais si la résolution de Turenne causa à Mazarin une grande inquiétude, si elle le fit un instant douter de sa fortune, elle ne le surprit pas et ne le prit pas au dépourvu. Le cardinal, trop profond politique pour ne pas prévoir toutes les éventualités, surveillait depuis longtemps l'attitude et les agissements de Turenne, et s'attendait à cette détermination. Il fait prendre immédiatement les mesures nécessaires. La régente, en conseil des ministres, rend un arrêt qui déclare Turenne coupable de lèse-majesté. Elle envoie huit cent mille francs par d'Hervart au comte d'Erlach, lieutenant général de l'armée et ennemi personnel du maréchal, avec un ordre exprès à l'armée royale de ne pas passer le Rhin. Cette somme, habilement distribuée aux chefs les plus influents, rattacha au parti de la cour la plus grande partie de l'armée.

L'ordre du roi fut lu à la tête de chaque régiment.

« Lorsque la lettre du roi fut lue, qui portait un ordre exprès de ne pas

[1] Mazarin a Turenne, 9 février 1649.

passer le Rhin, un colonel, nommé Longpré, le voulant faire passer à son régiment, un vieux sergent lui dit : « Monsieur, le régiment est au « roi; nous prêtons serment de le servir et d'obéir à ses ordres, et vous « voulez que nous fassions le contraire. Si l'on me croit, personne ne « vous suivra, et nous demeurerons en deçà du Rhin. » Il commença de dire aux soldats : « Mes camarades, on veut nous faire desservir « le roi et passer le Rhin contre sa volonté, il ne le faut pas faire, » et cria aux soldats : « Obéissons aux ordres du roi et retournons au « quartier qui nous est ordonné. » Il marcha ensuite, et les deux tiers du régiment le suivirent avec la plus grande partie des officiers, et le reste passa avec le lieutenant-colonel[1]. »

A peine Turenne avait-il passé le Rhin avec les troupes qui avaient consenti à le suivre, que de nouvelles défections se produisirent : six régiments se retirèrent à Brisach, trois autres à Philippsbourg.

Turenne demeura presque seul avec quelques amis restés fidèles. Se voyant abandonné, il se retira à Heilbronn, chez sa parente la landgrave de Hesse, et de là en Hollande, auprès de son oncle le prince de Nassau. « Ce fut, dit la Rochefoucauld, le salut de la cour. »

« La conduite de Turenne dans cette circonstance est peu honorable; sujet du roi, il ne devait pas prendre les armes contre son maître. La raison de la minorité ne pouvait en être une, il avait reconnu la régente. Depuis nombre d'années il commandait ses armées, il était comblé de ses bienfaits; en prenant parti pour la Fronde, il suivit l'impulsion du chef de sa maison, le duc de Bouillon, son frère, et, sous ce point de vue, il pourrait être excusable; dans ce cas il fallait qu'il quittât le commandement de l'armée que lui avait confiée la régente, et que ce fût comme particulier qu'il allât se ranger sous les drapeaux de la Fronde. Mais pratiquer son armée, c'est un infidélité qui ne peut être justifiée ni par les principes de la morale, ni par les règlements militaires. Il en fut cruellement puni, puisque ses soldats l'abandonnèrent et restèrent fidèles à la voix du devoir et à leur serment[2]. »

Cependant le parlement, ignorant ces événements, rendait le 8 mars un arrêt « donné, toutes les chambres assemblées, le huitième jour de mars 1649, en faveur du maréchal de Turenne et pour autoriser l'entrée de son armée en France ».

« ... La cour a déclaré et déclare l'arrêt du conseil nul et de nul effet; ordonne que, sans y avoir égard, le maréchal de Turenne aura tous passages libres pour entrer avec ses troupes en ce royaume, pour le service du roi, défense de la cour, de cette ville et du public; enjoint à tous officiers et sujets du roi de lui obéir; leur fait défense de l'empêcher en quelque sorte et manière que ce soit. Ordonne en outre qu'il

[1] *Mémoires de Puységur.*
[2] Napoléon.

demeurera joint aux intérêts de ladite cour et de cette ville. Cependant sera incessamment fait fonds pour fournir et aider à la subsistance desdites troupes; lui permet de prendre les deniers des recettes des lieux où il passera, jusqu'à la somme de trois cent mille livres, pour la subsistance d'icelles troupes... »

Au même moment M. le prince envoyait à Mazarin « une lettre qu'il avait reçue du vicomte de Turenne, qui, malheureux et humilié, demandait pardon de sa faute. Il le suppliait par cette lettre de lui continuer sa protection, et d'obtenir du ministre sa grâce et l'absolution de son péché ».

« Cette nouvelle abattit pour quelques jours les forces des parlementaires et des généraux; car ils avaient une grande espérance en cette armée[1]. »

« Comme nous étions en conversation, après souper, dans le cabinet de Mme de Bouillon, dit le cardinal de Retz, Riquemont y entra avec son visage consterné. Il la tira à part, et il ne lui dit qu'un mot à l'oreille. Elle fondit d'abord en pleurs, et en se tournant vers don Gabriel de Tolède et moi : « Hélas! s'écria-t-elle, nous sommes perdus, l'armée « a abandonné M. de Turenne. » Le courrier entra au même instant, qui nous conta succinctement l'histoire de l'abandon de Turenne par son armée. »

Des conférences en vue de la paix avaient commencé à Rueil dès les premiers jours de mars, toutes les hostilités n'en avaient pas moins continué; les deux partis hésitaient à se faire des concessions; mais, d'un autre côté, la nécessité d'une réconciliation s'imposait à tous les esprits. La tête de Charles Ier, roi d'Angleterre, venait de tomber sous la hache du bourreau, et sa femme, réfugiée à Paris, affirmait à la régente que, dans ses débuts, la révolution d'Angleterre lui avait paru moins menaçante que la Fronde ne l'était en France. Le parlement, profondément attaché à l'autorité royale, plein de patriotisme et d'honneur, ne voulait pas pousser les choses à l'extrême. Les Espagnols avaient saisi avec empressement l'occasion que leur offraient nos discordes civiles. Un agent de l'archiduc Léopold demanda à être introduit en séance du parlement, pour y exposer les propositions de l'Espagne. Cette demande fut repoussée avec indignation. Elle ouvrit les yeux aux moins clairvoyants, et hâta la conclusion de la paix, qui fut signée à Rueil le 11 mars.

Dans les conférences préliminaires qui eurent lieu, à Saint-Germain d'abord, pendant la fin de février, puis à Rueil du 4 au 11 mars, les adversaires de Mazarin, princes et grands seigneurs, parlementaires et généraux, exposèrent leurs prétentions et formulèrent leurs réclamations dans un mémoire qui nous a été conservé. Comme après la mort de

[1] Mme de Motteville, *Mémoires*.

Louis XIII, cette foule de quémandeurs de haut rang se rua véritablement au pillage de l'argent, des gouvernements, des honneurs, des titres; tout pour eux, pour leurs amis, leurs créatures. Quant au bien public dont ils avaient tant parlé, ils n'y pensent guère.

Après les demandes du prince de Conti, des ducs de Beaufort et d'Elbœuf, nous trouvons celles de la maison de Bouillon. Le duc de Bouillon, son chef, demanda pour lui l'exécution du traité qu'il avait fait avec le roi au sujet de l'échange de Sedan; « pour son frère, le gouvernement de Philippsbourg et celui de la haute et basse Alsace, qui lui avaient été promis et dont les provisions lui avaient même été expédiées, ainsi que celles des bailliages de Haguenau et de Thann [1]. Il demandait de plus que Turenne reçût en propre Haguenau et les autres domaines que le roi possédait en Alsace avec le payement des appointements et pensions qui lui étaient dus. Il ajoutait que si l'on conservait les armées en Allemagne, ce devait être sous le commandement de Turenne, que le traité de Brisach devait être exécuté envers les troupes demeurées avec lui.

Le duc se montra fort âpre et fort difficile dans la discussion des intérêt de sa maison. Les commissaires royaux répondirent que le roi n'avait point besoin d'armée en Allemagne, parce que la paix était faite avec l'Empereur et les Etats de l'Empire; que pour les frais et l'entretien des gens de guerre, il était raisonnable de les lui payer, et en outre que le roi ayant sa personne en grande estime, il faisait état de lui donner un emploi considérable dans ses armées en la présente campagne. Sur cela M. de Bouillon s'écria qu'il ne pouvait honnêtement abandonner les intérêts de son frère, vingt années de service, dans lesquelles il avait consommé tout son bien, après lesquelles il avait espéré pour toute récompense le gouvernement de l'Alsace, dont les provisions non seulement lui avaient été promises, mais expédiées. Et comme les membres du parlement qui faisaient partie de la commission ne soutenaient pas ses demandes, il ajouta qu'après avoir pris parti et s'être déclaré pour le parlement, il était fort extraordinaire que le parlement abandonnât son frère. A quoi les parlementaires répondirent que « les ministres du roi n'ayant pas admis la prétention de Turenne au gouvernement qu'il demandait, il avait été impossible d'en obtenir davantage; le duc de Bouillon fut obligé de céder [2]. »

Turenne revint aussitôt de Hollande par Dieppe. Il fut assez bien reçu à la cour, et passa l'été à Paris ou à Compiègne, où était le roi. Quoique la paix fût faite, la guerre civile n'était que suspendue. Les partis étaient demeurés dans une grande défiance l'un de l'autre, et

[1] Lettre de M. Hervart à Turenne, 20 février 1649.
[2] Omer Talon, *Mémoires*.

Mazarin ne donna pas de commandement au maréchal, qui « recevait beaucoup de civilités de M. le cardinal et s'était souvent éclairci avec lui sur tout le passé, mais sans entrer dans aucun engagement d'amitié avec lui. »

Dans le courant de l'été, l'armée d'Allemagne refusa d'obéir à d'Erlach, qui en avait pris le commandement après la défection de Turenne, et la supplique suivante, sans date précise, à l'effet d'obtenir qu'on renvoyât le maréchal pour la commander, fut apportée au roi par quelques officiers délégués par leurs collègues.

« Les officiers des troupes allemandes, se souvenant des services signalés rendus au roi en Allemagne sous la conduite de M. le maréchal de Turenne, voyant présentement combien est préjudiciable son absence, ont fait une réflexion sur la déclaration du roi sur la paix donnée à son peuple, en vertu de laquelle un chacun doit rentrer dans ses charges et dignités, et ont cru qu'il était de leur devoir de remontrer à Sa Majesté ceci, et le zèle qu'ils ont de conserver et d'agrandir sous la conduite de M. de Turenne, ensuite des ordres de Sa Majesté, la gloire qu'ils ont acquise au prix de leur sang, pour la supplier très humblement d'avoir pour agréable de remettre M. de Turenne à la tête de son armée. »

Les officiers avaient chargé leurs députés de réclamer en même temps ce qui leur était dû sur leur solde. Les deux demandes n'obtinrent pas plus de succès l'une que l'autre.

La cour rentra à Paris le 18 août; Mazarin fut reçu avec enthousiasme par le peuple inconstant de la capitale. Cependant les troubles étaient loin d'être apaisés. Le parti des petits-maîtres, dont Condé était le chef, entretenait à Paris un mécontentement sourd, persistant, et s'efforçait de rallier les frondeurs pour lutter contre la cour; c'est une nouvelle période de la Fronde : la Fronde des princes ou jeune Fronde.

« Rien n'était plus inquiétant que l'état de la France au milieu de l'été de 1649. Le gouvernement absolu était désorganisé sans qu'on vît nulle part poindre un ordre nouveau. A la tyrannie fiscale avait succédé la licence et l'anarchie : à vingt lieues autour de Paris on ne payait plus ni tailles, ni aides, ni gabelles; les sergents, naguère la terreur des campagnes, n'osaient plus se montrer dans les villages; tout le long de la Loire le sel se vendait publiquement à main armée; presque aucun impôt ne rentrait. La cour, réduite à la dernière détresse, ne pouvait plus ni payer l'armée, ni entretenir la maison du roi, et l'on en était réduit à renvoyer les pages chez leurs parents, faute de pouvoir les nourrir. Dans les provinces plus éloignées de Paris, l'agitation prenait le caractère d'une réaction politique contre l'autorité centrale : le Languedoc et le Dauphiné prétendaient qu'on rendît à leurs états provinciaux le libre vote de l'impôt dans sa plénitude; le parlement de Grenoble

avait enjoint à toutes gens de guerre de sortir du Dauphiné. Les vieilles libertés du moyen âge, dans leurs soubresauts galvaniques, faisaient partout craquer l'édifice de la monarchie.

« Il en était deux, la Provence et la Guyenne, où les troubles avaient grandi jusqu'à la guerre civile [1]. »

A Paris, les esprits s'aigrissaient. Condé, après avoir pendant longtemps poursuivi Mazarin de ses dédains et de ses sarcasmes, l'insulta publiquement de la manière la plus grossière. Il fatigua la reine de ses insolences. Il l'outragea dans sa dignité de femme en favorisant les prétentions d'un marquis de Jarzay, homme à bonnes fortunes, qui osait porter ses vues jusqu'à elle. Les hauteurs de Condé et de son parti le rendirent odieux à tout le monde. « M. le prince, dit Mme de Nemours, aimait mieux gagner des batailles que des cœurs. » Le parti des *petits-maîtres,* non content de s'aliéner la cour, mécontenta les anciens frondeurs et le parlement. Quand Mazarin vit l'animadversion générale inspirée par Condé arrivée au plus haut degré, il n'hésita plus et le fit arrêter en plein Louvre avec son frère le prince de Conti et son beau-frère le duc de Longueville (18 janvier 1650).

Le peuple, qui haïssait Condé et l'accusait de vouloir se faire roi au détriment de Louis XIV, fit des feux de joie lorsqu'on le mena au donjon de Vincennes.

Au moment où Condé fut arrêté, Mazarin envoya le marquis de Ruvigny à Turenne « pour l'assurer qu'il y avait sûreté entière pour lui et lui promettre beaucoup de bons traitements en tout ce qui le concernait ». Le cardinal avait remarqué qu'il y avait du refroidissement entre Turenne et Condé, et il espérait mettre le maréchal dans ses intérêts en lui promettant pour la prochaine campagne le commandement de l'armée de Flandre. Mais la nuit même de l'arrestation du prince, Turenne emprunta six cents pistoles et partit avec quatre gentilshommes pour Stenay. Mazarin négocia vainement pour le ramener; « il ne voulut rien écouter, et résolut de prendre toutes les mesures pour obliger la cour à relâcher M. le prince. »

Turenne avait donc une seconde fois pris parti contre la cour. A ce moment il n'était plus à la tête d'une armée; il suivait les conseils et l'impulsion du chef de sa maison, et l'on peut alléguer en sa faveur quelques circonstances atténuantes. Rien toutefois ne saurait faire excuser cette faute, et l'histoire ne saurait trop la flétrir. « Ce grand crime, dit Napoléon, est réprouvé par les principes de la religion, de la morale et de l'honneur. Rien ne peut excuser un général de profiter des lumières acquises au service de la patrie pour la combattre et en livrer les boulevards aux nations étrangères. »

Quel fut d'ailleurs le véritable motif de la trahison de Turenne?

[1] Henri Martin, *Hist. de France.*

On prétend, dit Ramsay, et cette explication paraît plausible, que l'amour pour la sœur (Mme de Longueville) eut autant de part aux fausses démarches du vicomte que l'amitié pour le frère. Une princesse aimable, spirituelle et malheureuse, était très capable d'intéresser et d'attendrir un cœur que la vertu et la guerre ne rendirent jamais insensible. »

Un panégyriste de Mme de Longueville avoue, tout en s'efforçant de la rendre innocente, sa liaison avec Turenne.

« M. de Turenne ne se contenta pas de diriger les entreprises politiques de cette princesse (Mme de Longueville); il lui offrit des vœux plus tendres, mais qu'elle ne reçut pas avec toute la reconnaissance qu'il en espérait, car on dit qu'elle en plaisanta beaucoup avec la Moussaye, gouverneur de Stenay. Cependant cette indifférence dédaigneuse ne changea rien dans la conduite de M. de Turenne, qui, n'ayant pas sans doute le cœur encore trop engagé, continuait de vivre avec cette princesse dans un commerce purement militaire [1]. »

Il paraît certain que ce fut pour « l'aventurière [2] » de la Fronde que Turenne, oubliant tous ses devoirs envers sa patrie et son roi, et couvrant sa trahison d'un faux semblant de dévouement à des princes justement frappés, fit, pour obtenir des renforts et des alliés, appel « à toutes les troupes qui étaient à M. le prince », à tous ceux qu'il croyait mécontents de la cour, à ses anciens soldats d'Allemagne, dont trois régiments vinrent le rejoindre, au Suédois Wrangel, son ancien compagnon d'armes, et enfin, crime inexcusable, à l'ennemie déclarée de la France, l'Espagne.

Vers la fin du mois de janvier 1650, en effet, on apprit à la cour que le vicomte de Turenne avait déjà pris la qualité de lieutenant général de l'armée du roi pour la liberté des princes [3]. »

Les troupes que Turenne réunit de différents côtés pouvaient s'élever à six à sept mille hommes; elles étaient composées d'anciens soldats aguerris; mais leur nombre ne permettant pas d'entrer en lutte avec l'armée royale, « on fut obligé d'avoir recours aux Espagnols. » Turenne entama des négociations avec l'archiduc par l'intermédiaire du comte de Fuensaldagne et de don Gabriel de Tolède. Les conférences eurent lieu à Stenay. La possession de cette place fut la grande difficulté des pourparlers. L'archiduc exigeait qu'on lui livrât la ville et la citadelle. Turenne refusa absolument de s'en dessaisir. Il voulait conserver une place où il pût se retirer avec ses troupes en cas d'insuccès, et il désirait garder sa liberté d'action vis-à-vis des Espagnols, qui l'auraient tenu à leur discrétion s'il l'avait livrée. L'archiduc finit par

[1] *La Véritable Vie d'Anne-Geneviève de Bourbon, duchesse de Longueville*, par l'auteur des Anecdotes de la constitution *Unigenitus* (Bourgouin de Villefore). Amsterdam, 1739.
[2] *Mémoires du cardinal de Retz.*
[3] *Mémoires de Mme de Motteville.*

céder, et, après six semaines de discussions, le traité fut signé le 20 avril.

L'original de ce traité en langue espagnole existe à la bibliothèque nationale[1]. Chaque page est soigneusement paraphée par chacune des parties contractantes, et la dernière porte la signature d'Anne de Bourbon, d'Henry de la Tour-Turenne et celle du plénipotentiaire espagnol, don Gabriel de Toledo y Avalos. Celle-ci, surchargée d'ornements et de festons de toute sorte, est presque illisible.

A la suite de ce document se trouve dans le même volume, également en original dans le texte espagnol, la ratification donnée par le roi d'Espagne au traité fait par Mme de Longueville et M. le maréchal de Turenne avec l'archiduc Léopold, pour la liberté de messeigneurs les princes et M. le duc de Longueville.

« On a accordé de part et d'autre, y est-il dit en substance, qu'on travaillera à deux fins, qui sont d'acheminer et d'établir une paix juste, égale et sûre entre les couronnes, et de procurer la liberté aux princes de Condé et de Conti et au duc de Longueville, sans mettre bas les armes et abandonner l'entreprise commencée, jusqu'à ce qu'on ait effectivement obtenu l'une et l'autre desdites deux fins, et que, conformément à cela, Sa Majesté ne fera aucune paix sans y comprendre la liberté des princes... On donnera de la part de Sa Majesté Catholique la somme de deux cent mille écus, de cinquante sols chacun, monnaie des Pays-Bas, à Mme de Longueville et au seigneur de Turenne, qui seront payés en deux payements, savoir : cent mille écus quinze jours après la signature du présent traité, et les autres cent mille un mois après le premier payement échu, afin que lesdits deux cent mille écus soient employés à la levée et armement des gens de guerre.

« Sa Majesté donnera quarante mille écus pour l'entretien et la subsistance des troupes déjà levées... Sa Majesté donnera de plus à Mme de Longueville et au seigneur de Turenne la somme de soixante mille écus par année, payable en trois payements de quatre en quatre mois, et cela pour servir en leurs affaires particulières et en celles des personnes de condition de leur parti, en d'autres menues dépenses, ainsi qu'ils le jugeront à propos.

« Sa Majesté joindra aux troupes levées deux mille hommes de pied et trois mille chevaux effectifs armés..., toutes lesquelles troupes entreront en France ensemble, se servant de tous les moyens possibles pour forcer ledit sieur cardinal aux deux fins ci-dessus expliquées et lui ôter la facilité de s'agrandir davantage, la puissance où il se trouve étant déjà démesurée, pernicieuse et dangereuse tant à la France que généralement aux autres parties de la chrétienté. »

Quelques modifications furent demandées dans la rédaction des articles,

[1] Manuscrits fonds français, 3855.

et un traité additionnel fut signé le 24 mai 1650 par les mêmes personnes. Il n'introduisait que des modifications de détail au premier traité.

Quelques jours après, le 3 mai, Turenne écrivit à la reine :

« Quand je n'aurais pas, lui disait-il, des raisons d'amitié et de reconnaissance qui m'obligent de hasarder ma fortune et ma vie pour



Arrestation de Condé, du prince de Conti et du duc de Longueville.

aider M. le prince au recouvrement de sa liberté, je puis assurer Votre Majesté que le service du roi et de votre particulier me l'aurait fait entreprendre. Je sais bien que c'est une chose qui d'abord peut sembler étrange, puisqu'il n'est en prison que par les ordres de Votre Majesté ; mais ce n'est pas d'aujourd'hui que la prudence des rois a été surprise par les artifices de leurs conseillers, ni d'aujourd'hui qu'il leur a été utile que leurs véritables serviteurs se soient opposés aux violences

de leurs ministres, pour leur donner le temps de se reconnaître; l'histoire est toute pleine de ces exemples... Ainsi, Madame, nous sommes en droit d'espérer que vous nous saurez un jour quelque gré de ce que, appelant de vous à vous-même, nous vous supplions de considérer que le cardinal de Mazarin ne vous a conseillé la détention de M. le prince que pour ne le point trouver dans son chemin, dans les établissements d'alliance, de charges et de places qu'il s'est résolu de prendre en cet État, au hasard de le mettre dans les troubles qui fort facilement en peuvent causer la ruine. Ayez donc la bonté, Madame, de couper chemin à ces désordres : la prison de M. le prince met tout le royaume dans l'orage, et sa liberté va mettre le calme dans un moment... Veuillez au moins, Madame, que celui qui est appelé par sa naissance à l'une des fonctions nécessaires des deux chefs du conseil suprême de Votre Majesté, et par conséquent le premier de ceux qui doivent jouir de ce privilège, ne perde pas moins celui du moindre sujet de votre royaume, qui, par les ordonnances de nos rois, doit être mis dans vingt-quatre heures dans les prisons de ses juges naturels... Un prince qui si souvent a exposé sa vie et versé son sang à la tête de vos armées, pour rendre votre nom redoutable à tous vos ennemis et sans autre intérêt que d'agrandir vos frontières, comme il a fait par la prise de tant de villes fortes et importantes et des provinces entières, pouvait bien, la tête levée, vous conseiller la paix dans le cabinet, sans qu'on le pût soupçonner de crainte ou d'intelligence ni de manquer de respect envers Votre Majesté. »

Mazarin se vit obligé de nouveau de recourir à des mesures de rigueur contre Turenne.

Il fit rendre une « déclaration du roi contre la duchesse de Longueville, le duc de Bouillon, le maréchal de Turenne, le prince de Marsillac et leurs adhérents, qui fut donnée à Paris le 9 mai de l'an de grâce 1650, et vérifiée en parlement le 16 mai ».

Après avoir énuméré les principaux griefs de la couronne contre les révoltés, cet acte les proclamait « désobéissants, perturbateurs du repos public, rebelles, ennemis de l'État et criminels de lèse-majesté au premier chef, et, comme tels, les déclarait déchus de leurs honneurs, titres, dignités, charges, privilèges et droits généralement quelconques. » Il était ordonné aux officiers royaux de « courre sus » aux rebelles, de se saisir de leurs personnes et de les poursuivre selon la rigueur des ordonnances.

Cette déclaration fut envoyée à tous les parlements de France.

Un arrêt du conseil du roi, daté de Libourne, 25 août 1650, défendit toute levée de deniers dans le vicomté de Turenne pour le compte du duc de Bouillon, qui faisait lever des impôts pour faire la guerre au roi et secourir son frère.

Ordre est donné à tous de courir sus, au son du tocsin, aux troupes levées par le duc de Bouillon[1].

L'année 1650 apparaissait pleine de menaces et de calamités. L'hiver avait été rigoureux, le printemps froid et humide. Une épidémie terrible appelée *ergot, feu sacré, feu Saint-Antoine,* sévit partout et exerça surtout ses cruels ravages dans les campagnes, dont les habitants, mal vêtus, mal nourris, succombaient aux premières atteintes du fléau. De plus, la guerre allait avoir lieu en France ; les provinces du Nord étaient menacées d'une nouvelle invasion, et dans les rangs de l'armée espagnole, des corps entiers de Français se préparaient à combattre contre leur patrie, triste résultat des dissensions intestines qui déchiraient alors la France. La présence des belligérants désolait les campagnes. Le soldat, mal pourvu des choses nécessaires à la vie, abandonné sur les chemins s'il était malade ou blessé, n'hésitait pas à piller l'habitant et à le priver de toutes ses ressources pour compenser la solde et les vivres que ses chefs ne pouvaient lui donner. L'immense charité de saint Vincent de Paul, qui rassemblait et distribuait d'abondantes aumônes, atténuait ces maux ; mais, si compatissant que fût son cœur, si ardent que fût son amour des pauvres, si grand qu'ait été l'entraînement prodigieux que sa sainte parole excitait dans tous les cœurs chrétiens, les misères dépassaient toujours infiniment les ressources de la charité.

Les Espagnols, en entrant sur le sol de la France, avaient arrêté un plan de campagne qui, s'il eût réussi, les eût largement dédommagés de leurs anciennes pertes. Ils prétendaient envahir la France par la Picardie et s'emparer peu à peu des places frontières, pendant que Turenne, renforcé d'un corps espagnol de cinq mille hommes, tiendrait en échec, dans la Champagne, le gros des forces françaises.

Les vues de l'archiduc n'échappaient pas à Turenne, qui se refusa à l'exécution du plan projeté. Ces Français, qui combattaient contre leur patrie, prétendaient bien se servir des Espagnols pour arriver à réaliser des vues politiques qu'ils jugeaient les meilleures, mais ils ne voulaient pas ruiner la France au profit de l'étranger. Il y eut de vives contestations entre les généraux. Les Espagnols durent, en fin de compte, céder devant la fermeté de Turenne.

Les alliés, au nombre de dix-huit mille hommes, pénétrèrent en France vers le milieu de juin, emportèrent le Catelet en trois jours, échouèrent devant Guise, où ils eurent à souffrir la faim par suite de pluies torrentielles qui défoncèrent les chemins et rendirent les communications extrêmement difficiles. Ils s'emparèrent de la Capelle en dix jours.

Après la prise de la Capelle, ils passèrent l'Oise au commencement

[1] Archives nationales, E 1696 [105].

d'août, et Turenne, avec un détachement de trois mille chevaux, s'avança jusqu'à Vervins pour observer l'armée française cantonnée à Marle. Le maréchal du Plessis-Praslin, qui la commandait, se retira devant cette démonstration et se mit à l'abri derrière les marais de Notre-Dame-de-Liesse. Les Espagnols se portèrent alors sur Château-Porcien et Rethel, dont ils s'emparèrent sans grandes difficultés, et dont Degli Ponti, « sergent-major général de bataille et homme d'une grande réputation en Flandre, » fut nommé commandant avec une garnison de douze cents hommes et deux cents chevaux.

Ce fut après la prise de cette ville que Turenne soumit aux Espagnols un projet audacieux qui ne fut pas mis à exécution. Il voulait prendre un fort détachement de cavalerie et d'infanterie d'élite, pousser à marches forcées sur Paris et forcer le château de Vincennes pour en tirer Condé. Le maréchal du Plessis attribue, par une erreur singulière, ce projet aux Espagnols, et le refus de l'exécuter à Turenne; mais il reconnaît la gravité de la mesure proposée. « L'on peut dire que Dieu seul empêcha le maréchal de Turenne de consentir à cette proposition. Le bonheur du maréchal du Plessis, que le Ciel a toujours visiblement favorisé en tout ce qui lui a été de plus difficile et de plus avantageux, le sauva de ce déplaisir, que rien ne lui pouvait empêcher d'avoir si l'on eût tenté la chose. La disposition des affaires le fera bien juger ainsi; car, si le maréchal de Turenne eût pris ce parti, qui s'y pouvait opposer? Le dessein n'eût-il pas été exécuté avant que le maréchal du Plessis eût pu être à moitié chemin pour y remédier[1]. »

L'instant était, en effet, favorable. Mazarin venait de diriger l'élite de ses troupes sur les bords de la Garonne, à deux cents lieues de la capitale, pour y réprimer l'émeute toujours grandissante; mais l'archiduc se refusait à toute mesure décisive; son intérêt était de nourrir l'incendie, et non de l'éteindre. L'élargissement de Condé n'était pour lui qu'un prétexte pour retenir les rebelles dans ses rangs, et il désirait peu voir le vainqueur de Rocroy saisir le pouvoir en France.

Turenne fit avancer Boutteville avec un détachement de cavalerie jusqu'à la Ferté-Milon; des coureurs arrivèrent même jusqu'à dix à douze lieues de Paris. Il espérait avoir décidé l'archiduc à se porter sur la capitale, quand on apprit qu'il était trop tard; M. le prince avait été conduit à Marcoussis; à huit lieues de Paris, sur le chemin d'Orléans. « Il n'y avait plus de raison de marcher à Paris. » Turenne, à la tête de quatre mille hommes, passa l'Aisne, battit le maréchal d'Hocquincourt, qui était à Fismes, dans une bonne situation, couvert par dix régiments de cavalerie et quelque infanterie. Il lui fit cinq cents prisonniers, le rejeta sur Soissons et s'empara, sans coup férir,

[1] *Mémoires du maréchal du Plessis.*

de la ville de Fismes, où cent fuyards du corps d'Hocquincourt avaient porté la terreur. Les Espagnols demeurèrent un mois ou six semaines à Fismes dans l'inaction. Ils avaient envoyé des émissaires à Paris pour y fomenter la révolte. On voyait affichés partout, dans la capitale, des placards adressés par « le maréchal de Turenne aux bons bourgeois de Paris », dans lesquels il accusait les chefs de la Fronde, « ces faux tribuns du peuple, » d'être devenus les pensionnaires du cardinal, ses appuis et ses protecteurs secrets, de s'être joués de la vie, de la fortune et du repos des peuples, de les avoir tantôt excités, tantôt contenus, selon leurs caprices, leurs intérêts et leurs passions. La conduite du duc de Beaufort et du coadjuteur justifiait ces reproches de Turenne.

Le coadjuteur désirait et demandait la paix. « M. d'Avaux, dit-il dans ses mémoires, fut de sentiment que j'écrivisse au même sens à M. de Turenne (au sujet de la paix), et il se chargea de lui faire rendre ma lettre en main propre. La lettre fut honnêtement folle, pour être écrite sur un sujet aussi sérieux. Elle commençait par ces paroles : « Il vous « sied bien, maudit Espagnol, de nous traiter de tribuns du peuple ! » Elle ne finissait pas plus sagement ; mais le milieu de la dépêche était substantiel, et lui faisait voir solidement que nous étions très bien intentionnés pour la paix. »

Les menées des Espagnols ne produisant aucun résultat, ils se décidèrent à attaquer Mouzon. Le siège dura sept semaines, « à cause des pluies et du peu d'artillerie qu'avaient les Espagnols. » Leur armée fut fort affaiblie à ce siège, que contraria la mauvaise saison, et qui ne finit que fort avant dans le mois de novembre. Turenne, voyant que les généraux espagnols se retiraient dans les quartiers éloignés, et certain que, dans ces conditions, Rethel et Château-Porcien seraient repris dans l'hiver par les troupes du roi, demeura sur la frontière avec sa petite armée. Il avait environ cinq mille cinq cents chevaux et deux mille cinq cents hommes de pied avec six pièces de canon. Il s'établit entre la Meuse et l'Aisne.

Les troubles de Guyenne étaient momentanément apaisés. Bordeaux s'était rendu le 8 octobre. Au lieu de rester à Paris, pour y contenir par sa présence l'agitation des factieux, Mazarin prit un parti hardi. Il résolut de reprendre aux Espagnols la partie de la Champagne conquise par Turenne, et conduisit lui-même au maréchal du Plessis-Praslin les douze mille hommes à la tête desquels il avait triomphé sur les bords de la Garonne.

L'armée du roi comptait six à sept mille chevaux et huit mille hommes de pied. Les troupes étaient aguerries et reposées, et Mazarin donna au maréchal du Plessis-Praslin l'ordre d'assiéger Rethel. L'armée arriva devant cette ville le vendredi 9 décembre, et, le mardi suivant 13, la place se rendait. Ce jour-là même Turenne arrivait

pour la défendre. Il avait à dessein retardé son arrivée, afin de trouver l'armée assiégeante disséminée dans les quartiers autour de la ville et toute l'artillerie placée en batterie contre les remparts. Dans la matinée du mardi on entendait encore tonner le canon ; Turenne fit sept lieues ce jour-là, et arriva, à une heure de la nuit, à une lieue de Rethel. On fit alors quelques prisonniers, qui annoncèrent que la ville s'était rendue. Turenne ne voulait point le croire ; il fit tirer deux coups de canon pour annoncer son arrivée aux assiégés. On ne répondit point.

Ce contretemps dérangeait toutes les combinaisons de Turenne. Il avait compté sur une plus longue résistance. Cette reddition précipitée vint-elle de la lâcheté ou de la trahison du commandant italien ? Les mémoires du temps prétendent que quatre mille louis d'or qu'il reçut du cardinal ne furent pas étrangers à sa capitulation.

« Après la reprise de Rethel, les Espagnols ayant fait informer secrètement de la conduite que le sieur Degli Ponti avait tenue en cette affaire, et l'ayant trouvé chargé par le rapport de plusieurs officiers, M. l'archiduc l'a fait venir de son quartier à Bruxelles, et de là envoyé prisonnier en la citadelle d'Anvers, où il fut amené hier au soir [1]. »

Quoi qu'il en soit, Turenne vit bien qu'il devait battre en retraite.

Le lendemain, au matin, son armée reprit le chemin qu'elle avait suivi pour venir, et recula de quatre lieues; mais les troupes royales avaient aussi marché dès la prise de Rethel, et elles l'atteignirent le jeudi 15 décembre, auprès du village de Sommepy, dans la plaine de Blanchamp. Les deux armées s'étaient côtoyées pendant une heure, à une demi-portée de canon, par un brouillard tellement épais, qu'elles ne se voyaient pas, bien qu'un vallon seulement les séparât. Turenne aurait voulu ne pas livrer bataille ; mais, sur les dix heures et demie, les brouillards s'élevèrent, le temps s'éclaircit, et, les armées s'étant aperçues, le combat devint inévitable. Le maréchal prit d'excellentes dispositions, et voyant que l'armée royale grossissait sans cesse, il résolut de l'aborder avant que toutes les forces ennemies fussent réunies. Il attaqua mal à propos. Ayant aperçu du désordre dans une partie de l'armée royale, il voulut profiter du moment qu'il pensait favorable et abandonna, pour engager l'action, l'avantage qu'il avait d'être sur une hauteur.

« Par suite de différents mouvements faits sur le champ de bataille, le régiment des gardes, qui devait être à droite, se trouva à gauche. Son commandant, M. de Pradel, insista pour reprendre sa place, et, malgré les efforts de Puységur, qui rangeait l'armée en bataille, il fit marcher les gardes pour aller prendre l'aile droite. Il fallut alors

[1] Le sieur d'Arnetal à Turenne: Anvers, 10 mars 1651.

aller chercher le régiment de Piémont, qui était à droite, pour remplacer les gardes à l'aile gauche. Tout cela ne se fit pas sans un peu de confusion. M. de Turenne, qui était sur le haut, et qui nous y aurait attendus immanquablement, n'eût été qu'il crut tirer avantage du désordre qu'il croyait être dans notre infanterie, parce qu'il fallait qu'allant d'un côté et d'autre ils fussent comme dans un peloton, fit descendre sa cavalerie pour nous venir charger[1]. »

Sa gauche, formée de vingt escadrons de cavalerie lorraine, chargea d'abord avec succès la droite française ; mais sa droite, composée en grande partie d'Allemands, et commandée par le lieutenant général la Fauge, fut enfoncée par d'Hocquincourt, qui, après l'avoir entièrement rompue et fait la Fauge prisonnier, se rabattit sur l'aile gauche de Turenne, qu'il enveloppa et mit en complète déroute. L'infanterie, qui formait le centre, jeta bas les armes tout entière, à l'exception du régiment de Turenne, « qui, sans vouloir avoir de quartier, se mêla avec l'infanterie de l'armée du roi, et tous les officiers ou soldats furent tués ou faits prisonniers, après avoir tenu ferme, une heure entière, sans aucune cavalerie pour les soutenir. »

La cavalerie française de Turenne combattit vaillamment. Boutteville, Beauveau, Duras, Montausier et tout ce qu'il y avait de Français firent des prodiges de valeur ; mais le maréchal néanmoins fut battu de la manière la plus décisive : tous les bagages, vingt drapeaux, quatre-vingt-quatre étendards, quatre mille prisonniers, au nombre desquels on voyait don Estevan de Gamarre, général des Espagnols, le comte de Boutteville et presque tous les officiers généraux et les colonels, tombèrent entre les mains du maréchal du Plessis-Praslin.

Après le combat, le bruit courut que Turenne avait été tué. Il eut un cheval tué sous lui et reçut plusieurs coups dans ses vêtements, mais il ne fut pas blessé. D'autres le dirent prisonnier; on vint même l'annoncer au maréchal du Plessis, auquel « cela eût été fort glorieux; mais l'estime qu'il avait pour le mérite de cet illustre ennemi lui donna de la douleur : il témoigna à tous ceux qui étaient présents qu'il serait au désespoir qu'un aussi grand homme que le maréchal de Turenne fût exposé au péril où cette prison le mettrait, et qu'il espérait d'ailleurs que, les affaires changeant, le roi acquerrait en sa personne un serviteur qui lui serait fort utile[2]. »

« Lorsque Turenne eut perdu la bataille et qu'il se vit hors d'état de pouvoir penser à autre chose qu'à sauver sa personne, il se mit à l'écart des fuyards, monté sur un cheval blessé et suivi seulement

[1] *Mémoires de Puységur.*
[2] *Mémoires du maréchal du Plessis.*

de la Barge, lieutenant de ses gardes, dont le cheval était blessé aussi. Après avoir marché un peu de temps, ils virent cinq cavaliers venir à eux à toute bride. La Barge dit au vicomte de Turenne : « Je « n'ai qu'un pistolet à tirer, vous avez tiré les vôtres : que voulez-vous « faire ? — Mourir, dit-il, la Barge, plutôt que de retourner en « France servir de spectacle. » Alors ils furent abordés par deux de ces cavaliers, qui marchaient un peu devant les autres. La Barge alla à l'un et le tua de son pistolet. L'autre, ayant joint le vicomte de Turenne, le prit par le baudrier et lui dit : « Bon quartier, « monsieur de Turenne. » Le vicomte de Turenne le tua d'un coup d'épée. De ces trois cavaliers qui restèrent, l'un, qui paraissait un officier, tira un coup de pistolet au vicomte de Turenne et le manqua. Après ils se retirèrent tous trois sans faire un plus grand effort, soit qu'ils fussent épouvantés de la mort de leurs compagnons, soit que le destin de la France voulût réserver ce prince pour les grands services qu'elle en devait retirer. En effet, le vicomte de Turenne était perdu sans ressource, son cheval et celui de la Barge n'étant plus en état d'aller ; mais la Vaux, officier de cavalerie du régiment de Beauveau, passa dans cet instant et lui donna le sien pour se sauver[1]. »

Ce succès épouvanta les ennemis du cardinal : « Vous ne vous doutez pas, dit Retz, de la consternation du parti des princes, vous ne pouvez pas vous la figurer. Je n'eus toute la nuit chez moi que des pleureux et des désespérés. Je trouvai Monsieur atterré. »

Turenne se retira à Bar-le-Duc et de là à Montmédy. Il préféra « demeurer dans un lieu où les Espagnols étaient les maîtres », plutôt que de se rendre à Stenay, de peur d'éveiller les soupçons et la méfiance des Espagnols. L'archiduc, en effet, pour reconnaître sa loyauté, lui donna « un pouvoir pour disposer des charges de ceux qui avaient été tués à la bataille », et lui envoya cent mille écus sur la somme promise par le traité ; mais Turenne savait que l'on négociait pour obtenir la liberté des princes, il ne voulut pas recevoir cet argent; et s'étant rendu à Stenay, où se trouvait Mme de Longueville, il se mit « à chercher les moyens de se dégager d'avec les Espagnols ». La mise en liberté des princes lui fournit le prétexte qu'il désirait.

Mazarin, contre lequel tous les frondeurs, le parlement, Gondi, le duc d'Orléans s'étaient coalisés, avait quitté spontanément la cour, le 7 février, et s'était rendu au Havre pour remettre les princes en liberté. Tandis que les prisonniers revenaient à Paris, où Condé était reçu en triomphe, le cardinal prenait la route de l'exil et s'arrêtait à Sedan, auprès de Fabert.

[1] *Mémoires de Langlade.*

A peine sorti de prison, Condé s'empressait de remercier Turenne de ce qu'il avait fait pour sa délivrance.

« Les obligations que je vous ai sont si grandes, lui écrit-il le 20 février, que je n'ai point de paroles pour vous témoigner ma reconnaissance; je souhaite avec passion que vous me donniez lieu de m'en revancher; je vous jure que ce sera la chose du monde que je ferai de meilleur cœur et que je ferai toutes choses pour vous servir... Vous pouvez disposer absolument de mon service, et vous êtes l'homme du monde que j'honore le plus et que j'aime avec le plus de tendresse et de passion. »

Dès le commencement de mars 1651, des conférences s'ouvraient pour amener la paix entre l'Espagne et la France. Des médiateurs s'interposèrent. Turenne, qui, depuis deux mois déjà, négociait pour son compte avec Fuensaldagne, fut vivement sollicité par la cour de servir ses intérêts en cette circonstance, et les promesses du pardon le plus complet lui furent faites à différentes reprises. Le maréchal, fatigué et humilié de sa situation, demanda une suspension d'armes.

« Mon cousin, lui écrivait le roi, le 6 mars, ayant sujet de croire que la proposition qui m'a été faite... d'une suspension d'armes pour la Champagne, le Luxembourg et la rivière de Meuse, pourrait s'étendre à une générale et pour un temps raisonnable, durant lequel on pourrait traiter et conclure la paix entre les couronnes, j'envoie exprès le sieur de Croissy, conseiller à mon conseil d'État et cour de parlement, pour traiter ladite suspension générale avec le député de l'archiduc, et parce que vous pouvez contribuer beaucoup au succès de cette négociation, je vous écris celle-ci... pour vous dire que vous pouvez donner créance et confiance entière au sieur de Croissy. »

Et le même jour : « Mon cousin, vous avez été averti comme j'ai résolu de faire expédier une déclaration portant amnistie et pardon à tous ceux qui ont pris les armes contre mon service, dans laquelle vous êtes compris et tous ceux qui vous ont suivi... Je vous écris celle-ci, de l'avis de la régente, madame ma mère, pour vous dire que j'excuse tout ce que vous avez fait et le veux oublier, pourvu que vous quittiez promptement le parti que vous avez embrassé et renonciez à tous les traités que vous avez faits avec mes ennemis, et, ne doutant pas que vous ne soyez en cette disposition, je vous donne cette assurance que vous pouvez librement vous acheminer en ma cour, où je souhaite de vous voir... Cette lettre sera la sûreté de votre retour, nonobstant que ladite déclaration ne soit encore vérifiée... »

La proposition d'une suspension d'armes et l'envoi d'un député, qui devait partir de Paris avant même qu'on y eût la réponse de M. l'archiduc sur cette ouverture, furent assez mal vus des Espagnols, qui déclarèrent aux médiateurs, le nonce du pape et l'ambassadeur de Venise,

qu'avant d'entrer en aucun pourparler de paix, ils désiraient être assurés de trois points du côté de la France, savoir : la restitution de la Catalogne, le rétablissement de M. de Lorraine dans ses États et l'abandonnement du Portugal[1].

Une fois les négociations entamées, Turenne annonça à Fuensaldagne « qu'ayant fait de son côté tout ce à quoi il s'était obligé pour la paix, il s'en allait à Paris ». Mme de Longueville, avant de quitter Stenay, voulut l'engager à lui donner sa parole de demeurer toujours dans les intérêts de M. le prince; « mais lui qui, après avoir montré, durant la prison de M. le prince, un si grand désintéressement, croyait pouvoir agir suivant qu'il le trouverait plus à propos, » s'y refusa absolument.

Condé et les siens pensaient beaucoup à leurs intérêts. Ils avaient fort à faire en ce moment de lutter contre la reine, que Gondi soutenait en secret. Le prince s'occupait aussi néanmoins de ceux de la famille de Bouillon.

« Les affaires, écrivait-il à Turenne le 18 mars, n'ont pas encore pris ici l'assiette qu'on pourrait souhaiter, et nous y travaillons du mieux qu'il nous est possible : le contrat de M. de Bouillon sera signé dans quelques jours, à sa satisfaction ; il restait un article que j'ai fait résoudre avant-hier, qui l'avait arrêté jusqu'ici, et qui était très important ; c'était pour faire jurer M. votre frère foi de prince, si bien que tout est, à cette heure, conclu. Pour vos intérêts particuliers, ma sœur m'en a entretenu fort au long ; j'y travaillerai comme je dois, et je vous jure qu'ils me seront plus chers toujours que les miens et que je ferai toutes choses pour vous le témoigner. »

Malgré ces promesses, Turenne jugea nécessaire de hâter son retour. Il quitta Stenay dans les derniers jours d'avril et arriva à Paris le 1er mai. Il avait conscience de la situation fausse où il s'était mis.

« Sachant que M. le prince et beaucoup de personnes de qualité voulaient venir au-devant de lui, sans affecter qu'il ne le désirait pas, il arriva à Paris un jour plus tôt qu'il ne l'avait dit, n'aimant point ces sortes d'honneurs qui, assurément, sont de mauvaise grâce, quand on vient d'avec les Espagnols et que l'on entre en un lieu où le roi et la reine demeurent. »

Le prince de Condé, dès l'arrivée de Turenne, mena le maréchal au Louvre ; Anne d'Autriche le reçut assez bien.

Le prince de Condé et Turenne étaient les deux seuls frondeurs à qui elle disait avoir pardonné de bon cœur. Pour les autres, elle avouait avoir eu besoin du précepte chrétien de l'oubli des injures. Pour engager d'une manière définitive le maréchal dans ses intérêts, elle donna l'ordre à Mazarin de terminer enfin l'échange de Sedan.

[1] Lettre du sieur d'Arnetal au vicomte de Turenne, 10 mars 1651.

La longue et difficile affaire de la maison de Bouillon fut réglée par un contrat passé à Paris, le 20 mars 1651, devant le notaire Vaultier, et par un brevet royal du même jour. Le duché d'Évreux fut, avec celui de Château-Thierry, donné au duc de Bouillon en échange de la souveraineté de Sedan, et le titre de prince souverain lui fut reconnu ainsi qu'à Turenne. Le contrat relatif à l'échange de Sedan fut enregistré, mais fut seul enregistré par le parlement; le brevet qui reconnaissait aux Bouillon le titre de princes ne le fut pas. L'orgueilleuse maison arrivait cependant de fait au but de ses ardents désirs : la reconnaissance de ce titre de prince souverain, dont la revendication obstinée entravait toutes les négociations depuis dix ans.

Le mordant Saint-Simon a consacré un chapitre entier de ses mémoires à combattre les prétentions de la maison de Bouillon au titre de maison souveraine. Voici, d'après lui, l'origine de cette qualité de prince souverain que prenaient les seigneurs de Bouillon. Robert II, duc de Bouillon, seigneur de Sedan et autres lieux, « après avoir bien servi en France, se tourna pour la maison d'Autriche. Il en fut plus mal content qu'il n'avait été de la France. Il s'y raccommoda, puis s'outrecuida jusqu'à dénoncer la guerre à l'Empereur par un héraut en pleine diète à Worms. Charles-Quint en rit, prit toutes ses places, le ruina, et Sedan ne fut sauvé que par la guerre qui s'alluma entre la France et l'Empereur. Une pareille déclaration de guerre ne se prendra jamais pour un titre de souveraineté, quand il est seul, le premier, et fondé sur aucun titre. »

Saint-Simon s'étend avec complaisance sur ce sujet, prouve que « jamais en France Sedan ni Bouillon ne furent principautés, duchés, encore moins souverainetés », et ajoute : « Aux pays étrangers, il n'en a pas été différent, en aucun desquels Sedan ni Bouillon n'ont jamais passé, ni pour souverainetés, ni pour principautés. »

Quoi qu'il en fût, la famille de Bouillon tenait passionnément à ce titre de prince.

Par six brevets différents, dont le premier est du 20 mars 1647 et le dernier du 15 février 1652, Louis XIV déclara solennellement que « sa volonté et intention étaient que les sieurs de Bouillon et de Turenne et leurs descendants jouissent du rang et préséance appartenant à leur maison, à cause du duché de Bouillon et des principautés souveraines de Sedan et de Raucourt, et fussent traités tout ainsi que les autres princes, issus de maisons souveraines, habitués en ce royaume. »

Le quatrième brevet, du 8 mars 1651, porte que la cession et transport faits au roi de la propriété des terres souveraines de Sedan et Raucourt ne préjudicie, en façon que ce soit, pour ce qui concerne le rang et la préséance de la maison de Bouillon ; au contraire, il est raison-

nable qu'elle y soit conservée et maintenue, tout ainsi que si elle était encore en possession des terres qu'elle a cédées en échange. Le sixième et dernier brevet, du 15 février 1652, les confirma définitivement dans ce privilège qui excita les colères et les rancunes de la noblesse française.

Malgré ces concessions solennelles et répétées, qui lui avaient été arrachées à une époque néfaste de troubles et de défaillances du pouvoir, Louis XIV considéra toujours comme excessives les prétentions des Bouillon, et plus tard il se refusa obstinément à reconnaître le titre de prince souverain qu'ils s'attribuaient[1].

Louis XIV, parvenu à la puissance la plus absolue qu'un roi de France ait pu exercer sur son peuple, pouvait penser et agir ainsi; mais, pendant la Fronde, l'épée de Turenne lui était nécessaire, et il n'hésita pas à faire les concessions qui pouvaient le gagner à sa cause.

Un an après la déclaration royale qui mettait Turenne et ceux de son parti hors la loi et ordonnait de lui « courre sus », intervint une nouvelle déclaration en faveur de la duchesse de Longueville, du maréchal de Turenne et de tous ceux qui avaient suivi leur parti, donnée à Paris, le 5 de mai 1651, et enregistrée au parlement le 19 du même mois.

« Voulons et nous plaît, y était-il dit, que la mémoire de tout ce qui a été fait et entrepris, négocié et traité par notre dite cousine la duchesse de Longueville et notre dit cousin le maréchal de Turenne, et généralement par ceux qui ont suivi leur parti ou exécuté leurs ordres en quelque manière que ce soit, tant dedans que dehors notre royaume, depuis le mois de janvier de l'année 1650, soit éteinte pour jamais ; avons révoqué, révoquons et annulons, par ces dites présentes, nos lettres de déclaration des 1er février et 9 mai 1650, ensemble tout ce qui en conséquence pourrait avoir été fait contre eux ; et, ce faisant, avons remis et remettons, rétabli et rétablissons notre dite cousine la duchesse de Longueville et notre dit cousin le maréchal de Turenne et tous nos autres sujets qui les ont suivis, de quelque qualité et condition qu'ils soient, en toutes leurs charges, gouvernements, biens, droits, honneurs, dignités et prérogatives, pour en jouir comme ils faisaient auparavant les susdites déclarations. »

Ce fut pendant cet été que Turenne épousa Charlotte de Caumont, fille et unique héritière d'Armand de Nompar de Caumont, duc de la

[1] Racine, son historiographe, qui était en assez mauvais termes avec la maison de Bouillon, parle ainsi de cette affaire : « Messieurs de Bouillon sont princes par brevet; mais ce brevet ne fut point enregistré, comme l'échange l'a été. Ce fut depuis ce brevet que M. de Turenne ne voulut plus prendre la qualité de maréchal de France, et ce fut Mlle de Bouillon, sa sœur, qui l'en détourna. Il ne se trouva plus aux assemblées des maréchaux, et envoyait même leur recommander les affaires pour lesquelles on le sollicitait. Les maréchaux furent sur le point de le citer, mais ils n'osèrent. »

Force. Le contrat fut passé le 29 juillet 1651 au château de la Boullaye, en Normandie[1].

Fils aîné du maréchal de la Force, Armand de Nompar, marquis de la Force, qui devint comme son père maréchal de France, avait épousé, en 1609, Jeanne de Rochefaton, dame de Saveilles, riche héritière d'une illustre maison de Saintonge, et non moins célèbre par sa beauté et sa fortune que par sa piété et son zèle pour la religion protestante. Il n'eut que deux enfants, un fils qui mourut jeune, et sa fille Charlotte, qui épousa Turenne. C'était, dit Benoît, écrivain protestant, une femme d'un rare savoir et d'une piété presque sans exemple. Elle était profondément imbue des saintes Écritures, savait à fond les langues latine, grecque et hébraïque[2], et était aussi remarquable par la noblesse et l'élévation de son caractère que par sa haute intelligence.

Leur union fut heureuse. On voit par les lettres intimes de Turenne à sa femme qui ont été publiées, la tendresse que Turenne avait pour elle, et qui ne se démentit jamais. Aussi paraît-il peu exact d'affirmer, avec le cardinal de Bausset, que, « dans l'intérieur de sa famille, ce grand homme n'était pas aussi heureux qu'il méritait de l'être. » Sauf quelques dissentiments assez graves d'ailleurs, il faut le reconnaître, sur les questions religieuses, l'affection réciproque de Turenne et de sa femme était parfaite.

Dans ses lettres, Turenne, avec une franchise entière, s'ouvrait à sa femme de ses préoccupations religieuses, des doutes que lui inspirait le protestantisme et de l'attrait qu'il éprouvait pour la religion catholique. Elle s'en irritait souvent. Un jour elle l'en reprit avec aigreur, mais d'une façon détournée. Turenne répondit avec tendresse et dignité : « J'ai été quelque temps à comprendre ce que vous vouliez me dire par un trait que vous tirez contre moi ; je ne le mérite pas, et dans une amitié comme la nôtre, les petites égratignures ne valent rien... Il faut que chacun agisse selon sa conscience...; mais rien ne peut altérer ma tendresse pour vous...[3]. »

Louis XIV voulut favoriser par un don royal le mariage de Turenne. Nous voyons, en effet, que « par quittance passée devant le Semelier et le Cat, notaires à Paris, le 2 septembre 1658, Mme la princesse de Turenne, comme procuratrice de M. le prince de Turenne, son époux, reconnaît avoir été payée par M. de Guénégaud, trésorier de l'Épargne,

[1] Les biographes de Turenne, Raguenet, Ramsay, et de nombreux auteurs après eux, se bornent à indiquer comme date approximative de son mariage « le commencement de l'année 1653 », c'est-à-dire une époque à laquelle il était déjà marié depuis près de deux ans. Ce défaut d'exactitude est bien singulier de la part d'écrivains qui ont eu entre les mains non seulement tous les documents qu'a publiés plus tard le comte de Grimoard, mais en outre de nombreux papiers de famille qui n'ont pas été livrés à l'impression, et qui devaient établir d'une façon précise la date de cette union.

[2] Jacques de l'Œuvre (Operarius), *Laudatio funebris Antonii Barillonii, domini Morangii*, in-folio, 1772, p. 37 et 38.

[3] Lettre à Mme de Turenne, 11 juin 1660.

de la somme de cent mille livres, accordée dans le contrat de mariage audit seigneur prince par le roi, de l'avis de la reine régente, sa mère, ainsi que Sa Majesté a accoutumé de donner à ceux de sa naissance et qualité. » Turenne de plus obtint en ce moment la restitution d'une somme de trois cent mille livres qu'il avait avancée pendant la guerre d'Allemagne. Après le traité de Westphalie, le maréchal ayant fait observer « qu'il avait avancé plusieurs deniers pour l'entretien et subsistance de l'armée qu'il commandait en Allemagne pour le service de Sa Majesté, fortifications de places et autres dépenses nécessaires », le roi avait ordonné de lui rembourser trois cent mille livres, et, pour ce motif, avait expédié à la chambre des comptes un acquis patent de cette somme, en date du 20 septembre 1649, enregistré à ladite chambre le 5 novembre suivant. En vertu de ce titre, Turenne s'était alors rendu adjudicataire des aides des élections d'Auxerre et de Vézelay ; mais sa révolte contre l'autorité royale et diverses autres causes empêchèrent Turenne d'entrer en jouissance de ces deniers. Le maréchal réclama de nouveau ces trois cent mille livres en 1651, et le roi accorda, le 4 septembre 1651, « la vente et aliénation desdites aides, jusqu'à concurrence de vingt-deux mille livres de rentes que Turenne percevra par an, jusqu'à ce qu'il soit en possession de son dû [1]. »

Turenne passa quelques mois à la cour, se tenant en dehors des intrigues qui se tramaient autour de lui. Condé s'efforçait de l'attacher à sa cause et de le compromettre aux yeux de la reine. Mais, « ayant aisément reconnu qu'il ne s'agissait que des intérêts particuliers et de belles apparences au dehors qui pourraient tromper ceux qui ne voyaient pas clair, » le maréchal se montra fort réservé. Une chose le blessa profondément. Ses troupes, « qui seules avaient travaillé pour la liberté de M. le prince, demeuraient sans nul établissement ni quartier, » tandis que celles de Condé étaient bien logées et bien payées.

La cour lui paraissait « en un état bien bas, se méfiant de presque tous les gens de qualité qui y allaient, et n'osant faire aucune action de vigueur en arrêtant ni même en témoignant aucune mauvaise volonté à personne. M. de Turenne, ayant agi en toute rencontre contre les intérêts de M. le cardinal de Mazarin, n'avait nulle pensée de se raccommoder avec lui et ne faisait aucune diligence à se mettre bien avec la reine; mais il voyait si peu de règle dans les pensées de M. le prince, qu'il ne voulait prendre aucun nouvel engagement avec lui. »

Condé, s'étant cru menacé d'une nouvelle arrestation pendant une nuit où deux compagnies de gardes passèrent par hasard sous ses fenêtres, s'enfuit à Saint-Maur, à deux lieues de Paris. « Cette journée-

[1] Archives nationales, E 1697 [169].

là, tous ceux qui étaient entièrement attachés à ses intérêts s'en allèrent le trouver, et M. de Turenne alla chez la reine. » Mais, comme on n'en venait pas encore à une rupture ouverte « et que beaucoup de gens l'allèrent voir, qui ne lui avaient donné aucune parole, M. de Turenne s'y en alla aussi ; il eut un entretien de deux heures avec lui dans le parc, où ils se promenèrent tous deux, et il n'y eut point de compliments que M. le prince ne lui fît ». Mais Turenne ne voulut point s'engager. « Il souhaitait que les affaires vinssent en état que M. de Bouillon et lui pussent se raccommoder avec la cour, mais il ne faisait pour cela aucun pas contre la bienséance. »

Condé cependant se disposait à la guerre, bien qu'il n'y fût pas encore absolument résolu. Il fit un fonds de cent mille écus, rassembla des troupes, envoya sa femme et son fils au château de Montrond, et négocia en secret avec l'Espagne. Son arrogance et ses hauteurs accroissaient chaque jour le nombre de ses ennemis ; le coadjuteur lui tenait tête, et le parlement faillit maintes fois devenir le théâtre de luttes sanglantes. Condé, voyant tout le monde s'éloigner de lui, voulut s'attacher la maison de Bouillon. Il chargea la Rochefoucauld de négocier avec elle.

Le duc de Bouillon et M. de Turenne étaient, l'un et l'autre, amis particuliers du duc de la Rochefoucauld, et celui-ci n'oublia rien pour leur faire embrasser le même parti que lui. « Le duc de Bouillon lui parut irrésolu, désirant de trouver des sûretés et ses avantages, se défiant presque également de la cour et de M. le prince, et voulant voir l'affaire engagée avant que de se déclarer. M. de Turenne, au contraire, lui parla toujours d'une même manière[1], « prétendant que l'engagement qu'il avait avec le prince avait pris fin avec sa prison, et qu'ainsi il pouvait se déterminer librement, selon ses inclinations ou ses intérêts.

Enfin « le prince de Condé se résolut à une guerre qu'il eût dû commencer du temps de la Fronde s'il avait voulu être le maître de l'État, ou qu'il n'aurait dû jamais faire s'il avait été citoyen[2]. »

Il fallait prendre un parti; la maison de Bouillon se déclara pour la cour. Cette détermination surprit bien des gens. Retz croit nécessaire « d'expliquer ce qui se passa entre M. le prince et M. de Turenne... »; mais il est embarrassé, et son explication est fort obscure. Il fait observer, d'un côté, que M. le prince était l'homme le moins capable d'une imposture préméditée. Il remarque, de l'autre, qu'il n'a jamais vu personne moins capable d'une vilenie que M. de Turenne. « Reconnaissons encore ici, dit-il en terminant, qu'il y a des points inconcevables dans l'histoire à ceux même qui se sont trouvés le plus proches des faits. »

[1] *Mémoires de la Rochefoucauld.*
[2] Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Il est difficile de se rendre un compte exact des motifs qui guidèrent le maréchal dans sa détermination. En tout cas, ils sont complexes. Condé s'était conduit d'une manière peu satisfaisante à son égard. Le duc de Bouillon et sa femme, si puissants tous deux sur l'esprit de Turenne, s'étaient décidés pour la cour. On a prétendu, et cela peut être vrai, qu'au fond du cœur le grand capitaine avait le secret désir de ne plus être au second rang, comme il l'eût été toujours en embrassant le parti de M. le prince ; tandis qu'avec la reine et Mazarin ses grandes capacités militaires lui assuraient le premier. Mais on peut, je crois, sans trop s'avancer, faire entrer aussi, et en première ligne, au nombre des motifs qui le poussaient dans le parti du roi, la triste expérience qu'il avait acquise des guerres civiles, le sentiment des malheurs qu'elles imposaient au pays et la position humiliante et cruelle d'un général qui se révolte contre l'autorité légitime et qui tourne contre sa patrie les armes qu'il a reçues d'elles pour la défendre.

Quelques jours après, le 7 septembre, jour où Louis XIV entra dans sa quatorzième année, âge de la majorité des rois, M. le prince quitta Paris. Tandis que le prince de Conti et la duchesse de Longueville s'arrêtaient à Bourges pour soulever le centre, il se rendait à Bordeaux, où il se mit sous la protection du parlement de Guyenne. Un corps important des troupes du prince, sous la conduite de Tavannes, se réunissait auprès de Stenay aux Espagnols pour menacer Paris.

La reine sortit de Paris le 24 septembre. Elle confia la direction de l'armée de Guyenne au duc d'Harcourt, qui fit tête à Condé. Palluau alla avec la cour occuper Bourges et menacer Montrond. Condé reçut des renforts espagnols; Marsin, qui servait en Catalogne, lui amena deux régiments, et le prince s'empara de Saintes et de Cognac. Mais d'Harcourt reprit Cognac, enleva une partie du bagage de l'armée du prince sous ses yeux, s'assura de la Rochelle et releva le parti du roi. Condé, ne se sentant pas encore de force à lutter, essaya de négocier; il eut soin de faire savoir à la reine qu'il ne s'opposait plus au retour de Mazarin. Connaissant l'impopularité du ministre, il n'ignorait pas que son rappel soulèverait un mécontentement général, et qu'à la seule nouvelle de son retour le duc d'Orléans, le parlement et la population de Paris se déclareraient ouvertement contre la reine.

Son calcul était juste. Le 2 octobre, Mazarin fut invité à lever des troupes et à se préparer à rentrer en France. Il obéit, et, quand il eut rassemblé un corps d'armée, il quitta Brühl, où il avait passé le temps de son exil, et se rendit à Sedan. Là il fut rejoint par le maréchal d'Hocquincourt, qui lui amenait les garnisons de Picardie et de Champagne, et qui prit le commandement de toutes les troupes. Le 26 décembre, sentant la nécessité de se concilier le seul homme de guerre qui pût alors tenir tête à Condé dans une longue campagne, le cardinal écrivait à Fouquet :

« Pour M. de Turenne, il sait l'estime et la tendresse que j'ai eues pour lui... Je suis toujours le même, nonobstant tout ce qui s'est passé, l'affection que j'avais pour lui ayant jeté de trop profondes racines pour pouvoir être arrachée par de semblables accidents. J'ai écrit déjà fortement à la cour qu'on trouve moyen de ne pas laisser inutile un homme de sa considération, et j'espère qu'il sera satisfait sur ce point-là... Il est injuste de se plaindre que j'aie préféré d'autres à lui pour le commandement des troupes qui m'accompagnent; il peut bien croire que j'aurais tenu à beaucoup d'honneur et d'avantage qu'il eût voulu venir, ainsi que je l'en aurais conjuré si j'avais cru qu'il en eût la moindre pensée. J'ai cru que ce serait imprudence de m'adresser, pour une affaire de cette nature, à une personne avec qui je n'avais encore aucune liaison. Du reste, il voit l'état où je suis; si ma fortune devient meilleure, j'ose répondre qu'il s'en ressentira, étant résolu de chercher toutes les occasions de faire quelque chose de solide pour lui et l'obliger par ce moyen à être de mes amis sans aucune réserve[1]. »

Quelques jours auparavant, le 21 décembre, le cardinal, « sur le point de rentrer en France avec un corps de troupes, pour ne pas regarder dans un repos honteux, et peut-être criminel, le nouveau feu qui venait de s'allumer dans le royaume, » avait écrit à Mlle de Bouillon une lettre des plus curieuses et des plus intéressantes, dans laquelle il expose et justifie sa conduite, qui n'a, dit-il, d'autre motif que le bien de l'État, et dans laquelle il supplie Mlle de Bouillon « de lui accorder ses puissants offices auprès de Son Altesse royale, pour lui faire agréer son dessein » et pour le faire « rentrer dans ses bonnes grâces[2] ».

Mlle de Bouillon ou ne voulut pas se charger de cette mission, ou échoua dans sa négociation, car Gaston demeura au nombre des adversaires du roi, et l'animosité redoubla contre le cardinal.

Le 27 décembre, le parlement ordonna aux populations de courre sus à Mazarin, de vendre ses biens, et mit sa tête au prix de cent cinquante mille francs. Le 2 janvier 1652, trois conseillers furent délégués pour aller s'opposer au passage du cardinal; mais leurs efforts furent inutiles. Le 28 janvier, Mazarin, après avoir traversé sans difficulté la France presque tout entière, rejoignait la cour à Poitiers. L'armée royale était d'environ neuf à dix mille hommes, la plus grande partie de cavalerie. Condé, voyant le mécontentement grandir de tous les côtés, espéra qu'il se produirait un soulèvement général et rompit les négociations entamées.

A ce moment Turenne était encore à Paris.

MM. de Bouillon et de Turenne, après s'être séparés de M. le prince,

[1] Mazarin à Fouquet, 26 décembre 1651.
[2] Baluze, *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, t. II, p. 866.

étaient restés à Paris, où ils vivaient l'un et l'autre d'une manière fort retirée. Le cardinal de Retz les voyait fréquemment. Il n'oublia rien pour engager Monsieur à faire entrer les deux frères dans ses intérêts avant qu'ils se fussent déclarés pour la cour. « L'aversion naturelle que Gaston avait pour l'aîné, sans savoir trop pourquoi, l'empêcha de faire ce qu'il se devait à soi-même en cette rencontre, et le mépris que le cadet avait pour lui, sachant très bien pourquoi, n'aida pas au succès de sa négociation[1]. »

MM. de Bouillon et de Turenne, s'étant accommodés avec la cour, eurent assez de confiance dans le cardinal de Retz pour lui confier leur accommodement, bien qu'il fût du parti contraire, et cette confiance, dit le coadjuteur, leur valut leur liberté. En effet, Monsieur, qui fut averti qu'ils allaient servir le roi et qu'ils devaient sortir de Paris, voulut les faire arrêter et en donna l'ordre au vicomte d'Austel. Retz, prévenu par lui, gagna du temps pour leur donner celui de s'évader, et manda à Turenne de se sauver sans perdre un moment Le vicomte d'Austel manqua les deux frères de deux à trois heures... « Cet avantage, ajoute Retz, ne nuisit pas, coume vous pouvez croire, à serrer la vieille amitié qui était entre M. de Turenne et moi. » Turenne se rendit à Poitiers avec son frère. Il savait qu'ils seraient bien reçus à la cour. « Ceux qui environnaient le roi, dans l'absence du cardinal, n'avaient cherché qu'à nuire aux deux frères ; » mais depuis le retour de Mazarin les choses avaient bien changé, et Turenne « trouva la cour entièrement gouvernée par lui ».

D'Hocquincourt, qui venait de ramener Mazarin en France et de recevoir, en échange de ce service, le bâton de maréchal, commandait en chef quand Turenne rejoignit la cour. Pour ne pas le mécontenter, Mazarin pria Turenne de partager le commandement avec lui. La cour craignait un refus de sa part ; mais le grand capitaine, « voyant qu'il fallait aller au bien des affaires dans un temps où elles étaient en si mauvais état, n'en fit point de scrupule ». La situation était difficile. Condé avait un parti puissant en Guyenne, et les Bordelais s'étaient déclarés en sa faveur.

Le duc d'Orléans rassemblait une armée sur les bords de la Loire. Le parlement de Paris, poussé par la populace, prenait des mesures d'une violence inouïe. La cour quitta Poitiers en février, prit Angers, les Ponts-de-Cé, et remonta la rive gauche de la Loire vers Tours et Blois, où elle arriva le 26 mars. Pendant ce temps, un corps de six mille hommes était venu, sous la conduite du duc de Nemours rejoindre les troupes de Gaston près d'Orléans. Cette ville ferma ses portes au roi, sur les instances de Mademoiselle, qui y entra au moment où la cour y arrivait.

[1] *Mémoires du cardinal de Retz.*

Le 27 mars, la cour coucha à Cléry, d'où elle partit le lendemain pour aller à Sully. Un fort détachement de l'armée des princes suivait sur la rive droite de la Loire l'armée royale, qui marchait sur la rive gauche.

Au moment où la cour passait, sans aucune précaution, sous les murs de Gergeau (Jargeau), petite ville qui possédait un pont sur la Loire, le baron de Sirot, qui commandait le détachement de l'armée des princes, attaqua vigoureusement la tête du pont qui était de son côté, à dessein de tomber dans la marche de la cour. Il s'était déjà rendu maître de la porte qu'il avait attaquée, et faisait travailler à un logement vers le milieu du pont, pour y placer deux pièces de canon et abattre l'autre porte, quand Turenne, qui s'était avancé pour venir au-devant du roi, entendit le bruit de la mousqueterie. Il quitta son chemin et se jeta dans Jargeau avec les officiers qui l'accompagnaient. Il y trouva quelque infanterie, mais mal pourvue de munitions et démoralisée. Il rassembla toute la garnison, environ deux cents hommes, près de la porte attaquée, et, voyant que les soldats n'avaient plus de quoi tirer, il se résolut à payer d'audace comme il faisait parfois dans les circonstances désespérées. Il fit ouvrir la porte, baisser le pont-levis, et commanda d'une voix haute à l'infanterie qui bordait la courtine que, sous peine de la vie, personne ne tirât sans son ordre. Puis il fit mettre pied à terre à tous les officiers, s'élança à leur tête l'épée à la main, et chassa les ennemis de leur logement au milieu du pont, malgré leur résistance et l'effet de leur canon, dont les volées tuèrent ou blessèrent plusieurs personnes autour de lui. Après les avoir refoulés sur l'autre rive, il revint, fit refermer la porte et dresser derrière une forte barricade de tonneaux pleins de sable, à l'épreuve du canon. Pendant ce temps des renforts arrivaient. Le hardi coup de main du baron de Sirot était manqué. Sirot fut mortellement blessé dans le combat. Turenne, pour achever de mettre la cour dans une entière sûreté, fit rompre deux arches du pont. Cette rencontre, insignifiante par elle-même, fut d'un grand effet. « L'on peut dire que jamais la France n'avait été dans un péril plus grand; car, si le passage de Jargeau eût été pris dans le moment que Leurs Majestés passaient dans la plaine qui est voisine, il n'y avait pas lieu de sauver leurs personnes [1]. »

Il est certain, en effet, que sans Turenne Jargeau eût été emporté. Une fois ce poste pris, il n'était rien de si facile que de couper en deux l'armée royale et de prendre la cour, qui passait à une lieue de là sans aucune précaution, au milieu des troupes en désordre. La reine le comprit et remercia le maréchal, en présence de la cour, d'avoir sauvé l'État [2].

[1] *Mémoires du maréchal du Plessis.*

[2] Quelque important que fût le service qu'il avait rendu à la cour, quelques dangers qu'il

Le 31 mars, les troupes arrivèrent à Gien et y passèrent la Loire. L'armée royale était dépourvue de tout, mais en peu de jours on trouva à l'équiper et à l'armer. Les approvisionnements affluaient de tous côtés, grâce à l'activité et à l'habileté de Mazarin. Sept pièces de canon vinrent de Nantes. Le 4 avril arriva de Roanne « de quoi armer deux mille hommes ». Le 6, Turenne reçut « quinze cents mousquets et mille piques dont il avait bon besoin; mais avec cela toutes les troupes étaient armées ». Tout cela arrivait à propos. On venait d'apprendre que Condé avait rejoint l'armée des princes. Cette nouvelle effraya la cour : « Quelque mine qu'on fasse ici, on voudrait que M. le prince fût encore en Guyenne. » Sans son arrivée, en effet, les choses eussent pu prendre une tout autre tournure. L'armée des princes se trouvait dans un grand danger. Elle était dirigée par Nemours et Beaufort, tous deux sans expérience et sans talents militaires, qui se jalousaient et se contrecarraient sans cesse. Gaston, qui donnait de Paris des ordres inexécutables, n'avait qu'une idée, c'était de retenir l'armée près de Paris. Nemours voulait passer la Loire, sauver Montrond et opérer dans le Centre une puissante diversion en faveur de Condé, presque accablé dans le Midi. Les deux corps étaient sur le point de se séparer et de devenir, l'un après l'autre, la proie de Turenne, quand Condé, en quelques jours, traversa la France entière, d'Agen à Montargis, avec la Rochefoucauld, Marsillac, Guitaut, Chavagnac, Courville et un valet de chambre. Il rejoignit son armée au camp de Lorris, près Montargis, le 1er avril, et fit immédiatement cesser les divisions qui la paralysaient en en prenant le commandement absolu. Il rassembla tous ses régiments, et après un jour de repos enleva Montargis et Château-Renard, puis il se porta rapidement sur Bléneau.

Le 6 avril, Turenne était à Briare, le maréchal d'Hocquincourt à Bléneau. Turenne ayant été voir d'Hocquincourt, remarqua que ses quartiers étaient bien éloignés les uns des autres ; d'Hocquincourt les avait, en effet, dispersés à dessein pour assurer les fourrages. Turenne ne put s'empêcher de dire à son collègue qu'il trouvait ses quartiers bien exposés et lui conseilla de les rapprocher; mais d'Hocquincourt reçut assez mal cet avis; et Turenne, ne croyant point à une attaque immédiate, se retira sans insister. Les deux maréchaux devaient réunir leurs troupes le lendemain. Ils avaient compté sans Condé. Impétueux comme toujours, le prince, dans la nuit du 6 au 7 avril, franchit le canal de Loing, que les gardes avancées de d'Hocquincourt ne défen-

eût courus dans cette affaire, Turenne en parle à peine dans une lettre écrite par lui quelques jours après à sa femme. Elle lui avait demandé si elle devait quitter Paris. Il lui répond que si elle y peut trouver quelque sûreté, il n'en faut pas bouger, et qu'elle pourrait aller chez quelqu'un de leurs amis. En post-scriptum il ajoute simplement : « Il s'est passé quelque chose à Gergeau qui n'est pas de grande considération. »

dirent pas. Il fit successivement plier tous les régiments qui lui furent opposés et enleva Bléneau. D'Hocquincourt, après s'être vaillamment battu, se replia sur Saint-Fargeau, laissant tout son bagage et trois mille chevaux aux mains de l'ennemi. Turenne, averti de ce qui se passait à Bléneau, crut d'abord à une attaque du duc de Nemours et s'en mit peu en peine. Il se porta avec quelques régiments d'infanterie sur les hauteurs de Gien ; mais, en voyant à la lueur des villages incendiés les dispositions et l'ensemble du combat, il devina la vérité et s'écria : « M. le prince est là. Il fit dire à son artillerie et à la cavalerie de venir le joindre, et manda à d'Hocquincourt de rallier ses troupes et de les lui amener dès qu'il le pourrait ; puis il continua sa marche. La nuit était obscure. Condé avait toute son armée sous la main. Turenne n'avait avec lui que deux mille hommes d'infanterie et deux régiments de cavalerie. Il n'avait pas de guides, et de temps en temps « on s'arrêtait, pour écouter si l'on n'était pas trop près des ennemis ».

« Jamais, a-t-il dit depuis, il ne s'est présenté tant de choses affreuses à l'imagination d'un homme qu'il s'en présenta à la mienne. Il n'y avait pas longtemps que j'étais raccommodé avec la cour, et qu'on m'avait donné le commandement de l'armée qui en devait faire la sûreté. Pour peu qu'on ait de considération, on a des ennemis et des envieux ; j'en avais qui disaient partout que j'avais conservé une liaison secrète avec M. le prince. M. le cardinal ne le croyait pas ; mais au premier malheur qui me fût arrivé, peut-être aurait-il eu le même soupçon qu'avaient les autres. De plus je connaissais M. d'Hocquincourt, qui ne manquerait pas de dire que je l'avais exposé et ne l'avais point secouru. Toutes ces pensées étaient affligeantes; et le plus grand mal, c'est que M. le prince venait à moi le plus fort et victorieux[1]. »

Tous les officiers généraux étaient d'avis qu'on reculât pour aller défendre la personne du roi. Ils estimaient que c'était là le seul parti qu'on avait à prendre dans cette extrémité et avec des troupes si inégales ; mais Turenne, absorbé dans des réflexions proportionnées à l'importance de l'affaire et du danger, ne leur répondait rien et donnait brièvement les ordres nécessaires ; il marchait toujours et pressait les troupes de redoubler de diligence. « La Barge s'approcha de lui pour l'avertir que tout le monde murmurait et qu'on croyait qu'il allait tout perdre s'il ne retournait à la personne du roi ; le vicomte de Turenne lui répondit : « C'est là une belle ressource après « l'exemple qu'Orléans vient de donner, avant même qu'on ait reçu « aucun échec; où est-ce qu'on ouvrira les portes lorsque nous nous « présenterons vaincus et fugitifs ? Non, non, la Barge, ajouta-t-il,

[1] Saint-Évremond, *Éloge de M. de Turenne.*

« je suis las de ma destinée; c'est encore pis qu'à Rethel, il faut périr « ou tout sauver[1]. »

Au point du jour, il s'arrêta un moment pour attendre sa cavalerie dans une vaste plaine en vue de l'ennemi, où il avait un assez grand bois à sa gauche et à sa droite des marais. Autour de Condé on jugeait ce poste avantageux ; Condé en jugea bien différemment. « Si M. de Turenne demeure là, dit-il, je m'en vais le tailler en pièces ; mais il se gardera bien d'y demeurer[2]. » En effet, dès que Turenne eut été rejoint par le gros de sa cavalerie, que Navaille et Palluau lui amenaient, il recula et trouva un peu plus loin une position qu'il jugea si favorable, qu'il fit dire à Mazarin par le marquis de Pertuis, son capitaine des gardes, que le roi pouvait demeurer à Gien sans rien craindre. Le maréchal plaça son artillerie en batterie sur une hauteur ; en arrière, il plaça des troupes de pied ; au bas, en avant, il déploya sa cavalerie dans une plaine trop étroite pour que celle de Condé pût profiter de sa supériorité numérique, et où l'on ne pouvait arriver que par une chaussée étroite qui traversait un bois marécageux et que son canon balayait dans toute sa longueur. Cet étroit défilé était la clef de la situation ; Condé y lança successivement six escadrons qui ne purent passer. Turenne le défendit lui-même, l'épée à la main, tandis que ses boulets « faisaient un grand effet sur les troupes des ennemis », un effet que le duc d'York qualifie « d'exécution terrible ». Pendant ce temps, d'Hocquincourt arriva avec sa cavalerie. Le duc de Bouillon vint aussi avec « toutes les personnes de qualité de la cour » qu'il put décider à prendre part à une lutte qui pouvait être décisive. On attendit jusqu'à la nuit et on se retira de part et d'autre, l'armée du roi à Briare, celle de Condé à Châtillon. Pour la première fois, les deux plus grands hommes de guerre du siècle avaient été opposés l'un à l'autre, et Turenne, avec des forces bien inférieures, avait fait reculer Condé victorieux. L'avantage était resté à la science du stratégiste sur la fougue et l'impétuosité du soldat.

Tandis que se livrait la bataille, l'épouvante avait été grande dans Gien, où était le roi, car des fenêtres du château on voyait toute la côte couverte de fuyards, qui venaient semer dans la ville les bruits les plus alarmants. La cour, pauvre et malheureuse, à laquelle toutes les villes fermaient leurs portes, eût été perdue sans ressource si Condé eût triomphé. Les équipages furent préparés, et l'on disposa tout pour la fuite ; mais sans Turenne « la reine et Mazarin tombaient tous deux entre les mains de leurs ennemis, qui eussent mis la reine dans un cloître et fait un mauvais parti au cardinal, et, tenant la personne du roi, eussent gouverné à leur mode sous son nom. Le car-

[1] Histoire manuscrite de Turenne. — Papiers de Fleury.
[2] Désormaux, *Histoire de Condé*.

dinal aussi fut fort étonné ; mais la reine ne témoigna point de peur. Elle se coiffait lorsqu'elle apprit ces nouvelles, et elle demeura attachée à son miroir, n'oubliant pas à tortiller une seule boucle de ses cheveux, et de là elle fut dîner, où elle mangea d'aussi bon appétit et aussi tranquillement que si elle n'eût couru aucun risque[1]. » Enfin la reine put, à juste titre, dire au maréchal qu'il venait de remettre une seconde fois la couronne sur la tête de son fils, et Mazarin résolut de lui confier dès lors le commandement suprême de l'armée.

Le soir de la bataille de Bléneau, quand les troupes ennemies étaient encore en présence, Condé reconnut le maréchal d'Hocquincourt, qui était venu lui-même replier les derniers postes ; il le fit prier d'avancer ; sur sa parole, d'Hocquincourt se rendit au désir du prince, qui causa quelque temps avec lui. Le maréchal essaya de rejeter sur Turenne, qui ne l'avait pas secouru assez vite, la honte de sa défaite ; mais Condé, qui connaissait la valeur respective de ses deux adversaires, ne répondit à ces injustes récriminations que par des plaisanteries qui firent rougir d'Hocquincourt.

Le lendemain, Mazarin fit faire une relation de la journée de Bléneau. Il voulait la commencer en rappelant le conseil que Turenne avait donné à d'Hocquincourt de rapprocher ses quartiers ; mais Turenne supplia d'effacer ces détails, qui pourraient blesser son collègue, et, comme on lui faisait part des injustes accusations que d'Hocquincourt portait contre lui, il se borna à répondre qu'un homme aussi affligé qu'il l'était devait avoir au moins la liberté de se plaindre.

Après la bataille de Bléneau, Condé, au lieu de pousser vigoureusement l'armée royale, inférieure à celle qu'il commandait, se contenta de l'avantage insignifiant qu'il avait obtenu sur le maréchal d'Hocquincourt, et jugea sa présence plus utile à Paris qu'à l'armée. Il accourut donc à Paris, où il arriva le 11 avril, pour tâcher d'entraîner la grande cité dans sa révolte contre le roi.

Il trouva tout le monde d'accord dans la haine contre Mazarin ; mais personne ne paraissait disposé à prendre parti pour lui contre le roi. Les magistrats voulaient bien avoir le droit de condamner et d'exiler un ministre, mais ils se refusaient à toute alliance avec l'étranger, à une rébellion à main armée. Condé dut promettre qu'il se bornerait à demander l'expulsion du cardinal.

Le prince, découragé, envoya des émissaires à Mazarin pour traiter d'un accommodement. Mais, négocier avec cet habile et fin politique, c'était lui donner le moyen de triompher. Condé et Mazarin, quoique

[1] *Mémoires de Montglat.*

de caractères fort opposés, offraient, lorsqu'ils traitaient, un point de ressemblance, c'était de ne jamais avoir de prétentions bien arrêtées; ils traînaient en longueur, fatiguaient l'adversaire et cherchaient toujours à profiter des circonstances qui se produisaient au cours des négociations, pour obtenir de meilleures conditions. Le coadjuteur, nommé cardinal par le pape Innocent X, ne négligea rien pour empêcher l'accord. Il avait tout intérêt à entretenir l'hostilité entre ces deux hommes, afin de pouvoir se poser un jour en arbitre de la paix et rester maître de la situation.

Au bout de quelque temps, Condé vit qu'il était joué et se décida à reprendre la lutte; mais Turenne avait bien employé le temps que lui avait procuré Mazarin. Après avoir laissé l'armée royale se reposer de ses fatigues, il s'était porté sur Paris en tournant l'armée ennemie, que commandaient Tavannes, Vallon et Clinchamp. De Saint-Fargeau il gagna Auxerre, Joigny, Sens, Montereau, et passa la Seine à Moret. L'ennemi, comprenant son dessein, mais trop tard, voulut gagner la Ferté-Alais. Il l'y précéda d'une heure, et se posta fortement à Châtres, aujourd'hui appelé Arpajon[1]. L'armée des princes tourna sur sa gauche et se mit à couvert à Étampes. La cour était arrivée par Sens à Melun et à Corbeil (23 avril). Turenne était fort d'avis qu'elle s'en allât droit à Paris. Mazarin s'y refusa, et elle alla s'établir à Saint-Germain avec quelques détachements qui s'emparèrent de presque tous les passages autour de Paris.

On se préoccupait beaucoup, à ce moment, de l'attitude que prendrait le duc de Lorraine. Charles IV, dépouillé de ses États, réduit au rôle de *condottiere*, s'était, au mois de janvier, lié par un traité au parti des princes; mais chez lui une résolution n'était jamais définitive. Son armée, composée de vieux régiments, moitié allemands, moitié lorrains, formait toute sa fortune. Il l'offrait sans vergogne au plus offrant; mais, très ménager de son bien, c'est-à-dire du sang de ses soldats, il aimait mieux les conduire au pillage qu'au combat. Il ne se piquait pas de fidélité. Dans le même temps il recevait des subsides de l'Espagne, passait ouvertement pour servir les princes, et acceptait l'argent de la cour, trompant également tout le monde[2].

[1] Tous les auteurs que j'ai consultés ont écrit indistinctement *Châtres* ou *Chartres*. Châtres est un petit village du canton de Tournan, à vingt-quatre kilomètres au nord de Melun et sur la rive droite de la Seine. Chartres est à soixante kilomètres sud-ouest d'Arpajon, de l'autre côté d'Étampes. Aussi la position que prit Turenne a-t-elle été un sujet d'embarras pour plusieurs écrivains modernes. Pour comprendre ce passage, il faut se rappeler qu'Arpajon porta le nom de Châtres jusqu'en 1720, époque à laquelle cette ville fut érigée en marquisat en faveur de Louis de Séverac, marquis d'Arpajon, qui lui donna le nom de sa famille, originaire du Rouergue.

[2] « Il vient d'arriver un courrier de Rethel qui dit y avoir laissé M. le duc de Lorraine avec une partie de ses troupes. M. de Sablonnières et M. de Beaujeu (l'un envoyé du roi, et l'autre du duc d'Orléans) marchent avec lui comme s'ils agissaient pour de mêmes in-

En attendant qu'il eût pris un parti, Turenne infligea aux troupes rebelles un échec important. Mademoiselle ayant l'intention de se rendre d'Orléans à Étampes, et de là à Paris, fit demander un passeport à Turenne, ce qui lui fut accordé... Mais Turenne, se doutant que Mademoiselle voudrait, en partant, se donner le plaisir de passer en revue l'armée des princes, et qu'ainsi il trouverait les troupes en bataille hors de la ville, se résolut à risquer une attaque. Le 5 mai, en effet, il arriva à l'improviste auprès d'Étampes, au moment où finissait la revue pressentie. En voyant venir l'armée royale, les ennemis se retirèrent dans la ville et les faubourgs.

Turenne résolut d'attaquer un faubourg long et étroit, enfermé entre une rivière et un ruisseau, qui en font une île communiquant avec la ville par un pont. Le combat fut fort opiniâtre ; après avoir emporté le faubourg, Turenne le ferma, du côté de la ville, par une forte barricade, pour s'opposer aux secours qui pourraient venir de la ville. L'ennemi, en effet, essaya bien de sortir ; mais, dit Mademoiselle, « il se rencontra un embarras qui retarda le secours que l'on pouvait donner ; c'est que, pendant que les troupes étaient sorties le matin, l'on avait mené tous les bagages dans la ville, et, comme Étampes n'est quasi qu'une rue, elle se trouva si pleine et si embarrassée, que l'on eut peine à passer. » Les secours arrivèrent trop tard. Tout ce qu'il y avait dans le faubourg, trois mille hommes environ, fut tué ou pris.

Après ce succès, qui aurait pu être beaucoup plus important sans de fausses manœuvres que fit d'Hocquincourt, Turenne se logea à Palaiseau pour intercepter les communications entre Paris et Étampes. Des partis de l'armée royale vinrent à Bourg-la-Reine et Villejuif, et la terreur se répandit dans la banlieue de Paris. Les paysans se réfugiaient dans la ville avec leurs meubles et leurs bestiaux. Condé, pour rassurer les bourgeois, fit une sortie et s'empara de Saint-Denis ; mais, le lendemain, les troupes royales reprirent cette ville, dont la population était attachée au roi, et y laissèrent garnison (11 et 12 mai).

Ces heureux succès firent résoudre la cour à assiéger Étampes, afin de « tâcher de dissiper le corps d'armée qui y était renfermé, qui était le fondement de la guerre civile ».

Le 25 mai, Turenne, débarrassé d'Hocquincourt, que Mazarin avait « renvoyé, non sans murmure de sa part », dit Monglat, à son gouvernement de Péronne, sous prétexte que les Espagnols s'en approchaient, arriva sous les murs de la ville, et, « avant qu'il fût nuit, il s'empara de toutes les maisons qui sont hors de la ville. » La garnison

térêts; cette société met beaucoup de gens en doute de ce que l'on en doit espérer, mais celui qui en a porté la nouvelle assure que les bonnes intentions sont pour nous. » (*Lettres et Mémoires de Turenne,* nouvelles du 27 avril.)

était de sept mille hommes ; l'armée royale, qui n'était que de dix mille, n'était pas assez forte pour faire un siège dans toutes les formes ; aussi n'attaqua-t-on que d'un côté ; la tranchée ne fut ouverte que de celui d'Orléans. La circonvallation d'Étampes était trop grande à faire. « Les troupes françaises de Monsieur et de M. le prince étaient des gens d'élite ; il n'y avait pas un homme de rebut, ni pas un officier de manque, que ceux qui avaient été blessés à l'attaque du faubourg ou au combat de Bléneau[1]. »

Les assiégés se défendirent vaillamment. En vain le roi était-il venu en personne devant la place ; elle n'avait pas voulu se rendre, et même une batterie de fauconneaux avait tiré sur Louis XIV, tandis qu'il examinait l'état des fortifications.

La récolte de la Beauce de l'année précédente, amassée dans Étampes, assurait l'existence des assiégés ; mais ils commençaient à manquer de fourrages, quand on apprit l'arrivée du duc de Lorraine. Turenne pressa alors les travaux du siège. Il emporta les dehors et risqua plusieurs assauts qui ne réussirent pas. Il était tellement dépourvu des objets nécessaires, que la cour fut obligée de lui envoyer des chevaux pour le service de l'armée. Le duc de Lorraine avait passé la Marne à Charenton et pris ouvertement parti pour les princes. Un rapport de Turenne au cardinal ne fut peut-être pas étranger à la détermination du duc. « J'ai mis si bon ordre à tout, écrivait Turenne, et tellement bouché les avenues, que Son Altesse de Lorraine, prudente comme elle est, ne se hasardera jamais à vouloir passer la Marne. » Le courrier fut pris et la lettre lue par le prince de Lorraine, qui, vivement froissé, la renvoya au maréchal après avoir écrit au dos : « M. de Lorraine passera en dépit de tout le monde. » Il fit marcher son armée sur la Brie, et vint à Paris, où il entra le 2 juin, à dix heures du soir, entre Gaston et Condé, qui l'accueillirent comme « le salut du parti ». Turenne, qui n'avait pas de lignes de circonvallation se vit obligé de lever le siège (7 juin).

Charles IV aussitôt fit valoir auprès des princes qu'ayant été appelé pour faire lever le siège d'Étampes, il se considérait comme dégagé de ses obligations, et, de son camp de Villeneuve-Saint-Georges, il recommença à négocier avec la cour. Turenne néanmoins poursuivit ses opérations : il passa la Seine à Corbeil le 14, traversa la forêt de Senart et se trouva en présence du duc vers deux heures de l'après-midi ; mais il ne put l'attaquer à cause d'une rivière, l'Yères, qui le couvrait. Impatient de combattre, Turenne côtoya le ruisseau pour trouver un gué ou un pont. Laissant les forêts sur sa gauche, il défila devant l'ennemi, pendant la nuit, avec une audace dont il s'étonne lui-même. « Si l'armée des princes eût joint celle des Lorrains, les choses étaient

[1] *Mémoires de Mlle de Montpensier.*

dans une situation si critique, que deux ou trois heures auraient pu changer la face des affaires. » Son dessein était que, dans ce cas, la cour se servît de l'armée royale « pour l'escorter à Lyon »; heureusement l'armée rebelle ne vint pas. Le matin, Turenne était à Grosbois. Le Lorrain continua « à négocier à son ordinaire », au lieu de se battre. Turenne ne se laissa pas arrêter un moment par ces pourparlers diplomatiques. Il fallait attaquer le duc pendant qu'il était seul, « toutes les affaires de France dépendant de là ». L'armée lorraine était dans une situation excellente, « où une petite armée pouvait en combattre une bien forte avec avantage, » comme Turenne le reconnut dans la suite. Il prit néanmoins ses dispositions pour le combat, coupa court à toutes les négociations en faisant signifier au duc qu'il allait le charger sur l'heure. Le duc d'York, qui servit d'intermédiaire en cette rencontre, porta cet ultimatum à Charles IV, qui commanda devant lui à ses canonniers de faire feu sur les troupes royales. Mais ils s'en gardèrent bien ; ils avaient auparavant reçu l'ordre de ne pas tirer sous peine de la vie, et Charles IV se décida à signer un traité par lequel il s'engageait à cesser les hostilités et à sortir de France en douze jours, suivant un itinéraire déterminé.

Aussitôt le traité signé, les Lorrains s'engagèrent dans de longs défilés que commandaient les canons français. Cette circonstance fut heureuse pour l'armée royale; car à ce moment l'armée des princes apparaissait sur des hauteurs voisines, et, si la position du duc de Lorraine eût été bonne, ce prince perfide eût peut-être engagé un combat dont l'issue aurait pu devenir fatale au parti de la cour. L'armée d'Étampes, voyant Turenne entrer dans le camp du duc de Lorraine, traversa Paris et se logea à Saint-Cloud.

« La marche de Turenne contre le prince de Lorraine avait toute espèce d'avantages, dit Napoléon : il sortait lui-même d'embarras, puisqu'au camp d'Étampes il se trouvait entre les deux armées, et qu'étant arrivé sous Grosbois, il les avait dépassées toutes les deux ; il se ménageait la possibilité de battre isolément le duc de Lorraine. Enfin l'intérêt, le caractère et l'esprit de ce prince l'autorisaient à espérer qu'il lui ferait facilement prendre le parti qui conviendrait au roi, aussitôt qu'il le pourrait atteindre seul. » Cette marche était cependant très dangereuse.

Une fois sorti de ce péril, l'un des plus grands qu'il ait courus dans sa vie, Turenne put respirer un peu. Il s'occupa à refaire son armée. Le 20 juin, par une décision datée de Melun, « le roy, voulant pourvoir à la subsistance de son armée, commandée par le sieur de Thurenne, que Sa Majesté est obligée de tenir dans le cœur de son royaume pour s'opposer à celle des rebelles et ennemis de sa couronne et empêcher les désordres qu'elle commet, faute de payement, » ordonna que, des premiers deniers levés en 1652 sur la généralité d'Orléans,

il en fût payé « ès mains du trésorier général de l'extraordinaire des guerres et de cavalerie légère, Louis Longuet, six cent mille livres, suivant l'estat qui en a été ce jourd'hui arresté au conseil[1] ».

« Après que l'armée du roi eut séjourné deux jours à Villeneuve, elle en partit le 21 juin et marcha vers Lagny, où elle passa la rivière, le 1er juillet, et se logea près de Dammartin, afin d'empêcher le passage d'un corps de troupes qu'on disait devoir arriver de Flandre, en coulant le long de la rivière d'Oise ; M. le prince même s'était saisi de Poissy, afin de lui donner moyen de le joindre. La cour, après avoir demeuré quelque temps à Melun, s'en vint à Lagny, où M. le maréchal de la Ferté vint la joindre avec trois mille hommes, et arriva à Saint-Denis le 28 juin, sur les huit heures du soir; le roi et la reine furent reçus à la Commanderie, maison de l'enclos du monastère de l'abbaye. De là Leurs Majestés allèrent faire un tour de promenade dans le jardin, où les maréchaux de Turenne et de la Ferté étant venus les saluer, il y eut un conseil de guerre au même lieu. Monsieur, frère unique du roi, y assista avec le cardinal Mazarin, le duc de Bouillon et le maréchal du Plessis-Praslin[2]. » Turenne se rapprocha alors de Paris et vint camper à la Chevrette, à une lieue de Saint-Denis.

L'armée des princes, réduite à cinq mille hommes environ, était campée entre Suresne et Saint-Cloud. Le pont, dont Condé disposait, lui permettait soit de tenir tête à Turenne en faisant passer ses troupes, selon les besoins, tantôt d'un côté de la rivière, tantôt de l'autre, soit de lui échapper en cas d'insuccès. Quoique le maréchal eût une armée double en nombre, elle était insuffisante pour accabler Condé dans ces conditions. Résolu à en finir, Mazarin n'hésita pas à dégarnir toutes les frontières et à former une nouvelle armée, égale à celle de Turenne, dont il donna la conduite au maréchal de la Ferté.

Turenne avait en secret préparé un pont à Épinay. Une île, qui se trouve au milieu du fleuve, facilita sa tâche. Les troupes de la Ferté devaient passer la Seine et attaquer Condé dans son camp, tandis que le corps de Turenne devait agir sur l'autre rive. Les mesures des deux généraux étaient excellentes ; mais, à la vue du pont d'Épinay, le prince pénétra le dessein de Turenne. Il vint avec quelques escadrons pour empêcher le passage ; il échoua. Le plus sûr moyen de prévenir sa ruine eût été de chercher un asile à Paris ; mais la population était irritée contre lui. Il résolut de se porter à l'est de Paris, à Charenton, où il serait couvert par la Marne et la Seine.

Ce mouvement fut exécuté avec rapidité. A l'entrée de la nuit, toute l'armée de Condé décampa. En moins de deux heures elle se trouva

[1] Archives nationales, E 1698 [100].
[2] Dom Félibien, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis.*

réunie sur la rive droite de la Seine. Elle traversa le bois de Boulogne, descendit au Cours-la-Reine et se présenta à la porte de la Conférence, espérant pouvoir traverser Paris. La garde bourgeoise ayant refusé d'ouvrir, elle tourna sur sa gauche, atteignit la porte Saint-Honoré et côtoya extérieurement les remparts jusqu'à la porte Saint-Denis. Le prince de Condé était resté en personne à l'arrière-garde. Turenne, averti de ce mouvement, fit avancer de l'artillerie et se mit avec quelques escadrons à la poursuite de Condé. Il passa par Saint-Denis et la Chapelle, et, sur les six heures, il rejoignit et culbuta, à la hauteur de la porte Saint-Denis, les dernières troupes de Condé. Celui-ci vit bien qu'il ne pourrait éviter le combat; il s'y disposa et sut merveilleusement choisir son terrain. Il s'établit devant la porte Saint-Antoine, dans un véritable camp retranché construit par les bourgeois quelques semaines auparavant, pour défendre aux bandes redoutées du prince lorrain l'accès de Paris. Il n'y avait que ce lieu-là, dans toute la marche qu'il voulait faire, qui pût le garantir d'un désastre complet.

Devant la porte Saint-Antoine se trouvait une vaste place dans laquelle débouchaient trois rues principales : celles de Charenton, de Saint-Antoine et de Charonne, formant une patte d'oie. De nombreuses rues de traverse réunissaient ces trois grandes voies et rendaient les communications faciles entre elles. M. le prince fit arrêter ses bagages sur la place et construire quelques barricades nouvelles. On crénela les maisons. Le duc de Nemours eut à défendre la rue de Charenton, M. de Vallon celle du faubourg, M. de Tavannes celle Charonne; le prince avec le duc de la Rochefoucauld, le prince de Marsillac et cinquante de ses plus braves compagnons, forma un escadron d'élite pour se porter sur les points les plus menacés.

A sept heures du matin, les armées étaient prêtes à en venir aux mains. Pour éviter les méprises, si faciles dans cette lutte de Français contre Français, Condé fit mettre à ses soldats un bouquet de paille au chapeau ; Turenne, un morceau de papier. Condé, pressé comme dans un étau entre les murs de Paris et une armée triple en force, devait être écrasé. Turenne, absolument sûr du succès, ne voulait pas engager l'action sans avoir toutes ses forces sous la main. Le roi et Mazarin, des hauteurs de Charonne, se préparaient à contempler la défaite des rebelles. Dans leur impatience, ils envoyaient à Turenne l'ordre de livrer bataille, « comme s'il n'y avait eu qu'à avancer pour défaire entièrement les ennemis. » Turenne répondait qu'il n'avait point de canons et peu d'infanterie ; que les soldats ne pouvaient enfoncer des retranchements et des barricades sans autres outils que leurs mains ; que, l'ennemi ne pouvant plus échapper, il fallait attendre l'arrivée du maréchal de la Ferté avec l'artillerie et le gros de l'armée.

Pour écraser Condé, il ne fallait qu'un peu de patience ; mais Mazarin ne sut pas attendre. Le duc de Bouillon, qui se trouvait à ses côtés,

vit que la lenteur de son frère était mal interprétée. Dans l'entourage du cardinal, il entendait vaguement parler de trahison; il se rendit auprès du maréchal et lui conseilla de faire céder les considérations militaires aux considérations politiques, et d'attaquer sans délai. Turenne s'y résigna. Il prit le commandement du centre, confia l'attaque de droite à Saint-Maigrin, jeune homme plein d'ardeur, qu'une inimitié personnelle animait contre M. le prince, et celle de gauche à Navailles. Saint-Maigrin, qui attaqua le premier, emporta d'abord la barricade de la rue de Charonne, et une lutte terrible s'engagea entre les mousquetaires de M. le prince et les gardes-françaises. Les mousquetaires, retranchés dans les maisons des deux côtés de la rue, furent successivement attaqués dans chaque maison. On se battait à chaque étage, dans chaque pièce. Les gendarmes et les chevau-légers, engagés témérairement par le bouillant Saint-Maïgrin, arrivèrent jusque auprès du prince. Mais, à ce moment, Condé chargea lui-même avec sa réserve. Saint-Maigrin, Mancini, neveu du cardinal, furent tués. Les gendarmes et les chevau-légers, rompus, prirent la fuite; les gardes-françaises, sans appui, évacuèrent les maisons dont ils s'étaient emparés et furent décimés par le feu des mousquetaires. Du côté opposé, Nemours contint la cavalerie de M. de Navailles, qui s'était imprudemment engagé dans la rue de Charenton sans attendre son infanterie, et la fit reculer. Mais c'était dans la grand'rue, au centre de la bataille, que se portaient les plus grands coups. Turenne, bien supérieur en nombre, s'avança lui-même avec résolution, prudence et fermeté. Il s'empara de la barricade établie en face de l'abbaye de Saint-Antoine, malgré la résistance de Vallon et de Clinchamp, qui furent blessés. Condé, averti, accourt avec ses intrépides compagnons; deux fois la barricade fut prise et reprise. Elle était aux mains de Condé, quand la grande chaleur du jour et la lassitude du combat amenèrent une trêve de quelques instants. Condé, étouffant dans son armure, se fit « désarmer et débotter, se jeta tout nu sur l'herbe d'un pré, se tourna et vautra comme les chevaux qui se veulent délasser, puis il se fit r'habiller et armer pour achever la bataille [1] ».

Cette courte suspension d'armes avait été profitable à l'armée royale, qui avait reçu des renforts et du canon, et qui reprit l'offensive avec des troupes fraîches et nombreuses. Turenne fit tourner, par des rues latérales, la barricade que défendait Condé. Le prince, menacé d'être enveloppé, l'abandonna; mais Beaufort, qui venait de sortir de Paris, la Rochefoucauld, Nemours et le jeune Marsillac, avec quelques personnes de qualité, entreprirent néanmoins de la défendre et s'y maintinrent courageusement. Ils allaient succomber, quand, à la nouvelle du danger qu'ils couraient, Condé, suivi de ce qui lui restait de gen-

[1] *Mémoires de Conrart.*

tilshommes, se porta à leur secours et les dégagea. Nemours avait reçu treize coups dans ses armes; la Rochefoucauld, atteint d'une balle qui lui avait traversé la tête au-dessous des yeux, avait perdu la vue et se retirait en chancelant sur les bras de son fils. Beaufort seul faisait encore face à l'ennemi. M. le prince assura leur retraite.

Pendant ce temps, le maréchal de la Ferté était enfin arrivé avec sa grosse artillerie; des batteries placées dans les trois rues principales écrasaient l'armée des princes. Les portes de Paris demeuraient obstinément fermées. Condé, qui se battait en désespéré, semblait perdu, quand une circonstance fit tout changer. Une volée de canon, partie des remparts de la Bastille et dirigée contre les troupes royales, lui rendit l'espoir. Au même moment, un écuyer vint l'avertir que Mademoiselle l'attendait dans une maison attenante aux murs de la ville. Elle avait vaincu l'obstination des Parisiens, et la capitale offrait aux débris de l'armée de Condé un refuge assuré.

Mazarin fut atterré. « S'il eût permis à Turenne, de droite, à la Ferté, de gauche, de pousser leurs armées, de s'unir en formant un coin, ils entraient infailliblement; ils perçaient à travers Condé, perçaient jusqu'à Paris, ayant de moins en moins à craindre les boulets, qui volaient par-dessus leurs têtes. Ils auraient ri sous ces canons tirés dans les nuages, et trouvé à la porte Saint-Antoine un monde de gens impatients de la leur ouvrir. Mais Mazarin perdit la tête; Turenne, je crois, garda la sienne. Pour la seconde fois, il épargna Condé. Froid, calme et prévoyant, il se soucia peu, pour faire triompher Mazarin, de marquer dans l'avenir sa maison, celle de Bouillon, du sang d'un prince et du carnage horrible où allaient périr pêle-mêle nombre de grands seigneurs de France [1]. »

On dit, « à la cour et à Paris même, que M. de Turenne n'avait pas fait ce qu'il avait pu [2]. »

Ces accusations ne paraissent pas fondées. Ce fut Mazarin qui dirigea ce jour-là l'action. Il la fit engager trop tôt, contre l'intention de Turenne. Ce fut sans doute lui qui donna l'ordre de s'arrêter. En tout cas Turenne, paralysé par cette volonté supérieure qui venait contrecarrer ses plans, n'osa pas risquer un coup de fortune.

Condé, rentré dans Paris, sentit qu'il avait perdu les sympathies de la population. Il eut recours, pour les reconquérir, à un affreux guet-apens. Une réunion solennelle avait éte convoquée à l'hôtel de ville par les princes; elle se termina par le massacre des députés de la bourgeoisie et l'incendie du palais. Le peuple, terrifié, mit de la paille au chapeau; mais, au bout de dix jours, il se rassemblait et demandait la paix et le retour du roi.

[1] Michelet, *Histoire de France.*
[2] *Mémoires de Conrart.*

Pendant ce temps, l'armée espagnole se dirigeait sur Paris. Le duc de Lorraine la joignit à Fismes. Le duc, par extraordinaire, avait tenu sa parole. Il s'était engagé, par le traité de Villeneuve-Saint-Georges, à quitter le royaume. Il en sortit, en effet; mais, arrivé au bourg de Veneau-les-Dames, qui était à l'entrée du Barrois, hors de la frontière de France, fier d'avoir satisfait, pour la première fois peut-être, à un engagement pris par lui, il fit tirer deux coups de canon, et, la conscience en repos, il rentra en Champagne avec toutes ses troupes. Les Espagnols le quittèrent à Laon; mais ils lui laissèrent un renfort de trois mille chevaux allemands, commandés par le prince Ulrich de Wurtemberg. Il se dirigea à petites journées vers Paris, enrichissant, comme toujours, son armée de pillage. La cour, désespérée, pensa se retirer à Rouen : « la Normandie ne voulut point recevoir le roi. » On résolut alors de s'en aller à Lyon. Turenne « dit aussitôt que tout était perdu si on prenait cette résolution ». Le cardinal « donna dans son sens », et persuada la reine, « qui n'a jamais trouvé de conseil trop hasardeux, » d'aller avec la cour à Pontoise, tandis que l'armée irait à Compiègne.

Pendant que la cour était à Pontoise, le roi ordonna (6 août) la translation du parlement dans cette ville. Deux présidents et onze conseillers seulement obéirent à cet appel. Ces treize magistrats se réunirent sous la présidence de Matthieu Molé; ils n'étaient d'ailleurs guère plus *mazarins* que leurs confrères restés à Paris. Ils représentèrent au ministre qu'il dépendait de lui de rétablir la tranquillité publique; que sa présence servant de prétexte aux factions, elles seraient dissipées par sa retraite, et ils le déterminèrent à s'éloigner temporairement. Sûr de l'assentiment du ministre, le parlement de Pontoise fit au roi de très humbles remontrances sur la présence de Mazarin à la cour et le supplia de donner la paix à son peuple en l'éloignant. Le roi approuva ces dispositions, le 12 août, et le cardinal, ayant fait donner la direction des affaires à le Tellier et à Sarvien, ses amis fidèles, ayant remis au roi une instruction pour toute sa conduite, et comptant sur l'affection de la reine, partit bien accompagné, le 22 août, et se retira à Bouillon.

Le duc de Bouillon était mort le 9 août, à Pontoise, après une maladie de quatorze jours. C'était un politique et un homme de guerre du premier ordre, actif, ambitieux, capable de grandes choses. Après s'être, à plusieurs reprises, révolté contre le pouvoir royal, il était, en ce moment, rallié à Mazarin, qu'il servait avec dévouement, peut-être avec la pensée secrète de le remplacer un jour. « On peut dire que ce fut pour le malheur de la France, dit la Rochefoucauld en parlant de sa mort, parce qu'apparemment il eût fait la paix, car M. le prince l'avait demandé pour garant des conditions du traité que Langlade négociait, et il n'y avait que lui qui pût le rassurer contre la défiance

qu'il avait du cardinal. Cette mort du duc de Bouillon devrait seule guérir les hommes de l'ambition et les dégoûter de tant de plans qu'ils font pour réussir dans leurs grands desseins; car l'ambition du duc de Bouillon était soutenue par toutes les qualités qui pouvaient la rendre heureuse. Il était vaillant et savait parfaitement tous les ordres de la guerre. Il avait une éloquence facile, naturelle et insinuante. Son es-



Mademoiselle de Montpensier, d'après une gravure du temps.

prit était net, fertile en expédients et capable de démêler les affaires les plus difficiles. Son sens était droit, son discernement admirable, et il écoutait les conseils qu'on lui donnait avec douceur, avec attention et avec un certain égard obligeant, dont il faisait valoir les raisons des autres, et semblait en tirer ses résolutions. Mais de si grands avantages lui furent presque inutiles par l'opiniâtreté de sa fortune, qui s'opposa toujours à sa prudence; et il mourut dans le temps que son mérite et le besoin que la cour avait de lui auraient apparemment surmonté son malheur. » Turenne « fut touché très sensiblement de cette perte, ayant toujours aimé son frère et ayant été aimé de lui très parfaite-

ment ». « On l'a vu fondre en larmes, dans les rues de Pontoise, sur ce qu'il venait d'apprendre que le duc de Bouillon, son frère, y était périlleusement malade, dont il mourut, et ses larmes étaient d'autant plus touchantes et naturelles qu'on voyait bien qu'il eût voulu les retenir [1]. »

Mais les nécessités publiques ne lui laissèrent pas le temps de s'appesantir sur sa douleur. Turenne, qui avait campé un mois auprès de Gonesse, fit marcher son armée vers Dammartin pour se mettre entre Paris et l'armée lorraine, à laquelle il voulait barrer le passage de la Marne. Il avait été averti à temps de l'endroit où les Lorrains la voulaient passer; « mais, comme on se relâche quelquefois, » il ne pressa pas assez sa marche, et il arriva trop tard. Il se replia alors en toute hâte sur Villeneuve-Saint-Georges, et y parvint au moment où les fourriers de l'ennemi y entraient pour marquer le logement de leur armée; il ne put toutefois empêcher la jonction des troupes des princes avec l'armée lorraine, qui s'effectua quelques jours après à Ablon. Les généraux réunis « résolurent de s'approcher près de M. de Turenne, qui, tenant Corbeil, Melun et tout le dessus de la rivière, ne manquait de rien; au lieu que les confédérés, qui étaient obligés de chercher à vivre aux environs de Paris, pillaient les villages et renchérissaient par conséquent les denrées de la ville. Cette considération, jointe à la supériorité du nombre qu'ils avaient sur M. de Turenne, les obligea à chercher les occasions de le combattre. Il s'en défendit avec cette capacité qui est connue et respectée de tout l'univers, et le tout se passa en rencontres de parti et en petits combats de cavalerie qui ne décidèrent rien [2]. »

Le jour de la jonction des alliés, on pensa qu'ils allaient attaquer. Une autre fois « on croyait qu'ils attaqueraient le camp comme on l'avait cru le jour de leur jonction ». Il n'en fut rien. « Au lieu d'attaquer, ils vinrent se retrancher à une portée de canon du côté de la plaine et songèrent à affamer l'armée du roi. »

L'inaction du duc de Lorraine et des princes en ce jour (12 septembre) n'a jamais été bien expliquée. Les Frondeurs s'en sont pris tour à tour, et en même temps, à la trahison, à la maladie qui retenait le prince de Condé à Paris, et à une reprise des négociations secrètes de ce prince avec la cour.

Mme de la Guette en donne dans ses Mémoires l'explication suivante : son château de Sussy ayant été pillé, elle s'était réfugiée à Grosbois.

« Le lendemain de mon arrivée à Grosbois, dit-elle, l'armée de Lorraine marcha en bataille pour aller faire l'attaque à M. le maré-

[1] Histoire manuscrite de Turenne, papiers de Fleury.
[2] *Mémoires du cardinal de Retz.*

chal de Turenne, mais Dieu, protecteur de mon roi, l'empêcha. Vous allez apprendre comment. Le major me vint dire : « Madame, vous « qui êtes la plus généreuse et la plus courageuse de toutes les femmes, « voulez-vous avoir bien du passe-temps aujourd'hui ? Voilà notre « armée qui va attaquer M. de Turenne, je m'assure qu'il n'en échap- « pera pas un, et vous verrez beau jeu. » Selon les apparences, ils pouvaient tout prétendre en ce temps-là, parce que l'armée du roi n'était que de six à sept mille hommes qui avaient Paris à dos, la Seine à boire, dix-huit mille Lorrains en tête. »

Mme de la Guette accompagne cet officier et monte sur un four à chaux pour voir l'armée lorraine qui venait en très bel ordre du côté de la Brie. Ils étaient là, tous deux, fort attentifs; il pensait à l'avantage de son maître, et elle songeait à le détruire et à servir le sien.

« Après avoir regardé assez de temps, je lui dis : « Vous croyez « que vos gens battront l'armée de mon roi ? Je vous réponds que la « vôtre le sera dos et ventre. Je sais des particularités dont je veux « vous faire part; c'est que je puis vous dire de science certaine que « le canon du roi est placé d'une manière qui vous incommodera fort « à l'approche, et que, de plus, dans le bois de la Grange du milieu « il y a un nombre d'infanterie qui vous canardera comme il faut; vous « voyez comme les murs de ce parc vous serreront en flanc; et je vous « apprends encore que M. de Montbas a un camp volant et vous suit « pour vous charger en queue. Dans le parc, il y a bien dix mille paysans « bien armés et bien intentionnés pour courir sur vos gens aussitôt que « l'occasion s'en présentera. Je suis assurée qu'ils se tiennent prêts sans « vous en donner avis, comme vous pouvez croire. Servez-vous de ce « que je vous dis, et donnez-en avis à votre duc au plus tôt, car « je vous assure qu'il y aura peu des vôtres qui retrouvent le loquet « de sa porte; ne perdez point de temps; encore une fois, courez « vite. » Le major la quitta brusquement et s'en alla au grand galop trouver le duc de Lorraine, qui était à l'arrière-garde, pour lui faire part de ces nouvelles. Son Altesse y donna entièrement créance, et elle envoya prévenir M. le prince qu'elle ne voulait pas combattre ce jour-là. »

Devons-nous accepter cette version ? Les grands effets ont quelquefois de petites causes, et le stratagème de Mme de la Guette fut peut-être pour quelque chose dans l'inaction de l'armée lorraine.

Turenne d'ailleurs ne se dissimulait pas les difficultés de la situation. Bussy, qui était occupé à Nevers, étant venu le voir, « le maréchal, dit-il, dont la gauche était aux fourches de Villeneuve, se trouvant serré dans l'angle des rivières de Seine et d'Yères, prévit aussitôt la délicatesse de son poste, et là-dessus il me demanda plusieurs fois quand je croyais que les troupes de Montrond le

pourraient joindre. Je lui dis que je ne pensais pas qu'elles se hâtassent fort; et comme il me parut que cela lui faisait de la peine, je lui offris de les aller faire partir et marcher en diligence. Ce qui m'obligea de faire cette offre au maréchal de Turenne fut la seule envie de gagner son amitié par un service considérable, et celui-ci l'était effectivement. »

Napoléon s'étonne beaucoup de la conduite de Turenne en ces circonstances. « Son séjour au camp de Villeneuve-Saint-Georges, pendant six semaines, devant deux armées supérieures en force, est bien hasardeux; quel motif a pu le porter à courir un tel danger? Son camp n'était pas tellement fort qu'il ne pût être forcé, ce qui aurait entraîné la ruine de son armée et celle du parti de la cour. Sa position paraissait tellement critique, qu'elle a retardé la soumission de Paris. »

L'explication de la conduite du maréchal en cette circonstance paraît assez facile à donner. Il connaissait le caractère du duc de Lorraine, très désireux, nous l'avons dit, de faire acheter son concours, mais peu soucieux de faire combattre son armée; de plus, en ce moment une réaction très vive se produisait à Paris contre les princes. Beaufort lui-même avait perdu toute popularité. L'assemblée des colonels de la garde bourgeoise ayant, à la fin de septembre, défendu de laisser sortir de la ville des vivres ou des munitions pour l'armée des princes, Beaufort en personne se promena de porte en porte avec un chariot chargé; les officiers refusèrent tous de le laisser passer, et le roi des halles rentra piteusement chez lui avec son chariot. Il importait d'être à proximité de la capitale pour profiter du mouvement des esprits quand le moment serait venu. Enfin Turenne, « fort grand capitaine, dit Mademoiselle, et celui de ce temps-là qui est le plus vanté pour savoir bien prendre son parti et éviter de combattre quand il croit ne pouvoir le faire avantageusement, » espérait bien pouvoir choisir le moment du combat et peut-être l'éviter. Il se maintint à son poste jusqu'au 4 octobre; puis, comme les fourrages manquaient, il jeta quatorze ponts sur l'Yères, fit partir tout son bagage au commencement de la nuit du 4 au 5, dissimula, à l'aide du tumulte causé par des cris de joie qu'il faisait pousser par ses soldats autour des feux de bivouac, à l'imitation de l'armée des princes, le bruit des chevaux, des chariots et des canons en marche, et partit lui-même dans la nuit. Une heure avant le jour, l'armée des princes s'aperçut, mais trop tard, que l'armée royale avait décampé. Condé était à Paris, malade. Averti au point du jour, il entra dans une violente colère. « Il faudrait donner des brides à Tavannes et à Vallon, s'écria-t-il : ce sont des ânes. » Dès sept heures du matin, oubliant sa maladie, il accourait à son camp, accompagné du duc de Lorraine, et détachait divers partis à la poursuite de Tu-

renne. Ils ne purent rejoindre que l'arrière-garde, avec laquelle ils engagèrent quelques escarmouches; mais le gros de l'armée royale, protégé par des redoutes que Turenne avait fait construire à l'avance sur une hauteur par M. de Vaubecourt, s'était mis à l'abri sous les murs de Corbeil. L'armée ne s'y arrêta pas; elle se dirigea vers Meaux et alla ensuite se poster auprès de Senlis.



Le duc de Beaufort.

Condé ayant su que Palluau avait reçu l'ordre de raser Montrond, pria Turenne de l'empêcher, et déclara qu'en cas que sa prière n'eût point d'effet, il ferait raser les maisons des personnes de condition au service du roi. Le roi le prit de haut et écrivit à Turenne, le 9 septembre 1652 : « ... Toutes sortes de fortifications faites dans mon royaume étant à ma disposition, et même les endroits où elles sont construites, sur quelques fonds que ce soit, étant réputées m'appartenir, et celles qui ont été édifiées à Montrond ayant servi depuis deux ans aux troubles et à la ruine des provinces qui en sont voisines..., j'ai résolu de les faire raser, et j'en ai donné mes ordres au sieur de

Palluau, lesquels je m'assure qu'il exécutera ponctuellement, et que, s'il arrive audit prince de Condé et à qui que ce soit de son parti d'entreprendre rien de pareil sur les maisons de mes sujets, je ferai raser toutes celles qui lui appartiennent et à tous ceux qui portent avec lui les armes contre mon service. »

Louis XIV pouvait parler ainsi. La faveur populaire lui revenait à Paris. On buvait dans les cabarets à la santé du roi. Le 11 octobre, le duc de Lorraine faillit être écharpé dans les rues.

« Condé, environné de conseils dictés par les divers intérêts de ceux qui suivaient sa fortune, était dans l'agitation la plus vive qu'il eût éprouvée jusqu'alors. Ceux qui cherchaient à lui inspirer des sentiments contraires à son repos, après lui avoir persuadé qu'il ne devait plus se fier à la cour, lui firent naître l'envie d'imiter le duc de Lorraine. Cette idée flatta son imagination; il voyait que ce duc, dépouillé de ses États et avec de moindres avantages que les siens, s'était rendu considérable par son armée et par son argent. Il crut qu'ayant des qualités qui le mettaient au-dessus de lui en toutes choses, il ferait des progrès à proportion, et que, pour y parvenir, il n'avait qu'à prendre un genre de vie conforme à son humeur active [1]. »

Le 15 octobre, le prince prit son parti. Il quitta Paris en le maudissant et en lui promettant bonne guerre. Un temps d'indécision suivit son départ. Turenne, auquel, de son propre aveu, paraît avoir appartenu l'initiative de toutes les grandes résolutions de ces temps troublés, laissa à Senlis son armée sous les ordres de la Ferté, et vint à Saint-Germain, où était la cour, pour la décider à rentrer à Paris. Le roi, qui avait donné deux édits d'amnistie, l'un le 26 août, l'autre le 26 septembre, qui savait qu'il serait bien accueilli par le peuple, hésitait à faire sa rentrée dans Paris. Turenne répondit de tout.

Le lundi 21 octobre, le roi partit de Saint-Germain et vint dîner à Saint-Cloud. Il envoya en avant le jeune Sanguin, son maître d'hôtel ordinaire, porter au duc d'Orléans et à Mademoiselle l'ordre de quitter Paris. Mademoiselle obéit sur l'heure; mais le duc se refusa à sortir. Sanguin, en revenant, rencontra le roi dans le bois de Boulogne. La reine fut surprise quand elle apprit le refus que Monsieur faisait d'obéir, et elle fit arrêter son carrosse pour consulter sur ce qu'il y avait à faire. On faisait au duc d'Orléans l'honneur d'avoir peur de lui ! « Mais le maréchal de Turenne la fit avancer et lui dit qu'il fallait tenir conseil en marchant, afin que le peuple de Paris, qui était venu au-devant du roi, ne connût point son étonnement. Il dit que dans les grandes affaires il fallait payer de hardiesse, et que si le peuple remarquait la moindre crainte, il serait capable, dans son inconstance ordinaire, de retourner du côté de Monsieur. On continua donc de

[1] *Mémoires de M.* ***, collection Michaud.

marcher, et on dépêcha le duc de Damville pour lui dire que si le roi apprenait, en arrivant à Paris, qu'il n'eût pas obéi, il irait descendre chez lui avec son armée pour lui apprendre le respect qu'il devait avoir pour ses commandements [1]. » Turenne savait comment il fallait prendre le duc d'Orléans. Le pauvre Gaston « dit au duc de Damville qu'il était bien tard et qu'il ne savait où aller coucher [2] ». On lui permit de coucher chez lui, et il partit le lendemain matin à quatre heures pour Limours. A la barrière le roi monta à cheval pour faire son entrée à Paris. Il arriva au Louvre à sept heures et demie, et sur tout le trajet il fut acclamé comme un libérateur.

Dès le 24 octobre, Turenne rejoignait à Senlis son armée, qui ne comptait que dix mille hommes. Ses projets consistaient à suivre pas à pas et à rejeter hors du royaume les armées du prince de Condé et du duc de Lorraine. Ces deux corps combinés s'éloignaient volontairement de Paris, sans avoir néanmoins l'intention de passer la frontière de France; leur but était de se mettre à portée de recevoir l'appui de l'armée d'Espagne, commandée par le comte de Fuensaldagne. Turenne jugeait ses troupes trop faibles pour se mesurer avec une armée qu'il évaluait à vingt-cinq mille hommes. Cette disproportion numérique et la présence de Condé expliquent la lenteur de sa marche le long de la Marne, qu'il remonta avec prudence en s'approchant de Châlons. Condé mit à profit cette réserve forcée, s'empara de Château-Porcien, de Rethel, et entreprit le siège de Sainte-Menehould.

Turenne alors demanda à le Tellier des renforts et de l'artillerie. Il essaya de jeter des secours dans Sainte-Menehould; deux cents hommes seulement réussirent à y pénétrer. Le gouverneur, le comte de Sainte-Maure, tint énergiqnement, mais la place était mauvaise; l'explosion de deux fourneaux, qui ouvrirent une large brèche, l'obligea à capituler le 13 novembre.

Le prince de Condé attaqua Bar-le-Duc, qui ne tint qu'un jour. Cette courte résistance dérangea les plans de Turenne. Il comptait tirer avantage de la mauvaise position que devait prendre une armée forcée, par la configuration de la place, la ville étant divisée en haute et basse, de se séparer en deux corps pour les opérations d'investissement et d'attaque. « Il est très constant que si le siège eût un peu duré, comme il le devait selon toutes les apparences, M. le prince ne pouvait pas sauver son canon, et il est vraisemblable que son armée ne se fût pas retirée bien aisément. »

N'ayant pu obtenir l'avantage décisif qu'il espérait, le maréchal se rapprocha de Condé, qu'il suivait pas à pas, le poussa vigoureu-

[1] *Mémoires de Montglat.*
[2] *Ibid.*

sement, le contraignit à prendre ses quartiers d'hiver dans le Luxembourg, et reprit Bar, Château-Porcien et Vervins. Un froid excessif vint interrompre les opérations. Une partie de l'armée se cantonna en Champagne; l'autre s'en alla dans le Poitou. Turenne revint à Paris, où il arriva deux jours après le roi, qui venait de faire un voyage à Lyon.

La Fronde était finie. Il était passé, « ce temps de désordre et de trouble où l'esprit ténébreux de discorde confondait le droit avec la passion, le devoir avec l'intérêt, la bonne cause avec la mauvaise; où les astres les plus brillants souffrirent presque tous quelque éclipse, et les plus fidèles sujets se virent entraîner malgré eux par le torrent des partis[1]. » Ce fut une triste époque. L'historien qui étudie ces temps troublés n'y rencontre qu'un conflit attristant des plus basses passions de l'humanité. Chez les grands, égoïsme et cupidité, soif des richesses et de pouvoir, efforts désespérés pour revenir au régime qu'avait si fortement combattu Richelieu; dans la magistrature, recherche d'une popularité malsaine, ambition et désir immodéré de s'ingérer dans les affaires publiques; dans le peuple enfin, esprit de révolte et de sédition, avec cette mobilité excessive d'idées et d'opinions qui semblent le fond de la nature française. La Fronde, qui n'a rien produit de grand et de fort, a arrêté la fortune de la France. Tandis que notre malheureux pays se déchirait dans des luttes stériles et criminelles, l'Espagne, épuisée, qu'une campagne vigoureuse eût contrainte à nous livrer les Pays-Bas, reprenait haleine et préparait les ressources avec lesquelles un prince de sang français allait, pendant cinq ans, tenir en échec les forces de la France.

[1] Fléchier, *Oraison funèbre de Turenne.*

CHAPITRE QUATRIÈME

GUERRES EN FLANDRE

(1653-1659)

Mazarin, au pouvoir, se montra reconnaissant envers Turenne. A peine de retour à la cour, il le fit nommer ministre d'État (février 1653), et peu après lui fit obtenir le gouvernement du haut et bas Limousin. Le nouveau gouverneur prêta serment entre les mains du roi le 16 juin 1653, et ses lettres de provisions furent enregistrées au parlement de Guyenne au mois de décembre de la même année.

Le cardinal s'occupa de pacifier les provinces. Le comte d'Alais, en Provence, après avoir été battu à plusieurs reprises par le duc de Mercœur, quitta son gouvernement, où tout rentra dans l'ordre. Bordeaux résista plus longtemps, et ce ne fut que le 30 juillet 1653 que la ville fut entièrement soumise; mais l'alliance de Condé avec l'Espagne allait amener une nouvelle période de luttes où les mécontents se mirent dans les rangs de l'ennemi de la France, et qu'on a désignée sous le nom de Fronde espagnole.

En 1653, « comme on était rentré fort tard dans les quartiers d'hiver, tant du côté des Espagnols que de celui du roi, on ne se mit en campagne qu'assez avant dans le mois de juin. » La France, fatiguée par cinq années de guerre civile, reprenait haleine avant de recommencer la lutte. L'Espagne, de son côté, rassemblait des forces considérables afin de pouvoir écraser son ennemie, qu'elle croyait épuisée. Philippe IV et don Louis de Haro voulait en outre profiter du précieux concours que leur offraient les talents de Condé, et lui fournir

une armée digne de lui. L'Empereur, gagné par eux, laissa, contrairement au traité de Westphalie, passer en Belgique par petites bandes des soldats allemands en grand nombre, et deux grands corps d'armée qui, réunis, se montaient à vingt mille fantassins et quatorze mille chevaux, et se formèrent peu à peu, l'un sur la Sambre, derrière la Capelle, l'autre dans le Luxembourg.

Turenne fut prêt le premier. La ville de Rhetel, appuyée par la Capelle et Stenay, dominant la vallée de l'Aisne, donnait aux Espagnols une base d'opérations très avantageuse. Elle assurait leurs communications avec le Luxembourg, et leur ouvrait l'accès de la Champagne et de l'Ile-de-France. Avec une précision et une sûreté de coup d'œil étonnantes, Turenne calcula le temps nécessaire aux ennemis pour réunir leurs forces divisées : deux à trois jours d'hésitation sur le parti à prendre, quatre à cinq jours au moins pour l'exécution du parti qui aurait été pris, cela lui donnait « huit ou neuf jours de sûreté pour entreprendre le siège de Rhetel sans avoir l'armée des ennemis sur les bras ». Il entreprit le siège avec la moitié seulement de l'armée du roi, et prit la ville en quatre jours (5-9 juillet). Il considéra cette affaire comme un grand succès. « Il n'y a rien eu dans toutes ces dernières campagnes de plus considérable, » dit-il dans ses mémoires; et il explique l'importance stratégique de Rhetel. Puis avec sa modestie habituelle, après avoir montré la faute de son adversaire, il ajoute immédiatement : « Souvent les personnes les plus habiles font des fautes qu'il est plus aisé de remarquer que de prévenir. »

Ce revers obligea les ennemis à changer leur plan de campagne. Ils se dirigèrent vers la Picardie et pénétrèrent entre l'Oise et la Somme avec trente mille hommes et trente à quarante canons, laissant à Cambrai un fort détachement avec mission d'assurer leur approvisionnement. L'armée française, composée des corps de Turenne et du maréchal de la Ferté, n'avait que dix mille hommes de cavalerie et sept mille fantassins à leur opposer. La disproportion des forces était telle, que « toute l'armée voulait se borner à suivre la rive gauche de l'Oise pour couvrir Compiègne, Creil et Pont-Sainte-Maxence », et à défendre la route de Paris. Les esprits étaient très agités à Paris; Bordeaux était en armes. L'approche de Condé de la capitale pouvait avoir des effets désastreux. Turenne néanmoins fut d'un avis opposé. Il jugea que cette conduite amènerait la perte de la Picardie, et pensa qu'il valait mieux « passer la rivière d'Oise du même côté qu'étaient les ennemis, se loger à deux heures d'eux dans un camp fort sûr ». De cette manière, il empêchait l'ennemi de tenter aucun siège important, « lui donnant à juger que l'on arriverait toujours douze ou quinze heures après lui devant la place qu'il voudrait assiéger. » Il est vrai que le parti était audacieux, l'ennemi ayant une supériorité numérique très grande. « Mais quand on a une bonne armée, quoique plus faible, et que l'on prend bien garde

comme on campe et aux mouvements de l'ennemi, c'est le parti le plus assuré. » C'est celui qui fut adopté dans un grand conseil de guerre qui eut lieu à la Fère, et auquel assistaient le roi et le cardinal. Le maréchal se porta donc à la rencontre de l'ennemi et se posta à Ribémont.

Les Espagnols, campés à Fonsommes, se mirent en marche le 1er août; ils prirent Roye en deux jours (3-5 août); « l'on ne songea pas à secourir la place, n'étant qu'une petite ville qu'on ne pouvait pas garder. » Turenne conçut un plan plus hardi : il longea l'Oise, campa le 3 août à Fargniers, le 5 à Noyon, et, averti qu'un convoi considérable partait de Cambrai pour le camp ennemi, il passa la Somme à Ham et s'établit à Manancourt, entre les Espagnols et Cambrai. Le détachement espagnol qui était dans cette ville devait en sortir pour rejoindre l'armée. Il sortit, en effet, avec le convoi; mais il fut prévenu à temps, avant de rencontrer les Français, et rentra précipitamment dans la place. L'ennemi ne recevait plus de convois, et en quelques jours son armée manqua de tout. Fuensaldagne, général prudent et timide, évacua Roye et repassa la Somme, le 11 août, à Sailly et à Cerisy, entre Péronne et Corbie, sur des ponts de bateaux. Il n'essaya pas d'attaquer Corbie, que son gouverneur, Houdancourt, paraissait décidé à bien défendre, et où d'ailleurs Turenne avait envoyé un renfort de 500 chevaux avec M. de Schomberg. Résolus à combattre, les Espagnols marchèrent droit à l'armée française, campée près de Péronne, au pied du mont Saint-Quentin. Le 13 août, ils firent une marche forcée, dépassèrent Bapaume dans la nuit, et arrivèrent à neuf heures du matin près de Péronne. Tous les éclaireurs français avaient été pris, et l'on n'apprit l'arrivée des Espagnols que lorsque leurs avant-gardes se trouvèrent en présence du camp. Turenne, inquiet, et ne se sentant pas assez fort pour les attendre, voulut se retirer; mais le prince de Condé s'étant avancé fort promptement, « trouva le maréchal de la Ferté, qui était, du côté que les ennemis venaient, en fort mauvaise posture. » Les maréchaux, en effet, n'avaient pas prévu la rapidité de la marche de Condé. Turenne n'hésite pas à reconnaître que « l'armée du roi courait grand danger, les ennemis ayant toutes les hauteurs sur elle, et qu'assurément l'on aurait combattu ce jour-là avec mauvais succès ». Le prince de Condé, qui avait l'esprit fort présent et ne perdait jamais l'occasion de profiter des circonstances, fit dire à Fuensaldagne de marcher en diligence, et que les Français étaient à lui, s'il voulait; le comte délibéra longtemps. Pendant ces tergiversations, Turenne paya d'audace. Pour rassurer ses troupes, il marcha en avant et gagna un lieu accidenté où il rencontra une bonne position défensive, à une demi-lieue environ de celle qu'il quittait. Sa gauche s'appuyait à une montagne escarpée, près du village de Buires; son front était couvert par un petit ruisseau encaissé qui se jette dans la Somme à Péronne. Le seul endroit par lequel il pût faci-

lement être attaqué fut rapidement protégé par quelques petits travaux de défense. La position étant très étroite, il plaça son armée sur cinq lignes et se prépara au combat. A trois heures après midi les armées étaient de nouveau en présence ; mais Fuensaldagne prétendit que son armée, épuisée par la marche et la chaleur, était trop fatiguée pour combattre, et, se croyant sûr de la victoire, il remit la bataille au lendemain ; l'armée royale profita de ce répit pour se couvrir de retranchements. Au point du jour, les généraux espagnols reconnurent que l'attaque n'avait pas de chance de succès (13-14 août). Condé, irrité, « n'hésita pas à faire connaître, sans déguisement, que ce n'était pas ainsi qu'il prétendait être traité [1], » et il échangea avec Fuensaldagne des paroles violentes qui accentuèrent la mésintelligence existant déjà entre les généraux. Le prince n'avait guère qu'un titre nominal de commandant en chef. Les généraux espagnols, d'après les règlements, ne pouvaient rien faire sans l'avis du conseil de guerre, et les Espagnols formaient la majorité de ce conseil; ils n'étaient pas disposés à risquer grand'chose pour conquérir des places françaises qui devaient rester à Condé, suivant les conventions arrêtées entre lui et la cour d'Espagne. Les deux armées restèrent trois jours en présence; le 18, les Espagnols décampèrent. Sur ces entrefaites, l'archiduc Léopold vint prendre le commandement de l'armée ennemie. Son arrivée au camp ne fit qu'augmenter les rivalités et les dissentiments qui existaient entre les chefs. Condé, toujours orgueilleux, ne supportait pas la supériorité que le prince autrichien entendait bien s'arroger sur lui, et faisait à chaque instant éclater son mécontentement.

Les ennemis remontèrent la Somme pour assiéger Guise et détachèrent un corps de trois mille hommes de cavalerie pour l'investir. Turenne avait à faire deux fois le chemin de l'armée ennemie pour y arriver; il fit une étape de sept lieues, jeta deux mille cinq cents hommes dans la ville, et prévint leur dessein. « Après avoir tenu beaucoup de conseils et séjourné quinze jours » sans rien faire à Caulaincourt, village entre Ham et le Catelet, les Espagnols se décidèrent à quitter la Picardie le 1er septembre, et allèrent assiéger Rocroi. Turenne ne se sentit pas assez fort pour secourir cette place, et pour compenser sa perte, qu'il considérait comme inévitable, il alla, avec le maréchal de la Ferté, assiéger Mouzon. Il cerna cette ville le 2 septembre, sans faire de lignes, et, bien qu'attaquée la dernière, elle fut prise quatre jours avant Rocroi, le 26 septembre. Il marcha aussitôt sur Rocroi; mais Montaigu, qui la défendait, avait été obligé de se rendre, le 30, à Condé. Le prince, d'après son traité avec l'Espagne, en prit possession. C'était auprès de cette ville que, dix ans auparavant, il avait remporté sa première victoire! Il y tomba malade, et « les ennemis se retirèrent plus

[1] *Mémoires de Lenet.*

avant dans leur pays » sans rien entreprendre. Les troubles de Bordeaux étant finis, il arriva des renforts de Guyenne à l'armée française. Turenne couvrit la Picardie et les places de Flandre, et la Ferté alla vers la Meuse aider au siège de Sainte-Menehould, que faisait du Plessis-Praslin; la ville se rendit le 25 novembre.

Peu de temps après la soumission de Bordeaux, le cardinal Mazarin entra en pourparlers secrets avec Condé, et lui offrit, entre autres avantages, trois villes en souveraineté : Stenay, Clermont, Jametz. Le prince rejeta ces propositions, et répondit qu'il se contentait de l'honneur qu'il avait d'être du rang royal, sans aspirer à celui d'être souverain, et que d'ailleurs, il ne pouvait plus se fier au cardinal.

Les résultats de la campagne, qui s'était tout entière passée en manœuvres, avaient été magnifiques. Avec une armée inférieure de près de moitié, Turenne avait paralysé l'ennemi. L'armée française avait conquis trois places, l'ennemi une seule.

Suivant Napoléon, « cette campagne est fort intéressante. Le parti que prit Turenne était convenable, mais dangereux. Côtoyer une armée double en force est une opération bien difficile ; il est bien peu de positions assez fortes pour pouvoir protéger une armée si inférieure en nombre. Surpris à Mont-Saint-Quentin, la première pensée qu'aurait eue un général ordinaire eût été de se couvrir par la Somme. Mais ce mouvement de retraite eût influé sur le moral des troupes et sur celui des ennemis en sens inverse. Passer la Somme, c'eût été ajourner, mais accroître les difficultés ; on eût paré au mal du moment en empirant l'état des affaires. Turenne paya d'audace, marcha à la rencontre des ennemis ; il était sûr que par ce mouvement il les déconcerterait, qu'il accroîtrait leur irrésolution et gagnerait la journée, et alors on aurait maintenu la réputation des armes, cette partie si essentielle de la force d'une armée. Turenne se retrancha. Ce grand capitaine faisait usage fréquemment des ouvrages de campagne ; cependant son armée avait trop de cavalerie, et en proportion trop peu d'infanterie, pour qu'il tirât tout le parti possible de la science de l'ingénieur. Dans cette guerre de marches, de manœuvres, il eût fallu se retrancher tous les soirs, et se placer toujours dans une bonne défensive; les positions naturelles que l'on trouve ordinairement ne peuvent pas mettre une armée à l'abri d'une armée plus forte sans le secours de l'art. Il est probable que si le prince de Condé eût commandé, il eût attaqué le soir même du jour de son arrivée, ce qui eût déconcerté Turenne, qui, avec une armée inférieure, avait adopté un plan de campagne d'observation qui ne devait jamais être compromis[1]. »

A la fin de l'année 1653, le duc de Lorraine, mécontent des conditions avantageuses que les Espagnols avaient faites à Condé, demanda ou que

[1] Napoléon.

ce prince lui cédât quelques-unes des places qu'il possédait en Lorraine, ou qu'il partageât avec lui les conquêtes qui se feraient à l'avenir en France. Cette demande fut repoussée, et Charles IV se répandit en invectives contre les Espagnols, qu'il menaça d'abandonner s'ils ne faisaient pas droit à l'une ou l'autre de ces deux demandes. L'archiduc n'hésita pas à le faire arrêter dans son palais et le fit conduire au château d'Anvers. Le duc, au désespoir, envoya au comte de Ligneville, qui commandait son armée, un billet caché dans un pain, qui finissait par ces mots : « Quittez promptement les Espagnols, tuez tout, brûlez tout et souvenez-vous de Charles de Lorraine. » Fuensaldagne vint en personne au quartier des Lorrains, à trois lieues de Bruxelles, gagna les officiers et les soldats par des promesses et de l'argent, et les décida à rester au service de l'Espagne. Il ajouta que le duc François de Lorraine, frère du duc Charles, allait incessamment se mettre à leur tête. En effet, ce prince, qui était fort mal avec son frère, arriva d'Allemagne peu de temps après et prit le commandement des troupes lorraines. Le duc Charles fut conduit en Espagne, où il demeura prisonnier jusqu'à la paix des Pyrénées.

« L'hiver se passa sans qu'il y eût rien de considérable à la cour. » Le 6 juin, Louis XIV fut sacré à Reims, d'où quelques régiments partirent pour aller, sous le commandement de Fabert, faire le siège de Stenay. C'était Condé qu'on voulait atteindre, Stenay lui appartenait. Le jeune roi se rendit à Sedan. Turenne et la Ferté se postèrent entre la Champagne et la Picardie, afin de pouvoir marcher du côté où iraient les ennemis, qui se mettaient en mouvement sans qu'on pût deviner leur objectif.

L'armée française était auprès de la Ferté lorsqu'on apprit tout à coup qu'Arras avait été investi, le 3 juillet, avec trente mille hommes, par l'archiduc et Condé. Cette nouvelle causa une grande émotion. « Il n'y avait pas d'apparence que les ennemis fissent un siège aussi considérable que celui d'Arras. »

Cette ville, réunie depuis peu à la France (1640), était une place importante par le nombre de ses habitants, sa forte situation sur la Scarpe, sa grandeur et l'étendue de ses fortifications. Les habitants, se souvenant de la domination des Espagnols, leur étaient restés attachés. La garnison, peu nombreuse (deux mille six cents hommes), allait avoir à lutter contre une armée de trente mille hommes et une population mal disposée. Sans perdre un instant, les assiégeants établirent des lignes qui avaient six lieues de circuit; ils n'épargnèrent aucun soin pour les rendre imprenables; elles avaient douze pieds de largeur et dix de profondeur. En avant, du côté de la campagne, régnait un premier fossé, large de neuf pieds et profond de six. Tous les cent pas on établit des redoutes garnies d'artillerie. L'espace qui séparait l'avant-fossé des lignes était semé de douze rangs de trous disposés en forme

d'échiquier, pour entraver la marche de la cavalerie. Une ligne de contrevallation devait arrêter les sorties de la garnison. L'armée entière et douze mille pionniers passèrent dix jours et dix nuits à ces travaux.

Avant que les lignes d'investissement fussent achevées, Turenne envoya trois détachements de cavalerie pour se jeter dans Arras. Ces différents corps, commandés par Saint-Lieu, d'Esquencourt et Créqui, furent chargés et mis en déroute ; mais tous les trois parvinrent à faire pénétrer dans la ville une partie de leur effectif.

L'armée royale ne comptait en ce moment que quatorze mille hommes. Turenne ne jugea pas à propos de risquer une bataille dans un pays découvert; il « ne fut point de l'opinion commune qu'il faut faire agir les Français d'abord, persuadé qu'ils ont la même patience que les autres nations quand on les conduit bien ». Il attendit donc des renforts et résolut de se porter entre les ennemis et Douai, d'où ils tiraient tous leurs vivres.

Le 15 juillet, il leva son camp, et le 17 il arrivait à Mouchy-le-Preux, village distant d'Arras d'environ une lieue et demie et à la portée du canon des lignes de circonvallation. L'armée, qui comptait alors seize mille hommes, y prit position. Elle avait son aile droite appuyée sur la Scarpe, sa gauche sur le Cogeul, petit ruisseau qui descend à Arleux, et se trouvait dans une bonne situation, couverte sur ses flancs et à cheval sur la route de Bouchain à Valenciennes. Turenne protégea son front par de grands retranchements, et « les choses restèrent quelque temps dans cette assiette ». La présence de l'armée de secours avait donné du courage aux assiégés ; bien pourvus et bien approvisionnés d'ailleurs. Pendant un mois « on ne s'appliqua qu'à empêcher les convois, sans essayer de forcer les lignes ». L'armée de Turenne et les garnisons des villes voisines inondaient la campagne de détachements de cavalerie, pour gêner les communications des Espagnols, ce qui donna lieu à grand nombre d'escarmouches et d'engagements sans grande conséquence. Il se produisit dans ces convois un accident grave, qui se trouve mentionné dans la plupart des mémoires militaires de l'époque et qui avait vivement frappé les contemporains. Voici le récit qu'en fait le duc d'York dans ses mémoires.

« Une nuit que M. de Turenne visitait, avec le duc d'York, les gardes avancées, ils aperçurent une lueur soudaine et violente, semblable à celle de la poudre; il semblait que c'était au quartier de M. de la Ferté; mais, en avançant de ce côté-là pour s'informer de ce que ce pouvait être, les sentinelles, qui étaient sur la hauteur de Mouchy, assurèrent que la chose s'était passée beaucoup plus loin, dans la plaine, et qu'il fallait que ce fût auprès de Lens. Le lendemain, au matin, on apprit qu'un régiment tout entier de cavalerie, de cent vingt maîtres, allant de Douai au camp des ennemis, et tous les officiers aussi bien que les cavaliers.

portant chacun un sac de poudre en croupe, outre quatre-vingts chevaux chargés de grenades, que des paysans à pied conduisaient, avaient tous été brûlés sans qu'on pût savoir comment cet accident était arrivé. Ce fut un triste spectacle de voir arriver ces pauvres malheureux, les visages hideux et défigurés et le reste du corps brûlé à un point qu'il y en eut peu qui guérirent. Des partis, qui coururent où ils avaient aperçu le feu, amenèrent au camp tous les hommes dans lesquels il y avait encore quelques signes de vie, quelques chevaux des moins brûlés et la paire de timbales appartenant au régiment.

« Le duc d'York trouva depuis, en Flandre, un lieutenant de cavalerie qui lui expliqua comment cet accident était arrivé. Il dit qu'étant à l'arrière-garde du régiment, il aperçut un cavalier qui avait à la bouche une pipe de tabac allumée, sur quoi il courut à lui ; et, la lui ôtant adroitement, il la jeta à terre et donna quelques coups de plat d'épée au cavalier, qui, étant ivre, mit le pistolet à la main et le lui présenta ; qu'il se jeta promptement à bas de son cheval, appréhendant la suite, et que le cavalier tirant en même temps sur lui, il mit le feu au sac de poudre qu'il avait derrière son cheval, qui, en sautant, le communiqua au sac du cavalier et successivement à tout le régiment. »

Au bout de quelque temps, les assiégeants commencèrent à souffrir, tandis que l'armée royale était dans l'abondance [1]. Condé voulait quitter le siège avec toute l'armée et faire un vigoureux effort pour écraser Turenne ou le forcer à s'éloigner. Les Espagnols s'y refusèrent; ils se croyaient à l'abri de toute attaque dans leurs lignes.

Les assiégés se défendaient avec bravoure, et Turenne put attendre la fin du siège de Stenay. Cette ville capitula le 6 août, et le maréchal d'Hocquincourt, qui l'avait prise, amena son armée à marches forcées sur Arras. Turenne se rendit au-devant de lui avec deux mille chevaux, et les deux maréchaux se rencontrèrent le 17 août. Le 19, ils campèrent à Aubigny, prirent la ville de Saint-Pol et l'abbaye de Mont-Saint-Éloi, que défendaient cinq cents Espagnols. Ils espéraient s'emparer d'un convoi très important qu'escortait Boutteville ; mais les ennemis, avertis à temps, firent rentrer le convoi dans Aire.

Le maréchal d'Hocquincourt se retrancha dans un endroit désigné dans le pays sous le nom de Camp de César, et Turenne revint à Mouchy-le-Preux, en marchant le long des lignes espagnoles pendant plus

[1] « J'allai voir M. de Turenne, et j'eus l'honneur de dîner avec lui; il n'avait que de la vaisselle de fer-blanc, avec une table servie de toutes sortes de grosses viande en grande abondance : il y avait plus de vingt officiers à la grande table et encore quelques autres petites; il y avait des jambons, des langues de bœuf, des cervelas et du vin en quantité. M. de Turenne, en quelque occasion où j'eus l'honneur d'être seul avec lui, me dit qu'il espérait de pouvoir forcer les lignes, mais qu'il doutait fort que, quand même il en viendrait à bout, il en fût pour cela mieux en ses affaires. Il y avait une assez grande gaieté parmi les officiers, et je leur entendis souvent dire : « Nous secourrons Arras, et nous en aurons de plus méchants quartiers d'hiver. » (*Mémoires de Gourville.*)

de deux heures. Des ennemis firent grand feu. « Il n'y eut point d'escadron qui ne perdît deux ou trois hommes, sans les chevaux, et quelques vieux officiers murmurèrent de ce qu'on les exposait ainsi pour rien, à ce qu'ils croyaient. C'est la seule fois que le duc d'York ait entendu, pendant qu'il a servi dans les armées de France, blâmer M. de Turenne d'exposer son monde sans nécessité[1]. » Les officiers d'ailleurs revinrent bientôt sur leur erreur. Ce fut pendant cette marche que Turenne combina son plan d'attaque. Le maréchal savait ce qu'il faisait. Comme on lui faisait remarquer combien il s'exposait, il répondit « qu'il n'aurait pas osé hasarder autant du côté de Condé, mais qu'ayant servi avec les Espagnols, il connaissait leur coutume[2]. Fernand de Solis, qui commande le quartier, que je reconnais, ajouta-t-il, n'osera rien entreprendre de son chef. Il préviendra Fuensaldagne, qui enverra avertir l'archiduc. Celui-ci fera appeler Condé, et on tiendra un conseil de guerre, pendant lequel j'aurai le temps de rentrer dans mon camp ». Tout se passa comme il l'avait prévu. Il revint sans être inquiété.

Le projet de Turenne d'attaquer les lignes rencontra une vive résistance de la part de presque tous les officiers de l'armée et des maréchaux, ses collègues, qui « regardaient cette entreprise comme un coup de désespoir[3] ». Les ennemis, mis en éveil par la reconnaissance que Turenne avait faite de leurs lignes, avaient considérablement fortifié leurs travaux, que le maréchal de la Ferté regardait déjà comme imprenables. Cependant la place était aux abois. Le gouverneur avait fait savoir qu'il n'avait presque plus de poudre. Turenne, qui s'était décidé pour une attaque de nuit, malgré les difficultés et les incertitudes de ces opérations, fixa à la nuit du 24 au 25 août le moment du combat.

Le 24, au coucher du soleil, les troupes de Turenne et de la Ferté quittèrent le camp de Mouchy-le-Preux et traversèrent la Scarpe sur quatre ponts. Elles emportaient des fascines, des claies et des outils. Le corps de Turenne devait assaillir le quartier de don Fernand de Solis; celui de la Ferté devait attaquer Fuensaldagne; d'Hocquincourt devait opérer à la droite de Turenne. Les troupes françaises montaient à vingt-six mille combattants; elles étaient à peu près en nombre égal à celui des Espagnols, qui avaient été fort éprouvés dans le siège. Une partie des troupes de Solis montaient la tranchée, cette nuit-là même, devant la ville, ce qui seconda les desseins de Turenne. Il n'y avait plus que deux heures de nuit lorsque les Français se trouvèrent au pied des lignes, chacun au point fixé. La nuit avait favorisé leur marche, et l'armée assiégeante n'eut connaissance de leur mouve-

[1] *Mémoires du duc d'York.*
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

ment qu'au moment où ils arrivèrent à deux cents pas d'elle. Les Français, découverts, allumèrent les mèches des mousquets, ce qui forma une sorte d'illumination éclatante. Trois coups de canon, tirés sur l'ordre de Solis, donnèrent l'alarme à son quartier et aux quartiers voisins.

L'attaque a lieu aussitôt sur tous les points à la fois. Le corps de Turenne force les lignes sur une largeur de cinq bataillons. L'infanterie comble les fossés et les trous de loup. Une fois le passage libre, la cavalerie s'élance dans le camp ennemi. La Ferté et d'Hocquincourt, qui ont échoué dans leur attaque, défilent le long des lignes et viennent passer dans la trouée faite par Turenne. Le gouverneur d'Arras, Montdejeu, averti par le bruit du combat et par le marquis de Castelnau, qui, en poursuivant des fuyards espagnols, était tombé dans une garde avancée des assiégés, sort d'Arras avec toute la garnison pour prendre l'ennemi à revers.

Le succès ne pouvait être plus grand. Sans Condé, le désastre des Espagnols eût été complet. Le prince, averti à cinq heures du matin seulement de l'attaque des Français, rassemble immédiatement sa cavalerie et accourt pour dégager l'armée espagnole. Turenne reconnut bientôt sa présence. Les troupes victorieuses étaient occupées à piller le camp ennemi, où abondait la vaisselle d'argent que les officiers espagnols portaient partout avec eux. Condé tombe sur les Français dispersés et les taille en pièces. Le régiment des gardes, qui s'oppose à lui en bataille, est mis en fuite. Le maréchal de la Ferté, posté sur une hauteur, dans une excellente position, aperçoit la déroute de ses troupes. Au lieu d'attendre l'attaque de Condé avec sang-froid, il perd la tête et court à sa rencontre avec sa cavalerie; en moins de quelques minutes, il est lui-même culbuté et mis en désordre. Turenne, désespéré de voir compromettre le succès au moment où il paraissait assuré, monte au galop avec du canon et quelques escadrons sur la hauteur que la Ferté avait si imprudemment abandonnée; il y trouve quelques pièces d'artillerie et les pointe, ainsi que celles qu'il avait amenées, contre le corps de Condé, qui s'arrête et fléchit sous la mitraille. A son tour, Condé reconnut Turenne, et, malgré son impétuosité, il comprit qu'il devait s'arrêter et se borner à rallier les vaincus et à couvrir la retraite, ce qui était déjà un immense résultat dans la situation critique où se trouvaient les Espagnols. Il conduisit les débris de leur armée en sûreté sous le canon de Mons. « J'ai su que tout était perdu, lui écrivit Philippe IV, et que vous avez tout sauvé. »

La victoire des Français eut un grand retentissement. Turenne fut complimenté de ce succès par un grand nombre de personnages marquants de l'époque, le duc de Lorraine, le prisonnier des Espagnols, notamment. Arras était sauvé. Trois à quatre mille hommes tués,

blessés ou prisonniers, soixante-trois pièces de canon, les munitions et tous les bagages de l'ennemi étaient tombés aux mains des vainqueurs. Les Français ne perdirent que trois à quatre cents hommes. « Il n'est pas imaginable comme tout ce que l'on a concerté a réussi, et il a fallu que presque toutes les mesures n'aient point manqué, pour y avoir eu un succès aussi heureux, » écrivit Turenne à sa femme le lendemain.

Après avoir dégagé Arras, le maréchal de Turenne, ne voulant pas laisser aux Espagnols le temps de se remettre du coup qu'il leur avait porté, leva son camp. Mazarin, comprenant que ces succès n'étaient dus qu'à Turenne, retint à la cour les maréchaux de la Ferté et d'Hocquincourt, afin qu'il eût seul le commandement de l'armée pour achever ce qu'il avait si bien commencé. Le 1er septembre, le maréchal passa l'Escaut entre Cambrai et Bouchain, et il envoya le Passage, lieutenant général, avec deux mille chevaux investir le Quesnoy. Le 6, toute l'armée arriva devant cette ville, et les approches se firent le soir même. La population était si effrayée de la déroute des Espagnols, qu'elle refusa de se défendre; les magistrats capitulèrent le jour même pour conserver leurs biens, et reçurent garnison française. L'armée en partit quelques jours après, pour pénétrer plus avant dans le pays. Elle s'avança jusqu'à Binch, d'où elle fit des courses dans tout le Hainaut et dans une partie du Brabant; mais Condé n'avait rien perdu de son audace, et Turenne faillit être surpris par lui auprès de Maubeuge. Dans une marche de nuit, ses bagages s'embarrassèrent dans l'armée, et la nuit se passa dans le plus grand désordre. Il revint au Quesnoy le 20, et se borna à fortifier et à approvisionner cette ville. Condé, demeuré général en chef par le départ de l'archiduc pour Bruxelles, rallia l'armée espagnole, s'approcha à deux à trois lieues de l'armée française, et, tout en se tenant sur la défensive, empêcha Turenne de pousser ses succès. Les deux armées restèrent trois mois en présence, se faisant une guerre d'escarmouches où les pertes furent assez sensibles des deux côtés; puis elles entrèrent en quartier d'hiver.

Il y avait encore « beaucoup de personnes ennuyées ou mécontentes du ministère de M. le cardinal de Mazarin ». A l'automne, quand Turenne revint à Paris, les dissentiments qui persistaient entre les anciens frondeurs et la cour faillirent amener de nouveaux troubles. Le cardinal de Retz, arrêté au Louvre le 19 décembre 1652, avait réussi à s'échapper et s'était enfui hors de France. C'était un événement heureux pour la cour. Malheureusement de nouvelles mesures fiscales, prises par Mazarin au début de 1655, sur l'instigation de Fouquet, à bout de ressources, avaient mécontenté le peuple et le parlement. Nous trouvons, parmi les nouveaux impôts, « une marque sur le parchemin et le papier, pour la validité des actes. » C'est l'impôt du

timbre, l'une des ressources les plus fructueuses aujourd'hui du budget de l'État. La mésintelligence s'accentua surtout au sujet d'une nouvelle monnaie, dite « des lis », que le roi voulait établir et à laquelle le parlement s'opposait. Pour faire vérifier les édits nouveaux, Louis XIV tint, le 20 mars 1655, un lit de justice; mais le parlement ne se regarda pas comme battu. Quelques jours après, toutes les chambres se rassemblèrent afin d'examiner de nouveau les édits bursaux, sous prétexte que la présence du roi avait enlevé toute liberté aux suffrages. Informé de cette réunion, Louis XIV accourut de Vincennes, où il chassait, défendit au parlement de se mêler des affaires publiques, et sortit brusquement, « sans vouloir ouïr aucune harangue ». Les magistrats, plus irrités qu'effrayés de ces manières d'agir, se préparèrent à la lutte. Le premier président de Bellièvre, ancien ami du cardinal de Retz, excitait sous main la compagnie, sans se compromettre trop ouvertement. Mazarin fit quelques concessions dont le parlement se contenta, sauf pour les lis. A son tour, le cardinal s'obstina, et les esprits s'aigrirent au point qu'un conseiller fut mis à la Bastille et neuf autres exilés. Les assemblées des chambres allaient recommencer. Les troubles de la Fronde n'étaient pas encore assez éloignés pour que la cour ne vît pas avec une réelle inquiétude ces symptômes de rébellion. Elle s'adressa à Turenne, dont la sagesse et l'esprit conciliant avaient conquis les sympathies du parlement aussi bien que celles de la cour. Turenne « trouva des expédients pour tout accommoder ». Il se rendit chez le premier président, lui dépeignit avec vivacité les horreurs de la guerre civile, et réussit à décider le parlement à cesser son opposition aux lis; le ministre, de son côté, rendit à la compagnie ses membres exilés ou emprisonnés.

Ces difficultés intérieures et le défaut d'argent empêchèrent, cette année-là, d'ouvrir la campagne de bonne heure. Elle fut d'ailleurs peu importante et sans éclat. On ne rassembla dans le Nord qu'une seule armée, qui fut confiée à Turenne. Le maréchal jugea nécessaire de concentrer les hostilités dans le Hainaut, dont le Quesnoy ouvrait l'entrée, et d'assurer les communications de cette ville en s'emparant de Landrecies, qui se trouvait entre cette place et la France. Turenne, qui avait réuni ses troupes, vers le commencement de juin, près de Guise, investit Landrecies le 18. Il fut rejoint, le jour même, par l'armée du maréchal de la Ferté, qui revenait de Lorraine. En huit jours les lignes furent achevées, et, le 26, la tranchée fut ouverte par le régiment des gardes, malgré la présence dans le voisinage des deux armées ennemies de l'archiduc et de Condé. Les Espagnols, voyant la circonvallation bien achevée, ne voulurent pas tenter le combat; mais Condé alla s'établir à Vadencourt, entre Landrecies et Guise, à dessein de couper les convois aux assiégeants. De la cavalerie ennemie

alla piller en Picardie; il y eut un parti très fort qui s'avança jusqu'à Ribémont. Le roi, qui était à la Fère, se retira précipitamment à Soissons. Il n'avait avec lui que deux compagnies des gardes ; avec un peu d'audace les Espagnols auraient pu facilement l'enlever.

Turenne avait deviné la manœuvre de Condé, et sa prévoyance l'avait rendue inutile. Il avait préparé des magasins considérables au Quesnoy, et « il avait suffisamment de toutes choses pour achever le siège ». Landrecies se rendit le 14 juillet, et les douze cents hommes de la garnison, « qui ne s'étaient pas trop bien défendus, » sortirent avec une bonne capitulation. On recouvrait ainsi une des conquêtes de Richelieu. L'armée espagnole, « dans laquelle il y avait un peu d'étonnement parmi le commun des soldats, » se replia de l'Oise sur l'Escaut et sur l'Aisne, entre Mons et Valenciennes. Le roi s'en vint à Guise, et mit le pied pour la première fois sur le territoire ennemi.

L'armée, qu'accompagnaient le roi et le cardinal, descendit le long de la Sambre jusqu'à la Bussière, à une lieue de Thuyn, dans le pays de Liège; puis de là elle rétrograda, passa par Avesnes et investit la Capelle. Turenne, « ayant fait considérer à M. le cardinal le peu d'importance de la place, » passa la Sambre, entra dans le Hainaut, et arriva le 11 août à Bavay. Le maréchal avait le dessein d'y passer l'Aisne, mais on trouva la rive opposée couverte de retranchements bien défendus. On tint un conseil de guerre, dans lequel « on fut sur le point de résoudre de forcer le passage, le cardinal ayant représenté combien il aurait été glorieux de l'exécuter et d'avoir passé la rivière à la barbe d'une armée formidable [1] ». Mais Turenne, toujours ménager du sang de ses soldats, s'opposa à ce dessein. Il en fit voir les difficultés, les dangers, et proposa de passer l'Escaut au-dessous de Bouchain, et de marcher sur Condé en laissant Valenciennes sur la droite. A Condé, l'armée passerait une seconde fois l'Escaut; elle se trouverait alors sur les derrières de l'ennemi, et leurs formidables retranchements deviendraient inutiles. Ce sage projet prévalut sur l'audace inconsidérée de Mazarin ; l'armée retourna à Bouchain, et passa, le 13 août, l'Escaut à Neuville. Les Espagnols décampèrent et se postèrent devant Valenciennes ; ils s'établirent sur le mont Azin, dans un camp que couvraient d'anciennes lignes, qu'ils remirent promptement en état de défense. Ils avaient leur droite couverte par des bois, et la ville de Saint-Amand à leur gauche. Turenne crut qu'ils voulaient livrer bataille, et marcha droit à eux ; mais à son approche ils manquèrent de résolution et se retirèrent sur Condé, puis sur Tournay.

Dès que Turenne sut que l'ennemi se retirait, il envoya au lieute-

[1] *Mémoires du duc d'York*

nant général Castelnau, qui se trouvait en tête, l'ordre de le presser avec vigueur. Condé, qui couvrait la retraite, fit filer ses troupes et demeura avec sept ou huit escadrons à l'arrière-garde. « Si M. de Castelnau eût fait son devoir, comme il le pouvait en suivant ses ordres, le prince de Condé aurait été réduit à de grandes extrémités [1]; » mais Condé comprit qu'il ne pouvait éviter sa perte s'il n'avait recours à la ruse. Il ordonna à Coligny et à Persan de demander une entrevue à Castelnau et de l'amuser le plus longtemps qu'ils pourraient. Ces officiers, anciens amis de Castelnau, demandent donc à lui parler sur parole. Castelnau ordonne à ses troupes de faire halte, et pendant que les officiers se complimentent et causent, le prince presse le mouvement de ses troupes, qui arrivent au pont de Beverage et passent l'Escaut presque à la portée du mousquet. Turenne, en arrivant, vit les Espagnols en sûreté sur l'autre rive. Castelnau avait été dupe d'une ruse de guerre, assez peu honorable d'ailleurs. L'armée française investit Condé le 15 et ouvrit le lendemain la tranchée.

Turenne envoya à Mazarin, qui se trouvait au Quesnoy, une relation détaillée de la retraite de Condé, qu'il peignait comme une fuite. Le courrier fut pris et les dépêches furent remises au prince. Son irritation fut extrême quand il lut la relation de Turenne, conçue cependant en termes très modérés. Elle avait trait aux faits qui s'étaient passés à la traversée de l'Escaut, et contenait diverses allégations qui blessèrent particulièrement Condé, savoir : que la retraite de Condé avait été si précipitée, que « le dernier escadron de l'arrière-garde avait été obligé de passer la rivière à la nage » ; que « le canon avait dû être laissé à Valenciennes, et qu'il y avait eu de grandes contestations entre M. le prince et les Espagnols pour demeurer au poste de Valenciennes. »

Condé écrivit à Turenne, le 18 août, une lettre des plus blessantes, en lui envoyant une copie de la relation saisie par lui. « Si vous aviez été à la tête de vos troupes comme j'étais à la queue des miennes, lui dit-il, vous auriez vu que notre dernier escadron n'a pas passé la rivière à la nage. »

Il écrivit en même temps au maréchal de la Ferté et à Castelnau. Il se plaignait au premier de l'injustice de son collègue : il le prenait pour juge de sa conduite, disant qu'il s'en rapportait plutôt à lui, qui était plus avancé qu'à Turenne. Il louait Castelnau, sur ses manœuvres, avouait qu'il avait été vigoureusement poussé; mais il ajoutait qu'il croyait Castelnau trop homme d'honneur pour reconnaître que, s'il avait été attaqué avec courage, il s'était bien défendu, s'était retiré sans désordre et sans rien perdre, et sans que rien l'obligeât « à aller

[1] *Mémoires du duc d'York.*

plus vite que le pas ». La Ferté et Castelnau, flattés de ces lettres du prince, mais assez embarrassés, élevaient aux nues la retraite de Condé, tout en prenant, par courtoisie et par devoir, la défense de Turenne. Turenne fut très piqué de la démarche du prince. « Une marque que cela le toucha vivement, lui qui se possédait d'ordinaire, ce fut qu'il dit au trompette du prince que s'il lui rapportait de pareilles lettres, il lui ferait donner les étrivières. Il arriva, quelque temps après, une défense de la cour de parler sur parole avec les ennemis. Cela vient de ce que le maréchal, enragé de la lettre du prince, avait exagéré à la cour les inconvénients de ces sortes de conférences ; et, parce qu'il craignait qu'on ne connût la cause de son ressentiment, il avait fait mettre cet ordre sous le nom du roi [1]. »

« Comme M. le prince avait passé un peu les bornes de ce qui se pratique, M. de Turenne ne récrivit point à M. le prince, qui, dans la fin de cette campaqne et dans la suivante, témoigna beaucoup d'aigreur contre lui, et ils ne s'écrivirent plus comme ils avaient fait les années précédentes. »

La ville de Condé capitula le 18. Sa garnison, forte de deux mille hommes, qui s'était bien défendue et avait tué un grand nombre d'hommes aux Français, rejoignit l'armée espagnole. Le roi, qui était resté au Quesnoy, rejoignit l'armée, et le 20 attaqua Saint-Ghislain. La ville fut investie de nuit. Les mesures avaient été mal prises, et les quartiers des généraux se trouvèrent placés sous le feu des remparts ; ils durent déloger le matin. La ville fut prise en cinq jours (25 août).

Turenne employa la fin de l'été à fortifier Saint-Ghislain et Condé. Les Espagnols envoyèrent un corps pour couvrir Bruxelles. « On était si fort avancé dans le pays de l'ennemi, qu'il avait jalousie pour toutes les places; il lui arrivait ce qui arrive ordinairement, qui est que l'on craint beaucoup plus d'un ennemi qu'il ne peut exécuter. »

Le 22 novembre, Turenne quitta l'armée, très préoccupé, ainsi que la cour, de l'attitude du maréchal d'Hocquincourt, qui, retiré à Péronne, dont il était le gouverneur, se considérait comme libre de disposer des places dont il avait la charge. Ce maréchal était entré en négociations avec les ennemis, et leur avait proposé de leur livrer Ham et Péronne. Puis, avec un inconcevable cynisme, il avait fait connaître au roi les offres qui lui étaient faites, et, se mettant littéralement aux enchères, il lui avait proposé de lui conserver les places moyennant une somme de deux cent mille écus. Mazarin, indigné, se refusait à ces exigences. Turenne, plus prudent, démontra la nécessité de céder,

[1] *Mémoires de Bussy-Rabutin.*

et un traité fut conclu avec d'Hocquincourt. Condé, dont les troupes n'étaient qu'à deux heures de Péronne, se retira, et les troupes entrèrent en quartier d'hiver.

Ce fut à la fin de cette campagne que l'on commença, sur les conseils de Turenne, à cantonner la cavalerie dans les villages. Turenne avait remarqué le défaut qui s'opposait alors à la constitution de bonnes et solides armées. Après chaque campagne, une partie des troupes cessait d'exister. Le soldat, mercenaire enrôlé au printemps, ne se faisait aucun scrupule de déserter et de passer au besoin dans les troupes ennemies. D'un autre côté, le roi, pour n'avoir pas à payer ses soldats pendant la mauvaise saison, n'hésitait pas à les licencier quand les opératiens étaient terminées, au risque de ne plus les retrouver au printemps, ce qui faisait que souvent les régiments avaient perdu leurs vieux soldats, et n'avaient plus que des recrues au moment de se mettre en campagne.

Pour remédier à ces inconvénients, Turenne imagina un système qui consistait à disperser les troupes par petits détachements dans les villages, et à les faire payer directement, officiers et soldats, sur les tailles. Chaque cavalier recevait vingt sols par jour, et chaque fantassin un peu moins. Il en résultait une économie pour les finances. Le payement direct par les habitants supprimait les remises d'argent aux financiers et empêchait les non-valeurs. Les soldats, dispersés dans les villages, y remettaient en circulation une bonne partie de l'argent qui leur avait été fourni pour leur solde, et leur présence servait de sauvegarde au paysan. Beaucoup de villages du plat pays reprirent confiance : les travaux de labourage se firent avec plus d'assurance, « et, contre l'opinion commune, une partie des villages de la Champagne se sont remis par cette nouvelle façon de distribuer des troupes. » Cette innovation, essayée pour la cavalerie dans l'hiver 1655-1656, fut appliquée l'hiver suivant à l'infanterie.

A la fin de cette année, il se produisit deux événements heureux pour la France. Le 2 novembre 1655, l'Angleterre, alors gouvernée par Cromwell, après avoir longtemps balancé sur le parti qu'elle devait prendre, conclut avec la France une alliance offensive et défensive. Condé avait tout fait pour décider Cromwell à contracter alliance avec l'Espagne, jusqu'à écrire au meurtrier de Charles Ier, lui prince du sang français : « Je me réjouis infiniment de la justice qui a été rendue au mérite et à la vertu de Votre Altesse. C'est en cela seul que l'Angleterre pouvait trouver son salut et son repos, et je tiens les peuples des trois royaumes dans le comble de leur bonheur, de voir maintenant leurs biens et leurs vies confiés à la conduite d'un si grand homme. » Il n'avait pas réussi, parce que Cromwell ne trouvait pas dans l'alliance espagnole l'intérêt de l'Angleterre. Une des conditions du traité fut que Louis XIV n'accorderait plus de protection à

Charles II et ne le recevrait pas dans son royaume, non plus que ses frères. Le prince Charles, voyant les liaisons qui se formaient entre Mazarin et Cromwell, s'était déjà retiré l'année précédente à Cologne, où il avait été entretenu aux dépens de l'Empereur et des princes d'Allemagne.

Le duc d'York apprécia avec une souveraine impartialité et un sang-froid tout britannique la conduite de Mazarin. « On doit cette justice à la mémoire du cardinal, dit-il, d'avouer qu'il aurait été un ministre fort malhabile s'il n'avait, dans une conjoncture si délicate, engagé Cromwell dans les intérêts de son maître, qui aurait eu lieu d'être fort mécontent de lui s'il avait laissé échapper cette importante occasion [1]. » Toutefois, comme le traité ne fut mis à exécution que dans le cours de l'année suivante, il resta encore un an au service de la France.

A la fin de la campagne de 1655, le duc François de Lorraine, ayant rassemblé ses troupes, quitta les Espagnols et entra en Picardie, d'où il fit savoir à Louis XIV qu'il venait se mettre à son service. On traita avec lui à la condition que les troupes lorraines prêteraient serment de fidélité à la France pour tout le temps que le duc Charles demeurerait en prison; qu'après son élargissement les Lorrains seraient libres de faire ce que leur souverain leur ordonnerait; qu'en attendant, ils seraient traités comme les autres troupes royales. Pour affirmer sa fidélité à ces engagements, le duc François vint à la cour avec ses deux enfants.

La cour, voulant donner à Turenne une nouvelle preuve de son estime, le nomma, cette même année, colonel général de la cavalerie, et ce titre resta toujours depuis dans sa famille. Après la levée du siège d'Arras, la mort du duc de Joyeuse avait laissé vacantes deux dignités enviées par tous : celle de colonel général de la cavalerie et celle de grand chambellan. Le prince de Conti, qui commandait en Catalogne, aurait bien voulu être récompensé de ses services par le titre de colonel général; mais la parole du roi était engagée. Louis XIV fit expédier les provisions de cette charge à Turenne, à la condition qu'il n'en ferait point les fonctions tant que la guerre durerait, et peu de temps après il nomma le duc de Bouillon, neveu du maréchal, grand chambellan; il témoignait ainsi hautement sa reconnaissance.

Turenne désirait vivement l'emploi qu'on lui donnait. « M. le cardinal m'a dit qu'il ne voyait nulle difficulté pour la charge de colonel général de la cavalerie... Je sais bien qu'elle est très belle et qu'elle m'est fort avantageuse, et qu'il n'est pas croyable comme, dans tous les temps, cette charge-là soutient quand on se maintient bien à la cour [2]. »

[1] *Mémoires du duc d'York.*
[2] Turenne à sa femme, 11 juin 1656.

Bussy, qui venait d'être nommé « mestre de camp général de la cavaleria légère française et étrangère », fit pendant quelque temps fonctions de colonel général. « Ayant fait expédier, dit-il, un brevet de major, dans le régiment de Genlis-Bruslart, à d'Iveray, capitaine dans ce régiment, je crois que le maréchal de Turenne le sut et que cela le put choquer. Pour moi, qui ne savais pas alors positivement qu'il fût colonel, car cela fut longtemps caché, je ne lui en parlai pas. »

Les places de Flandre furent ravitaillées avec soin pendant l'hiver, et la campagne ne commença que dans les premiers jours de juin. La cour de Madrid, afin de laisser le champ plus libre à Condé, rappela l'archiduc Léopold, dont les exigences et la hauteur avaient souvent blessé le prince français, et le remplaça par don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV. Caracene succéda à Fuensaldagne. Ces changements avaient retardé l'entrée en campagne des Espagnols. Les Français furent prêts les premiers. Le roi et Mazarin se rendirent à la Fère, où l'on examina les différents plans de campagne qui avaient été étudiés pendant l'hiver.

Encouragé par les succès de la dernière année, Turenne résolut de frapper des coups plus décisifs. La frontière des Pays-Bas, ouverte dans toute son étendue, lui laissait la plus grande latitude pour l'exécution de ses desseins. Sachant que Tournay était à peu près sans garnison, il s'y porta avec l'armée; mais Condé y fit entrer un fort détachement, et Turenne, renonçant au projet d'attaquer cette ville, se jeta, par une manœuvre habile et rapide, sur Valenciennes, qu'il investit la nuit du 14 au 15 juin. En cinq à six jours les lignes furent faites, deux redoutes avancées prises, et un pont de bateaux établi sur l'Escaut. Du côté de Saint-Amand s'élève le mont Azin, qui domine l'Escaut; c'est là que s'établit le corps du maréchal de la Ferté. L'armée de Turenne, forte d'environ huit mille hommes d'infanterie et d'autant de cavalerie, prit position sur le chemin de Mons à Bavay, occupant tout le terrain qui s'étend depuis l'abbaye de Saint-Sauve, sur les bords de l'Escaut, jusqu'à la partie du fleuve qui regarde Bouchain, petite ville à quatre ou cinq lieues en amont de Valenciennes. L'armée de la Ferté était à peu près égale en nombre, et l'on avait établi au-dessus et au-dessous de Valenciennes des ponts à la faveur desquels les troupes des deux généraux communiquaient ensemble. Valenciennes, coupée en deux par l'Escaut et entourée presque de tous côtés par des marais et de vastes plaines qui s'étendent jusqu'à Condé, possédait un moyen de défense dont Turenne lui-même n'avait pas calculé la puissance. « On parlait, dit-il, de quelque retenue d'eau qui se pouvait faire à Bouchain; on n'avait jamais cru qu'elle fût si grande qu'on la vit depuis. » La garnison de Bouchain lâcha les écluses, et l'eau se mit à inonder lentement les prairies autour de Valenciennes. Turenne s'efforça de remédier à cet inconvénient en jetant une digue de fascines à travers la prairie en-

vahie. Comme l'eau montait toujours, on y remédiait par un soin continuel.

Il importait au plus haut point de ne pas laisser séparer par les eaux les deux parties de l'armée française. Les troupes, par un labeur incessant, parvinrent à maintenir les communications, bien « qu'il y vînt de telles crues, qu'on était dans l'eau jusqu'à la ceinture sur la digue ». L'ennemi ne put jeter aucun secours dans la place, mais les Espagnols se décidèrent à profiter de la situation embarrassée de l'armée française pour l'attaquer.

Don Juan d'Autriche et Condé vinrent avec une armée d'au moins vingt mille hommes s'établir à une demi-portée de canon des lignes de circonvallation, au moment où Turenne ouvrait la tranchée du côté de la ville. La garnison, encouragée par la présence de l'armée de secours, se défendait vaillamment; Turenne, qui s'attendait sans cesse à être attaqué, interrompait la nuit les travaux. On demeura huit à dix jours dans cet état. Malgré sa situation critique, Turenne, tout en pressant vivement les opérations du siège, se tenait si bien sur la défensive, que les ennemis, qui n'avaient cessé de le tâter depuis le 12 juillet, n'avaient pas encore risqué une attaque en règle. Malheureusement la Ferté, qu'une indisposition avait retenu loin de son armée, revint en prendre le commandement sur l'ordre exprès de Mazarin, qui paraissait peu se soucier de voir Turenne acquérir une gloire sans partage, et qui s'obstinait à lui donner d'incapables et envieux collègues.

Le quartier de la Ferté était le plus exposé. Turenne avait compris le danger et l'avait fait entourer d'une double enceinte palissadée; mais le présomptueux et incapable la Ferté, par esprit de contradiction ou par bravade, fit, dès son arrivée, arracher une de ces enceintes. Il ne voulut même pas prendre les précautions les plus ordinaires : placer des gardes avancées et faire battre la campagne par des éclaireurs. Turenne, désolé de cette imprévoyance et persuadé que l'ennemi attaquerait les lignes du côté de son collègue, lui proposa de lui envoyer un renfort de quatre ou cinq régiments. La Ferté reçut comme une injure cette offre de service. Il répondit à Turenne de garder ses troupes pour sa propre défense, ajoutant ironiquement que, pour calmer ses inquiétudes, il lui offrait lui-même la moitié de son armée.

Cependant les Espagnols envoyèrent tout leur bagage à Bouchain, et le 16, à l'entrée de la nuit, ils se mirent en marche. Un corps de trois à quatre mille hommes, sous Marsin, devait exécuter une fausse attaque sur le corps de Turenne. Le gros des ennemis passa l'Escaut sur six ponts jetés d'avance, et arriva jusqu'au bord du fossé sans être découvert. Les Espagnols attaquèrent les lignes de circonvallation sur un large front de six bataillons, et les forcèrent presque sans combat. Au premier coup de mousquet, Turenne fit prendre les armes à son ar-

mée et voulut envoyer six régiments au secours de la Ferté; mais, quel qu'eût été son empressement, il était déjà trop tard. Le régiment de Vervins, qui passa le premier la digue, arriva au quartier de la Ferté quand tout était fini. Le maréchal, ses trois lieutenants généraux, quatre cents officiers, quatre mille soldats étaient prisonniers; « le combat ne dura pas un quart d'heure. » L'ennemi combla rapidement les lignes de circonvallation et communiqua avec la ville. Pour Turenne, après avoir repoussé vivement l'attaque de Marsin, qui du reste n'insista pas, il fit rentrer ses troupes dans son quartier et attendit le jour. Dès qu'il put constater l'étendue du désastre, il donna l'ordre de la retraite, « abandonnant quelques tentes et bagages » et du canon. Cette précipitation a été blâmée; mais Puységur, tout en estimant « qu'on ne devait pas être si pressé de sortir du quartier de M. de Turenne », reconnaît lui-même qu'une panique effroyable régnait dans l'armée française. Les domestiques de Turenne avaient si bien perdu la tête, ils avaient été si saisis de peur, qu'ils abandonnèrent sa tente et même sa cassette, « dans laquelle M. de Bournonville me dit, raconte Puységur, qu'il s'était trouvé une lettre que M. le cardinal lui écrivait, par laquelle il lui mandait qu'en faisant la capitulation de Valenciennes, il prît garde de ne pas laisser prendre la qualité de duc à M. de Bournonville. »

Après le combat, la Ferté, prisonnier, fut conduit dans la ville. Comme il s'était mis au lit, épuisé de fatigue, M. le prince demanda à le voir et monta dans sa chambre. Condé alla droit au lit de M. de la Ferté, l'embrassa et lui dit : « J'aurais souhaité que votre camarade eût été pris, plutôt que vous. Je lui aurais appris à écrire la vérité. Ce n'est pas que je le craigne en campagne. Je vous appréhenderais bien plus que lui [1]. »

Pendant ce temps-là, le « camarade » de la Ferté faisait une des opérations les plus hardies et les plus heureuses dont puisse s'honorer un général. Contenant avec fermeté son armée démoralisée, il effectua sa retraite lentement et en bon ordre, prêt à livrer bataille si l'ennemi le poursuivait de trop près; ce qui heureusement n'eut pas lieu. Bussy, chargé de couvrir la retraite avec quinze escadrons, n'y eut pas grand embarras; « car les ennemis ne le suivirent qu'avec deux escadrons de cravates, qui ne firent qu'escarmoucher d'assez loin. »

Turenne, jugeant qu'une retraite trop longue jetterait l'effroi, tant dans l'armée, déjà démoralisée, que dans le pays tout entier, ne recula que jusqu'au Quesnoy. Il prit position entre cette ville et le bois de Mormaux, la droite au bois et la gauche à la ville, une petite rivière devant lui. De toute l'armée de la Ferté, il n'avait avec lui que cinq cents chevaux; tout le reste, cavalerie et infanterie, avait fui à

[1] *Mémoires de Puységur.*

Condé ou avait été pris. « L'épouvante était si grande dans nos troupes, dit Bussy, que, la nuit du 16 au 17, un lièvre donna l'alarme si chaude, qu'on ne douta point que ce ne fussent les ennemis; il est vrai que, s'ils fussent venus le 17, et que, sans nous marchander, ils nous eussent attaqués, je ne doute presque pas de notre défaite. »

Turenne n'avait que cinq ou six pièces de canon, mais il reçut un renfort de deux mille hommes et résolut de combattre. Le bagage commençait déjà à filer par delà le Quesnoy, il le fit arrêter et attendit les ennemis. Le 18, ils vinrent se camper devant lui, la rivière entre deux. Le maréchal de Turenne, ayant eu avis, par ses éclaireurs, qu'on voyait paraître leurs premiers escadrons, monta à cheval pour s'en aller au galop aux avant-postes. « En passant par le camp de son régiment de cavalerie, il vit un chevau-léger qui, en sellant son cheval, chargeait son bagage; il poussa à lui, le pistolet à la main, et, si ce cavalier ne se fût sauvé entre les jambes des chevaux, il l'eût tué; cela persuada encore le maréchal de l'épouvante de l'armée [1]. » Il ordonna à Bussy d'empêcher que personne ne montât à cheval et de faire seulement que chacun tînt son cheval sellé par la bride. Turenne n'avait point d'outils pour faire de grands travaux de retranchements; ne voulant pas en faire de petits qui eussent dénoté de l'inquiétude, il ne fit pas travailler. Le peu de précaution qu'il affecta de prendre à la vue des ennemis rassura ses troupes. Il y eut, ce jour-là, quelques petits engagements d'avant-garde, où l'avantage demeura aux Français; ce qui rendit encore un peu d'assurance aux soldats et leur fit attendre avec assez de fermeté la bataille, qui paraissait assurée pour le lendemain 19. Cependant, le lendemain, à huit heures du matin, les ennemis demeurant dans l'inaction, Turenne jugea qu'ils ne voulaient rien hasarder et qu'ils n'étaient ainsi venus que pour l'occuper, pendant que leurs préparatifs se feraient pour retomber sur Condé; dans cette pensée, il n'hésita pas, malgré la faiblesse numérique et la démoralisation de son armée, à détacher huit cents chevaux, commandés par Rouvray, mestre de camp, chaque cavalier portant en croupe un sac de blé pour aller, en faisant un grand détour, ravitailler Condé, ce qui s'accomplit heureusement. C'est là l'action d'un grand capitaine. « Il n'y a guère au monde que le maréchal de Turenne qui, en présence des ennemis, beaucoup plus forts que lui, fît un détachement aussi considérable que celui-là. Il faut bien posséder la guerre pour en user ainsi, et ce sont là des coups de maître [2]. »

A la nouvelle de ce coup d'audace, le Tellier écrivit au maréchal de Turenne : « Par votre prudence, Monseigneur, et par une conduite vi-

[1] *Mémoires de Bussy-Rabutin.*
[2] *Ibid.*

goureuse, vous avez rétabli la réputation des armes au Quesnoy, après la déroute de Valenciennes : d'avoir ainsi fait tête aux ennemis, fort orgueilleux jusque dans leur pays même, et de les avoir obligés à se retirer quoique victorieux, c'est un coup qui n'appartient qu'aux grands maîtres dans l'art militaire. » Avec sa modestie habituelle, Turenne raconte ainsi cette belle action dans une lettre à sa femme, datée du camp devant le Quesnoy : « L'armée des ennemis est venue tout proche d'ici; ils y ont demeuré deux jours, après quoi ils ont marché vers Condé. »

Seule, l'appréciation de Mademoiselle détonne dans ce concert d'éloges. « On s'étonna, dit-elle, de ce que M. de Turenne avait été assez heureux pour ne recevoir aucun échec. La vérité est qu'il se retira promptement, pendant que le désordre se mettait dans le quartier de la Ferté. Il dit qu'il ne l'avait pu secourir à cause de quelques marais qui étaient entre le quartier de la Ferté et le sien. Ce fut un avantage pour le service du roi que d'avoir conservé une armée pendant que l'autre fut défaite, et ce n'était pas une des moins belles retraites de M. de Turenne. Je ne sais si c'est une des plus glorieuses [1]. »

Sur ces entrefaites, trois mille hommes de l'armée de la Ferté, qui s'étaient ralliés à Landrecies, rejoignirent l'armée. Alors les ennemis, « ne jugeant plus à propos de rien entreprendre, » levèrent le camp et se portèrent sur Condé, qu'ils investirent. Dès le début, Turenne renonça à secourir cette ville, mal approvisionnée et peu forte d'ailleurs.

« Je crois, écrit-il à sa femme le 1er août, que les ennemis prendront Condé; c'est une situation facile pour eux après l'affaire de Valenciennes. On était trop glorieux les années passées. Je vous avoue que cette levée du siège de Valenciennes m'a extrêmement touché. » Ses troupes étaient si démoralisées, qu'il craignait toujours que « l'épouvante ne prît dans son armée. Il faut, disait-il, que le temps et quelque action assez apparente rassure un peu cela [2]... »

Pour opérer une diversion, Turenne résolut de passer l'Escaut et de se porter sur la Lys. Il partit, le 14 août, de Charlemont et vint camper au Cateau-Cambrésis, puis à Lens, où il séjourna huit à dix jours, puis il s'avança près de Saint-Venant pour l'attaquer; mais il renonça à son dessein en apprenant que le siège de Condé était terminé, et que la garnison avait eu une capitulation raisonnable.

L'ennemi, après avoir passé deux à trois jours à démolir les fortifications de Condé, s'approcha de Cambrai. Mazarin seconda Tu-

[1] *Mémoires de Mlle de Montpensier.*
[2] Turenne à Mazarin, 4 août 1656.

renne avec une infatigable activité; de divers côtés il reçoit des avis qui le préviennent des intentions des ennemis; il fait part de tout à Turenne.

« Je crois, dit-il, que c'est le prince de Condé qui est le maître de toutes les résolutions, et que les Espagnols, oubliant leurs vieilles maximes, se laissent persuader à faire beaucoup de choses qu'en d'autres temps ils n'eussent pas seulement écoutées. La première pensée du prince de Condé sera d'engager les Espagnols à entrer dans le royaume; sinon je ne doute qu'il ne les porte à s'approcher de vous pour vous combattre; car, quelque chose qui puisse arriver, ledit prince ne peut rien perdre et peut beaucoup gagner...

« Il faut, à mon avis, se conduire avec la dernière sagesse, et, ne parlant dans l'armée généralement à tout le monde, sans en excepter aucun, que de combattre, prendre en vous-même la résolution de ne le faire pas, à moins que l'envie que ledit prince en a l'oblige à vous venir chercher en des lieux où il vous soit avantageux d'être attaqué...

« Si les ennemis viennent en France, sauf votre meilleur avis, auquel je me remets entièrement, je croirais qu'il suffirait que vous détachassiez M. d'Huxelles ou M. de Castelnau avec un corps de trois à quatre mille hommes pour garantir les places de la Somme, et que vous entreprissiez quelque chose sur la Lys; car assurément les ennemis, qui seraient entrés pour vous obliger à les suivre, seraient contraints à retourner sur leurs pas[1]. »

Turenne était un peu découragé. L'autorité qu'avait prise Condé chez les Espagnols et l'habileté du prince le paralysaient.

« On a fait ce qui se pouvait depuis la levée du siège de Valenciennes. On a eu tant de bonheur, les années passées, que l'on est étonné dès que cela ne continue pas. L'ennemi a toujours eu une armée comme celle du roi et a de fort bons chefs. On ne fait pas devant eux ce qu'on veut, et l'on a chacun assez de respect l'un pour l'autre[2]. »

Pendant le séjour à Lens, l'armée s'augmenta et se raffermit. Mazarin, désirant réparer le malheur qu'avait causé sa défiance de Turenne, lui envoya des recrues et mit à son service une activité et une vigilance infatigables. Pour obéir à ses instructions, le maréchal disait hautement que, si les ennemis venaient à lui, il ferait la moitié du chemin, et il prenait soin que cela se répandît dans l'armée pour y rétablir la confiance. Néanmoins, lorsque les ennemis approchèrent et ne furent plus qu'à trois lieues de lui, il ne se crut pas en sûreté dans son camp, que dominaient des hauteurs par où ils pouvaient venir. Il jugea plus sûr d'aller se porter à la Bussière, à une lieue de Béthune. Il prétexta un

[1] Mazarin à Turenne, 24 août 1656.
[2] Turenne à sa femme, 30 août 1656.

manque de fourrage et décampa le 1er septembre. Le mouvement de recul, qui se fit à l'entrée de la nuit, « étonna » l'armée. Le 3, les avant-postes furent attaqués, et Turenne, « ayant vu sur la carte un lieu, nommé Houdain, qui était dans la situation qu'il désirait » pour garder ses communications avec Arras, Béthune et la Bassée, fit marcher la cavalerie à l'heure même pour se saisir de ce poste. Cette marche, qui se fit également à l'entrée de la nuit du 3 au 4 septembre, acheva d'ôter à l'armée ce qui lui restait d'assurance. Le 4 septembre, à huit ou neuf heures du matin, les ennemis s'approchèrent pour se saisir du poste de Houdain; mais, le voyant occupé, ils firent une halte de plus de trois heures pour tenir conseil. Turenne profita de ce temps pour fortifier son camp du côté faible. Il y fit faire un retranchement flanqué de petits redans. Dans l'après-midi, l'ennemi s'approcha, et le combat parut inévitable pour le lendemain. Une attaque de nuit, que Turenne fit faire pour améliorer sa position, ne réussit pas. Le 5, au matin, tout le monde était prêt; mais les Espagnols n'osèrent attaquer. Après être restés immobiles toute la journée du 6, ils se retirèrent le 7. Turenne se mit à leur poursuite, « ce qui commença un peu à faire changer la situation des esprits dans les deux armées. » Une fois libre de ses mouvements, Turenne conçut le projet d'assiéger la Capelle. Il pouvait, en très peu de temps, tomber sur cette place en passant par le pays ennemi; mais, comme le prince de Condé, par là, aurait pu avoir connaissance de son dessein et jeter du secours dans la Capelle, il préféra rentrer en France pour dérober sa marche et faire une fois plus de chemin. Il réussit. Le 18 septembre, il passa à Saint-Quentin et marcha nuit et jour pour gagner la Capelle; l'armée fit plus de trente lieues en trois jours. Bouton, sieur de Chamilly, gentilhomme du duché de Bourgogne, homme de mérite, en était gouverneur; il n'avait qu'environ deux cents hommes de garnison.

Le 22 septembre, Turenne est devant la Capelle. Il est un peu inquiet, l'ennemi n'est pas loin et ses lignes de circonvallation ne sont pas achevées. Il écrit le 23 : « On emporta, hier au soir, tous les dehors de la Capelle, et on a attaché, la même nuit, le mineur au bastion. Il y a peu de gens dans la place; mais c'est une des meilleures de la frontière... J'espère que Dieu bénira le succès de tout ceci. »

Le 24, on apprend à Turenne que l'ennemi est en marche; mais il ne sait pas encore s'il sera attaqué. On travaille aux lignes avec toute la diligence possible.

Le 25, il annonce à Mazarin que le feu de la ville a empêché les mineurs de préparer la mine. Ils ont été obligés de se retirer. Il demande de la grosse artillerie.

Enfin, le 26, il écrit à sa femme que les ennemis ont capitulé et sortiront le lendemain[1].

[1] Lettre de Turenne à sa femme et à Mazarin.

La Capelle s'était, en effet, rendue le 26 septembre, après trois jours de siège, en présence de l'armée espagnole, qui s'était approchée jusqu'à une lieue de la ligne de circonvallation.

L'armée française empêcha le siège de Saint-Ghislain, que les ennemis avaient projeté de faire, et séjourna dans le Cambrésis jusqu'en novembre; puis elle repassa la Somme et prit ses quartiers d'hiver.

Le 8 octobre, Turenne écrit à Mazarin qu'il se retire du côté de Chimay. Il ne voit rien à faire. Les ennemis sont près d'Arleux, avec toute leur armée, entièrement couverts. Il ne pense plus qu'à faire vivre son armée.

Même préoccupation, dans une lettre au ministre, du 23 octobre. Il ne pense guère aux ennemis, mais beaucoup au pain et au fourrage pour son armée et aux munitions pour le Quesnoy.

Cette année-là, Turenne avait adressé au roi un mémoire sur l'infanterie française. « Je crois, disait-il, qu'un des plus grands défauts de l'infanterie française, c'est que les soldats ne demeurent pas dans les compagnies, et, encore qu'il y ait un bon nombre de vieux soldats qui servent dans les armées, le changement de régiment les rend incapables de discipline. » Il demandait, en conséquence, qu'on appliquât à l'infanterie le système qui avait si bien réussi, l'année précédente, pour la cavalerie.

Le 1er novembre, Mazarin apprend à Turenne « le traitement que le roi a résolu de faire à l'infanterie. C'est un effort, dit-il, dont je ne croyais pas que nous pussions venir à bout dans l'état où sont les finances; mais mon avis a été qu'il fallait plutôt reculer toutes les autres dépenses, afin de subvenir à une qui est si nécessaire pour pouvoir continuer la guerre avec succès et contraindre enfin les ennemis à donner les mains à une bonne paix. »

La paye du soldat est portée, pour les cent cinquante jours de quartier d'hiver, de huit écus à quinze, ce qui met à sept écus l'augmentation par homme. Pour les officiers, la paye est doublée; « on donne encore une demi-montre d'augmentation aux capitaines, lieutenants et enseignes...; je vous laisse à penser à quelle somme cela doit aller. »

« Il me semble que vous avez beau champ de faire valoir ce bon traitement dans toute l'armée, et de déclarer dès à présent que vous serez le premier à insister au châtiment de ceux qui manqueront à mettre leurs compagnies en bon état; c'est-à-dire, non seulement complètes, mais aussi armées de piques et de mousquets, sans qu'il y puisse avoir aucun fusil, à peine de la vie. »

La campagne de 1656 n'avait pas été heureuse, et de nouvelles négociations tentées avec l'Espagne pendant l'hiver, en vue de la paix, n'aboutirent pas. Le moment de reprendre les opérations militaires approchait.

Mazarin renouvela la ligue conclue l'année précédente avec Cromwell, et obtint enfin l'assistance effective des Anglais. Le 23 mars, le colonel Lockhart, neveu du protecteur, signa un traité, valable pour un an, par lequel un corps de six mille Anglais devait se joindre à l'armée française. On devait entreprendre le siège de Gravelines et de Dunkerque avec l'appui d'une flotte anglaise. La première place prise serait remise en dépôt aux Anglais. Gravelines devait appartenir définitivement à la France, Dunkerque aux Anglais. Le duc d'York se rendit en Flandre, où il leva, pour le service des Espagnols, quelques régiments qu'il plaça sous les ordres du comte de Marsin.

Condé emporta Saint-Ghislain en huit jours, vers la fin de mars. Turenne n'entra en campagne qu'au commencement de mai, et les ennemis eurent tout le temps nécessaire pour mettre en état de défense les places du littoral, qu'ils savaient être menacées. Turenne jugea qu'il n'y avait rien à faire de ce côté; il feignit une marche sur Aire et vint à l'improviste, le 28 mai, assiéger Cambrai, « où il n'y avait pour toutes troupes que la morte-paye et quelque cinquante maîtres [1] : » environ trois cents hommes. La place investie, on fit des ponts de communication sur l'Escaut, et l'on commença à travailler aux lignes. Les mesures du maréchal étaient bien prises; malheureusement « on n'avait aucune langue de l'ennemi et on ne savait rien de M. le prince, qu'on croyait vers la Meuse ». Le matin même du jour où Turenne avait paru devant Cambrai, Condé était arrivé de Mons à Valenciennes avec toute sa cavalerie. Averti du dessein des Français par des courriers du gouverneur, il se rendit à Bouchain, qui n'est qu'à deux heures de Cambrai, et, vers onze heures du soir, il marcha droit à la citadelle avec trois à quatre mille chevaux, en trois colonnes, à trois escadrons de front. Turenne avait posté d'abord l'aile droite de sa cavalerie sur la grande route, qui conduit de Bouchain à la citadelle; mais, « averti, à l'entrée de la nuit, qu'il était arrivé neuf escadrons de cavalerie à Bouchain, il crut que c'étaient des troupes d'Espagne qui voulaient entrer dans la place, et pensant qu'ils éviteraient le lieu où était le camp, pour prendre le tour et entrer sans rencontrer personne, il s'alla poster dans l'endroit où ils devaient passer avec sept ou huit régiments de cavalerie, laissant toutes ses troupes étendues le long de la plaine. »

Ce n'était pas aux Espagnols, c'était à Condé que Turenne avait affaire.

Le prince, qui savait bien que le moindre capitaine du monde serait assez fin pour passer, en pareille rencontre, par de petits sentiers plutôt que par le grand chemin, ou qui fut simplement égaré par ses guides, comme le prétendent quelques mémoires du temps, prit hardiment par la grande route, où il n'y avait que des escadrons clairsemés

[1] *Mémoires de Puységur.*

du régiment de Clérambaut, qu'il traversa facilement. Il arriva, à la pointe du jour, aux portes de la citadelle. Le comte de Salazar, gouverneur de Cambrai, s'attendait si peu à ce secours, que le prince dut attendre longtemps qu'on lui ouvrît les portes. Quand il vit Condé dans la place, Turenne n'hésita pas : il leva le siège le 31 mai, et vint camper à Vauchelles, et de là à Fonsommes, où le roi le rejoignit. Le maréchal eut un profond chagrin de l'insuccès de son entreprise. Il fallait qu'il se retirât de devant une place qu'il avait surprise sans hommes et sans munitions de guerre, et, les ennemis s'étant réunis, toute entreprise sur les places maritimes devenait impossible ; il fallait rester sur la défensive.

Le 8 juin, l'armée campa à Tupigny, où les six mille Anglais, commandés par le chevalier Reynolds, la rejoignirent. Leur arrivée causa une grande satisfaction. « Je me persuade, écrit Mazarin à Turenne le 17 juin, que vous serez fort satisfait de ce corps ; car, outre que le nombre est effectif, ce sont tous soldats bien faits et qui ont la mine de rendre bons services dans une occasion. » Malgré les instances de l'ambassadeur anglais Lockhart, Turenne ne jugea point qu'on pût entreprendre quelque tentative sur les places maritimes. Mazarin engagea la Ferté à assiéger Montmédy, dont les remparts, taillés dans le roc vif, et la bonne garnison rendaient la prise difficile. Turenne se contenta de couvrir le siège. Au lieu d'essayer de secourir Montmédy, les Espagnols se portèrent sur Calais, qu'ils essayèrent en vain de surprendre (30 juin). Ils se dirigèrent alors sur Ardres.

« Nous n'avons pas encore nouvelle que Ardres, ni aucune autre place, soit investie ; mais la marche des ennemis vers Aire, le canon et l'infanterie ayant passé la Lys, ne peut être que pour Ardres.

« Hesdin et Montreuil sont déjà bien garnis; mais, pour Ardres, nous ne savons pas si on aura pu exécuter à temps les ordres que l'on a donnés pour y jeter du monde ; si cela était, les ennemis auraient, en ce cas, un os bien dur à ronger[1]. »

L'os se trouva, en effet, si dur, que les ennemis renoncèrent à le ronger. Les Français les avaient prévenus. Il y avait trois mille cinq cents hommes de pied dans la place et un nombreux corps de cavalerie aux environs prêt à s'y jeter. L'ennemi se retira après avoir brûlé quelques maisons dans les faubourgs et les villages voisins. Pendant ce temps le siège de Montmédy se continuait avec vigueur; enfin la ville se rendit au roi le 6 août.

Après la capitulation de Montmédy, le général Reynolds pressa Turenne d'exécuter le traité fait avec Cromwell. D'après cette convention, chaque fois qu'on aurait pris une place pour la France, on en prendrait une autre, sur le bord de la mer, pour l'Angleterre. Le maré-

[1] Mazarin à Turenne, 2 juillet 1657.

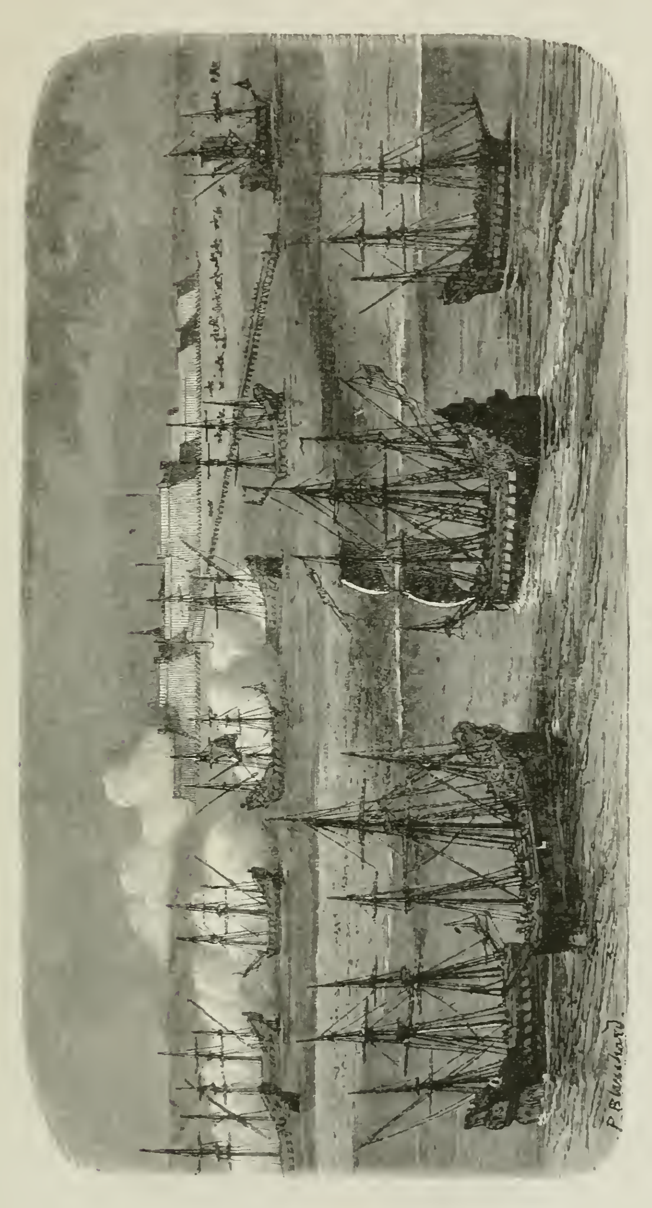
chal, qui était campé proche de la Capelle, n'eut pas plus tôt eu avis de la prise de Montmédy, qu'il laissa tout son bagage pour marcher avec plus de diligence, passa sur des ponts de bateaux l'Escaut et la Scarpe, et traversa les plaines d'Artois. En trois étapes il se rendit des bords de la Sambre devant Saint-Venant, qu'il investit le 16 août. Dans la précipitation de sa marche, il avait laissé derrière lui son bagage avec une forte escorte. Les ennemis, qui l'avaient suivi de près, mirent l'escorte en déroute et pillèrent le bagage, à deux lieues du camp de Saint-Venant. Condé voulait attaquer Turenne dans sa position avant qu'il eût le temps de se fortifier. S'il l'eût fait, la situation des Français eût été bien critique. « Quand l'ennemi est arrivé à une lieue de moi, écrit Turenne à le Tellier, je n'avais ni vivres ni munitions de guerre, pas un quart de la ligne faite, et à leur front, pas du tout. » Don Juan d'Autriche et Caracene s'y refusèrent. Turenne fit venir du pain et des outils de Béthune et de la Bassée, et ouvrit, le 24 août, la tranchée sous les yeux des Espagnols, qui, découragés par son assurance, allèrent attaquer Ardres pour faire diversion. Après leur départ, des difficultés imprévues se présentèrent. L'argent manquait, et les auxiliaires anglais, mécontents, lui inspirèrent de vives craintes. « Ce que les Anglais ont manqué d'argent, dit-il encore, a causé presque un accident en présence de l'ennemi, et le mauvais temps et le manque de payement les fait tomber tout à fait [1]. » En attendant l'argent de l'Etat, Turenne pourvut lui-même à leur solde, fait qu'avec sa modestie ordinaire il passe sous silence dans ses mémoires. Il fit couper en morceaux toute sa vaisselle d'argent, et en distribua les fragments pour des valeurs de quinze, vingt, trente, soixante sols, remboursables au moment où l'argent monnayé arriverait[2]. Les alliés anglais, au prix de ce sacrifice, consentirent à reprendre leur service, et les travaux du siège continuèrent.

Les Anglais d'ailleurs, dans toute cette campagne, ne répondirent pas aux espérances qu'ils avaient fait concevoir. La maladie et la désertion se mirent dans leurs rangs. « Les Anglais ont grand'peine à résister au travail, de coucher dehors, et il en tombe beaucoup de malades à cause des fruits qu'ils mangent. Dans la première année, je ne crois pas qu'ils soient guère propres dans la tranchée [3]. »

« J'ai écrit à tous les lieux où il y a des ponts, afin que l'on arrête ceux qui veulent s'en aller en Angleterre. Le général commence à se porter mieux. Je crains fort que, dans l'arrière-saison, les Anglais soient en si mauvais état et qu'il y ait tant de malades, que je ne sais pas si on pourrait faire fondement d'y en laisser en garnison [4]. »

[1] Turenne à le Tellier.
[2] *Voyage de deux Hollandais en France en* 1657 *et* 1658.
[3] Turenne à Mazarin, 21 août 1657.
[4] *Id.*, 1er septembre 1657.

« Je ne crois pas que l'on puisse y mener les Anglais (à Rocroy, pour en faire le siège); car, quand même ils voudraient y marcher, il ne faut que trois ou quatre mauvaises nuits pour n'y en avoir plus en état de servir; je dis cela sans exagération[1]. »



Siège de Mardyck (1667).

Turenne était dans une situation difficile, il résolut d'en sortir par un coup d'audace; il risqua une attaque contre la contrescarpe. « Les assiégés, qui en faisaient leur capitale défense, s'y opiniâtrèrent fort, et ce fut une des plus difficiles actions qui se soient vues dans les sièges. »

[1] Turenne à Mazarin, 5 septembre 1657.

Enfin le régiment d'infanterie de Turenne « emporta la contrescarpe contre toute raison[1] ». Dans l'élan des troupes, un second ouvrage fut pris, et les assiégés capitulèrent (27 août). A l'instant Turenne envoya quatre à cinq cents chevaux à Ardres. Les ennemis, qui étaient déjà dans les fossés de la ville, se retirèrent.

Turenne recommanda à Mazarin de faire fortifier et approvisionnner Saint-Venant, que sa situation rendait un poste très important.

« Il est certain que Saint-Venant se peut fort bien accommoder, et, sans ce passage-là, on ne pourrait pas songer à rien faire en Flandre, et il ne faut pas qu'en aucun temps cette place soit négligée[2]. »

« Si la guerre dure, je ne crois pas qu'il y ait rien qui soit de plus grande conséquence qu'une place sur la Lys. Il n'y a que huit heures de Saint-Venant à la mer, et, si la place était plus avancée, on ne la pourrait pas maintenir; il faut nécessairement y travailler et faire fondement d'y laisser une grande garnison; vous retenez par là l'ennemi au cœur de la Flandre, ou, s'il la quitte, vous tombez promptement sur une place de la mer[3]. »

Après avoir laissé son armée se reposer trois jours, Turenne prit le château de la Mothe-au-Bois, position de peu d'importance, mais « qui incommodait fort Saint-Venant », et le fit raser. Ayant reçu un renfort de quatre mille hommes, il passa les rivières d'Aa et de Colme, s'empara de plusieurs forts qui gênaient ses communications, et occupa Bourbourg. Pendant qu'il était campé à Wast, dans le lieu « où demeuraient les jésuites irlandais, on vint lui dire, raconte Puységur, qu'il y avait deux capucins qui désiraient parler à lui, et qui venaient de Bourbourg. Il me dit que je les allasse faire entrer. Il s'informa d'eux quels gens il y avait dans Bourbourg. Ils lui répondirent qu'il n'y avait point de troupes. Après qu'il les eut entretenus quelque temps, il leur fit donner la sauvegarde qu'ils demandaient, et me commanda d'aller faire prendre les armes aux régiments de Piémont et d'Espagny, et envoya ordre à quatre ou cinq escadrons de monter à cheval. Nous marchâmes et allâmes à Bourbourg. Il me commanda d'entrer dans la ville, d'y demeurer et empêcher qu'on n'y fît aucun désordre; ce que je fis[4]. »

Turenne laissa de l'infanterie dans cette ville pour en relever les fortifications. Mais il fallait maintenant faire quelque chose pour satisfaire les Anglais. Sur l'ordre de Cromwell, Lockhart exprimait hautement son mécontentement. « Son maître, disait-il, ne trompait personne et prétendait aussi n'être pas trompé. Si on ne voulait pas entreprendre le siège de Dunkerque, il conviendrait de rembourser à

[1] Turenne à sa femme, 31 août 1657.
[2] Turenne à Mazarin, 1er septembre 1657.
[3] *Id.*, 5 septembre 1657.
[4] *Mémoires de Puységur.*

l'Angleterre toutes les dépenses qu'elle s'était imposées depuis le 1er avril jusqu'au 1er septembre, à raison de vingt-cinq mille écus par jour[1]. »

Que pouvait-on faire? L'armée espagnole couvrait Dunkerque ; Gravelines était trop forte pour être attaquée avec les moyens dont on disposait. Turenne proposa d'assiéger Mardyck. Il fit prévenir Cromwell de son dessein, et, sans attendre la réponse, il se mit en marche. On ne pouvait arriver à Mardyck que par une digue ; c'était aussi la seule voie de retraite en cas d'insuccès. Comme on savait qu'il n'y avait pas de bois autour de Mardyck, la cavalerie portait des palissades et l'infanterie des fascines. Le 30 septembre, la flotte anglaise arriva devant la ville pour en faciliter la prise ; mais pendant deux jours le vent empêcha les vaisseaux alliés d'approcher de la côte, tandis que les bateaux plus légers de l'ennemi circulaient à l'aise de Mardyck à Dunkerque, ce qui augmentait les difficultés du siège; de plus, la rareté des fourrages ne permettait pas à l'armée de demeurer longtemps dans cette position. Turenne balança tout un jour s'il commencerait le siège; mais, déterminé par son lieutenant Castelnau, il fit ouvrir la tranchée le 1er octobre. Le 2, on mit en batterie quatre pièces qui firent un tel feu sur le fort de Bois, que, les fondements en étant ébranlés, ceux de dedans se jetèrent dans des chaloupes et se sauvèrent à Dunkerque. Le fort se rendit au bout d'une nuit. Sa prise, ôtant à la garnison de Mardyck toute communication avec la mer, permit d'avancer le siège. Douze canons battaient incessamment la place et réduisirent les Espagnols qui la gardaient à se rendre prisonniers de guerre. Après avoir rompu la trêve deux ou trois fois en cinq à six jours, ils acceptèrent la capitulation le 3 octobre, et furent conduits à Calais.

Jusqu'alors, dans la guerre de sièges, l'usage était que les garnisons ne fussent pas prisonnières de guerre. Afin de hâter la reddition des places, on permettait aux troupes de sortir avec armes et bagages et de rejoindre leurs armées. Nous verrons souvent, dans l'avenir, Turenne contraindre les garnisons à se déclarer prisonnières de guerre, lorsque la place qu'elles gardaient se trouvait dans une situation désespérée. Mais « la conservation de Mardyck était plus difficile que n'en avait été la conquête ». L'armée, fatiguée et souffrant du froid, se débandait pour chercher des lieux où il y avait du bois pour se chauffer. Bourbourg, qui devait couvrir Mardyck, était « une place rasée qui manquait de tout ». Turenne laissa sept cents Anglais à Mardyck, deux mille hommes à Bourbourg, et se retrancha, à trois heures de là, dans le camp de Ruminghen, où il demeura six semaines qui furent employées à réparer les canaux de Calais à la rivière d'Aa et à fortifier Bourbourg. Les Anglais n'envoyant ni ouvriers, ni

[1] *Voyage de deux Hollandais en France en* 1657 *et* 1658.

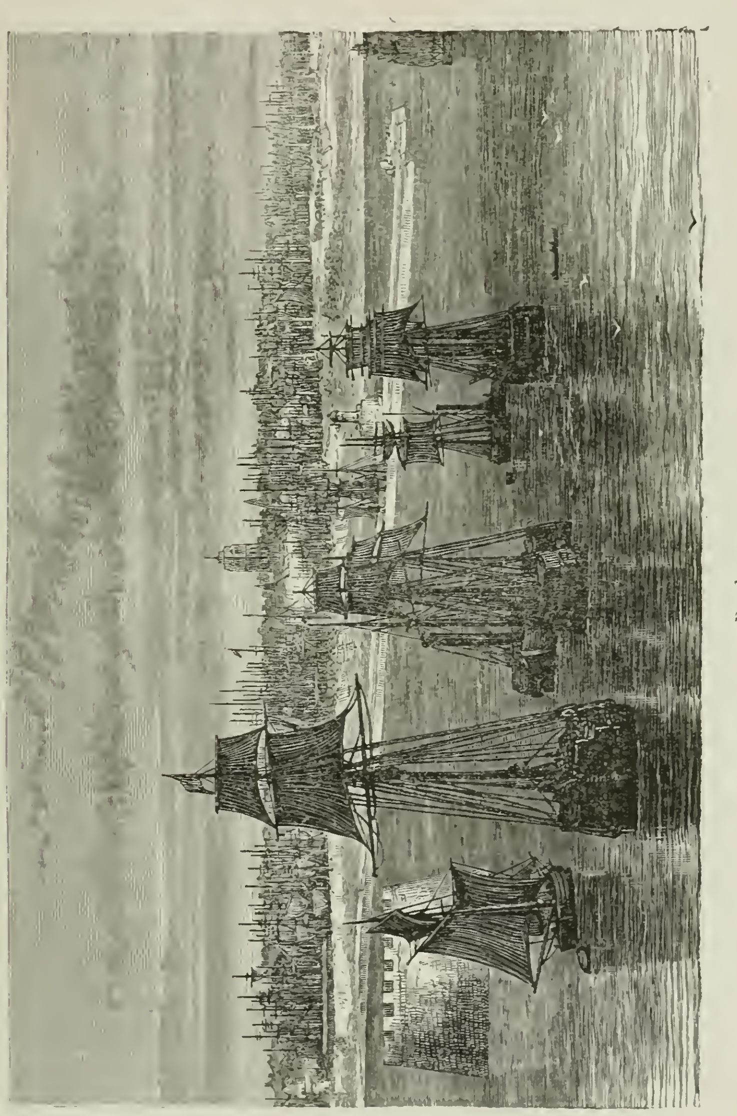
outils, ni matériaux, on ne travailla pas à Mardyck; ils s'en plaignirent. Turenne répondit que, puisqu'ils occupaient la place, c'était à eux de la mettre en état de défense, ajoutant que, s'ils ne voulaient pas s'en occuper, le mieux était de la faire sauter. Les Anglais changèrent alors d'avis; « on se ranima en Angleterre pour la conservation de la place. On y envoya de l'infanterie, des palissades, et on remit les fortifications en état. » En novembre, les deux armées entrèrent en quartier d'hiver.

Pendant l'hiver, le maréchal d'Hocquincourt trahit de nouveau sa patrie et passa aux Espagnols. Il gagna deux officiers mécontents, la Rivière et Fargues, qui commandaient la place d'Hesdin en l'absence du gouverneur, et Condé envoya des troupes espagnoles prendre possession de la ville dans le courant de mars. La situation de cette place rendait sa perte sensible. Ce contretemps fut d'autant plus fâcheux qu'en ce moment le prince traitait secrètement pour faire sa paix avec la France; la révolte d'Hesdin, qui ranima ses espérances, mit fin aux négociations. A ce revers vint s'en ajouter un autre. Le maréchal de Villequier-Aumont, gouverneur de Boulogne, fut trompé grossièrement par les rapports de quelques bourgeois d'Ostende qui, parce qu'on avait crié : « Vive le roi! » dans les rues et dit mille injures des Espagnols, réussirent à lui persuader que la population était décidée à se donner à la France. Il s'embarqua, le 28 avril, avec quelques régiments pour surprendre cette ville. Il entra en rade avec douze à quinze cents hommes; on l'attirait dans un piège : une partie de ses troupes étaient à peine débarquées, qu'elles furent coupées et enveloppées par des troupes espagnoles qui s'étaient tenues cachées dans les caves. Le maréchal fut pris avec cinq à six cents hommes; le reste se sauva par mer.

Ce double échec « fit commencer la campagne avec de fort méchantes apparences de succès ». Suivant l'usage ordinaire des Français, « la cour même, qui se trouvait en ce temps-là à l'armée, décriait, au moins pour la plupart, les affaires autant ou plus que les autres. » Des soulèvements avaient lieu dans plusieurs provinces. Mazarin et Turenne cependant étaient résolus à reprendre vigoureusement la lutte.

Le 28 mars, un nouveau traité avait été passé avec le protecteur sur les mêmes bases que l'année précédente, mais avec la clause formelle qu'on attaquerait Dunkerque, qui serait remis entre les mains des Anglais. Ils devaient, à leur tour, aider au siège de Gravelines, qui demeurerait au roi. Turenne, « sans savoir si on pourrait assiéger Dunkerque, désirait faire voir naïvement aux Anglais que l'on faisait tout son possible pour l'exécution du traité. » L'armée française se rassemblait au nord de la Somme, sous les yeux du roi et du cardinal, auprès d'Hesdin. On espérait que cette ville rentrerait dans le devoir; mais les rebelles allèrent jusqu'à tirer le canon sur le roi lui-

même, qui faisait une reconnaissance, et tout espoir d'un arrangement s'évanouit. Négligeant de s'occuper de cette ville, Turenne n'attendit pas que toutes les troupes fussent réunies. Le 18 mai, il partit avec sept à huit mille soldats, alla passer la Lys à Saint-Venant, le 20, en-



Dunkerque.

leva, le 22, deux régiments irlandais dans Cassel, et prit la route de Dunkerque par Bergues.

Le siège de Dunkerque était une des opérations les plus difficiles que l'on pût entreprendre. Les Espagnols, à la nouvelle de l'approche des Français, lâchèrent les écluses qui retenaient les eaux; tout le pays, jusqu'à Bergues, ne fut plus qu'un vaste lac. « On ne voyait, de là à Dunkerque, que de l'eau. » Une digue, le seul chemin prati-

cable, conduisait de Bergues à Dunkerque; mais les ennemis y avaient récemment fait construire deux forts à portée l'un de l'autre, et couvrant chacun une des deux villes : attaquer Dunkerque avant d'avoir pris Bergues, à une lieue, Furnes, à trois, Gravelines, à quatre, et Nieuport, à cinq, c'était être assiégé en faisant un siége; car toutes ces places faisaient une circonvallation autour de Dunkerque. Les attaquer aussi, les unes ou les autres, c'était avertir les ennemis de se précautionner sur Dunkerque et ainsi rendre cette place imprenable, ou du moins en retarder fort la prise [1]. » De plus, on n'était qu'à la fin de mai, et il n'y avait point encore assez de fourrages pour nourrir la cavalerie. Turenne comprenait bien la gravité de la situation; mais il comprit aussi qu'attendre c'était donner aux ennemis le temps de se défendre. Excité d'ailleurs par Mazarin, il n'hésita plus. Il s'engagea dans le pays inondé, fit avancer l'artillerie et les bagages en raccommodant, avec des madriers et des fascines, les mauvais passages, et arriva le 23 mai auprès de Bergues, qu'il laissa sur sa droite pour voir s'il pourrait communiquer avec Mardyck, où était son lieutenant Castelnau. Il s'empara d'une petite redoute sur la Colme, que les ennemis appelaient la redoute de Bentismuler, et découvrit ensuite un chemin vers Mardyck; mais, comme ce chemin était presque impraticable, le 24 mai il fit prendre à chacun de ses cavaliers une fascine pour le réparer; et se faisant suivre en outre de quelque infanterie, il marcha vers le canal de Bergues à Dunkerque, et prit possession, sans coup férir, d'un des grands forts, que les ennemis n'avaient pas encore complètement achevé et qu'ils abandonnèrent. N'ayant pas Bergues, il n'aurait pu, sans ce fort, assiéger Dunkerque. Il s'engagea alors sur la digue, après avoir fait réparer les ponts sur la Colme, sur les canaux de Hondschoote et de Furnes à Calais; il s'empara facilement du second fort et se trouva le lendemain, à deux heures après midi, auprès des dunes. L'audace et la rapidité de l'expédition en avaient assuré le succès. L'ennemi n'avait pas prévu cette tentative; il croyait Dunkerque inabordable. Les généraux espagnols étaient persuadés, paraît-il, que Mazarin voulait absolument prendre Cambrai, afin de se faire évêque et prince de cette ville, et ils avaient porté sur Cambrai, Aire et Saint-Omer leurs principaux moyens de défense. « Toutes les troupes de l'ennemi qui étaient dans le voisinage de Dunkerque s'y jetèrent, de façon qu'il s'y trouva environ deux mille deux cents hommes de pied et huit cents chevaux. »

Le 25 mai, Turenne assigna aux différents corps de l'armée leurs postes autour de Dunkerque, et prit lui-même son quartier dans les dunes, du côté de Nieuport.

La flotte anglaise, commandée par l'amiral Montaigu, et composée

[1] *Mémoires de Bussy-Rabutin.*

de dix-huit à vingt voiles, tenait la mer et bloquait la ville. On commença par établir une estacade sur l'étran[1], du côté de Nieuport. Elle entrait dans la mer, mais ses travaux ne tenaient pas contre les hautes marées. On ouvrit la tranchée dans la nuit du 4 au 5 juin. Les premiers jours furent difficiles. Les vivres, les outils manquaient; les Anglais, pour lesquels on faisait cette tentative audacieuse, et qui devaient garder la ville, ne fournissaient presque rien. Mazarin, heureusement, déploya dans cette campagne une prodigieuse activité. Il fit créer plus de deux millions de rente pour se procurer l'argent nécessaire, et suffit à tout. Le pain de munition, l'avoine, le foin et toutes les munitions de guerre arrivèrent de Calais dans des barques anglaises. Les renforts affluèrent, et Turenne se vit, au bout de quelques jours, à la tête d'environ vingt mille hommes, dont cinq mille Anglais, commandés par le général Lockhart et le général-major Morgan. Les Anglais, « qui n'étaient pas fort accoutumés aux sièges, » se troublaient quelquefois. Un jour où « il faisait un si grand vent, que l'on ne pouvait pas voir à cause du sable », les ennemis firent une sortie où ils tuèrent une centaine d'hommes du régiment du Plessis. Néanmoins le siège continuait; mais Turenne sentait la nécessité d'agir avec la plus grande promptitude. « Dans les lieux environnés de places de l'ennemi, comme l'on est, écrivait-il à Mazarin, au début du siège, le 27 mai, il ne faut pas languir dans les attaques; car les accidents ne sont pas réparables, comme aux sièges qui ne se font pas à la tête de l'ennemi... »

Les Espagnols ne purent faire pénétrer un régiment dans la ville après l'investissement; mais ils la savaient forte et bien approvisionnée. Ils réunirent une puissante armée de secours et s'approchèrent de Dunkerque. Ils étaient remplis de confiance, campaient sans lignes, et s'avancèrent près de Turenne sans attendre leur canon, retardé par le mauvais état des chemins.

Le 12 juin, le maréchal d'Hocquincourt vint reconnaître les lignes; quelques soldats avancés tirèrent sur lui; une balle l'atteignit dans le ventre, il mourut une heure après. Un jeune homme, nommé du Bourg, page d'Humières, fut pris en cette affaire.

Le lendemain, 13, l'armée des ennemis se vint camper dans les dunes, à trois quarts de lieue des lignes. L'après-dîner, le maréchal de Turenne, étant monté à cheval, alla sur le chemin de Furnes avec un régiment, et s'avança le plus loin possible à la découverte. Le maréchal remarqua, entre autres choses, que les ennemis avaient fait un pont sur le canal de Furnes, et ne douta point qu'ils ne voulussent bientôt attaquer nos lignes. Il revint aussitôt après au camp, résolu de leur livrer bataille le lendemain.

[1] On nomme ainsi une côte plate et sablonneuse.

Après qu'il eut pris toutes ses dispositions, comme il se préparait à se reposer sur la dune, « Talon, intendant, lui montra une lettre qu'il venait de recevoir de la part du cardinal, par laquelle ce ministre lui mandait que le maréchal en savait plus que lui; mais que, s'il osait dire son avis en cette rencontre, il lui semblait qu'il fallait donner bataille. Le maréchal fut bien aise que la résolution qu'il avait prise fût autorisée par le sentiment du cardinal. Le maréchal, n'ayant plus rien à faire, s'enveloppa de son manteau et se coucha sur le sable. Une heure après, on le vint éveiller en lui amenant le page d'Humières, qui avait été pris derrière son maître le jour d'auparavant, et qui venait de se sauver du camp des ennemis. Ce petit garçon, qui avait bon sens, dit au maréchal que les ennemis, ne se défiant point de lui, l'avaient laissé promener par tout leur camp, qu'ils n'avaient point encore de canon ni toute leur infanterie, mais que le bruit était parmi eux que cela arriverait dans deux à trois jours, et qu'aussitôt après ils attaqueraient nos lignes; qu'ils s'étaient toujours avancés pour donner courage aux assiégés et ralentir nos attaques par leur présence. Le maréchal se fit répéter la nouvelle du canon, nous disant que s'il eût encore été à se résoudre à la bataille, cela l'y aurait déterminé, et après il se recoucha[1]. »

Le duc d'York, étonné de l'assurance et de la tranquillité des Espagnols, leur représenta que s'ils n'étaient pas attaqués dans la nuit, ils le seraient infailliblement le lendemain matin. « C'est ce que nous demandons, repliquèrent Caracene et Gamard. — Eh bien, répliqua le duc d'York, je connais assez M. de Turenne pour vous promettre que vous aurez satisfaction... »

« Avez-vous jamais assisté à une bataille? » demanda, le lendemain matin, Condé, effrayé de tant de présomption et d'impéritie, au jeune duc de Glocester; et sur sa réponse négative: « Eh bien, lui dit-il, dans une demi-heure vous verrez comment nous en perdrons une. »

L'armée du roi pouvait être forte de cinq à six mille chevaux et de neuf à dix mille hommes de pied. Le 14 juin, à la pointe du jour, on s'approcha de l'ennemi en fort bon ordre, jusqu'à cent pas de lui, avant qu'il y eût un coup tiré de part ni d'autre, les deux ailes marchant comme si elles eussent été tirées au cordeau.

La gauche, formée par le corps de Castelnau, et par les Anglais sous le commandement de Lockhart, l'ambassadeur d'Angleterre, s'appuyait à la mer; la droite, commandée par le marquis de Créqui, s'appuyait au canal de Furnes. Turenne avait rangé son armée en trois lignes. Une forte réserve de dix escadrons, sous les ordres du marquis de Richelieu, était placée à mi-chemin de l'armée et de la ville, de manière à pouvoir se porter où besoin serait. L'armée déployée occupait

[1] *Mémoires de Bussy-Rabutin.*

un front d'une lieue. Des bâtiments anglais longeaient la côte, et leurs boulets pouvaient couvrir le littoral et protéger les mouvements de leur armée ; leur feu troubla beaucoup le flanc droit des Espagnols.

L'armée espagnole comptait environ quatorze mille hommes, dont huit mille chevaux. Don Juan d'Autriche se plaça à droite, Condé à gauche. Quand Turenne se mit en marche, les ennemis n'étaient pas



Bataille des Dunes, d'après Larivière.

encore prêts au combat. On vit des cavaliers débandés, qui étaient au fourrage, revenir au camp. Mais Condé répara vite ce désordre; il mit sa cavalerie sur cinq ou six lignes, disposition que le terrain rendait nécessaire. Toute l'infanterie, composée de quinze bataillons, fut placée sur une seule ligne. L'artillerie n'était pas encore arrivée.

Les Français marchèrent à l'ennemi au petit pas; leur canon, qui était en tête, tira cinq ou six volées pendant la marche. Le terrain, très accidenté, était entrecoupé de petites vallées et de dunes. On tirait chaque fois qu'on arrivait sur une hauteur. L'action commença à huit

heures du matin. Les Anglais furent les premiers engagés; ils mirent en fuite un régiment qui leur était opposé, et qui défendait une dune assez élevée en avant des troupes ennemies. Les fuyards de ce régiment jetèrent le trouble dans l'armée espagnole, qui ne résista pas et qui ne tarda pas à reculer en désordre. Mais les choses ne se passèrent pas ainsi, au moins au début, à la gauche. Le marquis de Créqui, ayant rompu sans grande résistance la première ligne espagnole, s'engagea témérairement, avec quelques escadrons seulement, contre la cavalerie de Condé, qui était en fort bon ordre, un peu en arrière des escadrons défaits. On ne faisait pas impunément de fautes devant Condé. Le prince chargea la cavalerie de Créqui, la rompit, et, comme il était homme à tirer d'une occasion tous les avantages qu'elle pouvait offrir, il pensa un instant qu'il pourrait traverser l'armée et entrer à Dunkerque avec sa cavalerie. « Il y eut un temps où les choses furent un peu en balance. » Turenne, heureusement, avait vu la faute de son lieutenant et pris ses mesures pour la réparer; lorsque Condé chargea avec toute sa cavalerie, les gardes et les Suisses, placés aux deux extrémités de la ligne, firent un mouvement convergent, l'entourèrent de trois côtés, et l'accueillirent par un feu épouvantable de tête et des deux flancs qui porta la confusion dans ses escadrons, dont quelques-uns s'ouvrirent. C'était le moment qu'attendait Bussy. Il s'élança avec sa cavalerie dans les vides produits par le feu de l'infanterie, et sabra les cavaliers de Condé, qui reculèrent en désordre. Trois fois Condé rallia ses escadrons et les ramena, trois fois ils furent décimés et rompus de la même manière; les hommes, rebutés et découragés, refusèrent de retourner à la charge. Condé, demeuré au milieu d'un petit groupe de gentilshommes français, se retira à grand'peine; son cheval ayant été tué, il faillit être pris; le dévouement d'un de ses officiers, qui lui donna le sien, le sauva.

Turenne renvoya la réserve devant Dunkerque et se mit à la poursuite de l'ennemi. La cavalerie ramassa des fuyards jusques auprès de Furnes, qui couvrit la retraite des Espagnols. L'armée française fit plus de quatre mille prisonniers, et sa perte fut insignifiante.

Cette victoire fut, selon Napoléon, l'action la plus brillante de Turenne.

Le soïr du combat, Turenne écrivit modestement à sa femme : « Je vous fais ce mot pour vous dire qu'il s'est passé aujourd'hui une fort belle action dont il faut louer Dieu. M. le prince et don Juan ont été extrêmement rompus en campagne... C'est une grande bénédiction de Dieu que ce qui a été entrepris ait réussi si heureusement. »

L'effet de la bataille des Dunes fut immense. La cour accueillit avec enthousiasme une victoire qui était son salut. Le roi l'annonça à tout le royaume dans une lettre circulaire où il ne marchandait pas l'éloge à Turenne. « Notre dit cousin le maréchal de Turenne, en pourvoyant

et se trouvant présent à tout, a donné une infinité de marques de sa grande conduite, ainsi que de son expérience consommée, de son insigne valeur, et de son zèle entier pour notre service et pour la grandeur de cet État. »

Rentré dans ses lignes, le maréchal poussa vivement les travaux du siége, et le 23 juin Dunkerque se rendit, après dix-huit jours de tranchée ouverte. Les ennemis en sortirent le 25, après midi, en présence de Louis XIV, et furent conduits à Saint-Omer. Le marquis de Leyde, qui avait défendu la place avec autant d'habileté que de vigueur, mourut, le jour même de la capitulation, d'une blessure qu'il avait reçue cinq à six jours auparavant.

Conformément au traité, la ville fut remise aux Anglais. Turenne se rendit à Bergues, qu'il assiégea et prit le 2 juillet. La situation de la place était telle, que Turenne refusa de recevoir la garnison à composition, et exigea qu'elle se rendît prisonnière de guerre. A cette nouvelle, les huit à neuf cents hommes qui la composaient, et qui appartenaient tous à de vieux régiments, se débandent, et chacun essaye, pour son compte, de se sauver au milieu des marais et de rejoindre isolément son armée. On en prit un très grand nombre; mais quelques-uns se sauvèrent. Napoléon approuve beaucoup cette résolution. « La conduite de la garnison espagnole de Bergues est remarquable, dit-il. Les clefs d'une place valent toujours bien la liberté de sa garnison, lorsqu'elle est résolue de n'en sortir que libre. »

Furnes se rendit le lendemain sans résistance. Puis Turenne se porta immédiatement sur les ennemis, qui essayaient de construire une redoute à un endroit nommé la Knoque, pour s'assurer la possession des canaux de Dixmude et d'Ypres. Sa diligence déconcertait tous leurs desseins. « Ils étaient toujours embarrassés dès qu'on s'avançait, étant aisé de connaître qu'ils ne s'arrêtaient que dans l'espérance qu'ils avaient que l'on n'irait pas plus loin. » Dixmude se rendit le 4. Condé avait laissé à la garnison, qui n'était que de quatre cents hommes, l'ordre de capituler s'ils voyaient qu'on se disposât à les assiéger.

Tel était l'état des affaires quand la maladie du roi mit tout en suspens et arrêta les opérations. Pendant huit à dix jours, Louis XIV fut en danger; pendant deux jours on le crut perdu; il ne fut sauvé que par du vin émétique que lui donna un empirique de Calais, où il s'était fait porter dès qu'il s'était senti malade. Mazarin, menacé par les intrigues qui se tramaient autour de lui, se fit souple et caressant, particulièrement pour l'armée. « M. le cardinal, contre qui on crie, comme on fait d'ordinaire contre ceux qui gouvernent, trouva beaucoup d'amis en ce temps-là. » Turenne demeura fidèle à la fortune du ministre, et s'en trouva bien. Le roi guérit, et la campagne recommença; mais l'ennemi avait mis à profit le répit que lui avait donné cet arrêt forcé de l'armée française. Il avait dispersé ses troupes et

avait placé l'infanterie dans les villes, afin de faire traîner la guerre en longueur. Condé se jeta dans Ostende, don Juan dans Bruges, le prince de Ligne dans Ypres, Fuensaldagne dans Nieuport. Mazarin et Turenne se rencontrèrent à Bergues pour arrêter les opérations à entreprendre. On décida d'assiéger Gravelines, afin de compenser, par la possession de cette ville, la remise de Dunkerque aux Anglais. La Ferté se porta devant cette ville avec sept ou huit régiments d'infanterie, et l'investit le 4 août. Turenne demeura auprès de Dixmude et couvrit le siège, qui dura vingt-six jours.

Sur ces entrefaites, Mazarin obtenait des succès diplomatiques qui allaient amener la fin de la guerre. Léopold I[er], roi de Hongrie, avait été élu empereur le 18 juillet. C'était un échec pour la France, qui s'était opposée à sa nomination; mais le cardinal le compensa en faisant accepter par le nouvel élu une capitulation qui le séparait de l'Epagne. Par l'article 14 de cet acte diplomatique, Léopold s'engagea « à ne se mêler en aucune façon des guerres qui se font présentement en Italie et dans le cercle de Bourgogne, et à n'envoyer aucun secours de soldats, d'argent, d'armes ou de toute autre chose contre la couronne de France ». De plus, Mazarin rallia les États que le voisinage de la France ou leurs intérêts éloignaient de l'Autriche.

Les trois archevêques de Trèves, Mayence et Cologne, l'évêque de Munster, le landgrave de Hesse-Cassel, les ducs de Brunswick et de Lunebourg, le comte palatin, le roi de Suède, signèrent le 15 août un traité, dit ligue du Rhin, dont les conditions étaient le maintien de la paix de Westphalie. Cependant la guerre continuait dans les Pays-Bas. Les forts extérieurs de Gravelines furent rapidement emportés. On enleva aussi quelques ouvrages avancés, puis enfin on attaqua le corps de la place. Gravelines, moins importante que Dunkerque comme position maritime, était une ville très forte. La garnison heureusement en était tout à fait insuffisante. Les ennemis réunirent leur armée et s'avancèrent, pour la délivrer, jusqu'à Poperinghen et Roesbrughe; mais, après avoir examiné les positions de Turenne, ils reconnurent l'impossibilité de la secourir, et Gravelines capitula le 3 août; ils se retirèrent sur Ypres et la Lys. L'ingénieur qui avait dirigé le siège était Vauban.

Après le siège, le maréchal de la Ferté laissa ses troupes à ses lieutenants généraux, sous les ordres de Turenne, et « s'en retourna en France, où il avait des affaires », dit le maréchal dans ses Mémoires. Mazarin, voyant qu'il pouvait compter sur son dévouement, l'avait débarrassé de ce fâcheux collègue. Le ministre lui-même, après avoir pris quelques mesures pour la suite de la guerre, retourna à la cour, abandonnant à Turenne la direction du reste de la campagne.

« Après la prise de Dunkerque et une victoire aussi éclatante que

CARTE DU NORD DE LA FRANCE DES PAYS BAS ET DES PROVINCES UNIES

pour suivre les Campagnes de Turenne de 1653 à 1658 et 1672



Gravé par Erhard, 12, r. Duguay-Trouin, Paris

celle des Dunes, dit Napoléon, avec l'avantage inappréciable d'être maître de la mer, Turenne pouvait faire plus qu'il n'a fait ; il devait frapper un grand coup, prendre Bruxelles, ce qui eût donné une tout autre illustration aux armes françaises, et accéléré la conclusion de la paix ; un événement de cette importance eût fait tomber toutes les petites places. Il a violé cette règle qui dit : Profitez des faveurs de la fortune quand ses caprices sont pour vous ; craignez qu'elle ne change de dépit : elle est femme. »

Turenne ne crut pas devoir prendre un parti si audacieux. Il n'avait que dix-huit mille hommes. Cette armée lui parut insuffisante pour attaquer une place aussi forte que Bruxelles, et pour la conservation de laquelle les ennemis devaient faire les derniers efforts.

Turenne « envoya beaucoup de partis pour donner jalousie à l'ennemi de tous côtés », laissa un corps de réserve entre Dixmude, Furnes et Bergues, et se porta sur la Lys, qu'il passa à Deynse. Il traversa l'Escaut à Gâvre, et menaça du même coup Bruxelles, Gand et Bruges. Un corps, ennemi qui était à Oudenarde, en sortit pour couvrir Bruxelles. Turenne alors se jeta sur Oudenarde. Quelques régiments de cavalerie ennemie, qui se trouvaient aux environs, essayèrent inutilement de pénétrer dans la place. Une centaine de dragons seulement y entrèrent, et Oudenarde ne résista que quarante-huit heures (9 septembre). Trois régiments y furent faits prisonniers de guerre.

Oudenarde, grande et populeuse cité, « n'était pas estimée comme place de guerre, » mais c'était un poste avancé dont Turenne comprenait toute l'importance. « La conservation de ce lieu, écrit-il à le Tellier le 27 septembre, doit, à mon avis, faire une révolution en Flandre. » Il voulait en faire une puissante place d'armes, et pour la protéger il pensa à Menin, qui assurait les communications d'Oudenarde avec Dixmude. En se portant sur Menin, il rencontra le prince de Ligne avec deux mille fantassins et quinze cents chevaux. Sans délai, sans hésitation, Turenne lança sur lui ses troupes à mesure qu'elles arrivaient. Le désarroi de l'ennemi l'avait rendu confiant et audacieux. On prit presque toute l'infanterie, avec ses drapeaux et ses armes ; quatre à cinq cents chevaux seulement se sauvèrent. Menin ouvrit ses portes à la première sommation.

Le corps du prince de Ligne était en garnison dans Ypres ; il en était sorti pour se porter sur Tournay, et de là sur Bruxelles, quand les généraux ennemis avaient pensé que Turenne victorieux se porterait sur Bruxelles. Ypres était donc dégarnie. Turenne y courut. C'était une forte place dont les Espagnols avaient fait pendant quelque temps leur quartier général ; il fallait profiter du moment où sa garnison était faible. Turenne avait peu de troupes pour entreprendre un aussi grand siège ; mais « l'ennemi était en si mauvais état par la bataille des Dunes, par le combat du prince de Ligne, par tant de régiments défaits et tant de

partis battus, que l'on pouvait hasarder d'attaquer une grande place avec peu de gens ». Turenne suppléa à ce qui lui manquait par son activité. La nuit même de l'occupation de Menin, il marcha sur Ypres (12-13 septembre), et ordonna aux divers corps détachés de l'armée de se réunir à Menin pour couvrir le siège. Il fit venir des outils, du canon et des munitions de Dunkerque, Gravelines, Calais; le siège fut conduit par Vauban. Ypres capitula dès le 24 septembre, après quinze jours de tranchée ouverte. Mais, pour mener le siège aussi rapidement, on avait dû faire plusieurs attaques de vive force, qui coûtèrent un millier d'hommes[1].

Dès le lendemain, Turenne, qui ne perdait pas un instant, fit attaquer et prendre le château de Comines. C'était un fort bon poste et un passage considérable sur la Lys.

Après la prise d'Ypres, Turenne s'avança à Varneton, puis il alla camper à Espierres, « lieu fort plein de fourrages, » sur l'Escaut, entre Oudenarde et Tournay. Il faisait venir son pain d'Ypres.

« La Flandre, depuis Bruges et Gand à Saint-Omer, est en bien plus mauvais état qu'elle n'a jamais été, et il ne faut pas y faire le même fondement pour les contributions[2]. » Turenne avait besoin de faire reposer son armée, que la maladie décimait. « M. d'Humières est tombé très malade, depuis trois jours, d'une fièvre bien violente avec des vomissements. On a laissé près de quinze cents malades à Ypres. »

Pendant ce séjour des troupes à Espierres, qui dura près de quatre semaines, « on commença à travailler de bonne façon aux fortifications d'Oudenarde, » sous la direction du chevalier de Clerville, « fort entendu aux fortifications. » — « Il y avait plus de mille paysans qui travaillaient tous les jours, outre les soldats. »

Au commencement de novembre, le maréchal décampa d'Espierres; les ennemis se rapprochèrent de lui pour l'obliger à la retraite; mais Turenne, « voulant continuer le plus qu'il pourrait la campagne, » passa l'Escaut, fit prendre Gramont, menaça Alost, et se cantonna à Ninove, obligeant don Juan à rentrer à Bruxelles et à y rester. Pendant ce temps les fortifications d'Oudenarde avançaient. « Il n'est pas croyable, écrivait-il le 15 novembre à le Tellier, les travaux qu'on a faits à cette place; le chevalier de Clerville les a fort bien pris, et y a agi avec soin. »

On travaillait aussi à Menin, « mais avec moins d'application qu'à Oudenarde. »

[1] « J'envoie le sieur de Mardaillan, écrit Turenne à sa femme le 24 septembre, qui vous dira comme Ypres a demandé à capituler; il est certain que je reconnais une grande bénédiction de Dieu sur tout ce que j'entreprends. J'en suis quelquefois un peu plus homme de bien; souvent aussi cela ne va pas trop bien. Je vous dis sincèrement l'affaire comme elle est. »

[2] Turenne à Mazarin, 20 octobre 1658.

Tous les succès obtenus ne firent qu'engager Turenne à redoubler de vigilance. Nous voyons dans sa correspondance avec Mazarin et avec le Tellier que sa sollicitude se portait sur toutes les parties des services de l'armée. Il demande à le Tellier de lever des recrues, de lui envoyer l'argent de la solde, du pain, de la farine, du foin, du canon et des munitions pour les garnisons qui resteraient en pays ennemi. Dans la prévision d'une nouvelle campagne, il écrit à le Tellier, le 11 janvier 1659 : « On soutient les choses dans le commencement de l'hiver; mais, vers le printemps, il faut de grandes ressources d'argent pour mettre les choses en état. » Pendant les mois de décembre et janvier, il ramena en France une partie des troupes, laissant des garnisons ordinaires à Dunkerque, Gravelines, Bergues, Furnes et Dixmude, qui étaient si éloignées de l'ennemi, qu'on ne ressentait aucune crainte à leur égard; à Menin, Oudenarde et Ypres, on plaça des garnisons plus fortes. Au commencement de février, Turenne rentra à Paris, ayant tout préparé pour une campagne offensive, où il espérait obtenir des résultats décisifs. Cette campagne, caressée et si bien préparée par Turenne, ne devait pas avoir lieu. Une suspension d'armes fut signée le 8 mai 1659, et les pourparlers qui amenèrent la paix commencèrent.

CHAPITRE CINQUIÈME

TURENNE DIPLOMATE, HOMME DÉTAT, ÉCRIVAIN
CAMPAGNE DE 1667
CONVERSION DE TURENNE. — SA VIE PRIVÉE. — SON CARACTÈRE

Turenne passa toute l'année 1659 en Flandre ou dans le nord de la France, à Calais, à Amiens surtout. Ses troupes, inoccupées, vivaient de contributions sur le territoire ennemi. Elles étaient bien souvent sans solde. « Je ferai le mieux que je pourrai à la frontière, écrit-il à le Tellier le 28 août; on n'y parle point d'argent du tout. » Des désordres avaient lieu, et les Espagnols se plaignaient.

« Les grandes plaintes et derniers gémissements des peuples et sujets du roi mon maître en Flandre, et l'extrême nécessité à laquelle ils se trouvent réduits par l'excès des taxes et des contributions et fourrages jusque aujourd'hui levés, ainsi que par l'existence des nouvelles exactions qui de jour à autre se pratiquent, m'ont obligé, Monsieur, il y a quelques jours, de vous en faire mes doléances, lesquelles je ne doute pas que vous n'ayez trouvées très justes et fondées [1]... »

Une lettre écrite par Turenne à le Tellier, le 3 octobre, indique qu'il vient de recevoir un peu d'argent, et annonce qu'il va retirer l'infanterie des villages, où on ne l'avait mise « que pour lui donner le moyen de passer la campagne sans argent ».

Les soldats, pour subsister, se livraient au faux saunage. Mazarin ayant fait à ce sujet quelques observations à Turenne, le maréchal lui

[1] Le marquis de Gamarra à Turenne. — Bruxelles. 27 septembre 1659.

répondit, le 5 mars 1660 : « J'ai fait mettre un officier de la marine dans la citadelle d'Amiens, seulement pour l'exemple, car celui-là n'avait rien fait, et il en sort un de ces jours. M. d'Ormesson a fait pendre des cavaliers pour cela, et j'ai mandé à Votre Excellence que la rivière de Somme ayant été prise à cause du grand hiver, cela a causé ces grandes plaintes, et avec raison, des deux côtés, et pour ne l'avoir pu empêcher et pour y avoir plus d'abus que les hivers précédents. »

Après le soin de son armée, les affaires d'Angleterre furent, pendant tout le cours de cette année, la principale préoccupation de Turenne. Cromwell était mort le 3 septembre 1658. Son fils Richard, qui le remplaça, n'avait ni les capacités ni l'énergie nécessaires pour recueillir le fardeau de sa succession. Le courage des royalistes se releva, et six mille hommes se rassemblèrent auprès de Chester. Turenne, sachant que Mazarin souhaitait plutôt le rétablissement de la monarchie que la continuation de la république, lui écrit, le 31 août, une longue dépêche sur la situation des affaires en Angleterre; puis il ajoute : « J'ai cru que je ne manquerais pas en assistant M. le duc d'York indirectement de tout ce qui dépendait de moi. Si c'était une chose qui pût attendre une réponse, Votre Excellence sait bien que je ne m'ingérerais pas à faire un pas sans ordre; mais, comme l'éloignement des lieux empêche que l'on puisse en avoir, j'ai dit à M. le duc d'York que je lui laisserai couler des soldats et des officiers de mon régiment d'infanterie. Je lui donnerai aussi de l'argent pour trouver des petits bateaux sur la côte. Comme il n'y marche point de corps et que cela se fait sans le su de personne, Votre Excellence le peut désavouer comme il lui plaît ; car il ne s'y fera au plus que ce que je mande à Votre Excellence, et je n'en parlerai ni écrirai à qui que ce soit, les personnes qui agissent étant déguisées. »

Il se mit en rapport avec Monk, qui accueillit bien ses ouvertures, comme le constate une lettre que Turenne lui écrivait le 20 mars 1660.

« Monsieur, ce gentilhomme que j'avais envoyé en Angleterre, et à qui j'avais dit de vous faire un compliment de ma part, a reçu tant de civilité de vous, que je me sens obligé de vous en remercier. Je suis bien aise de prendre cette occasion pour vous supplier de prendre confiance en ce qu'il vous dira de ma part, et de croire qu'ayant longtemps considéré votre conduite, j'ai eu une estime particulière pour votre personne. Vous pouvez aussi, dans les choses que vous croirez qui vous conviendront à l'état ecclésiastique et politique d'Angleterre, faire fondement que j'y contribuerai en ce qui sera de mon pouvoir, et que mon intention n'est que de concourir au bien avec beaucoup de netteté. »

Le parti royaliste, qui était assemblé dans le comté de Chester, fut

complètement battu par les troupes du parlement. Cette défaite empêcha pour le moment le prétendant de recouvrer son trône, et Turenne écrivit à sa femme, le 7 septembre 1659 : « J'ai vu M. le duc d'York, et j'eusse rendu à sa maison un service considérable si l'affaire eût un peu duré. »

Le 20 septembre, le duc d'York mandait à Turenne : « Je n'ai pas voulu manquer de vous écrire aussitôt que je l'ai pu, après mon arrivée ici (à Bruxelles), pour vous remercier de tout ce que vous avez fait et aviez envie de faire, et assurément, non seulement moi, mais tous ceux de notre maison vous ont les dernières obligations. »

Mazarin aussi suivait les affaires d'Angleterre avec un vif intérêt, mais à un point de vue plus pratique et moins chevaleresque. Toujours prêt à profiter des circonstances, il veille sur Dunkerque et Mardick.

« Il est très important, écrit-il à Turenne le 6 septembre, que vous ayez l'œil à tout ce qui se passe à Dunkerque; car, si les révolutions qui peuvent arriver en Angleterre obligent ceux qui ont à présent la principale part dans le gouvernement de rappeler les troupes qui sont dans ladite place et Mardyck, et à nous prier d'y mettre des nôtres, il le faudrait faire et en user aussi de même si, par d'autres raisons, ceux qui commandent à Dunkerque nous conviaient à accepter cette place moyennant quelque gratification qu'ils désireraient pour nous la remettre, étant désespérés de la pouvoir conserver à cause des mouvements survenus en Angleterre, qui pourraient donner la hardiesse et la facilité aux Espagnols d'entreprendre de s'en rendre maîtres. »

Pendant ce temps, les négociations avec l'Espagne continuaient. Elles avaient commencé d'abord entre deux secrétaires d'État, Hugues de Lyonne pour la France, et Antoine Pimentel pour l'Espagne; puis entre les deux ministres, don Luis de Haro et le cardinal Mazarin, qui, du 13 août au 6 novembre, époque à laquelle les signatures furent échangées, conférèrent dans l'île des Faisans, sur la Bidassoa, entre les deux pays intéressés.

Les lenteurs que subirent les négociations vinrent surtout des conventions relatives à Condé et aux Français qui l'avaient suivi dans sa défection. Les Espagnols exigeaient pour eux non seulement une amnistie pleine et entière, mais la réintégration dans leurs biens et leurs offices. Mazarin, blessé de ces conditions, fit en vain les derniers efforts pour y échapper ; son habileté diplomatique se brisa sur ce point contre la loyauté et la ténacité espagnoles. Le ministre français, contraint de céder, se dédommagea de ces concessions d'amour-propre par des avantages plus sérieux. Le traité des Pyrénées donna à la France l'Artois, le Roussillon et la Cerdagne. On rendait à Philippe IV quelques places récemment conquises en Catalogne,

en Franche-Comté et dans les Pays-Bas. La base de la paix était le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV.

Après que la paix eut été signée, les anciens ennemis restèrent en présence dans une défiance réciproque. Cependant on diminua l'effectif des troupes.

Le 26 novembre 1659, le roi envoie à Turenne une longue instruction sur les réductions et les licenciements qu'il se propose de faire à son armée. Il indique les noms des corps et compagnies qui doivent être licenciés; quelques noms sont laissés en blanc. Turenne devra faire licencier les compagnies dont les capitaines sont morts et celles dont les capitaines sont absents sans congé régulier et sans excuse légitime. Si ces réductions ne suffisent pas, on devra licencier les compagnies qui se trouveront les plus faibles et dont les officiers sont les plus négligents à leur devoir.

Le roi engage Turenne à faire ce qu'il pourra pour déterminer les officiers des compagnies licenciées à accepter dans l'armée un emploi inférieur d'un grade à celui qu'ils occupaient précédemment. Il lui donne l'ordre de réunir quatre mille hommes anglais, écossais, irlandais pour en composer deux beaux régiments; « pas un Français ne devra y être admis comme soldat ou comme officier. »

Un mois après, quelques difficultés se sont produites; l'esprit soupçonneux et méfiant de Mazarin est en éveil.

« Je ne doute point, écrit-il à Turenne le 26 décembre, que, sur ce qu'on vous a mandé, vous n'ayez différé la restitution des places. Il ne faut pas néanmoins que vous témoigniez qu'on vous en ait donné aucun ordre d'ici, mais bien qu'en ayant reçu un de rendre les places, au 27 de ce mois et au 4 janvier prochain, si vous aviez eu des nouvelles de la frontière d'Espagne que les ratifications y eussent été échangées le 7 de ce mois, comme il est porté par le traité de paix, vous n'ayez pas cru devoir passer outre à ladite restitution, n'ayant point appris que cet échange eût été fait...

« Je vous prie de recommander au sieur Talon et aux autres que vous jugerez à propos qu'ils prennent soin, dans la réforme, qu'on ne perde pas un cavalier ni un fantassin; car peut-être que nous en aurons plus besoin que l'on ne s'imagine. »

L'échange des ratifications de la paix des Pyrénées se fit longtemps attendre. La restitution des places ne devait avoir lieu qu'après cette ratification. Espagnols et Français s'efforçaient de reculer l'accomplissement de cette formalité, tout en protestant vivement, chacun de leur côté, de leur désir de voir finir les arrangements préliminaires et en accusant la partie adverse des retards qui se produisaient. Les lettres que Turenne adressait ou recevait à cette époque témoignent constamment de cette préoccupation.

Enfin, le 9 janvier 1660, le marquis de Caracene pour les Espagnols, le 12 février, Turenne pour les Français, reçurent de leurs gouvernements l'ordre d'exécuter les conventions du traité des Pyrénées.

Turenne donna ses instructions à l'intendant Talon pour effectuer en deux termes différents la restitution des places, qui furent remises aux Espagnols, les premières le 24 février, les autres huit jours après, le 2 mars; puis il revint à Paris.

« L'ordre me vint hier au soir pour la restitution des places, de façon que je crois partir au commencement de la semaine prochaine pour aller à Paris, s'il n'y arrive quelque empêchement que je ne crois pas. J'eusse mieux aimé y trouver M. le prince que d'y être quand il y arrivera; mais je laisserai aller cela au hasard[1].... »

Dès son arrivée, Turenne se rendit chez le prince de Condé, qui l'accueillit avec courtoisie et loyauté.

« Je fus avant-hier à Saint-Maur, où je vis M. le Prince, écrit Turenne à Mazarin ; cela se passa, de son côté, le plus honnêtement qu'il est possible ; il y avait beaucoup de monde. Je fus quelque temps avec lui en un coin, où il me parla de tout le passé et même des lettres écrites auprès de Condé. Je fus fort aise de le voir, et on ne peut s'attendre à aucune civilité qu'il ne me fît. Je ne le trouvai point là fort changé. Je ne doute pas que Votre Excellence n'ait quantité de relations de toutes choses ; il se loue fort du traitement qu'il a reçu à la cour par les offices de Votre Excellence. »

La cour passa l'hiver en Provence ; elle repassa le Rhône, le 1er avril, pour se rapprocher des Pyrénées. Le 5 avril, Turenne, qui, après un court séjour à Paris, était allé prendre possession de son gouvernement de Limousin, reçut des mains du roi, à Montpellier, un brevet daté de ce jour qui lui conférait la dignité de maréchal général des camps et armées du roi. Ce titre donnait à Turenne la suprématie sur les autres maréchaux de France. Le maréchal général était un connétable, moins la juridiction, le maniement des finances, et les autres attributions étrangères au commandement militaire.

Il y avait longtemps que le roi souhaitait de voir Turenne revenir à la religion catholique. Il espérait que l'exemple donné par un tel homme amènerait des défections dans le parti huguenot. Il paraît certain que, pour atteindre ce but, Louis XIV fit briller aux yeux de Turenne l'épée de connétable. Le comte de Bussy-Rabutin raconte, dans une de ses lettres à Mme de Sévigné (10 juin 1672), ce bruit qu'il tenait de Turenne lui-même, et les personnes les plus graves ont confirmé son témoignage.

Louis XIV, en conférant à Turenne le titre de maréchal général, ne se

[1] Turenne à sa femme, 12 février 1660.

dissimulait pas que, pour un tel homme et après de tels services, ce n'était pas faire assez. « Vous savez, lui dit-il en lui remettant le brevet, qu'il ne tient qu'à vous que je fasse encore davantage. » Pareille insinuation lui fut faite, a-t-on dit, à l'occasion de la naissance du dauphin le 1er novembre 1661. On lui aurait offert, en effet, de lui réserver l'éminente charge de gouverneur du prince. Aux offres bienveillantes de Louis XIV, Anne d'Autriche avait joint, par prosélytisme religieux, ses pieuses mais maladroites instances, qui, au dire d'un des historiens de Turenne, empêchèrent pendant plusieurs années le maréchal de se déclarer catholique, de peur de paraître chercher des avantages temporels dans un acte où sa conscience seule était intéressée.

« L'épée de connétable, dit Saint-Simon, était bien le but du modeste héros; mais la timidité du cardinal Mazarin ne put se résoudre à la mettre entre des mains si puissantes et si habiles. Le souvenir de ce qu'avaient pu les derniers connétables de Montmorency et leurs prédécesseurs, le souvenir même de M. de Lesdiguières, faisaient encore peur à la cour. Elle en sortit pour renouveler en faveur de M. de Turenne la charge de maréchal général des camps et armées de France, imaginée et créée pour M. de Lesdiguières lorsque le duc de Luynes, abusant de la jeunesse de Louis XIII, qui n'avait alors que dix-sept ans et n'avait encore pu voir le jour, par l'éducation qu'on lui avait donnée, que par le trou d'une bouteille, se fit connétable.

« Alors M. de Turenne, supérieur aux maréchaux de France, qu'il commandait tous, cessant de l'être lui-même, mais n'étant pas connétable et ne pouvant en porter les marques, ne voulut plus de celle de maréchal de France, dont il quitta les bâtons à ses armes et le titre de maréchal, qu'il avait toujours portés depuis plus de dix-sept ans qu'il l'était, pour reprendre celui de vicomte de Turenne, qu'il avait porté avant d'être maréchal de France. Il signa tout court Turenne ou Henri de la Tour, dans tous les temps de sa vie; ainsi il n'y changea rien. »

Au commencement du mois de mai, Louis XIV et sa cour arrivèrent à Bayonne et se dirigèrent vers Saint-Jean-de-Luz, tandis que Philippe IV se rendait à Fontarabie. Le 3 juin, le roi épousa par procuration l'infante Marie-Thérèse, fille du roi d'Espagne. On a trouvé dans les papiers de Turenne, et de son écriture, la minute d'une lettre de Louis XIV à l'infante. Cette lettre, si elle fut véritablement rédigée par Turenne, prouve qu'il ne s'entendait guère à la correspondance galante, au moins pour le compte des autres. Elle est fort longue; nous n'en donnerons qu'un échantillon.

« Sérénissime princesse, il a été nécessaire que tant de choses s'ajustassent pour faire que je pusse avec bienséance vous demander l'hon-

neur de vos bonnes grâces et que vous puissiez me faire celui de m'y donner part. Il paraît que Dieu veut bénir le commencement et la fin de cette négociation, laquelle, ne pouvant pas avoir de suites heureuses si vous n'agréez ce que le roi votre père m'a fait l'honneur de me promettre, je vous supplie très humblement d'y donner votre consentement et ne considérer pas la chose comme nécessaire seulement à nos États, mais, me regardant un peu comme une personne qui souhaite beaucoup votre amitié et votre estime, me faire la grâce que votre cœur y réponde, etc. etc. »

Une affluence innombrable de peuple et de grands seigneurs se rendit auprès de la petite île où avaient été discutés les intérêts des deux nations si longtemps rivales, et où un mariage allait sceller une réconciliation qu'on pouvait présumer durable. Les deux cours déployèrent une grande magnificence. Les courtisans étaient admis au dîner du roi. « Nous vîmes dîner le roi d'Espagne, écrit Turenne à sa femme le 18 mai; il me regarda fort. Je ne le trouvai point si abattu que l'on dit. La main lui tremble un peu en buvant, et il est assez maigre; il a bonne mine, est sérieux et grave au dernier point. »

Ce jour-là même, pendant le repas, le roi d'Espagne avait demandé à sa sœur si Turenne ne se trouvait pas parmi les grands seigneurs qui se pressaient autour de la table royale. Lorsqu'elle le lui eut désigné, le grave Philippe IV le considéra longtemps avec attention, et dit à demi-voix à Anne d'Autriche : « Voilà un homme qui m'a fait passer bien des mauvaises nuits. » Laconique, mais expressif éloge dans la bouche d'un ennemi.

Au mois de juillet, Turenne revint à Fontainebleau, séjour qu'il affectionnait et où nous le retrouverons souvent.

Mazarin mourut le 9 avril 1661. Turenne n'aimait pas le cardinal. Son caractère loyal et franc, son esprit un peu tout d'une pièce ne pouvaient s'habituer aux ruses, aux habiletés italiennes du ministre.

De son côté, Mazarin avait des griefs contre Turenne, qui l'avait abandonné au début de la Fronde, qui avait refusé la main d'une de ses nièces et qui, à différentes reprises, ne lui avait pas caché ses véritables sentiments à son égard.

Toutefois chacun de ces hommes était indispensable à la fortune de l'autre. C'était de Mazarin que dépendait le commandement des armées; donc Turenne avait besoin du cardinal. Pour faire face à Condé, pour conduire les armées, pour les faire subsister en pays ennemi, tandis que l'argent manquait dans les caisses de l'État, il fallait un général habile et prudent comme Turenne; Mazarin avait donc besoin du maréchal. Cette situation les obligeait tous deux à des ménagements et à des concessions réciproques. Dans cette amitié politique, les intérêts avaient plus de part que le cœur. Mais à cette époque les sentiments religieux

étaient encore puissants. « La religion, qui avait autrefois suspendu la fureur des guerres civiles en publiant la *paix de Dieu,* prêchait encore la réconciliation au moment de la mort. On pardonnait alors à ceux dont on avait eu le plus à se plaindre, et même à ceux que l'on avait le plus offensés; l'étiquette se mêlant au plus saint devoir, il était d'usage de leur envoyer dire qu'on mourait leur *très humble serviteur* ou leur *très humble servante* [1]. »

Quand il vit que la maladie du cardinal était mortelle, Turenne fit ce qu'il put pour se réconcilier sincèrement avec lui. Il se présenta à plusieurs reprises à la porte de sa chambre; mais il ne fut point reçu, tandis que le maréchal de Gramont passait toute la journée au chevet du lit du malade. Il en exprima son regret à l'évêque de Fréjus, Ondedei, qui enfin, la veille de la mort de Son Éminence, le vint chercher de sa part. Le cardinal le reçut parfaitement; il lui dit qu'il avait engagé le roi « à n'oublier jamais ses grands services, et que, connaissant le cœur de Sa Majesté, il ne devrait pas être en peine là-dessus; que, pour lui, il se sentait une véritable joie de mourir son serviteur et ami. En disant cela, il tira de son doigt un diamant de mille pistoles, qu'il lui donna, le priant de le garder comme un gage de son amitié. Puis, voulant témoigner de la fermeté en présence d'un des plus braves hommes du monde, il lui dit qu'il espérait tout de la miséricorde de Dieu, mais qu'il ne craignait rien. « Quand le « monde, lui dit-il en latin, tomberait en ruines, je ne tremble« rais pas [2]... » Ils ne parlèrent point de leurs anciens engagements [3]. »

Le roi d'Angleterre étant remonté sur le trône en 1660, le nouveau roi témoigna à Turenne une amitié et une estime très grandes. Nous en trouvons l'expression dans de nombreuses lettres. Nous citons un exemple entre mille.

« Mon cousin, écrit Charles II à Turenne le 24 février 1661, je n'ai pas voulu laisser partir le lord Rutherford sans vous confirmer les assurances du ressentiment que j'ai de l'amitié que vous m'avez toujours témoignée. Je puis vous assurer qu'il est au point où il doit être, c'est-à-dire proportionné aux obligations que je vous ai. »

Dans les circonstances difficiles, le comte d'Estrades, ambassadeur de France en Angleterre, s'adressait à Turenne pour le prier d'user de son influence auprès de Charles II.

« Il serait nécessaire que le roi d'Angleterre ne poussât pas les affaires de la pêche contre les Hollandais comme il fait. J'ai remarqué grand mécontentement dans leurs esprits, et fort disposés à s'en retourner; je les ai priés d'attendre, et que peut-être les affaires s'accommo-

[1] Barrière.
[2] Horace, *Carm.* lib. III, od. III.
[3] *Mémoires de l'abbé de Choisy.*

deraient. Comme le roi d'Angleterre a la dernière créance en vous, et que je m'aperçois tous les jours de cela, il serait fort nécessaire que vous lui écrivissiez qu'il y va tout à fait de son intérêt et du succès de ses desseins de s'accommoder avec les Hollandais, pour ôter toute espérance aux Espagnols de les pouvoir gagner, à quoi ils travaillent fortement[1]... »

Le roi fit demander à Turenne s'il désirait le cordon bleu d'Angleterre. Le négociateur, un sieur Crafts, lui posa nettement la question dans une lettre du 9 août 1661.

« Vous êtes, lui écrit-il, un homme à qui l'on peut parler de tout; et ainsi, sans faire le tour du pot, je vous prie de me dire, avec la même franchise que je vous le demande, si vous seriez en état et en volonté de recevoir le cordon bleu d'Angleterre, si l'on vous l'envoyait... Voyez donc ce que vous avez à me dire là-dessus, et je ménagerai le tout où je vais, comme vous le pouvez souhaiter, afin que rien ne vous soit offert que vous ne soyez en état ou en volonté d'accepter. »

« Je viens de recevoir votre billet, répondit Turenne le lendemain, et je vous dirai, avec la même franchise que vous m'écrivez, que je sais bien que le cordon bleu d'Angleterre est un ordre que des gens d'une qualité au-dessus de la mienne pourraient tenir à grand honneur d'avoir, et je me sens fort honoré de la pensée qu'on a pour moi ; mais cela ne me convient pas... » Malheureusement, dans le recueil des lettres de Turenne publié par M. de Grimoard, la lettre est incomplète. L'éditeur a supprimé les raisons que Turenne donnait pour motiver son refus.

Bien que Turenne ne doive pas être rangé au nombre des grands politiques et des diplomates qui ont illustré le siècle de Louis XIV, sa grande réputation, sa situation de ministre d'État, l'obligèrent à s'occuper fréquemment des relations de la France avec les autres États européens. Louis XIV, qui avait une grande confiance dans la sûreté de son jugement, lui demanda son sentiment sur la conduite à tenir dans un grand nombre de circonstances difficiles et importantes. Les notes rédigées par Turenne en réponse à ces questions sont, contrairement aux habitudes du maréchal, écrites d'un style net, ferme et précis. Elles sont courtes, vont droit au but, et traduisent bien la pensée de l'auteur. Elles attestent une grande connaissance de la situation des divers États de l'Europe.

Il ne rentre pas dans le cadre restreint de cet ouvrage d'étudier d'une manière étendue Turenne en tant que diplomate; nous nous bornerons à signaler quelques-unes des négociations où il fut plus activement mêlé. Nous avons déjà vu quelle influence l'amitié personnelle qui unis-

[1] Le comte d'Estrades à Turenne, août 1661.

sait le maréchal au roi Charles II et au duc d'York, son frère, pouvait lui donner sur les affaires d'Angleterre. Nous n'en citerons qu'un exemple. Le roi Charles II, pressé par le besoin d'argent, avait consenti à vendre Dunkerque à la France. Louis XIV, abusant de sa supériorité, voulut d'abord marchander sur le prix, et suscita ensuite des difficultés pour le payement. Le comte d'Estrades et le duc d'York s'adressèrent à Turenne, qui réussit à aplanir les difficultés.

« Il ne faut plus songer à Dunkerque, écrit d'Estrades à Turenne le 21 août 1662, si la place est annexée au royaume d'Angleterre; c'est à quoi je vois que sont portés le général Monk, l'amiral Cenduis et le grand trésorier. Le roi d'Angleterre, M. le duc d'York et le grand chancelier souhaiteraient que le roi s'en accommodât, et dans les dernières conférences que j'ai eues ils se sont fixés à sept millions. Ce qui est de vrai, c'est que le roi d'Angleterre doit cinq millions, dont il paye intérêt, qu'il a empruntés pour les travaux et le payement de la garnison, et cette dépense est si grande, qu'il ne la peut plus soutenir, non plus que d'envoyer du secours en Portugal, si le roi ne l'assiste... Il faut prendre garde que cette occasion perdue de Dunkerque ne nous coûte deux fois plus de dépenses pour avoir ce que nous aurions pour l'acquisition de cette place, et j'estime qu'on doit compter l'argent pour peu dans certaines conjonctures. »

Et le 28 du même mois, le duc d'York écrivit au maréchal :

« Je ne puis vous exprimer le déplaisir que j'ai de voir qu'une affaire de la nature de celle de Dunkerque soit sur le point d'être rompue pour si peu de chose. Le chancelier, par les efforts les plus grands du monde, a réduit la somme à cinq millions, et le comte d'Estrades s'opiniâtre à n'en donner que quatre. Je m'assure que vous, qui connaissez l'importance et l'état de la place, jugerez que la raison est de ce côté-ci, et porterez le roi à passer par-dessus un si petit obstacle, et ne perdrez pas une occasion de tant de gloire et de profit, et qui établira une union dont les suites ne peuvent être que très avantageuses à l'une et à l'autre couronne. »

On se mit enfin d'accord sur le prix, qui fut fixé à cinq millions; mais de nouvelles difficultés s'élevèrent au sujet du mode de payement et des termes auxquels ils seraient faits.

« J'ai reçu votre lettre du 12 de ce mois, écrit le comte d'Estrades à Turenne le 18 septembre; je prévois de la difficulté pour le terme des payements. Ce qui oblige de vendre Dunkerque est la nécessité, et tout ce qui n'est pas argent comptant ne les accommode pas. On a assez de troupes en Portugal, il n'y faut que de l'argent pour les payer... Il faut de l'argent comptant... Je ferai tout ce que je pourrai pour réduire l'affaire aux termes que le roi me prescrit, mais je n'ose pas me promettre d'y réussir. »

Le 21 septembre, le comte d'Estrades écrit de nouveau à Turenne.

Louis XIV avait indiqué des termes de payement, et avait donné à son ambassadeur en Angleterre l'ordre de rompre les négociations si Charles II ne les acceptait pas. Celui-ci, après trois conférences avec d'Estrades, refusa les propositions. Tout paraissait rompu de nouveau ; d'Estrades était désespéré, quand enfin on parvint à se mettre d'accord. Louis XIV paya deux millions comptants, et trouva des cautions à Londres pour répondre du payement du reste de la dette.

D'Estrades écrivait le 25 septembre 1662 à Turenne : « Quand j'aurai l'honneur de voir Votre Altesse, je lui dirai beaucoup de choses que je ne puis écrire; mais elle peut s'assurer que le roi d'Angleterre, le duc d'York et le chancelier ont la dernière considération pour elle, et que souvent je me suis servi de son nom pour les faire consentir à ce que je demandais. »

L'attentat commis par les gardes corses contre l'ambassade de France à Rome fut une des affaires les plus importantes qui se passèrent dans le courant de l'année 1662. Turenne s'en occupa particulièrement, et nous trouvons dans sa correspondance un écrit très circonstancié qui lui fut personnellement adressé, le 15 septembre, par le duc de Créqui, notre ambassadeur auprès du pape. Turenne le remercia, lui donna quelques conseils et lui promit son appui. « De mon côté, lui écrivait-il le 16 septembre, quoique avec peu de bruit, je vous servirai dans les conjonctures, et peut-être utilement. »

Nous pourrions relever dans la correspondance de Turenne de nombreuses lettres qui indiquent bien le crédit dont il jouissait à la cour, et la considération dont son nom était entouré hors de France.

« Je trouve, lui écrit, le 3 janvier 1663, d'Estrades, devenu ambassadeur en Hollande, que ces Messieurs qui gouvernent ici ont une grande vénération pour Votre Altesse, et que je suis bien trompé s'ils ne souhaiteraient vous attirer en ce pays pour leur général. Je ne suis voulu entrer en rien, mais j'ai bien entendu ce qu'ils me voulaient dire dans deux conversations que j'ai eues avec eux. Je voudrais bien que Votre Altesse me mandât son sentiment là-dessus... »

« Très illustre prince, cousin et ami, lui écrit le roi de Danemark dans le courant de septembre 1663, c'est pour vous assurer de notre sincère amitié et bienveillance royale. Ce que nous avons toujours sincèrement souhaité, je veux dire d'être attaché au roi très chrétien par un nœud étroit d'amitié et d'alliance, est enfin heureusement arrivé. »

Le roi de Suède avait envoyé en France, auprès du roi, Étienne G. Oxenstierna en mission extraordinaire. Il adressa le chargé d'affaires à Turenne, en le priant « d'appuyer à la cour du roi très chrétien l'affaire qui lui était confiée, en l'assurant pour cela de toute sa reconnaissance et amitié royale[1] ».

[1] Le roi de Suède à Turenne, 22 décembre 1663.

Nous trouvons dans les notes et mémoires de Turenne la trace d'une négociation importante qui n'eut pas de suite, mais qui montre que Turenne avait eu la pensée, qui s'est brillamment réalisée de nos jours, de voir la France prendre pied en Afrique, de l'autre côté de la Méditerranée. Le comte de Schomberg et le sieur Frémont s'étaient mis en relation avec Abdelassi ben Hamet, gouverneur de Santa-Cruz, et l'alcaïde Lebid ayant témoigné qu'il serait bien aise que l'on traitât avec ce prince, dont il était l'ambassadeur, on lui donna des lettres particulières, avec une instruction préparée par Turenne, et datée du 22 janvier 1664, pour un marchand français, nommé Alexandre Le Grand, qui était interprète d'Abdelassi.

« Lorsque M. Le Grand aura su du sieur don Gaspard, envoyé de la couronne de Portugal à Santa-Cruz, qui je suis, et qu'on peut prendre créance en moi, il entretiendra en particulier Hamet Abdelassi; lui dira que j'ai appris qu'il méditait un grand dessein; que je trouve qu'il ne saurait rien faire au monde qui soit plus digne de lui, en l'état que sont les affaires d'Afrique, que de rentrer dans le Maroc, dont le royaume lui appartient à bien plus juste titre qu'à celui qui le possède; et que, s'il croit avoir besoin de l'assistance de quelque prince pour amener à une bonne fin une si grande entreprise, on peut l'assurer avec vérité qu'il ne peut traiter avec pas un roi plus puissant que celui de France, qui n'a pas seulement plus que ses voisins de soldats courageux et de capitaines expérimentés à la guerre, mais qui surpasse encore tous les autres monarques de l'Europe en trésors et en richesses, en artillerie et en toute sorte de munitions...

« Si, après cette ouverture, on découvre à M. Le Grand qu'on a quelque pensée de se rendre maître de Fez ou du Maroc, ou de quelque autre royaume important, alors il demandera qui peut retarder l'exécution de ce dessein; et si l'obstacle peut se lever par notre moyen, on y procédera avec toute la diligence possible, en envoyant ponctuellement et promptement ce qu'on demandera, pourvu qu'on nous donne le temps d'aviser de ces choses. Si cependant l'entreprise pressait fort, et qu'on n'eût pas le loisir de faire toutes les allées et venues que l'on a accoutumé pour conclure un traité comme celui-ci, on peut, en m'envoyant le mémoire des choses qui manquent et que l'on peut désirer par mon entremise, me dire ce que l'on donnera à mon maître en cas que la conquête réussisse.

« Vous savez que notre nation n'est pas fort intéressée, mais toujours ne nous peut-on moins offrir qu'un bon port de mer où nous puissions aborder avec un secours, et dont nous soyons les maîtres, aussi bien que de deux ou trois lieues de pays aux environs, comme nous conviendrons plus particulièrement dans le traité qu'on fera avec Abdelassi, en

cas que ce prince acceptât nos offres, et que le mien approuvât les avances que j'ai faites de moi-même. »

Le 12 mars suivant, le sieur Le Grand répondit au sieur Frémont :

« Pour ce qui est du dessein que Mgr de Schomberg peut avoir en ce lieu, il n'y a rien à faire; ce gouverneur-ci, n'étant point de la race du roi de Maroc, n'a aucun dessein, suivant les apparences, à la couronne ni de se défaire de ce port, qui est tout ce qu'il possède, pour l'avoir depuis deux ans et demi usurpé du sultan Sidi-Basson, qui demeure aux montagnes, à environ trente lieues d'ici. »

La négociation entamée n'eut donc pas de suite. Il n'en demeure pas moins acquis que Turenne avait compris les avantages que la France trouverait dans la possession d'un port dans l'Afrique du Nord, et essayé d'atteindre ce but.

Il est un autre pays qui fut l'objet de constantes préoccupations de Turenne : c'est le Portugal. Nous devons avouer qu'ici la postérité n'a pas ratifié sa politique. Mais pour comprendre le motif de son erreur il faut se reporter à l'époque où il vivait. Le maréchal, avec les faibles armées que Mazarin, dans la pénurie du trésor royal, ne levait et n'entretenait que difficilement, avait eu souvent peine à tenir tête aux armées d'Espagne. La nation espagnole, qui étreignait la France au sud, à l'ouest par la Franche-Comté, au nord par la partie des Pays-Bas qu'elle conservait encore, vivait sur son ancienne réputation. Turenne ne s'était pas assez rendu compte de sa faiblesse; il n'avait pas vu que cette nation, usée, épuisée, cesserait bientôt d'être une menace et un danger pour la France, tandis que l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, allaient se développer et tenir en échec la fortune de Louis XIV.

En 1640, le Portugal avait secoué le joug de l'Espagne, et cette puissance, engagée dans une lutte à outrance avec la France, n'avait pas pu la réduire à l'obéissance. Mais en 1660, libre de disposer de toutes ses forces, délivrée des inquiétudes d'une guerre redoutable et lointaine, l'Espagne résolut de faire un puissant effort pour reconquérir son ancienne vassale. Le traité des Pyrénées avait été fait sans les Portugais et contre eux. En les voyant sans argent, sans alliés, on les croyait à la merci de l'Espagne. La faiblesse du gouvernement venait encore ajouter de nouveaux dangers aux périls qui les menaçaient.

Le duc de Bragance, roi de Portugal, était mort depuis quatre ans; Louise de Gusman, sa veuve, gouvernait le royaume pendant la minorité de ses enfants, don Alphonse et don Pedro. Sans alliance, presque sans troupes, elle trouva heureusement dans son énergie et

ses talents les ressources nécessaires. Elle accepta la guerre et soutint la lutte avec résolution. Ses troupes remportèrent bientôt un éclatant succès.

« La nouvelle est arrivée de la défaite entière du duc d'Ossuna par l'armée portugaise, écrit d'Estrades à Turenne le 8 septembre 1662. Ils ont pris ou tué quatre mille hommes, tout le canon et tout le bagage, et outre cela défait mille chevaux et un quartier séparé. Vous devez avoir bien de la joie de voir avec quelles fermeté et opiniâtreté vous avez été d'avis d'assister le Portugal, et que les secours du roi d'Angleterre aient si bien réussi. »

Le maréchal, en effet, s'était activement entremis en faveur du Portugal. Il avait vu avec regret la paix des Pyrénées se conclure au moment où il se faisait fort de conquérir les Pays-Bas espagnols; il avait préparé avec soin une nouvelle campagne, et croyait toucher au moment d'un triomphe décisif quand la signature du traité vint lui ravir ses espérances, et enlever à la France le fruit qu'elle pouvait attendre de tant de longues et coûteuses campagnes. Il sentait que cette paix n'était qu'une trêve dont les Espagnols avaient besoin pour se remettre, et il résolut d'empêcher la soumission du Portugal, afin que l'Espagne s'engageât dans une lutte qui nécessiterait l'emploi d'une partie de ses forces, et qui l'affaiblirait d'autant. A cet effet, Turenne s'aboucha avec don Juan d'Acosta, comte de Soure, ambassadeur de Portugal à Paris. Mazarin ne demandait pas mieux que de secourir le Portugal; mais, ne voulant point donner d'ombrage à l'Espagne, il chargea Turenne de s'entendre avec l'envoyé portugais. Le maréchal, à l'insu de tout le monde, et même de la plupart de ses domestiques, le retint caché chez lui ou dans une maison de campagne de son voisinage. Il eut avec lui de longues et fréquentes conférences où il fut résolu que le comte de Schomberg, pour qui le vicomte de Turenne avait une estime particulière, irait servir en Portugal en qualité de mestre de camp général de l'armée de l'Alémicie, avec douze mille écus de pension, à condition que si le gouverneur des armes de cette province venait à mourir ou à quitter, le comte de Schomberg lui succéderait. L'Alémicie, située entre la Castille et le Portugal, était alors le principal théâtre de la guerre, parce que c'est l'endroit le plus ouvert à l'invasion qui soit entre ces deux royaumes.

Ce traité, bien que connu et approuvé du cardinal Mazarin, fut aussitôt désavoué publiquement par lui. Il manda Schomberg et lui représenta « les suites fâcheuses qu'il pourrait avoir, que l'Espagne ne manquerait pas de s'en plaindre à la France, et que, pour prévenir tous ces embarras, il lui conseillait de le rompre; à quoi le comte de Schomberg se contenta de répondre que la paix laissait à chacun la liberté de prendre tel parti qu'on voulait, et qu'au pis aller, étant étranger, la France le pouvait désavouer. La reine mère, Anne

d'Autriche, qui le sut en même temps, dit en passant au vicomte de Turenne, en lui touchant sur le bras : « Savez-vous bien, monsieur « de Turenne, que je vois par-dessus l'Espagne; mais je ne m'en mets « pas fort en peine, car j'ai fait ce que je voulais, » voulant dire la paix avec l'Espagne; ce qui fit plus de peur à M. de Turenne que n'a jamais fait la vue de l'ennemi[1]. »

Turenne se mit en mesure de fournir à Schomberg ce dont il pouvait avoir besoin en hommes et en argent pour avoir en Portugal une armée capable d'agir utilement.

« Je crois que vous devriez avoir un régiment français d'infanterie de mille hommes, lui écrit-il; on vous fournirait cinquante mille écus pour l'entretenir. Il faudrait que vous résolussiez avec messieurs du conseil (de Portugal) s'ils désirent l'avoir, et, en cas que cela fût, me le mander promptement... Quand je serai averti qu'il y a un homme en Angleterre qui a les ordres du Portugal de faire passer des soldats français, je tiendrai quelqu'un de mes gens auprès de lui, et ferai sous main passer des soldats en Angleterre, lesquels il fera embarquer en prenant pour cela les précautions nécessaires; et, pour le payement, on vous assure que l'on vous enverra la somme que je vous mande. On prétend faire cela avec le même secret que votre régiment de cavalerie y a passé, et on choisira de bons officiers d'infanterie, et tout cela sans la participation du roi, qui ne veut pas s'en mêler et qui donnera des ordres contraires quand les Espagnols le demanderont. »

Schomberg, dégoûté par de cruels déboires et par les mesquines taquineries des généraux et des seigneurs portugais, exprimait parfois à Turenne le désir de quitter son poste. Le maréchal l'encourage par des promesses, lui envoie de l'argent et l'oblige à rester.

Nous lisons dans une « instruction dressée par le vicomte de Turenne pour le sieur Frémont, allant en Portugal », datée du 12 janvier 1663 :

« ... Le principal but de son voyage et son séjour en ce pays-là, c'est de faire connaître à M. de Schomberg ce qui a été résolu, en voir et en presser l'exécution, et surtout après avoir confirmé M. Schomberg par la pensée d'y demeurer, par l'assurance qu'on lui donna d'un établissement à quoi il se doit entièrement confier; regardez bien solidement aux moyens de faire que le pays résiste aux forces des Espagnols, mettant premièrement l'ordre qu'il se peut aux troupes et aux places, quoique ce soit une très grande affaire, n'étant pas, à mon avis, la plus malaisée, celle qui l'est le plus étant de travailler autant qu'il se peut pour réunir le conseil. »

[1] *Mémoires de M. d'Ablancourt, envoyé de S. M. très chrétienne Louis XIV en Portugal, contenant l'histoire de Portugal de* 1659 *à* 1668.

Pendant plusieurs années, Turenne s'occupa de marier les membres de la famille de Bragance, afin de lui assurer des alliances. Il réussit d'abord à faire épouser au roi d'Angleterre une princesse de Portugal. Le regard fixé sur l'Espagne, il ne vit pas que jeter le Portugal entre les bras de l'Angleterre c'était donner à cette nation un pied sur le continent, lui ouvrir la route des Indes, toutes les colonies portugaises, et compromettre gravement l'avenir de notre marine militaire et marchande.

« ... Je suis bien aise d'apprendre par votre lettre, lui écrivait Charles II le 3 juillet 1661, que vous tombez avec moi dans la satisfaction de mon mariage de Portugal : c'est une affaire qui aura assurément beaucoup de suites, et par conséquent nécessitera un bon concert entre les amis communs. »

Quelques années après, le jeune roi et son frère étant en âge de se marier, Turenne s'en occupa. Il pensa d'abord à Mlle de Montpensier pour le trône d'Espagne.

« M. de Turenne, qui était mon parent du côté de ma mère, raconte-t-elle dans ses mémoires, avait toujours vécu honnêtement avec moi. Quand je revins de mon exil, je m'attachai à le ménager, et je voulais en faire mon ami particulier; il y répondit avec des marques empressées, me venait voir très souvent, et, lorsque je le trouvais chez la reine, je ne parlais quasi qu'à lui... Il vint trois jours de suite pour me chercher; cet empressement me parut extraordinaire. Je le trouvai chez la reine; je lui demandai s'il avait à me parler. Il me répondit qu'il viendrait le lendemain chez moi... Nous entrâmes dans mon cabinet..., et, comme je suis brusque et impatiente, je lui dis : « De quoi est-il question ? » Il me répliqua : « D'un mariage pour vous. » Sans le laisser parler longtemps, je lui dis que c'était une affaire difficile à traiter, que j'étais satisfaite de ma condition et très résolue de n'en pas changer. Il me dit : « Je veux vous faire reine. Écoutez, me dit-il, et me laissez tout dire, « et après vous parlerez. Je veux vous faire reine de Portugal. » Je lui dis : « Fi, je n'en veux pas. » Il reprit : « Les filles de votre qualité ne « doivent avoir de volonté que celle du roi. » Sur cela je lui demandai si c'était de sa part qu'il venait me parler ; il me dit que non, que je l'écoutasse. »

Suit un long plaidoyer en faveur de l'union projetée. — Refus de Mademoiselle.

« J'aime mieux être Mademoiselle en France avec cinq cent mille « livres de rente, faire honneur à la cour, ne lui rien demander, être « considérée autant par ma personne que par ma qualité. Croyez-moi, « mon cousin, lorsqu'on se trouve dans cet état, le bon sens veut « qu'on y demeure. » Turenne la menaçant de l'intervention du roi, Mademoiselle se fâcha et lui dit : « Je sais ce que j'ai à faire. Si le roi « m'en avait dit autant que vous, je lui ferais une réponse, quant à

« vous, je n'ai rien à vous dire, ni aucune explication à vous faire. » Turenne se radoucit, lui fit mille amitiés; mais Mademoiselle mit fin à l'entretien en lui répétant trois ou quatre fois : « Ne me parlez plus « de cette affaire, et, si l'on veut vous donner une seconde commission, « faites en sorte de détourner ceux qui auraient envie que je fisse cette « affaire. »

Le roi « eut avec Mademoiselle un air plus embarrassé qu'il n'avait accoutumé », mais il n'insista pas, et le mariage projeté manqua.

L'affaire n'ayant pas réussi, le marquis de Sande, ambassadeur de Portugal en Angleterre, se rendit secrètement à Paris, pour y conclure le mariage du roi son maître avec Mlle de Nemours, et celui de l'infant de Portugal avec Mlle d'Elbeuf, fille du duc de Bouillon et nièce de Turenne.

Turenne était bien aise de marier sa nièce et d'en faire la belle-sœur d'un roi, mais il désirait vivement que ce mariage ne lui coûtât pas trop cher. Nous lisons dans une instruction donnée, le 2 janvier 1665, au sieur Desfougerais, qui allait en Portugal, les curieux détails suivants :

« Desfougerais... fera souvenir le marquis de Sande, quand la chose sera avancée jusque-là, étant en Portugal, que j'avais agréé que l'on mît dans le contrat que l'on promettait cent mille écus à ma nièce, et que j'étais convenu avec lui que l'on compterait pour cette somme-là une demi-année que le roi envoie, laquelle est mise entre les mains du sieur Gravier. Je dis ceci afin seulement que Desfougerais le sache; mais il ne faut pas qu'il s'en serve que quand le marquis de Sande lui en parlera le premier, à qui il fera connaître, comme je lui ai dit ceci, qu'il n'y a point d'argent comptant dans notre maison ; c'est pourquoi il faut qu'il trouve l'expédient qu'il jugera le meilleur, afin de mettre cent mille écus dans un contrat pour la bienséance, et s'attendre à ne l'avoir que dans ce que le roi envoie pour les troupes. »

Ces négociations donnèrent lieu à une correspondance des plus suivies et des plus volumineuses entre Turenne, le marquis de Ruvigny et l'évêque de Laon, César d'Estrées, parent de Mlle de Nemours.

Ruvigny était en rapports journaliers avec le marquis de Sande, qu'il désigne dans ses lettres sous les noms de « l'homme caché » ou du « reclus », et il se faisait son interprète.

Les négociations furent longues, difficiles, entravées par les exigences des Vendôme (mai à août 1664).

Enfin les mariages furent décidés par un conseil qui se tint à la cour de Lisbonne, quatre jours après l'arrivée du sieur Desfougerais en Portugal ; cette alliance avec les deux princesses françaises avait été résolue avec grand applaudissement.

Mais il se présenta immédiatement une difficulté. Les Portugais voulurent toucher les dots des princesses. Colbert avait donné l'ordre au

sieur Gravier de payer cent mille écus dès que le mariage de Mlle d'Aumale serait arrêté ; mais il n'avait pas donné d'instructions pour Mlle de Bouillon, et Gravier ne voulut pas payer la somme sans un billet du comte de Castelmelhor, que celui-ci refusa. Aussi la nièce de Turenne ne fit pas le mariage qui avait été projeté pour elle. Elle épousa un peu plus tard Maximilien de Bavière, frère de l'électeur de ce nom.

Dans le mémoire où le sieur Desfougerais expose à Turenne les résultats de sa mission, nous trouvons un aperçu intéressant sur la politique intérieure du Portugal.

Il y a, dit-il, quatre cabales en cette cour, et il les énumère. « La quatrième et la plus petite est celle des gens de bien qui ne pensent qu'au bien de l'État. » Cette situation ne paraît pas spéciale au Portugal.

Cependant la politique extérieure n'empêchait pas Turenne de suivre les affaires du royaume. Sa qualité de ministre d'État l'obligeait à prendre une part active à toutes les choses importantes qui se passaient alors, ou du moins à s'en occuper.

Le procès de Fouquet fut une des affaires qui passionnèrent le plus l'opinion publique. On sait que l'opulent financier avait irrité Louis XIV par ses « voleries » et par l'impudence avec laquelle il faisait étalage de ses richesses. Le roi faillit le faire arrêter au milieu d'une fête splendide que Fouquet lui donna dans son château de Vaux, près de Melun. Le 5 septembre 1661, le surintendant des finances fut arrêté à Nantes.

« Je me souviens, dit Gourville, que m'étant trouvé avec M. de Turenne et M. le maréchal de Clérambault dans le château de Nantes, un homme s'avança vers nous pour dire à ces messieurs que M. Fouquet venait d'être arrêté, en sortant du conseil, par M. d'Artagnan, qui l'allait conduire au château d'Angers; je crus voir, à la contenance de M. de Turenne, qu'il avait su quelque chose du dessein qu'on avait pris d'arrêter M. le surintendant. »

Il n'y avait rien d'étonnant à ce que Turenne eût su quelque chose de ce dessein; mais Racine va plus loin.

« M. de Turenne, dit-il, espérait gagner à la disgrâce de Fouquet et se flattait d'être chef du conseil des affaires étrangères, comme Villeroi des finances, et, voyant qu'il n'était rien, ne le pardonna jamais à M. le Tellier[1]. »

La condamnation de Fouquet fut prononcée le 20 décembre 1664 ; treize juges se prononcèrent pour le bannissement, neuf pour la mort. Olivier d'Ormesson avait fait une campagne des plus énergiques pour éviter la mort à l'accusé. L'opinion publique lui en sut gré.

[1] Racine, *Fragments historiques*.

« Tout Paris attendait cette nouvelle avec impatience; elle fut répandue en même temps partout et reçue avec une joie extrême..., chacun donnant mille bénédictions à mon nom sans me connaître. »

« M. de Turenne me vint voir le soir, qui me témoigna grande satisfaction [1]... »

Le roi, craignant de laisser passer à l'étranger un homme qui possédait d'importants secrets d'État, commua en une détention perpétuelle le bannissement prononcé contre Fouquet, qui fut conduit à Pignerol, où il mourut en 1680.

Dans les Grands Jours d'Auvergne, qui se tinrent à Clermont, du 25 septembre 1665 au 4 février suivant, le tribunal extraordinaire institué par Louis XIV eut à statuer sur une accusation dirigée contre un neveu de Turenne. Bien que huguenot, le parent du maréchal appliquait à ses usages particuliers le revenu d'une cure qu'il avait usurpée. « Quelque considération que ces messieurs eussent pour M. de Turenne, ils condamnèrent son parent à une ample amende et à une restitution de dix-huit mille livres. »

Dans la longue période de calme qui s'étend de 1659 à 1672, en en exceptant la courte et facile campagne de 1667, Turenne vécut dans une noble simplicité à Paris, où ses fonctions de ministre de l'État le rappelaient souvent, et à Fontainebleau, son séjour favori. Il se plaisait dans sa famille et dans un petit cercle d'amis choisis. Libre d'affaires, il était d'humeur assez gaie. Il aimait la conversation, riait volontiers des mots spirituels, plaisantait lui-même assez finement et prenait plaisir à raconter.

« Il savait mille contes, dit Bussy; il aimait à les faire et les faisait fort bien. Mais, comme il connaissait le ridicule de ceux qui en font souvent et qui les répètent devant les mêmes personnes, il commençait toujours par dire : « Je ne sais si je vous ai fait ce conte-ci; mais quand « cela serait, il est trop bon, il faut que je vous le redise encore. » Il aimait la lecture des livres sérieux. Les ouvrages de controverse religieuse et d'histoire étaient ceux qu'il préférait; il en faisait son profit, mais il n'en parlait pas souvent; il n'aimait pas la discussion. « Il savait quelque chose des poètes latins et mille beaux endroits des poètes français [2]; » mais ce n'était pas un lettré. Son éducation, qu'il avait interrompue à treize ans pour prendre du service, n'avait jamais été complète, et plus tard, lorsqu'il sentit le besoin de s'instruire, il tourna surtout son attention vers les études qui pouvaient lui être utiles dans le métier des armes.

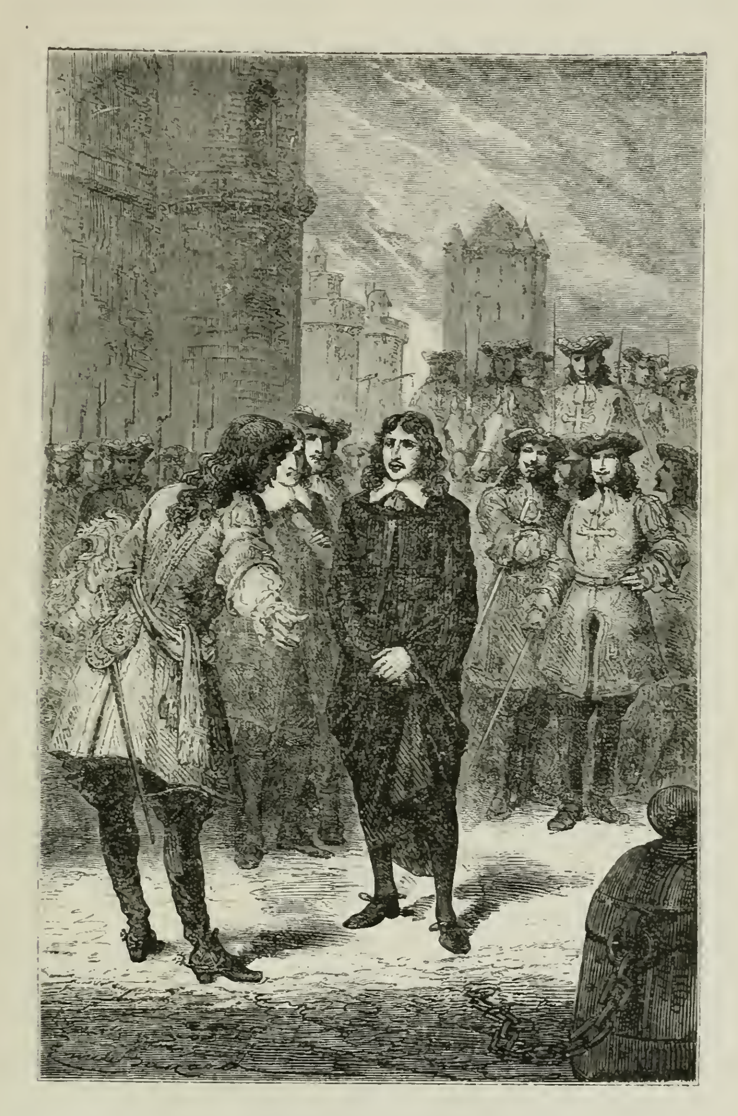
On s'aperçoit de cette absence de fortes études littéraires dans ses écrits, sa volumineuse correspondance d'abord, publiée en 1782 par le

[1] *Journal d'Olivier d'Ormesson*, t. II, p. 287.

[2] *Mémoires de Bussy-Rabutin.*

comte de Grimoard, en deux volumes in-folio, et dans ses mémoires militaires, ouvrage divisé en trois livres :

1. Guerres en Allemagne,
2. Guerres en France,
3. Guerres en Flandre,



Arrestation de Fouquet.

qui comprennent de décembre 1643 à janvier 1659.

Il ne faut chercher des modèles de l'art de bien dire ni dans ses lettres ni dans ses mémoires. Ces obscurités, que Retz lui reproche, « en tout comme en son parler, » se retrouvent dans son style, qui est lourd et manque essentiellement de clarté, de vigueur et de trait. Il faut souvent réfléchir assez longtemps pour comprendre ce qu'il a

voulu dire. Mais ce qu'on ne saurait trop admirer, tant dans ses lettres que dans le récit de ses campagnes, c'est la loyauté de l'écrivain, la véracité du récit, qui éclatent à chaque page. Avec une admirable modestie et une complète franchise, Turenne n'hésite pas à avouer et à expliquer longuement ses fautes ; il est plus bref pour ses succès et passe sous silence quelques-unes de ses plus belles actions. Dans ses revers, il n'accuse jamais personne. Il cherche à mettre en relief le mérite de ses officiers; il ne leur impute pas ses insuccès, même quand il a les plus justes motifs de le faire. Un signe caractéristique des mémoires de Turenne est l'absence presque totale de passion, d'émotion même, et cela dans les choses qui le touchent de plus près, ses succès, ses revers, ses espérances, ses craintes. Un calme inaltérable règne dans ses récits, où l'écrivain, en parlant de lui, semble parler d'un autre qui lui serait étranger ou indifférent. Le fait, rien que le fait dans toute son étendue, avec des détails parfois oiseux, toujours prolixes ; jamais ou presque jamais un cri du cœur, une de ces réflexions profondes, une de ces idées générales que les faits inspirent, mais qui les dominent et élèvent l'âme vers une région plus sereine et plus haute.

Un défaut encore de ces mémoires, c'est le manque de précision dans les indications topographiques, l'absence de renseignements absolument certains sur la date des événements qui se déroulent sous les yeux du lecteur. Il est rare que Turenne prenne la peine d'indiquer les dates, et les formules vagues, telles que « dans ce temps-là, quelque temps, quelques jours, quelques semaines après, après avoir demeuré un peu en cet endroit, etc. », tiennent trop souvent lieu des indications précises de date et de lieu qu'on s'attendrait à trouver sous la plume d'un homme aussi méthodique. Les mémoires de Turenne sont en ce point bien différents de ceux de Bussy-Rabutin, qui, dans le récit de ses campagnes, suit les événements pas à pas et semble écrire plutôt un journal que des mémoires.

Dans le *Siècle de Louis XIV,* Voltaire, amené à parler des mémoires de Turenne, s'est tiré avec son esprit ordinaire de cette difficulté. « Nous avons beaucoup de mémoires de nos généraux, » dit-il ; puis il ajoute simplement : « Mais ils n'ont pas écrit comme Xénophon et César. » Dans la correspondance de Turenne, les défauts sont peut-être un peu moins sensibles. On n'y cherche pas la précision d'un général racontant ses campagnes, et, bien qu'on n'y trouve jamais d'effusion ni de sentiments bien vifs, cependant il y a, surtout dans ses lettres intimes, moins de sécheresse et plus d'abandon. Cette correspondance, qui contient d'ailleurs aussi bien les lettres qu'il a reçues que celles qu'il a écrites, a été malheureusement tronquée par l'éditeur. Dans un très grand nombre de lettres, des lignes ponctuées indiquent que des passages ont été supprimés. Dans le corps du texte, un certain

nombre de mots, surtout de noms de lieux, sont laissés en blanc; il est probable que cette lacune provient de ce que l'éditeur n'aura pu lire l'écriture du maréchal, qui est, en effet, des plus difficiles à déchiffrer. Ceux mêmes qui étaient en correspondance journalière avec lui n'en venaient pas facilement à bout. « On ne pouvait presque lire l'écriture du maréchal, dit Bussy; mais pour son seing, il fallait le deviner; on n'y pouvait pas reconnaître une lettre, et tous les mots s'y pouvaient aussitôt trouver que Turenne. »

Outre les billets doux qu'il écrivit pour le compte du roi, Turenne eut encore quelques peccadilles littéraires à se reprocher. On l'accuse d'avoir commis des vers. On a trouvé, en effet, dans la collection de chansons dite de Maurepas, à la bibliothèque nationale, le couplet suivant, « fait par M. de Turenne pour Madame sur une éclipse qu'un ermite de Fontainebleau, dans son sermon, avait invité d'aller voir sur une hauteur, où l'on ne trouva ni l'ermite ni l'éclipse. »

Philis m'aimoit; elle a changé,
Son cœur est infidelle.
Mais sa beauté m'en a vengé :
Elle a changé comme elle.
Ainsi qu'Agnez et le corps mort [1],
Ma dame, ce me semble,
L'éclipse et l'hermite d'accord
S'en sont allés ensemble.

Si cette poésie est bien de Turenne, nous ne devons pas hésiter à reconnaître que ces vers ne valent pas sa stratégie, bien qu'en somme on en ait fait de pires.

Mme de Turenne mourut le 13 avril 1666, au moment où elle entrait à peine dans sa quarante-troisième année. Elle fut enterrée le lendemain à Charenton. Elle était charitable, pieuse, très aimée, et laissa de grands regrets parmi les personnes qui l'approchaient. On savait l'influence qu'elle avait sur son mari, et Guy-Patin écrivait le jour même de sa mort :

« La nuit passée, la maréchale de Turenne est morte. On dit qu'elle était furieusement huguenote, et que dorénavant son mari se pourra bien faire catholique; il a l'esprit doux et est fort raisonnable. »

Turenne la regretta vivement. Mais les affaires publiques allaient bientôt réclamer toute son attention. En 1665, la guerre avait éclaté entre la Hollande et l'Angleterre. Turenne, consulté par le roi sur l'alliance à faire avec les Anglais et les Hollandais, lui conseilla le rôle de médiateur.

[1] Allusion à un vers de Molière (*l'École des femmes,* acte V, scène v).

« Le roi veut que l'on dise les raisons qu'il y a des deux côtés pour se déclarer pour les Hollandais ou ne pas le faire. Je crois que, quand même le roi n'aurait point de traité avec les deux partis, qu'il devrait travailler, pour ses propres intérêts, à la paix; témoigner vouloir être pour celui qui y donnera les mains aux conditions les plus raisonnables... Il y a beaucoup de raisons qui doivent empêcher le roi de prendre d'autre parti que celui de médiateur, et de se déclarer pour l'un ou pour l'autre. » Turenne énumère ces raisons. Il montre l'égoïsme des Hollandais, « qui, ne désirant que l'augmentation de leur commerce, ne demeureraient unis qu'avec celui qui les y aiderait le plus; qui voudraient mettre la France et l'Angleterre en guerre, trouver par là une paix prompte pour eux-mêmes, et chercher ensuite leur avantage dans la désunion des deux couronnes. » Il fait voir que les Anglais pourraient se joindre aux Espagnols, et attirer dans leur parti les Portugais, qui haïssent fort les Hollandais, leurs rivaux dans l'Inde, et conclut en engageant le roi à proposer la paix aux belligérants, et au besoin à soutenir énergiquement ses propositions. « Il est bon que l'on voie que le roi se détermine ainsi à faire la paix parmi ses alliés, ou à faire exécuter les traités quand ils ont besoin d'être soutenus par des déclarations vigoureuses. »

Sur ces entrefaites, le roi d'Espagne, Philippe IV, mourut le 17 septembre 1665, laissant pour successeur un enfant de quatre ans, d'une santé débile, Carlos II, qu'il avait eu d'un second mariage. On pensait généralement que Carlos II ne vivrait pas, et nous trouvons dans les papiers de Turenne un mémoire qu'il adressa au roi, au commencement de 1665, sur les résolutions qu'il y aurait lieu de prendre relativement aux affaires d'Espagne.

« Le roi d'Espagne étant assez mal, et l'infant n'étant pas en trop bonne santé, le roi désire que l'on dise sa pensée dans les trois cas : de la mort du roi d'Espagne seul, de la mort du fils seul, ou de la mort de tous les deux. »

Dans les trois cas, Turenne prévoit la guerre. Il engage le roi à faire une provision de salpêtre, de boulets et de canons. Il termine cette consultation par les lignes suivantes, remarquables dans sa bouche : « Dans tous les cas, l'augmentation des vaisseaux et des galères du roi est d'une utilité aussi grande que les armées de terre. »

La guerre paraissait inévitable. « Il faut, disait Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande, que le roi de France ait une modération extraordinaire et presque miraculeuse, s'il se dépouille de l'ambition, qui est si naturelle à tous les princes, pour ne pas se servir des avantages qu'il a sur l'Espagne, puissance tellement affaiblie, qu'elle ne se conserve que par sa faiblesse même. »

La tentation était, en effet, bien forte; mais Louis XIV attendit que le

moment favorable arrivât. Le 26 janvier 1666, Louis XIV déclara la guerre à l'Angleterre, et promit aux Hollandais, ses alliés, de les soutenir énergiquement. Son dessein cependant était de laisser la Hollande et l'Angleterre user leurs forces, tandis qu'il ménagerait les siennes, afin de se trouver seul en mesure le jour où il voudrait envahir les Pays-Bas espagnols. Il préparait des troupes, des magasins de vivres, et quand il fut prêt il ouvrit des négociations pour terminer « l'affaire de mer », comme il appelait la guerre avec l'Angleterre. La paix fut signée le 31 juillet 1667.

Au commencement du mois de mai de cette année, Louis XIV avait adressé à tous les gouvernements d'Europe un manifeste intitulé : *Traité des droits de la reine très chrétienne sur divers États de la monarchie d'Espagne*. C'était un mémoire d'avocat, basé sur une chicane, qui paraissait ramener aux proportions d'un simple procès un conflit international.

En épousant Louis XIV, Marie-Thérèse avait expressément renoncé à tous ses droits sur l'héritage paternel; mais l'habile Mazarin avait subordonné l'exécution de cette clause à une condition qui ne fut jamais réalisée, le payement de cinq cent mille écus que la reine devait apporter en dot. La dot n'ayant pas été payée, la renonciation de ses droits faite par la reine était nulle. Louis XIV soutenait qu'en vertu d'une coutume désignée sous le nom de droit de *dévolution*, et qui avait cours dans les Pays-Bas, dans le Cambrésis, dans la Bourgogne et dans le Luxembourg, la reine, en qualité de fille du premier lit de Philippe IV, pouvait revendiquer dans l'héritage paternel une part dont elle était propriétaire. En effet, d'après la coutume qu'il invoquait, les biens patrimoniaux appartenaient aux enfants du premier lit, sans égard aux enfants du second. Au moment même du second mariage, la succession en était *dévolue* aux enfants nés du mariage précédent. Le père, remarié, restait seulement usufruitier de l'héritage dont ses enfants devenaient propriétaires, quoiqu'ils ne dussent entrer en possession qu'à sa mort.

On assure, mais nous n'avons trouvé nulle part la preuve de cette allégation, que cette observation sur la coutume des Pays-Bas avait échappé aux jurisconsultes français, et que ce fut Turenne qui en parla le premier au roi.

Tandis qu'on préparait de volumineux traités en Espagne pour combattre la thèse juridique de Louis XIV, les hommes de guerre français s'apprêtaient à prendre la place que la toge n'allait pas tarder à leur céder. Le ministre de la guerre, Louvois, avait en neuf ans, depuis la paix des Pyrénées, fait accomplir d'immenses progrès à tous les services de l'armée. Entré aux affaires avec la volonté bien arrêtée de faire de l'armée française la meilleure de l'Europe, Louvois avait combattu tous les abus, rétabli la discipline, tant parmi les soldats que parmi les

officiers, poursuivi l'industrie des passe-volants[1], qui, en trompant les généraux sur l'effectif réel de leurs troupes, les exposaient à des déceptions, et parfois à des revers inattendus; rétabli et rendu aux corps leur effectif véritable. Il avait, pendant les pourparlers, envoyé en quantité considérable des munitions et des vivres dans les places fortes du Nord, et réuni sans bruit et si habilement que Colbert lui-même y fut trompé, une armée de cinquante mille hommes sur la frontière. Une fois tous les préparatifs achevés, Louis XIV annonça à l'Espagne qu'il allait faire prévaloir son droit les armes à la main si elle persistait à le méconnaître. Le 10 mai, Turenne prit le commandement général des troupes de Picardie. Le 16, Louis XIV quittait Saint-Germain, après avoir déclaré la reine régente, et venait à Amiens rejoindre Turenne, sous lequel il voulait, disait-il, apprendre le métier de la guerre. Louvois y vint aussi pour étudier de plus près l'administration militaire. « Toutes les facultés que réclame cette science, Louvois les trouvait dans sa riche nature; il les a développées jusqu'au génie; mais Turenne l'a aidé de ses leçons, de ses conseils, de sa sévérité même. Sur les esprits fiers, les reproches ont plus d'effet que les éloges; ils produisent une réaction plus vive et plus complète; malheureusement ils laissent aussi de profonds ressentiments. Il vint un temps où Louvois avait oublié les éloges de Turenne; il se souvint toujours de ses reproches[2]. »

A ce moment, l'accord de Louvois et de Turenne était complet. « L'on dit que M. de Turenne et M. de Louvois sont de bonne intelligence et admirablement bien auprès du roi, et que la fortune de M. Colbert baisse. Beaucoup sont persuadés que dans le mois d'août il doit tomber, et, quoique je ne croie pas ces imaginations, j'ai voulu les marquer[3]. »

Colbert heureusement ne tomba pas, mais la bonne harmonie de Louvois et de Turenne servit merveilleusement les intérêts de la France.

Ce dernier avait divisé son armée en trois corps : le corps de bataille, qui se montait à environ trente-cinq mille hommes, dont dix mille de cavalerie, se porta entre la Lys et la Meuse; le corps d'observation de la droite, de dix mille hommes, sous le marquis de Créqui, se dirigea sur Luxembourg; et le corps d'observation de la gauche, de huit mille

[1] Les *passe-volants* « étaient le plus souvent des valets d'officiers, des marchands suivant les troupes, ou des gens sans aveu, à qui l'on remettait, pour la revue du commissaire, l'épée au côté, le mousquet sur l'épaule; il n'y avait pas à s'inquiéter de l'uniforme, puisque l'uniforme n'existait pas encore. D'autres fois c'étaient de vrais soldats que les capitaines se prêtaient obligeamment et réciproquement les uns aux autres, et qui passaient et repassaient ainsi sous les yeux des commissaires, comme ces personnages de comédie qui remplissent successivement plusieurs rôles dans la même pièce. » (Camille Rousset, *Histoire de Louvois.*)

[2] C. Rousset, *Histoire de Louvois.*

[3] *Journal d'Olivier d'Ormesson.*

hommes, commandés par le maréchal d'Aumont, opéra en longeant la mer.

A ces forces, véritablement immenses pour l'époque, le marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas, n'avait à opposer qu'une faible armée de vingt mille hommes, dont une partie devait être occupée à la défense de places mal pourvues, mal approvisionnées, qui allaient successivement devenir la proie des Français. Les opérations débutèrent, le 24 mai, par la prise d'Armentières. Tandis que d'Aumont s'emparait de Bergues et de Furne, Turenne se portait sur Binche et Charleroi. Castel-Rodrigo avait fait évacuer cette place après avoir donné l'ordre d'en faire sauter les fortifications, Les fourneaux de mines n'avaient pas produit tout l'effet désiré. Turenne jugea Charleroi d'une si grande importance comme position offensive entre Mons et Nanur, qu'il y resta quinze jours (2-16 juin), pendant lesquels il fit travailler toute l'armée à en réparer les fortifications. Quand la ville fut remise en état de défense, Turenne y laissa une garnison de deux mille quatre cents hommes, sous le marquis de Montal, et reprit sa marche. Ath se rendit sans résistance, Tournay après deux jours d'attaque (23 juin). Le 30, Douai était investi; le 6 juillet la ville se rendait. Quelques jours après la place et la citadelle de Courtray capitulaient (16-18 juillet). Heureux de ces rapides succès, que n'attristait aucun revers et que n'assombrissait aucune inquiétude, Louis XIV se montrait, aux yeux des populations conquises, entouré d'une splendeur inouïe. Tout le monde comparait la cour du roi aux somptueux cortèges que les monarques d'Asie emmenaient autrefois dans leurs camps. La reine, Mlle de la Vallière, les courtisans, les dames de la cour, tout cela formait un spectacle féerique qui ravissait et éblouissait les Flamands. « Tout ce que vous avez vu de la magnificence de Salomon et de la grandeur du roi de Perse, écrivait à Bussy-Rabutin le comte de Coligny, n'est pas comparable à la pompe qui accompagne le roi dans son voyage. On ne voit passer par les rues que panaches, qu'habits dorés, que chariots, que mulets superbement harnachés, que chevaux de parade, que housses brodées de fin or. »

Quand il ne s'agit que d'une promenade militaire, comme l'on a appelé l'expédition de 1667, ce déploiement de luxe n'a souvent que de médiocres inconvénients; mais des exemples nombreux ne prouvent que trop la fatale influence que peut avoir sur les événements militaires l'encombrement produit par d'inutiles bagages. Turenne et Louvois n'hésitèrent pas à signaler au roi les dangers de cette magnificence.

Le 31 juillet, Oudenarde fut pris; mais Turenne échoua devant Dendermonde. Cette ville, dont l'occupation eût permis d'attaquer Gand et Bruges, avait été pourvue à temps d'une forte garnison, et les environs inondés. Turenne reconnut les difficultés de l'opération. Malgré les

moqueries et les persiflages des jeunes officiers, il ramena l'armée à Oudenarde sans rien tenter contre Dendermonde. Ce petit échec, au cours d'une si heureuse campagne, fit un effet immense; on crut en Europe que le vent allait changer et que la fortune revenait aux Espagnols. A Madrid et à Vienne on se félicitait, et l'ambassadeur de France auprès de la cour autrichienne reçut, pendant plusieurs jours, d'ironiques compliments de condoléance sur une prétendue perte de six mille hommes que l'armée française aurait subie devant Dendermonde. Grémonville eut bientôt une réponse à donner, qui fit taire les malveillants. Louis XIV venait de mettre le siège devant Lille, grande et populeuse cité que protégeaient des fortifications considérables, une double enceinte de fossés, une garnison de cinq mille hommes, une bourgeoisie riche, hostile à la France, et une population dont trente mille hommes environ pouvaient porter les armes. La place fut investie le 10 août. Le 18, les lignes de contrevallation et de circonvallation étaient achevées, et la tranchée fut ouverte. Vauban dirigeait les travaux. Le 21, la grosse artillerie ouvrit le feu contre les ouvrages avancés et les remparts. Comme les lignes étaient très étendues, Turenne avait rappelé le corps du marquis de Créqui, qui arriva le 23. On fit alors plusieurs attaques dans les nuits du 24 au 25 et du 26 au 27. Ces tentatives réussirent, malgré l'énergique résistance de la garnison, réduite par ses pertes à deux mille quatre cents hommes. Le gouverneur, menacé d'un assaut, et sommé par le peuple de capituler, ouvrit les portes le 27 août au soir.

« Jamais une place de cette étendue, de cette force et de cette importance, munie abondamment d'hommes, de vivres et d'armes, n'avait été menée si brusquement. Toutes les troupes, les officiers généraux et particuliers semblaient s'efforcer à l'envi d'avancer les travaux [1]. »

Cependant une armée de secours de douze mille hommes s'était assemblée à Ypres sous les ordres du comte de Marsin, qui était resté au service de l'Espagne après la paix des Pyrénées; mais la capitulation précipitée de Lille vint la rendre inutile. Marsin se hâta d'envoyer son infanterie dans des places fortes, et se retira à Bruges avec sa cavalerie, huit mille hommes, qui, surpris et chargés entre Bruges et Gand par les corps de Bellefonds et de Créqui, furent mis en déroute et perdirent cinq cents hommes tués, quinze cents prisonniers, plusieurs centaines de chevaux et dix-huit étendards.

On s'attendait au siège de Gand ou de Bruges; mais ces villes, pourvues d'une bonne garnison et d'approvisionnements considérables, pouvaient opposer une résistance sérieuse. La saison était malsaine; des pluies torrentielles ne cessaient de tomber; l'état sanitaire des troupes

[1] *Mémoires de Louis XIV.*

était mauvais; il y avait des malades dans toutes les villes. Un peu plus tard, le 1er octobre, Louvois écrit à Turenne : « La brigade de Champagne, qui est demeurée à Lille, aussi bien que la cavalerie, périt au dernier point, à ce que m'a rapporté M. Charuel, y ayant jusqu'à quatre cents malades dans un régiment de mille hommes, ce qui provient de ce que lesdits malades n'ont point été assistés, qu'aussi pas un ne guérit, et que les soldats, étant réduits à boire de méchante eau et à manger du pain, le deviennent souvent. Les soldats ont un tel entêtement de ne point aller à l'hôpital, que j'en ai vu demeurer à Lille, dans des corps de garde, malades à ne pouvoir se remuer, aimer mieux manger du pain et boire de l'eau que de s'y laisser porter. »

Turenne jugea qu'il était temps de cesser les hostilités. Les opérations s'arrêtèrent dès le commencement de septembre, et Louis XIV retourna à Saint-Germain.

A peine y fut-il arrivé, que l'ambassadeur de Hollande vint le voir. Les Hollandais, jaloux de leur indépendance, préféraient le voisinage immédiat de l'Espagne affaiblie à celui de la France forte et menaçante. Au début des hostilités, l'Espagne, pour obtenir des secours en argent ou en hommes, leur avait offert en garantie Ostende et Namur et les douanes de l'Escaut ou d'Ostende, avec Bruges et les forts voisins de l'Écluse. Sans prendre ouvertement parti, les Hollandais, dès le mois de juillet, avaient pressé Louis XIV de faire connaître nettement ses intentions.

« Pendant que le roi a séjourné près de Dendermonde, voyons-nous dans un mémoire du roi au vicomte de Turenne, du 12 septembre, l'on lui a lu, en présence de M. de Turenne, une lettre de M. d'Estrades, par laquelle il rend compte d'un entretien qu'il a eu avec M. de Witt, sur ce qui pourrait satisfaire le roi pour ses prétentions sur les Pays-Bas ; elle contient en substance que ledit sieur de Witt lui a proposé que ses maîtres s'emploieront à porter la reine d'Espagne de céder au roi la Franche-Comté, Bergues, Furnes, Aire, Saint-Omer et Douai avec leurs châtellenies ou bailliages, comme aussi Cambrai et le pays de Cambrésis, à la charge que Charleroi se rase, et que le roi restituera le reste des places et du pays qu'il aura eu depuis l'ouverture de la présente guerre; qu'au cas que la reine d'Espagne ne donne point les mains à cet accommodement, les États joindront leurs armes à celles du roi pour l'y contraindre par la force. Cette proposition est assaisonnée de deux conditions par ledit sieur de Witt : l'une, que le roi accordera une suspension d'armes pendant que lesdits États traiteront à Madrid, et l'autre, que le roi renoncera aux prétentions qu'il a sur les États et royaume de la couronne d'Espagne, au cas que le roi d'Espagne, à présent régnant, vienne à mourir ; si mieux n'aime le roi reprendre le traité ci-devant commencé pour obliger la Flandre à se cantonner en ce temps-

là, et, en cas de refus, la partager entre le roi et les sieurs États, suivant ce qui en fut lors projeté. Le roi, étant prêt à marcher pour le siège de Lille, remit l'examen de la proposition de de Witt à un autre temps. »

A Saint-Germain, Van Beuningen appuya par de nouveaux arguments la proposition de M. de Witt.

« Van Beuningen, échevin d'Amsterdam, ambassadeur de Hollande auprès de Louis XIV, avait la vivacité d'un Français et la fierté d'un Espagnol. Il se plaisait à choquer, dans toutes les occasions, la hauteur impérieuse du roi, et opposait une inflexibilité républicaine au ton de supériorité que les ministres de France commençaient à prendre[1]. »

Toutefois ses conseils furent écoutés en cette circonstance, et Louis XIV fit aux Hollandais une promesse connue sous le nom de l'*alternative,* qui devint par la suite non seulement la base, mais la teneur même des arrangements définitifs. Il déclara qu'il se contenterait des villes qu'il avait prises jusque-là, ou d'un équivalent qui serait la cession du Cambrésis, de Douai, Aire, Saint-Omer, Bergues et Furnes, avec la Franche-Comté ou le Luxembourg.

Des plénipotentiaires furent envoyés à Aix-la-Chapelle, mais la guerre continua. Turenne, inquiet des préparatifs que le marquis de Castel-Rodrigo faisait à Alost, médita de s'emparer de cette ville, que les Espagnols approvisionnaient et fortifiaient afin de pouvoir s'en servir pendant l'hiver pour couper les communications des garnisons françaises, et donner asile, en cas de revers, aux partis qui battraient la campagne. Turenne ne voulut pas entreprendre un siège régulier; le temps était affreux. Il espérait d'ailleurs que la garnison, découragée, céderait à une attaque de vive force, ce qui eut lieu; mais l'assaut coûta cher. Les Français eurent cinq à six cents morts ou blessés. Louis XIV, habitué à des triomphes faciles, exprima son étonnement à Turenne. « Je suis fâché, lui écrivit-il, qu'il y ait eu tant de gens blessés devant un lieu comme celui-là. » Les maladies et le feu en eussent peut-être enlevé bien plus dans un siège régulier; mais la perte, répartie sur un plus long espace de temps, eût paru moins considérable. A la fin d'octobre, le marquis de Bellefonds, qui commandait un détachement en Hainaut, surprit hors de la ville et mit en déroute la garnison de Mons. Ce fut le dernier engagement de la campagne en Flandre.

Vers le commencement de l'hiver, on proposa aux Espagnols un armistice que Castel-Rodrigo refusa en disant que cette suspension d'armes serait imposée par la nature, et qu'il n'avait pas besoin de la recevoir d'un ennemi comme une grâce.

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Cette imprudente fierté favorisait les secrets desseins du roi. Pendant la fin de l'année, Louvois forma en Champagne et dans les Trois-Evêchés une puissante armée dont la destination était inconnue. Ces mouvements de troupes au cœur de l'hiver excitèrent la curiosité et l'attention de l'Europe. Tout à coup, le 2 février, le roi part de Saint-Germain. Condé, chargé du commandement de l'expédition, l'avait précédé en Bourgogne. Vingt mille hommes pénétrèrent en Franche-Comté; Besançon capitule. En trois semaines la province entière est soumise, moins par la force des armes que par la puissance de l'intrigue. Le gouvernement espagnol écrivit au gouverneur que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de la Comté, au lieu d'y aller en personne. Louis XIV, en effet, venu pour présider à des opérations militaires, n'eut qu'à recevoir les soumissions des magistrats de la province. Cependant les nations voisines suivaient d'un œil inquiet et jaloux les rapides progrès de la France. Le roi d'Angleterre envoya en Hollande le chevalier Temple, habile politique, avec la mission de proposer un accord entre la Hollande, l'Angleterre et la Suède, afin d'obliger les deux couronnes de France et d'Espagne à faire la paix; ses propositions ayant été acceptées, Temple dressa le traité. Le projet, arrêté le 23 janvier, fut signé le 7 février, et ratifié le 25 avril.

La triple alliance, officiellement révélée à la fin de la campagne de Franche-Comté, irrita Louis XIV. Autour de lui les avis étaient partagés. Turenne, Condé, Louvois, lui conseillaient de n'en pas tenir compte; Colbert, de Lyonne, étaient d'avis contraire. A l'appui de leur opinion en faveur de la paix, ils faisaient valoir un argument auquel on se rendit, c'est que rien n'était prêt pour une lutte contre une coalition. Néanmoins le parti de la guerre avait raison. La France était plus prête qu'aucune des puissances médiatrices. Les flottes d'Angleterre et de Hollande réunies ne nous auraient pas empêchés de prendre Bruxelles et Gand, et un peu d'argent eût détaché la Suède de la coalition. Nous trouvons dans une lettre de le Tellier à Louvois, du 14 avril, des renseignements curieux et significatifs sur les sentiments de Turenne au sujet de la paix. « M. de Turenne, ayant entendu, hier matin, ce que le roi dit des propositions des Anglais et des Hollandais, parut comme un homme qui aurait reçu un coup de massue. Il dit que dans douze jours, quand don Juan arriverait, les affaires changeraient, que cependant il fallait aller uniment : ce qu'il répéta plus de douze fois, même en se retirant, dont monseigneur le prince s'est fort diverti. Il m'a dit ce matin qu'il vous écrirait un mot sur ces affaires-là, et qu'il estimait que dans douze jours les choses pourraient changer. Je lui ai reparti que, pourvu que la ligue ne changeât point de sentiment, il serait avantageux au roi que le roi d'Espagne voulût différer de faire la paix. »

Au mois d'avril, les négociations reprirent à Aix-la-Chapelle, sous la médiation du pape Clément IX. « Un nonce fut envoyé à ce congrès pour être un fantôme d'arbitre entre des fantômes de plénipotentiaires. »

Par le traité qui fut signé le 2 mai, Charleroi, Binche, Ath, Douai, le fort de Scarpe, Tournay, Lille, Oudenarde, Armentières, Courtray, Bergues et Furnes demeurèrent au roi avec leurs bailliages, châtellenies, territoires, prévôtés et annexes.

Cette paix était glorieuse et profitable. Pour assurer le succès de la campagne, le roi n'avait rien négligé; il avait fait appel au dévouement de tous.

Nous avons vu Condé reprendre auprès de lui une situation prépondérante. A la paix des Pyrénées, le prince était rentré en France, mais il n'avait pu reconquérir ni l'amitié ni la confiance du roi. Au début de la guerre de Flandre, on l'avait tenu à l'écart, et il avait été réduit à demander à Louis XIV, comme une grâce, que son fils au moins ne fût pas exclu de l'honneur de le servir. Pendant ce temps, Turenne jouissait de la faveur du roi, qui lui avait confié la direction de la guerre, l'écoutait et déférait à ses avis. Tout à coup la situation changea. Condé, mandé de Chantilly, apprit de la bouche de Louis XIV qu'il était chargé d'organiser et de diriger l'armée d'invasion de la Franche-Comté. « Il est presque inconcevable, écrivait Lyonne, dans quels transports de joie fut ledit seigneur prince, quand Sa Majesté lui déclara qu'elle le faisait général d'une armée de vingt-cinq mille hommes effectifs sur le Rhin. »

D'où venait ce changement? D'une réaction qui se produisait en ce moment contre Turenne, et dont Louvois et le Tellier surent habilement profiter pour organiser contre lui une puissante cabale. Le maréchal, sûr de l'appui du roi, avait mécontenté des personnes qu'un esprit plus souple et moins ferme eût ménagées. « Il traita les ministres avec beaucoup de hauteur, comme aussi les plus vieux courtisans, gens, à vrai dire, indignes, pour la plupart, qu'on ait beaucoup d'égards pour eux. Cependant il devait sans doute ménager les uns et les autres[1]. » Selon Racine, dont nous savons qu'il ne faut accepter le témoignage qu'avec réserve quand il s'agit de Turenne, « il était haï de tout le monde, surtout des ministres, qu'il insultait tous les jours. »

Turenne n'insultait pas les ministres ; mais, chargé de la direction suprême de son armée, il donnait à Louvois des conseils ou des ordres que cette nature altière et dominante ne subissait que parce qu'on savait Turenne maître de l'esprit du roi. Le jeune ministre aspirait au

[1] *Mémoires et Réflexions sur les principaux événements du règne de Louis XIV et sur le caractère de ceux qui y ont eu la principale part,* par le marquis de la Fare.

moment où il pourrait secouer le joug, joug d'autant plus pénible que Turenne, ignorant l'art de flatter, ne se faisait pas faute de lui dire, durement parfois, la vérité, et de garder nettement sa position de supérieur vis-à-vis de lui. Condé, au contraire, qui passait facilement d'une morgue excessive à une platitude outrée, sut se faire bien venir de Louvois et de son père. Ils le prirent sous leur protection, et résolurent de se servir de lui pour annihiler, ou tout au moins pour amoindrir Turenne. Ils persuadèrent donc à Louis XIV que le maréchal ne pouvait suffire à tous les travaux de guerre dans plusieurs contrées à la fois, et qu'il serait utile de lui adjoindre Condé, dont le nom seul serait un épouvantail pour l'ennemi. L'intrigue réussit. Condé revint en faveur. « Jusqu'ici, disait le roi au duc d'Enghien, j'avais estimé votre père sans l'aimer ; aujourd'hui je crois sentir que je l'aime autant que je l'estime. »

Après la campagne de 1667, la cour fit à Chambord un voyage dont Turenne ne fut pas. « Il avait fait la pluie et le beau temps à la campagne de Lille ; mais depuis la paix sa faveur était fort baissée, et les courtisans, qui s'en étaient aperçus, n'étaient plus dans son antichambre [1]. »

Il mit à profit le temps que lui laissaient la paix et le vide qui s'était fait autour de lui. Turenne était un homme foncièrement croyant et pieux. Dans ses lettres intimes, on rencontre à chaque page l'expression de ses sentiments chrétiens.

« Comme nous allons commencer la campagne, écrit-il à sa femme le 11 juin 1656, j'ai bien prié Dieu à ce matin qu'il me fasse la grâce de la passer en sa crainte, ne reconnaissant point de plus grand bien que d'avoir la conscience en repos autant que la fragilité le peut permettre. » C'est là la pensée dominante qui revient à chaque instant dans son cœur et sous sa plume. Un esprit aussi sincèrement chrétien, avide de vérité, sérieux, impartial, devait être forcément amené à étudier les questions religieuses agitées à cette époque.

Au XVIIe siècle, les traités de morale et de théologie, les ouvrages de controverse, étaient avidement recherchés et étudiés avec passion, aussi bien par les esprits les plus charmants et les plus délicats, comme Mme de Sévigné, que par les hommes les plus sérieux. Au milieu des préoccupations et du tumulte des camps, Turenne avait toujours sous son chevet quelque livre de ce genre.

« Je ne saurais m'empêcher de vous dire qu'en achevant le livre de Fra Paolo, du concile de Trente, je trouve qu'il ordonne de rendre honneur et vénération aux images [2]. »

Les mémoires de Philippe de Mornay du Plessis, publiés en quatre

[1] *Mémoires de l'abbé de Choisy.*
[2] Turenne à sa femme, 2 octobre 1659.

volumes, de 1624 à 1652, fournirent à Turenne de précieux renseignements sur les débuts de la réforme et l'amenèrent à étudier à fond ce sujet. « J'ai encore lu les mémoires de M. du Plessis, écrit-il à sa femme le 11 juin 1656 ; c'est un homme qui me paraît être de bonne conscience, et n'ayant nulle aigreur sur la religion ; souhaitant fort la réunion, et que chacun fît des pas pour cela ; séparant fort la cabale de la religion, à quoi bien des gens se laissent entraîner, même sans y songer. » — « Je lis fort souvent les livres de M. du Plessis, et vois, dans la division sur le sujet de ceux de la religion, des choses les plus approchantes qu'il est possible de ce qu'on voit à cette heure. Il y aurait plaisir à ne lire pas cela tout seul, car je suis assuré que l'on y pourrait remarquer bien des choses considérables, et je ne crois pas une assemblée où ceux de la religion n'aient raisonné faux sur leur état, et voilà la raison pourquoi leurs affaires ont été si fort de travers[1]. »

Dès que le doute fut entré dans l'âme de Turenne sur cette religion dans laquelle il était né, il se mit à la recherche de la vérité, et poursuivit ses études sans relâche[2].

En 1660, une des nièces du maréchal, fille de la pieuse Éléonore de Bergues, prit le voile au couvent des Carmélites, à Paris. Turenne, en considération de sa religion, ne crut pas devoir assister à la cérémonie, et, dans le discours que Bossuet prononça à cette occasion en présence des deux reines, le grand orateur exprime en termes éloquents et pleins d'émotion les regrets que lui faisait éprouver son absence. « Quelque illustre que soit cette assemblée, s'écria-t-il, on ne s'aperçoit que trop de ce qui lui manque. Dieu veuille que l'année prochaine la compagnie soit complète, que ce grand et invincible courage se laisse vaincre une fois, et qu'après avoir tant servi il travaille enfin pour lui-même. »

A ce moment, Bossuet, que des liens d'amitié unissaient à Turenne, concevait déjà l'espoir de ramener le maréchal à la vraie religion.

Les écrits des pasteurs protestants d'un côté, des solitaires de Port-Royal et du clergé catholique de l'autre, étaient étudiés avec le même soin par Turenne, qui avait en outre de sérieux entretiens avec les membres les plus éclairés du clergé catholique et les ministres du culte dissident. Un des écrits qui firent sur lui l'impression la plus vive fut l'*Office du saint Sacrement*. Cet important ouvrage, publié en 1659 par les solitaires de Port-Royal, fut de sa part l'objet de longues médita-

[1] Turenne à sa femme, 22 août 1658.

[2] Pour tout ce qui concerne l'histoire de la conversion de Turenne, lire les remarquables *Études sur la vie de Bossuet jusqu'à son entrée en fonction en qualité de précepteur du dauphin* (1627 *à* 1670), de M. A Floquet, correspondant de l'Institut. Paris, 1855, 3 vol. in-8°.

tions. Il y trouva rassemblés de nombreux textes des Pères de l'Église sur l'Eucharistie. Il reconnut que les docteurs catholiques de tous les temps étaient unanimes dans le fond et dans la forme à enseigner ce que l'Église catholique croit et a toujours cru sur cette matière. « Les passages, dans cet écrit, remarquait-il avec étonnement, peu habitué à cette manière de discuter, sont entiers, avec ce qui précède, avec ce qui suit, sans que l'auteur du recueil y ait rien mêlé du sien. Ce n'est point là ce que les nôtres enseignent. Dans les grands discours là-dessus contre les catholiques, on n'a fait que chercher noise[1]. »

L'unité d'opinions sur le dogme de l'Eucharistie, demeurée entière de tous points, malgré le schisme, tant dans l'Église romaine que dans les Églises d'Orient, frappa vivement Turenne. Le chevalier d'Arvieux, dans ses voyages en Orient; s'était, pour complaire au maréchal, enquis avec soin de ces matières, et ses relations sincères et fidèles faisaient une grande impression sur lui.

Mme de Turenne, chez laquelle la passion, quand il s'agissait de religion, allait jusqu'à un entêtement déraisonnable, refusait d'ajouter foi aux témoignages qui ne corroboraient pas ses propres opinions; son mari s'étonne parfois de ce parti pris, si contraire à sa bonne foi naturelle.

« Pour vous montrer comme vous êtes bien informée, lui écrit-il le 6 décembre 1659, dans beaucoup de lieux de la Grèce il y a des couvents de mêmes ordres qu'en France, envoyés par le pape... Faites un peu de réflexion sur la pensée que vous avez, de ne vouloir pas que l'on croie un homme de notre religion qui a bon sens, qui vient d'un pays, et que l'on interroge longtemps sans préoccupation. »

Esprit droit et loyal, tolérant, modéré par nature, il se plaignait « que l'on n'instruisît point les gens de bonne foi dans les deux religions, et que chacun de son côté fît voir la religion de l'autre pour en donner de l'aversion[2]. Il n'hésitait pas, à l'occasion, à reconnaître ce qu'il trouvait de défectueux chez les protestants.

« Un Anglais, qui est homme de créance, m'a conté la confusion qu'il y a pour la religion en Angleterre. Chacun étale dans une chaire ce qui lui plaît, une Bible à la main, et dans toute l'armée, où ce bel établissement est de ne pas jurer et d'avoir la Bible. Il m'a assuré que, pourvu qu'ils soient payés, il ne leur importe de quelle religion ils sont. Vous voyez que la grande envie de n'avoir pas de direction de conscience, et que cette belle apparence que l'Évangile nous a été un joug que nos pères n'ont pu porter, si on n'y prend bien garde, sans apparence même de zèle, fait tomber dans de grandes

[1] Turenne à sa femme, 12 février 1660.
[2] *Id.*, 10 décembre 1658.

opiniâtretés, et je vous dirai franchement que j'aperçois en quantité de gens de notre religion un esprit qui les porte bien de ce côté-là; et il faut assurer que la révérence, par exemple, pour les croix, donne une certaine humilité au peuple, et j'en vois qui enfoncent leur chapeau quand ils passent devant; pour moi, j'aimerais beaucoup mieux l'ôter. Vous savez que je vous dis ceci comme je le pense[1]. »

« J'avais envoyé un gentilhomme qui parle bon anglais à Monk. Ce gentilhomme m'a rapporté des écrits de fort bon esprit, que Monk envoie dans les provinces. Je vous en enverrai des copies. On voit par là que par trop d'indépendance d'esprit, quoique avec bon sens et peut-être de la dévotion, ils ont défiguré la religion; que chaque personne qui lit la parole de Dieu fait une secte, et que chaque personne qui veut expliquer les passages va bien plus loin que l'on ne pense; et vous sentez bien, en votre conscience, que l'on tourne un peu plus les esprits dans la jeunesse de ce côté-là que de celui dont tout le monde tombe d'accord, qui est la vraie dévotion[2]. »

Il était effrayé et scandalisé de l'esprit d'indépendance qui soufflait dans le protestantisme. Il admirait l'unité de l'Église romaine, et considérait comme « regrettable à jamais » la scission qui s'était produite dans le sein de l'Église. Il eût désiré un rapprochement. En voyant combien était restreint le nombre de ministres protestants de bonne foi, conciliants, pacifiques; il déplorait qu' « en pensant réformer on fût allé si loin au delà de la charité. Ils ne savent donc pas, disait-il, que pour contenter un esprit il vaut beaucoup mieux assurer et avouer une chose que d'esquiver une raison[3] ».

Le ministre calviniste Brevin, homme sage et modéré, qu'il entendit au prêche, en 1659, pendant son séjour à Ypres, avait gagné sa confiance par ses discours sincères, pleins de mesure et de charité. Celui-là, fait-il remarquer à sa femme (lettre du 1er janvier 1659), ne se serait pas séparé si vite; et il loue vivement le prédicateur « de n'avoir pas dit un mot de controverse ».

La réconciliation de l'Église catholique et des protestants fut une des préoccupations de son existence. Il désirait avec passion la réunion, et il aurait souhaité que « chacun fît des pas pour cela »; aussi seconda-t-il de tout son pouvoir les tentatives faites en ce sens. Il croyait voir des symptômes consolants parmi ses coreligionnaires. « Ceux de la religion, » disait-il dans un mémoire secret adressé au roi sur ce qui regarde la religion réformée, sans date, mais qui doit être du milieu de l'année 1666, « ceux de la religion demeurent d'accord avec les catholiques de quelques articles dont ils ne convenaient pas dans le commencement de la réforme. »

[1] Turenne à sa femme, Amiens, 1659.
[2] *Id.*, 12 février 1659.
[3] *Id.*, 16 avril et 11 juin 1660.

Cependant l'obstination et l'esprit d'indépendance des ministres le décourageaient souvent. « On se confirme de plus en plus par l'expérience que l'indépendance des ministres ne peut pas compatir avec un ordre réglé. Il y en a un vieux, à Negrepelisse, qui ferait une séparation sur ce qu'il ne faut pas prier Dieu dans l'église, ou au temple, y allant en son particulier, disant que ceux qui le font sont tous hypocrites[1]. »

On ne saurait douter, après avoir lu la correspondance de Turenne, qu'il ne fût disposé à se réunir à l'Église catholique longtemps avant le moment où il abjura la religion protestante. Ses lettres expriment avec tant de bonne foi et de simplicité les doutes qui tourmentaient son âme; elles indiquent si bien les incertitudes de cette intelligence droite, ferme, amoureuse de la vérité, que l'on suit pas à pas les progrès de la foi catholique en elle.

Des combats intérieurs se livraient dans l'intelligence de Turenne, naturellement indécise quand il s'agissait de prendre un grand parti, et que la lumière de la vérité n'éclairait pas encore complètement. De plus, des influences opposées agissaient sur lui et venaient encore augmenter le trouble de son âme. Le duc de Bouillon avait abjuré peu de temps après son mariage. Dans leurs testaments, « le duc et sa femme demandaient à Dieu la conversion de M. de Turenne à la vérité de la sainte foi catholique, apostolique et romaine. » L'exemple de ce frère, qu'il aimait et respectait tant, ses lectures, ses réflexions, un fait miraculeux dont il avait été témoin, faisaient pencher Turenne vers le catholicisme.

En février 1661, le feu prit au Louvre, et cessa subitement au moment où l'on apportait le saint Sacrement de Saint-Germain-l'Auxerrois. Turenne fut très vivement frappé de ce fait, et fut entendu répétant plusieurs fois : « Je l'ai vu, je n'en saurais douter, je l'ai vu[2]. »

D'autre part, les impulsions de son enfance et de sa jeunesse, le souvenir de son père, les leçons qu'il avait reçues à Sedan des ministres calvinistes, ses maîtres, le retenaient dans le sein du protestantisme. Mais les plus grands, les plus sérieux obstacles à sa conversion, Turenne les trouvait au sein de sa famille; il sentait que ce grand acte porterait la désolation dans le cœur des personnes qu'il aimait le plus. C'étaient ses sœurs[3], entre autres la duchesse de

[1] Turenne à sa femme, 6 avril 1660.

[2] Mme de Maintenon.

[3] Le maréchal avait eu six sœurs, dont une était morte de bonne heure. Les cinq survivantes étaient : Marie, mariée en 1619 à Henri de la Trémoille, duc de Thouars; Élisabeth, mariée la même année à Gui Aldonec de Durfort, marquis de Duras et de Lorges; Julienne-Catherine, mariée en 1627 à François de la Rochefoucauld, comte de Roye et de Ronci; Henriette-Catherine, mariée en 1629 à Amauri Goyon, marquis de la Moussaye; Charlotte, morte sans alliance en 1662.

la Trémoille, à laquelle l'ardeur de ses convictions fit donner le nom de papesse des huguenots, mais dont le zèle n'était rien auprès de celui de Mlle de Bouillon, « l'oracle de Charenton, » femme éclairée, active, d'esprit ferme et résolu, renommée et estimée pour ses vertus de toutes les personnes qui la connaissaient, à quelque religion qu'elles appartinssent. Turenne avait en elle une confiance absolue. C'est toujours à elle qu'il fait part de ses espérances, de ses chagrins et de ses peines, qu'il confie ses secrets. Il la chargea plus d'une fois de négociations difficiles et délicates, et lui laissa prendre sur lui un tel empire, qu'on avait fini par l'appeler sa *gouvernante.* « Mlle de Bouillon, que la conversion de son frère aîné avait mortellement affligée, aurait mieux aimé voir Turenne sur un échafaud que devenir catholique[1]. »

Il faut mentionner une intime amie, la duchesse de Rohan-Chabot. Enfin le mariage de Turenne avait donné à ces femmes, si ardentes et si capables, un habile et infatigable auxiliaire. La conviction, du reste, chez Mme de Turenne, avait d'autant plus de force qu'elle était aussi désintéressée que profonde. Toutes les dignités, tous les honneurs promis à Turenne s'il abjurait la religion protestante, ne la tentèrent jamais un seul instant. Elle partageait en cela la noblesse et l'élévation de caractère de ce grand homme, qui pouvait lui écrire, sûr d'être compris à demi-mot par elle :

« J'ai reçu la lettre de ma sœur, du 9 mai, qui me mande que M. de Ruvigny lui voulait parler. Je ne sais si ce ne serait pas d'une chose qu'une personne me demanda hier en grand secret : savoir si j'avais offert de changer de religion pour être connétable. Vous savez à peu près ce que je pense sur tout cela[2]. »

Nicolas Frémont d'Ablancourt, « bon huguenot s'il en fut jamais, » comme le qualifie Bossuet, que Turenne avait honoré de sa confiance dans des affaires importantes, a écrit une relation de sa conversion dans une vie de ce grand homme qui n'a jamais été imprimée, et qui a été conservée longtemps dans la famille de Bouillon. Frémont d'Ablancourt, après avoir fait justice de différentes accusations contre Turenne, notamment celle de s'être converti par ambition, en vient à examiner les motifs qui ont pu le décider à changer de religion, et il en donne la curieuse raison que voici.

« Pour moi, dit-il, voici mon sentiment. Quoique le vicomte de Turenne fût né protestant, et qu'il fût bien instruit de sa religion lorsqu'il se maria, la grande piété de sa femme et de sa sœur, qui devaient le fortifier dans sa créance, furent en quelque sorte les motifs qui le portèrent à changer de religion. Voici sur quoi je me fonde. Il y avait déjà quelques années que les livres des jansénistes faisaient l'oc-

[1] Racine, *Fragments historiques.*
[2] Turenne à sa femme, 18 mai 1660, à Saint-Jean-de-Luz.

cupation et l'entretien de ceux qui aimaient les ouvrages de l'esprit, et surtout de ceux qui étaient imbus de cette matière de religion; et comme le vicomte de Turenne aimait la lecture, et que la paix des Pyrénées lui donnait du loisir, ces lectures faisaient souvent la matière de l'entretien qu'il avait dans sa famille, qui, considérée par rapport à ces dames, avait plutôt l'air d'une maison de retraite que d'une maison du monde; et, comme il arrive dans les conversations que les avis sont différents, ce qui les rend plus vives et plus agréables, insensiblement le vicomte de Turenne défendit sérieusement les jansénistes, et même quelquefois les catholiques, contre les protestants, c'est-à-dire contre la créance de sa femme, de sa sœur, et la sienne propre; enfin cela avec le temps dégénéra en une espèce de chicane qui allait quelquefois jusqu'à l'aigre; si bien que, ne pouvant plus compatir l'un avec l'autre, surtout en allant à Charenton, leur paroisse, ils prirent le parti d'y aller séparément. »

La mort de sa sœur Charlotte de Bouillon en 1662, celle de la duchesse de la Trémoille, le dégagèrent un peu des entraves qui le retenaient; mais sa femme se multipliait. Elle faisait composer par le ministre Claude des traités en réponse aux écrits de Port-Royal, et mettait les ministres protestants les plus distingués à même de contrebalancer, par de fréquents entretiens avec son mari, l'effet que la doctrine catholique produisait en son esprit. Mme de Turenne avait une influence si considérable sur son mari, que pour arriver à lui on essaya de la convertir; Antoine Barillon, marquis de Morangis, conseiller d'État, et une nièce de Turenne s'y employèrent, mais bien inutilement. Ils se heurtèrent contre une indomptable opiniâtreté. Après sa mort, Turenne « s'abandonna plus que jamais à la lecture des livres de Port-Royal, dit Frémont d'Ablancourt, et comme, dans ce temps-là, l'évêque de Condom apportait de grands tempéraments pour passer d'une religion à l'autre, il en conférait avec lui. On peut ajouter à cela qu'on lui faisait espérer qu'on se relâcherait en sa faveur de quelque chose, ce qu'on ne fit pas ».

Après la mort de sa femme, Turenne ne revint pas immédiatement au catholicisme, et il consacra encore deux années entières aux études les plus sérieuses avant d'abjurer publiquement le calvinisme. « La qualité dominante du génie de Turenne était la réflexion. Celui qui, dans les camps, dans les armées et dans les combinaisons politiques, ne voulait jamais rien accorder au sentiment trop prompt d'une première impression, devait penser qu'un acte aussi important que celui d'un changement de religion méritait d'être soumis à toutes les épreuves d'une longue méditation[1]. »

La réflexion de Turenne amenait, comme cela se voit souvent, l'irré-

[1] *Histoire de Bossuet*, par le cardinal de Bausset.

solution à sa suite. A force de peser le pour et le contre, on finit par ne pouvoir se décider à prendre un parti. Séduit par la spécieuse réponse que Claude avait fait à l'écrit de Nicole sur la perpétuité de l'Église catholique touchant l'Eucharistie, et qui avait été réimprimée jusqu'à sept fois, Turenne était retombé dans les plus pénibles perplexités, hésitant entre la religion protestante, en laquelle il avait cessé de croire, et la doctrine catholique, dont plusieurs points l'arrêtaient encore. A la paix d'Aix-la-Chapelle, il reprit ses études. Il lut les ouvrages du P. Louis de Grenade, qui lui plurent et le touchèrent infiniment. Quelques jours après sa conversion, des ministres calvinistes étant venus le visiter se mirent à examiner curieusement les livres qui se trouvaient sur son bureau, notamment un ouvrage en dix volumes dont les pages étaient chargées de notes, et dont ils comprirent que Turenne s'était occupé depuis peu. « Ce sont, leur dit-il, les œuvres du P. de Grenade; et je vous avouerai, Messieurs, qu'après la grâce de Dieu et les controverses nécessaires, rien n'a plus contribué à mon changement que ces livres de morale, desquels vous n'avez rien d'approchant parmi vous[1]. »

Gilbert de Choiseul, évêque de Comminges, et plus tard de Tournay, homme des plus instruits et d'une grande droiture; Félix Vialart de Herse, évêque de Châlons-sur-Marne, vénérable par ses vertus et sa charité; Mascaron, dont Turenne appréciait le talent et lisait les discours, eurent de fréquents et utiles entretiens avec lui. Mais c'est à l'*Exposition de la foi catholique* que revient l'honneur de la conversion de Turenne. C'est de cet ouvrage que Turenne disait : « Ce livre m'a fait voir la lumière[2]. »

« Dans un entretien ménagé par Mme de Longueville, l'amie de Turenne, et qui eut lieu chez elle sans témoins, Bossuet, à qui Turenne indiquait dans la religion catholique plusieurs points qui l'arrêtaient encore, ne put se défendre en l'écoutant d'un vif mouvement de joie; l'*Exposition,* qu'il préparait en ce moment même, offrant pour ces difficultés, si bien connues du docteur, des solutions lumineuses, décisives, qui devaient ramener à la foi, à l'insu les uns des autres, le marquis de Courcillon-Dangeau, le grand Turenne et le comte de Lorges, son neveu[3]. »

« Le livre de l'*Exposition,* l'un des plus courts traités que Bossuet ait écrits, a été l'un des plus utiles par sa clarté, la justesse des raisonnements et le mouvement général qu'il imprima aux esprits. C'est un écrit très court et très précis, n'offrant que la déclaration claire et exacte des principes de l'Église catholique sur les questions de controverse agitées depuis le XVIe siècle. Bossuet les sépara avec une attention

[1] Le P. Bordes, de l'Oratoire.
[2] Basnage.
[3] Floquet.

scrupuleuse de toutes les opinions particulières des théologiens et de tout ce que la crédulité, ou une piété peu éclairée, avaient cru pouvoir y ajouter. Il ne voulut demander à la fois que ce que l'Église enseigne comme de foi; et ce fut en s'attachant à la doctrine du concile de Trente, et en la présentant dans toute sa vérité, qu'il osa entreprendre de lui réconcilier ses adversaires les plus déclarés[1]. »

« En ce moment (1668), Nicole, pour détruire l'effet considérable produit par la *Réponse* de Claude, préparait en secret un grand ouvrage, la *Perpétuité défendue,* qui parut sous le nom d'Arnaud. Bossuet, invité à examiner le manuscrit du tome premier, le communiqua à Turenne. « La grande perpétuité acheva de le persuader[2], » et, dans quelques entretiens, Antoine Arnaud et Nicole levèrent les derniers doutes qui pouvaient rester dans son esprit. Turenne, selon le vœu de Bossuet, « s'était laissé vaincre. »

« Aussitôt qu'il eut pris et fixé sa résolution, raconte Frémont-d'Ablancourt, il se rendit (le 21 octobre 1668) à Saint-Germain, où était la cour. Il dit au roi, qui était à table, qu'il avait un mot à lui dire, dont il suppliait Sa Majesté de ne point parler : « C'est, Sire, que « je veux changer de religion. — Ah ! que je suis aise ! » dit le roi en lui tendant les bras pour l'embrasser; mais, le vicomte de Turenne se retirant un peu, le roi se souvint qu'il venait de le prier de n'en rien témoigner. Ainsi il se retint et lui dit, après l'avoir fait entrer dans son cabinet, que le pape aurait bien de la joie de cette nouvelle, et qu'il voulait tout à l'heure lui dépêcher un courrier pour lui en faire part. « Ah ! Sire, dit Turenne, je supplie Votre Majesté de n'en rien « faire; car, si je croyais que cette action dût m'attirer les gants qu'elle « tient, je ne la ferais pas. »

Le 23 octobre, Turenne se rendit à l'archevêché, où l'abjuration se fit entre les mains de Péréfixe, archevêque de Paris, sans autres témoins que l'abbé duc d'Albret et un laïque très intime ami et voisin de Turenne, qui l'aimait et estimait beaucoup, et le fit son exécuteur testamentaire, Louis Boucherat, depuis chancelier de France.

« Quelques jours après que le vicomte de Turenne eut fait son apparition à l'archevêché, dit Frémont d'Ablancourt, le roi lui demanda s'il n'avait pas un confesseur, et que s'il n'en avait pas il voulait bien lui en donner un, ou du moins le prier de n'en pas prendre un dans une communauté. Turenne fit venir Pertuis de Courtray à Paris pour avoir son avis. » Pertuis, capitaine des gardes de Turenne, son ami et son conseil, était un homme de la bravoure la plus distinguée et de la fidélité la plus rare; « et comme celui-ci lui en eut proposé deux, l'un

[1] Le cardinal de Bausset, *Histoire de Bossuet.*
[2] *Journal d'Olivier d'Ormesson.*

fort indulgent et l'autre fort sévère : « Voyons-les tous les deux, » dit-il; et, montant dans un carrosse de louage, sans valets de livrée, ils furent à la Doctrine chrétienne, rue des Fossés-Saint-Victor, où le vicomte, sans être connu, entretint trois ou quatre heures le père Charles, dont il fut très content. L'après-dîner, ils furent en même équipage à Saint-Gervais, où le curé les attendait, qui connut d'abord le vicomte de Turenne, et lui parla tellement à son gré, qu'il le prit pour son confesseur. Il se nommait M. Feu. »

La conversion de Turenne a été interprétée de diverses manières, et, comme toujours, les interprétations malveillantes dominèrent pendant un certain temps. On chercha dans de vils calculs l'explication d'une abjuration qui n'était qu'un acte de conscience libre et mûrement réfléchi.

« M. le maréchal de Turenne s'est enfin converti, écrivait Guy Patin (2 novembre 1668); il a abjuré son hérésie entre les mains de Mgr l'archevêque de Paris. On dit qu'il deviendra connétable. C'est un excellent homme, et qui est aimé de tout le monde. »

L'épée de connétable, ce fut le bruit qui eut le plus de cours après sa conversion; nous savons ce qu'il faut en penser.

Suivant une autre version, due à un auteur protestant, et qui n'est digne d'aucune confiance[1], Turenne aurait « fait le saut périlleux » pour arriver au trône de Pologne. Cette hypothèse ne mérite même pas d'être discutée.

Selon Voltaire[2], « aucun protestant, et même aucun philosophe, ne pensa que la persuasion seule eût fait ce changement. » Cependant il est embarrassé et il ajoute : « Il était possible aussi que cette conversion fût sincère. Le cœur humain rassemble souvent la politique, l'ambition, les faiblesses de l'amour, les sentiments de la religion. Il était très vraisemblable que Turenne ne quittât la religion de ses pères que par politique; mais les catholiques, qui triomphèrent de ce changement, ne voulurent pas croire l'âme de Turenne capable de feindre. »

Selon les frères Haag, qui ont adopté l'opinion la plus généralement répandue, c'est à la crainte d'une disgrâce qu'il faut attribuer le changement de religion de Turenne. « En 1667, disent-ils, Louis XIV, mécontent de son obstination dans l'hérésie, et disposé, par son mécontentement même, à prêter une oreille complaisante aux insinuations calomnieuses de ses ministres contre le plus grand de ses généraux, non seulement ne le mit point à la tête de l'armée destinée à envahir la Franche-Comté, mais lui fit un mystère de cette entreprise, dont il confia la conduite à Condé. Turenne sentit que pour raffermir son

[1] Saudras des Courtilz.
[2] *Siècle de Louis XIV.*

crédit chancelant il devait donner satisfaction à son maître; il abjura donc. Voltaire est allé trop loin en attribuant sa conversion uniquement à des vues de fortune; mais tout homme de bonne foi avouera avec Sismondi que la faveur du monarque n'eut pas moins de poids à ses yeux que les arguments du célèbre évêque de Meaux... »

De nos jours, un historien a trouvé une nouvelle raison. Si Turenne s'est converti, c'est qu'il éprouvait le besoin de commander une armée d'invasion que Louis XIV pouvait bien se décider à envoyer en Angleterre pour y rétablir la religion catholique.

« Turenne, dit M. Michelet n'aurait pu, en restant protestant, mener la nouvelle *Armada*. Il ne perdit pas un moment pour se faire catholique; il s'instruisit, lut le livre écrit à propos par Bossuet, l'*Exposition de la foi*, ouvrage peu agréable à Rome, mais, sous sa forme hautaine, bien combiné pour baisser la barrière, jeter un pont d'où passerait Turenne sur le rivage britannique.

« Donc, ce bonhomme étudie à Paris, et son ancien lieutenant, le duc d'York, étudie, de son côté, à Londres. Heureux coups de la grâce! tous deux sont éclairés, convertis. L'effet fut immense. Turenne était si froid, si sage, si pesamment judicieux, que sa conversion sembla un arrêt du bon sens. En France, on dit partout que personne n'oserait rester protestant sans se couvrir de ridicule. »

C'est donc pour « jeter un pont d'où il passerait sur le rivage britannique », afin de diriger une expédition qui n'eut jamais lieu, que Turenne s'est fait catholique. Il faut avouer que « ce bonhomme », si l'épithète peut s'appliquer à Turenne, avait choisi là un bien singulier motif.

« Ceux qui ont connu M. de Turenne, dit Saint-Évremond, n'ont attribué son changement de religion ni à l'ambition, ni à l'intérêt; voilà la vérité. »

« Qu'a gagné M. de Turenne en se faisant catholique? écrivait Antoine Arnaud. Ne commandait-il pas les armées du roi étant encore huguenot? Qu'a-t-il eu depuis qu'il n'eût pas alors? On sait, au contraire, qu'il est mort pauvre. »

« La conversion de M. de Turenne, écrivait Bussy-Rabutin, qui avait poursuivi longtemps le maréchal de ses sarcasmes et de sa haine, lui fait d'autant plus d'honneur, et à l'Église, qu'elle ne peut être soupçonnée d'aucun intérêt humain; la vérité de notre religion en a toute la gloire. » (12 novembre 1668.)

Bien plus, au point de vue humain, il ne pouvait, suivant l'abbé de Choisy, que perdre à son abjuration. « Demeurant huguenot, il se voyait à la tête d'un parti, autrefois puissant, qui ferait les derniers efforts pour le soutenir jusqu'à la fin; au lieu qu'abjurant, il s'allait confondre par là dans la foule des courtisans, avec qui on n'a rien à ménager, parce qu'on n'en a plus à craindre. »

« Cette conversion, si sincère, parut à tous comme un baptême[1]. » « Elle ravit et édifia tout le monde[2]. » On en remercia Dieu solennellement dans toutes les églises. La cour de Rome se réjouit du retour du grand capitaine.

La conversion de Turenne, qui ne lui procura aucun avantage temporel, devait profiter à son neveu, l'abbé duc d'Albret, Emmanuel-Théodose de la Tour d'Auvergne. Ce jeune ambitieux, que ses examinateurs en Sorbonne avaient comblé des éloges les plus outrés sur « les talents surnaturels, l'érudition, l'éloquence » dont il avait fait preuve dans chacun de ses examens, fut reçu docteur le 28 février 1664[3]. Pourvu à seize ans de l'abbaye de Tournus, à vingt-trois, de celle de Saint-Ouen, de Rouen, il aspirait à l'archevêché de Reims ou à celui de Paris. Louvois, ayant réussi à faire nommer l'abbé le Tellier, son frère, coadjuteur du vieux cardinal Barberin, archevêque de Reims, avec succession assurée, Turenne demanda au roi la coadjutorerie de Paris pour le duc d'Albret. Le roi, qui se souvenait des guerres civiles et des embarras que le cardinal de Retz lui avait causés, ne voulut point mettre dans une place de cette importance un homme si jeune et d'une si grande naissance. Il s'en tira par des promesses magnifiques pour toute autre chose. L'archevêque de Paris, Hardouin de Beaumont Péréfixe, demanda lui-même au roi le duc d'Albret pour coadjuteur. Il ne fut pas plus heureux que Turenne. Louis XIV refusa; mais il adoucit également son refus en laissant entrevoir son désir d'accorder plus tard à l'abbé duc d'Albret « une dignité ecclésiastique sans charge d'âmes[4] ». M. de Turenne lui demanda alors le cardinalat, que le roi lui promit de solliciter à Rome, à condition que la chose demeurerait secrète. « M. de Turenne, si fier dans un combat, était fort timide dans le cabinet; il avait eu besoin de toute la vivacité du duc d'Albret pour se résoudre à demander au roi ce qu'il obtint à la première parole[5]. »

Louis XIV sollicita donc pour le duc d'Albret le chapeau de cardinal. L'abjuration de Turenne, seule occasion de cette demande, était aussi la seule raison alléguée par le roi et ses ministres auprès du pape Clément IX. Louis XIV, dans la lettre qu'il écrivit au pape le 31 janvier 1669, faisait valoir « le fruit que produirait dans le public l'exemple de ce nouveau converti ».

« Le pape et ses conseils se prirent à penser que Turenne, un homme si illustre dans le monde entier, étant celui dont l'action avait réjoui l'Église, était aussi celui-là seul à qui en devait être tenu le gré, et à

[1] Mme de Sévigné, 16 août 1675.
[2] Lettre de Mlle d'Armentières à Bussy-Rabutin, 6 novembre 1668.
[3] *Journal d'Olivier d'Ormesson.*
[4] *Mémoires de Saint-Simon.*
[5] *Mémoires de l'abbé de Choisy.*

qui en appartenait la récompense. Veuf depuis trois ans, doué d'un transcendant mérite, d'un caractère élevé, auquel rendait hommage l'Europe tout entière, grave d'ailleurs, studieux, appliqué, résolu (on ne l'ignorait pas) à finir sa vie dans une pieuse retraite, ce chapeau rouge, demandé pour le neveu, Rome sérieusement l'avait fait offrir à l'oncle[1]. »

Turenne refusa.

Louis XIV insista auprès du pape, lui écrivit de sa main, et finit par obtenir de Clément IX, le 5 août 1669, le chapeau de cardinal pour le duc d'Albret.

Cette nomination souleva de vifs mécontentements, et opéra chez le jeune cardinal un phénomène extraordinaire. Dès ce moment, et pendant tout le reste de sa vie, il fit tout son possible pour se persuader à lui-même, et pour faire croire aux autres qu'il était bien l'auteur de la conversion de son oncle, et que le chapeau qui lui avait été donné n'était que la juste rémunération du service qu'il avait rendu à l'Église en préparant l'abjuration de ce grand homme. Cette prétention, comme on l'a vu, ne reposait sur rien de sérieux. Très jeune et d'une capacité fort ordinaire, malgré les éloges dont l'avaient accablé ses examinateurs de Sorbonne, il n'avait pas et ne pouvait avoir d'influence sur son oncle. A la mort de son oncle, tout fut mis en usage pour attribuer sa conversion au jeune cardinal, à « l'enfant rouge », comme on l'appela quelque temps[2]. Les orateurs qui devaient prononcer l'éloge de son oncle furent sollicités de lui faire honneur de sa conversion. A Évreux, le théologal (Lebatelier d'Aviron) récita la leçon qu'on lui avait apprise. Bossuet officiait le jour où Mascaron prononça l'oraison funèbre de Turenne. Celui auquel, après Dieu, était due la conversion que célébrait le panégyriste, était assis en face de la chaire, et Mascaron ne trouva pas un mot pour lui.

Le cardinal d'Albret, poursuivant le plan qu'il s'était tracé, influença Baluze dans son Histoire généalogique de la maison d'Auvergne et Raguenet dans son histoire du vicomte de Turenne, et voulut fausser l'histoire; il n'est que juste de déterminer la part très limitée, sinon absolument nulle, qu'il eut dans la conversion de son oncle.

Turenne était d'une taille moyenne et d'apparence assez vulgaire; rien dans son extérieur ne révélait le grand homme. Sa physionomie était commune et peu sympathique. Il avait la tête grosse, le nez fort, les lèvres épaisses, les yeux grands et pleins de feu, mais enfoncés dans leurs orbites, et ombragés par des sourcils épais et très rapprochés, qui donnaient à son visage quelque chose de dur, de sombre, de

[1] Floquet.
[2] *Curiosités historiques ou Recueil de pièces utiles à l'histoire de France*, t. II, p. 140.

« mauvais » même, s'il faut en croire Mme de Maintenon, effet qu'augmentaient encore ses longs cheveux, qui lui couvraient presque le front. Ses épaules, larges et puissantes, qu'il avait l'habitude de hausser de temps en temps en parlant, dénotaient une grande vigueur de corps, qu'il conserva jusqu'à la fin de sa vie, grâce à une extrême sobriété. Il mangeait peu, et ses repas étaient fort courts.

Son esprit était naturellement irrésolu. Quand il fallait donner son avis dans un conseil, il concluait rarement. Dans les affaires ordinaires il pesait longuement, sans se décider, le pour et le contre ; dans les affaires graves et urgentes, au contraire, impassible, impénétrable, il s'absorbait dans ses réflexions, ne parlait que très peu et supportait difficilement qu'on lui parlât ; mais il prenait son parti rapidement et avec une détermination étonnante chez lui. En général, il voyait mieux la fin qu'on devait se proposer que les moyens qu'il fallait prendre pour y parvenir, et, toujours prêt à profiter des moindres occasions que lui offrirait la fortune, il attendait les circonstances pour se décider; aussi ceux qui servaient sous lui se plaignaient-ils de ne connaître presque jamais ses desseins que dans le moment qu'il fallait agir. Sa contenance, souvent embarrassée, sa démarche et toutes ses manières étaient celles d'un homme modeste, timide même, plus à son aise dans un camp que dans un salon ou à la cour. Il était très simple de mœurs, ennemi du luxe et de l'apparat. Une des plus grandes qualités de Turenne était le mépris des richesses. « Il ne connaissait aucune sorte d'intérêt, ni dans les grandes ni dans les petites choses. Il ne savait pas s'il manquait d'argent ou s'il en avait[1]. » Cadet de famille, et n'ayant eu dans sa jeunesse que des ressources assez limitées, il s'était habitué, ce qui d'ailleurs était conforme à ses goûts et à sa nature, à une vie des plus modestes. Il était extrêmement économe; mais il était loin d'être avare ou cupide. Son désintéressement et sa généreuse libéralité l'empêchèrent, malgré les fonctions importantes qu'il exerça, d'acquérir jamais de grandes richesses ; sa charge de colonel général de la cavalerie de France ne lui valait que sept mille deux cents livres par an, comme le prouve une quittance de ladite somme, signée de la main de Turenne, pour son traitement de l'année 1660. Aussi le roi pourvoyait-il d'habitude, au début de chaque guerre, aux frais de son entrée en campagne.

En 1667, il reçut du roi trente mille livres en louis d'or et d'argent « pour se mettre en équipage et vaquer à son service[2] ».

M. le président de Lamoignon, dans le discours qu'il prononça à la

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de Mme de Maintenon,* par la Baumelle. — Mme de Maintenon, ayant lu les *Mémoires du cardinal de Retz,* dicta à Mlle d'Aumale un remarquable portrait de Turenne, qui a été retrouvé dans ses papiers, et auquel nous avons emprunté plusieurs traits.

[2] Quittance donnée par Turenne; l'original est à la bibliothèque nationale.

rentrée du parlement en 1675, fit l'éloge de Turenne. Après l'avoir comparé à Scipion, il ajoute : « Ce vainqueur de Carthage et de Numance, qui avait enrichi Rome des dépouilles de l'Afrique, n'augmenta ni ne diminua son patrimoine, et ne laissa chez lui en mourant que trente-trois marcs d'argent et deux marcs d'or. Le grand homme dont nous parlons n'a laissé précisément que la même somme en argent comptant. »

En effet, on trouva à sa mort une somme de cinq cents livres dans sa cassette. Sa fortune était modeste pour un homme de son rang.

« Il avait quarante mille livres de rente en partage, et M. Boucherat a trouvé que, toutes ses dettes et ses legs payés, il ne lui restait que dix mille livres de rente. C'est deux cent mille francs pour tous ses héritiers, pourvu que la chicane n'y mette pas le nez. Voilà comment il s'est enrichi en cinquante années de service[1]... »

Les calculs de M[me] de Sévigné n'étaient pas absolument exacts. Nous avons le testament de Turenne. Cet acte, qui n'est pas daté, mais qui a dû précéder de peu sa mort, contient des renseignements très précis sur sa situation. Ses legs en argent sont considérables ; ils s'élèvent à cent quatre-vingt-treize mille livres : « cinquante mille livres aux pauvres qui se convertiront à Sedan et dans les terres qui en dépendent, lequel fonds sera employé en rentes, et après distribué aux pauvres, ou bien il sera pris une somme pour aider chaque particulier; le tout est remis à la discrétion des exécuteurs testamentaires. » Cette somme fut consacrée à la fondation de l'hospice de la Miséricorde, situé au faubourg de la Cassine[2]. Vingt mille livres aux pauvres qui se convertiront à Negrepelisse ; vingt mille livres aux pauvres qui se convertiront à Castillon; cinquante mille livres à son secrétaire du Han. Suivent plusieurs libéralités de moindre importance pour ses gens.

[1] M[me] de Sévigné, lettre à M[me] de Grignan, 28 août 1675.

[2] Ce qui restait dû sur cette somme fut converti, d'après un acte du 11 avril 1697, en une rente annuelle et perpétuelle de 1250 livres.

Sur une table de marbre noir, à gauche de la chapelle de l'hospice, on lit l'inscription suivante, en lettres d'or, avec les armes de Turenne :

HOSPITIUM DOTAVIT ET AUXIT ANNO 1697.
HOC MARMOR POSUIT GRATITUDO SEDANENSIUM
SUB APPROBATIONE MAGNI IMPERATORIS, ANNO 1810.

Au-dessus de l'entrée principale de l'hospice on lit l'inscription suivante :

PAVILLON DE TURENNE
HOSPITIUM MISERICORDIÆ HENRICO VICE COMITE TURENNIS FUNDATUM ET AUCTUM,
ANNO 1697;
NEC NON ILLUSTRISSIMI VIRI SAVARY, DUCIS ROVIGIENSIS,
MUNIFICENTIA RESTAURATUM ET AUCTUM,
ANNO 1810.

Au lieu du mot HENRICO il y avait autrefois dans cette inscription les deux mots SERENISSIMO PRINCIPE.

Sa fortune consistait en argent, en rentes, en biens-fonds : le domaine de Civray, les terres d'Oliergues, Castillon et Negrepelisse, deux maisons à Paris, et dans le revenu des aides d'Auxerre et de Vézelay. Il stipule que les legs devront être prélevés et ses dettes payées sur les aides d'Auxerre et de Vézelay, sur ses maisons de Paris, sur le domaine de Civray et sur ses meubles ; « ce qui, dit-il, sera plus que suffisant pour les payer, suivant le calcul exact que j'en ai fait ; et même il me reste, de ce que j'ai dit ci-dessus, deux cent cinquante-deux mille livres. »

« Turenne laissa en mourant beaucoup moins de bien qu'il n'en avait reçu de sa maison, quoiqu'il eût commandé les armées du roi pendant plus de trente ans, et qu'il eût vécu dans un siècle fécond en grandes fortunes. Quelques-uns de ses amis, s'entretenant avec lui de ces fortunes rapides et immenses, lui faisaient à cette occasion des railleries obligeantes et flatteuses. « Je n'ai jamais pu comprendre, leur dit-il, le « plaisir qu'on peut trouver à garder des coffres remplis d'or et d'ar- « gent. S'il me restait à la fin de l'année des sommes considérables, « j'en aurais mal au cœur, comme si, au sortir de table, on me servait « un grand repas [1]. »

Pendant une de ses campagnes en Allemagne, les habitants d'une ville riche et importante envoyèrent des députés lui porter cent mille écus, à la condition qu'il voudrait bien se détourner de sa route et ne pas faire passer ses troupes par chez eux. Turenne renvoya les députés avec leur argent, et se borna à répondre qu'il n'avait pas à se détourner de sa route, parce que leur ville ne se trouvait pas sur le chemin qu'il avait dessein de suivre.

De pareils traits abondent dans sa vie ; mais il ne se contentait pas d'apporter le désintéressement le plus complet dans l'exercice de ses fonctions ; il donnait libéralement, et sans que sa main gauche sût ce que donnait la droite.

A la fin de juillet 1674, la dysenterie s'étant mise dans son armée, il ne se passa point de jour qu'il ne visitât les malades, et il subvenait autant qu'il le pouvait à leurs besoins. Dans ces occasions, lorsque l'argent lui manquait, pour ne pas refuser, il empruntait au premier officier qu'il rencontrait, en le priant de se faire payer par son intendant. Celui-ci, soupçonnant que l'on exigeait quelquefois plus qu'on n'avait prêté à son maître, lui représenta qu'il fallait à l'avenir donner des billets de ce qu'il emprunterait. « Non, non, dit le vicomte, donnez tout ce qu'on vous demandera ; il n'est pas possible qu'un officier aille vous redemander une somme qu'il n'a point prêtée, à moins qu'il ne soit dans un extrême besoin, et dans ce cas il est juste de l'assister. »

[1] *Mémoires de Langlade.*

Sa charité s'exerçait souvent d'une manière délicate et obligeante. En 1674, au camp de Dettviller, un gentilhomme de l'arrière-ban avait un cheval si vieux et si usé, qu'il pouvait à peine faire son service, et il était si pauvre, qu'il ne pouvait en acheter un autre. Turenne ayant appris sa situation, l'arrêta un jour qu'il le rencontra, et feignit d'admirer sa monture, à laquelle il prêta des qualités imaginaires. Il soutint qu'avec un peu de repos on en ferait une bête excellente et douce d'allure, ce à quoi il tenait beaucoup, disait-il, et finit par exprimer le désir de l'avoir. Le gentilhomme y consentit volontiers et l'échangea contre un des meilleurs chevaux de l'écurie du maréchal en s'applaudissant fort de son marché. Une autre fois il entendit un officier, qui avait eu ses deux chevaux tués dans une affaire, se plaindre de ne pouvoir en acheter de nouveaux; il lui donna à choisir deux des siens en lui recommandant bien de n'en parler à personne, de peur, lui dit-il, qu'il n'en vienne d'autres pour m'en demander, et en ajoutant qu'il n'avait pas le moyen d'en donner à tout le monde.

La simplicité de ses vêtements l'exposa quelquefois à des méprises dont il était le premier à rire.

Après sa conversion, il allait souvent entendre la messe à pied, de bon matin, et au sortir de l'église il se promenait seul sur le rempart. Un jour, dans sa promenade, il passa près d'une troupe d'artisans qui jouaient à la boule, et qui, sans le connaître, l'appelèrent pour juger un coup. Il prit sa canne, et, après avoir mesuré les distances, se prononça en faveur d'un des joueurs. Celui auquel sa décision faisait perdre la partie se mit à lui dire des injures; le maréchal sourit et se prépara à mesurer une seconde fois. A ce moment plusieurs officiers qui le cherchaient vinrent l'aborder; l'artisan demeura confus et lui demanda pardon. Le vicomte répondit simplement : « Mon ami, vous aviez tort de croire que je voulusse vous tromper. »

Son flegme était extraordinaire; dans les circonstances les plus imprévues, dans les surprises les plus brusques, il se possédait tout entier. Personne n'a poussé plus loin l'oubli ou le mépris des injures. Nous avons vu sa conduite vis-à-vis du maréchal d'Hocquincourt, à Bléneau. D'Hocquincourt et la Ferté, qui le jalousaient, s'efforçaient en vain, par des taquineries mesquines, de le faire sortir de son sang-froid; ils n'y parvenaient pas. Au siège d'Arras, son corps d'armée n'ayant point les outils nécessaires pour ouvrir la tranchée, il en envoya demander par un de ses lieutenants au maréchal de la Ferté. Celui-ci les refusa, et accompagna son refus de paroles fort désobligeantes pour Turenne, que l'aide de camp répéta au maréchal devant un groupe d'officiers. « Puisqu'il est si fort en colère, dit le maréchal, nous tâcherons de nous passer de ses outils. »

Une autre fois, il fit spirituellement rougir le même maréchal d'un autre accès de colère. La Ferté, en se promenant, rencontra un soldat

hors du camp. Le reconnaissant pour un des gardes de Turenne, il lui demanda brusquement ce qu'il faisait là, et, sans attendre sa réponse, il lui donna une volée de coups de canne. Le soldat vint se plaindre à Turenne des mauvais traitements de la Ferté, en lui disant que s'il n'avait pas eu l'honneur de lui appartenir, pareille chose ne lui serait pas arrivée. Après avoir réfléchi un instant, Turenne fit venir le lieutenant de ses gardes, lui ordonna de conduire à la Ferté le soldat qu'il avait si bien battu, et de dire à son collègue que cet homme devait avoir des torts bien graves envers lui, puisqu'il l'avait obligé à le traiter si durement, ajoutant qu'il le lui envoyait pour savoir s'il n'y aurait pas moyen de lui infliger une sévère punition militaire. La Ferté renvoya le soldat en s'écriant avec un juron : « Cet homme sera donc toujours sage, et moi toujours fou. » Quelques officiers de l'entourage de Turenne s'étant, à ce sujet, exprimés assez vertement sur le compte de la Ferté, le maréchal les fit taire en leur rappelant le respect qu'ils devaient à un maréchal de France.

Turenne allait quelquefois au spectacle, mais rarement; de mauvaises langues ont prétendu qu'il n'aimait pas beaucoup à payer sa place. Un jour, il se trouva dans une loge avec quelques provinciaux qui, ne le connaissant pas, voulurent l'obliger à leur céder le premier rang. Comme il le refusa, l'un d'eux eut l'impertinence de jeter son chapeau et ses gants sur le théâtre. Sans s'émouvoir, Turenne pria un jeune seigneur de la première qualité de les lui ramasser. Ceux qui l'avaient insulté s'étonnèrent, et, s'étant enquis de son nom, voulurent se retirer quand ils surent à qui ils avaient affaire; mais il les retint avec bonté, et leur dit tranquillement qu'en se serrant un peu il y aurait place pour tout le monde.

Son carrosse s'étant trouvé arrêté, un jour, dans les rues de Paris par un embarras de voitures, un jeune homme qui ne le connaissait pas, et dont le carrosse suivait le sien, mit pied à terre et vint donner des coups de canne au cocher de Turenne, qui n'allait pas assez vite à son gré. Un marchand, qui avait reconnu le maréchal, sortit de sa boutique en criant : « Comment! on maltraite ainsi les gens de M. de Turenne! » Le jeune homme, confus, vint à la portière du carrosse du maréchal lui faire ses excuses. Turenne le reçut avec courtoisie et se borna à lui dire ironiquement, en le congédiant : « Vous vous entendez fort bien à châtier mes gens, Monsieur; quand ils feront des sottises, ce qui leur arrive fort souvent, je vous les enverrai. »

Il était bon et indulgent pour ses domestiques. Un matin, dans son hôtel, un de ses gens entre dans une pièce, et voit accoudé à une fenêtre et prenant le frais un homme qu'il croit reconnaître pour un de ses camarades. Il s'approche sur la pointe du pied, et, d'une main qui n'était pas légère, lui applique un grand coup sur les fesses. L'homme se détourne, c'est Turenne. Le domestique atterré, se jette

à genoux en s'écriant : « Pardon, Monseigneur, j'ai cru que c'était Georges. — Et quand c'eût été Georges, répondit Turenne, il ne fallait pas frapper si fort. »

Ses gens abusaient parfois de sa bonté. A la fin de la guerre de Flandre, en 1658, Hasset et du Han, ses secrétaires, lui firent signer un certain nombre de laissez-passer avec le nom en blanc et trafiquèrent de ces permis. « ... Il n'est pas croyable les plaintes que j'ai d'eux, écrit Turenne à sa femme le 23 novembre, ayant signé assez librement les passeports, et, comme ils prennent partout sans mesure, l'intérêt n'a pas de bornes... J'ai appris comme l'on a donné des passeports où le nom n'était pas, disant qu'on les allait remplir; ils s'offraient dans les villes ennemies au plus offrant. J'ai chassé Hasset, et dirai à du Han que, s'il continue, je ne pourrai pas le garder; il changera assurément son procédé. »

Il revint d'ailleurs sur sa décision. « M. Brevin m'a parlé de Hasset, et je l'ai gardé, mais j'y prendrai garde, » écrit-il quelques jours après à sa femme. Un de ses gens étant allé, à son insu, mais comme s'il venait de sa part, demander un emploi à Colbert; le ministre, ravi de trouver une occasion d'être agréable au maréchal, signa aussitôt la nomination et s'empressa d'aller lui porter lui-même la commission, afin que Turenne pût la remettre à l'intéressé. Turenne ne laissa rien paraître de sa surprise, remercia vivement Colbert, et, après son départ, fit appeler le domestique en lui demandant ce que signifiait l'abus qu'il avait fait de son nom. Le pauvre homme se jeta à ses pieds en lui demandant pardon, et lui expliqua que, chargé de famille, il ne pouvait suffire à ses besoins avec ses gages. « Pourquoi ne m'avez-vous pas dit cela? reprit Turenne; je suis très content de vos services, et j'aurais été heureux de vous aider. » Il lui remit sa commission et lui fit donner une somme assez ronde pour lui permettre de s'installer convenablement dans ses nouvelles fonctions.

Il en agissait quelquefois de même avec ses officiers.

En 1656, pendant que Turenne était campé près de Lens, il chargea le comte de Grandpré, depuis maréchal de Joyeuse, d'escorter avec quelques escadrons un convoi qui venait d'Arras. Le jeune comte, retenu par le plaisir, laissa partir le convoi sous les ordres du major de son régiment, espérant le rejoindre avant qu'il arrivât au camp. Un parti espagnol rencontra l'escorte et l'attaqua; mais il fut repoussé et défait par le major, qui amena heureusement le convoi à Lens. Turenne, ayant appris la faute de Grandpré, et sachant qu'elle le perdrait si elle était connue à la cour, dit aux officiers qui l'environnaient : « Le comte de Grandpré sera fâché contre moi à cause d'une commission secrète que je lui ai donnée, et qui l'a arrêté à Arras dans un temps où il aurait eu l'occasion de montrer sa valeur. » Le comte, à son retour, fut informé de tout ce qui s'était passé; il courut trouver Turenne, le

remercia et lui demanda pardon. Le maréchal lui parla alors avec une sévérité paternelle. Ses remontrances firent un tel effet sur l'esprit de ce jeune gentilhomme, qu'il se signala par de belles actions pendant le reste de la campagne, et devint un officier distingué[1].

Pour prouver la fidélité de Turenne à sa parole, Ramsay raconte qu'il tomba une nuit entre les mains d'une troupe de voleurs qui arrêtèrent son carrosse. Sur la promesse qu'il leur fit d'une somme de cent louis d'or pour conserver une bague d'un prix beaucoup moindre, ils la lui laissèrent, et l'un d'eux osa bien aller le lendemain chez lui, au milieu d'une grande compagnie, lui demander l'exécution de sa parole. Le vicomte lui fit donner l'argent, et, avant de raconter l'aventure, laissa au voleur le temps de s'éloigner, en ajoutant qu'il fallait garder inviolablement ses promesses, et qu'un honnête homme ne devait jamais manquer à sa parole, quoique donnée à des fripons même. On conte la même aventure du maréchal de Créqui. Elle n'est peut-être pas plus vraie de l'un que de l'autre; mais cette anecdote est si connue, que nous avons cru devoir la rapporter.

Il était d'une grande bravoure, et cependant son courage fut mis en doute par Condé, par Bussy, qui le traite de « circonspect »; quelquefois même par les soldats, comme le prouve l'anecdote suivante. Un jour qu'il se promenait au quartier général, il entendit deux soldats parler de lui dans une tente où ils buvaient. L'un disait que le vicomte eût été un parfait général s'il avait eu autant de bravoure que de prudence. Quelques jours après il fallait reconnaître une place; Turenne fit appeler ce soldat, dont il avait demandé le nom, et, sans lui dire autre chose, sinon qu'il eût à l'accompagner, il le mena au petit pas, au milieu d'une grêle de balles, jusqu'au bord du fossé de la place assiégée. Le soldat avait la peur peinte sur le visage. Quand Turenne eut examiné tout à loisir les défenses de la place, il revint tranquillement et congédia le soldat en lui disant: « Retourne boire avec tes camarades, mais à l'avenir ne parle pas mal d'un homme qui est au moins aussi brave que toi. »

Cette fausse opinion sur la valeur de Turenne provenait uniquement de la nature de son courage. Un trait le peint au vif. On raconte qu'un jour, voyant un enfant passer derrière un cheval de façon à pouvoir être estropié par une ruade, il l'appela et lui dit: « Mon bel enfant, ne passez jamais derrière un cheval sans laisser entre lui et vous l'intervalle nécessaire pour que vous ne puissiez en être blessé. Je vous promets que cela ne vous fera pas faire une demi-lieue de plus dans le cours de votre vie entière, et souvenez-vous que c'est M. de Turenne qui vous l'a dit. »

[1] Ramsay, p. 348.

Tout le caractère de Turenne est dans ce conseil. Jamais il n'a reculé devant un danger; il savait toutefois que la guerre ne consiste pas à se faire tuer, mais à tuer les autres. Il s'exposait sans hésiter quand il le fallait; mais il ne jugeait nullement nécessaire de courir au-devant d'une mort inutile. Son sang-froid, le calme qui faisait le fond de son caractère, l'empêchaient de paraître brave aux yeux de l'impétueuse et folle jeunesse française, qui, dans tous les temps, confondant le courage avec la témérité, a toujours volé sans réflexion au-devant du danger. Que de désastres dans notre histoire nationale se fussent changés en triomphes, si, au lieu de cette ardeur inconsidérée, notre noblesse eût possédé un peu de ce courage froid, réfléchi, patient et tenace!

« Il prenait des aversions dont il ne revenait pas facilement, et d'ordinaire il les prenait sur l'air et sur les manières des personnes, plus que sur les personnes mêmes; par exemple, quelque brave que fût un homme, il ne le pouvait souffrir s'il usait à la guerre de quelque précaution extraordinaire contre les injures du temps. Pour ceux qu'il méprisait entièrement, de quelque qualité qu'ils pussent être, ce n'était qu'avec une extrême peine qu'il se réduisait à leur parler et à garder avec eux les bienséances nécessaires; et le moyen le plus assuré pour attirer son mépris était d'être fanfaron et de parler trop facilement de soi-même[1]. »

Puységur, Bussy-Rabutin et quelques autres officiers distingués ont eu à se plaindre de lui sous ce rapport.

« Je n'ai jamais pu concevoir, dit Puységur dans ses mémoires, d'où pouvait provenir cette grande aversion que M. de Turenne avait conçue pour moi; car je puis dire que je le croyais mon meilleur ami. Quand il logeait dans le quartier général, il venait coucher dans mon logis, dînait et soupait avec moi, ne voulant point manger chez les généraux. Depuis lors, qu'il était à l'armée ou qu'il en revenait, il me faisait toujours l'honneur de venir loger chez moi; en un mot, je faisais fond sur son amitié. J'attribue donc tout ce malheur à l'affaire de Valenciennes, où j'avais dit franchement les choses comme elles étaient, et en ce qu'étant devenu colonel de cavalerie il la voulait mettre en un fort haut point, ce qu'il ne pouvait pas faire sans abaisser l'infanterie, qu'il prétendait faire obéir à toute la cavalerie, jusques à un simple capitaine de dragons, qu'il voulait faire commander dans une place où le régiment de la marine était. Ce fut à Furnes que la chose arriva, et ce fut un nommé Clodoré qui refusa d'obéir. Il le fit arrêter et le fut six semaines durant; et quand il parlait aux officiers d'infanterie pour obéir à ceux de la cavalerie, ils lui disaient qu'ils ne devaient pas le faire, et que M. de Puységur leur avait dit qu'ils ne le fissent pas, et cela le fâchait. »

Le comte de Gramont poursuivit Turenne de ses sarcasmes et de ses

[1] Histoire manuscrite de Turenne. — Papiers de Fleury.

plaisanteries. Le jour même où le marquis d'Humières venait d'être fait maréchal de France à la sollicitation de Turenne, qui ne put résister aux charmes et à l'esprit de la marquise son épouse, Louis XIV rencontrant le comte de Gramont, lui dit : « Savez-vous qui je viens de faire maréchal? — Oui, Sire, répondit-il, c'est Mme d'Humières. » Louis XIV, qui n'aimait pas beaucoup la raillerie, surtout quand elle s'exerçait sur ses actes, invita le malencontreux plaisant à se retirer dans ses terres.

L'antipathie réciproque de Bussy et de Turenne paraît s'être manifestée de bonne heure. Ces deux caractères opposés ne pouvaient se convenir. Esprit merveilleux, mordant, médisant jusqu'à l'excès, Bussy se fit redouter de Turenne, que sa timidité et sa difficulté d'élocution mettaient mal à son aise vis-à-vis de son lieutenant. D'une valeur brillante et inconsidérée, Bussy comprenait peu le flegme du maréchal, et semblait mettre en doute son courage personnel. Il y avait entre eux un échange continuel de mauvais procédés. « Le maréchal de Turenne, dit Bussy, me faisait de temps en temps des injustices assez grandes pour m'obliger à n'être pas content de lui, mais pas assez pour m'en plaindre, et d'autant plus qu'elles avaient toujours quelque côté par où il les pouvait défendre. Quand il ne me donnait pas des emplois comme lieutenant général, il pouvait dire qu'ils ne tombaient pas à mon jour; cependant je savais qu'un général peut laisser passer la garde d'un homme qu'il n'aime pas pour faire avoir l'emploi à celui qu'il aime; et ce qui m'empêchait de douter de la mauvaise volonté du maréchal en ces rencontres, c'est que le hasard n'est jamais assez juste pour faire toujours arriver la même chose. On se peut imaginer là-dessus ce que je faisais, et, pour dire le vrai, je n'étais pas là-dessus assez mon maître. »

Le maréchal, du reste, se vengea cruellement des sarcasmes de Bussy, s'il est vrai qu'il le signala, dans un de ses rapports au roi, comme « le meilleur officier de son armée pour les chansons ».

« Toutefois dans cette lutte, où Bussy devait inévitablement succomber, il ne paraît pas avoir eu tous les torts. Turenne ne laissait échapper aucune occasion de l'accabler de dégoûts; il le chargeait rarement d'expéditions importantes, et cachait autant que possible ses services[1]. »

Sur la fin de sa vie, Bussy reconnut qu'il avait eu tort d'entrer en lutte avec le maréchal.

« Lorsque le maréchal de Turenne, dit-il à ses enfants, par des dégoûts qu'un général peut donner à des officiers généraux qu'il n'aime pas, ne m'a pas obligé de l'aimer, j'ai essayé de lui trouver des ridicules, ne pouvant le décrier sur la guerre; car sur cela ses meilleurs amis ne feront jamais plus d'honneur à sa vertu et à son héroïsme que

[1] Ludovic Lalanne, *Notice sur Bussy-Rabutin.*

j'en ai toujours fait... Après tout, mes enfants, j'ai eu tort avec le maréchal; je devais dissimuler les chagrins qu'il me donnait, et ne pas tirer au bâton avec un homme de ce crédit-là, mon général, qui pouvait ou faire valoir ou taire mes services. »

Nous allons reprendre l'étude de la vie publique de Turenne. On peut voir par ce qui précède que, sauf quelques fautes que nous n'avons ni dissimulées ni atténuées, cet illustre capitaine sut joindre aux talents militaires qui en ont fait un grand homme la bonté, le désintéressement, la modération, toutes ces vertus privées qui constituent la gravité de la vie, et qui font l'honnête homme, le sage et le chrétien.

CHAPITRE SIXIÈME

CAMPAGNE DE HOLLANDE. — CAMPAGNE DE WESTPHALIE

(1672-1673)

La république hollandaise, justement fière de sa nationalité, conquise les armes à la main sur l'Espagne, et reconnue par cette puissance le 12 avril 1609, avait rapidement atteint un haut degré de prospérité. Elle possédait de riches colonies; ses vaisseaux marchands couvraient les mers[1]; sa flotte de guerre tenait tête à la marine anglaise, et avait porté, en 1666, la terreur jusque dans Londres. Cette riche et industrielle nation avait fait d'Amsterdam l'entrepôt du commerce de l'Europe et du monde. Le grand développement de la Hollande excita la jalousie des peuples rivaux, parmi lesquels devait naturellement se trouver la France. La formation d'une puissance maritime riche, protestante, gouvernée d'après le régime républicain, et accusée de faire de la propagande en faveur de ce mode de gouvernement dans les monarchies qui l'avoisinaient, devait inspirer des inquiétudes à Louis XIV. A cela s'ajoutèrent des questions d'amour-propre. L'orgueil des Hollandais, enivrés de leur fortune, ne ménagea pas le roi, qui en revanche ne parlait qu'avec le plus grand mépris de ces marchands, qui n'étaient, disait-il, que des usurpateurs, et qui prétendaient intervenir dans les affaires des plus grands monarques de la chrétienté.

En représailles d'une élévation de tarifs imposée aux vaisseaux hollandais qui fréquentaient nos côtes, les Hollandais mirent, en 1670,

[1] En 1669, nous n'avions pas six cents navires pour la grande pêche, lorsque les Hollandais en avaient seize mille, comme le prouve une dépêche de M. de Pomponne, ambassadeur en Hollande.

des surtaxes sur les marchandises françaises, et en particulier sur les vins. Dès ce moment la guerre fut décidée en principe; mais il fallait commencer par rompre la triple alliance. Louis XIV résolut d'en détacher d'abord le roi d'Angleterre. N'ignorant pas le crédit dont jouissait Turenne auprès de Charles II, il le chargea de conduire cette importante négociation, de concert avec Mme la duchesse d'Orléans, Henriette d'Angleterre, sœur de Charles II. Le roi changea entièrement de conduite



Costumes militaires du règne de Louis XIV.

Officier général. Officier d'infanterie.

envers Madame, qu'il avait souvent négligée; elle devint tout à coup puissante à la cour. Turenne, appelé à voir fréquemment cette princesse, rencontrait chez elle une jeune femme belle et spirituelle, la marquise de Coaquin, sœur de Mme de Soubise. Il eut la faiblesse de se laisser, malgré son âge, séduire par les charmes et la coquetterie de la jeune marquise, qui, fière de se voir distinguée par un tel homme, ne négligea rien pour se l'attacher. Sur ses instances, Turenne lui révéla les secrets de l'État, essayant en vain de se dissimuler à lui-

même sa faute, sous le prétexte que la situation de Mme de Coaquin auprès de Madame pourrait la rendre un utile intermédiaire dans le cours des négociations. La jeune marquise répondit d'abord à cette confiance; mais le duc d'Orléans, ayant eu vent de l'intrigue et désirant savoir le motif du crédit singulier dont sa femme jouissait à la cour, chargea le chevalier de Lorraine de découvrir le mystère. Le chevalier était un des gentilshommes les plus aimables et les plus spirituels de la cour. Il entreprit d'arracher son secret à Mme de Coaquin, qui, paraît-il, « ne résista pas longtemps[1], » et lui révéla les desseins cachés de Madame et de Turenne. Le duc d'Orléans, aussitôt instruit de tout, se plaignit vivement à Louis XIV d'être ainsi tenu en dehors des affaires. Le roi, qui ne s'était ouvert qu'à Turenne et à Louvois, se demandait d'où pouvait venir l'indiscrétion. Turenne lui avoua sa faute, et rompit tout commerce avec la marquise; mais il fut fort humilié de cette aventure.

« Il en a toute sa vie été si honteux, dit la Fare, que M. le chevalier de Lorraine m'a conté que longtemps depuis, lorsqu'ils furent parfaitement raccommodés ensemble, ayant voulu parler à M. de Turenne de cette aventure, il lui répondit fort plaisamment, selon moi : « Nous en parlerons quand il vous plaira, Monsieur, pourvu que nous éteignions les bougies. »

Malgré cette indiscrétion, la duchesse d'Orléans continua les négociations entamées. Quand elles furent assez avancées, Louis XIV, sous le prétexte de visiter ses nouvelles conquêtes en Flandre, partit de Saint-Germain, vers le commencement de mai 1670, avec toute sa cour. A Lille, Henriette d'Angleterre feignit de ne pouvoir résister au désir d'aller rendre visite à ses frères, le roi Charles et le duc d'York, elle s'embarqua à Calais et arriva à Douvres, où elle vit Charles II. Elle conclut et signa dans le courant de juin, en qualité de plénipotentiaire de France, un traité avec l'Angleterre. Elle revint à Paris à la fin de juin, et mourut à Saint-Cloud quelques jours après son retour, non sans soupçon d'empoisonnement.

La décision prise par l'Angleterre ne fit pas interrompre les relations diplomatiques avec la Hollande; mais la cour de France employa l'année 1671 en négociations avec les principales puissances européennes. L'empereur, assailli par les Turcs et les Hongrois, lié par son traité relatif à la succession d'Espagne, peu sympathique d'ailleurs à la Hollande protestante et républicaine, s'engagea à ne point assister les états généraux, pourvu que le roi n'entreprît rien sur les terres de l'Empire ni sur celles de l'Espagne. Cette puissance elle-même, bien qu'intéressée à cette lutte par la proximité de ses provinces belges, promit de rester neutre. La Suède, protestante et dévouée à la Hollande, mais

[1] *Mémoires de la Fare.*

entravée par les embarras de la minorité de Charles XI, fit plus de résistance. Cependant la promesse d'un subside de cinq cent mille livres par an décida le conseil de la régence à rompre avec la Hollande, et à aller même jusqu'à stipuler que la Suède, si l'Empereur ou quelque autre prince de l'Empire voulait secourir la république, enverrait dans le cœur de l'Allemagne des troupes qui se joindraient aux armées de France pour contraindre ces princes, par la force, à l'observation de la paix de Westphalie.

Le duc de Lorraine, qui prenait une attitude de plus en plus hostile à mesure que les bruits de guerre s'accentuaient, fut prévenu. On envoya brusquement dans son duché le maréchal de Créqui et vingt-cinq mille hommes, qui faillirent le surprendre dans son château de Nancy, et lui laissèrent à peine le temps de passer en Allemagne. Les princes allemands, divisés et désireux de se mettre du côté du plus fort, se laissèrent gagner. Les duc de Hanovre, de Neubourg, de Brunswick, de Mecklembourg, l'évêque de Mayence, l'électeur palatin, dont Monsieur, à peine veuf de madame Henriette, demandait la fille, s'unirent ouvertement à la France.

Pour obtenir ces résultats, Louis XIV jetait l'or à pleines mains. « Je peux me vanter, dit-il au sujet de la guerre de Hollande, d'avoir fait voir ce que c'est que la France, ce qu'elle peut faire seule. Il en est sorti des millions pour mes alliés, j'y ai versé des trésors[1]. »

Christophe Van Gaalen, évêque de Munster, prélat remuant et ambitieux, redoutait le voisinage des Hollandais. Il sema le bruit qu'ils avaient des vues sur différents comtés et sur plusieurs places de ses États, qu'ils fomentaient la révolte parmi ses sujets, et pensaient à renverser les princes ecclésiastiques et à détruire les États monarchiques et catholiques. Il engagea l'électeur de Cologne à s'unir avec lui à la France. L'électeur de Cologne y consentit, et le roi signa avec ces deux princes un traité qui lui ouvrait les portes de la Hollande sur la Meuse et sur le Rhin, lui fournissait des magasins et des places dans un pays si éloigné de ses États, et lui facilitait la retraite en cas d'insuccès.

L'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, surnommé le Grand Électeur, fut le seul prince qui resta fidèle à la Hollande. Il promit de lui envoyer une armée de secours de vingt-cinq mille hommes; mais ses offres n'étaient pas entièrement désintéressées, s'il faut en croire Ramsay, dont la *Vie de Turenne* parut en 1735.

Le passage suivant fait bien voir quelle était déjà l'ambition de la Prusse : « Les provinces que possédait l'électeur de Brandebourg, les troupes qu'il avait sur pied, sa cour pleine de princes, de seigneurs

[1] *Mémoires de Louis XIV.*

et d'officiers de toutes les nations, lui faisaient méditer sans cesse les moyens d'augmenter sa gloire et sa puissance. La paix de Westphalie l'avait empêché d'étendre ses conquêtes en Allemagne, et de reprendre la Poméranie sur les Suédois; mais il aspirait depuis longtemps à la charge de stathouder en Hollande, et, quoiqu'elle eût été supprimée depuis plus de six ans, il se flatta de pouvoir s'en faire revêtir, de la perpétuer dans sa maison et de mettre les Hollandais sous son joug ou par force ou par adresse. Dans cette vue, il dissimulait depuis longtemps leurs usurpations sur le pays de Clèves, ne demandait point les grandes sommes d'argent qu'ils lui devaient, leur laissait plusieurs de ses places, s'intéressait aux démêlés qu'ils avaient avec leurs voisins, refusait les propositions de plusieurs princes de l'Empire et même celles de la France, et tâchait, par toutes sortes de voies, de s'acquérir l'amitié et la confiance des états généraux. »

Pendant que Louis XIV poursuivait activement ses négociations, rien n'était négligé pour assurer à la France, au moment où elle se déciderait à tirer l'épée, une invincible supériorité. La guerre de 1667, à laquelle l'histoire a donné le nom de guerre de dévolution, avait jeté la terreur dans les pays voisins de la France en révélant sa force et la faiblesse de l'Espagne; mais la situation avait encore bien changé en cinq ans. Par son indomptable fermeté, son travail patient et soutenu, Louvois était parvenu à mettre l'armée française sur le pied le plus formidable.

Le 4 février 1672, il pouvait soumettre à Louis XIV, avec un légitime orgueil, l'état exact des troupes prêtes à entrer en campagne. Huit mille hommes d'élite, dont cinq mille fantassins. Pour l'infanterie, quarante-six régiments composés de Français, comprenant ensemble un peu plus de cinquante-six mille hommes; douze régiments de soldats recrutés à l'étranger, surtout en Suisse, environ trente mille hommes. Pour la cavalerie, soixante-dix-huit régiments français et neuf composés d'étrangers : en tout vingt-cinq mille chevaux. Cette magnifique armée comptait environ cent vingt mille hommes bien armés, bien approvisionnés, bien disciplinés, et pourvus d'un service de santé habilement organisé. Le service des vivres et des munitions était assuré. L'artillerie de campagne et de siège comptait quatre-vingt-dix-sept bouches à feu, soixante-douze mille boulets, six cents bombes, cent cinquante mille grenades, trois équipages de pont. Pour se mettre à couvert du côté de l'Allemagne, le roi avait fait fortifier Philippsbourg et Brisach. A Philippsbourg, les Français eux-mêmes avaient, en 1644, détruit le fort du Rhin. Depuis cette époque, la place n'était plus reliée au fleuve, et n'avait plus de communication avec la rive gauche. A Brisach, la tête de pont de la rive droite était séparée de la place par une île et deux bras du fleuve. Il fallait remédier à ces inconvénients. On s'adressa à Vauban et à Clerville. En 1670, Clerville soumit au con-

seil des ministres le plan de nouvelles fortifications. A Brisach, il établissait un fort dans l'île du Rhin; à Philippsbourg, deux grands ouvrages rattachant la place au fleuve et à la France. Colbert fut rapporteur de cette affaire. Turenne et Condé, à qui les bords du Rhin, théâtre de leurs premiers exploits, étaient familiers, approuvèrent les projets de Clerville, dont l'exécution ne tarda pas à commencer.

« Louvois, qui, par une extrême sagesse, au début d'une grande



Lieutenant aux gardes.

aventure, ne voulait épuiser la France ni d'hommes, ni de grains, ni de munitions de guerre, avait conçu l'incroyable dessein d'acheter en masse la poudre et le plomb des Hollandais. Chose plus incroyable, les Hollandais s'y prêtèrent complaisamment, se désarmant de gaieté de cœur au profit de leurs adversaires, tant l'esprit de négoce et l'appât du gain étouffaient ou aveuglaient le patriotisme de ce peuple de marchands. Il est vrai que l'affaire fut admirablement conduite. Un banquier juif d'Amsterdam, nommé Sadoc, fut l'habile et heureux intermédiaire de cette spéculation d'un nouveau genre. Sous prétexte de

réunir des munitions, soit pour le compte de la Flandre espagnole, soit pour le compte de certaines villes d'Allemagne, comme Mayence et Francfort, il acheta d'énormes quantités de poudre, de salpêtre, de mèches, de plomb et de boulets, qu'il fit rapidement passer dans l'électorat de Cologne. Lorsque les états généraux commencèrent à se douter de cet étrange commerce, il était tout près de finir. Sadoc leur avait déjà enlevé au moins quatre cent mille livres de poudre, cent soixante milliers de salpêtre, douze milliers de soufre, deux cents milliers de plomb, deux cents milliers de mèches[1]. »

Tout ce que la prudence et l'habileté humaines, servies par les ressources d'une nation puissante, peuvent combiner pour assurer le succès d'une entreprise, avait été réuni. Ne pouvant plus se dissimuler le but de ces formidables armements, les Hollandais s'efforcèrent d'apaiser le grand roi, auquel ils adressèrent, le 10 décembre 1671, une lettre solennelle pleine de soumission. Louis XIV feignit de ne voir dans cette lettre qu'une manœuvre destinée à exciter contre lui l'opinion publique en Europe, et répondit que rien ne l'empêcherait de châtier, au printemps suivant, la Hollande, « ennemie commune des monarchies. »

Malgré cette menace positive, les Hollandais doutaient encore et ne prirent aucune mesure pour se mettre en état de résister. Ce ne fut que lorsque Louis XIV leur eut déclaré la guerre qu'ils cherchèrent à opposer à leur puissant agresseur une résistance improvisée. Ils n'avaient en tout que vingt-cinq mille hommes de mauvaises troupes, mal disciplinées, sans officiers, sans chefs capables. Ils ordonnèrent des levées dans tous les pays. Mais, bien qu'on eût armé toutes les milices des Provinces-Unies, leurs forces n'étaient pas en état de faire tête à l'armée française. La faiblesse des Hollandais apparut encore plus clairement lorsqu'il s'agit de donner un chef aux troupes; car on vit éclater à ce moment, plus que jamais, les dissensions intestines qui déchiraient la république. Deux partis se disputèrent la prédominance en Hollande : l'un, dirigé par Jean de Witt, grand pensionnaire ou magistrat suprême de la Hollande, était composé de la vieille bourgeoisie, et partisan des formes et de la liberté républicaines; l'autre voulait rétablir le stathoudérat au profit des princes d'Orange. Les partisans de la famille d'Orange demandèrent l'annulation de l'édit perpétuel qui avait, en 1650, aboli le stathoudérat, et la nomination du prince à la dignité de stathouder; les partisans des Witt s'y opposèrent, mais ils ne purent empêcher le jeune Guillaume III, qui n'avait que vingt-deux ans, d'être nommé *capitaine général* et *grand amiral* comme avaient été ses prédécesseurs. Il voulut d'abord retirer les garnisons de beaucoup de places incapables de résister, mais il se heurta contre une résistance

[1] Camille Rousset, *Histoire de Louvois*, p. 338.

obstinée. On ne voulait abandonner aucune ville. Il dut se borner à rassembler quatorze régiments de cavalerie et sept d'infanterie, et arma une flotte de soixante-douze navires, dont Ruyter eut le commandement.

Au commencement de 1672, Louis XIV tint un conseil de guerre pour arrêter le plan des opérations de la campagne. Condé proposa d'attaquer Maëstricht, place forte située sur la Meuse, à l'extrémité méridionale de la Hollande, et qui en défendait l'entrée; mais Turenne représenta que la place était très forte, que, sa garnison montant à treize mille hommes, le siège pourrait être difficile, décourager les troupes, et donner aux Hollandais le temps de trouver des soldats ou des alliances. Il ajouta qu'il fallait se contenter de la bloquer pour que sa nombreuse garnison ne pût inquiéter les opérations des Français, traverser les duchés de Limbourg et de Juliers, et attaquer quelques villes, comme Rhinberg, Orsoy, Burick et Wesel, dont la conquête découvrirait le pays ennemi. Cet avis prévalut.

Avant l'ouverture de la campagne, le roi fixa la hiérarchie militaire. Louis XIV se réservait le commandement en chef. Au-dessous de lui, Monsieur, qui devait donner le mot à Condé, Condé à Turenne, et Turenne aux autres maréchaux. Cette disposition, qui avait pour objet de prévenir des conflits d'autorité, nuisibles au bien du service, en souleva un tout d'abord. Les maréchaux d'Humières, de Créqui et de Bellefonds refusèrent d'obéir à Turenne, « quoiqu'il leur eût appris le peu qu'ils savaient[1]. » Louis XIV n'hésita pas. Il exila les récalcitrants dans leurs terres, et leur manda que, s'ils voulaient reprendre du service, ils auraient à se rendre pendant quinze jours au quartier de Turenne pour exercer sous ses ordres les fonctions de lieutenants généraux. Les maréchaux hésitèrent longtemps. Enfin d'Humières s'exécuta; les autres l'imitèrent.

L'armée était partagée en deux grands corps : l'un sous les ordres de Condé; l'autre, le plus fort, l'armée du roi, avait le duc d'Orléans pour généralissime, et Turenne pour capitaine général. Les troupes étaient réunies à Viset, entre Liège et Maëstricht, sur la rive droite de la Meuse. Au commencement de mai l'armée s'ébranla. Le 9, Turenne, précédé d'un détachement de dragons, partit du camp de Chasselet avec les comtes de Soissons et de Lorges, lieutenants généraux, vingt mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie, trente pièces de canon, un grand nombre de voitures chargées de munitions de guerre et de bouche, et presque tous les gros bagages de l'armée. Il passa la Sambre, marcha sur Tongres, où il fit entrer huit cents hommes d'infanterie et cent de cavalerie (13 mai), parce que cette ville était nécessaire pour resserrer Maëstricht et pour établir une communication entre Charleroi et Maseick, que les Français voulaient occuper. Le 15, Turenne

[1] Lettre de Bussy-Rabutin à Mme de Sévigné, 1er mai 1672.

partit de Tongres pour Bilsen, où il fit entrer des troupes. Il alla ensuite camper à Grimmen, et fit prendre Maseick par le comte de Chamilly. Maseick était une petite ville située dans l'évêché de Liège, et dépendant de l'électeur de Cologne. Turenne, après l'avoir examinée, la trouva « un lieu très propre à fortifier ». Il y laissa Chamilly avec quatre à cinq mille hommes, qui, sous la direction de Vauban, la mirent promptement en état de défense. Vauban l'environna de sept bastions, fit élever un grand fort pour servir de citadelle, et traça à la droite de la Meuse, vis-à-vis de la ville, un ouvrage à corne pour assurer l'usage d'un pont volant qui fut construit sur le fleuve. Chamilly resta à Maseick pour soutenir les détachements disséminés dans Tongres, Bilsen, Reckem et Stockhem. Toutes les troupes assuraient les communications avec Charleroi et Liège, surveillaient et bloquaient Maëstricht à la gauche de la Meuse. L'occupation de Maseick empêchait cette grande place de communiquer avec les Provinces-Unies, et permettait d'observer de près les dispositions des Espagnols.

Le 19 mai, le roi tint conseil pour régler définitivement les opérations de la campagne. Condé fit observer de nouveau que la prudence ne permettait pas de laisser derrière soi une place comme Maëstricht, et proposa de l'assiéger; mais Turenne maintint par de si bonnes raisons le plan qu'il avait déjà proposé, que Louis XIV se détermina à le suivre.

En conséquence, au lieu de s'attarder à faire le siège de Maëstricht, le gros des troupes longea la rive gauche du Rhin, pendant que Condé passait sur la rive droite, à Kaiserswart.

Louis XIV, qui aima toujours les guerres de siège, allait accomplir un exploit dont il fut très fier. L'orgueil et la joie débordent dans une lettre écrite à Colbert quelques jours plus tard. « J'ai estimé plus avantageux à mes desseins, et moins commun pour la gloire, d'attaquer tout à la fois quatre places sur le Rhin, et de commander actuellement en personne à tous les quatre sièges. J'ai choisi pour cet effet Rhinberg, Wesel, Burick et Orsoi... J'espère qu'on ne se plaindra pas que j'aie trompé l'attente publique. » Les quatre places capitulèrent en quatre jours. Rées et Emmerick, quelques autres encore, se rendirent sans résistance. Cette occupation si rapide de quatre villes en quatre jours ne méritait pas l'orgueil qu'elle inspirait au roi. « ... Burick, dit Basnage, ne méritait pas d'être assiégée par le maréchal de Turenne; le commandant eut beau faire boire du vin de la Moselle aux bourgeois pour les engager dans la résistance, l'insuffisance de sa garnison le réduisit à poser les armes. »

A une douzaine de lieues au-dessous de Wesel, le Rhin se divise, et son cours se détourne du nord vers l'ouest. L'un de ses bras, large et profond, le Wahal, se rapproche de la Meuse; l'autre bras, le Rhin ou Lech, coule un peu plus au nord. Le lit du Rhin est encore large et



Vauban.

imposant, mais ses eaux sont plus tranquilles et moins profondes que celles du Wahal. Avant Arnheim, l'Yssel s'en détache pour aller se jeter, au nord-est, dans le Zuyderzée. Entre le Wahal et le Lech se trouve une vaste contrée, l'île de Bétau, riche et fertile pays, où le roi résolut de pénétrer pour prendre à revers les places de la Meuse et du Wahal, et éviter d'avoir à traverser l'Yssel, fortifié d'une levée de terre, et défendu par une armée sous les ordres du prince d'Orange.

Après la prise de Wesel, l'armée française tout entière était passée sur la rive droite du Rhin, afin de pouvoir le traverser de nouveau entre la naissance du Wahal et celle de l'Yssel.

Louis XIV était à Emmerick, près du fort de Schenck, qui se trouve à la pointe orientale du Bétau, quand on vint le prévenir qu'il existait dans le Rhin un passage guéable un peu au-dessous de ce fort, vis-à-vis de Tolhuys. On envoya pour vérifier cette assertion le comte de Guiche, jeune homme entreprenant, qui n'hésita pas à le confirmer, bien qu'il existât en réalité au milieu du fleuve, à l'endroit où le courant était le plus rapide, un espace de trente à quarante pas à franchir à la nage. Le 12 juin, au point du jour, l'armée se porte sur la rive droite du Rhin, devant Tolhuys. Il y avait dans ce village onze à douze cents hommes commandés par Montbas, réfugié français. La maison du roi et les meilleures troupes de cavalerie se jettent dans le Rhin et le passent sans difficulté, sous la protection de l'artillerie. Les Hollandais ne tinrent pas. La perte des Français eût été insignifiante sans l'ardeur inconsidérée du jeune duc de Longueville, qui poussa les Hollandais au désespoir en refusant de leur donner quartier; il fut tué, et Condé eut le poignet brisé d'un coup de pistolet.

Le roi fit immédiatement établir un pont de bateaux sur lequel passèrent l'infanterie et l'artillerie. Il craignait que le prince d'Orange, posté à Arnheim, ne profitât, pour attaquer son armée, du moment où elle était coupée en deux par le fleuve.

Le passage du Rhin, qui ne présenta que fort peu de difficultés, qui ne fut, selon Napoléon, qu'une « opération militaire du quatrième ordre », eut de très grandes conséquences sur la suite des opérations. Il excita en France un enthousiasme inouï. On s'était exagéré les ressources de l'ennemi et les difficultés de l'expédition. De plus, Louis XIV avait laissé ses sujets sans nouvelles des opérations militaires jusqu'au milieu de juin. L'inquiétude était vive; aussi l'annonce de ces nombreuses villes conquises, de ce fleuve « traversé devant une armée ennemie et sous le feu d'une forteresse », comme on le croyait, causa-t-elle à la population impressionnable et mobile de la France une surprise et une joie des plus grandes.

La blessure de Condé le mettait momentanément hors d'état de continuer la campagne. Turenne reçut le commandement de l'armée du prince, qui laissa son fils dans les troupes que conduisait le duc d'Or-

léans. Le roi ordonna que, si les armées se réunissaient, Turenne prendrait le mot de M. le duc, « de quoi Turenne ne fit nulle difficulté. » Le 15 juin, on mit le siège devant Arnheim; on perdit un peu de monde à la tranchée, que l'on fit en plein jour. Une balle abattit une oreille à *la Pie,* cheval fameux que Turenne montait ordinairement. Le 16, Turenne partit d'Arnheim avec cinq mille six cents hommes d'infanterie et une brigade de cavalerie pour assiéger le fort de Knotsembourg, situé vis-à-vis de Nimègue. La première nuit les ennemis firent des frégates qu'ils avaient sur le Wahal, de la ville et du fort, un feu très vif qui tua ou blessa près de quatre cents hommes aux assiégeants, et se défendirent assez bien; mais cette belle résistance ne dura pas longtemps. Verschor, le commandant, obtint les honneurs de la guerre et se retira, avec les quinze cents hommes qui lui restaient, à Groningue.

Le 18, Turenne partit pour attaquer le fort de Schenck. Cette place est la clef de Bétau. Le commandant, nommé Terhoff, n'avait que dix-neuf ans. Il ne résista pas, et capitula le 19 avec deux mille soldats qu'il avait sous ses ordres, livrant sans combat une place qui avait coûté autrefois plus de sept mois de siège et de nombreuses pertes à l'armée du prince d'Orange Frédéric-Henri. Après la reddition de Schenck, Turenne retourna à Nimègue pour en achever le siège. Depuis la prise du fort de Knotsembourg la ville était bloquée.

On est étonné de la facilité avec laquelle les garnisons des forts et des villes fortifiées s'étaient rendues jusqu'alors à l'approche des troupes françaises. En général, il suffisait d'envoyer un détachement de dragons demander les clefs des portes. A Saint-André, la garnison trouva que les forces qui avaient sommé la place de se rendre n'étaient pas suffisantes. M. d'Apremont, qui commandait le détachement, revint sur ses pas; il rencontra Turenne avec cinq cents mousquetaires. « M. d'Apremont s'y en retourna avec quelques-uns de cette infanterie, et à leur vue ils rendirent aussi le fort Saint-André. » Maseick était un lieu neutre; il n'y avait dedans que des habitants; mais, en leur qualité de neutres, « ils croyaient qu'ils devaient se faire forcer à ouvrir leurs portes en laissant tirer quelques coups de canon. » On fit venir quelques pièces, et après une décharge inoffensive les portes s'ouvrirent. A Nimègue, les choses changèrent. La garnison résista vigoureusement. Turenne dirigea lui-même le siège de cette ville, « place bien grande, qui a beaucoup de gens dedans, et où il peut venir de Gueldre, Vanloo et Ruremonde un corps d'Espagnols dont je ne peux pas être averti[1]. » La tranchée fut ouverte le 3 juillet, bien qu'il n'y eût que la moitié de l'infanterie d'arrivée[2]. L'attaque fut poussée avec vigueur, mais la garnison se défen-

[1] Turenne à Louvois, 23 juin 1672.
[2] *Id.*, 4 juillet 1672.

dait bien. Cette résistance impatientait le roi, qui pressait Turenne de risquer une attaque de vive force. Le maréchal, toujours prudent et ménager du sang de ses soldats, écrivait à Louvois le 8 juillet : « Je crois que le roi trouve bon que l'on attende plutôt une nuit pour faire jouer les mines aux deux bastions détachés, que de tenter un logement par des assauts contre une si grande garnison, qui a un bon rempart revêtu qui les commande... Que le roi ne croie pas qu'il tienne aux troupes de quoi on ne va plus vite; elles sont de très bonne volonté; la grande facilité que l'on a eue m'a un peu gâté aussi bien que les autres... On voit que ces gens de dedans la ville ont envie de se défendre, car ils se montrent fort, et si on n'avait de grands logements de mousquetaires, on ne pourrait pas demeurer ni dans l'entrée de la mine, ni dans la sape... Il y a douze pièces de vingt-quatre en batterie...; assurément les officiers et les soldats font bien. Le canon de l'ennemi n'a commencé qu'aujourd'hui à mollir un peu. » Le 9 juillet, la garnison capitula; Turenne entra le lendemain à Nimègue. « Je crois, écrit-il le 10 à Louvois, qu'il y avait près de quatre mille hommes en comptant tout... Il y avait quatre vieux régiments d'infanterie; on ne peut pas voir de meilleurs hommes, ni des officiers mieux faits. Il est certain qu'ils ne pouvaient tenir un jour de plus qu'ils n'ont fait. » Sauf quelques officiers, la garnison fut faite prisonnière.

Turenne et Condé auraient voulu qu'on démolît les fortifications de la plupart des villes hollandaises en augmentant, au contraire, celles de quelques places que l'on aurait conservées pour assurer les communications. Louis XIV et Louvois s'y refusèrent. Les places et châteaux dont on s'empara furent occupés et pourvus d'une garnison. Il est juste d'ailleurs de reconnaître que le nombre de ces places n'était pas considérable[1], que les garnisons en étaient peu importantes (quatre mille hommes en gardaient quatorze), et que par conséquent cette occupation des places n'eut pas sur la guerre l'influence désastreuse et décisive que lui ont attribuée à tort Voltaire et de nombreux historiens.

On a encore fait à Louvois le reproche de ne pas avoir su mettre à temps la main sur la petite ville de Muyden, près d'Amsterdam, sur le Zuyderzée, où se trouvaient les écluses qui permirent aux Hollandais de garantir leur pays contre l'invasion étrangère en le livrant aux eaux. Personne dans l'armée ne connaissait l'importance de Muyden, dont il eût été bien facile de s'emparer. Le 20 juin, en effet, quelques cavaliers détachés appartenant à un corps commandé par le marquis de Rochefort entrèrent par hasard dans Muyden; toutefois leur petit nombre ne leur permit pas de s'y maintenir; des troupes, envoyées à la hâte

[1] M. Camille Rousset, dans son *Histoire de Louvois*, l'évalue à vingt-six.

par le prince Maurice de Nassau, les en chassèrent et s'établirent solidement dans Muyden pour mettre cette ville à l'abri d'une surprise. Le comte d'Estrades, ancien ambassadeur en Hollande, avait écrit à Louis XIV, le 18 juin, pour lui faire connaître l'existence des écluses à Muyden; mais, quand sa lettre arriva, le marquis de Rochefort avait déjà quitté le camp de Doesbourg, et, lorsque l'importance de Muyden fut connue, il était trop tard pour s'en emparer.

Deux lourdes fautes peuvent être reprochées à Louvois. La première est d'avoir décidé Louis XIV à renvoyer, pour une rançon insuffisante, ou même sans rançon, tous les prisonniers, dont le nombre s'élevait à près de vingt mille; ils furent aussitôt réarmés et reconstituèrent l'armée du prince d'Orange. La seconde, et la plus grave, fut de pousser le roi à refuser la paix que demandaient les Hollandais.

La terreur régnait en Hollande. Les états généraux, affaiblis par leurs dissensions intestines, agitèrent les résolutions les plus extrêmes. On proposa de percer toutes les digues, de rendre à la mer le territoire qu'on avait conquis sur elle, et de transporter la nation entière dans les possessions des îles de la Sonde. On calculait que la marine hollandaise pouvait transporter en un seul voyage cinquante mille familles.

On se résolut néanmoins, sur les instances de Jean de Witt, à faire une démarche auprès de Louis XIV afin d'obtenir la paix.

Le 29 juin, des conférences s'ouvrirent. La Hollande, décidée aux plus grands sacrifices, offrait la cession de Maëstricht, qu'on n'avait pas encore prise, des places sur le Rhin, de tout le Brabant et de toute la Flandre hollandaise, plus une indemnité de guerre de dix millions. Turenne, Colbert, Pomponne, voulaient qu'on acceptât. Le bon sens le commandait. Comment Louis XIV put-il refuser de pareilles propositions, qui réalisaient, en les dépassant, les rêves les plus hardis de Henri IV et de Richelieu, qui portaient notre frontière jusqu'au Rhin, assuraient, dans un avenir prochain, la réunion à la France des Pays-Bas espagnols, isolés et englobés dans les territoires français? C'est ce que l'orgueil de Louis XIV et la hauteur de Louvois peuvent seuls expliquer.

Le roi répondit (1er juillet) en exigeant le Wahal pour frontière, vingt millions d'indemnité, l'abolition de toute espèce de taxe établie en Hollande sur les sujets français, sans réciprocité en France, le rétablissement du culte catholique dans toutes les villes hollandaises et l'entretien du clergé par l'État. La Hollande devait en outre lui faire remettre solennellement, chaque année, une médaille d'or en témoignage de soumission.

A de pareilles conditions la Hollande répondit par un immense cri de guerre. Un sentiment unanime de défiance contre l'ambition de Louis XIV se répandit en Europe, et l'hésitation se montra même chez

nos alliés. La Suède, qui avait reçu de l'argent de Louis XIV, se refusa à l'employer en levées de troupes, comme il était convenu, et offrit sa médiation pour la paix. L'électeur de Mayence, désirant rester neutre, proposa aussi sa médiation, qu'on ne lui demandait pas. L'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse semblaient attendre l'événement pour se déclarer. L'électeur palatin et celui de Bavière ne renonçaient point à l'alliance de la France, mais ils n'agissaient point en sa faveur. En Angleterre, le roi seul était partisan de l'alliance française; le parlement sollicitait vivement Charles II d'épouser la querelle des Hollandais. L'électeur de Brandebourg se préparait à marcher au secours de la république. Les hostilités continuèrent. Utrecht fut pris le 5 juillet. Le siège de Coevorden, commencé le 4, fut achevé le 12. La conquête de cette place, qui passait pour imprenable, répandit une grande consternation dans le pays. Louis XIV, « pour nettoyer tout à fait la Meuse et couper la communication de Bois-le-Duc avec le reste de la Hollande, » donna l'ordre à Turenne de prendre Crèvecœur, qui couvrait l'île de Bommel, et de s'emparer de cette île. En trois jours (16-19 juillet) le maréchal se rendit maître de Crèvecœur et des forts Orten et Engelen, qui dominaient le canal de Bois-le-Duc. Il attaqua ensuite Bommel, passa la Meuse sur un pont de bateaux, et établit son camp à Nivalen, petit village sur le bord du Wahal. Les assiégés lancèrent, le lendemain au matin, une frégate armée de cinq pièces de canon qui s'arrêta vis-à-vis du camp et fit, à travers les tentes, une décharge meurtrière de mousqueterie et d'artillerie chargée à cartouches. L'infanterie française se rangea le long du fleuve; la frégate s'éloigna, rechargea les canons et les mousquets, et revint faire encore plusieurs décharges. On amena enfin sur la rive quelques pièces de canon qui la forcèrent à s'éloigner; la ville capitula le 22.

Le 24 eut lieu un conseil de guerre très important. Turenne proposa au roi de déclarer sans délai la guerre à l'Espagne, qui avait secrètement fourni aux Provinces-Unies des secours en troupes et en argent, et qui se préparait ouvertement à faire la guerre. Le roi eut le tort de ne pas suivre cet avis; il s'en repentit bientôt, car l'Espagne se déclara contre la France dès qu'elle eut achevé ses préparatifs; il eût fallu la prévenir et profiter de sa faiblesse. Turenne conseilla encore d'envoyer une armée dans l'Empire pour obliger à rester dans la neutralité les princes qui se préparaient à secourir les Hollandais. Louis XIV, ne voulant pas passer pour l'agresseur, et persuadé d'ailleurs que l'Empereur ne violerait pas son traité avec la France, s'y refusa également. Peu de temps après Léopold se déclarait pour la Hollande.

La guerre, qu'il semblait naturel de continuer par la prise du Brabant hollandais, se trouva tout à coup suspendue. Les Espagnols, sans déclaration de guerre, avaient jeté quelques régiments dans Bréda et dans Bois-le-Duc. Le roi « ne voulait pas mêler l'Empereur ni l'Em-

pire à la guerre contre les Hollandais », il s'arrêta. Pendant ce temps, l'occasion perdue s'échappait pour toujours. Maître de Naerden et d'Utrecht, on devait marcher sur Amsterdam. On hésita; l'inondation envahit la Hollande et paralysa l'invasion. La résistance devenait plus énergique. Le mauvais vouloir des nations étrangères se laissait voir. Comme la campagne devenait difficile et menaçait de se prolonger, Louis XIV partit, le 26 juillet, pour Paris. Turenne, à la tête « de l'armée capitale », demeura dans l'inaction auprès de Grave et de Bois-le-Duc. Inquiet des nouvelles d'Allemagne, il vint camper, le 10 août, à Backel, le 12 à Oerle, où il attendit des avis certains de la décision que prendraient les Impériaux.

En Hollande, les passions étaient arrivées à leur plus haut point d'excitation. Le stathoudérat fut rétabli en faveur du prince d'Orange (8 juillet). Jean de Witt, qui avait conseillé la paix avec la France, fut assassiné à la Haye avec son frère, Cornélius de Witt, vice-amiral de Ruyter, par une populace en furie, non sans soupçon de complicité de la part de Guillaume de Nassau (20 août).

Le 25 août, l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, quittait Postdam; Montecuculli, de son côté, partait d'Égra en Bohême, et tous deux se mettaient à la tête de leurs armées, comme s'ils voulaient, disait Louvois, « se venir faire battre sur les bords du Rhin, » mais sans toutefois faire connaître leurs intentions.

Le 23 août, Louis XIV donna des instructions à Turenne. « Mon intention, dit-il, est qu'avec tout le corps de troupes que vous commandez, l'artillerie et l'équipage des vivres que vous jugerez à propos de mener, vous vous acheminerez vers Wesel, où, après que la plupart des troupes dont j'ai résolu de composer cette armée s'y seront rendues, vous vous avancerez au lieu que vous croirez le plus propre pour être en état d'empêcher que l'armée de cette ligue ne puisse prendre aucun poste sur le Rhin. »

Le roi désigne Essen comme l'endroit qu'il juge le plus convenable.

Le même jour, Louvois écrit à Turenne : « Je ne vous répète point ce que vous verrez dans la lettre du roi ci-jointe, où les pensées de Sa Majesté sont si nettement expliquées, que je n'ai rien à y ajouter; je dis les pensées de Sa Majesté, parce qu'elle n'a rien voulu vous prescrire; mais, après vous avoir fait entendre ce qu'elle croit être de mieux, elle vous laisse la liberté tout entière d'exécuter ce que vous jugerez le plus à propos pour la conservation de ses conquêtes et pour maintenir le cours du Rhin libre, qui sont les deux principaux motifs qui ont porté Sa Majesté à vous donner ordre de vous avancer par delà le Rhin. »

Turenne exécuta, mais avec cette « liberté entière » que lui laissaient Louis XIV et Louvois, les ordres qu'il avait reçus. Il refusa de partir immédiatement.

« ... Le Bétau, écrit-il à Louvois le 2 septembre, est en tel état, que, si je m'éloignais avant qu'il y eût marché un corps dans le pays, toutes les places du pays où il y a des garnisons, étant coupées, seraient perdues. Tout ce que le roi a commandé sera exécuté, hors que je crois qu'il vaut mieux que je ne sois pas d'abord si fort... »

Le 12 septembre 1672, le roi lui écrivait : « Les nouvelles que j'ai depuis peu reçues de Vienne et de Berlin ne me donnent aucune espérance qu'on puisse, par voie de négociation, détourner l'Empereur et l'électeur de Brandebourg de faire joindre leurs troupes et de les faire avancer sur le Rhin. » Ne voulant pas qu'on pût se plaindre que le premier acte d'hostilité vînt de lui, Louis XIV recommande au maréchal de contenir ses troupes jusqu'à ce que les susdits princes lui aient « donné un prétexte ouvert de les attaquer »; mais qu'alors il n'oublie rien « pour, avec toutes les forces qu'il commande, les détruire et empêcher qu'ils ne se saisissent d'un poste sur le Rhin ».

Le 14 septembre 1672, le chevalier de Grémonville, notre ambassadeur à Vienne, informa Turenne des intentions hostiles de l'électeur de Brandebourg et de l'Empereur, lui indiqua le point de concentration des troupes, qui était le comté de Ravensberg, et lui donna quelques indications sur la composition des troupes et la valeur des généraux.

Au reçu de la lettre de Grémonville, Turenne écrivit à Louvois : « Je vois bien que l'armée de l'Empereur viendra, mais lentement; c'est pourquoi il faut se conduire en voyant loin devant soi, se mettre en état de les combattre s'ils approchent, et ne pas ruiner les troupes; c'est sur ce fondement-là que je tâcherai d'agir. »

Les alliés pouvaient secourir la Hollande de trois manières : en réunissant leurs troupes à celles du prince d'Orange pour l'aider à chasser les Français de la Hollande; en faisant une diversion dans les États de l'électeur de Cologne et de l'évêque de Munster; enfin en entrant en France par la Lorraine et par l'Alsace; dans ces trois cas, il fallait nécessairement qu'ils traversassent l'Yssel ou le Rhin. Turenne ignorait quel parti les ennemis prendraient; c'est pourquoi il forma un plan de campagne au moyen duquel il pût s'opposer à toutes leurs entreprises.

Le 1er septembre, l'armée se mit en mouvement; le 4, elle passa la Meuse; le 10, elle traversait le Rhin à Wesel. Le maréchal, avant de passer ce fleuve, écrivit à tous les princes de l'Empire dont les États avoisinent le Rhin, pour les rassurer sur son entrée en Allemagne. Il leur faisait savoir qu'il n'en voulait pas à l'Empire, mais seulement à ceux qui, sans être provoqués, menaçaient les alliés du roi. Ce manifeste ne changea pas les dispositions bien arrêtées des ennemis. Turenne, qui avait dessein de pénétrer dans le comté de la Marck, vint camper à Essen, dont il s'empara, et ensuite à Steil (23 septembre).

Il se proposait de couvrir le Rhin de Wesel à Coblentz. Condé était en Alsace avec dix-huit mille hommes, et le duc de Duras sur la Meuse avec un corps d'observation.

Au commencement d'octobre, les alliés s'approchèrent du Rhin; Turenne couvrit et surveilla particulièrement Cologne et Coblentz. Les ennemis firent mine de vouloir remonter vers l'Alsace et la Lorraine. La cour s'inquiéta. Louis XIV, Louvois, Condé, étaient persuadés que les forces allemandes n'en voulaient qu'à l'Alsace. Condé, sur l'ordre de Louvois, lança quelques barques chargées de poudre sur le Rhin, et fit sauter le pont de Strasbourg. Le 13 octobre, le roi envoyait à Turenne l'ordre de poursuivre l'ennemi et de le combattre. Turenne, convaincu que l'électeur et Montecuculli avaient surtout en vue de réunir leurs troupes à celles du prince d'Orange, se bornait à leur barrer obstinément le passage du Rhin près des Provinces-Unies, et ne bougeait des environs de Cologne. On ne s'expliquait pas à la cour son inaction apparente. Louvois et le roi avaient le tort de vouloir diriger eux-mêmes la guerre. Ne se bornant pas à préparer, d'une manière générale, les plans de campagne, ils avaient encore la prétention de régler de leur cabinet toutes les opérations, mouvements de troupes, marches, étapes, campements, etc. Les généraux ordinaires obéissaient. Condé connaissait trop la guerre pour se soumettre; mais quand il avait dû, ce qui arrivait souvent, ne pas exécuter les ordres du roi, il expliquait humblement et longuement les motifs de sa conduite. Turenne ne pouvait se plier à ces exigences. Il revendiquait le droit de diriger lui-même son armée, et même quand il était disposé à exécuter les volontés du roi, il se réservait de choisir son moment et de modifier ses instructions selon les circonstances, ne se donnant pas la peine d'adresser à Louvois de longs rapports. Cette indépendance blessait Louvois et le roi. « Je sais qu'il est inutile de vous dire deux fois une chose, » écrit Louvois à Condé; mais pour Turenne il n'en était pas de même. Dans de nombreuses dépêches de Louvois, la même observation revient sous différentes formes. « Le roi s'attendait que vous lui manderiez ce que vous feriez... » — « Le roi attend des nouvelles du pays où vous êtes avec la dernière impatience... » — « Vous jugerez facilement que Sa Majesté attend avec quelque inquiétude de vos nouvelles... »

Le plus souvent Turenne ne tenait nul compte des observations de Louvois; quelquefois il lui répondait ironiquement. Le 6 octobre, par exemple, il lui écrit : « Vous me mandez que le roi eût souhaité que je lui eusse écrit plus au long... Je vous dirai qu'il est vrai que, quoique je n'eusse pas trop bu, nous avions demeuré longtemps à table, et, comme je partais de grand matin pour l'armée, j'omis assez de choses que je devais écrire. » Quelquefois il avoue ses torts et promet d'être plus exact à l'avenir. « Je ne manquerai plus, une autre fois, de

rendre un compte bien exact de ce qui m'empêchera de faire ponctuellement ce que le roi commande; car il est vrai que je fais cette faute-là, qui est que, quand je crois qu'une chose ne se peut ou ne se doit pas faire, et que je suis persuadé que le roi, qui me la commande, changerait de pensée s'il voyait la chose, je n'en dis pas les raisons. J'y aurai plus de précaution à l'avenir. » (18 novembre.)

Le 31 octobre Louvois lui écrivait : « Comme le roi eût fort désiré que vous vous fussiez avancé au moins jusque sur le bord de la rivière de Lahn, suivant que vous l'avez connu par mes dernières, il serait bien à propos qu'il vous plût mander ce qui vous en a empêché. Les gens qui ont coutume de raisonner ici, souvent sur ce qu'ils n'entendent pas, ne prêchent autre chose si ce n'est qu'au lieu de demeurer à Mulheim vous vous fussiez avancé jusqu'à ladite rivière, vous auriez ou battu les ennemis, ou les auriez obligés à s'éloigner du Rhin; ce que l'on dit qui aurait été d'une grande réputation dans la conjoncture présente, et qui aurait fort désabusé les Hollandais des secours d'Allemagne, qui espéraient les devoir rétablir en premier état. J'ai cru que vous trouveriez bon que je vous expliquasse ce détail, afin que vous soyez en état de donner sur cela des éclaircissements plus justes à Sa Majesté. »

Le moment que Turenne attendait pour agir étant arrivé, le maréchal se décida. Le 25 octobre, les ennemis étaient campés à Hochstbourg, sur le Mein, à trois lieues de Mayence. Le maréchal se rapprocha d'eux. Il passa la Sieg et campa à Ramersdof, vis-à-vis de Bonn, et le lendemain à Erpel. Il fit avancer des farines à Andernach, car les magasins de Cologne et de Bonn commençaient à s'épuiser, et il fallait d'ailleurs se pourvoir de subsistances pour passer la Lahn.

Le 3 novembre, l'électeur de Brandebourg jeta un pont sur le Rhin à une lieue de Mayence, passa sur la rive gauche et entra dans le Luxembourg. Ce jour-là même il y eut un premier engagement d'avant-garde entre les troupes de Turenne et celles de l'électeur de Brandebourg. Le jeune comte de Dohna, de ces dernières, y fut tué. Le 8 novembre, l'électeur écrit à Turenne. Il s'étonne que les troupes françaises aient attaqué les siennes, qu'il avait envoyées « dans les terres de l'Empire, et bien loin des limites de la France, pour reconnaître quelques passages ». Turenne lui répondit très nettement le 10 : « Après ce que le roi vous a fait dire sur la marche de votre armée, je ne doute pas que vous n'ayez toujours posé comme un fondement certain que les choses ne se pouvaient pas passer autrement. » Il ajoutait qu'il était « bien marri de la mort du comte de Dohna, qui appartenait à une illustre famille ».

Louis XIV ayant été informé de l'incident, Louvois écrivit à Turenne : « Sa Majesté a fort approuvé la manière dont vous avez ré-

pondu à M. de Brandebourg; elle désire seulement que vous souteniez toujours que ses troupes ont attaqué celles du roi. » (17 novembre.)

Bien que Turenne se soit décidé à suivre ses intentions, Louvois ne cesse pas encore ses récriminations. « Sa Majesté a connu que vous alliez marcher sur la rivière de Lahn, écrit Louvois à Turenne le 10 novembre; elle attend avec impatience, par vos premières, d'apprendre que vous y soyez arrivé... — Je crois être obligé de vous dire, ajoutait Louvois, qu'il sera bien à propos que, quand vous ne croirez pas pouvoir exécuter un ordre que Sa Majesté vous mandera, vous lui expliquiez fort au long les raisons qui vous en empêchent, ayant trouvé fort à redire que vous ne l'ayez pas fait jusqu'à présent. » Et le 16 : « Je vous ai si amplement écrit, par mes dernières, les intentions du roi et le chagrin que Sa Majesté a de voir la lenteur avec laquelle vous les exécutez, que, comme je ne pourrais que vous répéter la même chose, je m'y remettrai, s'il vous plaît. »

« La brièveté de celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, du 6, et de celle que vous avez écrite à Mgr le prince, de la même date, n'a pas diminué l'inquiétude du roi, qui ne peut comprendre comment vous ne lui rendez point compte au long de ce que vous faites, ni comment vous ne lui mandez point ce que vous allez faire. »

Turenne consentit enfin à s'expliquer. « Pour répondre à ce que vous me mandez qu'il serait bon que j'éclaircisse pourquoi j'ai demeuré si longtemps à Mulheim, et que, partant plus tôt de là, j'aurais fait déloger les ennemis du lieu où ils étaient, qui était près de Francfort..., je vous dirai, Monsieur, qu'il ne m'est jamais entré dans l'esprit que je pusse aller chercher l'ennemi en ce lieu-là, vu la distance qu'il y a d'Andernach en ce lieu-là, où je pouvais avoir des farines, mais point de bateaux à les passer; l'impossibilité de passer au delà de la Lahn avec du bagage, à moins que d'aller par le haut chemin vers Limbourg, qui m'éloigne si fort du Rhin que je n'en peux rien tirer; et, après cela, on marche douze heures dans un mauvais pays, et on trouve un ennemi qui a ses vivres à Francfort et sur le Mein, et de petites rivières pour se placer. Je vous donne ma parole, Monsieur, qu'il n'y a personne qui voie ce pays-ci qui puisse seulement le penser... Si on était sur les lieux, on rirait de cette pensée-là[1]. »

« Comme le roi a du chagrin de ce que je n'ai pas plus tôt marché de Cologne, je suis au désespoir de ne l'avoir pas fait... Le roi sait bien qu'il n'y a personne qui ne dise et n'écrive que si on allait aux ennemis qu'ils se retireraient bien loin... Sa Majesté veut bien que je lui dise, à moins qu'elle ne le sache par des voies sûres, qu'un ennemi

[1] Turenne à Louvois, 9 novembre 1672.

qui est entre Francfort et Hanau, ne pouvant certainement point passer la Lahn en corps d'armée, comme je l'ai écrit, ne se retire point dans le cœur de l'Allemagne s'il n'y est rappelé par d'autres choses, ayant un pont à quatre heures de lui pour se mettre derrière le Mein, sans compter les postes qu'il a devant[1]. »

Cependant le prince d'Orange s'approchait pour joindre les alliés. Turenne repassa le Rhin sur le pont d'Andernach, laissa Réveillon pour défendre cette ville, et, le 27 novembre, distribua l'armée en quartiers près de Wittlich, bourg de l'électorat de Trèves situé sur le chemin de Liège et de Maëstricht à Mayence, où il resta jusqu'au 16 décembre. Cette position était d'autant plus avantageuse que le prince d'Orange ne pouvait joindre les Allemands, ni ceux-ci marcher sur la Meuse, sans rencontrer le général français.

Turenne, que les ordres réitérés de Louvois gênaient et blessaient, s'efforçait de lui faire comprendre qu'il ne pouvait agir à sa guise. Le 8 décembre, du camp de Wittlich, il lui écrivait :

« Je ne sais point certainement le mouvement de leur infanterie... On ne sait pas le matin ce que l'on fera à midi. La situation du pays, le manque de fourrages, la marche des ennemis, le pain, font prendre à tout moment de différentes pensées. »

Et à la même époque :

« Le pays ici est fait de façon qu'il y a certaines choses que l'on croit aisées quand le roi l'ordonne, qui sont néanmoins entièrement impossibles, de sorte que, si l'on ne se contentait pas d'être bien assuré que l'on aime mieux bien servir le roi que toutes les choses du monde, on se tournerait la tête. Vous savez bien, Monsieur, que l'expérience fait dire sur certaines choses que cela ne se peut pas. Quoique je n'aie pas très bonne opinion de moi, je me croirais incapable de servir le roi si on ne pouvait asseoir un peu de fondement sur ce que je dis. »

Une attaque hardie du prince d'Orange sur Charleroi (15 décembre), attaque qui remplit Louis XIV et Louvois d'inquiétude, échoua. Les alliés renoncèrent à se maintenir sur la rive gauche du Rhin; ils repassèrent le fleuve, puis le Mein près de Goldstein (15 décembre), entre Francfort et Hochst, et tentèrent de s'établir dans le pays de l'électeur de Cologne et de l'évêque de Munster. Dès que les alliés eurent repassé le Mein, Turenne partit de Wittlich, s'établit à Wesel, et pendant la fin du mois de décembre il maintint son armée sur les bords du Rhin et de la Meuse, surveillant les mouvements et épiant les desseins de l'ennemi. Il avait d'abord cru que les troupes de l'Empereur iraient hiverner vers l'abbaye de Fulda, entre la Franconie et la Hesse, et celles de l'électeur dans les États de Brandebourg. Voyant

[1] Turenne à Louvois, 14 novembre 1672.

que les troupes allemandes ne s'éloignaient pas et comptaient séjourner pendant quelque temps aux environs de Lippstadt et dans l'évêché de Paderborn, prendre ensuite des quartiers d'hiver dans le pays de Munster et pénétrer en Frise, que les Hollandais avaient surpris Coevorden et que ces événements effrayaient l'évêque de Munster, il se disposa à secourir ce prince pour faire échouer les desseins des confédérés.

Il craignait que l'évêque de Munster, menacé et foulé par les alliés, ne se décidât, pour sauver son pays, à renoncer à l'alliance française. « Quand on sait l'état d'Allemagne, écrivait-il (19 janvier 1673), et celui d'un prince ecclésiastique dans son pays, on ne doute point de cette vérité-là, quand ses États sont menacés de si près et que le nom de l'Empereur y entre. » Le 7 janvier il avait écrit à Louvois :

« Je crois très important pour le service du roi que je passe le Rhin assez fort pour empêcher les Allemands de s'élargir dans la Westphalie, et même de les faire repasser, si l'on peut, au delà du Weser. Dans l'ébranlement de M. de Munster, et vu la perte de Coevorden, cela attirerait, à mon avis, de fort méchantes suites si on leur laissait prendre leurs quartiers d'hiver en repos, et on ne peut les en faire sortir qu'en corps d'armée. »

Ce projet hardi d'une campagne d'hiver effrayait Louvois et Louis XIV. Le 17 janvier, Louvois écrivait à Turenne :

« Sa Majesté approuve que vous fassiez tout votre possible pour empêcher que les Allemands ne prennent leurs quartiers en deçà le Weser, pourvu que cela ne vous engage point à des marches qui achèvent de ruiner les troupes et que vous n'y meniez point d'infanterie. *Elle ne veut point absolument que vous teniez la campagne dans la saison présente,* parce qu'elle connaît que ce serait la ruiner, et que, pour ôter aux Allemands une commodité qu'ils auront dix lieues plus loin, on se mettrait en état que l'on n'aurait plus de troupes la campagne prochaine. »

Le 21 il revenait longuement sur ses instructions, et il ajoutait :

« Le roi compte pour une grande fortune pour lui le débordement du Rhin, qui vous a empêché de passer avec la diligence que vous auriez pu faire si vous aviez trouvé le pont fait, puisque cela vous donnera moyen de recevoir les ordres qui vous apprendront que Sa Majesté désire que vous préfériez le repos et le rétablissement de ses troupes à toute autre chose. »

Louvois pensait qu'avec de bonnes armées en Flandre, en Hollande, en Roussillon et en Lorraine, il empêcherait les Allemands de se joindre aux Hollandais et les Espagnols de faire aucun progrès [1]. Mais le maréchal, persistant dans son idée, répondit qu'il ne fallait pas faire une

[1] Louvois à Turenne, 25 janvier 1673.

demi-guerre. — « Si vous étiez sur les lieux, lui disait-il, vous verriez que si M. de Munster n'était soutenu, il serait dans quatre jours avec les Impériaux ; il ne faudrait qu'un trompette de l'Empereur pour faire rendre tout le pays. » (9 et 23 janvier, 14 février.) Louis XIV et Louvois cédèrent, et Turenne entra en pays ennemi avec une armée peu nombreuse, mais excellente. Ses bataillons n'étaient que de quatre cents hommes en moyenne ; mais tous ses hommes étaient aguerris, robustes, « frais comme en entrant en campagne. » Il avait eu le soin de laisser derrière lui les malades et les souffreteux.

Turenne s'était mis en marche vers la fin de janvier ; il passa le Rhin à Wesel, le 25 et le 26 janvier, avec quinze à seize mille hommes. L'électeur Frédéric-Guillaume assiégeait la ville de Verle, située dans le duché de Westphalie, et qui appartenait à l'électeur de Cologne. Le marquis de Renel, envoyé par Turenne en avant avec douze cents chevaux seulement, feignit de vouloir attaquer Frédéric-Guillaume. Cette démarche audacieuse fit croire qu'il était soutenu. L'électeur leva le siége et retourna à Bilefeld ; il avait renvoyé le général Spaen à Lippstadt et fait entrer les troupes dans Kamen et Unna. Turenne envoya un corps d'infanterie renforcer le marquis de Renel, posté sur le flanc gauche des ennemis de manière que Turenne, s'avançant de front vers Kamen et Unna, les Allemands risquaient d'être enveloppés s'ils ne quittaient leurs quartiers pour se rapprocher du Weser.

Montecuculli était à Paderborn malade ou feignant de l'être. On soupçonna que ce général, n'ayant eu jusque-là que du désavantage avec Turenne, ne voulait pas compromettre davantage sa réputation.

Dans la nuit du 1er au 2 février, le maréchal conduisit une partie de son armée de Luinen à Unna, petite place du comté de la Marck, qui couvrait les cantonnements de l'ennemi et qu'occupaient huit cents Brandebourgeois aux ordres du colonel Remsdorf. La saison était rigoureuse ; la terre était si durcie par la gelée, qu'on ne put ouvrir la tranchée. Le général Spaen vint avec cinq mille hommes pour dégager la place ; mais Turenne prit de si bonnes dispositions, que Spaen n'osa pas l'attaquer et se retira. Remsdorf se rendit prisonnier de guerre. Cette conquête coûta peu de monde aux Français, qui s'emparèrent en même temps de Kamen, où ils postèrent un bataillon (5-6 février).

Quelques jours après, on se trouva tout près des ennemis. Le prince d'Anhalt conseilla à l'électeur de Bandebourg de barrer, les armes à la main, le chemin aux Français. Le grand électeur fit ranger son armée en bataille ; mais Turenne, qui espérait, sans combattre, obliger les alliés à s'éloigner, resta sur la défensive. C'était un dimanche. Quelques personnes, peu curieuses de voir une bataille,

engagèrent le chapelain de l'électeur à allonger l'office ; il prêcha environ trois heures, et, à la fin du sermon, le duc de Bournonville prétendit qu'il était trop tard pour livrer bataille. Les Allemands continuèrent leur mouvement de recul. On raconte qu'un aventurier, nommé Villeneuve, proposa à ce moment à l'électeur de Brandebourg d'assassiner ou d'empoisonner Turenne ; mais Frédéric-Guillaume envoya un trompette au général français pour l'avertir de se tenir sur ses gardes, ajoutant que l'estime qu'il avait pour son mérite n'était point altérée par le mal que la guerre l'obligeait de faire à ses États (18 février).

Le lieutenant général Foucaut s'empara de Ham le 20 février, sans résistance. Turenne y envoya mille hommes. L'ennemi était démoralisé; les Français, au contraire, pleins d'ardeur et d'entrain. Les traits de bravoure et d'audace se succédaient sans interruption. Cent hommes du régiment du roi enlèvent le château de Birkenbaum, gardé par deux cents ennemis. Cinquante dragons et quelques officiers mettent en fuite un régiment[1].

« Cent mousquetaires du régiment du roi, commandés par M. de Bourlemont et M. de Champgrand, ont fait une aussi belle action qu'il se peut[2]. » M. de Schomberg avait mis ces cent mousquetaires dans un château, « à Herringen, qui est à une heure au-dessous de Ham sur la Lippe, et où il y a un pont... Le château ne vaut rien, mais il y a une basse-cour qui n'est point fermée de murailles et qui n'a aucun parapet de terre, qu'un bras de la Lippe, large de sept ou huit pas, enferme. Dès que M. de Schomberg fut parti, ceux de Ham, où il y a près de trois mille hommes, y vinrent avec cinq à six cents chevaux et les dragons, y firent une légère attaque et furent repoussés... A l'entrée de la nuit, ils commandèrent huit cents mousquetaires et de la cavalerie pour les soutenir, qui firent des attaques et vinrent sur le bord du fossé, espérant d'en chasser par le feu ce qui était dans cette enceinte, qui n'était pas plus couvert que les ennemis; ils avaient seulement mis des charrettes en quelques endroits avec du fumier; mais en beaucoup de lieux il n'y avait rien. L'action dura plus de trois heures, les cent mousquetaires tenant contre les huit cents, sans être plus couverts qu'eux, et n'y ayant que sept ou huit pas de distance; en quoi il faut beaucoup louer les soldats de n'avoir point quitté les officiers... Il n'y a personne qui n'avoue que l'on n'a guère vu, depuis les guerres, une plus belle action d'un si petit nombre de gens; car ce n'est que par le feu, tout à découvert, que l'on a soutenu cette attaque. »

Pendant une marche, Turenne, accablé de fatigue, s'était endormi au pied d'un arbre. En se réveillant il aperçut au-dessus de sa tête

[1] Le marquis de Renel à Louvois, 7 mars.
[2] Relation jointe à une lettre écrite par Turenne à Louvois, le 18 février 1673.

une sorte de tente formée de manteaux appuyés sur des branches, et un groupe de soldats qui causaient à voix basse à quelques pas de lui. Il demanda à ces soldats ce qu'ils faisaient là : « Nous voulons, répondirent-ils, conserver notre père, c'est notre plus grande affaire. Si nous venions à le perdre, qui donc nous ramènerait dans notre pays ? »

Turenne avait fait investir Sœst le 4 février. Les alliés l'évacuèrent le 24. Turenne y arriva le 26. L'électeur de Brandebourg avait la veille envoyé Vangelin, ministre de Suède à sa cour, à Turenne, pour lui proposer un accommodement. Le maréchal répondit qu'il ne pouvait cesser les hostilités sans en recevoir l'ordre du roi. Les troupes de l'électeur de Brandebourg et de l'Empereur reculaient sans cesse devant Turenne, qui écrivait à Louvois, le 4 mars 1673 : « Je pense que si ce bonheur-ci continue, les affaires d'Allemagne prendront un train que l'on ne pouvait guère s'imaginer il y a deux mois, et dont la Hollande pâtira beaucoup. »

Paderborn fut évacué, et les ennemis repassèrent le Weser axec la plus grande précipitation à Minden, Hœxter et Vlothau. Le 7 mars, le marquis de Renel en informa Turenne et lui fit connaître en même temps la vivacité de leurs inquiétudes. Le maréchal profita de cet avis, passa le Weser à Hœxter et poursuivit l'armée du grand électeur avec rapidité.

Le 17 mars, Turenne informe Louvois de la marche des ennemis dans leur retraite et il ajoute : « On peut juger en quel état est une armée qui marche beaucoup de jours de suite dans cette saison ; il n'est pas croyable le dégoût et le chagrin qu'il y a dans ces armées-là : quantité d'officiers demandent et prennent leur congé, et j'ai des avis certains que, depuis qu'ils sont par delà le Weser, c'est une confusion dans leurs troupes qui n'est pas croyable... Ceci paraît si extraordinaire à toute l'Allemagne, qu'ils croient que c'est un songe... Sa Majesté pourra, à mon avis, faire prendre à peu près le train qu'elle voudra aux affaires, lesquelles, si je ne me trompe, sont bien changées depuis trois mois. »

Le 13 mars, Frédéric-Guillaume se décida à la paix. Il envoya le baron de Stratman, son conseiller intime, à Louis XIV pour la traiter. Le même jour, ayant obtenu le passage sur les terres du duc de Hanovre, il partit des environs de Minden pour retourner dans ses États.

Les négociations pour la paix, si courtes qu'elles pussent être, devaient durer quelques semaines. Louvois, enchanté du « bon état où Turenne avait mis les affaires », l'engagea à entreprendre encore « tout ce que pourrait permettre la saison et la conservation des troupes du roi ». Le maréchal, prenant avec lui quelques dragons et deux régiments, entra dans l'évêché d'Hildesheim. Le 4 avril, l'évêché d'Hildesheim



Hildesheim.

était libre d'Impériaux. L'armée ennemie était partie se dirigeant vers la Thuringe. La paix fut conclue le 10.

Cette longue campagne d'hiver avait été menée avec tant de prudence et d'habileté, qu'elle n'avait pas épuisé l'armée. « Je vous assure, écrivait Turenne à Louvois le 20 mars, que l'armée du roi, en comparaison (des troupes allemandes), est comme si elle s'était rafraîchie depuis longtemps. » L'effectif était un peu diminué; mais les troupes étaient aguerries et solides, leur moral était excellent. Le matériel était en bon état, et c'est en toute vérité que Turenne pouvait écrire à Louvois, à la fin de la campagne, le 9 mai : « Toute l'armée du roi qui est ici sera prête dans huit jours, la plupart, tant cavalerie qu'infanterie, en aussi bon état qu'au commencement de l'année passée; et en meilleur, de ce qu'il sont plus aguerris. »

Turenne organisa ses quartiers dans les villes prises et donna du repos à ses troupes. Il fit rentrer les paysans dans leurs villages pour labourer, leur fournit du grain de semence et ne leur infligea pas de trop fortes contributions. Il acheta des chevaux et « fit faire des justaucorps » pour ses hommes, qui se remirent de leurs fatigues.

Satisfait des brillants résultats de cette campagne d'hiver à laquelle il s'était tant opposé, Louvois redevint bienveillant à l'égard de Turenne; mais nous devons dire que le maréchal, aigri par la résistance que ses plans avaient trouvés auprès de ce ministre, accueillit assez mal ses avances. L'intendant Charuel ayant été envoyé à l'armée qu'il commandait, il crut voir là une preuve de mauvais vouloir et de méfiance de la part de Louvois. « M. Charuel, écrivait-il à Louvois, passe pour un homme dont les écritures sont fort dangereuses; j'ai une façon de vie qui ne me met pas à couvert de cela quand on n'agit pas de bonne foi. » (9 avril 1673.) Et il demanda un autre intendant. Louvois retira Charuel et lui envoya Camus de Beaulieu, homme d'un caractère plus conciliant; mais, dans les instructions qu'il donna le 6 juillet au nouvel intendant, le ministre à son tour laisse percer sa défiance. « Il faut, disait-il à l'intendant, avoir beaucoup de respect pour M. de Turenne et exécuter ponctuellement les ordres qu'il vous donnera; » il ajoutait : « Il faut me tenir averti de tout ce qui se passera, de quelque nature que ce puisse être. »

Les trente-deux mille hommes que le roi s'était réservés dans la répartition des troupes[1] ne lui paraissant pas suffisants pour assurer le

[1] Louis XIV pouvait disposer, pour la campagne de 1674, d'environ quatre-vingt-seize mille hommes d'infanterie et de vingt-huit mille cavaliers. Huit mille hommes devaient rester en Roussillon, sept mille en Lorraine, quelques milliers dans les places fortes. Le reste était ainsi réparti : si l'Empereur voulait continuer la guerre, on lui opposerait trente-

succès du siège de Maëstricht, qu'il avait résolu, il demanda au maréchal de lui envoyer quelques détachements de son armée pour se joindre à l'armée de siège. Comprenant l'importance de la conquête de Maëstricht, Turenne envoya sans difficulté tout le monde qu'on lui demandait. Il demeura avec le reste sur les terres de l'Empire. Il séjourna longtemps à Sœst, à Corbach et à Vetzlar (du 1er avril au 12 août), et répartit son armée aux environs de Francfort et dans le comté de Hanau. « La diète germanique fut avertie que les dispositions menaçantes de l'Empereur contraignaient le roi à cette précaution[1]. » Tout ce que Louvois croyait pouvoir accorder aux Allemands, c'était d'inviter Turenne à ménager les alliés de la France, à ne « pas les ruiner absolument[2] » pour le besoin de ses troupes, et à leur faire voir que les Français étaient moins ravageurs que les Allemands eux-mêmes. « Ce moment est capital dans l'histoire de Louis XIV. Cette occupation prolongée au delà du Rhin va lui ravir la confiance des Allemands, dissiper ce prestige de protection qui depuis longtemps les ralliait à sa cause, et en trahissant ses projets de domination renverser tout ce que Richelieu et Mazarin avaient édifié. La Hollande y gagnera ce que la France doit y perdre[3]. »

« La France n'est pas moins pernicieuse à ses amis qu'à ses ennemis, est-il dit dans un violent pamphlet qui parut en Allemagne, un peu plus tard, en 1675. Le seul avantage que puissent espérer ses amis, et qui doit bien les toucher, c'est celui que Polyphème promit à Ulysse, de ne le dévorer que le dernier[4]. »

Turenne attendit ainsi en Vétéravie, pays riche et abondant, que Maëstricht fût pris et que l'Empire se fût décidé, ce qui eut lieu dans le courant d'août.

Investi le 5 juin, Maëstricht capitula le 30, et la ville fut livrée aux Français le 2 juillet. Le siège avait été conduit par Vauban, qui y fit pour la première fois usage des parallèles. L'armée française avait perdu quinze à seize cents hommes, les assiégés deux mille.

Le 9 août Turenne écrivait à Louvois : « Ayant eu confirmation par les lettres de Vienne, du 28 du mois passé, comme tous les officiers généraux partent et que l'Empereur doit être le 11 à Égra, je vais m'approcher du Mein, et, faisant avancer les troupes, je serai lundi prochain à Assenheim. Je ferai marcher l'artillerie plus avant. Je ferai visiter de là le lieu le plus commode pour le pont entre Hanau et Aschaffenbourg,

quatre mille hommes; trente-cinq mille étaient destinés à contenir le prince d'Orange. Le roi s'en réservait trente-deux mille pour frapper quelque grand coup soit contre la Hollande, soit contre les Pays-Bas espagnols.

[1] Déclaration de Louis XIV, à la date du 22 mai 1673.

[2] Louvois à Turenne, 21 mai.

[3] Gaillardin.

[4] *Deutschlandes wahrhafte Interesse*, 1675, cité par Gérard, bataille de Turkheim.

pour me gouverner ensuite suivant les avis qui me viendront de la marche de l'Empereur. »

Les informations de Turenne étaient exactes. Dans les premiers jours du mois d'août, l'Empereur quitta Vienne pour aller passer en revue ses troupes réunies en Bohême. Le 28, à la diète de Ratisbonne, il fit lire un manifeste violent contre la France; mais ce ne fut que le 16 septembre que l'ambassadeur français, M. de Grémonville, reçut ses passeports.

Turenne se préparait à prendre hardiment l'offensive. Il se rendit à Marienthal par une marche forcée. Son projet était de s'avancer jusqu'à Nuremberg pour refouler l'ennemi dans les montagnes de Bohême; mais pour cela il lui fallait des renforts, et le roi se refusait à les lui fournir. Il s'attendait à une déclaration de guerre de l'Espagne, et il voulait avoir sous la main une armée puissante qu'il pût jeter en quelques jours dans la Franche-Comté; aussi retenait-il inutilement à Nancy des troupes nombreuses.

Louvois voyait bien l'avantage des projets offensifs de Turenne; mais, ne pouvant lui envoyer des renforts, il l'engagea à se contenter de prendre une position défensive sur le Tauber, entre Philippsbourg et Nuremberg, de manière à barrer à Montecuculli le chemin de la Hollande, tout en menaçant l'Allemagne. En communiquant à Turenne son plan de campagne, Louvois l'entoura de précautions oratoires peu habituelles chez lui : « Voilà, écrivait-il au maréchal le 9 septembre, ce que Sa Majesté pense sur l'action de l'armée que vous commandez et ce que, à tout autre qu'à vous, elle enverrait l'ordre positif d'exécuter; mais, vu la confiance qu'elle prend en vous, et que souvent ce qui paraît de loin difficile et ruineux pour une armée paraît tout au contraire à ceux qui sont sur les lieux, Sa Majesté vous laisse une entière liberté de faire ce que vous jugerez plus à propos. »

Turenne, irrité de voir qu'on lui refusait des renforts avec lesquels il eût pu s'assurer le succès, prit fort mal les conseils de Louvois et ne les suivit pas. « Je vois bien, répondit-il le 15 à Louvois, les intentions du roi et ferai tout ce que je pourrai pour m'y conformer; mais vous me permettrez de vous dire que je ne crois pas qu'il fût du service de Sa Majesté de donner des ordres précis de si loin au plus incapable homme de France. » Il indique sa position à Louvois, lui dit que si l'ennemi veut envoyer de la cavalerie à Coblentz, il ne saurait l'en empêcher : « S'il vous plaisait sur tout cela de considérer la carte du pays, je ne crois pas que l'ennemi ose s'affaiblir devant moi, car nous sommes à deux heures l'un de l'autre du même côté du Mein, à moins qu'il ne voulût se retirer ensuite. Je suis trois heures plus haut que Wurtzbourg, le Mein à ma gauche, ayant la tête tournée du côté de l'ennemi, où on ne saurait faire de pont à cause des montagnes. »

Turenne, en effet, n'avait pas attendu les instructions du ministre pour commencer son mouvement. Il s'était emparé de tous les ponts sur le Mein, jusqu'à celui de Wurtzbourg, que le prince-évêque se chargea de garder. Il avait fait fortifier le pont d'Aschaffenbourg et s'était établi en deçà du Mein, de manière à pouvoir couvrir à la fois le cours inférieur et le cours supérieur du Rhin. Montecuculli s'avança. Le 2 septembre, les deux armées étaient en présence. Turenne aurait désiré une bataille. Ses troupes, qui s'attendaient au combat, étaient pleines d'ardeur. « Dans le moment, écrit Camus de Beaulieu (12 septembre), toute l'armée fut en bataille et marcha avec une fierté qui ne saurait s'imaginer. J'observais tout le monde; c'était une gaieté qu'on n'a jamais vue, et si l'on avait pu en venir aux mains, le bon succès en était assuré. »

Montecuculli se déroba et prit une bonne position. Le 13, Turenne écrit à Louvois : « Aujourd'hui, comme j'ai marché vers Ochsenfurt, j'ai trouvé toute leur armée campée sur les bords du Mein, dans un lieu très avantageux et d'où on ne pouvait pas approcher, même ayant affaire à une armée bien inférieure. » Le 14, il y eut quelques engagements d'avant-garde. Une attaque eut lieu sur un poste français de trois cents hommes établi sur les bords du Mein. Cette attaque ne réussit pas. Les huit cents hommes qui l'avaient tentée reculèrent. Montecuculli les fit soutenir. De son côté, Turenne envoya des renforts aux siens. L'action allait devenir générale quand Montecuculli donna l'ordre de ramener en arrière les troupes engagées, ce qui se fit avec tant de précipitation, que quelques bagages demeurèrent aux mains des Français.

La défection imprévue de l'évêque de Wurtzbourg vint changer la face des choses et compromettre l'armée de Turenne. Ce prince s'était engagé par traité à rester neutre. Il devait laisser préparer le pain des Français dans sa ville et ne pas y admettre d'Allemands. Des magasins de farines et des fours furent en conséquence installés à Wurtzbourg. Mais, dès qu'il vit Montecuculli près de lui, le 18 septembre, l'évêque reçut une garnison d'Impériaux, leur laissa prendre les approvisionnements des Français, leur donna libre passage sur son pont, ce qui leur livrait la Franconie, le pays d'Allemagne le plus fertile en blés; il engagea de plus ses paysans à courir sus aux Français isolés.

Turenne, confiant dans la bonne foi du prélat, ne faisait escorter ses convois que par de faibles détachements. L'ennemi profita de cet excès de confiance et de la perfidie de l'évêque. Le colonel Dunevalt passe le Mein à Wurtzbourg avec mille chevaux (18 septembre), s'avance sur le chemin de Wertheim, où Turenne avait une boulangerie et des approvisionnements en grains et farines. Il rencontre cinquante chariots chargés de pain destinés pour l'armée française; l'escorte, qui ne con-

sistait qu'en cinquante cavaliers, fut aisément dissipée et le convoi enlevé. En même temps que Dunevalt passait le Mein à Wurtzbourg, un détachement d'infanterie descendait cette rivière en bateau, entrait dans Wertheim, y enlevait ou détruisait environ deux mille trois cents sacs de blé et se retirait sans être inquiété... Un autre détachement des Impériaux enleva à Rottingen six mille rations de pain. Turenne était menacé de la disette. Il détacha alors les comtes de Guiche et du Plessis avec les dragons, quatre cents cavaliers et deux pièces de canon, pour aller établir dans les villes, le long du Tauber, des garnisons qui devaient empêcher les ennemis d'entreprendre dorénavant sur les subsistances et les fourrages des Français. Il recula et porta son camp à Vinckleim. « Cet événement seul, qui changea la constitution de la guerre en Allemagne, obligea dans la suite le roi d'abandonner les places de Hollande et donna le moyen à l'armée de l'Empereur de prendre ses quartiers d'hiver entre le Rhin et la Meuse, et de se joindre, la campagne suivante de 1674, aux armées d'Espagne et de Hollande, qui, par ce renfort considérable, crurent avoir changé la constitution de la guerre et être en état de la faire offensive de leur part contre la France.

« Si M. le maréchal de Turenne, à qui il était d'une conséquence infinie de tirer son pain de Wurtzbourg, parce qu'il n'avait pas de farine ailleurs plus proche que celle qui était dans Philippsbourg, n'avait pas eu, dans cette occasion, trop de confiance en un prince allemand dans un temps où il pouvait être vivement sollicité de manquer à sa parole par M. de Montecuculli, qui était, avec l'armée de l'Empereur, proche de Wurtzbourg aussi, et que M. de Turenne eût eu aux portes de cette ville un corps considérable pour recevoir son convoi, il est apparent que l'ennemi n'en aurait pas tenté l'enlèvement, parce qu'il ne l'aurait pu faire sans défiler au sortir de la ville devant un corps qui aurait été en bataille.

« On voit, par cet exemple d'une faute faite par un des plus grands capitaines que la France ait eus, de quelle conséquence il est à un général de veiller à la sûreté de ses convois de vivres[1]. »

A partir de ce moment la campagne fut malheureuse pour Turenne. Montecuculli passa le Mein à Wurtzbourg, longea la rive droite et se dirigea sur Francfort, et de là sur le Rhin. Turenne reconnut la nécessité d'abandonner Aschaffenbourg; il ne s'y était maintenu jusqu'à la dernière extrémité que pour gagner du temps et empêcher Montecuculli de se rendre maître de tout le cours du Mein, mais il était à craindre que l'hiver, qui approchait, ne fermât aux Français les chemins de leurs frontières.

[1] *Mémoires de Feuquières.*

L'électeur de Mayence ayant fait dire à Turenne que s'il voulait abandonner Aschaffenbourg il resterait strictement neutre entre les deux armées, le vicomte profita de ce prétexte pour sortir honorablement d'un mauvais poste et fit évacuer la ville.

La disette était telle dans l'armée française, que les soldats allèrent jusqu'à piller leurs magasins. Louvois écrit, le 9 octobre, une lettre fort dure à Turenne à ce sujet. La valeur des pertes devra être retenue sur le montant des soldes et remise au sieur Jacquier, intendant de l'armée, et on devra « en user ainsi toutes fois et quantes que pareilles choses arriveront ». Sa Majesté m'a ordonné d'ajouter « qu'elle serait très mal satisfaite si cela arrivait plus, et qu'elle ne peut pas s'imaginer qu'il y ait aucune discipline dans une armée capable de piller ses propres magasins ».

Dans toute cette campagne Turenne se montra hésitant, embarrassé, et ses préoccupations étaient bien justifiées. Il était en face d'une armée puissante, bien approvisionnée, commandée par Montecuculli, loin de France, dans des pays ou franchement ennemis ou d'une neutralité malveillante, et dont les habitants, hostiles aux Français, tuaient les fourrageurs, donnaient aux éclaireurs de faux avis sur la marche des Impériaux, auxquels au contraire ils servaient de guides. Quelques-unes de ses troupes, les régiments étrangers surtout, peu habitués aux fatigues et aux privations d'une campagne aussi rude, diminuaient peu à peu; les soldats désertaient. En quelques jours, auprès de Francfort, Turenne constate cinq cents désertions, et tous ces déserteurs étaient Français.

Parvenu sur les bords du Rhin, Montecuculli fit travailler à un pont un peu au-dessous de Mayence; il profita d'une île qui partage le fleuve en deux bras, et, en attendant qu'il fût achevé, il fit passer en barque, de l'autre côté du Rhin, quatre mille fantassins, quinze cents chevaux et six pièces de canon. Le passage du Rhin par l'armée de l'Empereur eut lieu les 23, 24 et 25 octobre. L'abbé de Gravelle, représentant de la France auprès de l'électeur de Mayence, homme intelligent, dévoué et hardi, d'une des tours de la ville où il montait à la dérobée, étudiait ses mouvements et en donnait avis à Turenne, qui envoya M. de Clar à Trèves avec quatre cents chevaux et cent dragons et hâta sa marche vers le Rhin. Il savait du reste qu'il arriverait trop tard. Il avait onze cents malades, mais il ne laissait pas un homme en arrière. « M. de Villiers, qui a fait l'arrière-garde de tout, a fait ramasser tous les traîneurs très soigneusement, et je puis vous dire qu'en toute l'armée il y a une charité à cet égard qui n'est pas concevable. Je l'attribue à ce que tout le monde est bien aise de plaire à M. de Turenne, et qu'on sait bien qu'on ne peut pas mieux lui faire sa cour[1]. »

[1] *Journal de M. de Beaulieu.*

— « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 16 de ce mois, écrit Louvois le 26 octobre, par laquelle le roi a connu que ses affaires en Allemagne ne sont pas en un état aussi avantageux que Sa Majesté le pourrait souhaiter. Il est fâcheux que l'on se soit avancé si avant pour avoir l'affront de reculer si loin, qu'il est impossible que la réputation des armes de Sa Majesté ne souffre de cette retraite, qui servira fort à donner aux armes de l'Empereur un crédit qu'elles étaient sur le point de perdre. Sa Majesté voit ces choses et fait les réflexions susdites sans vous en rien imputer, et est très persuadée qu'il n'a pas été possible de mieux faire et que vous avez pris en tout le bon parti. »

Bien que prévenu de tous les mouvements des Impériaux, Turenne était dans l'incertitude de ce qu'ils entreprendraient et ne pénétrait pas leurs desseins. A peine Montecuculli fut-il sur la rive gauche, qu'il fit mine de vouloir remonter en Alsace et de menacer Philippsbourg. Turenne prit le change. Après avoir renforcé la garnison de Trêves, il se rapprocha en toute hâte de Philippsbourg. Turenne prêtait ainsi les mains au dessein de son habile adversaire, dont le plan était de rejoindre les Hollandais et les Espagnols, qui venaient de se déclarer contre la France. « Cette faute fut un nuage pour sa gloire; c'est la plus grande qu'ait commise ce grand capitaine[1]. » Turenne éloigné, Montecuculli était libre; les Impériaux purent sans difficulté descendre le Rhin jusqu'à Coblentz pour aller joindre les Espagnols et les Hollandais. Montecuculli partagea sa cavalerie en trois corps; les bagages et une partie de l'infanterie suivirent la route de Lahnstein ou descendirent le Rhin en bateau. Le point de réunion de toutes ces colonnes était la forteresse d'Hermanstein.

Le 31 octobre, Turenne, complètement informé de la marche et du dessein des ennemis, écrit à Louvois. Le désordre de son style trahit son désappointement, sa profonde humiliation d'avoir été trompé par son adversaire et d'avoir laissé réussir le plan formé par Montecuculli de descendre dans l'électorat de Cologne, d'emporter Nuitz et Bonn, et de soutenir le prince d'Orange.

En quelques lignes il répète trois ou quatre fois : « Je vois très bien l'importance de la chose et ce que l'ennemi peut faire, et l'avantage qu'il a. » Et il ajoute : « Mais je crois qu'il ne faut pas que la tête m'en tourne. » Il cherche ce qu'il y a à faire; les chemins défoncés, le mauvais temps, le manque de vivres, le petit nombre de ses troupes, la crainte de les ruiner le rendent hésitant et incertain. Il constate le succès des ennemis; mais, toujours prévoyant, après avoir laissé transpirer ses sentiments, il envisage l'avenir et recommande à Louvois ce que

[1] Napoléon.

M. le prince et Luxembourg pourraient exécuter pour remédier à la marche des Impériaux.

L'électeur de Trèves avait promis de garder la neutralité, mais il désirait trop ardemment se venger des Français pour tenir parole. Il permit à Montecuculli de se servir des ponts de Coblentz sur le Rhin et sur la Moselle. Cet avantage était capital pour les Impériaux. L'armée allemande descendit vers Bonn et entreprit, le 3 novembre, le siège de cette ville, qui appartenait à l'électeur de Cologne. Cette entreprise, que le mauvais état de la place et l'éloignement des armées françaises rendaient assurée, devait avoir les plus grandes conséquences; car elle coupait les communications des Français avec leurs conquêtes de Hollande, qu'il fallait abandonner, et enlevait à Louis XIV deux alliés essentiels, l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster, qui allaient être obligés de se réconcilier avec les Hollandais et de se joindre à l'Empereur.

Le 13 novembre, les alliés entraient dans Bonn après une résistance énergique de Réveillon, qui n'avait que peu de Français sous ses ordres, et que les troupes allemandes des alliés de la France ne secondèrent pas.

Turenne, averti du siège de Bonn, se voyait en frémissant dans l'impossibilité de secourir cette ville. Il reprochait à Louvois d'avoir négligé Bonn et l'électorat de Cologne. « Si Bonn avait été un peu en meilleur état, disait-il, les ennemis n'auraient jamais pensé à l'attaquer. » (14 novembre.) « Tout cela, écrivait-il à Louvois le 30 novembre, est une suite de leur entrée dans le pays de Cologne, où ils n'ont pas trouvé de places fortes et où il n'y avait pas de troupes pour les défendre; et, l'hiver venant là-dessus, je crois qu'on ne peut pas empêcher qu'ils n'en soient les maîtres. »

Louvois, que les succès de l'année précédente avaient fait revenir de ses préventions contre les campagnes d'hiver, pressait Turenne d'entrer dans l'électorat de Cologne par une marche hardie. Il y avait à cela un intérêt politique et un intérêt militaire. L'électeur, dont le territoire était occupé par les alliés, menaçait de passer à l'ennemi; mais Turenne jugeait cette marche impossible. Ses troupes étaient affaiblies, fatiguées et démoralisées; les vivres manquaient, la saison était mauvaise, les chemins défoncés. Louvois céda. Il écrivait, le 19 décembre, à Courtin : « Personne ne doute de l'avantage qu'il y aurait de pouvoir tomber présentement sur les Impériaux, mais ceux qui commandent les armées disent que vingt lieues de marche en cette saison détruiraient plus une armée que la perte d'une bataille; sur quoi personne n'étant en état de répliquer, il faut remettre la partie au printemps prochain. »

Les ennemis ayant pris leurs quartiers d'hiver, Turenne partit pour la cour le 14 décembre. Une partie des troupes resta dans l'électorat de

Trêve et sur la Sarre; deux autres corps allèrent s'établir en Lorraine et en Alsace, et quatre mille chevaux prirent la route de la Bourgogne et furent dispersés sur les frontières de cette province et de la Franche-Comté. La conservation de Hœxter sur le Weser devenant désormais inutile aux Français, le bataillon qui gardait cette place en rompit le pont et se retira à Wesel.

CHAPITRE SEPTIÈME

CAMPAGNES DE TURENNE EN ALSACE (1674-1675). — SA MORT SES OBSÈQUES

Turenne était revenu de sa campagne assez mécontent de lui-même et très irrité contre Louvois, qui avait contrecarré ses plans et ne lui avait pas envoyé les renforts qu'il demandait et dont il avait un réel besoin. Il unit son ressentiment à celui de Condé, qui avait, lui aussi, à se plaindre de l'orgueilleux et intraitable ministre. Ils s'assurèrent du concours de Colbert et de Pomponne, et résolurent de demander au roi l'éloignement de Louvois, dont la position fut sérieusement compromise. Heureusement pour le ministre de la guerre, l'intrigue s'ébruita, et l'habile le Tellier sauva son fils. Il gagna Condé par d'adroites flatteries, par des promesses pour la campagne suivante, surtout par la crainte de voir Turenne, son rival, profiter seul d'un triomphe commun, et le détacha de la ligue.

Turenne, abandonné par le prince, parla néanmoins au roi; mais il n'osa demander ou il n'obtint pas le renvoi du ministre. Comme il faisait observer à Louis XIV que Louvois était capable de rendre de grands services dans le cabinet, mais qu'il n'avait pas assez d'expérience de la guerre pour s'en attribuer la direction, le roi consentit à ce que le maréchal entretînt avec lui, par l'intermédiaire du cardinal de Bouillon, une correspondance qui échapperait à toute autre personne, quelle qu'elle fût. Louis XIV promit en outre que Louvois irait faire une visite à Turenne en témoignage de soumission. Sur l'ordre du roi et les instances de son père, Louvois fit cette démarche, qui dut bien coûter

à cet esprit orgueilleux. Turenne en rendit compte à Louis XIV. « Sire, lui écrivit-il dans le courant de janvier 1674, je dirai à Votre Majesté que M. le marquis de Louvois vint me voir hier, que j'irai chez lui dès que je serai de retour et que j'en userai fort civilement avec lui. Il m'a avoué que l'on a eu beaucoup de temps pour sauver Bonn avec quatre ou cinq mille hommes, et par là toutes les affaires. Nous sommes entrés dans de grands détails, avec beaucoup d'honnêteté et de dissimulation de son côté. Je savais parfaitement, il y a deux jours, comment s'était passé l'accommodement de M. le prince avec M. le Tellier, et comme le marquis de Louvois y est entré, et les raisons que l'on lui a dites pour cela. Comme j'aurai l'honneur de pouvoir parler à Votre Majesté ici, et de lui écrire quand elle sera éloignée, je lui dirai ou lui ferai savoir les pas que M. de Louvois continuera à faire pour entrer dans les sentiments de son père, lequel n'a jamais pardonné; et cela joint avec l'ambition du fils, Votre Majesté peut bien juger du danger où est un homme éloigné, et quel est le précipice qu'il voit à chaque pas devant soi, puisque, étant près, il a remarqué quantité de petits endroits qui ne l'assurent que trop de cette vérité-là. » On peut voir par cette lettre que toute animosité n'avait pas cessé entre ces deux hommes; mais, on ne saurait trop le reconnaître à leur gloire, s'il y eut des froissements et des torts réciproques, si Turenne, fier de sa longue expérience et de sa belle carrière militaire, ne sut pas toujours ménager le caractère hautain et susceptible de Louvois, leurs querelles cessèrent lorsqu'il s'agit du salut de la patrie; nous le verrons dans la campagne suivante, pendant laquelle Louvois mit au service du génie militaire de Turenne ses talents d'organisateur et d'administrateur.

Turenne était généreux et savait pardonner. Dans l'entrevue où le maréchal exposa au roi ses griefs contre Louvois, le roi lui parla du marquis de Saint-Abre, lieutenant général, et l'assura que cet officier ne servirait plus sous lui. Turenne, surpris, lui en demanda la raison; le roi lui dit que Saint-Abre avait blâmé sa conduite dans la campagne, et écrit à Louvois que, s'il avait été consulté, il aurait pu sauver Bonn sans risquer l'Alsace. « Pourquoi, répondit Turenne, ne m'en a-t-il rien dit? je l'aurais écouté volontiers, et j'aurais examiné si son projet pouvait être exécuté. » Il fit ensuite l'éloge de Saint-Abre, et pria le roi de ne pas lui ôter un officier aussi distingué.

Turenne, qui commençait à vieillir et que cette lutte persistante irritait et lassait, eut alors, paraît-il, la pensée de quitter le monde. D'après Ramsay et Raguenet, bien placés pour le savoir, il était de tradition constante de leur temps, dans la maison de Bouillon et dans l'ordre des Oratoriens, que Turenne avait exprimé l'intention de se retirer dans la maison des pères de l'Oratoire. Le saint-siège, ayant

appris cette résolution, envoya à Paris un délégué pour confirmer Turenne dans ses pieuses pensées et lui promettre le chapeau de cardinal s'il y persévérait. On raconte que Louis XIV fut obligé d'user de son autorité pour faire revenir le maréchal sur cette détermination, qui eût été un malheur public au moment où son génie était plus que jamais nécessaire à la France.

La situation avait, en effet, changé. Bien loin de pouvoir attaquer ses ennemis, Louis XIV allait être réduit à se défendre. Une coalition s'était formée contre le grand roi. L'Angleterre protestante s'était alliée à la catholique Espagne; l'Empire, la Hollande, tous les princes allemands, même l'évêque de Munster et l'électeur de Cologne, s'étaient déclarés contre Louis XIV. Le grand électeur avait violé sans hésitation le traité qu'il avait signé l'année précédente. Seuls le duc de Bavière et l'électeur de Hanovre restaient dans la neutralité.

Le roi de France prit son parti avec résolution. Il donna l'ordre d'évacuer toutes les places tenues par ses troupes sur le Rhin et la Meuse, à l'exception de Graves et de Maëstricht; puis, apprenant que l'électeur palatin s'était engagé par un traité à joindre ses armes à celles des Impériaux, il fit occuper par les marquis de Vaubrun et de Rochefort la ville de Germersheim.

Tout à coup, le 18 mars, six mille Allemands, sous le commandement de Caprara, passèrent le Rhin. Le marquis de Beauvezé, en ayant eu nouvelle, sortit de Landau avec six cents chevaux pour aller reconnaître l'ennemi; il fut attaqué et blessé. Louis XIV jugea que les confédérés n'avaient quitté leurs quartiers d'hiver avant la saison que pour assiéger Philippsbourg, dont les fortifications n'étaient pas encore achevées, ou pour pénétrer en Alsace. Il donna à Turenne l'ordre de partir immédiatement.

Le 3 avril, Turenne est à Toul. Il écrit à Louvois pour lui expliquer différents mouvements de troupes qu'il a ordonnés. Le maréchal démontre que très probablement l'Alsace sera le théâtre de la guerre. Il signale l'importance stratégique de Landau, Saverne et Haguenau. « Saverne est situé en lieu pour être la clef de l'Alsace... Landau devient présentement un poste fort considérable... J'ai dit que l'on raccommodât Haguenau le plus diligemment et le mieux qu'on pourra. Ce doit être la tête de l'Alsace, et pour y avoir des magasins pour aller plus avant, et pour y tenir ferme quand on sera plus faible[1]. » Du reste, dans toute la campagne de 1674, Saverne et Haguenau, Haguenau surtout, « la communication du Palatinat avec toute l'Alsace » seront l'objet continuel de ses soins vigilants. Sa correspondance est remplie de ses préoccupations à cet égard, et il manœuvre constamment de manière à couvrir cette dernière ville. « Il ne se peut pas que j'abandonne Ha-

[1] Turenne à Louvois, lettres des 3, 9 et 13 avril.

guenau; c'est le seul lieu par lequel on puisse tenir Strasbourg et le bas du Rhin de près[1]. »

Au début de la campagne, la situation de Philippsbourg lui inspire des craintes. Il ne trouve pas les fortifications assez fortes du côté du Rhin. On devrait y faire des redoutes de maçonnerie; mais « elles ne sont pas en état d'être achevées de six mois, écrivit-il à Louvois, et les ennemis peuvent y être en six heures. On ne voit point comme on pourrait empêcher l'ennemi de se mettre entre le Rhin et Philippsbourg[2] ».

Louvois lui répond à ce sujet le 21 avril. On travaille beaucoup aux fortifications de la place et pour assurer à Philippsbourg la communication du Rhin; on va faire incessamment « une demi-lune de gazon suivant le *dessein* (*sic*) du sieur de Vauban. » Le maréchal s'occupe aussi beaucoup de Brisach. On y fait de nouveaux travaux. Il recommande de les pousser activement et de veiller par-dessus tout à ce qu'on puisse conserver des communications avec la place. « Car vous voyez, Monsieur, écrit-il au ministre, que, tant que l'on pourra en deçà du Rhin secourir Brisach, il n'y a pas à en appréhender le siège; mais si la communication était ôtée, un peu plus ou un peu moins de travaux n'en empêcherait pas la prise. »

Pendant que Turenne se préparait, comme on le voit, à une guerre défensive, Louis XIV méditait une de ces campagnes comme il les aimait, brillante, rapide et sûre. L'Espagne s'était déclarée contre lui, il se tourna avec décision contre elle.

A la fin d'avril, prenant avec lui vingt-cinq mille hommes et Vauban, il se porta sur la Franche-Comté. Besançon fut pris en neuf jours. Les Allemands voulurent la secourir, mais Turenne couvrit les opérations. Laissant la majeure partie de son armée à Vaubrun pour protéger l'Alsace contre une tentative de l'électeur palatin et de Caprara, campés près de Philippsbourg, il s'opposa en personne au duc de Lorraine. Établi dans les montagnes de la forêt Noire, ce prince avait conçu le dessein de franchir le Rhin à Rhinfeld, de soulever les Suisses, très portés en faveur de la Comté, et d'empêcher la conquête de cette province. Turenne quitta Saverne le 20 avril, arriva à Brisach le 24, et se rendit avec quelques compagnies seulement à Heisingen près de Bâle. Il fallait intimider les Suisses pour les obliger à garder strictement la neutralité. Dès son arrivée à Heisingen, le maréchal envoya ses gens à Bâle, avec des charrettes et des pourvoyeurs chargés d'acheter et d'enlever à grand bruit, « pour M. de Turenne et son armée, » tout ce qui se trouverait sur les marchés. Cette manœuvre réussit. Les magistrats de Bâle, intimidés et croyant arrivée toute l'armée de Turenne, qui ne le rejoignit

[1] Turenne à le Tellier, 30 novembre.
[2] Turenne à Louvois, 13 avril.

que plusieurs jours après, observèrent la neutralité et refusèrent le passage au duc de Lorraine, qui resta assez longtemps dans l'inaction auprès de Rhinfeld. « M. de Lorraine est derrière les villes frontières, écrivait Turenne à Louvois (15 mai); le bruit commence à courir qu'il s'en veut retourner vers le Palatinat. Il peut, si je n'étais ici, être en huit heures de Rhinfeld dans l'entrée de la vallée de Delmont, d'où on ne peut plus l'empêcher d'aller en Comté, et les Suisses ne gardent pas cela. »

La conquête était achevée avant que le prince eût rien pu faire. Turenne, qui avait passé près d'un mois à le surveiller, n'avait cependant pas pu pénétrer le plan de campagne des alliés. Le 19 mai, il écrit à Louvois qu'il est « dans l'incertitude si les ennemis tourneront du côté de Flandre ou bien s'ils croiront pouvoir emporter aisément Trèves, pour ensuite secourir la Comté ou bien passer le Rhin et la Moselle à Coblentz pour venir en Alsace. » Le 28 mai, la diète germanique se prononça contre la France. L'armée lorraine décampa et descendit de la forêt Noire du côté d'Heidelberg, où se trouvait Caprara, qui commandait l'armée des Cercles. Les généraux, réunis, attendirent le duc de Bournonville, qui s'y rendait d'Égra avec les troupes de l'Empereur.

Turenne, qui était revenu à la fin de mai à Hochfeld, près de Saverne, résista aux demandes réitérées de Louvois, qui le pressait d'envoyer à Condé, en Flandre, une partie de ses forces en qualifiant ses ordres « d'imprudents ». Il résolut de prendre hardiment l'offensive et de battre la partie des forces des coalisés qui étaient à sa portée avant leur jonction avec Bournonville. Il fit établir en trois jours un pont de bateaux à Philippsbourg, rassembla ses troupes et partit sans bagages avec une rapidité extraordinaire. Cette longue marche, donnée par Feuquières dans ses Mémoires militaires comme un exemple à suivre, avait été, dit cet écrivain, « si capablement et si secrètement préparée par M. de Turenne, qui avait successivement avancé des troupes sur la route de Philippsbourg, que l'ennemi fut attaqué et battu sans avoir eu aucune connaissance précédente des mouvements que ce général avait faits pour rendre sa marche plus vive. »

Turenne passa le Rhin le 14 juin à midi, prit à Philippsbourg six pièces de canon et des vivres pour trois jours, emmena une partie de la garnison et alla camper à Hockenum, après avoir eu à Brückhausen un petit engagement d'avant-garde. Le soir, en se promenant dans le camp, il entendit quelques jeunes soldats qui se plaignaient de la fatigue de la marche. Un vieux soldat qui avait été blessé le matin les reprit. « Vous ne connaissez pas notre père, leur dit-il. S'il nous expose à tant de fatigues, c'est qu'il a des vues que nous ne pouvons pénétrer encore, mais que nous saurons bientôt. — Alors buvons à la santé de notre général ! » s'écrièrent les conscrits. Turenne disait qu'il avait rarement

éprouvé un plaisir aussi vif que celui que l'expression de la confiance de ce vieux soldat lui avait causée.

Le lendemain 15, Turenne s'assura que le corps de Bournonville n'était pas arrivé et se dirigea par de longs défilés dans les bois vers Wisloch, petite place que défendaient quelques soldats et de nombreux paysans qui y avaient cherché un asile. Turenne ne l'attaqua point et laissa reposer pendant toute la nuit ses troupes, qui avaient fait près de trente lieues en quatre jours et qui devaient se battre le lendemain.

Le 16, au point du jour, il continua sa route vers Epinghem; vers sept heures du matin, on découvrit l'ennemi déjà posté sur une hauteur, derrière la petite ville de Sintzheim. A neuf heures on était près de lui. La position était tout à l'avantage des Allemands. Le duc de Lorraine, arrivé à Sintzheim avant Turenne, avait pris de bonnes dispositions. Il avait garni d'infanterie la ville, dont les murailles avaient été récemment rétablies, et jeté des dragons dans les jardins bordés de haies qui l'entouraient. En arrière, sur un plateau bordé de hauteurs escarpées, il avait mis en bataille, sur un front assez étroit, sa cavalerie que couvrait l'Elsatz, ruisseau très encaissé et non guéable. Les armées étaient à peu près égales en force : neuf mille hommes de chaque côté; mais Turenne n'avait que cinq mille chevaux, Caprara en avait sept mille.

Après avoir embrassé d'un coup d'œil l'ensemble du champ de bataille, Turenne prit ses dispositions pour combattre immédiatement, malgré le désavantage évident de sa position. Il fit avancer son canon, et, tout en rangeant ses troupes, balaya les jardins qui protégeaient les abords de la ville. Ses dispositions n'étaient pas encore tout à fait achevées lorsqu'il passa devant le front des Anglais[1]. Ceux-ci jetèrent leurs chapeaux en l'air et l'acclamèrent.

Ce fut le signal du combat. Turenne engagea l'infanterie et les dragons contre les avant-postes allemands, qui se replièrent bientôt dans la ville. « On se saisit de quelques maisons qui formaient une espèce de faubourg, et pendant qu'on consultait sur la manière dont on attaquerait la ville, les dragons de M. de Turenne, se coulant vers la gauche le long de la petite rivière, remarquèrent une porte que les ennemis avaient laissée ouverte pour communiquer à leur armée. Ils se jetèrent brusquement dans l'eau et se saisirent de cette porte avant qu'elle pût être fermée. Les ennemis en ouvrirent une autre pour s'enfuir vers leur armée. Ceux qui étaient sur la hauteur s'avancèrent pour recueillir les fuyards, mais le canon les fit retirer[2] ».

[1] Un des régiments anglais au service de la France était commandé par Churchill, qui devint plus tard lord Marlborough. Le gouvernement anglais, lorsqu'il rompit avec la France, envoya aux régiments qui servaient sous Turenne l'ordre de le quitter; ils s'y refusèrent.

[2] *Mémoires de Saint-Hilaire.*

La ville était prise, mais ce n'était que le prélude de la victoire. L'armée allemande restait intacte et dans une excellente position. Pour arriver à elle, « il fallait passer un défilé de plus de quatre cents pas de long et gagner la hauteur occupée par les ennemis; c'était un grand chemin creux qui partait du faubourg et allait en montant jusqu'à une colline dont la droite était occupée par un clos de vigne assez spacieux ; la gauche aboutissait à un grand fond dont les bords supérieurs étaient escarpés et bordés de haies; le fond formait une gorge. Il y avait aussi sur cette gauche une église fermée de murailles[1]. » Turenne fit traverser la ville à son infanterie et la posta derrière quelques obstacles naturels, à droite et à gauche du chemin creux, en lui recommandant de rester à couvert tout en entretenant un feu des plus vifs pour troubler la cavalerie ennemie. Pendant ce temps il faisait passer son artillerie, puis sa cavalerie, qu'il rangeait en bataille au débouché du chemin, à mesure qu'elle arrivait, dans la zone couverte par le feu de son infanterie et sur un espace qui avait environ douze cents pas de largeur. Pendant qu'il rangeait ses troupes, son artillerie faisait un feu violent sur les ennemis, qui s'éloignèrent pour se mettre en sureté et laissèrent le passage libre.

Cependant l'ennemi, voyant la cavalerie française se former peu à peu et se déployer en bon ordre, résolut d'attaquer avant qu'elle fût entièrement en position.

Les cuirassiers de l'Empereur s'ébranlèrent les premiers et firent une charge furieuse. Une mêlée terrible eut lieu, dans laquelle il se produisit quelque confusion parmi les Français. Quatre pièces de canon qu'on avait fait avancer un peu témérairement, et qui étaient encore attelées, reculèrent au milieu des troupes et y causèrent du désordre. La cavalerie française chargea à son tour et ramena les Impériaux; mais Saint-Abre avait fait une faute en étendant trop son front, et en laissant son flanc découvert devant un ennemi qui occupait une ligne bien plus étendue que la sienne. Le duc de Lorraine, en homme expérimenté, saisit l'occasion. Il fit charger en flanc la droite française, qui fut mise en désordre; Saint-Abre fut tué. Pendant ce temps une seconde ligne de cavalerie française s'était formée derrière la première. Elle rétablit le combat. Chacun recula pour se reformer, et, lorsque la poussière tomba, on vit l'ennemi en bataille à cent pas. Le régiment d'Armagnac, M. de Foucault à la tête, étant comme en potence à l'aile gauche, chargea si à propos les ennemis en flanc, qu'il les renversa. A la troisième charge, quelques escadrons français furent encore ébranlés; mais, appuyés de l'infanterie, les autres les soutinrent avec vigueur.

[1] *Mémoires de Saint-Hilaire.*

A ce moment toutes les troupes étaient passées; Turenne, désireux de s'assurer la victoire et voyant qu'il avait un front égal à celui des ennemis, mit l'épée à la main et chargea lui-même à la tête du régiment colonel. Alors la déroute commença. Les Allemands avaient été si maltraités à cette charge, qu'ils songèrent à faire leur retraite avec le moins de confusion qu'il leur serait possible. « Ils avaient derrière eux de grands bois coupés par plusieurs chemins qui conduisaient vers Heilbron. Pour se ménager le temps de les traverser, ils envoyèrent à la charge les troupes qui devaient faire leur arrière-garde. Elles se présentèrent seulement devant la ligne des Français, sur lesquels elles firent leur décharge. Elles tournèrent ensuite le dos en se débandant et gagnèrent les bois à toutes jambes. La poussière qui s'était élevée et la fumée de la poudre, que le vent poussait sur nos troupes, les empêcha d'abord de bien distinguer cette manœuvre; mais, dès que cette espèce de brouillard fut dissipé, elles poursuivirent les ennemis, qui se rallièrent et se rangèrent en bataille derrière la petite ville de Verbstadt, distante environ d'une lieue et demie de l'endroit où l'on avait combattu. On posta du canon dans un champ près du grand chemin, et l'on fit sur eux des décharges à toutes volées. Ils reprirent brusquement leur course sur Heilbron et ne s'arrêtèrent plus qu'ils n'eussent passé la rivière du Necker[1]. »

Turenne décampa le lendemain matin de Verbstadt et retourna à Sintzheim.

Les Allemands avaient perdu le quart de leur effectif; la perte de Turenne ne dépassait pas le dixième du sien. Il fallut au maréchal une grande audace et toute la confiance qu'il avait dans ses troupes pour risquer ce combat.

« Les ennemis, écrivait-il au roi le 17 juin, étaient plutôt plus de six mille chevaux que moins, dont il y avait plus de trois mille de vieux régiments de l'Empereur, douze cents hommes de pied et trois mille dragons. Je n'ai jamais vu de bataille plus opiniâtrée... La chose a été longtemps douteuse... Ces vieux régiments de l'Empereur faisaient fort bien, et l'infanterie de Votre Majesté des merveilles. Les ennemis s'en sont allés en déroute entière, et par divers chemins, dans les bois, où on a trouvé beaucoup de leurs bagages... Je ferai, en repassant le Rhin (n'y ayant rien à faire de deçà qu'à consommer les blés de Philippsbourg), tout ce que je croirai le mieux pour le service de Votre Majesté. »

Quelques jours après, dans une lettre à Louvois (26 juin), il avoue avoir eu des inquiétudes. « On passait à deux cents pas du lieu du combat par une porte, et tout eût été perdu si les gens qui s'enfuyaient l'eussent remplie. »

1 *Mémoires de Saint-Hilaire.*

Les ennemis contestèrent l'avantage de Turenne.

« Quoique le maréchal s'attribuât l'avantage que l'on sait au combat de Sintzheim, cet avantage fut entièrement à nous, puisqu'il se retira, et que, malgré lui, on fit la jonction que l'on souhaitait aux troupes du palatin et de M. de Bournonville, notre perte n'étant pas si considérable que la leur[1]. »

On en plaisanta même en France. « On était tout près à le contester en Flandre, surtout parmi les flatteurs de M. le prince. Le maréchal d'Humières lui écrivait de Lille (26 juin) : « Comme je n'entends parler de tous côtés que de la grande bataille que M. de Turenne a gagnée, je ne puis m'empêcher encore de vous demander la grâce de me faire savoir ce que Votre Altesse en a appris et ce qu'elle en pense, car je demanderais volontiers, comme le comte de Gramont au maréchal de Gassion : *Ubi est cadaver?* ne voyant rien de toutes les suites d'une victoire[2]. »

Le désarroi des vaincus était grand; mais l'armée de Turenne, peu nombreuse et fatiguée, avait besoin de quelques renforts et d'un peu de repos. Elle repassa le Rhin le 20 juin et se porta, sur la rive gauche, à Neustadt, petite ville du Palatinat, en face de Philippsbourg; « poste d'où, en mangeant, on pouvait observer à l'aise les mouvements de l'ennemi[3]. » Quand il eut été rejoint par les quelques régiments qu'il avait laissés en Alsace, Turenne, informé que Bournonville avait rallié les vaincus avec cinq mille hommes de troupes fraîches et de l'artillerie, se décida à aller chercher l'ennemi, campé à Ladembourg, entre Heidelberg et Mannheim, à l'abri du Necker. Son armée comptait alors environ seize mille hommes.

Le 30 juin, il fait part de son dessein à Louvois. « Comme l'ennemi, qui est avec toute son armée derrière le Necker, dit-il, a peu d'infanterie, je peux rencontrer quelque chose de fort considérable à faire et qui serait assez décisif. » Mais, craignant de s'être trop avancé : « Souvent, ajoute-t-il avec sa modestie habituelle, on trouve les choses si différentes de ce que l'on croit, qu'il n'y a pas de plaisir à donner des espérances. »

Le 3 juillet il repassa le Rhin près de Philippsbourg et se dirigea immédiatement droit au Necker. L'ennemi l'attendait à Ladembourg, et avait fait établir en cet endroit des retranchements et des batteries qui commandaient le passage de la rivière. Turenne, arrivé à Wiblingen, petit village à une lieue au-dessous de Heidelberg, fit dresser un pont de bateaux où l'infanterie et le canon défilèrent, et ordonna à la cavalerie de passer à gué. Les défenses de l'ennemi étaient tournées. A peine le passage était-il commencé, que les Allemands, découragés, renon-

[1] *Abrégé de la vie de Turenne.* Anonyme, Villefranche, 1675.
[2] M. Camille Rousset, *Histoire de Louvois.*
[3] Lettre de Frischmann au grand Condé, 25 juin.

cèrent à le disputer, et prirent le parti de se retirer derrière le Mein, à dix lieues en arrière. Ils « firent défiler leurs bagages sur le chemin de Francfort, renvoyèrent leur canon et suivirent eux-mêmes le chemin qu'ils avaient fait prendre à leurs équipages[1] ». Turenne lança à leur poursuite le comte de Roye avec deux mille hommes; mais la poursuite, si rapide qu'elle fût, ne put égaler la promptitude des fuyards. « Il y avait dans leurs troupes, écrivait Tureune, une épouvante qui n'est pas croyable. »

L'infanterie se dispersa dans les bois et les montagnes. La cavalerie fit, en une marche de quatorze heures, la distance qui la séparait de Francfort. Quelques coureurs français rencontrèrent huit escadrons ennemis; ils les chargèrent impétueusement. L'épouvante était telle chez les Allemands, que les huit escadrons se débandèrent devant cette attaque. On ne put ramasser que des traînards et quelques fantassins isolés. Le bagage, parti douze heures avant la cavalerie, était entré à Francfort sans accident. Turenne, « voyant qu'il était impossible de joindre les ennemis, ne s'opiniâtra point à suivre leur marche[2]. — Une si honteuse retraite décria fort les affaires des confédérés. » La victoire de Sintzheim avait des suites considérables; Louvois le comprit, et il envoya à Turenne des renforts que réclamait Condé. « Sa Majesté, écrivait-il au prince (9 et 11 juillet), est persuadée que, puisque la force des ennemis a empêché, pendant le printemps, que ses armées ne pussent prendre aucune place, il faut, dans le reste de la campagne, se mettre de manière que les ennemis ne puissent avoir du côté de l'Allemagne aucun avantage considérable. Il ne faut pas laisser M. de Turenne en état d'être battu. »

L'Allemagne préparait des forces imposantes et annonçait hautement son intention de prendre bientôt la revanche de Sintzheim. Des levées d'hommes, des concentrations de troupes inquiétaient Louis XIV, qui s'en préoccupa jusqu'à demander à Turenne si, en cas d'une invasion heureuse des Allemands, il ne faudrait pas abandonner l'Alsace et en raser les places en se bornant à conserver seulement Philippsbourg et Brisach.

Le 8 août, Turenne répond au roi. Il s'oppose avec toute son énergie, même en cas de revers, au plan éventuel dont le roi l'a entretenu. « Si l'ennemi était maître de l'Alsace, ayant Strasbourg derrière, il y demeurerait tant qu'il lui plairait, porterait la guerre en Lorraine et en Champagne, et dans peu de jours on songerait à soutenir Toul... Je dirai à Votre Majesté que je suis persuadé qu'il vaudrait mieux, pour son service, que j'eusse perdu une bataille que si je repassais les montagnes et que je quittasse l'Alsace. Elle sait le nombre qu'elle a de troupes; je la

[1] Relation de la poursuite des ennemis jusqu'à Francfort, 6 juillet.
[2] Lettre au marquis de Rochefort, 6 juillet.

CARTE DE L'ALSACE

Pour suivre les Campagnes de Turenne de 1674 à 1675.



Gravé par Erhard 12 r. Duguay Trouin. Paris

supplie, dans ces trois mois, qui feront le bon ou le mauvais état de ses affaires, de ne les envoyer qu'aux lieux où elles pourront servir à quelque chose de capital. Pourvu qu'on ait un nombre raisonnable de troupes on ne quitte pas un pays, encore qu'un ennemi soit plus fort; mais il faut être soutenu par des secours et avoir ses derrières assurés. »

Il y a loin de cette lettre sage et mesurée à la dépêche hautaine et tranchante que Ramsay a prêtée à son héros. S'il fallait en croire cet historien, Turenne aurait répondu au roi par une lettre dont la date est omise, non sans motif, et qui se terminerait ainsi :

« Je connais la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi, et je me charge des événements. »

Cette lettre est apocryphe. Elle a été composée avec des fragments de la lettre précitée le 8 août et d'une dépêche du 13 septembre. Jamais le modeste Turenne, avec sa profonde connaissance de la faiblesse humaine et des hasards de la guerre, en face d'un ennemi double en force, ne se fût « chargé des événements » d'une manière si outrecuidante.

En présence de la menace d'invasion qui pesait sur la France, le maréchal s'efforçait de rendre impossible le séjour des bords du Rhin à une armée ennemie.

C'est ici que se place ce que l'on a appelé le premier incendie du Palatinat, question délicate qu'il faut examiner avec le sang-froid et l'impartialité de l'histoire.

On a accusé Louvois d'avoir donné à Turenne l'ordre de réduire en cendres les États de l'électeur palatin; on a accusé Turenne d'avoir exécuté sans protester cet ordre barbare. Qu'y a-t-il de vrai dans ces accusations? Quelle est, dans ces événements, la part de responsabilité de Louvois et celle de Turenne, et comment faut-il juger cet acte au point de vue du droit des gens et de l'humanité?

Au XVII[e] siècle, tous les mémoires militaires, tous les ouvrages les plus autorisés et les plus graves en font foi, le droit de la guerre était encore rigoureux et cruel. Dans les pays envahis, les villes et les villages, les habitations isolées étaient soumis à la contribution. En cas de refus de subsistances, l'ennemi avait le droit de se venger par le feu du mauvais vouloir des populations : droit barbare et sauvage, nous n'y contredisons pas, mais droit incontestable que l'électeur palatin lui-même reconnaît dans une lettre que nous citons plus loin.

Plus tard encore le grand Frédéric ne recommandera-t-il pas à ses officiers de ne pas s'amuser à discuter avec les habitants d'un pays occupé? Il faut les traiter avec hauteur, les menacer de mettre tout à feu et à sang s'ils ne fournissent à temps ce qu'on leur demande, et surtout mettre à exécution les menaces faites, afin de produire une im-

pression salutaire. De plus, alors comme aujourd'hui, tout non combattant pris les armes à la main était puni de mort. Louvois, naturellement inflexible et dur, ne devait pas hésiter à user de ces droits, et il donnait en conséquence l'ordre de faire contribuer les habitants du Palatinat.

De son côté, Turenne, dans sa correspondance, parle souvent, et comme d'une chose naturelle, de « ruiner » le Palatinat. Dans le langage militaire du XVII[e] siècle, rniner ou manger un pays c'est en consommer, en enlever ou en détruire les farines, grains et fourrages, de manière à mettre une armée dans l'impossibilité d'y subsister.

« Je crois que le roi voit bien l'importance que tout le Palatinat soit ruiné deçà le Rhin, à la tête de Philippsbourg [1]. — Comme j'ai extrêmement mangé le pays entre Mannheim et Heidelberg, deçà et delà le Necker, je crois, Monsieur, que vous jugez bien de quelle conséquence cela est pour empêcher de venir à Philippsbourg [2]. »

« Je supplie très humblement Votre Majesté de croire sur ma parole que rien au monde n'est si capital, pour empêcher le siège de Philippsbourg, que d'avoir fourragé tous les endroits où l'ennemi peut s'assembler pour y venir [3]. »

Ce système de dévastation méthodique amena une effroyable disette. Les paysans cachèrent d'abord leurs vivres et refusèrent de contribuer; on découvrit leurs cachettes, et en représailles on brûla quelques maisons et même quelques villages. Poussés à bout, ils se soulevèrent, s'organisèrent, et, s'étant procuré des armes, massacrèrent les soldats isolés. Une de leurs bandes passa même le Rhin, et les *schnapans* (c'est ainsi qu'on appelait les paysans armés et réunis en troupes) vinrent mettre le feu à un village du bailliage de Haguenau. Des soldats, c'étaient des Anglais, dit-on, ayant trouvé horriblement mutilés les cadavres de quelques-uns de leurs camarades qui avaient été tués par les schnapans, mirent, dans leur colère, le feu aux villages voisins.

Turenne annonce ainsi ce fait à Louvois. « Je crois vous avoir déjà informé comme les soldats, et principalement les Anglais, ayant trouvé douze ou quinze de leurs camarades tués dans deux ou trois villages par les paysans, et les oreilles et le nez coupé, ont mis le feu dans quatre ou cinq grands villages du Palatinat [4]. »

L'électeur palatin, qui avait supporté sans se plaindre les incendies pour refus de contribution, qui lui paraissaient conformes au droit des

[1] Turenne à Louvois, 22 juillet.
[2] *Id.*, 25 juillet.
[3] Turenne au roi, 27 juillet.
[4] Dépôt de la guerre, vol. 412, n. 229.

gens, se plaignit de ces incendies dus à la vengeance. Il écrivit à Turenne, le 27 juillet, une lettre de défi où se trouvent les passages suivants.

« A Fredericksbourg, ce 27 juillet 1674.

« L'embrasement de mes bourgs et villages, qu'une lettre d'un de vos domestiques, aussi bien que d'autres avis, donnent sujet de croire avoir été fait par vos ordres, est une chose si extraordinaire et si indigne d'une personne de votre qualité, que je suis en peine d'en imaginer les raisons... Il me semble qu'à toute rigueur on ne met le feu qu'aux lieux qui refusent des contributions, et vous savez que vous n'en avez pas demandé à ceux que vous avez fait réduire en cendres... Je pense que pendant que vous n'attentez rien que sur des misérables, le roi très chrétien vous permettra bien le loisir de vous satisfaire présentement de vous à moi par un ressentiment plus généreux que celui de la ruine de mes pauvres sujets, et que vous ne manquerez pas de m'assigner par ce porteur le temps, le lieu et la manière dont nous nous servirons pour nous satisfaire. Ce n'est pas une humeur romanesque, ni pour la vanité de pouvoir recevoir un refus que je vous fais cette demande, mais un désir de vengeance que je dois à ma patrie; puisque je ne peux à présent la faire à la tête d'une armée pareille à celle que vous avez, et qu'aucune autre vengeance du Ciel sur vous ne me paraît pas si prompte que celle que vous pourrez recevoir de ma main. »

Turenne répondit sur-le-champ.

« J'ai reçu la lettre que V. A. E. m'a fait l'honneur de m'écrire : je la peux assurer que le feu qui a été mis dans quelques-uns de ses villages a été mis sans aucun ordre, et que les soldats qui ont trouvé de leurs camarades tués d'une étrange façon l'ont fait à des heures qu'on n'a pu l'empêcher. Quand V. A. E. voudra bien s'instruire du fait, je ne doute pas qu'elle ne me continue l'honneur de ses bonnes grâces, n'ayant rien fait qui pût m'en éloigner. »

Un M. Colini a publié en 1787, à Mannheim, une lourde et pédante dissertation historique et critique sur ce « prétendu » cartel, pour prouver que « nos histoires fourmillent de mensonges littéraires » et que la correspondance entre l'électeur et Turenne est due à l'imagination des auteurs français, ajoutant que Turenne oublia l'usage de combattre avec le fer et fit marcher ses soldats la torche à la main. « Les vain-

queurs, dit-il, étaient devenus des incendiaires. Sept villes et dix-neuf villages brûlèrent à la fois. »

Les deux lettres existent et ont été imprimées *in extenso* dans la collection des lettres et mémoires de M. de Turenne, publiées par le comte de Grimoard. Cet écrivain, dans son livre sur les quatre dernières campagnes de Turenne, s'occupe de la dissertation de Colini et termine ainsi : « L'ouvrage du dissertateur contient cent trente-cinq pages. C'en est beaucoup trop pour nier une vérité et accréditer une calomnie. »

Cette calomnie, que Turenne avait reçu et exécuté l'ordre de réduire en cendres les États de l'électeur palatin, eut cours dès l'origine.

« Le même donneur d'avis (un Écossais, espion au service de l'électeur palatin, qui servait dans les rangs de l'armée française) était présent, lisons-nous dans une lettre de l'abbé de Gravelle à Turenne (28 juillet), lorsque Votre Altesse promit mille écus à quelques Allemands pour aller mettre le feu aux quatre coins d'Heidelberg; c'est à quoi j'ai prié la personne qui m'a communiqué ce journal (fait par les ordres de l'électeur palatin sur tout ce qui se passait à Mannheim) de ne pas ajouter foi, l'assurant que Votre Altesse ne donnait jamais de pareils ordres. »

Les cruelles nécessités de la guerre furent d'ailleurs adoucies par l'humanité des Français.

« La famine fut si grande en Palatinat, que la commission des vivres pour l'armée du roi fut émue de pitié et distribua du pain de munition aux sujets palatins aussi bien qu'aux soldats [1]. »

En résumé, une dévastation voulue, mais incontestablement autorisée par le droit de la guerre, eut lieu dans le Palatinat par les ordres de Louvois et de Turenne. Des incendies allumés par des soldats dont les camarades avaient été tués par trahison et odieusement mutilés, vinrent ajouter leur horreur à la ruine du pays. Ces faits sont profondément regrettables, et peut-être Turenne eût-il pu en empêcher au moins une partie s'il eût maintenu dans son armée une discipline plus rigoureuse.

« Qu'il y ait eu à cela quelque utilité stratégique et passagère, dit Michelet, je ne le nie point; mais j'affirme que les choses qui créent des haines durables entre les nations sont mauvaises et impolitiques. » Pour nous, voilà la vérité.

Les mois d'août et de septembre se passèrent sans combat, chacun se préparant à une lutte décisive. Le 15 août, posté près de Landau, Turenne demandait des renforts à Louvois, et, prévoyant bien que ce serait l'Alsace qui serait le principal théâtre de cette lutte, il demandait les troupes inutiles de la Champagne et de la Flandre. « Dans le mois

[1] M. Frischmann au grand Condé, 3 août.

de septembre, lui écrit-il, ce seront les grands efforts, et quand j'aurai de l'infanterie, j'en mettrai à Haguenau et à Saverne, que je pourrai peut-être bien soutenir... Dans ce mois de septembre, je crois que le roi ne doit laisser aucune troupe inutile, car de là dépendra le bien ou le mal de tout l'hiver. »

Louvois répondit à cet appel. Le marquis de Rochefort, campé entre la Moselle et la Meuse, se tenait prêt à se porter en Flandre ou en Allemagne sur les points menacés. Vers le milieu d'août il reçut l'ordre de rejoindre le prince de Condé, mais d'envoyer une bonne partie de ses troupes à Turenne.

Pendant que Turenne faisait subsister son armée dans le Palatinat, les troupes des cercles de l'Empire, des princes de Zell, de Wolfenbuttel, de Lunebourg, de Munster, se réunirent aux environs de Francfort. Le 23 août, un conseil de guerre, auquel assista Lisola, eut lieu dans cette ville, et les généraux résolurent de marcher immédiatement à la rencontre de Turenne, sans attendre les vingt mille hommes que l'électeur de Brandebourg se disposait à amener en personne à l'armée de la coalition. Les 28 et 29, trente mille Allemands, avec trente pièces de canon, passèrent le Rhin à Mayence.

Turenne se disposa à leur faire tête. Son armée était heureusement plus forte que les ennemis ne le supposaient. Il prit une excellente position entre Wissembourg et Landau, derrière Vinden et Hergerswiller, son front couvert par ces villages et par un ruisseau, et sa droite appuyée à des bois marécageux. L'armée, étant ainsi également éloignée des passages de Rhinzabern et de Bergzabern, les seuls par où on pouvait l'aborder, avait la facilité de se porter en peu de temps à l'un ou à l'autre, c'est-à-dire vers le Rhin ou les montagnes.

Louvois craignait pour la Lorraine, et aurait voulu que Turenne se retirât dans cette province pour la couvrir. Turenne ne s'en mettait pas en peine. « Une armée comme celle de l'ennemi, écrivait-il à Louvois le 13 septembre, et en la saison où l'on est, ne peut songer qu'à chasser l'armée du roi d'Alsace, n'ayant ni vivres ni moyens d'aller en Lorraine que je ne sois chassé du pays. »

Il était satisfait des dispositions de son armée.

« Je me promenai fort hier par les endroits par lesquels je croyais que M. de Zell pouvait le plus aisément marcher en avant. L'armée du roi est en une disposition merveilleuse, et je pense que l'ennemi se croit si supérieur en nombre, que cela donne beaucoup de hardiesse à ses gens pour avancer [1]. »

Malgré toute leur hardiesse, les ennemis n'osèrent pas passer entre Turenne et le Rhin, pour remonter en Alsace par un pays dévasté. « Après avoir demeuré quinze jours dans leur camp, à quatre heures

[1] Turenne à Louvois, 10 septembre 1674.

de l'armée du roi, avec beaucoup de disette de fourrages et de vivres, et très mal huttés [1], » voyant que Turenne ne bougeait de sa position, ils se décidèrent à rétrograder. Le 20 septembre, Bournonville repassa le Rhin et remonta rapidement la rive droite, afin de pouvoir profiter du pont de Strasbourg pour passer en Alsace.

Turenne, qui devina son dessein, fit marcher aussitôt vers Strasbourg un fort détachement sous les ordres du marquis de Vaubrun, pour inviter les magistrats à observer la neutralité. Au lieu d'agir avec vigueur et sans délai, Vaubrun entra en pourparlers avec les bourgeois, et manqua l'occasion de se saisir d'un fort important.

Quand Turenne arriva, il était trop tard. Les magistrats se déclarèrent dans l'impossibilité de résister à la populace, portée en faveur des Allemands, qui entrèrent dans la ville le 24 septembre.

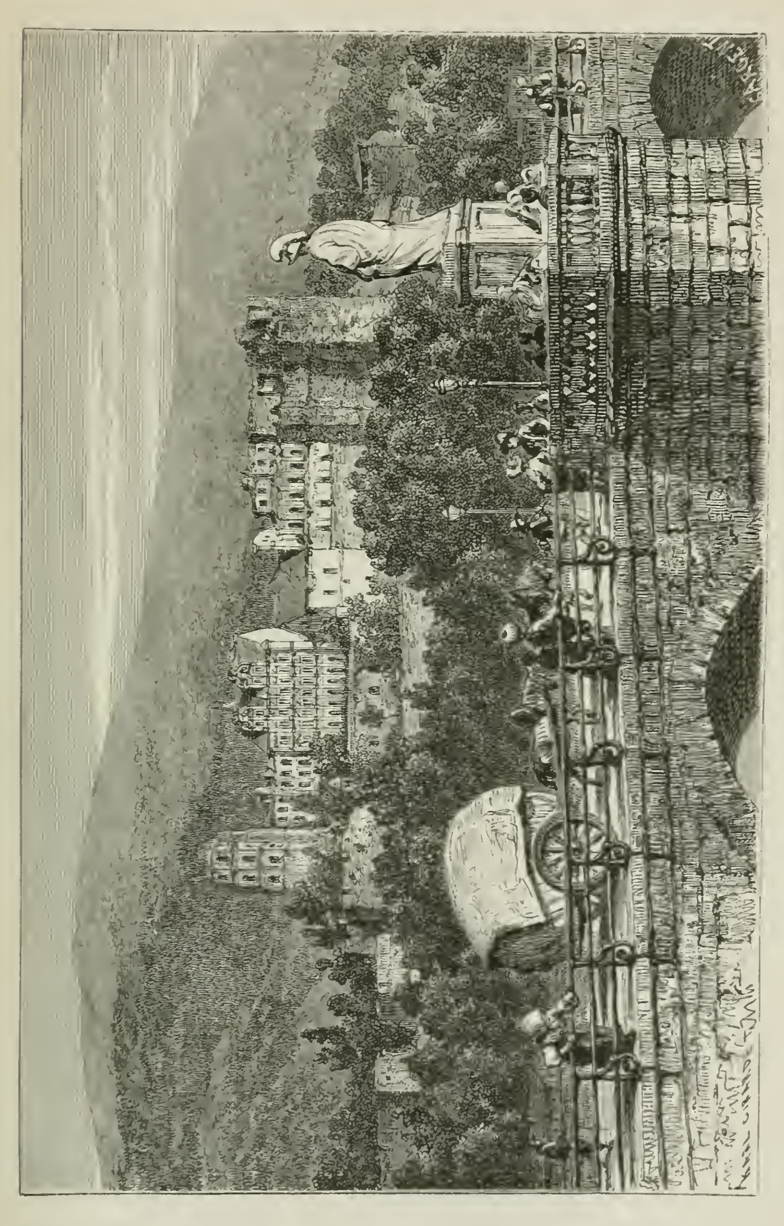
Le 1er octobre, Turenne écrivait à Louvois : « On entend, du quartier où je suis, tous les tambours de l'armée ennemie qui marche, en remontant le Rhin en delà, vers le pont de Strasbourg. Les magistrats disent que c'est le commun peuple qui les oblige à donner le passage [2]. » Il n'était pas, il s'en faut, absolument persuadé de la vérité de cette allégation; mais, toujours prévoyant et maître de lui, il feignit, par politique, d'être la dupe des Strasbourgeois, et il crut devoir engager Louis XIV à en faire autant. « Je crois qu'il faut faire semblant de le croire, et qu'il ne paraisse pas que le roi est irréconciliable avec les principaux de la ville, car souvent ces affaires-là ont des retours... Je croirais qu'il serait bon que le roi leur fît dire, par un de leurs correspondants à Paris, que Sa Majesté sait bien que ce n'est que le menu peuple qui a obligé la ville à donner passage, et qu'elle n'en sait pas de mauvais gré aux magistrats. » Quant à lui, il annonce qu'il va « tâcher fort à leur faire savoir comme l'Empereur se veut rendre maître de leur ville », afin de les mettre en garde contre lui.

La déclaration de Strasbourg en faveur des confédérés amenait les Allemands au cœur de l'Alsace, leur assurait une place d'armes, et leur donnait les moyens de mettre derrière eux la haute Alsace, assez abondante pour subvenir presque seule aux besoins de la guerre. Turenne ordonna de former à Saverne des magasins de subsistances : il avait résolu de se maintenir opiniâtrément en basse Alsace; c'était, pensait-il, le seul moyen d'empêcher l'ennemi de pénétrer en France.

Turenne s'établit avec son armée au village de Wantznau, à une lieue et demie au-dessous de Strasbourg. La situation était inquiétante. Les Impériaux, au nombre de quarante mille hommes, étaient maîtres de la haute Alsace, pays riche et fertile, qui n'avait pas été épuisé par la

[1] Turenne à M. de Persode, 23 septembre.
[2] Turenne à Louvois, 1er octobre 1674.

guerre. Turenne, au contraire, avec une armée inférieure de moitié, se trouvait dans un pays sans ressources, et il avait à couvrir plusieurs places qui n'auraient pas résisté à un siège un peu long et sans lesquelles il ne pouvait se maintenir en Alsace.



Heidelberg, capitale du Palatinat.

Après avoir reçu quatre à cinq mille hommes de renfort, qui portèrent son armée à vingt-deux mille combattants, il forma le dessein de combattre les ennemis avant que l'électeur de Brandebourg, qui s'avançait avec vingt mille hommes et trente-deux pièces de canon, les eût joints. Informé qu'ils traversaient la rivière d'Ill et marchaient sur

Molsheim, il partit de son camp de Wantznau, le 3 octobre, à minuit, à travers un marais sur lequel il avait fait faire des ponts, et marcha droit au village de Holtzheim, le long duquel coule la Bruche. Cette rivière, venant de Molsheim, se divise en deux bras et forme une île, puis elle va se jeter dans l'Ill au-dessus et près de Strasbourg.

Les partis que M. de Turenne avait envoyés lui rapportèrent que les ennemis étaient campés, en trois corps séparés, vers le village d'Entzheim, de l'autre côté de la Bruche. Il observa d'une hauteur la situation de ces camps, et pensa qu'en se hâtant il pourrait passer les deux bras de la Bruche avant que les ennemis eussent le temps de se ranger en bataille. Toute l'armée se mit aussitôt en mouvement pour passer le premier bras, où il y avait peu d'eau. Comme le défilé, pour arriver à l'autre bras, était long et difficile, elle n'arriva sur le bord de la rivière qu'à la nuit. Turenne rangeait ses troupes, à mesure qu'elles arrivaient, dans un terrain fort serré, ayant la rivière devant elles; mais il fit passer sur le pont d'Holtzheim, que les ennemis n'avaient pas rompu, une partie considérable de son infanterie, qui entra dans le village et s'y fortifia. On n'était qu'à un quart de lieue des Allemands.

Le 4 octobre, au point du jour, l'armée acheva de passer la rivière et se mit en bataille, l'artillerie à la tête, et, en cet ordre, elle marcha aux ennemis par une pluie épouvantable qui dura tout le jour. Après cinq à six cents pas de marche, Turenne s'aperçut que la gauche des ennemis, qui l'attendait en bataille, débordait de beaucoup la droite de son armée. Il s'étendit alors à droite, afin de se trouver en front parallèle aux ennemis. Leur gauche occupait un bois dont le front extérieur était bordé par la Bruche; le village d'Entzheim était à peu près dans leur centre, et leur armée formait une espèce de demicercle. Leur droite s'étendait vers le village de Gueschpy, qu'ils laissèrent un peu derrière eux. Le terrain où se trouvait l'ennemi était ferme et avantageux, tandis que les Français étaient dans un lieu bas et rempli de terres labourées, qui devinrent bientôt impraticables à force d'être foulées par les troupes et détrempées par les pluies.

Turenne, voyant qu'il ne pouvait pas être pris en flanc, résolut d'engager un combat d'infanterie. Il prit les dragons et toute son infanterie de la droite, soutenus par la cavalerie de la même aile, et fit attaquer vigoureusement par le marquis de Boufflers le bois que les Impériaux tenaient par leur gauche. A la première décharge, les ennemis plièrent; mais, étant secourus à propos, ils reprirent poste, et se soutinrent sans que l'avantage se déclarât d'aucun côté. « On s'opiniâtra à l'attaque du bois, qui avait une grande importance, les ennemis ayant devant eux beaucoup de bons postes, où ils s'étaient

mis avec bon nombre d'artillerie, et l'armée du roi voulant voir ce qui arriverait de l'attaque du bois avant de prendre une autre disposition. »

L'action fut meurtrière; on combattait de près, et pendant cinq heures « il a fallu demeurer à la portée et du mousquet et du canon à cartouches de l'ennemi »; pendant ces cinq heures, « on n'a jamais vu d'impatience à aucun régiment de cavalerie ou d'infanterie d'en sortir, quoiqu'on leur tuât beaucoup de gens. »

Enfin, après un combat acharné, les ennemis furent entièrement chassés du bois, et on leur prit dix pièces de canon. Turenne les fit suivre jusqu'au village d'Entzheim, où ils se retirèrent; mais, comme ils avaient de l'infanterie fraîche et que celle de Turenne était fort fatiguée, il se borna à faire occuper le bois qu'il avait pris et s'y maintint le reste du jour. Il fallut en demeurer là..., « la pluie continuelle et la lassitude des soldats, par leur marche et par la boue dans laquelle ils étaient jusqu'à mi-jambes, ayant été d'une conséquence non pareille dans cette action[1]. »

Tandis que la bataille était à peu près gagnée à sa droite, Turenne vit, vers la fin de la journée, le moment où, sur sa gauche, « la chose allait, dit-il, prendre un autre train. » Il n'avait, en effet, voulu rien engager par sa gauche, mais il l'avait peu à peu dégarnie pour secourir l'autre aile. Les Impériaux, s'en étant aperçus, voulurent profiter du vide qu'avait produit ce déplacement de troupes et concertèrent d'attaquer en même temps la gauche et le centre. Tout d'un coup deux masses de cavalerie s'ébranlèrent à la fois; heureusement elles n'agirent pas de concert. Bournonville, ne considérant pas que le duc de Lorraine et Caprara, qui conduisaient la droite des Impériaux, avaient bien plus de chemin à faire que lui pour joindre les Français, partit en même temps qu'eux; il arriva le premier, renversa quelques escadrons, qui se rejetèrent sur les bagages, où se répandit une véritable panique; mais l'infanterie, « à laquelle M. de Foucault faisait faire des évolutions aux bataillons pour faire tête de tous côtés avec un silence non pareil, » tint ferme. Habilement commandée, elle ne se laissa pas entamer. Les cuirassiers de l'Empereur tourbillonnaient en vain autour d'elle; ils finirent par se rejeter sur notre cavalerie, dont la seconde ligne soutint bien leur effort et les obligea à reculer. Le duc de Lorraine arrivant seulement alors avec Caprara, et voyant la première attaque manquée, hésita un instant. Ce retard lui fut fatal; son attaque fut facilement repoussée, et on lui tua trois à quatre cents cavaliers ou chevaux à coups de canon. Il était environ quatre heures après midi, la nuit approchait, et le combat joint au mauvais temps avait beaucoup affaibli les troupes; on se prépara à la retraite de part et d'autre. « Le

[1] Relation de la bataille d'Entzheim.

champ de bataille fut laissé aux morts et aux mourants, qui furent en grand nombre dans les deux partis, » disent les Mémoires de Saint-Hilaire, auquel nous avons emprunté les principaux traits de ce récit.

La bataille d'Entzheim fut acharnée. « Je fais assembler le peu de prisonniers qu'il y a. Dans les charges de cavalerie on n'a guère donné de quartier. Tous les paysans du pays avaient de la paille au chapeau pour signal de courir après les Français, » écrit Turenne à Louvois (6 octobre).

Les pertes durent être assez considérables de part et d'autre, mais surtout du côté des Allemands, qui s'avouèrent vaincus en se retirant, sous le canon de Strasbourg, derrière l'Ill. La fatigue empêcha les Français de les poursuivre; ils n'avaient cessé, pendant quarante-huit heures, de marcher ou de se battre. Ils se contentèrent de ramasser le lendemain, sur le champ de bataille et sur la ligne de retraite des Allemands, quantité d'armes qui y avaient été jetées.

Cette bataille, bien que peu décisive, intimida les ennemis et les obligea à demeurer dans l'inaction jusqu'à l'arrivée des renforts qu'ils attendaient; mais Turenne se replia dans la direction de Saverne et Haguenau pour y recevoir les troupes qu'on lui envoyait des Pays-Bas, où la campagne était finie.

Le 7 octobre, Turenne alla camper à Marlenheim, position excellente qui couvrait Saverne et Haguenau. Il fit occuper le château de Wasselonne (Wasslenheim), qui commande le défilé de Kronthal, par une centaine d'hommes, et en confia la garde au chevalier de la Roncière. Sa gauche s'étendait le long des montagnes jusqu'à Kuttolsheim et touchait au Kokesberg; sa droite, appuyée à Dachstein, était couverte près de Kirchheim par la Mossig, qui sort du Kronthal. Devant lui s'étendait une plaine ouverte. Le 15 octobre, le maréchal de Créqui amenait à Turenne trois mille gentilshommes de l'arrière-ban convoqués le 16 août par le roi.

Du 13 au 15 octobre, les troupes de l'électeur de Brandebourg défilèrent sur le pont de Strasbourg. Frédéric-Guillaume avait amené avec lui l'électrice et sa cour. Les alliés étaient pleins de confiance et sûrs du succès; les princesses disaient « qu'elles allaient faire connaissance avec les dames françaises pour apprendre les manières de la nation polie[1] ».

Le 16 octobre, toutes les forces de la coalition, soixante mille hommes environ, dont vingt-cinq mille de cavalerie, se trouvaient sur la rive gauche du Rhin.

Louvois venait de tomber malade; mais il recommanda à Louis XIV

[1] Ramsay.

et à son père de renforcer l'armée du Rhin. Le 16 octobre, Turenne demanda à le Tellier des renforts et des vivres. « Ce qui vient tous les jours de troupes aux ennemis ne se peut exprimer, dit-il; il faut qu'il y vienne (à l'armée du roi) des farines et des avoines, et des troupes pour les escorter et pour renforcer l'armée. »

Le même jour, le Tellier écrivait à Turenne : « Le roi, se confirmant de plus en plus dans la pensée qu'il est très important de vous fortifier puissamment, envoie à M. le prince, » qui séparait alors les troupes de son armée pour les mettre dans les places, « l'ordre de faire marcher vers vous d'importants renforts, en tout quatre-vingts escadrons de cavalerie et vingt bataillons d'infanterie. »

Les alliés tinrent à Strasbourg un grand conseil de guerre, et, dans leur confiance, ils décidèrent qu'on attaquerait Turenne sans délai, afin de pouvoir s'établir fortement en Alsace et préparer la prochaine campagne.

Bournonville partit aussitôt avec seize escadrons, et ses avant-gardes parurent à une demi-lieue du camp de Turenne le 17 vers midi. L'armée allemande arriva peu à peu et s'étendit dans la plaine. Turenne crut à une feinte. Il pensa que l'ennemi voulait l'amuser et se jeter sur Haguenau. Il envoya en toute hâte le comte de Roye avec huit cents hommes au secours de la place, et fit faire des reconnaissances, dont le résultat fut qu'on voulait réellement l'obliger à combattre.

Turenne ne jugeait pas le moment opportun. Toutefois, pour tromper l'ennemi, pour mettre les chances de son côté s'il était contraint de livrer bataille avec des forces aussi inférieures, il fit hérisser son front de retranchements et de défenses de toutes sortes.

En visitant les travaux dans la journée du 18, il aperçut un vieux fantassin regardant, les bras croisés, ses camarades qui travaillaient avec ardeur. Il le tira à part et lui demanda pourquoi il ne faisait pas comme les autres. « Mon général, lui répondit le vétéran, c'est que vous ne demeurerez pas longtemps ici. » Ce vieux soldat avait deviné les projets de Turenne, qui, étonné de sa perspicacité, le fit nommer lieutenant quelque temps après[1].

Turenne, en effet, avait d'autres vues. A la tombée du jour il fit faire tous les préparatifs de départ. A huit heures, les bagages et l'artillerie passaient par le Kronthal et un autre défilé plus à gauche. A minuit,

[1] Ramsay. — Ce trait, qui démontre l'avantage des soldats exercés et aguerris sur les conscrits, peut être rapproché du suivant, qui avait vivement frappé Napoléon. Pendant la campagne de 1655, Bussy, qui commandait l'escorte d'un fourrage de quinze cents hommes de cavalerie d'élite, dépassa un défilé pour aller fourrager dans une belle plaine; il y fut surpris par un corps de cavalerie triple du sien. Son détachement aurait probablement été détruit, si les vieux cavaliers, d'un commun accord, ne se fussent écriés : « Au défilé ! » — « En opérant ce mouvement rapidement et de sang-froid, dit Napoléon, le général a sauvé sa division. Voilà l'avantage des vieilles bandes; elles prévinrent l'ordre; elles firent la seule chose qui pouvait les sauver. »

l'avant-garde partit sous les ordres du comte de Lorges, et l'armée, divisée en deux colonnes, suivit par les défilés. Quelques escarmouches sans conséquence eurent lieu dans la journée du lendemain. L'armée, marchant lentement, mais avec beaucoup d'ordre, arriva sans accident sur la Zorn, entre Dettwiller et Hochfeld, vers dix heures du soir.

Les confédérés s'étaient mis immédiatement à la poursuite des Français; ils passèrent par le camp abandonné de Marlenheim et suivirent le même chemin qu'eux. Ils faillirent, grâce à un épais brouillard, surprendre l'arrière-ban, qui se trompa de route. Le duc de Lorraine voulait lancer dix mille chevaux sur ces escadrons, qui eussent été taillés en pièces. Les princes tinrent conseil. Ce corps, formé de la noblesse française, imposait à l'ennemi; en outre, on le croyait plus nombreux qu'il n'était réellement. On craignit un piège, et pendant ces hésitations l'occasion échappa; quelques dragons disséminés dans les haies assurèrent la retraite.

L'armée passa la nuit entière sous les armes, et, dès qu'il fit jour, Turenne reconnut et fortifia son camp.

Le plan de Turenne était d'éviter une bataille immédiate, de couvrir Haguenau et Saverne, et de s'assurer des routes conduisant en Lorraine. Il réussit.

Le 21 octobre, l'ennemi vint camper à Hohatzenheim, menaçant Saverne à droite, Haguenau à gauche. Turenne, pour protéger ces deux villes et pouvoir facilement se porter où besoin serait, occupa quelques points stratégiques, Steinbourg, Brumath, Hochfeld. C'était une ligne de trois lieues à défendre devant une armée triple en nombre. Les précautions redoublèrent. Jour et nuit des éclaireurs, des espions battaient la campagne; les troupes étaient toujours prêtes à prendre les armes. On avait rompu les ponts et gâté les gués de la Zorn jusqu'à Geudertheim.

L'électeur de Brandebourg fit assiéger le château de Wasselonne par une division d'infanterie et dix pièces de canon. Cette forteresse, qui n'avait plus que trois tours sur vingt-deux qu'elle avait eues autrefois, et qui s'émiettait sous le feu de la batterie allemande, tint trois jours, grâce à l'énergie de la Roncière. La garnison refusa de se rendre prisonnière de guerre et rejoignit l'armée avec armes et bagages. Cette perte resserrait un peu Turenne, mais n'avait pas une grande importance.

Le 27 octobre, les Allemands tinrent conseil, et, au lieu de livrer bataille comme on s'y attendait, ils se décidèrent à reculer pour se rapprocher de Strasbourg, leur centre d'approvisionnements. Deux jours après, ils campaient à quatre lieues des Français, entre Achenheim et Eckbolsheim, après avoir incendié en passant le bourg de Truchtersheim.

Le château de Wasselonne fut, d'un commun accord entre les belligérants, déclaré neutre.

Turenne cependant recevait incessamment des renforts tirés de l'armée des Pays-Bas. Du 30 octobre au 3 novembre, cinquante escadrons arrivèrent au camp. Sur l'ordre de Turenne, trente escadrons qui devaient rejoindre, et que commandait le comte de Saulx, s'arrêtèrent aux environs de Saarbrück pour s'y refaire; vingt bataillons le rejoignirent.

Le 5 novembre, à Bénaménil, six cents gentilshommes de l'arrière-ban d'Anjou, escortant deux cents chariots de farine, furent surpris par mille cavaliers lorrains commandés par le colonel du Puy. Le convoi fut enlevé, le village brûlé et presque tous les gentilshommes furent pris ou tués.

La convocation de l'arrière-ban n'avait pas eu d'heureux résultats; le temps de la chevalerie était passé, il fallait des troupes régulières et exercées. Cette cohue de nobles habitués à leurs aises, ne voulant pas se plier aux exigences de la discipline et du service, fut plutôt embarrassante qu'utile; Turenne sollicita et obtint du roi qu'on les licenciât, et peu de jours après l'échec de Bénaménil ce corps fut congédié.

Fidèle au plan qu'il avait conçu, Turenne se contenta de se maintenir en Alsace. Lorsque les ennemis se furent éloignés, il renvoya toute sa cavalerie de Dettwiller, où il n'y avait plus de fourrages, et le 6 novembre il lui donna de nouveaux quartiers derrière la Moder, à Ingwiller et dans quelques autres localités. Puis il répandit son infanterie dans les villages sur la rive gauche de la Moder, et il établit son quartier général à Ingwiller. Comme il importait au plus haut point à ses desseins ultérieurs d'avoir un passage assuré à travers les Vosges, il acheta du prince de Lutzelstein, de la maison palatine, le droit de mettre garnison dans sa ville de la Petite-Pierre (Lutzelstein), et y plaça trois cents hommes d'élite, ce qui lui assurait une communication avec la Lorraine.

Les ennemis, trompés par l'inaction de Turenne, pensaient qu'il n'avait disposé ses troupes dans les villages que pour leur permettre d'y passer commodément l'hiver. Ils ne s'inquiétaient pas des renforts qui arrivaient de Flandre et qui paraissaient uniquement destinés à couvrir la Lorraine, et ils se décidèrent à entrer en quartiers d'hiver; ils le firent de manière à bloquer Brisach et Philippsbourg, qu'ils avaient le dessein d'assiéger au commencement du printemps, avant que Turenne pût avoir une armée capable de s'opposer à l'exécution de leurs projets.

Le général Sporck, qui commandait l'armée impériale dans les Pays-Bas, donnait seul de l'inquiétude à Turenne. Il pouvait, en effet, remonter vers l'Alsace et placer le maréchal dans une situation difficile;

mais ce général, après avoir pris Dinant, qui capitula le 21 novembre, mit à son tour ses troupes en quartiers d'hiver sur le bas Rhin. Turenne alors se décida à exécuter le grand dessein qu'il mûrissait depuis longtemps en silence.

Dès le 9 novembre, voyant l'ennemi s'étendre dans la haute Alsace, il écrivait à le Tellier qu'il se proposait d'aller de ce côté quand il en serait temps... « Si je vois, disait-il le 13, que les ennemis voudront s'établir dans la haute Alsace, j'y marcherai avec l'armée[1]. »

Le 27, Turenne s'explique ouvertement, pour la première fois, du plan dont il n'avait parlé jusque-là qu'à mots couverts : « Un de ces jours, écrit-il à le Tellier de son camp d'Ingwiller, toute l'armée de l'ennemi demeurant où elle est, je laisserai beaucoup d'infanterie dans Haguenau, ferai avancer toutes les troupes qui se sont reposées sur la Sarre de trois ou quatre journées en delà des montagnes, pour être en état de revenir avec la cavalerie française, et je repasserai avec les troupes par la Petite-Pierre, pour ensuite, si l'ennemi marche dans la haute Alsace, y aller par les montagnes de Lorraine ou par Belfort. »

Trois jours après, sa résolution est irrévocablement prise. « Je m'en vais marcher, comme je vous l'ai mandé, par les montagnes de Lorraine pour voir l'endroit le plus aisé à descendre en Alsace, ayant remarqué, il y a plus de six semaines, que je ne pouvais pas marcher par le bas des montagnes... »

Cependant les troupes de Flandre arrivaient peu à peu en Lorraine, et s'y refaisaient; elles s'arrêtaient sur la Sarre. Le jeune marquis de la Fare, qui arriva avec ses troupes, se rendit auprès de Turenne; il relate ainsi, dans ses Mémoires, un entretien qu'il eut avec le maréchal. « M. de Turenne ne voulut pas que nous joignissions son armée, parce que, dans le dessein qu'il avait de repasser dans la Lorraine pour aller rentrer dans l'Alsace par Belfort, il voulut nous laisser rétablir parfaitement, afin que nous pussions faire l'avant-garde de son armée et donner le temps aux troupes qu'il avait avec lui de se refaire dans la Lorraine; et, en vérité, on ne peut trop admirer sa conduite...

« M. de Turenne, qui avait beaucoup de bonté pour moi, quoique je fusse encore jeune, et qui m'en avait donné des marques essentielles, me demanda comment je croyais que finirait cette campagne. »

La Fare s'excusa sur son peu d'expérience, et, Turenne s'opiniâtrant à lui demander son opinion, le jeune officier répondit « qu'il pensait qu'on laisserait l'ennemi mettre garnison dans les grandes

[1] Lettre à le Tellier.

villes, Mulhouse, Colmar, Schelestadt et autres, et qu'ensuite, selon les ordres de la cour, on mettrait les troupes en quartiers d'hiver ».

Il lui répondit : « La cour est quelquefois contente quand elle ne doit pas l'être, et elle ne l'est pas quand elle le doit. Pour moi, je vais au mieux que je m'imagine qu'on puisse faire, et fiez-vous à moi : il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand en deçà du Rhin en Alsace. Remettez seulement vos troupes en bon état, j'en ferai mon avant-garde... »

Le 29 septembre, Turenne commença à faire passer les Vosges à ses troupes par le défilé de la Petite-Pierre. Le temps était mauvais, la neige tombait abondamment; les soldats, chargés de trois jours de vivres, n'avançaient qu'à grand'peine dans ces passages glissants. Le lendemain, l'arrière-garde passa à son tour, et Turenne la suivit. Il se reposa à la Petite-Pierre, dont il augmenta la garnison. Le 2 décembre, le maréchal passa à Hirschland. Le 4, il traversa la Sarre à Sarrebourg, et s'établit à Lorquin. Turenne, qui « n'avait besoin que de gens en bon état[1] », choisit ses soldats. Il renvoya les malades, les hommes fatigués ou incapables de supporter une longue et pénible campagne, puis il s'occupa « de voir les endroits, par Remiremont, ou plus au delà, par où il pourrait plus aisément descendre vers l'Alsace[2] ». A Lorquin, Turenne dressa et remit à chaque chef de corps son itinéraire. Ce journal des marches et campements règle et prévoit tous les détails de l'opération. Rien n'est laissé au hasard, à l'imprévu. Les mouvements de troupes sont combinés de manière que l'armée tout entière puisse, en cas de besoin, se trouver sous la main du général en chef, bien que les différents corps suivent des routes différentes. Belfort était désigné comme le rendez-vous général de toute l'armée.

Le 5 décembre, il quitta Lorquin et passa à Blamont. Le 6, il s'établit à Domptail, où il séjourna jusqu'au 9.

Les généraux allemands avaient envoyé en Lorraine six mille hommes, qui s'établirent à Épinal et à Remiremont. Une démonstration, faite le 8 décembre sur Épinal, suffit pour faire évacuer la place. Remiremont, petite ville sans défense d'elle-même, mais située sur la Moselle, au pied de cette partie des montagnes qui séparent la Lorraine de la Franche-Comté, était un passage absolument nécessaire à Turenne. Les ennemis y avaient quatre cents hommes et pouvaient y faire arriver facilement d'autres troupes, parce que la vallée de la Moselle ouvre à travers la montagne un passage jusqu'en Alsace; ils y avaient fait

[1] Lettre à le Tellier, 30 novembre.
[2] *Id.*, 4 décembre.

quelques travaux de défense. La garnison lorraine n'osa pas tenir devant l'armée française, et Turenne entra sans coup férir dans la ville abandonnée.

Il alla ensuite établir son camp à Longuet, où il resta longtemps, se préoccupant avant tout du service des subsistances, organisant des boulangeries, faisant établir des dépôts de grains et de farine sur sa route.

« J'ai fait avancer des farines avant que de m'avancer vers Belfort avec le corps d'armée, écrit-il le 18 décembre à Louvois, qui, remis de sa maladie, avait repris la direction des affaires... La saison oblige à avancer bien doucement, quelquefois à cause des vivres... Je marche demain, au matin, après avoir fait pour les vivres tout ce que j'ai pu[1]. »

Pour mieux dissimuler ses projets, Turenne fait faire des démonstrations de différents côtés. Le marquis de Bourlemont menace le passage de Sainte-Marie-aux-Mines; le marquis de Boufflers se porte au col du Bonhomme; la brigade de Sourdis occupe les défilés qui font communiquer la vallée de la Moselle avec celle de Thann.

Le 23, de grand matin, le mouvement en avant commença. Depuis la fin de novembre jusqu'au 20 décembre, le temps avait été contraire. La température était douce. La neige, qui tombait en abondance, fondait, faisait déborder les rivières, effondrait les chemins et rendait impossible la marche de l'armée. Le 20, une belle et claire gelée succéda à cette mauvaise saison. L'armée se mit en marche. Elle fit étape à la Rochotte, à Melissey, à Champagney, trouvant partout un gîte et des approvisionnements. Le 27, elle arriva à Valdogne, village situé à une demi-lieue de Belfort.

La marche de Turenne devait alors cesser d'être un mystère. Voulant, au contraire, faire impression sur l'ennemi, il donna l'ordre de tirer le canon pour lui faire connaître qu'il était arrivé. Le 28, il dépassa Belfort d'une lieue, et campa à Brun.

La nouvelle de l'arrivée de Turenne au milieu d'eux frappa les Allemands d'épouvante. Personne n'avait cru possible une marche dans cette saison : les généraux se hâtèrent de rappeler leurs corps d'armée dispersés. Le 29, Turenne parut devant Mulhouse, où était établie la cavalerie de l'Empereur, de Lorraine et de Munster. Il aperçut une longue file d'équipages qui se dirigeaient vers Ensisheim, quartier général de Bournonville, et que couvrait un gros corps de cavalerie.

L'entrain des troupes était tel, que l'on pouvait risquer un coup d'audace. Le marquis de Montauban, qui était maréchal de camp du jour, traversa avec deux escadrons la rivière d'Ill, qui couvrait les ennemis.

[1] Lettre à le Tellier, 22 décembre. — Dépôt de la guerre.

Ceux-ci détachèrent six escadrons pour le charger. Montauban prit les devants; « voyant que les ennemis venaient à lui avant que les autres troupes eussent passé, il chargea au milieu de ces escadrons et les mit tous en confusion. C'était une résolution à laquelle on doit tout le succès du combat[1]. »

Turenne n'avait que son avant-garde, quatre régiments de chevau-légers et de la gendarmerie. Il cacha aux ennemis l'insuffisance de son effectif par une ruse de guerre. Il se porta sur une hauteur et fit manœuvrer les régiments de Boncour et de Câteux de manière à faire croire qu'il lui arrivait incessamment de nouvelles troupes.

Il fut habilement secondé par Montauban, fait prisonnier au milieu de l'action.

« M. de Montauban m'a dit qu'il a été pris par six cavaliers lorrains qui avaient du papier à leur chapeau, comme il venait seul pour me dire qu'il voyait un corps considérable de cavalerie et d'infanterie qui se mettait ensemble derrière une montagne proche du lieu du combat[2]. »

Conduit devant le prince de Bade, Montauban lui annonça que Turenne était là; qu'il était vrai que l'avant-garde seule avait donné, mais que l'armée tout entière la suivait et arrivait sur le champ de bataille. Ce récit, que confirmait la manœuvre de Turenne, jeta le désarroi dans l'armée allemande, qui se replia précipitamment sur Ensisheim, où l'infanterie et les bagages avaient eu le temps d'arriver pendant le combat de cavalerie.

Malgré leur supériorité numérique, les Impériaux avaient été battus. Quatorze étendards, sept à huit cents prisonniers, le champ de bataille, restaient aux Français. La démoralisation, l'épouvante, augmentaient dans l'armée ennemie, tandis qu'au contraire l'espoir et la confiance du succès enivraient les Français. Turenne ne poursuivit pas les fuyards. Le peu de troupes qu'il avait sous la main était épuisé.

Le 30, un parti de cavalerie, envoyé du côté de Bâle, ramassa beaucoup de prisonniers. « On prit, assez près du quartier de Turenne, des Cravates qui marchaient sans défiance et qui ne se doutaient pas qu'on fût si près d'eux. »

Bientôt dix-huit escadrons, puis l'armée tout entière, rejoignirent Turenne. Le 1er janvier 1675, toutes ses troupes étaient réunies auprès de son quartier général de Fontaine. L'ennemi avait évacué Ensisheim, que Turenne occupa, et s'était massé autour de Colmar. Le régiment d'infanterie de Portia, qui comptait environ mille hommes, rejoignait l'armée, quand il fut prévenu de l'arrivée des

[1] Relation du combat de Mulhouse.
[2] Turenne à Louvois, 18 janvier.

Français; il se jeta dans le château de Brunstatt, que Turenne fit aussitôt investir. Les ennemis n'ayant voulu se rendre qu'après avoir été soumis par le canon, on tira sur eux quelques volées; alors ils battirent la chamade et se rendirent prisonniers de guerre avec armes et bagages.

Turenne poursuivit sa marche vers Colmar. L'armée, en avançant, rencontrait grand nombre de traînards qui fuyaient devant elle. On se contentait de les désarmer, parce que leur nombre était trop grand et qu'on ne pouvait s'en charger sans beaucoup d'embarras.

Le samedi 5 janvier, Turenne, ayant toute son armée sous la main, leva avant le jour le camp de Pfaffenheim. Il forma son armée en trois colonnes parallèles, l'infanterie en tête, laissa derrière lui, sans s'en inquiéter, trois cents dragons ennemis dans le château de Rouffach, comptant bien qu'ils ne lui échapperaient pas, et marcha droit à Colmar, où l'électeur de Brandebourg avait ses vivres et ses munitions, et où il s'était efforcé de rallier les troupes de la coalition, afin de livrer une bataille décisive. Trente à quarante mille hommes se trouvaient réunis entre Colmar et Turckheim. Le poste était bien choisi. Les ennemis, qui avaient eu plusieurs jours devant eux, avaient élevé différents travaux de défense et préparé le terrain; leur situation était bonne. Leur front était couvert par un canal, dit des Moulins (Muhlbach), aujourd'hui le Logelbach, unissant le Fecht à l'Ill. Vingt-quatre pièces d'artillerie, protégées par des épaulements, défendaient le passage de la Muhlbach. Un corps d'infanterie de Zell et sa garde bourgeoise gardaient Colmar. Leur gauche s'appuyait fortement à cette ville; mais comme leur ligne avait plus d'une lieue de développement, ils avaient négligé Turckheim, où, contre l'avis du vieux duc de Lorraine, ils n'avaient jeté que deux bataillons. Un intervalle de quinze cents pas environ séparait cette ville de l'extrémité de leur droite.

« Turckheim est une petite ville assise au pied de la chaîne des Vosges, à l'entrée de la vallée de Munster. Elle était une des dix villes libres impériales d'Alsace, mais la moins importante de cette association célèbre qui lutta si obstinément contre la France pour la conservation de ses privilèges. Quoique munie d'une bonne muraille, et couverte du côté de la plaine par le torrent de la Fecht, elle était incapable d'une résistance sérieuse[1]. » Les deux bataillons qui l'occupaient au début de la bataille s'étaient retirés, lorsqu'à la vue des troupes françaises, déployées devant Wintzenheim, les généraux allemands jugèrent que Turenne les attaquerait de front par la plaine.

Le vieux duc de Lorraine avait compris l'importance de cette ville, qui dominait un peu la plaine, et avait voulu y envoyer des forces plus

[1] Gérard, la bataille de Turckheim.

considérables; mais il ne fut pas écouté. Les Allemands ne se préoccupaient que du danger d'être coupés de Colmar.

Turenne marcha droit à l'ennemi, comme s'il voulait aborder de front l'attaque du canal qui le couvrait; mais, arrivé à quelque distance, il donna l'ordre à sa cavalerie de se déployer sur un vaste front. Derrière ce rideau, une partie de l'infanterie fila rapidement à gauche vers la montagne. Arrivée au pied des premières pentes, elle s'engagea dans de mauvais chemins et d'étroits défilés. Turenne conduisait lui-même cette colonne, composée de quatorze bataillons de vieille infanterie, de quelques escadrons et de quatre canons.

« Au lieu de marcher droit au ruisseau, il enfourna toute l'armée sur deux colonnes dans le vallon de Turckheim, comme s'il eût voulu grimper la montagne. Personne ne comprenait rien à son dessein; car il semblait prêter le flanc aux ennemis, qui pouvaient passer le ruisseau et tomber sur lui avant qu'il fût en bataille. Cela m'inquiéta comme plusieurs autres, et comme je pouvais lui dire ce qui me venait dans la tête, que j'étais sans conséquence, et, si j'ose le dire, dans son amitié, il me l'avait permis. Je gagnai donc la tête de la colonne et je lui dis : « Je vous demande pardon, Monseigneur, si j'ose vous dire que nous sommes tous inquiets de la marche que vous nous faites faire, et de voir que nous allons du nez dans cette montagne, et que nous sommes tous les uns sur les autres dans cette vallée. » Il me dit : « Effectivement, vous n'avez pas tort; mais j'ai compris que l'armée des ennemis, qui a le ruisseau de Turckheim devant elle, et Colmar à sa droite, où sont ses vivres et ses munitions, ne se déposterait point d'un bon poste où elle est pour tomber sur moi, et ne passerait point le ruisseau; que d'ailleurs elle n'abandonnerait point Colmar, où sont ses magasins, de peur que je ne me jetasse de ce côté et ne m'en saisisse; que pourtant elle n'était pas assez grande pour tenir Turckheim autrement que par un détachement, et qu'ainsi, me saisissant de ce poste, comme je vais tâcher de faire tout à l'heure, je me donnerai un passage dans le flanc qui les obligera à retourner leur armée et à me combattre dans un terrain égal aux uns et aux autres[1]. »

Turenne déboucha à l'improviste sur Turckheim, et s'en empara sans difficulté; on y fit une trentaine de prisonniers. Les dragons français traversèrent la ville, allèrent fermer la porte qui regardait la plaine, occupèrent quelques avant-postes et s'établirent dans les maisons. Turenne se trouvait sur le flanc droit des ennemis; leurs défenses devenaient inutiles; leur artillerie menaçait vainement la plaine, où la cavalerie de Turenne s'était arrêtée hors de portée.

Comprenant alors toute la valeur de la position de Turckheim, les Allemands firent effort pour reprendre ce poste; ils formèrent deux

[1] *Mémoires de la Fare.*

fortes colonnes d'infanterie, appuyées par une batterie de six pièces et soutenues par quelques escadrons, et les lancèrent sur Turckheim. Cette attaque fut d'abord assez heureuse. Bien que tenu au courant des mouvements de l'ennemi « par un homme que l'on avait fait monter sur un arbre », Turenne ne pouvait prendre les mesures nécessaires pour résister à cet effort. Son artillerie n'était pas encore arrivée. Les mousquetaires, postés dans les vignes, étaient gênés par les échalas pour le maniement de leurs armes, tandis que les ceps dépouillés ne les cachaient pas aux coups de l'ennemi. Le régiment de la marine, qui avait été engagé le premier, avait beaucoup souffert. Les régiments de la reine, des vaisseaux, d'Orléans, d'Anjou, se maintenaient difficilement. Les avant-postes qui couvraient Turckheim avaient été pris par les Allemands, puis repris; Foucault, habile lieutenant général qui, à Entzheim, avait si bien fait manœuvrer ses troupes, venait d'être tué; la lutte était indécise, quand enfin quelques bataillons, las de se faire décimer, sortirent des vignes, se formèrent en bataille dans la plaine, au bas du coteau, en face de l'ennemi, et commencèrent un feu terrible. Turenne réunit alors tout ce qu'il avait d'infanterie sous la main, et appuya le mouvement des bataillons engagés. Ses troupes s'avancèrent sur le bord de la Fecht. Les gardes-françaises débordent l'ennemi et le prennent en flanc. Le désordre commence à se remettre dans les rangs allemands. Deux régiments s'élancent alors, la pique à la main, franchissent la Fecht; ils allaient charger, quand Turenne fit sonner la retraite. Ses troupes étaient fatiguées; il comptait livrer le lendemain une grande bataille, et de plus il craignait que, si les régiments s'aventuraient trop dans la plaine, la nombreuse cavalerie ennemie, en bataille à quelque distance de là, ne vînt dans ces vastes prairies les envelopper et les prendre.

Le combat finit à sept heures. Les troupes engagées s'étaient admirablement battues. « Toute l'infanterie n'a pas témoigné le moindre refroidissement; il a fallu seulement céder quelquefois au plus grand feu, » dit Turenne.

Le maréchal, qui n'hésitait pas à employer à l'occasion quelques ruses de guerre, augmenta l'effroi de l'ennemi par le stratagème suivant. Il « fit couler derrière Turckheim, de montagnes en montagnes, quelques grenadiers qui y allumèrent une multitude de feux » pour persuader à l'ennemi que son armée était bien plus nombreuse qu'elle ne l'était en réalité.

La bataille avait été sanglante. Du côté des ennemis, six cents tués et environ mille blessés; du côté des Français, environ quatre cents hommes tués et cinq cents blessés.

Turenne, nous l'avons dit, s'attendait à une grande bataille; l'armée entière passa la nuit sous les armes, et, le lendemain avant le jour, elle s'avança vers Colmar. La ville était abandonnée. Dès sept heures

du soir on avait fait filer le bagage dans la direction de Strasbourg, et pendant la nuit toutes les troupes avaient suivi ce mouvement de retraite.

Les gardes bourgeoises n'osèrent pas refuser l'entrée au général victorieux. Turenne prescrivit à son armée de ne faire aucun désordre, et alla simplement se loger à l'auberge de la Montagne-Noire, d'où il annonça son succès à Louvois[1] par la dépêche suivante.

« A Colmar, ce 6 janvier au matin.

« J'ai cru, Monsieur, que le roi serait bien aise de savoir ce qui se fait à l'armée. Les ennemis s'étant mis en un très bon poste près Colmar, je me saisis par un très grand bonheur d'une petite ville nommée Turckheim à leur aile droite. Leur infanterie attaqua un poste qui la flanquait. Le combat d'infanterie seulement a duré trois ou quatre heures; ils ont été repoussés à l'entrée de la nuit. Le combat a été fort grand; il y avait un ruisseau entre deux; ils se sont retirés toute la nuit, et j'arrive présentement près Colmar, où il n'y a personne. M. d'Albret, et M. de Bocquemar avec ses gardes, et M. de la Mothe ont très bien fait; on nommera les autres dans la relation. M. de Foucault, lieutenant général, et M. de Mouchy ont été tués; nulle autre personne de considération, que M. d'Aubijou blessé. On prend beaucoup de prisonniers. »

La retraite des Allemands s'effectuait dans le plus grand désordre. De toutes parts les partis de cavalerie française ramassaient des traînards. On fit en quelques jours plus de deux mille prisonniers. On avait trouvé à Colmar trois mille blessés ou malades. Les marches forcées, le froid, la disette, firent en outre de nombreuses victimes. « Vous ne sauriez croire, écrivait Turenne, ce qu'il est mort d'ennemis en Alsace de misère, et ce qu'il s'en trouvera encore dans la marche qu'ils font, où il n'y a d'autre fourrage que la paille des maisons et aucuns grains. »

Les Allemands, ne se sentant plus en sûreté en Alsace, repassaient le Rhin en toute hâte, « tout débiffés, mal unis et moins fiers qu'ils n'étaient avant cette course malheureuse[2]. » On conseillait à Turenne de poursuivre activement et d'achever cette armée démoralisée, exténuée. « Je m'en garderai bien, répondit-il; car, à moins de les tuer

[1] A ce moment l'accord entre le maréchal et le ministre était complet. Ramsay s'est trompé en prétendant que les discussions de l'année précédente s'étaient renouvelées pendant le cours de cette campagne, et que Louvois eut de nouvelles excuses à faire à Turenne à son retour à la cour. C'est une erreur qui ne repose sur aucune donnée sérieuse.

[2] *Abrégé de la vie de Turenne.* Anonyme, Villefranche, 1675.

tous, je les rendrais maîtres de Strasbourg, qui leur ouvrirait ses portes pour les recueillir, et les bourgmestres qui leur ont livré le pont, malgré la neutralité, leur abandonneraient encore la ville pour se mettre à couvert du juste ressentiment du roi. Pressons-les seulement de passer le Rhin [1]. »

Craignant que les fugitifs ne s'arrêtassent à Strasbourg et ne fussent retenus par les magistrats eux-mêmes pour les défendre contre la colère du roi de France, il se hâta de faire savoir aux magistrats qu'il ne les rendait pas responsables d'une défection qu'il savait n'être due qu'à la populace, ajoutant qu'il ne leur serait fait aucun mal s'ils s'engageaient à garder leur neutralité et à défendre à l'avenir le passage de leur pont. Cette conduite sage et politique réussit complètement. Enchantés d'en être quittes à si bon marché, les Strasbourgeois pressèrent eux-mêmes le passage des Allemands vaincus. Bientôt il ne resta sur la rive gauche du Rhin que les prisonniers et les morts.

Turenne pourvut aux cantonnements de son armée comme il l'entendit. Le roi lui laissa toute latitude à cet égard. Le maréchal désirait vivement revenir à Paris et priait Louvois de demander à Louis XIV l'autorisation nécessaire. « Je vous supplie très humblement, Monsieur, de demander au roi s'il trouvera bon que je m'en aille quand les troupes auront passé la montagne. » (12 janvier 1675.) Louis XIV, de son côté, désirait le revoir et lui écrivait : « Je désire qu'ensuite vous reveniez près de moi, où j'ai bien de l'impatience de vous voir pour vous témoigner de vive voix la satisfaction que me donnent les services considérables et importants que vous m'avez rendus pendant toute la campagne, et de la dernière victoire que vous venez de remporter sur mes ennemis [2]. »

Cette magnifique campagne excita en France un enthousiasme universel. Le roi ordonna des actions de grâces solennelles. Les populations des pays sauvés des ravages de l'invasion accoururent en foule sur le passage du maréchal « pour le voir, pour le proclamer leur libérateur, pour le remercier de leurs biens, de leur liberté sauves [3] ».

Quand il arriva à Saint-Germain, le 9 février, le roi descendit au-devant de lui, l'embrassa devant toute la cour en lui disant : « Vous avez relevé un lis de ma couronne. » Et le lendemain il lui envoya un présent de cent mille pistoles. « Il n'y eut pas jusqu'aux porteurs de chaises qui ne quittassent leur travail pour se présenter en foule à lui et lui faire leurs compliments [4]. — La modestie, ajoute Pellisson, a re-

[1] *Mémoires de Saint-Hilaire.*
[2] 13 janvier 1675. — Dépôt de la guerre.
[3] Mascaron, *Oraison funèbre.*
[4] Pellisson, *Lettres historiques.*

levé sa gloire; tout le monde a trouvé qu'il était un peu plus *honteux* qu'il n'avait accoutumé de l'être. On ne peut parler plus simplement de tout ce qu'il a fait. En récompense il a fait remarquer à tout le monde que si le roi n'avait pas pris la Franche-Comté au commencement de la campagne, les ennemis, au lieu de repasser le Rhin, se seraient maintenus dans le cœur de l'État. »

L'admiration était unanime. « Que dites-vous, demandait Mme de Sévigné à Bussy-Rabutin, de la belle action qu'à faite M. de Turenne en faisant repasser le Rhin à nos ennemis ? » Et Bussy répondait : « J'aime M. de Turenne autant que je l'ai autrefois haï; pour dire toute la vérité, mon cœur ne peut plus tenir contre tant de mérite. »

Au milieu de tant de gloire, la modestie de Turenne était vraiment admirable. « Ne croyez pas, s'il vous plaît, que je ne sache bien que tout ceci est assez beau, » écrivait-il au cardinal de Bouillon; mais son âme patriote et française ne voyait que les résultats obtenus, la patrie sauvée. « Quoique je ne parle pas beaucoup de ce qui se passe depuis quelque temps, je sais très bien que cela est bien heureux et utile au service du roi[1]. »

Napoléon a bien sévèrement apprécié cette campagne. « Turenne, dit-il, a, dans cette occasion, montré plus de talent pour la conception de ce beau plan que dans son exécution. » Il lui reproche d'avoir manqué de hardiesse et de promptitude, de ne pas s'être porté avec assez de rapidité sur Strasbourg. « S'il eût marché aux ennemis après l'arrivée des détachements de Flandre, ils auraient repassé le Rhin. » Il ajoute « qu'au lieu de déboucher par Belfort, c'est-à-dire par l'extrémité des Vosges, s'il eût débouché par le milieu, droit sur Colmar et Strasbourg, il fût arrivé avant que les cantonnements se fussent ralliés. » Mais la prudence était nécessaire devant un ennemi bien supérieur en forces. Turenne n'avait pas quarante mille hommes, comme le croit Napoléon, mais trente mille, et il avait devant lui soixante-dix mille ennemis. En débouchant par le passage de Sainte-Marie-aux-Mines ou par le col du Bonhomme, il risquait de voir son armée coupée en deux et d'être écrasé par des forces supérieures.

En se portant sur Strasbourg, il se plaçait entre une ville puissante toute dévouée à l'ennemi et une armée nombreuse qu'il réduisait au désespoir en lui coupant sa ligne de retraite, et qu'il lui fallait prendre ou anéantir, ce qui rendait son opération bien scabreuse. En la repoussant, au contraire, au delà du Rhin, il atteignait son but, qui était de délivrer les provinces de l'Est de l'invasion annoncée et prévue pour le printemps suivant. Turenne paraît avoir agi en guerrier et en politique.

Les Allemands avaient compris que les rivalités des généraux avaient

[1] Turenne au cardinal de Bouillon, 7 janvier 1675.

été la principale cause de leur insuccès. Aussi, l'année suivante, l'Empereur choisit-il le comte de Montecuculli pour commander en chef. L'habile et renommé capitaine consentit à quitter pour combattre Turenne la retraite où le retenaient les infirmités de son âge. Devant son prestige personnel les dissensions s'effacèrent, et l'unité de commandement fut rétablie. Les troupes allemandes, composées de vieux régiments, étaient excellentes; mais Turenne aussi avait lieu d'être satisfait des siennes, « Je n'ai jamais vu tant de bons hommes, écrivait-il à Louvois, ni mieux intentionnés. » Le nombre était à peu près le même, trente mille hommes de chaque côté.

Les troupes allemandes qui avaient des quartiers d'hiver dans l'électorat de Cologne et les États voisins se réunirent près de Bonn et joignirent le général Sporck. Les Impériaux s'assemblèrent à Ulm en Souabe. Montecuculli partit de Vienne le 8 avril pour prendre le commandement de ses troupes.

La première question, d'une importance capitale, était de savoir sur quel terrain s'engagerait la lutte, en Alsace ou en Souabe. Celui des deux généraux qui parviendrait à porter la guerre sur le territoire ennemi devait avoir, en effet, dès le début une supériorité marquée. Il rejetterait sur son adversaire le lourd fardeau de l'invasion, et il acquerrait par ce premier succès cet ascendant moral qui double la force d'une armée. Turenne crut un instant avoir perdu ce premier point. L'électeur de Mayence livra sa capitale à l'Empereur, qui y fit entrer immédiatement cinq cents chevaux et deux mille hommes d'infanterie. Le 16 mai, Montecuculli vint camper à Oberkirch, où il fut complimenté par les magistrats de Strasbourg; puis il se rapprocha encore de cette ville et vint camper à Willstett; il posta même quelques régiments d'infanterie à une portée de mousquet du fort de Kehl.

Dès que Vauban fut averti de ces mouvements, il renforça les garnisons de Saverne, Haguenau et Philippsbourg, et prévint Turenne, qui était en marche pour rejoindre ses troupes. Le maréchal avait quitté Paris le 11 mai, au moment même où le roi partait pour aller dans les Pays-Bas assiéger Limbourg avec M. le prince.

Informé à Lunéville du dessein de Montecuculli et des incertitudes des Strasbourgeois, Turenne vit bien que le seul moyen de prévenir le passage des Impériaux par le pont de Strasbourg était de se rapprocher de la ville avec son armée. Il arriva le 20 mai auprès de Schelestadt, le 21 à Benfeld. Les magistrats, intimidés, promirent de rester neutres et continrent le peuple, dont quelques meneurs, gagnés par l'argent de l'Allemagne, voulaient livrer le pont à Montecuculli.

Trompé dans son espoir, ce général se déroba tout à coup. Il feignit de vouloir assiéger Philippsbourg. Turenne, laissant son armée au camp d'Achenheim, s'avança jusqu'à Haguenau et jeta cinq cents fantassins

dans la ville menacée; mais, pénétrant bien le véritable dessein des ennemis, il refusa de s'éloigner de Strasbourg. Montecuculli continua à descendre le Rhin; le 31 mai et le 1er juin, il passait près de Spire sur la rive gauche, et faisait une démonstration sur Landau, Neustadt et Kaiserslautern.

Turenne ne bougea pas. Il pensait, et avec raison, que la marche de Montecuculli n'était qu'une feinte. Il mandait à Metz et à Nancy qu'on ne s'inquiétât point des détachements ennemis qui paraîtraient dans les environs de ces places.

Montecuculli, voyant que Turenne ne prenait pas le change, et n'osant pas s'engager dans la basse Alsace, repassa le 4 juin sur la rive droite. Turenne, lui aussi, passa le Rhin les 7 et 8 juin à trois lieues et demie au-dessus de Strasbourg, à Ottenheim, sur sept ponts de bateaux, aussi rapidement que le lui permirent les mauvais chemins détrempés par des pluies torrentielles, et alla occuper Willstett, position excellente où les Français établirent leurs magasins. Turenne redoutait toujours une trahison des Strasbourgeois. Le 5 juin, il écrivait au roi : « Toute la ville de Strasbourg est pleine des troupes de l'Empereur et de Lorraine. On les désarme à la porte. Il est certain que ceux de la ville ne défendront point le bout de leur pont de delà quand on sera un peu éloigné et qu'on le voudra attaquer. »

La politique et la peur retinrent heureusement les magistrats. Ils se rappelaient que quelques mois auparavant Turenne avait contraint une armée triple en force à repasser précipitamment le Rhin, et ils jugèrent prudent de conserver la neutralité.

Willstett, situé à deux lieues environ de Kehl, était une petite ville des dépendances du comté de Hanau, munie d'un ancien château, bordée et défendue par le Kintzig, affluent du Rhin qui sort des montagnes de la Forêt-Noire et vient tomber dans le fleuve un peu au-dessous du fort de Kehl.

Turenne établit son armée à Willstett, le long de la Kintzig, sur laquelle il fit jeter des ponts. Montecuculli, informé que les Français remontaient le Rhin vers Rhinau, soupçonna que Turenne voulait passer le fleuve et se rappela toute l'importance de Willstett. Il fit les derniers efforts pour y arriver avant son adversaire, mais il était encore loin. Il eut beau faire faire à toute son armée plus de quatorze lieues en deux jours, lorsqu'il parvint auprès de Willstett, il y trouva Turenne fortement établi. La position des Français le gênait beaucoup; il avait des magasins considérables de blé et de farine à Strasbourg, où il avait fait faire une grande quantité de pain qu'on ne put lui envoyer et qui se gâta. Il résolut donc de faire les plus grands efforts pour rejeter Turenne au delà du Rhin. Pour cela il fallait battre son armée, lui ôter les moyens de subsister, se rendre maître de ses ponts ou recouvrer celui de Strasbourg.

En général habile, Montecuculli choisit le parti le plus avantageux. Il défila entre le camp français et les montagnes de la Forêt-Noire, et alla camper près d'Offembourg, sa gauche appuyée sur l'abbaye de Schuttern, son front couvert par un bois et la Schutter, menaçant également les ponts d'Ottenheim et de Strasbourg. Cette manœuvre donna de l'inquiétude à Turenne; mais, pour la déjouer, il n'eut qu'à réparer la faute qu'il avait commise en plaçant ses ponts trop loin de Strasbourg. Il les fit descendre à Altenheim, deux lieues plus bas, et diminua ainsi de moitié sa ligne de défense, qui n'eut plus que deux lieues d'étendue. Il appuya fortement sa droite à Altenheim, où se trouvait sa tête de pont; sa gauche demeurait à Willstett. Dans l'intervalle, les troupes étaient réparties par de forts détachements ayant entre eux des communications faciles, et comme une heure et demie de marche seulement séparait les points extrêmes de l'armée, en fort peu de temps des forces considérables pouvaient, en cas d'attaque, se concentrer à l'endroit menacé.

Les deux adversaires restèrent huit jours en présence, aucun d'eux ne voulant engager l'action. Enfin Montecuculli, craignant pour ses subsistances, se décida à se reporter en arrière, traversa Offembourg sans s'y arrêter, et s'établit, le 5 juillet, sur la rive droite de la Renchen, qu'il occupa jusqu'au point où elle tombe dans le Rhin, et sur laquelle il jeta quelques ponts. Il profita habilement de la situation du pays, couvert de marais et de bois et coupé de ruisseaux, fit élever quelques retranchements et rendit son camp inaccessible.

Turenne le suivit et s'établit en face de lui; il essaya même de faire forcer un des ponts sur la Renchen, mais il ne put y réussir. « Cette tentative occasionna une assez grosse escarmouche, où il y eut du monde de tué[1]. »

Le maréchal fit camper son armée à une très petite distance des ennemis, dans une plaine qu'un bois seulement séparait de Montecuculli. Sa gauche s'appuyait à un bras du Rhin. Le quartier général était au village de Bischen, qui se trouvait en arrière des lignes. Il n'y avait qu'un quart de lieue de la tête du corps au retranchement des ennemis. Les sentinelles des gardes avancées, dans le défilé, étaient à la portée du fusil les unes des autres. Cependant on dormait paisiblement dans l'un et l'autre camp. Un bois de cinq à six cents pas de large et un petit ruisseau qui coulait dans un terrain marécageux séparaient les deux armées comme aurait fait une distance de vingt lieues.

« Les deux armées sont si proches, que quand les ennemis firent les salves de l'avantage de M. de Brandebourg sur les Suédois, beaucoup de leurs boulets de six livres vinrent dans le camp[2]. »

[1] *Mémoires de Saint-Hilaire*
[2] Turenne à Louvois, 18 juillet.

Les armées demeurèrent dans cette position pendant près d'un mois. Pendant ce temps, Turenne, qui n'avait pu pénétrer le bois ni franchir la rivière qui couvrait les ennemis pour parvenir à les joindre, s'appliquait sans relâche à surmonter cet obstacle. Il fit percer obliquement un grand chemin devant sa droite, au travers du bois, et il parvint par cette route sur le bord de la Renchen, à une lieue et demie du camp des ennemis. Il fit faire des ponts sur cette rivière et de bonnes redoutes pour les garder, et au delà on prolongea le chemin dans le bois jusqu'à un terrain découvert.



Mort de Turenne, d'après Prevost.

Pendant ce temps, il surveillait le cours du Rhin avec une infatigable vigilance. Quelques batteries d'artillerie bien placées, quelques barrages, de l'infanterie postée dans les îles ou sur les bords, un certain nombre de barques pleines de soldats qui gardaient les principaux passages, interceptaient toute communication entre Strasbourg et les Impériaux, qui commencèrent à souffrir de la disette, tandis que l'armée française, au contraire, avait du pain en abondance. Il est vrai que les chevaux manquaient de fourrages. La violence des pluies était telle, que les ruisseaux se changeaient en torrents et que les eaux emportaient les foins, « quand elles n'emportaient pas les prairies mêmes. »

Le maréchal résolut de s'étendre le long de la Renchen, qui le res-

serrait, afin de se procurer des fourrages et d'en ôter aux Impériaux, de passer ensuite la rivière et de s'établir sur leur flanc gauche. Si cette entreprise échouait, le maréchal ne perdait rien; si, au contraire, elle réussissait, Montecuculli n'avait d'autre parti à prendre que de combattre avec désavantage, ce qu'il ne voulait pas faire, ou de se retirer et de s'éloigner plus que jamais de Strasbourg. Turenne, avant d'entreprendre cette opération, couvrit Bischen de retranchements et y laissa le comte de Lorges avec huit bataillons et trente escadrons. Le 22 juillet, l'armée s'ébranla, et le 23 elle passa la Renchen au village de Waghurst. Un détachement, sous les ordres du chevalier de Boufflers, se porta en avant, dans la soirée, pour occuper le village de Gamhurst. Montecuculli ne se doutait pas encore du dessein de Turenne. « Parmi plusieurs différences qui se trouvaient entre ces deux généraux, il y en avait une personnelle qui pouvait donner d'assez grands avantages à M. de Turenne ; c'est qu'à son âge il avait toute la vigueur et toute l'activité d'un homme jeune, qu'il savait s'en servir, et qu'étant incessamment à cheval, il se trouvait partout, reconnaissait jusqu'aux moindres postes lui-même, et prenait des mesures justes par ses propres connaissances, au lieu que le comte de Montecuculli, plus cassé et moins en état d'agir, était quelquefois obligé de former ses desseins sur le rapport des autres[1]; » mais, ayant remarqué que les avant-postes français grossissaient de ce côté, le général allemand avait envoyé l'ordre d'enlever ces avant-postes. Deux forts détachements, l'un de cinq mille chevaux, sous le duc de Lorraine, l'autre d'infanterie et de cavalerie, sous le comte de Caprara, devaient, au point du jour, exécuter ses instructions. A minuit, les avant-gardes françaises se heurtèrent contre les postes avancés du duc de Lorraine, qui les fit charger. M. de Vaubrun fut blessé au pied dans une de ces charges.

Étonné de trouver tant de résistance, le duc de Lorraine s'arrêta, attendant le jour. Quand il vit qu'il avait affaire à toute une armée, il recula, après avoir fait tête un instant pour ne pas décourager ses troupes, et effectua sa retraite en bon ordre. Caprara, qui s'était aperçu le premier que toute l'armée française était là, s'était prudemment retiré.

Turenne continua sa marche, traversa un bois et déboucha dans une plaine où se trouvait le village de Gameshausen. Il donna l'ordre d'y placer sans délai un poste d'infanterie. Cet ordre ne fut pas exécuté, et, dans la nuit, les Impériaux jetèrent dans Gameshausen quinze cents à deux mille hommes, dont deux cents fantassins. Il fallut pour les déloger faire venir du canon et une partie de l'armée. Au bout de quelque temps, la cavalerie ennemie abandonna le village. L'infanterie, réfugiée

[1] Deschamps, *Dernières Campagnes de Turenne.*

dans l'église, fut tout entière prise ou tuée. La relation de cet événement est consignée dans la dernière lettre, datée du 25 juillet, que Turenne ait écrite à Louvois.

Montecuculli, dans la nuit du 25 au 26, parut avoir pris le parti de la retraite. Il se retira dans la direction des montagnes de Souabe, comme s'il voulait entrer dans le Wurtemberg. Turenne résolut de lui couper la route. Il donna ordre au comte de Lorges de le rejoindre avec presque toutes ses forces. Le 27, au matin, toute l'armée française était réunie, et se mit à la poursuite de l'ennemi. A midi, Turenne arrivait près du village de Sassbach, qu'il avait lui-même reconnu la veille et dont il avait inutilement sommé le château. C'était un bon poste qui dominait la route. Montecuculli, qui en comprenait toute l'importance, avait fait occuper l'église et le vieux château par des mousquetaires.

Turenne fit dresser une batterie de huit pièces contre Sassbach; mais, bien qu'elle battît de fort près les murailles de l'église et du château, elle ne les entamait pas, parce que les pièces étaient de petit calibre et les murs épais. Montecuculli, voyant que la situation était bonne, envoya des renforts. Turenne, qui venait de découvrir sur sa gauche un chemin plus favorable pour aller aux ennemis, fit, au contraire, diminuer le feu des batteries. Il s'attendait à une grande bataille et prit ses mesures en conséquence. « Je mettrai ma gauche le plus près de Sassbach que je pourrrai, dit-il à Saint-Hilaire, qui se trouvait près de lui, et ma droite tirant vers les montagnes. Allez-vous-en le long de ce front reconnaître les endroits propres à bien poster votre artillerie, et vous y mènerez votre père aussitôt qu'il sera arrivé, afin qu'il juge s'ils sont convenables et qu'il fasse conduire le canon; car dans peu cette affaire-ci pourra devenir très sérieuse. »

A mesure que les troupes françaises arrivaient, Turenne les rangeait en bataille. « Quand il eut fait passer à loisir ses troupes, il se trouva content et dit à M. de Roye : « Tout de bon, il me semble que cela n'est pas trop mal, et je crois que M. de Montecuculli trouverait assez bien ce que l'on vient de faire. Il est vrai que c'était un chef-d'œuvre d'habileté[1]. »

Le succès de Turenne paraissait assuré, de l'aveu même de ses ennemis.

« Et pour dire avec franchise les choses comme elles sont, le malheur de Turenne fit le bonheur de Montecuculli; jamais il n'eût triomphé si la divine Providence n'eût souffert, pour ses raisons occultes, qu'un misérable boulet terminât le fil des prospérités dont se flattait encore la France[2]. »

[1] Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 16 août 1675.
[2] *Abrégé de la vie de Turenne*. Villefranche, 1675.

Quelques historiens ont prétendu que Turenne se croyait si sûr du succès, qu'en voyant les mouvements de Montecuculli il se serait écrié avec joie : « Je le tiens ! » Ces mots, si peu conformes au caractère modeste du maréchal, ne paraissent pas avoir été prononcés. Turenne pensait que « l'affaire serait très sérieuse », et il avait de bonnes raisons pour avoir tout espoir; mais la situation de Sassbach était forte, l'armée ennemie excellente, et devant un adversaire comme Montecuculli il ne fallait pas compter d'avance sur un succès certain. Enfin le fils de Saint-Hilaire, qui ne quitta, pour ainsi dire, pas le maréchal dans cette journée, et qui nous a laissé une relation très circonstanciée de tout ce qui s'y passa, ne fait aucune mention de ces paroles.

Montecuculli, obligé de combattre, s'efforça de mettre les chances de son côté; il dirigea une forte colonne d'infanterie, flanquée de quelques escadrons, sur une tuilerie située sur le bord d'un ravin qui le séparait des Français. Saint-Hilaire, le comte de Roye, différents officiers aperçurent cette manœuvre, dont ils comprirent aussitôt l'importance, et coururent prévenir Turenne, qu'ils trouvèrent assis au pied d'un arbre sur lequel il avait fait monter un vieux soldat qui lui signalait les différentes manœuvres de l'ennemi sur Sassbach.

Comme s'il avait eu un pressentiment, Turenne refusa de quitter l'endroit où il se trouvait, donna l'ordre d'envoyer deux bataillons pour occuper la tuilerie, et fit dire qu'on ne le dérangeât que pour des événement considérables; mais le comte de Roye, très inquiet du mouvement des ennemis, insista. Il envoya à Turenne le comte d'Hamilton pour le prier d'aller voir les choses par lui-même. Turenne céda, monta à cheval et partit au galop vers la droite.

« En chemin, dit Saint-Hilaire, il aperçut mon père sur la hauteur, et, comme il l'honorait de sa confiance, il vint à sa rencontre. Lorsqu'il l'eut joint, il s'arrêta et lui demanda ce que c'était que cette colonne pour laquelle on le faisait venir. Mon père la lui montrait, quand malheureusement les deux petites pièces tirèrent; un des coups échappa, passant sur la croupe du cheval de mon père, lui emporta le bras gauche[1], le haut du col du cheval de mon frère et frappa M. de Turenne au côté gauche. Il fit encore une vingtaine de pas sur son cheval et tomba

[1] « Écoutez, je vous prie, une chose qui me paraît belle : il me semble que je lis l'histoire romaine. Saint-Hilaire, lieutenant général de l'artillerie, fit donc arrêter M. de Turenne, qui avait toujours galopé, pour lui faire voir une batterie; c'était comme s'il eût dit : « Monsieur, arrêtez-vous un peu, car c'est ici que vous devez être tué. » Le coup de canon vient donc et emporte le bras de Saint-Hilaire qui montrait cette batterie, et tue M. de Turenne. Le fils de Saint-Hilaire se jette à son père et se met à pleurer et à crier. « Taisez-vous, mon enfant; voyez, lui dit-il en lui montrant M. de Turenne raide mort, « voilà ce qu'il faut pleurer éternellement, voilà ce qui est irréparable; » et, sans faire nulle attention sur lui, se met à crier et à pleurer cette grande perte. M. de la Rochefoucauld pleure lui-même en admirant la noblesse de ce sentiment. » (Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 7 août 1675.)

mort. Ainsi finit ce grand homme, qui n'eut jamais son égal, et je puis assurer que toutes les particularités que je viens de rapporter sont dans l'exacte vérité : tous ceux qui en ont écrit ne les ont pu savoir comme moi. »

Mais il faut laisser la parole à Mme de Sévigné.

« Il voulait se confesser, dit-elle, et en se cachotant il avait donné les ordres pour le soir et devait communier le lendemain, qui était le dimanche. Il croyait donner la bataille, et monta à cheval le samedi à deux heures, après avoir mangé. Il avait bien des gens avec lui; il les laissa tous à trente pas de la hauteur où il voulait aller; il dit au petit d'Elbeuf : « Mon neveu, demeurez là; vous ne faites que tourner au-« tour de moi, vous me feriez reconnaître. » Il trouva M. d'Hamilton, près de l'endroit où il était, qui lui dit : « Monsieur, venez par ici, « on tirera par où vous allez. — Monsieur, lui dit-il, je m'y en vais, « je ne veux point du tout être tué aujourd'hui; cela sera le mieux du « monde. » Il tournait son cheval, il aperçut Saint-Hilaire qui lui dit, le chapeau à la main : « Monsieur, jetez les yeux sur cette batterie que « j'ai fait mettre là. » Il retourna deux pas, et, sans s'être arrêté, il reçut le coup qui emporta le bras et la main qui tenait le chapeau de Saint-Hilaire, et perça le corps après avoir fracassé le bras de ce héros. Ce gentilhomme le regardait toujours, il ne le vit point tomber; le cheval l'emporta où il avait laissé le petit d'Elbeuf; il n'était point encore tombé, mais il était penché le nez sur l'arçon. Dans ce moment, le cheval s'arrête; il tombe entre les bras de ses gens; il ouvre deux fois de grands yeux et la bouche, puis demeure tranquille pour jamais. Songez qu'il était mort et qu'il avait une partie du cœur emporté[1]. »

Les restes de Turenne, enveloppés dans un manteau, furent portés sans bruit dans sa tente; mais le fatal secret fut bien vite connu. Tandis que des cris de joie, des concerts de timbales et de trompettes retentissaient dans le camp ennemi, on n'entendait parmi les Français que des gémissements. « D'abord que notre général fut tué, nous fûmes des enfants sans père. »

« On dit que les soldats faisaient des cris qui s'entendaient de deux lieues : nulle considération ne pouvait les retenir; ils criaient qu'on les menât au combat, qu'ils voulaient venger la mort de leur père, de leur général, de leur protecteur, de leur défenseur; qu'avec lui ils ne craignaient rien, mais qu'ils vengeraient bien sa mort; qu'on les laissât faire, qu'ils étaient furieux et qu'on les menât au combat[2]. »

Les ennemis avaient été promptement avertis de la mort de Turenne.

[1] Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 28 août 1675.

[2] *Ibid.*, 2 août 1675.

Vers trois heures de l'après-midi, un déserteur[1] alla en porter la nouvelle à Montecuculli, qui s'étonnait de ne pas être attaqué. On a prétendu[2] qu'au premier moment ce général ne put dissimuler la joie qu'il éprouvait d'être délivré d'un si redoutable adversaire, et que ce ne fut que lorsqu'il eut repris possession de lui-même qu'il laissa tomber cette mémorable parole : « Il est mort aujourd'hui un homme qui faisait honneur à l'homme. » Nous aimons mieux penser que ce magnifique éloge ne fut terni par aucun sentiment égoïste et bas. Montecuculli, du reste, faillit périr aussi dans cette journée. « Nous entendîmes de grands cris sur la hauteur où était la droite des ennemis, et nous vîmes un officier tomber d'un de nos coups de canon. Il fut entouré de beaucoup de monde; on le releva aussitôt, mais il ne fut point blessé; il n'y eut que son cheval qui eut la tête emportée. Nous sûmes que c'était M. de Montecuculli qui avait échappé à cet effroyable danger[3]. »

Les soldats demandaient à venger leur général, mais les chefs hésitaient à combattre. Il y eut d'abord de longues et pénibles discussions pour savoir qui prendrait le commandement. Deux hommes y prétendaient : le marquis de Vaubrun, en sa qualité de plus ancien général; le comte de Lorges, neveu de Turenne, comme étant de jour. Les soldats, qui n'aspiraient qu'à combattre, s'irritaient de ces indécisions et s'écriaient ironiquement : « Lâchez la *Pie,* elle nous conduira[4]. » Enfin l'armée, appelée à vider le différend, se décida, sans doute en raison de sa parenté avec le maréchal, pour le comte de Lorges, qui tint un conseil de guerre, ne se sentant pas assez d'autorité pour assumer seul la responsabilité de la conduite des affaires. On ne s'entendait que sur un point, c'était qu'on ne pouvait continuer la guerre en Allemagne et qu'il fallait repasser en Alsace; mais là se bornait l'accord. Pour l'exécution de la retraite, différents plans furent proposés. On décida enfin qu'après être resté quelque temps en face de l'ennemi pour recevoir la bataille s'il l'offrait, on battrait en retraite sur le Rhin. On resta deux jours en présence; Montecuculli n'osa pas attaquer, et, dans la nuit du 29 au 30 juillet, l'armée se replia sur Bischen et Willstett, dont on évacua les magasins dans la journée du 31.

Le 1er août, une partie de l'armée française avait déjà passé la Schutter, quand, vers dix heures du matin, les Impériaux attaquèrent vigoureusement et à l'improviste l'arrière-garde, tandis qu'une forte colonne tournait les Français et se dirigeait sur Altenheim dans le dessein d'enlever la tête de pont et de couper leurs communications. Si ce

[1] C'était un valet de chambre allemand qui était à M. de Boufflers, suivant les uns; suivant Saint-Hilaire, un dragon du régiment du roi; suivant M. C. Rousset, c'était un chirurgien français.

[2] *Mémoires de Saint-Hilaire.*

[3] *Ibid.*

[4] On sait que la *Pie* était le cheval que Turenne montait ordinairement.

dessein eût réussi, l'armée se fût trouvée en grand péril. Les deux attaques de Montecuculli trouvèrent heureusement une égale résistance. Les soldats soutinrent avec une opiniâtreté invincible une lutte inégale et se battirent en désespérés. On ne faisait pas de quartier; aussi le combat fut-il très meurtrier. Le régiment de la Ferté perdit quinze capitaines sur seize. Le marquis de Vaubrun, que sa blessure au pied empêchait de se tenir à cheval, se fit attacher sur sa selle et s'élança à la charge à la tête de ses escadrons. Il fut tué d'une balle dans la tête. De Lorges, qui présidait au passage de la Schutter, se conduisit en habile capitaine. Il eut un cheval tué sous lui.

A sept heures du soir, Montecuculli fit sonner la retraite. Ses attaques avaient été repoussées sur tous les points; il avait perdu deux à trois mille hommes, sept pièces de canon, plusieurs drapeaux, et son armée démoralisée n'était pas capable de renouveler le combat. On resta néanmoins deux jours encore en présence, puis les Impériaux se retirèrent sur Kehl. L'armée française regagna alors la rive gauche du Rhin sur les ponts d'Altenheim, défit ces ponts après son passage et établit son camp à Plobsheim, entre le fleuve et l'Ill.

Montecuculli essaya une dernière fois de tenter la fortune, mais sa destinée militaire était finie. Il pénétra en Alsace par le pont de Strasbourg. Louis XIV, effrayé, arracha Condé au repos qu'il goûtait à Chantilly. « Que je voudrais, disait le prince en partant, causer seulement deux heures avec l'ombre de M. de Turenne pour prendre la suite de ses desseins! » Sa présence ranima le courage des soldats et intimida l'ennemi. Condé se tint sur la défensive; mais, par d'habiles manœuvres, il sut forcer les Impériaux à lever le siège de Haguenau et celui de Saverne, et à repasser le Rhin. Ce fut sa dernière campagne; il rentra à Chantilly pour n'en plus sortir.

« Je désire que mon corps soit enterré dans l'église de la paroisse où je mourrai, et que mon cœur y demeure aussi avec le moins de cérémonie qu'il se pourra, » disait Turenne dans son testament. Son vœu ne fut pas exaucé.

« Nous avons voulu, écrivit Louis XIV à l'abbé, au prieur et aux religieux de Saint-Denis après la mort de Turenne, pourvoir de telle sorte à la sépulture d'un aussi si grand homme et d'un sujet aussi nécessaire, que le lieu où elle seroit fust un témoignage de la grandeur de ses services et de nostre reconnoissance[1]. »

« Il y a déjà (à Saint-Denis) quatre capitaines aux pieds de leurs

[1] Les vers suivants coururent à ce moment :

> Turenne a son tombeau parmi ceux de nos rois;
> C'est le fait glorieux de ses fameux exploits.
> Ainsi la France veut couronner sa vaillance,
> Afin qu'aux siècles à venir
> On ne fasse point différence
> De porter la couronne ou de la soutenir.

maîtres; et s'il n'y en avait point, il me semble que celui-ci devrait être le premier [1]. »

Le corps de Turenne, embaumé et renfermé dans un cercueil de plomb, avait été ramené de Sassbach [2].

« Partout où passe cette illustre bière, ce sont des pleurs et des cris, des presses, des processions qui ont obligé de marcher et d'arriver de nuit. Ce sera une douleur bien grande s'il passe par Paris [3]. »

En attendant que tout fût prêt pour les magnifiques obsèques qu'on lui préparait, le corps fut déposé dans l'église des Minimes de Brie-Comte-Robert. Louis XIV ne jugea pas suffisant de le faire inhumer dans l'église de Saint-Denis; c'est un honneur que l'on a rendu au connétable Bertrand du Guesclin, au connétable de Sancerre, au sage Bureau de la Rivière, au chevalier Arnaud du Guesclin, au brave Guillaume du Châtel. Il voulut donner à Turenne une plus grande marque de distinction, et il ordonna que le corps de ce grand homme fût inhumé dans la chapelle des Bourbons.

Le corps de Turenne fut conduit de l'église des Minimes de Brie-Comte-Robert à Saint-Denis le 19 août. Il arriva sur les cinq heures à

[1] Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 19 août 1675.

[2] Les différentes parties du corps que l'on retire lorsqu'on procède à l'embaumement d'un cadavre furent déposées dans l'église d'Achern, village voisin de Sassbach; elles sont inhumées dans une petite chapelle dédiée à saint Nicolas.

Les habitants de Sassbach conservèrent fidèlement le souvenir du grand événement qui s'était passé près d'eux. Le terrain où Turenne était mort fut entouré d'un respect religieux et devint sacré. En 1781, le cardinal de Rohan fit élever près de cet endroit un monument qui, presque entièrement détruit en 1801, fut restauré par les soins du général Moreau. Le 27 juillet 1829, un nouveau monument, qui subsiste encore, remplaça le précédent. « Au milieu d'une enceinte formée par une haie vive entremêlée de beaux arbres, un obélisque de granit, haut de huit mètres, porte cette simple inscription :

LA FRANCE A TURENNE

« Sur les quatre faces du piédestal, haut de cinq mètres, se trouve le buste de Turenne, ses armoiries, le nom des batailles qui l'ont immortalisé : Arras, les Dunes, Entzheim, Turckheim, et cette inscription :

ICI TURENNE FUT TUÉ LE 27 JUILLET 1675.

« Un autre petit monument indique la place où le grand homme tomba après avoir reçu le coup mortel. A droite de l'obélisque, une palissade en bois noir entoure un vieux tronc d'arbre mort. Selon la tradition, cet arbre est celui-là même sur lequel ricocha le boulet qui tua Turenne. » (Joanne, *Trains de plaisir aux bords du Rhin.*)

Dans une petite maison voisine du monument se trouve un boulet que l'on montre aux curieux comme étant celui qui causa la mort du maréchal.

[3] Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 19 août 1675. « Le premier président de la cour des aides a une terre en Champagne : son fermier lui vint signifier l'autre jour ou de la rabaisser considérablement, ou de rompre le bail qui en fut fait il y a deux ans. On lui demande pourquoi, et que ce n'est point la coutume; il répond que du temps de M. de Turenne on pouvait recueillir avec sûreté et compter sur les terres de ce pays-là; mais que depuis sa mort tout le monde quittait, croyant que les ennemis y vont entrer. Voilà des choses simples et naturelles qui font son éloge aussi magnifiquement que les Fléchier et les Mascaron. » (*Id.*, lettre du 21 août 1765.)

Charenton, où plusieurs carrosses de parents et d'amis l'attendaient pour l'accompagner. Ces carrosses ne gardèrent aucun rang dans la marche. Il y avait dans celui où était le corps deux pères de l'Oratoire et deux aumôniers, l'un desquels portait le cœur du défunt. Ce carrosse était suivi de ses gardes, et ses pages à cheval, qui portaient des flambeaux allumés, l'entouraient. On arriva sur les dix heures du soir à Saint-Denis.

Le corps fut tiré du carrosse par huit de ses gardes. Un des pères de l'Oratoire le présenta, à la porte de l'église, au prieur de l'abbaye, dom Claude Martin, qui était accompagné de tous ses religieux le cierge à la main. Le grand prieur le reçut à huit ou dix pas dans la nef, à la distinction des princes du sang, au-devant desquels on avait coutume d'aller jusqu'au parvis. On échangea quelques harangues, et, les cérémonies de la réception étant finies, les mêmes gardes portèrent le corps dans le chœur sur une estrade couverte d'un dais aux armes de Turenne. Le cœur fut apporté aux carmélites du faubourg Saint-Jacques, où la supérieure le reçut à l'entrée de sa maison, des mains du même père de l'Oratoire qui avait présenté le corps au prieur, de l'abbaye de Saint-Denis.

Le lendemain 20, les parents firent faire un service à Saint-Denis par les religieux. Il n'y eut aucune cérémonie publique. A l'issue de la messe, les religieux portèrent le corps dans la chapelle Saint-Eustache, où il devait rester jusqu'à ce que la chapelle des Bourbons fût bâtie, conformément à la lettre de cachet que le sieur de Saintot, maître des cérémonies, avait portée quelques jours auparavant au prieur, et qui était datée du 15 août.

Ses neveux, le cardinal de la Tour d'Auvergne et le duc de Bouillon, lui firent ériger, par Tuby et Marsy, d'après les dessins de Lebrun, un magnifique tombeau dans la chapelle Saint-Eustache de l'église abbatiale, avec l'autorisation du roi.

Le jour du grand service avait été arrêté au 6 septembre; mais, les préparatifs n'étant pas achevés, on remit la cérémonie au 9.

Le 6 septembre, le sieur Saintot convia aux obsèques messieurs de l'assemblée du clergé; le lendemain, le maître des cérémonies porta au parlement, à la chambre des comptes, à la cour des aides, à l'université et au corps de ville les lettres de cachet qui les invitaient à la cérémonie.

Lorsque les jurés crieurs firent la proclamation au parlement, le premier président releva le nom de prince qu'ils avaient donné à M. de Turenne, et il déclara que la cour ne reconnaissait que les princes du sang et non les princes étrangers.

Le 9, tous les corps constitués se rendirent solennellement sur les dix heures du matin à l'église Notre-Dame. Dès que tout le monde fut placé, M. le grand maître et M. le maître des cérémonies allèrent avertir

M. le duc de Bouillon et le prince de Turenne, son fils, qu'il était temps de venir à la cérémonie.

« Cinquante pauvres vêtus de drap gris, qui portaient des flambeaux de cire blanche à la main, ouvraient la marche. M. le duc de Bouillon et M. le prince de Turenne, son fils, tous deux le chaperon en forme, vêtus de grandes robes de deuil à queues traînantes de quatre aunes, la fermaient[1]. »

Un grand concours de peuple se pressait autour de Notre-Dame. « Jamais, a dit Mme de Sévigné, un homme n'a été regretté si sincèrement; tout Paris et tout le peuple étaient dans le trouble et dans l'émotion. » La population, irritée contre Mme de Montespan, disait : « C'est elle qui nous vaut cela. »

Nous avons deux descriptions de l'appareil funèbre dressé pour la cérémonie qui eut lieu à Notre-Dame le 9 septembre 1675. L'une est de Colletet, qu'un vers de Boileau a rendu à jamais ridicule; l'autre n'est pas signée; elle est plus complète et plus intéressante[2].

« On voit d'abord sur la porte du chœur de Notre-Dame un trophée d'armes et de drapeaux au-dessous duquel paraît la Vertu armée. Elle tient un gonfanon d'église qui est l'armoirie de la maison d'Auvergne, et on y lit ces vers du dixième livre de l'*Éneide :*

Stat sua cuique dies; breve et irreparabile tempus
Omnibus est vitæ; sed famam extendere factis,
Hoc virtutis opus.

« Sur les deux côtés, deux squelettes portent d'une main une couronne et le bâton de commandant, et de l'autre soutiennent des tables de marbre sur lesquelles se trouvaient différentes inscriptions. »

La nef était décorée des armoiries de Turenne, et de dix-huit trophées supportant des devises latines relatives aux actions d'éclat qu'il a faites dans les dernières guerres.

Le mausolée placé au milieu du chœur consistait en une tour ovale élevée sur une montagne avec quatre grands palmiers chargés d'armes

[1] Relation de ce qui s'est passé au transport du corps de M. de Turenne et au service solennel fait à Notre-Dame de Paris par ordre de Sa Majesté en 1675.

[2] *Le magnifique mausolée dressé dans l'église Nostre-Dame de Paris à la mémoire de monseigneur le vicomte de Turenne, général des armées de Sa Majesté, avec l'explication des figures, peintures, sculptures et autres pièces d'architecture qui composent cet ouvrage funèbre.* Paris, Loyson, 1675. — *Les Vertus chrétiennes et les Vertus militaires en deuil, dessin de l'appareil funèbre dressé par ordre du Roi en l'église de Nostre-Dame de Paris, le* 9 *septembre* 1675, *pour la cérémonie des obsèques de très haut et très puissant prince monseigneur Henry de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, comte de Nègrepelisse, Castillon et Civray, etc.* Paris, chez Estienne Michalet, 1675.

en trophées et surmontées de trois couronnes : une de duc[1], une d'étoiles et une de laurier. Au-dessus de la tour quatre vertus soutiennent une urne à l'antique faite en forme de tombeau, sur laquelle l'Immortalité, foulant aux pieds la Mort, porte l'image de M. de Turenne vers le ciel.

Les quatre faces de l'urne portent les noms des quatre vertus :

RELIGIONI. — FIDEI. — FORTITUDINI. — SAPIENTIÆ.

La Religion. — La Fidélité. — La Valeur. — La Sagesse.

La Réputation et la Gloire pleurent la mort de Turenne, mais écrivent son nom sur des boucliers pour en conserver la mémoire. Les monstres renversés et enchaînés sont l'Envie, la Témérité, la Précipitation, la Lâcheté, l'Intérêt et l'Impiété.

Tout autour du chœur il y avait des frontons portant des devises. Il y en avait trente-quatre accompagnées de dessins et d'attributs symboliques; nous citerons celles qui nous ont paru les mieux choisies.

Une fusée qui s'élève en l'air tout en feu. « *Et incandescit eundo.* Plus il va, plus son ardeur croît. »

Un porc-épic. « *Omnis mihi vita sub armis.* Il a passé toute sa vie sous les armes, » comme le porc-épic passe sa vie sous ses traits.

Un bélier. « *Vis in capite est.* Sa force est dans sa tête. »

Un vieil arbre chargé de fruits et élevé. « *Non anni domuere.* Les années ne lui ont rien ôté de sa vigueur. »

Une tour du jeu des échecs sur un échiquier. « *Nunquam a recto deflectit.* Il ne s'écarte jamais de la ligne droite. »

Un aimant qui attire le fer sans toucher à des pièces d'or qui sont autour de lui. « *Non tangitur auro.* L'or le laisse indifférent. »

Huit étoiles et le soleil couché. « *Unius occasu.* Le coucher de cet astre en fait lever plusieurs. » Cette dernière devise était une allusion aux huit maréchaux de France que le roi avait nommés après la mort de M. de Turenne.

On sait, en effet, qu'après la mort de Turenne Louis XIV fit une promotion qui comprenait huit maréchaux. On les désigna sous le nom de la monnaie de Turenne, et l'on attribua ce mot à Mme Cornuel, femme de beaucoup d'esprit.

Les inscriptions suivantes, où Louis XIV, tout en rendant hommage au mérite de Turenne, ne se laissait pas oublier, étaient appendues dans l'église.

[1] L'une des inscriptions dit « une couronne de prince », mais il est probable que c'est une erreur.

ABI, VIATOR,
ET POST IMPENSAS
TURENIJ
TRIUMPHALIBUS MANIBUS
LACRYMAS,
LUDOVICI MAGNI
MUNIFICENTIAM DEMIRARE.
IN HOC SACRO REGNI SUI
CAPITOLIO
PARENTAT DUCI OPTIMO
INTER HOSTIUM MANUBIAS,
UBI VICTORI TROPHÆUM STATUERE
MALUISSET
AUGUSTO PRINCIPI
VITAM IMPENDE,
QUISQUIS GLORIAM AMAS,
QUI VIVOS DONIS AUGET REGIIS
SIC MORTUOS LUGET.

—

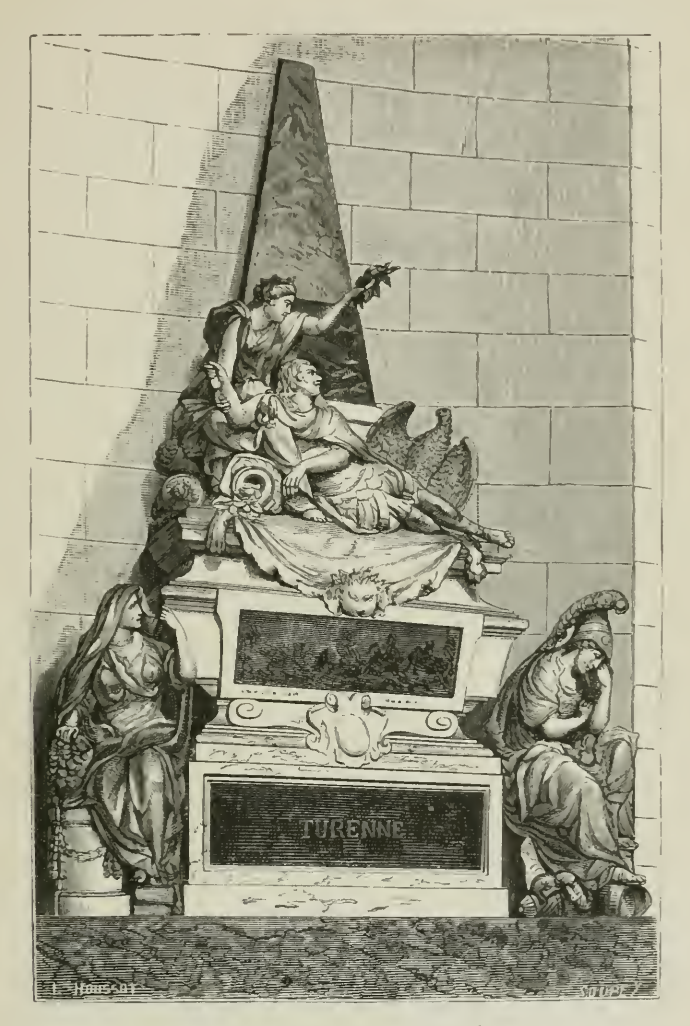
PIIS ET HEROICIS MANIBUS
HENRICI A TURRE
VICECOMITIS TURENIJ
MAGISTRI EQUITUM,
ET
CASTRORUM PRÆFECTI,
MŒRENS GALLIA
FUNUS CELEBRAT PUBLICUM

—

ADESTE, CIVES,
ADESTE, MILITES,
ADESTE, BONI OMNES,
ET LACRYMAS CINERI DATE.
TERROREM HOSTIUM
GALLIA
HEROEM
ARTES BELLICÆ,
SALUTIS PUBLICÆ ASSERTOREM
REGNI ORDINES
AMISERE.

Le tombeau de Turenne fut exécuté par Baptiste Tuby et Gaspard Marsy d'après les dessins de Lebrun.

« On y a représenté ce grand capitaine comme expirant entre les bras de l'Immortalité au milieu des trophées de ses victoires. Il a pour vêtement un corps de cuirasse couvert d'un grand manteau avec une chaus-



Tombeau de Turenne aux Invalides.

sure à la romaine. Aux deux côtés du tombeau sont deux grandes figures de femmes assises qui expriment l'une la Sagesse, l'autre la Valeur. On a donné à la première de ces figures divers symboles; car outre un autel et des livres, elle a encore auprès d'elle un grand vase d'où sortent quantité de pièces d'argent monnayé pour marquer la libéralité du héros.

« Toute cette composition remplit une grande arcade incrustée de marbre blanc sur un fond de marbre noir. Le groupe (de Baptiste Tuby)

qui représente l'Immortalité et le vicomte de Turenne, et le tombeau sur lequel ce groupe est posé au-devant d'une pyramide, sont élevés sur une manière de soubassement. Tous ces ouvrages sont de marbre blanc, excepté la pyramide, qui est d'un vert de Campan. Divers ornements de bronze doré embellissent le haut du soubassement et accompagnent l'écusson des armes de ce prince. Un grand bas-relief aussi de bronze représente, au-devant du tombeau, une des plus célèbres actions de sa vie, la bataille de Turckheim.

« Les figures (de Marsy) de la Sagesse et de la Valeur sont de marbre blanc. Les trophées, composés de corps de cuirasse et d'autres armes à l'antique attachés à deux grands palmiers, sont de bronze doré. Le reste de la chapelle est incrusté de marbre blanc[1]. »

« Le roi défendit très expressément que la qualité de prince fût employée nulle part à Saint-Denis; et c'est ce qui a fait que ses neveux, qui lui ont fait faire dans cette église un superbe mausolée dans une chapelle magnifique, n'y ont fait mettre aucune épitaphe; en sorte qu'à voir ce tombeau on ne peut conjecturer que c'est celui de M. de Turenne que par sa figure, qui ressemble à tous ses portraits, et par ses armes, qui n'ont d'autre ornement que la couronne de duc et des trophées. Il n'y a même aucun vers, aucune louange, parce qu'on a pas osé mettre cette précieuse qualité de prince et qu'on n'a pas voulu montrer qu'on l'évitait[2]. »

L'orgueil des Bouillon se débattit vainement contre l'obstination du roi et l'hostilité de la noblesse française. Louis XIV, paraissant enfin céder à leurs exigences, leur offrit de faire examiner les titres de leur maison; mais à ce moment tous les papiers généalogiques des Bouillon disparurent subitement. On pensa que le cardinal de Bouillon les avait envoyés à Rome pour éviter des investigations dont il craignait le résultat, et l'affaire en resta là.

Les restes mortels de Turenne demeurèrent dans son tombeau jusqu'à la révolution française. Un décret de la convention nationale ayant prescrit d'exhumer les corps ensevelis dans l'abbaye de Saint-Denis, afin d'utiliser le plomb des cercueils, la municipalité de Franciade, nom que portait alors la ville de Saint-Denis, donna, le samedi 12 octobre 1793, l'ordre de procéder aux exhumations prescrites. Le tombeau de Turenne fut ouvert le premier. Turenne fut trouvé dans un état de conservation tel, qu'il n'était point déformé et que les traits du visage n'étaient point altérés. Ce corps, nullement flétri et parfaitement conforme

[1] *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis,* par dom Felibien. En 1706, au moment où cet ouvrage fut imprimé, trente et un ans après la mort de Turenne, on n'avait pas encore gravé d'épitaphe sur le tombeau.

[2] *Mémoires de Saint-Simon.* — Bien que Saint-Simon fût, par sa femme, parent de Turenne, puisqu'il avait épousé Mlle de Durfort, fille du maréchal de Lorges et petite-nièce de Turenne, il s'est toujours exprimé sur le compte du maréchal avec beaucoup de sévérité et une certaine aigreur.

aux portraits et médaillons que nous avons de lui, était en état de momie sèche et couleur de bistre clair.

Pour soustraire le cadavre aux profanations des ouvriers, on leur persuada que la science le réclamait comme une curiosité, et il fut remis à un gardien nommé Hort, qui renferma cette monie dans une boîte de chêne et la déposa dans la petite sacristie de l'église. Pendant plus de huit mois le cadavre demeura entre les mains de cet homme, qui le montrait moyennant rétribution et en détachait une dent de temps en temps pour la vendre à quelque amateur de curiosité. Sur la demande de Desfontaines, savant botaniste et professeur au jardin des Plantes, le cadavre du grand homme fut transporté dans les galeries du muséum d'histoire naturelle.

En se promenant dans ces galeries, un membre du conseil des Cinq-Cents, Dumolard, député de l'Isère, fut frappé de l'inconvenance de la place qu'occupaient les restes de Turenne, et il eut le courage d'exprimer son indignation dans la séance du conseil du 15 thermidor an IV (2 août 1796).

« Rien de ce qui touche à l'honneur national n'est étranger au corps législatif, dit-il. Je parcourais dernièrement le jardin des Plantes. Entré dans les diverses salles du bâtiment, quelle a été mon affliction en voyant les restes du grand Turenne placés entre ceux d'un éléphant et d'un rhinocéros! Ne devait-il échapper à la fureur de ces modernes Vandales que pour obtenir un tel asile? Il est des faits, citoyens, qui suffisent seuls pour dépraver un gouvernement et le déshonorer aux yeux de l'étranger : tel est celui que je vous dénonce.

« Turenne vécut sous un roi, mais ce fut l'erreur de ce siècle et non le crime de ce héros; ses préjugés furent ceux du temps où il vivait, ses vertus furent à lui; l'état avilissant dans lequel ses restes sont abandonnés ne saurait diminuer cet immense héritage de gloire qu'il s'est acquis; un tel oubli n'est préjudiciable qu'au gouvernement qui s'en rend coupable. Quel est, en effet, le Français qui ignore que Turenne fut le plus grand des capitaines de son siècle? que, recommandable par ses vertus guerrières, il le fut non moins par ses vertus privées? Qui n'admire également et son courage et sa rare modestie?

« Ce n'est pas que je veuille demander que vous honoriez la mémoire de Turenne. Je vous propose seulement de ne pas diminuer quelque chose de votre suprême gloire en l'oubliant. Je ne demande pas pour cet homme illustre les honneurs du Panthéon, l'Europe entière lui a décerné la palme de l'immortalité; mais vous avez le droit d'éveiller l'attention du Directoire sur un objet d'intérêt national. C'est ce que je vous propose de faire en demandant au Directoire, par un message, les mesures qu'il a dû prendre pour faire

déposer dans un lieu plus convenable et plus décent les restes du grand Turenne. »

« Cette proposition est unanimement adoptée, » dit le procès-verbal; néanmoins, bien qu'adoptée à l'unanimité, elle resta assez longtemps encore à l'état de lettre morte.

Enfin, trois ans après, le décadi 30 germinal an VII (19 avril 1799), on lisait dans la *Gazette nationale* ou *Moniteur universel* la note suivante : « Le Directoire exécutif a arrêté, le 27 germinal (16 avril), que les corps de Turenne, de Molière et de la Fontaine seraient déposés sur-le-champ dans des cénotaphes préparés dans le jardin du musée des monuments français[1]. On doit à l'estimable artiste qui a créé ce musée d'avoir déjà recueilli lui-même les restes de Descartes et de les avoir déposés dans le monument funéraire qu'il lui a élevé. »

Le procès-verbal de la translation des restes de Turenne au musée des monuments français fut rédigé et déposé chez le notaire Potier, le 29 vendémiaire an VIII (21 octobre 1799); en voici la teneur :

« L'an VII de la république française, une et indivisible, et le quartidi 24 prairial (12 juin 1799).

« Désirant mettre à exécution l'arrêté du Directoire exécutif qui ordonne la translation du corps de Turenne, déposé au musée national des plantes et d'histoire naturelle, audit musée des monuments français; désirant mettre à exécution ledit arrêté et retirer les restes d'un guerrier recommandable par sa valeur et ses vertus civiques d'un lieu où ils sont confondus avec des objets de curiosité publique, avons invité et appelé auprès de nous les citoyens Ambroise Lesieur et Jean-Augustin Lesieur, frères, citoyens de Paris, y demeurant, rue de la Colombe, division de la Cité, qui nous avaient accompagnés pour la translation des cendres de Molière et de la Fontaine, à l'effet de nous concerter sur les moyens d'effectuer le transport du corps de ce héros, en nous conformant aux intentions du ministre de l'intérieur pour qu'il ne soit pas fait ostensiblement.

« En conséquence, sur les six heures du soir, l'un de nous s'étant transporté à l'arsenal de Paris, pour y prendre la voiture mise à notre disposition par le citoyen Berthier, chef de brigade, directeur d'artillerie par intérim de l'arsenal de Paris, se rendit de suite au jardin des Plantes, où nous trouvâmes le citoyen Lenoir, qui nous avait devancés

[1] Ce musée, établi par Alexandre Lenoir, peintre français, mort en 1839, était installé dans l'ancien couvent des Petits-Augustins. Il réunit et préserva de la destruction plus de cinq cents objets d'art provenant des églises et des couvents supprimés. Sous la restauration, une ordonnance royale rendit les monuments à leur destination primitive, et le musée disparut.

et qui était accompagné des citoyens Michel-Pierre Sauvé et Pierre-Louis Sauvé, frères, employés audit musée des monuments français, où nous nous trouvâmes réunis. Le citoyen Lenoir se rendit de suite auprès de l'administration du musée d'histoire naturelle, pour obtenir d'elle la remise du corps de Turenne, en vertu des pouvoirs dont il était revêtu. Muni de l'autorisation nécessaire, il nous rejoignit sur les huit heures du soir; et, nous étant fait donner connaissance du lieu où



Les Invalides.

étaient déposés les restes de Turenne, nous fûmes introduits dans un local attenant à l'amphithéâtre, servant de laboratoire, au milieu duquel était posée, sur une estrade de bois peint en granit, une caisse en forme de cercueil, aussi de bois peint vitrée par-dessus, de la longueur de cent quatre-vingt-dix-sept centimètres, dans laquelle on nous a déclaré que le corps de Turenne était enfermé. Nous remarquâmes, en effet, au travers du vitrage qui couvrait ce cercueil, un corps étendu, enveloppé d'un linceul, lequel avait été déchiré et découvrait la tête jusqu'à l'estomac; ce qui nous ayant portés à le considérer plus attentivement, il nous parut que ce corps avait été embaumé avec soin dans toutes ses parties, ce qui en avait conservé toutes les formes; le crâne

avait été coupé et remplacé ou recouvert d'une calotte de bois de la même forme, mais excédant dans sa circonférence. Toutes les formes du visage ne nous parurent pas tellement altérées que nous ne pûmes reconnaître les traits que le marbre nous a laissés de ce grand homme; il restait encore des effets du funeste coup qui l'enleva au milieu de ses triomphes, et qui lui causa sans doute une violente convulsion dans la figure, ainsi qu'il nous a paru par l'état de la bouche, extrêmement ouverte; et continuant à considérer ces respectables restes, nous aperçûmes que les bras étaient étendus de chaque côté du corps et que les mains étaient croisées sur la région du ventre; le reste était enveloppé du linceul et offrait les formes ordinaires. Sur le côté du cercueil était attachée une inscription, gravée sur une plaque de cuivre, qui paraît être celle qui avait été placée sur l'ancien cercueil où ce corps avait été renfermé, sur laquelle nous lûmes ce qui suit :

ICY EST LE CORPS
DE SÉRÉNISSIME PRINCE
HENRY DE LA TOUR D'AUVERGNE
VICOMTE DE TURENNE
MARESCHAL GÉNÉRAL DES CAMPS ET ARMÉES DU ROY
COLONEL GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE LÉGÈRE DE FRANCE
GOUVERNEUR DU HAUT ET BAS LIMOUSIN, ETC.
LEQUEL FUT TUÉ D'UN COUP DE CANON
LE XXVII DE JUILLET
L'AN MDCLXXV

« Le citoyen Lenoir et l'un de nous ayant fait transporter ledit cercueil dans la voiture que nous avions amenée à cet effet, deux d'entre nous, d'après l'observation du citoyen Lenoir, accompagnèrent ces vénérables dépouilles audit musée des monuments français.

« Et le 22 messidor de l'an VII de la république (10 juillet 1799), sur les 11 heures du matin, nous, Alexandre Lenoir et Pierre-Claude Binard, administrateurs susdits, soussignés, ayant fait ériger le monument qui doit renfermer les restes de Turenne et y ayant, à cet effet, fait pratiquer une concavité, avons fait retirer ledit cercueil du lieu où il était d'abord déposé, duquel nous fîmes enlever le vitrage qui y avait été placé, et, dans l'intérieur, fîmes poser cette inscription gravée sur une plaque de cuivre :

« Les restes de Henry de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, tué d'un coup de canon le 27 juillet 1675, à soixante-quatre ans, près le village de Sassbach, exhumés en 1793 de l'abbaye de Saint-Denis, où ils avaient été enterrés, ont été recueillis par les soins d'Alexandre Lenoir, fondateur du musée des monuments français, et déposés dans

le sarcophage qu'il a fait exécuter, sur ses dessins, par arrêté du Directoire exécutif, l'an VII de la république française, une et indivisible.

« Ce qui étant exécuté, nous fîmes à l'instant couvrir ledit cercueil d'une planche de chêne, laquelle étant scellée et l'inscription rapportée ci-dessus y ayant été replacée, nous susdits, administrateurs et conservateurs, avons fait transporter ledit cercueil au lieu où, étant arrivés, nous le fîmes, en notre présence, placer dans le sarcophage par lesdits citoyens Sauvé frères, auquel dépôt assistaient lesdits citoyens Ambroise-Robert Lesieur et Jean Paschez, ouvriers audit musée; et aussitôt, nous soussignés, fîmes poser et sceller le couronnement qui termine le monument.

« De tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal, lesdits jour et an que dessus, pour constater l'exécution de l'arrêté du Directoire exécutif et pour laisser un monument de notre vénération pour la mémoire de Turenne.

« Signé : Lenoir, Binard, A.-R. Lesieur, Pachez,
Sauvé aîné et P. Sauvé. »

Plus convenable, sans aucun doute, qu'une place au jardin des Plantes entre un rhinocéros et un éléphant, le musée des Augustins n'était pas encore la dernière demeure qui convenait à Turenne. Bonaparte, premier consul, décida que les dépouilles du grand capitaine seraient solennellement transférées dans l'église des Invalides. On enleva du musée des monuments français, où il avait été réédifié, le tombeau érigé à Turenne dans l'abbaye de Saint-Denis, et on le transporta dans « le temple de Mars », comme on disait à cette époque.

Le cinquième jour complémentaire de l'an VIII (22 septembre 1800) eut lieu la cérémonie de la translation du corps du maréchal aux Invalides. Le *Moniteur* du tridi, 3 vendémiaire an IX (25 septembre 1800), contenait le récit suivant de cette solennité :

« La translation du corps de Turenne s'est faite le 5e jour complémentaire, an VIII, ainsi que l'avait annoncé le programme. A deux heures, le ministre de l'intérieur (Lucien Bonaparte) et le ministre de la guerre (Carnot) se sont rendus au musée des monuments français, rue des Petits-Augustins, accompagnés d'un grand nombre d'officiers généraux. Là ils ont trouvé le citoyen Desfontaines, professeur au jardin des Plantes, au patriotisme et au courage duquel on doit la conservation des restes de ce grand homme, et le citoyen Lenoir, administrateur du musée, qui le premier a pu les recueillir honorablement. Le corps de Turenne avait été placé au milieu de la salle des monuments

du XVII[e] siècle. Devant lui, sur un brancard couvert d'une riche draperie, on avait posé l'épée qu'il portait le jour de sa mort et le boulet qui l'a frappé. »

Ces précieuses reliques, dit une note du *Moniteur,* appartiennent au citoyen Bouillon, l'un des petits-neveux de Turenne ; il a bien voulu les confier pour cette cérémonie [1].

« Le citoyen Lenoir, en présentant le corps au ministre, a fait un discours auquel le ministre de l'intérieur a répondu quelques mots improvisés, puis le cortège s'est mis en marche. Le corps était placé sur un char de triomphe décoré avec beaucoup de soin, de goût et de magnificence, traîné par quatre chevaux blancs. Un cheval pie, semblable à celui que montait Turenne et que connaissait si bien son armée, couvert de harnais semblables, marchait en avant du char, conduit par un nègre vêtu de la même manière que celui de Turenne. De vieux guerriers portaient ses armes, de vieux guerriers entouraient son char; les généraux Berruyer, général de division; Aboville, général de division; Vital, général de brigade; Estourmel, général de division (ce dernier, parent de Turenne par son épouse), marchaient aux quatre coins; les ministres suivaient; les citoyens Lenoir et Desfontaines faisaient partie du cortège. Il a marché dans le plus grand ordre jusqu'au dôme des Invalides.

« Au moment où il est entré dans ce temple si majestueux, si digne de renfermer les cendres des grands hommes, une musique militaire grave et touchante s'est fait entendre. Oh ! qui rendra l'impression de ce moment solennel? Qui peindra ces vieux guerriers couverts d'honorables blessures, recevant les cendres d'un de leurs plus

[1] Nous croyons que le rédacteur du *Moniteur* a commis ici une légère inexactitude. Après la mort de Turenne, le boulet qui l'avait tué fut recueilli et envoyé à la famille du maréchal, qui fit faire, pour le conserver, un petit monument placé actuellement à l'hôtel des Invalides, dans la salle du conseil.

Sous un globe de verre d'assez petite dimension se trouvent les deux flambeaux que Turenne avait habituellement dans sa tente en campagne, le boulet historique et une petite statue équestre, or et argent, représentant le maréchal. D'après les renseignements donnés dans une petite brochure fort bien faite, publiée en 1863, sans nom d'auteur, sous le titre : *Visite à l'hôtel des Invalides,* après la mort du dernier duc de Bouillon, arrivée pendant la révolution de 1789, sa sœur épousa en émigration un compatriote, M. Hay de Slade, dont elle eut un fils. Ce fils entra au service, en 1814, dans les gardes du corps, donna sa démission en 1830, et mourut en 1848, sans s'être marié. Il légua par testament olographe le petit monument sur Turenne à l'hôtel des Invalides, qui possédait déjà le tombeau du maréchal.

D'après ces indications, en 1800, M. Hay de Slade était déjà en possession de ces restes précieux. Ce fut donc très probablement lui, et non le citoyon Bouillon du *Moniteur,* qui les prêta pour la cérémonie.

Ajoutons en passant que le boulet pèse un kilog. cinq cent dix grammes. Son diamètre est de sept centimètres. Les deux flambeaux sont en argent doré; ils ont cent cinquante-cinq millimètres de hauteur, et cent quarante-sept millimètres de diamètre à leur pied; ils pèsent près de quatre cents grammes chacun.

La statuette, placée sur un petit socle, a quatre-vingt-cinq millimètres de hauteur; elle pèse cent quatre grammes. Le cheval et son harnachement, le bâton et la tête du maréchal sont en argent oxydé; le corps de Turenne et le sous-gorge du cheval sont en or.

grands maîtres? Qui rendra cette émotion des braves généraux, fiers des honneurs rendus à l'un de leurs plus beaux modèles? Qui dira combien les Français ont tressailli de joie en reconquérant, si on ose ainsi le dire, la gloire de leurs ancêtres que des barbares avaient voulu



Tombeau de Turenne à Sassbach.

leur ravir, en rattachant le siècle de Turenne et de tant de grands hommes au siècle déjà si fécond en illustres guerriers, en généreux citoyens? Ce sont des actes de cette nature qui expient les erreurs et les crimes de la révolution. C'est ainsi qu'on en efface, qu'on en fait oublier les pages sanglantes.

« Le ministre de la guerre, si digne d'apprécier le mérite militaire,

si bon juge de ceux qui le professent, a prononcé un discours noble, décent, tel qu'il convenait à la circonstance et à son caractère personnel. Il a fini par un mouvement oratoire d'un très grand effet et d'un genre véritablement antique. »

Ce discours « d'un genre véritablement antique » avait été inséré dans le *Moniteur* de la veille. Il est écrit dans le style emphatique et ampoulé de l'époque. Moins courageux que le rédacteur du *Moniteur,* qui n'hésitait pas à parler « des erreurs et des crimes de la révolution », Carnot excuse doucement Turenne d'avoir commis l'erreur de ne pas naître sous la république. « Ce temple, dit-il, n'est pas réservé à ceux que le hasard fit ou doit faire exister sous l'ère républicaine, mais à ceux qui, dans tous les temps, montrèrent des vertus dignes d'elle... Honneur au gouvernement qui se fait une étude d'acquitter la nation envers ses anciens bienfaiteurs; qui ne redoute point les lumières que répandit leur génie; qui n'a point d'intérêt à étouffer leur souvenir... De nos jours Turenne eût été le premier à s'élancer dans la carrière qu'ont parcourue nos phalanges républicaines. Ce ne fut point au maintien du système politique alors dominant qu'il consacra ses travaux, qu'il sacrifia sa vie, mais à la défense de son pays indépendante de tout système. L'amour de la patrie fut son mobile, comme il fut de nos jours celui des Dampierre, des Dugommier, des Marceau, des Joubert, des Desaix, des la Tour d'Auvergne; sa gloire ne doit point être séparée de celle de ces héros républicains; et c'est au nom de la république que ma main doit déposer ces lauriers dans sa tombe. Puisse l'ombre du grand Turenne être sensible à cet acte de la reconnaissance nationale, commandé par un gouvernement qui sait apprécier les vertus. »

« Le corps de Turenne, continue la relation du *Moniteur,* a été ensuite déposé dans le monument qui le renfermait à Saint-Denis. Ce monument a été placé dans une des parties latérales du dôme, par le citoyen Peyre. On ne peut assez s'étonner que ce travail ait été terminé dans le court espace de temps qui a été donné à cet artiste, et on doit admirer le goût avec lequel il a choisi l'emplacement. Ce monument est beaucoup mieux placé qu'à Saint-Denis[1].

« Le ministre de la guerre a posé sur le cercueil qui renferme le corps une couronne de laurier, et le ministre de l'intérieur y a placé une boîte d'acajou renfermant des médailles et des inscriptions.

[1] Il est permis de ne pas partager l'enthousiasme du rédacteur du *Moniteur*. Voici, à cet égard, les appréciations d'un juge compétent, M. de Guilhermy : « L'œuvre de Tuby et Marsy, destinée à une chapelle de médiocre élévation, dont elle couvrait toute une paroi, ne se trouve plus en rapport avec les proportions colossales du dôme des Invalides. On ne lui a pas restitué les riches trophées en bronze doré qui lui servaient autrefois d'accessoires. Nous regrettons aussi qu'on ait laissé subsister jusqu'à ce jour les traces trop apparentes de la précipitation avec laquelle le monument a été rajusté à une place jadis occupée par un autel. » (*Inscriptions de la France du* v^e *au* XVIIIe *siècle.*)

« La cérémonie a été terminée par une symphonie militaire. On a vu des larmes couler des yeux de plusieurs vieux soldats à cette solennité auguste. »

La cantate, dont les paroles étaient d'Esménard et la musique de Lesueur, ne s'occupait que fort peu de Turenne, auquel six vers seulement, fort médiocres d'ailleurs, étaient consacrés. Elle célébrait les grandeurs et les mérites de la république.

« Le cœur de Turenne, dit M. de Guilhermy[1], devait être placé dans l'église abbatiale de Cluny, où un magnifique tombeau avait été construit par le frère aîné du maréchal; mais il fut remis à la famille par les carmélites de la rue Saint-Jacques, et il appartient actuellement à la branche des la Tour d'Auvergne-Lauraguais. La place de ce cœur, qu'il nous soit permis de le dire, n'est pas dans les archives d'une famille, mais sous les voûtes de Saint-Denis. » Nous ne pouvons que nous associer à ce vœu.

[1] *Inscriptions de la France du* Ve *au* XVIIIe *siècle.*

CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de notre tâche. Nous avons suivi Turenne tant dans sa carrière militaire que dans sa vie privée. De cette étude nos lecteurs garderont sans doute, comme nous l'avons fait nous-même, une vive admiration pour cette belle figure. Quelques taches, il est vrai, ont obscurci la renommée de Turenne. Il a porté les armes contre sa patrie; ce fut la grande faute de sa vie, mais elle fut rachetée par une prompte soumission et un entier dévouement à la cause royale; nul ne peut savoir quelle eût été, sans le puissant secours de son génie, la destinée de Louis XIV. La victoire ne lui a pas toujours été fidèle. Condé, disent ses panégyristes, a toujours triomphé en bataille rangée; Turenne fut vaincu à Marienthal, à Rethel. Cela est vrai; mais, inébranlable dans l'adversité, l'habile et prudent maréchal savait ramener la fortune. Un mois après Marienthal, Merci, victorieux, reculait devant lui.

Turenne a consacré sa vie tout entière à l'étude persévérante, incessante de la guerre; aussi son génie, qui n'a peut-être été qu'une longue patience, n'a-t-il jamais cessé de grandir. Ses deux dernières campagnes ont mis le comble à sa gloire. Confiné dans sa spécialité, il ne dérobait à ses travaux militaires que le temps nécessaire pour se livrer à l'examen des questions religieuses, examen approfondi qui a ramené dans le sein de l'Église catholique cet esprit droit et juste.

Sa réputation n'a pas été diminuée par le prestige des généraux illustres qui l'ont suivi. Le temps, « ce fleuve qui entraîne tout, n'entraînera pas de sitôt une telle mémoire; elle est consacrée à l'immortalité, » a dit de lui Mme de Sévigné, et ce mot est toujours vrai. Son nom vit entouré de respect et d'honneur, non seulement en France, mais chez nos ennemis eux-mêmes.

« En 1814, quand la division d'Ermolof, en marche contre la France, arriva auprès de Sassbach, le général russe donna à ses troupes l'ordre

du jour suivant : « Nos armées approchent du lieu où périt, frappé d'un « boulet, le grand capitaine Turenne : désireux d'honorer la mémoire « du héros, j'ordonne à la deuxième division d'infanterie de la garde, « placée sous mon commandement, de se réunir autour de son monu- « ment en ordre de bataille, de défiler ensuite et de rendre les hon- « neurs à ce grand homme. »

« L'ordre fut ponctuellement exécuté. Les régiments de la deuxième division défilèrent par pelotons devant le monument. L'illustre Ermolof se tenait près de l'arbre desséché que la vénération des habitants avait conservé. Il saluait à haute voix les pelotons qui passaient. Puis les régiments s'arrêtèrent, un grand silence s'établit. Ermolof fit un signe, et la seconde division fit entendre trois fois un hourra, saluant ainsi, sur la terre ennemie, le grand capitaine.

« Après la parade, les officiers se réunirent dans une maison qui s'élevait non loin du monument. On présenta un registre à Ermolof, et celui-ci y écrivit que tel jour le général Ermolof, avec tous les officiers de la deuxième division, avait rendu à la cendre du capitaine français les honneurs militaires qui lui étaient dus[1]. »

Et nous, Français, inclinons-nous devant ce glorieux capitaine, auquel des étrangers, nos ennemis, se sont fait gloire de rendre de pareils honneurs.

Le nom de Turenne, qui sauva l'Alsace, amène forcément à l'esprit, avec de nobles et glorieux souvenirs, un amer et douloureux rapprochement. Que tous ceux qui ont encore au cœur la mémoire de nos récents désastres, que tous ceux qui aiment la patrie, meurtrie et mutilée, prennent pour modèle ce guerrier patriote qui ne voulait pas qu'il y eût un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aurait un Allemand en Alsace. Que notre jeune génération, appelée tout entière à porter les armes, imite cette vie de devoir et de dévouement; elle ne peut se proposer un plus noble exemple. L'illustre et modeste Turenne sut allier les vertus privées au génie militaire. Ce grand homme fut un homme de bien.

[1] Roudakof, *Istoria Pavlovskago polka*. cité par M. Rambaud dans son ouvrage : *Français et Russes*. Paris, 1877.

FIN

TABLE

18880. — Tours, impr. Mame.



